

SOCIÉTÉ DES NATIONS

*Recueil des Traités et des Engagements
Internationaux enregistrés par le Secrétariat
de la Société des Nations.*

LEAGUE OF NATIONS

"
Treaty Series

*Publication of Treaties and International Engagements
Registered with the Secretariat of the
League of Nations.*

SOCIÉTÉ DES NATIONS

*Recueil des Traité*s

*et des Engagements Internationaux enregistrés par le
Secrétariat de la Société des Nations.*

VOLUME IX

1922

NUMÉROS 1, 2, 3 et 4

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
No. 239. — Suède et Suisse :	
Echange de notes relatif à la suppression, à partir du 1er janvier 1922, de l'obligation pour les ressortissants suédois et suisses de faire viser leurs passeports pour se rendre d'un pays dans l'autre. Stockholm, les 17 et 19 décembre 1921.	11
No. 240. — Chine et Perse :	
Traité d'amitié signé à Rome le 1er juin 1920	17
No. 241. — Danemark et Norvège :	
Convention relative à la navigation aérienne, signée à Copenhague le 27 juillet 1921	23
No. 242. — Espagne et Suède :	
Echange de notes relatif à l'application du nouveau tarif douanier espagnol aux marchandises originaires et provenant de Suède. Madrid, le 29 décembre 1921	57
No. 243. — Lituanie et Pologne :	
Protocole de l'armistice conclu sous les auspices de la Commission militaire de contrôle de la Société des Nations, signé à Kowno le 29 novembre 1920	63
No. 244. — Espagne et Norvège :	
Echange de notes relatif au règlement provisoire des relations commerciales entre les deux pays. Madrid, le 1er décembre 1921	69
No. 245. — Allemagne et Pologne :	
Convention au sujet du règlement provisoire des questions ayant rapport aux fonctionnaires signée à Berlin le 9 novembre 1919 et Convention additionnelle, signée à Paris le 9 janvier 1920	77

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publication of Treaties and International Engagements
Registered with the Secretariat of the League of Nations.*

VOLUME IX

1922

NUMBERS 1, 2, 3 and 4

TABLE OF CONTENTS.

	Pages
No. 239. — Sweden and Switzerland :	
Exchange of Notes regarding the abolition of visas for the passports of Swedish and Swiss nationals proceeding from one country to the other, as from January 1, 1922. Stockholm, December 17 and 19, 1921	11
No. 240. — China and Persia :	
Treaty of friendship signed at Rome, June 1, 1920.	17
No. 241. — Denmark and Norway :	
Convention relating to Air Navigation, signed at Copenhagen July 27, 1921.	23
No. 242. — Spain and Sweden :	
Exchange of Notes concerning the application of the new Spanish customs Tariff to merchandise originating in and coming from Sweden. Madrid, December 29, 1921. ...	57
No. 243. — Lithuania and Poland :	
Armistice Protocol concluded under the auspices of the League of Nations Military Commission of Control, signed at Kowno, November 29, 1920.	63
No. 244. — Spain and Norway :	
Exchange of Notes regarding the provisional regulation of Commercial Relations. Madrid, December 1, 1921.	69
No. 245. — Germany and Poland :	
Convention for the provisional settlement of questions relating to officials, signed at Berlin, November 9, 1919 and supplementary Convention, signed at Paris, January 9, 1920. ...	77

Pages

No. 246. — Allemagne et Pologne :	Convention relative au transfert de la juridiction, signée à Posen le 20 septembre 1920 ...	103
No. 247. — Allemagne et Pologne :	Convention additionnelle à la Convention germano-polonaise du 1er octobre 1919, sur la mise en liberté des personnes détenues et l'octroi d'une amnistie (Convention d'amnistie germano-polonaise), signée à Berlin le 12 février 1921. ...	149
No. 248. — Autriche et Pays-Bas :	Convention sur l'application de la Convention d'extradition entre l'Ancienne Monarchie Austro-Hongroise et les Pays-Bas, conclue à Vienne le 24 novembre 1880, à l'extradition entre l'Autriche et les Pays-Bas, signée à la Haye le 1er décembre 1921 ...	167
No. 249. — Albanie :	Déclaration concernant la protection des minorités en Albanie. Genève, le 2 octobre 1921	173
No. 250. — Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et France :	Arrangement concernant le transport des correspondances postales par avions. Londres, le 10 octobre 1921. ...	181
No. 251. — Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et Portugal :	Dénonciation par le Gouvernement de Sa Majesté britannique de l'arrangement signé à Londres le 14 juin 1913 au sujet de la fourniture à Macao d'opium de l'Inde. Lisbonne, le 4 février 1922. ...	187
No. 252. — Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et Grèce :	Echange de notes au sujet de la liquidation des biens ennemis dans le Royaume-Uni et en Grèce. Londres, les 3 et 8 février 1922. ...	191
No. 253. — Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et France :	Echange de notes au sujet de la modification du Règlement du 17 mai 1907 concernant les traitements des Membres de la Cour Mixte des Nouvelles Hébrides. Londres, les 2 janvier et 22 février 1922. ...	197
No. 254. — Autriche et Hongrie :	Protocole et article additionnel relatif au règlement de la question de la Hongrie occidentale, signé à Venise, le 13 octobre 1921. ...	203
No. 255. — Allemagne, Danemark, Estonie, Finlande, France, etc. :	Convention relative à la non-fortification et à la neutralisation des Iles d'Aland, signée à Genève le 20 octobre 1921 ...	211
No. 256. — Belgique et Luxembourg :	Convention établissant une union économique entre les deux pays, signée à Bruxelles le 25 juillet 1921 ...	223

	Pages
No. 246. — Germany and Poland :	
Convention relating to the transfer of the judicial administration, signed at Posen, September 20, 1920.	103
No. 247. — Germany and Poland :	
Supplementary Convention to the German-Polish Convention of October 1, 1919, concerning the release of persons in custody and the granting of amnesty (German-Polish Amnesty Treaty), signed at Berlin, February 12, 1921.	149
No. 248. — Austria and the Netherlands :	
Convention regarding the application of the Extradition Convention between the former Austro-Hungarian Monarchy and the Netherlands, concluded at Vienna, November 24, 1880, to the extradition between Austria and the Netherlands, signed at the Hague, December 1, 1921.	167
No. 249. — Albania :	
Declaration concerning the Protection of Minorities in Albania. Geneva, October 2, 1921.	173
No. 250. — United Kingdom of Great Britain and Ireland and France :	
Agreement for the Conveyance of Mails by Aeroplane. London, October 10, 1921	181
No. 251. — United Kingdom of Great Britain and Ireland and Portugal :	
Denunciation by His Britannic Majesty's Government of the Agreement, signed at London June 14, 1913, regarding the Supply of Indian Opium to Macao. Lisbon, February 4, 1922.	187
No. 252. — United Kingdom of Great Britain and Ireland and Greece :	
Exchange of Notes regarding the Liquidation of Enemy Concerns in the United Kingdom and in Greece. London, February 3 and 8, 1922.	191
No. 253. — United Kingdom of Great Britain and Ireland and France :	
Exchange of Notes regarding the Modification of the Reglement of May 17, 1907, regarding the Salaries of Members of the Joint Court of the New Hebrides. London, January 2 and February 22, 1922 ...	197
No. 254. — Austria and Hungary :	
Protocol and Additional Article regarding the Settlement of the Question of Western Hungary. Signed at Venice, October 13, 1921	203
No. 255. — Germany, Denmark, Estonia, Finland, France, etc. :	
Convention relating to the Non-Fortification and Neutralisation of the Aaland Islands, signed at Geneva, October 20, 1921.	211
No. 256. — Belgium and Luxemburg :	
Convention for the establishment of an Economic Union between the two countries, signed at Brussels, July 25, 1921.	223

	Page
No. 257. — Autriche et Tchécoslovaquie :	
Accord politique signé à Prague le 16 décembre 1921.	247
No. 258. — Espagne et Norvège :	
Echange de Notes prolongeant pour un mois à partir de son expiration, le 31 mars 1922, l'arrangement intérimaire de commerce conclu le 1er décembre 1921. Madrid, le 4 avril 1922.	[253]
No. 259. — Espagne et Pays-Bas :	
Echange de notes au sujet du règlement des relations commerciales entre les deux pays. Madrid, les 30 décembre 1921, 5 et 6 janvier 1922.	257
No. 260. — Bulgarie et Pays-Bas :	
Echange de notes concernant l'importation en Bulgarie des marchandises provenant des Pays-Bas. Sofia, les 1er et 9 mars 1922.	265
No. 261. — Allemagne et Chine :	
Accords concernant le rétablissement de la Paix. Pékin, le 20 mai 1921.	271
No. 262. — Autriche, Hongrie, Italie, Pologne, Roumanie, etc. :	
Accord au sujet des passeports et des visas, signé à Graz, le 27 janvier 1922. ...	291
No. 263. — Etats-Unis d'Amérique et Colombie :	
Traité en vue de régler les différends auxquels ont donné lieu les événements survenus dans l'Isthme de Panama en novembre 1903, signé à Bogota, le 6 avril 1914 ...	301
No. 264. — Autriche et Suède :	
Echange de notes comportant un arrangement relatif à l'échange de notifications concernant les aliénés. Vienne, les 26 mai 1921 et 10 avril 1922. ...	317
No. 265. — Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, France, Italie, Japon et Ville libre de Dantzig :	
Arrangement provisoire concernant l'enregistrement et le licenciement de marins à Memel et à Dantzig, signé à Memel, le 1er avril 1922. ...	325
No. 266. — Espagne et Norvège :	
Echange de notes prolongeant pour un mois à partir de son expiration, le 30 avril 1922, l'arrangement intérimaire de commerce conclu le 1er décembre 1921. Madrid, le 6 mai 1922. ...	329
No. 267. — Autriche et Tchécoslovaquie :	
Convention relative à la ligne-frontière austro-tchécoslovaque et aux questions connexes, signée à Prague, le 10 mars 1921. ...	333
No. 268. — Perse et République Socialiste Fédérative des Soviets de Russie :	
Traité d'amitié, signé à Moscou le 26 février 1921. ...	383

	Pages
No. 257. — Austria and Czechoslovakia :	
Political Agreement, signed at Prague, December 16, 1921.	247
No. 258. — Spain and Norway :	
Exchange of Notes prolonging for a month as from its expiration, March 31, 1922, the provisional Commercial agreement, concluded December 1, 1921. Madrid, April 4, 1922.	253
No. 259. — Spain and the Netherlands :	
Exchange of Notes with regard to the regulation of the commercial relations between the two countries. Madrid, December 30, 1921, January 5 and 6, 1922.	257
No. 260. — Bulgaria and the Netherlands :	
Exchange of Notes regarding the importation into Bulgaria of goods coming from the Netherlands. Sofia, March 1 and 9, 1922.	265
No. 261. — Germany and China :	
Agreements regarding the restoration of the state of peace. Pekin, May 20, 1921. ...	271
No. 262. — Austria, Hungary, Italy, Poland, Roumania, etc. :	
Agreement regarding passports and visas, signed at Graz, January 27, 1922. ...	291
No. 263. — The United States of America and Colombia :	
Treaty for the settlement of the differences arising out of the events which took place on the Isthmus of Panama in November 1903, signed at Bogota, April 6, 1914. ...	301
No. 264. — Austria and Sweden :	
Exchange of Notes constituting an agreement concerning the exchange of notifications with regard to persons of unsound mind. Vienna, May 26, 1921 and April 10, 1922. ...	317
No. 265. — United Kingdom of Great Britain and Ireland, France, Italy, Japan and Free E., City of Danzig :	
Temporary Agreement concerning the Registration and Disbanding of Sailors at Memel and Danzig, signed at Memel, April 1, 1922.	325
No. 266. — Spain and Norway :	
Exchange of Notes prolonging for one month as from its expiration, April 30, 1922, the provisional commercial agreement concluded December 1, 1921. Madrid, May 6, 1922. ...	329
No. 267. — Austria and Czechoslovakia :	
Convention concerning the delimitation of the frontier between Austria and Czechoslovakia and various questions connected therewith, signed at Prague, March 10, 1921. ...	333
No. 268. — Persia and the Russian Socialist Federal Soviet Republic :	
Treaty of Friendship, signed at Moscow, February 26, 1921.	383

Pages

No. 269. — Albanie, Allemagne, Autriche, Belgique, Brésil, Empire Britannique, etc. :Convention internationale pour la répression de la traite des femmes et des enfants, ouverte
à la signature, à Genève, du 30 septembre 1921 au 31 mars 1922.

415

No. 270. — Danemark et Finlande :Arrangement postal et règlement d'exécution se référant à cet arrangement, signés à
Copenhague, le 19 mai 1922.

435

No. 271. — Allemagne et Pologne :Convention relative à la Haute-Silésie, signée à Genève le 15 mai 1922, et déclaration
interprétative, signée à Oppeln le 3 juin 1922....

465

	Pages
No. 269. — Albania, Germany, Austria, Belgium, Brazil, British Empire, etc. :	
International Convention for the Suppression of the Traffic in Women and Children opened for signature at Geneva from September 30, 1921 to March 31, 1922	415
No. 270. — Denmark and Finland :	
Postal Agreement together with the regulations for the carrying out of this agreement, signed at Copenhagen, May 19, 1922	435
No. 271. — Germany and Poland :	
Convention relating to Upper Silesia, signed at Geneva, May 15, 1922, together with Interpretative Declaration, signed at Oppeln June 3, 1922	45

N° 239.

SUÈDE ET SUISSE

Echange de notes relatif à la suppression, à partir du 1^{er} janvier 1922, de l'obligation pour les ressortissants suédois et suisses de faire viser leurs passeports pour se rendre d'un pays dans l'autre. Stockholm, les 17 et 19 décembre 1921.

SWEDEN AND SWITZERLAND

Exchange of Notes regarding the abolition of visas for the passports of Swedish and Swiss nationals proceeding from one country to the other, as from January 1, 1922. Stockholm, December 17 and 19, 1921.

No. 239. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS SUÉDOIS ET SUISSE RELATIF A LA SUPPRESSION, A PARTIR DU 1^{er} JANVIER 1922, DE L'OBLIGATION POUR LES RESSORTISSANTS SUÉDOIS ET SUISSES DE FAIRE VISER LEURS PASSEPORTS POUR SE RENDRE D'UN PAYS DANS L'AUTRE. STOCKHOLM, LES 17 ET 19 DÉCEMBRE 1921.

Texte officiel français communiqué par le Ministre des Affaires étrangères de Suède. L'enregistrement de cet Echange de notes a eu lieu le 30 janvier 1922.

MINISTÈRE
DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

MONSIEUR LE MINISTRE,

STOCKHOLM, le 17 décembre 1921.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que je suis autorisé à conclure avec vous un arrangement sur les bases suivantes :

1. Les ressortissants de la Suisse sont autorisés à pénétrer sur le territoire de la Suède en présentant à la frontière suédoise un passeport valable.

Sont seuls tenus de se munir d'un visa délivré par une légation ou un consulat suédois, les ressortissants suisses désireux de se rendre en Suède pour y prendre du travail.

2. Les ressortissants suisses, qu'ils soient obligés de se munir d'un tel visa suédois ou non, sont soumis aux prescriptions de police suédoises, dès qu'ils ont pénétré sur le territoire de la Suède.

3. Tout ressortissant suisse qui est porteur d'un passeport muni d'un visa suédois et qui a pénétré sur le territoire de la Suède pour y prendre du travail, peut sortir de Suède et y rentrer à volonté sans faire munir son passeport d'un nouveau visa, tant qu'il est au bénéfice d'une autorisation de séjour (*uppehållsbok*) régulièrement accordée par une autorité suédoise.

4. La réciprocité est accordée aux ressortissants suédois par le Gouvernement suisse.

5. Le présent Arrangement entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1922.

Je me permets de vous proposer que ma présente note et la réponse que vous me ferez parvenir servent à constater l'accord survenu à cet effet entre les deux Gouvernements.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Signé) BRANTING.

Monsieur SCHREIBER,
Envoyé extraordinaire et Ministre
plénipotentiaire de la Confédération Suisse,
etc., etc., etc.

Pour copie conforme :
Stockholm, le 26 janvier 1922.

*Le Secrétaire général
au Ministère royal des Affaires étrangères,
(Signé) W. BOSTRÖM.*

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 239. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE SWEDISH AND SWISS GOVERNMENTS REGARDING THE ABOLITION OF VISAS FOR THE PASSPORTS OF SWEDISH AND SWISS NATIONALS PROCEEDING FROM ONE COUNTRY TO THE OTHER AS FROM JANUARY 1, 1922. STOCKHOLM, DECEMBER 17 AND 19, 1921.

French official text communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs. The registration of this exchange of notes took place on January 30, 1922.

MINISTRY FOR FOREIGN AFFAIRS.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to inform you that I am authorised to conclude with you an agreement, based on the following conditions :

1. Swiss nationals shall be authorised to enter Swedish territory on production of valid passports at the Swedish frontier.
- Swiss nationals shall only require to be furnished with a visa issued by a Swedish Legation or Consulate if they wish to go to Sweden to take up employment in that country.
2. Swiss nationals, whether obliged to provide themselves with a Swedish visa or not, shall be subject to the Swedish Police regulations as soon as they enter Swedish territory.
3. Any Swiss national in possession of a passport furnished with a Swedish visa, and who has entered Swedish territory to take up employment there, may leave and enter Sweden at his pleasure without obtaining a new visa on his passport, provided that he is in possession of a "permit to reside" (Uppehållsbok) regularly issued by a Swedish authority.
4. The Swiss Government shall grant reciprocal treatment to Swedish nationals:
5. The present agreement shall come into force on January 1st, 1922.

I venture to suggest that this Note and your reply thereto shall serve as a record of the Agreement which has been arrived at on this matter between the two Governments.

I have the honour, etc.

(Signed) BRANTING.

M. SCHREIBER,

Envoy Extraordinary and

Minister Plenipotentiary of the Swiss Confederation,
etc., etc., etc.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

LÉGATION DE SUISSE
EN SUÈDE

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note en date du 17 décembre 1921 et de faire connaître qu'à mon tour je suis autorisé à conclure avec Votre Excellence un arrangement sur les bases suivantes :

1. Les ressortissants de la Suède sont autorisés à pénétrer sur le territoire de la Confédération suisse en présentant à la frontière suisse un passeport valable.

Sont seuls tenus de se munir d'un visa délivré par une légation ou un consulat suisse, les ressortissants suédois désireux de se rendre en Suisse pour y prendre du travail.

2. Les ressortissants suédois, qu'ils soient obligés de se munir d'un tel visa suisse ou non, sont soumis aux prescriptions de police suisses, dès qu'ils ont pénétré sur le territoire de la Confédération.

3. Tout ressortissant suédois qui est porteur d'un passeport muni d'un visa suisse et qui a pénétré sur le territoire de la Confédération suisse pour y prendre du travail, peut sortir de Suisse et y rentrer à volonté, sans faire munir son passeport d'un nouveau visa, tant qu'il est au bénéfice d'une autorisation de séjour et d'établissement régulièrement accordée par une autorité suisse.

4. La réciprocité est accordée aux ressortissants suisses par le Gouvernement suédois.

5. Le présent Arrangement entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1922.

J'accepte bien volontiers la proposition que Votre Excellence a bien voulu formuler et, vu la concordance des textes, je considère que l'accord survenu entre les deux Gouvernements est constaté par la note de Votre Excellence du 17 décembre 1921 précitée et par la présente réponse.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

Le Ministre de Suisse :

(Signé) SCHREIBER.

Son Excellence Monsieur BRANTING,
Président du Conseil et Ministre
des Affaires étrangères, etc., etc., etc.
Stockholm.

Pour copie conforme :
Stockholm, le 26 janvier 1922.

*Le Secrétaire général
au Ministère royal des Affaires étrangères,*
(Signé) W. BOSTRÖM.

SWISS LEGATION IN SWEDEN.

STOCKHOLM, December 19, 1921.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge your Note of December 17, 1921, and to inform you that I am authorised to conclude with you an Agreement based on the following conditions :

1. Swedish nationals shall be authorised to enter Swiss territory on production of valid passports at the Swiss frontier.
- Swedish nationals shall only require to be furnished with a visa issued by a Swiss Legation or Consulate if they wish to go to Switzerland to take up employment in that country.
2. Swedish nationals, whether obliged to provide themselves with a Swiss visa or not, shall be subject to the Swiss Police regulations as soon as they enter Swiss territory.
3. Any Swedish national in possession of a passport furnished with a Swiss visa, and who has entered Swiss territory to take up employment there, may leave and enter Switzerland at his pleasure without obtaining a new visa on his passport provided that he is in possession of a permit to reside and settle, regularly issued by a Swiss authority.
4. The Swedish Government shall grant reciprocal treatment to Swiss nationals.
5. The present Agreement shall come into force on January 1st, 1922.

I gladly accept your Excellency's proposal, and, as the two texts are in accord, I consider that your Note of December 17, 1921, and the present Note in reply thereto constitute a record of the Agreement between the two Governments.

I have the honour, etc.

(Signed) SCHREIBER,
Swiss Minister.

His Excellency M. BRANTING,
Prime Minister and Minister for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.
Stockholm.

N° 240.

CHINE ET PERSE

Traité d'amitié signé à Rome le
1^{er} juin 1920.

CHINA AND PERSIA

Treaty of friendship signed at Rome,
June 1, 1920.

No. 240. — TRAITÉ D'AMITIÉ ENTRE LA RÉPUBLIQUE DE CHINE
ET L'EMPIRE DE PERSE¹, SIGNÉ A ROME LE 1^{er} JUIN 1920.

Texte officiel français communiqué par le Ministère des Affaires étrangères de Perse. L'enregistrement de ce Traité a eu lieu le 4 février 1922.

SA MAJESTÉ IMPÉRIALE LE SHAH DE PERSE et SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE CHINOISE, l'un et l'autre également désireux d'établir des rapports d'amitié entre les deux pays, ont voulu les consolider par un traité d'amitié réciproquement avantageux et utile aux sujets ou citoyens des deux Hautes Parties contractantes.

A cet effet, ont désigné pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ IMPÉRIALE LE SHAH DE PERSE :

Son Excellence Monsieur le Général Isaac Khan MOFAKHAMOD-DOWLEH, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Perse à Rome ;

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE CHINE :

Son Excellence Monsieur WANG KOUANG KY, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Chine à Rome.

Les deux Plénipotentiaires s'étant réunis à Rome, ayant échangé leurs pleins pouvoirs et les ayant trouvés en bonne et due forme, ont arrêté les articles suivants :

Article 1.

A dater de ce jour et à perpétuité, il y aura amitié sincère et une constante bonne intelligence entre l'Empire de Perse et la République de Chine et leurs sujets ou citoyens respectifs.

Article 2.

Les Ambassadeurs, Ministres plénipotentiaires ou Chargés d'affaires qu'il plairait à chacune des deux Hautes Parties contractantes d'envoyer et d'entretenir auprès de l'autre seront reçus et traités, eux et tout le personnel de leur mission, comme sont reçus et traités dans les deux pays respectifs, les Ambassadeurs ou Ministres plénipotentiaires des nations les plus favorisées, et sauf de droits relatifs à la juridiction consulaire, ils y jouiront de tout point des mêmes prérogatives et immunités.

¹ Les ratifications ont été échangées à Rome le 6 février 1922.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 240. — TREATY OF FRIENDSHIP BETWEEN THE CHINESE REPUBLIC AND THE PERSIAN EMPIRE², SIGNED AT ROME ON JUNE 1, 1920.

French official text communicated by the Persian Ministry for Foreign Affairs. The registration of this Treaty took place on February 4, 1922.

His Imperial Majesty the SHAH OF PERSIA and His Excellency the PRESIDENT OF THE CHINESE REPUBLIC, being equally desirous of establishing friendly relations between the two countries, desire to consolidate these relations by means of a Treaty of Friendship which shall be of mutual benefit and advantage to the subjects or citizens of the two High Contracting Parties.

For this purpose they have appointed as their Plenipotentiaries :

For HIS IMPERIAL MAJESTY THE SHAH OF PERSIA :

H. E. General Isaac Kahn MOFAKHAMOD-DOWLEH, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Persia at Rome ;

For H. E. THE PRESIDENT OF THE CHINESE REPUBLIC :

H. E. Monsieur WANG-KOUANG-KY, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of China at Rome.

The two Plenipotentiaries, having met at Rome and having exchanged their full powers, which were found to be in good and due form, have drawn up the following Articles :

Article 1.

From this day forward, and for ever, sincere friendship and a permanent and cordial understanding shall be maintained between the Persian Empire and the Chinese Republic and their respective subjects or citizens.

Article 2.

The Ambassadors, Ministers Plenipotentiary, or Chargés d'Affaires, whom either of the two High Contracting Parties may see fit to send and to maintain as its accredited representatives with the other Party, together with the whole staff of their missions, shall be received and treated, in the respective countries, in the same way as the Ambassadors or Ministers Plenipotentiary of the most favoured nations, and, except in regard to rights in connection with consular jurisdiction, shall enjoy in every respect the same privileges and immunities.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations. ¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² The ratifications were exchanged at Rome on February 6, 1922.

Article 3.

Les sujets ou citoyens des deux Hautes Parties contractantes qui voyageront ou résideront dans le pays de l'autre seront respectés et protégés par les autorités du pays et par leurs propres agents.

Article 4.

Les sujets ou citoyens des deux Hautes Parties contractantes résidant ou voyageant dans le pays de l'autre seront soumis à la juridiction de Perse ou de Chine où ils résident ou voyagent pour leurs procès, disputes, contestations ou les crimes et délits qu'ils commettraient.

Article 5.

Les deux Hautes Parties contractantes ont le droit de nommer des consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires pour résider dans les principales villes ou dans les ports de l'autre, partout où de pareils agents sont admis à résider et, sauf le droit des juridictions consulaires, ils jouiront des mêmes priviléges que les agents consulaires des pays favorisés.

Les agents ci-dessus mentionnés sont tenus, avant d'exercer leurs fonctions, d'obtenir l'*exequatur* d'usage du gouvernement du pays où ils auront à les remplir.

Les deux Hautes Parties contractantes s'abstiendront de désigner des commerçants comme consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires, excepté à titre de consuls honoraire.

Article 6.

Le présent Traité sera rédigé en quatre exemplaires dans chacune des langues persane, chinoise et française¹. En cas de divergence d'interprétation du texte, le texte français fera foi.

Article 7.

Le présent Traité sera ratifié par Sa Majesté Impériale le Shah de Perse et par Son Excellence le Président de la République de Chine, conformément à leurs législations respectives et les ratifications seront échangées le plus tôt possible.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé le présent Traité et y ont apposé leurs cachets respectifs.

Fait à Rome, le 14 Ramazan 1338 de l'Hégire, le 1^{er} jour du sixième mois de la neuvième année de la République chinoise.

Le 1^{er} juin 1920.

(Signé) ISAAC KHAN MOFAKHAMOD-DOWLEH.
(Signé) WANG KOUANG KY.

¹ Le texte français seul a été communiqué au Secrétariat de la Société des Nations.

Article 3.

Subjects or citizens of either of the two High Contracting Parties travelling or residing in the country of the other Party shall be respected and protected by the authorities of the country and by their own officials.

Article 4.

Subjects or citizens of either of the two High Contracting Parties residing or travelling in the country of the other Party shall be subject to the jurisdiction of the country — Persia or China as the case may be — in which they are residing or travelling, as regards legal proceedings, disputes, law-suits, or as regards crimes and offences which they may commit.

Article 5.

Both of the High Contracting Parties shall be entitled to appoint Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls or Consular Agents, to be stationed in the principal towns or in the ports of the other Party, wherever such officials are permitted to reside ; and, except as regards the rights of consular jurisdiction, they shall enjoy the same privileges as the consular representatives of the most-favoured nations.

The above-mentioned officials shall, before entering on their duties, obtain the necessary *exequatur* from the Government of the country in which those duties are to be carried out.

Neither of the High Contracting Parties shall designate merchants as Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls or Consular Agents, except in the case of honorary Consuls.

Article 6.

The present Treaty shall be drawn up in the Persian, Chinese and French languages¹, and four copies shall be made in each language. In case of any dispute as to the interpretation of the text, the French text shall be authentic.

Article 7.

The present Treaty shall be ratified by His Imperial Majesty the Shah of Persia and by His Excellency the President of the Chinese Republic in conformity with the laws of their respective countries, and the ratifications shall be exchanged at the earliest possible date.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have thereto affixed their respective seals.

Done at Rome on the 14 of Ramazan in the year 1338 of the Hegira and on the first day of the sixth month of the ninth year of the Chinese Republic.

June 1, 1920.

(Signed) ISAAC KHAN MOFAKHAMOD-DOWLEH.
(Signed) WANG-KOUANG-KY.

¹ Only the French text was communicated to the Secretariat of the League of Nations.

N° 241.

DANEMARK ET NORVÈGE

Convention relative à la navigation
aérienne, signée à Copenhague le
27 juillet 1921.

DENMARK AND NORWAY

Convention relating to Air Naviga-
tion, signed at Copenhagen, July
27, 1921.

TEXTE DANOIS. — DANISH TEXT.

No. 241. — OVERENSKOMST¹ OM LUFTFART MELLEM DANMARK OG NORGE, AF 27. JULI 1921.

*Textes officiels danois et norvégien communiqués par le Ministre des Affaires étrangères de Danemark.
L'enregistrement de cette Convention a eu lieu le 7 février 1922.*

OVERENSKOMT.

HANS MAJESTAET KONGEN AF DANMARK og HANS MAJESTAET NORGE'S KONGE, som er blevet enige om at afslutte en Overenskomst angaaende Luftfart mellem Danmark og Norge, har i dette Øjemed udnævnt til Deres Befuldmægtigede :

HANS MAJESTAET KONGEN AF DANMARK :

Hans Excellence Kammerherre Harald Roger SCAVENIUS, Hans Majestæts Udenrigsminister ;

HANS MAJESTAET NORGE'S KONGE :

Herr Johannes IRGENS, Hans Majestæts overordentlige Gesandt i København ; hvilke, behørigt befuldmægtigede, er kommet overens om følgende :

Artikel 1.

De kontraherende Stater anerkender gensidigt hinandens Højhedsret over Luftrummet over deres Land- og Sø-Territorium.

Artikel 2.

Enhver af de kontraherende Stater forpligter sig til i Fredstid at tilstaa private Luftfartøjer, hjemmehørende i den anden Stat, Ret til uskadelig Fart over sit Omraade paa de i denne Overenskomst fastsatte Betingelser samt til at gøre den anden Stat delagtig i enhver Begunstigelse, som den maatte indrømme nogen ikke-kontraherende Stat med Hensyn til Adgangen til sit Omraade.

Artikel 3.

De Betingelser, som den ene kontraherende Stat har fastsat for Tilladelse til Luftfart for dens egne Luftfartøjer, skal ogsaa gælde overfor den anden Stats Luftfartøjer, som ønsker Adgang til dens Omraade, dersom andet ikke fremgaar af denne Overenskomst.

De kontraherende Stater vil søge at opnaa størst mulig Ensartethed ved Fastsættelsen af disse Betingelser.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Copenhague le 4 janvier 1922.

TEXTE NORVÉGIEN. — NORWEGIAN TEXT.

No 241. — OVERENSKOMST¹ OM LUFTFART MELLEM DANMARK OG NORGE, AV 27. JULI 1921.

Danish and Norwegian official texts communicated by the Danish Minister for Foreign Affairs. The registration of this convention took place on February 7, 1922.

OVERENSKOMST.

HANS MAJESTAET NORGES KONGE og HANS MAJESTAET KONGEN AV DANMARK, som er blitt enig om å avslutte en overenskomst om luftfart mellem Norge og Danmark, har i dette øiemed utnævnt til befullmektigede :

HANS MAJESTAET NORGES KONGE :

Herr Johannes IRGENS, Hans Majestæts overordentlige gesandt i Kjøbenhavn ;

HANS MAJESTAET KONGEN AV DANMARK :

Hans excellence Kammerherre Harald Roger SCAVENIUS, Hans Majestæts utenriksminister ;

hvilke, behørig befullmektigede, er kommet overens om følgende :

Artikkkel 1.

De kontraherende stater anerkjenner gjensidig hinannens høihetsret over luftrummet over deres land- og sjøterritorium.

Artikkkel 2.

Enhver av de kontraherende stater forplikter sig til i fredstid å tilstå private luftfartøier, hjemmehørende i den annen stat, rett til uskadelig fart over sitt område på de i denne overenskomst fastsatte betingelser samt til å gjøre den annen stat delaktig i enhver begunstigelse, som den måtte innrømme nogen ikke-kontraherende stat med hensyn til adgangen til sitt område.

Artikkkel 3.

De betingelser, som den ene kontraherende stat har fastsatt for tillatelse til luftfart for dens egne luftfartøier, skal også gjelde for den annen stats luftfartøier, som ønsker adgang til dens område, dersom annet ikke fremgår av denne overenskomst.

De kontraherende stater vil søke å opnå størst mulig ensartethet ved fastsettelsen av disse betingelser.

¹ The exchange of ratifications took place at Copenhagen January 4, 1922.

Artikel 4.

De kontraherende Stater forpligter sig til at udfærdige Bestemmelser, som paa en efter Omstændighederne betryggende Maade sikrer, at der, saafremt et Luftfartøj, hjemmehørende i den ene Stat, befinder sig indenfor den anden kontraherende Stats Omraade, foreligger Forsikring til Dækning af Skadeserstatningskrav, som i Henhold til Lovgivningen i den sidstnævnte Stat maatte tilkomme den, der som Følge af Luftfartøjets Benyttelse lider Skade paa Person eller Ting udenfor Fartøjet.

Forsikringen skal være af samme Art og Størrelse, som den Stat, hvor Flyvningen finder Sted, kræver med Hensyn til de der hjemmehørende Luftfartøjer ved Flyvning i Hjemlandet.

Selv om den ene af de kontraherende Stater ikke kræver Forsikring af der hjemmehørende Luftfartøjer ved Flyvning i Hjemlandet, skal der dog for Luftfartøjer, hjemmehørende i den anden kontraherende Stat, ved Flyvning over førstnævnte Stats Omraade være tegnet samme Forsikring som ved Flyvning i deres Hjemland.

De kontraherende Stater vil som gyldig gensidig anerkende Forsikring, som i det angivne Øjemed er tegnet i Hjemlandet i Forsikringsselskab, der er anerkendt af vedkommende Stat, forudsat at Selskabet i paakkommende Tilfælde afgør Erstatningskrav gennem Repræsentanter i den anden kontraherende Stat.

Artikel 5.

Enhver af de kontraherende Stater har Ret til af militære Grunde eller af Hensyn til den offentlige Sikkerhed at forbyde eller begrænse Adgangen til Flyvning over visse Omraader af dens Territorium under det i dens Lovgivning fastsatte Strafansvar, men med det Forbehold, at der i denne Henseende skal gælde samme Bestemmelser for private Luftfartøjer, hjemmehørende i den anden kontraherende Stat, som for dens egne private Luftfartøjer.

De Bestemmelser, som saaledes fastsættes, skal meddeles den anden Stat.

Artikel 6.

Et i den ene Stat hjemmehørende Luftfartøj, som befinder sig over et forbudt Omraade i den anden Stat, skal straks afgive det Nødsignal, som er foreskrevet i Luftvejsreglerne (Reglement D), og skal snarest mulig lande udenfor det forbudte Omraade paa en af Landingspladserne i denne Stat. Statens Myndigheder kan dog forlange øjeblikkelig Landing et andet Sted, dersom saadan Landing kan ske uden Fare.

Artikel 7.

Et Luftfartøj har den Stats Nationalitet, i hvis Luftfartøjsregister det er indført overensstemmende med Reglement A, I. c.

Det af vedkommende Myndighed i Luftfartøjets Hjemland udfærdigede Registreringsbevis anerkendes som gyldigt Bevis for Fartøjets Nationalitet.

Artikel 8.

Det er en Betingelse for, at et Luftfartøj kan indføres i en af de kontraherende Staters Luftfartøjsregister, at det har indenlandsk Ejer. Er Ejeren et i vedkommende Land hjemmehørende Aktieselskab, skal dettes Bestyrelse have Sæde der, og Formanden og mindst $\frac{2}{3}$ af de øvrige Medlemmer af Bestyrelsen være der bosatte Personer, der har Indfødsret og er Aktieejere, ligesom Aktieselskabet skal opfylde de i Hjemlandet iøvrigt gældende Regler.

Et Luftfartøj, som ikke længere opfylder disse Betingelser, skal straks slettes af Registret.

Artikkels 4.

De kontraherende stater forplikter sig til å utferdige bestemmelser, som på en etter omstendigheter betryggende måte sikrer, at der, såfremt et luftfartøi, hjemmehørende i den ene stat, befinner sig innenfor den annen kontraherende stats område, foreligger forsikring til dekning av skaderstatningskrav, som i henhold til lovgivningen i den sidstnevnte stat måtte tilkomme den, der som følge av luftfartøiets benyttelse lider skade på person eller ting utenfor fartøiet.

Forsikringen skal være av samme art og størrelse som den stat, hvor flyvningen finner sted krever med hensyn til de der hjemmehørende luftfartøier ved flyvning i hjemlandet.

Selv om den ene av de kontraherende stater ikke krever forsikring av de der hjemmehørende luftfartøier ved flyvning i hjemlandet, skal der for luftfartøier hjemmehørende i den annen kontraherende stat allikevel ved flyvning over førstnevnte stats område være tegnet samme forsikring som ved flyvning i deres hjemland.

De kontraherende stater vil gjensidig anerkjenne som gyldig forsikring som i det angitte øyemed et tegnet i hjemlandet i forsikringsselskap, som er godkjent av vedkommende stat, forutsatt at selskapet i tilfelle avgjør erstatningskrav gjennem representanter i den annen kontraherende stat.

Artikkels 5.

Enhver av de kontraherende stater har ret til av militære grunner eller av hensyn til den offentlige sikkerhet å forby eller begrense adgangen til flyvning over visse områder av dens territorium under det i dens lovgivning fastsatte straffeansvar men med det forbehold, at der i denne henseende skal gjelde samme bestemmelser for private luftfartøier hjemmehørende i den annen kontraherende stat som for dens egne private luftfartøier.

De bestemmelser som således fastsettes skal meddeles den annen stat.

Artikkels 6.

Et i den ene stat hjemmehørende luftfartøi, som befinner sig over et forbudt område i den annen stat, skal straks avgjort det nødsignal, som er foreskrevet i luftveisreglerne (reglement D) og skal snarest mulig lande utenfor det forbudte område paa en av landingsplassene i denne stat. Statens myndigheter kan dog forlange øieblikkelig landing et annet sted, dersom sådan landing kan ske uten fare.

Artikkels 7.

Et luftfartøi har den stats nasjonalitet, i hvis luftfartøisregister det er innført overensstemmende med reglement A I c.

Det av vedkommende myndighet i luftfartøiets hjemland utferdigede registreringsbevis anerkjennes som gyldig bevis for fartøiets nasjonalitet.

Artikkels 8.

Det er en betingelse for at et luftfartøi kan innføres i et av de kontraherende staters luftfartøisregister, at det har innenlandske eier. Er eieren et i vedkommende land hjemmehørende aktieselskap, skal dettes styre ha sæte der og formannen og mindst $\frac{2}{3}$ av de øvrige medlemmer av styret være der bosatte personer, som har statsborgerrett i riket og er aktieiere, likesom aktieselskapet skal opfylle de i hjemlandet forsvrigt gjeldende regler.

Et luftfartøi, som ikke lenger oppfyller disse betingelser, skal straks slettes av registret.

Artikel 9.

Et Luftfartøj kan ikke med Retsvirkning være registreret i mere end een af de kontraherende Stater.

Artikel 10.

De kontraherende Stater skal maanedlig gennem vedkommende Registreringsmynd glæde i udveksle Udskrifter af Luftfartøjsregistrene, indeholdende en Fortegnelse over indførte og udslettede Fartøjer.

Artikel 11.

Luftfartøjer, der benyttes til Luftfart mellem de kontraherende Stater, skal være forsynede med de til Identificering under Farten fornødne Nationalitets- og Registreringsmærker samt andre Mærker eller Opslag, overensstemmende med Reglement A.

Artikel 12.

Et Luftfartøj, som benyttes til Fart mellem de kontraherende Stater, skal være forsynet med et Luftygtighedsbevis udstedt eller anerkendt af den Stat, hvis Nationalitetsmærke døt fører, overensstemmende med Reglement B.

Artikel 13.

Besætningen paa et Luftfartøj, som benyttes til Fart mellem de kontraherende Stater, skal, overensstemmende med Reglement E, være forsynet med Certifikater, udstede eller anerkendte af den Stat, hvis Nationalitetsmærke Luftfartøjet fører.

Artikel 14.

De Luftygtighedsbeviser og Besætningscertifikater, som er udstedt af den ene af de kontraherende Stater overensstemmende med Reglementerne B og E, anerkendes som gyldige af den anden kontraherende Stat.

Dog kan enhver af Staterne nægte at anerkende et til en af dens egne Undersaatter af den anden Stat udstedt eller anerkendt Certifikat, naar det gælder Luftfart over dens eget Omraade.

Artikel 15.

Intet Luftfartøj, hjemmehørende i en af de kontraherende Stater, maa have Radio-Installation uden efter særlig Tilladelse fra den Stat, hvor det hører hjemme. Radio-Installationen maa kun benyttes af de Medlemmer af Besætningen, som er i Besiddelse af et særligt Certifikat, udstedt af den Stat, hvor Luftfartøjet hører hjemme. Et Luftfartøj, som opfylder disse Betingelser, er berettiget til at medføre og benytte Radio-Installation ved Fart over den anden kontraherende Stats Omraade.

Enhver af de kontraherende Stater kan bestemme, at visse Arter af Luftfartøjer skal medføre Radio-Installation. De herom givne Bestemmelser skal være de samme for Luftfartøjer, hjemmehørende i vedkommende Stat og for Luftfartøjer, hjemmehørende i den anden kontraherende Stat.

Artikkels 9.

Et luftfartøi kan ikke med retsvirkning være registrert i mere enn en av de kontraherende Stater.

Artikkels 10.

De kontraherende stater skal månedlig gjennem vedkommende registreringsmyndigheter utveksle utskrifter av luftfartøisregistrene inneholdende fortegnelse over innførte og utslettede fartøier.

Artikkels 11.

Luftfartøier, som benyttes til luftfart mellem de kontraherende stater, skal være forsynt med de til identifisering under farten fornødne nasjonalitets- og registreringsmerker samt andre merker eller opslag overensstemmende med reglement A.

Artikkels 12.

Luftfartøi som benyttes til fart mellom de kontraherende stater, skal være forsynt med et luftdyktighetsbevis, utstedt eller anerkjendt av den stat, hvis nasjonalitetsmerke det fører, overensstemmende med reglement B.

Artikkels 13.

Besetningen paa et luftfartøi, som benyttes til fart mellom de kontraherende stater skal overensstemmende med reglement E være forsynt med certificater, utstedt eller anerkjendt av den stat, hvis nasjonalitetsmerke luftfartøiet fører.

Artikkels 14.

De luftdyktighetsbeviser og besetningscertifikater som er utstet av den ene av de kontraherende stater overensstemmende med reglementene B og E anerkjennes som gyldige av den annen kontraherende stat.

Dog kan enhver av statene nekte å anerkjenne et til en av dens egne undersåtter av den annen stat utstedt eller anerkjendt certifikat når det gjelder luftfart over dens eget område.

Artikkels 15.

Intet luftfartøi hjemmehørende i en av de kontraherende stater må ha radio-innstallasjon uten etter særlig tillatelse fra den stat, hvor det hører hjemme. Radio-innstallasjonen maa kun benyttes av de medlemmer av besetningen, som er i besittelse av et særlig certifikat, utstedt av den stat, hvor luftfartøiet hører hjemme. Et luftfartøj som oppfyller disse betingelser, er berettiget til å medføre og benytte radioinnstallasjon ved fart over den annen kontraherende stats område.

Enhver av de kontraherende stater kan bestemme at visse arter av luftfartøier skal medføre radioinnstallasjon. De herom gitte bestemmelser skal være de samme for luftfartøier hjemmehørende i vedkommende stat og luftfartøier hjemmehørende i den annen kontraherende stat.

Reglerne for Benyttelse af Radio-Installationen skal saavidt muligt være ensartede i de kontraherende Stater.

Luftfartsadministrationerne i de kontraherende Stater kan træffe Aftale om fælles Regler herom.

Artikel 16.

Et Luftfartøj, hjemmehørende i en af de kontraherende Stater, kan flyve over den anden kontraherende Stats Omraade uden at lande. Fartøjet skal da følge den Rute, der maatte være angivet af den Stat, over hvis Omraade Flyvningen finder Sted.

Hvis det kræves af Hensyn til den offentlige Sikkerhed, eller der foreligger grundet Mistanke om Overtrædelse af Lovgivningen i den Stat, over hvis Omraade Flyvningen finder Sted, kan det dog ved Hjælp af de i Luftvejsreglerne (Reglement D) foreskrevne Signaler beordres til at lande paa en Landingsplads, eller, dersom det kan ske uden Fare, ogsaa andetsteds.

Et Luftfartøj, som flyver fra den ene kontraherende Stats Omraade til den anden Stats Omraade, skal ligedeles følge den Rute, som maatte være angivet af vedkommende Stat, og lande paa en af de Landingspladser, som angives i det til Overenskomsten knyttede Toldbilag.

Indretning af internationale Luftveje (hvorved forstaas Luftveje, som er afmærket ved Anlæg paa Jorden) kræver Samtykke fra den Stats Side, over hvis Omraade Flyvning skal finde Sted. For Benyttelsen af engang indrettede internationale Luftveje uden Landing kan Afgift ikke afkræves Fartøjer, som er hjemmehørende i den anden kontraherende Stat.

Artikel 17.

Til Oprettelse af fast Luftfartsforbindelse for erhvervsmæssig Befordring af Personer eller Gods mellem de kontraherende Stater kræves Tilladelse fra den Stat, med hvilken Forbindelsen ønskes oprettet.

De kontraherende Stater forpligter sig dog til gensidigt at give hinandens Luftfartøjer saaden Tilladelse paa Betingelse af, at der gives begge Staters Luftfartøjer Adgang til Deltagelse paa lige Fod i den oprettede Luftfartsforbindelse.

Postbefordring ordnes ved Aftale mellem Postadministrationerne i de kontraherende Stater.

Artikel 18.

Enhver af de kontraherende Stater har Ret til at forbehölde de i den hjemmehørende Luftfartøj den erhvervsmæssige Befordring af Personer og Gods mellem to Punkter indenfor dens eget Omraade. Til staas andre Stater Ret til saadan Befordring, tilsiger de kontraherende Stater hinanden mestbegunstiget Behandling i den her nævnte Henseende.

Hvis den ene kontraherende Stat indfører Indskrænkninger af den heromhandlede Art, som ogsaa rammer den anden Stat, kan dens egne Luftfartøjer underkastes de samme Indskrænkninger i den anden kontraherende Stat, selv om denne ikke maatte paalægge andre fremmede Fartøjer tilsvarende Indskrænkninger.

Indskrænkninger og Forbehold af den her omhandlede Art skal offentliggøres og meddeles den anden Stat.

Artikel 19.

Ved Gennemfart, derunder Landinger og de efter Forholdene nødvendige Ophold indenfor den ene kontraherende Stats Omraade kan ethvert Luftfartøj, hjemmehørende i den anden kontraherende Stat, undgaa Beslaglæggelse paa Grund af Krænkelse af Patentrettigheder ved en Sikkerhedsstillelse, hvis Størrelse i Mangel af mindelig Overenskomst snarest mulig fastsættes af vedkommende Myndighed paa det paagældende Sted.

Reglene for benyttelse av radioinnstallasjon skal såvidt mulig være ensartede i de kontraherende stater.

Luftfartsadministrasjonene i de kontraherende stater kan treffe avtale om felles regler herom.

Artikkkel 16.

Luftfartøi, hjemmehørende i en av de kontraherende stater, kan flyve over den annen kontraherende stats område uten å lande. Fartøiet skal da følge den rute, som måtte være angitt av den stat over hvis område flyvningen finner sted.

Hvis det kreves av hensyn til den offentlige sikkerhet eller der foreligger begrunnet mistanke om overtredelse av lovgivningen i den stat over hvis område flyvningen finner sted kan det dog ved hjelp av de i luftveisreglene (reglement D) foreskrevne signaler beordres til å lande på landingsplass eller, dersom det kan skje uten fare, også annetsteds.

Et luftfartøi som flyver fra den ene kontraherende stats område til den annen stats område skal likeledes følge den rute som måtte være angitt av vedkommende stat og lande på en av de landingsplasser, som angis i det til overenskomsten knyttede tollbilag.

Oprettelse av internasjonale luftvejer (hvorved forstås luftveier som er avmerket ved anlegg på jorden) krever samtykke fra den stats side, over hvis område flyvningen skal finne sted. For benyttelsen av engang opprettede internasjonale luftveier uten landing kan avgift ikke avkreves fartøier, som er hjemmehørende i den annen kontraherende stat.

Artikkkel 17.

Til opprettelse av fast luftfartsforbindelse for erhvervsmessig befordring av personer eller gods mellom de kontraherende stater kreves tillatelse fra den stat med hvilken forbindelsen ønskes opprettet.

De kontraherende stater forplikter sig dog til gjensidig å gi hinannens luftfartøier sådan tillatelse på betingelse av, at der gis begge staters luftfartøier adgang til deltagelse paa like fot i den opprettede luftfartsforbindelse.

Postførsel ordnes ved avtale mellom postadministrasjonene i de kontraherende stater.

Artikkkel 18.

Enhver av de kontraherende stater har rett til å forbeholde de i den hjemmehørende luftfartøi den erhvervsmæssige befordring av personer og gods mellom to punkter innenfor dens eget område. Tilstås andre stater rett til sådan befordring, tilsier de kontraherende stater hverandre mest begunstiget behandling i den her nevnte henseende.

Hvis den ene kontraherende stat innfører innskrenkninger av den her omhandlede art, som også rammer den annen stat, kan dens egne luftfartøier underkastes de samme innskrenkninger i den annen kontraherende stat, selv om denne ikke måtte pålegge andre fremmede fartøier tilsvarende innskrenkninger.

Innskrenkninger og forbehold av den heromhandlede art skal offentliggjøres og meddeles den annen stat.

Artikkkel 19.

Ved gjennemfart, derunder landinger og de etter forholdene nødvendige ophold innenfor den ene kontraherende stats område, kan ethvert luftfartøi hjemmehørende i den annen kontraherende stat undgå beslagleggelse på grunn av krenkelse av patentrettigheter ved en sikkerhetsstillelse, hvis størrelse i mangel av mindelig overenskomst snarest mulig fastsettes av vedkommende myndighet på det pågeldende sted.

Artikel 20.

De kontraherende Staters Luftfartøjer skal ved Fart mellem Landene være forsynet med :

- a) Registreringsbevis, overensstemmende med Reglement A.
- b) Luftdygtighedsbevis, overensstemmende med Reglement B.
- c) Besætningscertifikater, overensstemmende med Reglement E.
- d) Navneliste over Passagererne.
- e) Ladningsfortegnelse over medført Gods, overensstemmende med det til Overenskomsten knyttede Toldbilag.
- f) Dagbøger, overensstemmende med Reglement C.
- g) En af Luftfartsadministrationen i Hjemlandet udfærdiget Attest for, at der er stillet Forsikring overensstemmende med Art. 4.
- h) Eventuelt særlig Tilladelse til Medførelse af Radio-Installation.

Det skal fremgaa af Fartøjsdokumenterne, hvem der fører Kommandoen ombord.

Artikel 21.

Dagbøgerne skal opbevares i to Aar efter sidste Indførsel.

Artikel 22.

Ved et Luftfartøjs Afrejse og Landing skal vedkommende Myndigheder i de kontraherende Stater have Ret til at undersøge Fartøjet og prøve de Dokumenter, med hvilke Fartøjet skal være forsynet.

Artikel 23.

Luftfartøier, hjemmehørende i den ene kontraherende Stat, har i den anden Stat Krav paa de samme Hjælpemidler ved Landing og i Tilfælde af Nød som der hjemmehørende Fartøjer.

Med Hensyn til Bjergning paa Søen af et havareret Luftfartøj vil de kontraherende Stater i størst muligt Omfang anvende de for Bjergning af Skibe gældende Bestemmelser.

Artikel 24.

Enhver Landingsplads i de kontraherende Stater, som mod Betaling staar till almindelig Benyttelse for der hjemmehørende Luftfartøjer, skal ligeledes staa aaben for den anden kontraherende Stats Luftfartøjer.

Tariftakster saavelsom alle andre Betingelser for Benyttelsen af enhver saadan Landingsplads skal være de samme for Landets egne Luftfartøjer og for Luftfartøjer hjemmehørende i den anden kontraherende Stat.

Artikel 25.

Enhver af de kontraherende Stater forpligter sig til at træffe Foranstaltninger til at sikre, at ethvert Luftfartøj, der flyver indenfor dens Omraade, og ethvert Fartøj med vedkommende Stats Nationalitetsmærke, som befinder sig indenfor den kontraherende Stats eller paa internationalt Omraade, overholder Luftvejsreglerne (Reglement D) og til at gøre Overtrædelser til Genstand for Retforfølgning.

Artikkels 20.

De kontraherende staters luftfartøier skal ved fart mellom landene være forsynt med :

- a) Registreringsbevis overensstemmende med reglement A.
- b) Luftdyktighetsbevis overensstemmende med reglement B.
- c) Besetningscertifikater overensstemmende med reglement E.
- d) Navneliste over passasjerer.
- e) Ladningsfortegnelser over medført gods overensstemmende med det til overenskomsten knyttede tollbilag.
- f) Dagbøker overensstemmende med reglement C.
- g) En av luftfartsadministrasjonen i hjemlandet utferdiget attest for, at der er stillet forsikring overensstemmende med artikkell 4.
- h) Eventuelt særlig tillatelse til å medføre radioinnstallasjon.

Det skal fremgå av fartøiets dokumenter, hvem der fører kommandoen ombord.

Artikkels 21.

Dagbøkene skal opbevares i to år efter siste innførsel.

Artikkels 22.

Ved et luftfartøis avreise og landing skal vedkommende myndigheter i de kontraherende stater ha rett til å undersøke fartøiet og kontrollere de dokumenter, som fartøiet skal være forsynt med.

Artikkels 23.

Luftfartøi hjemmehørende i den ene kontraherende stat har i den annen stat krav paa de samme hjelpeidler ved landing og i tilfelle av nød som der hjemmehørende fartøier.

Med hensyn til bjergning paa sjøen av et havarert luftfartøi, vil de kontraherende stater i størst mulig utstrekning anvende de for bjergning av skib gjeldende bestemmelser.

Artikkels 24.

Enhver landingsplass i de kontraherende stater som mot betaling står til almindelig benytelse for de hjemmehørende luftfartøier, skal likeledes stå åpen for den annen kontraherende stats luftfartøier.

Tariffakster såvel som alle andre betingelser for benyttelsen av enhver sådan landingsplass skal være de samme for landets egne luftfartøier og for luftfartøier hjemmehørende i den annen kontraherende stat.

Artikkels 25.

Enhver av de kontraherende stater forplikter sig til å treffen foranstaltninger for å sikre, at ethvert luftfartøi som flyr innenfor dens område, og ethvert luftfartøi med vedkommende stats nasjonalitetsmerke, som befinner sig på den kontraherende stats eller på internasjonalt område, overholder luftveisreglerne (reglement D) og til å gjøre overtredelser til gjenstand for retsforfølging.

Artikel 26.

Befordring ad Luftvejen af eksplasive Stoffer og af Krigsvaaben og Krigsammunition er forbudt mellem de kontraherende Stater.

Artikel 27.

Enhver af de kontraherende Stater kan forbyde eller give nærmere Regler om Adgang til at medføre eller benytte Fotografiapparater.

De kontraherende Stater giver hinanden Meddeelse om saadanne Bestemmelser.

Artikel 28.

Enhver af de kontraherende Stater kan af Hensyn til den offentlige Sikkerhed underkastes Befordringen af andre Genstande end de i Artikelne 26 og 27 omtalte indskrænkende Bestemmelser.

De kontraherende Stater giver hinanden Meddeelse om saadanne Bestemmelser.

Artikel 29.

Alle indskrænkende Bestemmelser af den i Artikel 28 omhandlede Art skal være gældende i samme Udstrækning overfor de i Landet hjemmehørende private Luftfartøjer og private Luftfartøjer hjemmehørende i den anden kontraherende Stat.

Artikel 30.

Alle andre Luftfartøjer end militære og saadanne, som udelukkende anvendes i Statens Tjeneste som Told-, Post- og Politifartøjer, behandles som private Fartøjer, og er saaledes underkastede alle Bestemmelser i denne Overenskomst.

Artikel 31.

Ethvert Luftfartøj, der er under Kommando af en hertil beordret Militærperson, betragtes som militært.

Artikel 32.

Militære Luftfartøjer fra den ene kontraherende Stat maa hverken flyve over eller lande paa den anden kontraherende Stats Omraade uden særlig Tilladelse. Foreligger en saadan Tilladelse, nyder det militære Fartøj, i Mangel af anden Bestemmelse, den Eksterritorialitetsret, som sædvanligvis tilkommer fremmede Krigsskibe. Et militært Luftfartøj, som ikke har saadan Tilladelse og som ser sig nødsaget til at lande, eller som opfordres eller beordres til at lande, kan ikke som Følge heraf gøre Krav paa Eksterritorialitetsret.

Artikel 33.

Der skal træffes nærmere Aftale mellem de kontraherende Stater indbyrdes angaaende Spørgsmålet om, i hvilke Tilfælde Politi- og Toldluftfartøjer kan erholde Tilladelse til at overskride Grænserne. Der tilkommer ikke i noget Tilfælde saadanne Fartøjer Eksterritorialitetsret.

Artikkель 26.

Befordring ad luftveien av eksplasive stoffer og av krigsvåben og krigsammunisjon er forbudt mellem de kontraherende stater.

Artikkель 27.

Enhver av de kontraherende stater kan forby eller gi nærmere regler om adgang til å medføre eller benytte fotografiapparat.

De kontraherende stater gir hverandre meddelelse om sådanne bestemmelser.

Artikkель 28.

Enhver av de kontraherende stater kan av hensyn til den offentlige sikkerhet underkaste befordringen av andre gjenstande enn de i artiklene 26 og 27 omtalte innskrenkende bestemmelser.

De kontraherende stater gir hverandre meddelelse om sådanne bestemmelser.

Artikkель 29.

Alle innskrenkende bestemmelser av den i artikkell 28 omhandlede art skal være gjeldende i samme utstrekning overfor de i landet hjemmehørende private luftfartøier og private luftfartøier hjemmehørende i den annen kontraherende stat.

Artikkель 30.

Alle andre luftfartøier enn militære og sådanne som utelukkende anvendes i statens tjeneste som toll-, post- og politifartøier, behandles som private fartøier og er således underkastet alle bestemmelser i denne overenskomst.

Artikkель 31.

Ethvert luftfartøi, som er under kommando av en dertil beordret militærperson, betraktes som militært.

Artikkель 32.

Militære luftfartøier fra den ene kontraherende stat må hverken flyve over eller lande paa den annen kontraherende stats område uten særlig tillatelse. Foreligger en sådan tillatelse, nyter det militaire fartøi i mangel av annen bestemmelse den eksterritorialitetsrett som sedvanlig tilkommer fremmede krigsskiber. Et militært luftfartøi, som ikke har sådan tillatelse og som ser sig nødsaget til å lande eller som opfordres eller beordres til å lande, kan ikke som følge herav gjøre krav på eksterritorialitetsrett.

Artikkель 33.

Der skal treffes nærmere avtale mellom de kontraherende stater innbyrdes angående spørsmålet om i hvilke tilfelle politi- og tollluftfartøier kan erholde tillatelse til å overskride grenserne. Der tilkommer ikke i noe tilfelle sådanne fartøier eksterritorialitetsrett.

Artikel 34.

Denne Overenskomsts Bestemmelser udfyldes af Reglementerne A til E, som treæder i Kraft samtidig med Overenskomsten of har Gyldighed i samme Tidsrum som denne.

Disse Reglementer kan forandres og suppleres ved Aftale mellem de kontraherende Staters Luftfartsadministrationer.

Artikel 35.

De kontraherende Stater vil i det Omfang, det efter Forholdene er muligt, samarbejde med Hensyn til :

- a) meteorologiske Undersøgelser.
- b) Offentliggørelsen af ensartede Luftfartskort og Gennemførelsen af et fælles Princip for Terrænafmærkning.
- c) Benyttelse af Radioforbindelse i Luftfartens Tjeneste og Oprettelse af de for-nødne Radiostationer.

Luftfartsadministrationerne i de kontraherende Stater kan træffe Aftale om fælles Regler vedrørende de under a og b nævnte Forhold.

Artikel 36.

De kontraherende Staters Luftfartsadministrationer skal udenfor de Tilfælde, i hvilke de har besluttende Myndighed ifølge nærværende Overenskomst, modtage og bearbejde Forslag til Forandringer i denne Overenskomst og forvrigt behandle Spørgsmaal vedrørende Luftfarten mellem de kontraherende Stater.

Artikel 37.

De kontraherende Stater forpligter sig til gensidigt at behandle hinandens Luftfartøjer, naar de ankommer til, afrejser fra eller befinner sig paa Gennemfart i vedkommende Land, i enhver Henseende paa samme Maade som Landets egne Luftfartøjer og den Ladning, de lovlige medfører, paa samme Maade, som om den var medført af Landets egne Luftfartøjer.

De kontraherende Stater forpligter sig til at gøre hinanden delagtige i enhver Begunstigelse, som de maatte indrømme nogen tredie Stat i den henvænte Henseende.

Almindelige Regler angaaende Toldvæsenets Forhold til Luftfartøjerne optages i et til Overenskomsten hørende Bilag, der bliger at betragte som en Del af selve Overenskomsten.

Artikel 38.

Et Luftfartøj, dets Besætning, Passagerer og Gods skal under Jagtagelse af denne Overenskomsts Bestemmelser være underkastet de gældende Love og andre Forskrifter om Luftfart, Told og Afgifter, og Befordring af Personer og Gods i det Land, hvor Fartøjet befinner sig, samt andre gældende Love og Forskrifter, som vedkommende Forhold falder ind under.

Artikel 39.

I Tilfælde af Krig skal denne Overenskomsts Bestemmelser ikke gøre nogen Indskrænkning de kontraherende Staters Handlefrihed som krigsførende eller neutrale.

Artikkels 34.

Denne overenskomsts bestemmelser utfylles av reglementerne A—E som trer ikraft samtidig med overenskomsten og har gyldighet i samme tidsrum som denne.

Disse reglementer kan forandres og suppleres ved avtale mellom de kontraherende staters luftfartsadministrasjoner.

Artikkels 35.

De kontraherende stater vil i den utstrekning det etter forholdene er mulig samarbeide med hensyn til :

- a) Meteorologiske undersøkelser.
- b) Offentliggjørelsen av ensartede luftfartskarter og gjennemførelsen av et felles prinsipp for terreng-avmerkning.
- c) Benyttelse av radioforbindelse i luftfartens tjeneste og opprettelse av de fornødne radiostasjoner.

Luftfartsadministrasjonene i de kontraherende stater kan treffe avtale om felles regler vedkommende de under a) og b) nevnte forhold.

Artikkels 36.

De kontraherende staters luftfartsadministrasjoner skal utenfor de tilfelle i hvilke de har besluttende myndighet ifølge nærværende overenskomst, motta og bearbeide forslag til forandringer i denne overenskomst og førstvig behandle spørsmål vedkommende luftfarten mellom de kontraherende stater.

Artikkels 37.

De kontraherende stater forplikter sig til gjensidig å behandle hverandres luftfartøier, når de ankommer til, avreiser fra eller befinner seg på gjennemfart i vedkommende land, i enhver henseende på samme måte som landets egne luftfartøier, og den ladning, de lovlig medfører, på samme måte som om den var medført av landets egne luftfartøier.

De kontraherende stater forplikter seg til å gjøre hinannen delaktig i enhver begunstigelse, som de måtte innrømme nogen tredie stat i den her nevnte henseende.

Almindelige regler angående tollvesenets forhold til luftfartøiene optas i et til overenskomsten hørende bilag, som blir å betrakte som en del av selve overenskomsten.

Artikkels 38.

Luftfartøi, dets besetning, passasjerer og gods skal — under iakttagelse av denne overenskomsts bestemmelser — være underkastet gjeldende lover og andre forskrifter om luftfart, toll og avgifter, vareførsel og persontransport i det land, hvor luftfartøiet befinner sig samt andre gjeldende lover og forskrifter, som vedkommende forhold går inn under.

Artikkels 39.

I tilfelle av krig skal denne overenskomsts bestemmelser ikke gjøre noen innskrenkning i de kontraherende staters handlefrihet som krigsførende eller nøitrale.

Artikel 40.

Twistigheder mellem de kontraherende Stater angaaende Forstaaelsen eller Anvendelsen af denne Overenskomst og de dertil hørende Reglementer skal, hvis de ikke har kunnet løses ved direkte Forhandlinger, henvises til Afgørelse af den af Folkenes Forbund oprettede faste Domstol til mellemfolklig Retspleje.

Artikel 41.

Denne Overenskomst skal ratificeres, og Ratifikationerne skal udveksles snarest muligt i København.

Overenskomsten skal træde i Kraft fra Dagen for Ratifikationernes Udveksling. Den kan opsiges med seks Maaneders Varsel fra hver af Siderne:

Artikel 42.

Island har Adgang til at tiltræde denne Overenskomst.

Tiltrædelsen sker ved Meddeelse til det danske Udenrigsministerium, som underretter den norske Regering herom.

Til Bekræftelse heraf har de respektive Befuldmægtigede undertegnet denne Overenskomst og forsynet den med deres Segl.

Udfærdiget i København i to Eksemplarer, den 27. juli 1921.

(L. S.) HARALD SCAVENIUS.

(L. S.) J. IRGENS.

Artikkelf 40.

Tvistigheter mellom de kontraherende stater om forståelsen eller anvendelsen av denne overenskomst og de dertil hørende reglementer skal, hvis de ikke har kunnet løses ved direkte forhandlinger henvises til avgjørelse av den av Folkenes Forbund oprettede faste domstol til mellemfolkelig retspleie.

Artikkelf 41.

Denne overenskomst skal ratifiseres og ratifikasjonene skal utveksles snarest mulig i Kjøbenhavn.

Overenskomsten skal tre i kraft fra dagen for ratifikasjonens utveksling. Den kan opsies med seks måneders varsel fra hver av sidene.

Artikkelf 42.

Island har adgang til å tiltre denne overenskomst.

Tiltredelsen skjer ved meddelelse til det danske utenriksministerium, som underretter den norske regjering herom.

Til bekreftegelse herav har de respektive befullmektigede undertegnet nærværende overenskomst og forsynt den med sine segl.

Utfertiget i Kjøbenhavn i to eksemplarer, den 27. Juli 1921.

(L. S.) HARALD SCAVENIUS.

(L. S.) J. IRGENS.

¹ TRADUCTION.

N^o 241. — CONVENTION ENTRE LE DANEMARK ET LA NORVÈGE
RELATIVE A LA NAVIGATION AÉRIENNE, SIGNÉE A COPEN-
HAGUE LE 27 JUILLET 1921.

CONVENTION.

Sa Majesté le Roi de Danemark, et Sa Majesté le Roi de Norvège, ayant convenu de conclure une Convention relative à la navigation aérienne entre le DANEMARK et la NORVÈGE, ont, à cet effet, délégué comme plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK :

Son Excellence le Chambellan Harald Roger SCAVENIUS, son Ministre des Affaires étrangères.

SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE :

M. Johannes IRGENS, son Ministre Plénipotentiaire à Copenhague ;
qui, dûment munis de pleins pouvoirs, ont convenu de ce qui suit :

Article 1.

Les Etats contractants reconnaissent leur souveraineté respective sur l'espace aérien situé au-dessus de leurs territoires et de leurs eaux territoriales.

Article 2.

Chacun des Etats contractants s'engage, en temps de paix, à accorder aux aéronefs privés de l'autre Etat, la liberté de passage inoffensif au-dessus de son territoire aux conditions énoncées dans la présente Convention. Il consentira à l'autre Etat tout privilège qui pourrait avoir été accordé à tout Etat non contractant, en ce qui concerne l'admission sur son propre territoire.

Article 3.

Les conditions auxquelles un des Etats contractants soumet ses propres aéronefs pour leur accorder le droit de passage aérien, seront aussi valables à l'égard de tout aéronef appartenant à l'autre Etat, et désireux d'être admis sur le territoire du premier Etat, sous réserve que l'autre Etat respecte les stipulations de la présente Convention.

Les Etats contractants s'efforceront d'assurer la plus grande uniformité possible dans l'établissement de ces stipulations.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ TRANSLATION.

N^o 241. — CONVENTION BETWEEN DENMARK AND NORWAY
RELATING TO AIR NAVIGATION. SIGNED AT COPENHAGEN
JULY 27, 1921.

CONVENTION.

HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK and His MAJESTY THE KING OF NORWAY, who have agreed to conclude a Convention relating to Air Navigation between Denmark and Norway, have for this purpose appointed as their plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK :

His Excellency Kammerherr Harald Roger SCAVENIUS, His Majesty's Minister for Foreign Affairs :

HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY :

M. Johannes IRGENS, His Minister Plenipotentiary at Copenhagen ;

who, having duly received full powers, have agreed as follows.

Article 1.

The Contracting States recognise each other's sovereignty in the air space above their territory and territorial waters.

Article 2.

Each of the Contracting States undertakes in time of peace to accord freedom of innocent passage above its territory to private aircraft of the other State, under the terms laid down in this agreement, and shall accord to the other State any privilege which may be granted to any non-Contracting State with reference to admission over its territory.

Article 3.

The conditions laid down by one Contracting State regarding the granting of air navigation for its own aircraft shall also be valid as regards such aircraft belonging to the other State as may desire admission over its territory, provided the other State does not depart from the provisions of this Convention.

The Contracting States will endeavour to secure the greatest possible uniformity in the terms of these conditions.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Article 4.

Les Etats contractants s'engagent à élaborer tels règlements destinés à garantir, de la façon qui paraîtra la plus appropriée aux circonstances, que, dans le cas où un aéronef appartenant à l'un des Etats contractants se trouverait dans les limites du territoire de l'autre, une assurance puisse couvrir toute réclamation pour dommages et intérêts présentée, conformément à la loi, dans ledit Etat par toute personne qui aura subi un dommage, soit dans sa personne, soit dans ses biens, à l'exception des aéronefs, dommage provoqué par l'emploi de l'aéronef.

L'assurance devra être de la même sorte et de la même valeur que celle que l'Etat survolé requiert de ses propres aéronefs survolant son propre territoire.

Même si l'un des Etats contractants n'exige pas de paiement de prime d'assurance de la part de ses propres aéronefs quand ils survolent son territoire, tout aéronef appartenant à l'autre Etat contractant, quand il survolera le territoire du premier Etat, sera tenu de verser les mêmes primes d'assurance que quand il survole son propre pays.

Les Etats contractants reconnaîtront réciproquement comme valable l'assurance existant à cet effet dans chaque pays, s'il s'agit de Compagnies d'assurance reconnues par l'Etat en question, sous réserve que la Compagnie intéressée règle les demandes de dommages et intérêts par l'intermédiaire de ses représentants dans l'autre Etat contractant.

Article 5.

Chacun des Etats contractants a la faculté d'interdire ou de restreindre, pour des raisons d'ordre militaire ou de sécurité publique, le survol de certaines zones de son territoire, sous les peines prévues par sa législation et à condition qu'il applique à cet effet les mêmes dispositions à ses propres aéronefs privés et à ceux appartenant à l'autre Etat contractant.

Chacun des Etats devra être informé par l'autre de toute réglementation établie à cet égard.

Article 6.

Tout aéronef, appartenant à l'un des Etats contractants et se trouvant au-dessus d'une zone interdite de l'autre Etat devra immédiatement faire le signal de détresse prévu dans le règlement de la navigation aérienne (règlement D), et atterrira aussitôt que possible hors de la zone interdite sur l'un des aérodromes de l'Etat en question. Les autorités de l'Etat peuvent cependant exiger l'atterrissement immédiat sur tout autre terrain, sous condition que cet atterrissage puisse être effectué sans danger.

Article 7.

Un aéronef possédera la nationalité de l'Etat où il est immatriculé, conformément au règlement I.c.

Un certificat d'immatriculation, délivré par l'autorité compétente de l'Etat auquel l'aéronef appartient, sera admis comme preuve valable de la nationalité de l'aéronef.

Article 8.

Un aéronef ne peut être immatriculé au registre de l'un des Etats contractants que si son propriétaire est un ressortissant de cet Etat. Si le propriétaire est une société constituée appartenant à l'Etat en question, le siège social de la Société doit être situé dans cet Etat et le Président, ainsi qu'au moins les deux tiers des autres membres du Conseil d'administration, doivent résider

Article 4.

The Contracting States undertake to make provision to ensure, in such manner as may be desirable according to the circumstances, that, should an aircraft belonging to one contracting State be within the territory of the other, any claims on account of damage which may be put forward in the latter State, in accordance with law, by persons who have incurred damage either to themselves or to their property, except shipping, as a result of the use of the aircraft, shall be met by an insurance scheme.

The insurance shall be of the same nature, and of the same value, as is required by the State in which the flight takes place in the case of its own aircraft when flying in its own territory.

Even if one of the Contracting States does not require insurance payments from its own aircraft when flying over its own territory, aircraft belonging to the other Contracting State, when flying over the territory of the first-named State, shall be liable to pay the same insurance fees as when flying in their own country.

The Contracting States shall mutually recognise as valid the insurance-scheme in force in each country for this purpose in the case of insurance companies recognised by the State in question, provided that the company concerned in the case settles claims for compensation through its representatives in the other Contracting State.

Article 5.

Each Contracting State has the right, for military reasons or in the interest of public safety, to prohibit or restrict aircraft from flying over certain areas of its territory, under the penalties provided by its legislation, but on condition that the same provisions shall be laid down for this purpose for private aircraft belonging to the other Contracting State as are laid down for its own private aircraft.

The other State shall be informed of any regulations enacted for this purpose.

Article 6.

Any aircraft belonging to one of the Contracting States which finds itself above a prohibited area in the other State, shall immediately give the signal of distress provided for in the airway regulations (Annex D), and shall land as soon as possible outside the prohibited area on one of the aerodromes in that State. The State authorities may, however, require an immediate landing on another place, provided that such landing can be effected without danger.

Article 7.

An aircraft shall possess the nationality of the State on whose aircraft register it is entered, in accordance with Regulation A I c.

A certificate of registration, issued by the competent authority of the country to which the aircraft belongs, shall be recognised as a valid proof of the nationality of the aircraft.

Article 8.

An aircraft can only be entered on the aircraft register of one of the Contracting States if its owner is a national of that State. If the owner is an incorporated company belonging to the country in question, the headquarters of the company must be situated in that country and the president and at least two-thirds of the other members of the board of directors must be persons resident

dans le pays, posséder leurs droits civils et être actionnaires ; la Société elle-même doit remplir les conditions habituellement exigées dans le pays.

L'immatriculation de tout aéronef qui cesse de satisfaire à ces conditions, doit être immédiatement annulée.

Article 9.

Un aéronef ne peut pas légalement être immatriculé dans plus d'un des Etats contractants.

Article 10.

Les Etats contractants échangeront mensuellement des extraits de leur registre d'aéronefs contenant la liste des aéronefs dont l'immatriculation aura été accordée ou annulée.

Article 11.

Tout aéronef utilisé pour la navigation entre les Etats contractants sera muni, en conformité du règlement A, des marques indiquant sa nationalité et son immatriculation, pour permettre de l'identifier en cours de voyage, en même temps que d'autres marques ou signes.

Article 12.

Tout aéronef utilisé pour la navigation entre les Etats contractants doit, conformément au règlement B, être muni d'un certificat de navigabilité, délivré ou admis par l'Etat dont il possède la nationalité.

Article 13.

L'équipage d'un aéronef utilisé pour la navigation entre les Etats contractants doit, conformément au règlement E, être muni de certificats délivrés ou admis par l'Etat dont l'aéronef porte les marques de nationalité.

Article 14.

Les certificats de navigabilité et les certificats de l'équipage, délivrés par l'un des Etats contractants, conformément aux Règlements B et E, seront reconnus valables par l'autre Etat contractant.

Chacun des deux Etats pourra cependant refuser d'admettre un certificat délivré ou reconnu comme valable par l'autre Etat en faveur d'un de ses propres nationaux, dans le cas d'un voyage au-dessus de son propre territoire.

Article 15.

Aucun aéronef appartenant à l'un des Etats contractants ne peut être muni d'un appareil de T. S. F. sans une autorisation spéciale de l'Etat auquel il appartient. Les appareils de T. S. F. ne seront utilisés que par les membres de l'équipage munis à cet effet d'une licence spéciale délivrée par l'Etat auquel appartient l'aéronef. Tout aéronef remplissant ces conditions est autorisé à emporter et à utiliser un appareil de T. S. F. pour des vols au-dessus du territoire de l'autre Etat contractant.

Chacun des Etats contractants pourra décider que certains types d'aéronefs seront munis de la T. S. F. Les réglementations établies à ce sujet seront les mêmes pour les aéronefs de l'autre Etat que pour les siens propres.

in that country, must possess civil rights and must be share-holders, and the company itself must fulfil the regulations customarily in force in that country.

The registration of any aircraft which ceases to comply with these conditions shall at once be cancelled.

Article 9.

An aircraft cannot legally be registered in more than one of the Contracting States.

Article 10.

The Contracting States shall, every month, exchange among themselves copies of their aircraft registers containing lists of aircraft registered or cancelled.

Article 11.

Aircraft engaged in navigation between the Contracting States shall, in accordance with Annex A, be provided with such marks showing their nationality and registration as are necessary for purposes of identification during the flight, together with other marks or signs.

Article 12.

Aircraft engaged in navigation between the Contracting States shall, in accordance with Annex B, be provided with a certificate of air-worthiness, issued or recognised by the State whose nationality it possesses.

Article 13.

The crew of an aircraft engaged in navigation between the Contracting States shall, in accordance with Annex E, be provided with certificates issued or recognised by the State whose marks of nationality the aircraft carries.

Article 14.

Certificates of air-worthiness and the certificates of the crew, issued by one of the Contracting States in accordance with Annexes B and E, shall be recognised as valid by the other Contracting State.

In the case of one of its own nationals, however, either State may refuse to recognise a certificate issued or recognised by the other State should the flight be over its own territory.

Article 15.

No aircraft belonging to one of the contracting States may have a wireless apparatus except with the special permission of the State to which it belongs. Wireless apparatus shall not be used except by members of the crew provided with a special license for the purpose, issued by the State to which the aircraft belongs. Aircraft which fulfil these conditions are entitled to carry and use wireless apparatus when flying over the territory of the other contracting State.

Either of the contracting States can decree that certain kinds of aircraft shall carry wireless apparatus... The regulations provided for this purpose shall be the same for aircraft belonging to the State in question as for aircraft belonging to the other Contracting State.

Les réglementations relatives à l'utilisation des appareils de T. S. F. seront, autant que possible, rendues uniformes dans les deux Etats contractants.

Les administrations chargées de la navigation aérienne dans les deux pays contractants pourront convenir d'élaborer un règlement commun à ce sujet.

Article 16.

Tout aéronef appartenant à l'un des Etats contractants pourra survoler le territoire de l'autre Etat contractant sans atterrir. Dans ce cas, il suivra la route imposée par l'Etat dont il survole le territoire.

Si, pour des raisons de sécurité publique, ou si l'on a de bonnes raisons de soupçonner une infraction aux lois de l'Etat dont il survole le territoire, l'aéronef pourra, au moyen des signaux prévus dans les règlements de la navigation aérienne (règlement D) être invité à atterrir sur un aérodrome, ou sur tout autre terrain si l'atterrissement peut y être effectué sans danger.

Tout aéronef, se rendant par la voie des airs du territoire de l'un des Etats contractants sur le territoire de l'autre Etat, sera de même tenu de suivre l'itinéraire imposé par l'Etat en question, et d'atterrir sur l'un des aérodromes déterminés dans l'annexe relative aux douanes jointe à la présente Convention.

L'organisation de routes aériennes internationales (c'est-à-dire des routes aériennes jalonnées sur le terrain) est subordonnée au consentement de l'Etat que la route aérienne traverse. L'utilisation de routes internationales déjà établies ne donnera pas lieu au paiement de taxes pour les aéronefs de l'autre Etat contractant passant sans atterrir.

Article 17.

L'organisation d'un système permanent de relations aériennes pour le transport commercial de personnes et de marchandises entre les Etats contractants, sera soumise à l'assentiment de l'Etat avec lequel les relations sont envisagées.

Les Etats contractants, cependant, s'engagent réciproquement à accorder à leurs aéronefs toutes facilités permettant aux aéronefs de l'un et l'autre Etat d'utiliser sur le pied d'égalité les routes aériennes établies.

La poste aérienne sera organisée par un accord entre les administrations postales des Etats contractants.

Article 18.

Chacun des Etats contractants aura le droit de réservier à ses aéronefs nationaux, le transport commercial de personnes et de marchandises entre deux points situés à l'intérieur de son propre territoire. Si d'autres Etats sont autorisés à effectuer les transports de cette sorte, les Etats contractants s'accorderont l'un à l'autre le traitement de la nation la plus favorisée à cet égard.

Si l'un des Etats contractants impose des restrictions de cet ordre, qui affectent aussi l'autre Etat contractant, ses propres aéronefs pourront être soumis à la même restriction de la part de l'autre Etat contractant, sans que ce dernier soit tenu d'agir de même vis-à-vis d'aéronefs étrangers.

Les restrictions ou réserves du genre mentionné ci-dessus devront être rendues publiques, et communiquées à l'autre Etat.

Article 19.

Au cours d'un passage comportant l'atterrissement et tout arrêt que les circonstances pourraient rendre nécessaires sur le territoire de l'un des Etats contractants, un aéronef appartenant à l'autre Etat contractant ne sera pas, pour contrefaçon de brevets, soumis à la confiscation en vertu d'un

Regulations for the use of wireless apparatus shall, so far as possible, be rendered uniform in the two Contracting States.

The air administrations of the two Contracting States may agree to draw up joint rules on this subject.

Article 16.

Aircraft belonging to one of the Contracting States may cross the territory of the other Contracting State without landing. In such a case an aircraft shall follow the route prescribed by the State over which the flight takes place.

If required for reasons of public security, or if there should be any well-founded suspicion of an infraction of the law of the State over whose territory the flight takes place, aircraft may, by means of signals provided for in the air regulations (Annex D) be ordered to land at an aerodrome, or at some other place, if this may be done without danger.

Aircraft flying from the territory of one Contracting State to the territory of the other State shall also follow the route laid down by the State in question, and land at one of the aerodromes prescribed in the Customs Annex attached to this Convention.

For the establishment of international airroutes (by which is understood air routes marked out with ground marks) the consent of the State over whose territory the air route passes is required. No tolls for the use of international air routes already established may be claimed from aircraft belonging to the other Contracting State provided they do not land.

Article 17.

For the institution of a permanent system of airroute connections for the conveyance of persons and goods for hire between the Contracting States, the permission of the State with which it is desired to establish a connection is required.

The Contracting States, however, undertake mutually to grant each others' aircraft the required permission, on condition that the aircraft of both States are allowed to use the air route connections thus established on an equal footing.

The air post shall be organised by agreement between the postal administrations of the contracting States.

Article 18.

Each of the Contracting States shall have the right to reserve to its national aircraft the carriage of persons and goods for hire between two points within its own territory. Should other States be granted the right to such traffic, the contracting States shall afford each other most-favoured-nation treatment in this respect.

If one of the Contracting States imposes restrictions of the kind referred to, which also affect the other Contracting State, its own aircraft may be subjected to the same restriction in the other Contracting State, even though the latter may not impose corresponding restrictions on other foreign aircraft.

Restrictions and reservations of the kind referred to shall be made public, and notice of them shall be given to the other State.

Article 19.

During a passage, including landings, and such stoppage as may in the circumstances be necessary in the territory of one Contracting State, aircraft belonging to the other contracting State shall be exempted from seizure on the grounds of infringement of patent rights, in virtue of a cer-

certificat d'immunité, dont la portée sera, à défaut d'un accord amiable, déterminée dans le plus bref délai par l'autorité compétente de l'endroit en question.

Article 20.

Tout aéronef appartenant aux Etats contractants sera, pour tout voyage entre les deux pays, muni des documents suivants :

- a) Un certificat d'immatriculation, conformément à l'annexe A.
- b) Un certificat de navigabilité, conformément à l'annexe B.
- c) Des certificats pour l'équipage, conformément à l'annexe E.
- d) Une liste nominative des passagers.
- e) Un manifeste pour toutes marchandises transportées, conformément à l'annexe relative aux douanes, jointe à la présente Convention.
- f) Des livres de bord, conformément à l'annexe C.
- g) Une attestation délivrée par l'administration de la Navigation aérienne de l'Etat auquel appartient l'aéronef, certifiant qu'une assurance a été contractée, conformément à l'article 4.
- h) S'il y a lieu, une licence spéciale pour un appareil de T. S. F.

Les papiers de l'aéronef doivent spécifier clairement qui commande à bord.

Article 21.

Les livres de bord seront conservés pendant deux ans à dater de la dernière observation qui y aura été inscrite.

Article 22.

Au départ ou à l'atterrissement d'un aéronef, les autorités compétentes des Etats contractants auront le droit de visiter l'aéronef et de contrôler les documents dont il doit être muni.

Article 23.

Les aéronefs appartenant à l'un des Etats contractants auront droit, dans l'autre Etat, à la même assistance à l'atterrissement et, en cas de détresse, que les aéronefs nationaux.

Pour le sauvetage d'aéronefs perdus en mer, les Etats contractants appliqueront, autant qu'il sera possible, les réglementations en vigueur pour le sauvetage des navires et bateaux.

Article 24.

Tout aérodrome de l'un des Etats contractants ouvert en général, moyennant paiement de taxes, aux aéronefs nationaux, le sera aussi aux aéronefs de l'autre Etat.

Les taxes et les réglementations relatives à l'utilisation de ces aérodromes seront les mêmes pour les aéronefs de l'Etat où est situé l'aérodrome et pour ceux de l'autre Etat contractant.

Article 25.

Chacun des Etats contractants s'engage à adopter les mesures nécessaires pour que tout aéronef survolant son territoire et tout aéronef portant ses marques de nationalité, survolant le territoire

tificate of immunity, the scope of which shall, in the absence of a friendly agreement, be determined as soon as possible by the competent authority at the place in question.

Article 20.

Aircraft belonging to the contracting States shall, when flying between the two countries, be provided with :

- (a) A certificate of registration in accordance with Annex A.
- (b) A certificate of air-worthiness in accordance with Annex B.
- (c) Certificates of the crew, in accordance with Annex E.
- (d) A list of passengers.
- (e) A bill of lading of any goods carried, in accordance with the customs annex attached to this Convention.
- (f) Log-books, in accordance with Annex C.
- (g) An attestation, issued by the Air Navigation Administration in the country to which the aircraft belongs, certifying that an insurance policy has been taken out in accordance with Article 4.
- (h) If necessary, a special licence to carry wireless apparatus.

The aircraft's papers shall make it clear who is in command on board.

Article 21.

The log-books shall be kept for two years after the last entry.

Article 22.

Upon the departure or landing of an aircraft, the competent authorities of the contracting States shall have the right to visit the aircraft and to verify the documents with which it must be provided.

Article 23.

Aircraft belonging to one Contracting State may claim in the other State the same assistance on landing, and in case of distress, as aircraft belonging to that State.

With regard to salvage of aircraft wrecked at sea, the Contracting States shall apply, so far as is possible, the regulations in force for the salvage of ships.

Article 24.

Any aerodrome in the Contracting States available for general use, upon payment of charges, by the aircraft of the country in question, shall also be open for the use of aircraft belonging to the other Contracting State.

The tariff rates and all other regulations for the use of such aerodromes shall be the same for aircraft belonging to the other Contracting State as for the aircraft of the State in which the aerodrome is situated.

Article 25.

Each Contracting State undertakes to adopt measures to ensure that every aircraft flying above the limits of its territory, and that every aircraft bearing its marks of nationality, which

de l'Etat contractant ou un territoire international, se conforme aux règlements de la navigation aérienne (annexe D). L'Etat s'engagera en outre à punir toute infraction à ces règlements.

Article 26.

Le transport, par aéronef, d'explosifs, d'armes et de munitions de guerre entre les Etats contractants est interdit.

Article 27.

Chaque Etat peut prohiber ou réglementer d'une façon détaillée le transport ou l'emploi d'appareils photographiques.

Les Etats contractants se communiqueront réciproquement les stipulations y relatives.

Article 28.

Par mesure de sécurité publique, le transport d'objets autres que ceux mentionnés dans les articles 26 et 27 pourra être sujet à restriction de la part de chacun des Etats contractants.

Les Etats contractants se communiqueront réciproquement les stipulations y relatives.

Article 29.

Toute restriction du genre indiqué à l'article 28 sera appliquée également aux aéronefs privés appartenant au pays en question et aux aéronefs privés appartenant à l'autre Etat contractant.

Article 30.

Tout aéronef autre que les aéronefs militaires ou similaires, qui sont employés exclusivement au service de l'Etat (aéronefs des services des douanes, des postes ou de la police) sera considéré comme aéronef privé et comme tel, sera soumis à toutes les stipulations de la présente Convention.

Article 31.

Tout aéronef commandé par une personne en service militaire, désignée à cet effet, est réputé être un aéronef militaire.

Article 32.

Aucun aéronef militaire appartenant à l'un des Etats contractants ne pourra survoler le territoire de l'autre Etat ni y atterrir sans une autorisation spéciale.

Muni de cette autorisation, l'aéronef militaire jouira, en l'absence de stipulations spéciales, des priviléges de l'extritorialité qu'il est d'usage de reconnaître aux navires de guerre étrangers. Un aéronef militaire, non muni de cette autorisation, forcé d'atterrir ou qui y est invité ou contraint, n'acquiert pas, de ce fait, le droit à l'extritorialité.

Article 33.

Des accords réciproques détaillés seront établis entre les deux parties contractantes pour déterminer dans quel cas les aéronefs du service des douanes et de la police seront autorisés à passer la frontière. En aucun cas, ils ne pourront jouir du privilège de l'extritorialité.

finds itself within the territory of the Contracting State or on international territory, shall comply with the air regulations (Annex D) ; the State shall also undertake to prosecute all persons infringing these regulations.

Article 26.

The carriage by aircraft of explosives and of arms and munitions of war between the Contracting States is forbidden.

Article 27.

Each of the Contracting States may prohibit or regulate the carriage or use of photographic apparatus.

The Contracting States shall inform each other of such regulations.

Article 28.

As a measure of public safety, the carriage of objects other than those mentioned in articles 26 and 27 may be subjected to restrictions by each Contracting State.

The Contracting States shall inform each other of such regulations.

Article 29.

All restrictions of the kind mentioned in Article 28 shall be applied equally to private aircraft belonging to the country in question and private aircraft belonging to the other Contracting State.

Article 30.

All aircraft other than military and similar aircraft which are employed exclusively on State service, such as customs, post and police aircraft, shall be treated as private aircraft and as such shall be subject to all the provisions of the present Convention.

Article 31.

Every aircraft commanded by a person in military service detailed for the purpose is deemed to be a military aircraft.

Article 32.

Military aircraft from one Contracting State may neither fly over nor land within the territory of the other Contracting State without special authorisation. In case of such authorisation the military aircraft shall enjoy, in the absence of a special stipulation, the privileges of ex-territoriality which are customarily accorded to foreign ships of war. A military aircraft which is forced to land and which does not possess authorisation to do so, or which is required or compelled to land cannot by reason thereof acquire right to ex-territoriality.

Article 33.

Further negotiations shall be pursued between the Contracting parties to determine in what cases police and customs aircraft can be authorised to cross the frontier. They shall in no case be entitled to the privilege of ex-territoriality.

Article 34.

Les stipulations de la présente Convention seront complétées par les annexes A à E qui entrent en vigueur en même temps que la Convention elle-même et qui seront valables pour la même durée que celle-ci.

Ces annexes peuvent être modifiées et complétées au moyen de négociations entre les administrations des Etats contractants chargées de la navigation aérienne.

Article 35.

Chaque Etat contractant s'engage à coopérer autant que possible aux mesures internationales relatives :

- a) aux recherches météorologiques ;
- b) à la publication de cartes aéronautiques types et à l'organisation d'un système uniforme de repères terrestres pour les aéronefs ;
- c) à l'utilisation de la T. S. F. par la navigation aérienne et à l'installation des stations de T. S. F. nécessaires.

Les administrations des pays contractants chargées de la navigation aérienne pourront s'entendre directement pour l'élaboration de règlements communs relatifs aux points a et b.

Article 36.

Les administrations des Etats contractants chargées de la navigation aérienne, à l'exception des cas pour lesquels, d'après les termes de la présente Convention, elles ont qualité pour décider, recevront et élaboreront des projets d'amendements à cette Convention et traiteront en outre les questions relatives à la navigation aérienne entre les Etats contractants.

Article 37.

Les Etats contractants s'engagent à accorder aux aéronefs de l'autre Etat, tant à l'atterrissement qu'au départ ou au cours d'un passage sur leurs territoires respectifs, le même traitement qu'à leurs propres aéronefs, et à traiter toute cargaison régulièrement transportée par l'aéronef de la même manière que si elle était transportée par un aéronef de l'Etat en question.

Les Etats contractants s'engagent à s'accorder réciproquement les priviléges concédés à toute tierce Puissance sur les points énoncés ci-dessus.

Une réglementation générale déterminant les rapports des autorités douanières et des aéronefs est publiée dans une annexe qui doit être considérée comme partie intégrante de cette Convention.

Article 38.

Tout aéronef, aussi bien que son équipage, ses passagers et sa cargaison, doit, d'après les stipulations de la présente Convention, se conformer aux lois et autres règlements en vigueur, relatifs à la navigation aérienne, aux taxes douanières et à la circulation des personnes et des marchandises dans le pays dans lequel l'aéronef se trouve en ce moment, ainsi qu'à toute autre loi ou règle applicable.

Article 39.

En cas de guerre, les stipulations de la présente Convention ne limiteront en aucune façon la liberté d'action des Etats contractants soit comme belligérants, soit comme neutres.

Article 34.

The provisions of this Convention shall be supplemented by annexes *a* to *e*, which shall come into force simultaneously with the Convention and shall be valid for the same period as the latter.

These annexes may be modified and amplified by negotiations between the air administrations of the Contracting States.

Article 35.

Each Contracting State undertakes to cooperate as far as possible in international measures concerning :

- (*a*) meteorological investigations ;
- (*b*) the publication of standard aeronautical maps and the establishment of a uniform system of ground marks for flying ;
- (*c*) the use of wireless in air navigation and the establishment of the necessary wireless stations.

The air administrations of the Contracting States may negotiate directly with each other regarding joint regulations for the matters referred to in (*a*) and (*b*).

Article 36.

The air administrations of the Contracting States shall, except in cases which they have authority to decide by the terms of the present Convention, receive and elaborate proposals for amendments to this Convention, and shall further deal with questions affecting air navigation between the Contracting States.

Article 37.

The Contracting States undertake to accord to each other's aircraft arriving at, departing from or traversing their respective countries, the same treatment in every respect as they accord to their own aircraft and to treat any cargo, lawfully carried by such aircraft, in the same manner as if it were carried by their own aircraft.

The Contracting States undertake to accord to each other the same privileges as they concede to any third State in regard to the matters referred to herein.

General regulations regarding the relations between the customs authorities and aircraft are given in the Annex, which is to be regarded as an integral part of this Convention.

Article 38.

An aircraft, together with the crew, passengers and goods which it carries shall, subject to the provisions of this Convention, conform to the laws and other regulations in force in regard to air navigation, customs, taxes and the movement of persons and goods in the country in which the aircraft finds itself, as also to such other laws and regulations as may affect the matter in question.

Article 39.

In case of war the provisions of this Convention shall in no way limit the freedom of action of the Contracting States in their capacity as belligerents or as neutrals.

Article 40.

Les différends entre les Etats contractants en ce qui concerne l'interprétation ou l'application de la présente Convention et de ses annexes, s'ils ne peuvent être réglés par des négociations directes seront soumis à la décision de la Cour permanente de Justice Internationale instituée par la Société des Nations.

Article 41.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées aussitôt que possible à Copenhague.

La Convention entrera en vigueur avec effet à dater du jour de l'échange des ratifications. Elle pourra être dénoncée par l'une ou l'autre des parties moyennant un préavis de six mois.

Article 42.

L'Islande a le droit d'adhérer à la présente Convention.

Son adhésion s'effectuera par une notification faite au Ministère des Affaires étrangères du Danemark qui en informera le Gouvernement norvégien.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Copenhague en double exemplaire le 27 juillet 1921.

(Signé) (L. S.) HARALD SCAVENIUS.

(Signé) (L. S.) J. IRGENS.

Article 40.

Disputes between the Contracting States affecting the interpretation or application of this Convention and of the annexes thereto shall, if they cannot be settled by direct negotiations, be referred for decision to the Permanent Court of International Justice instituted by the League of Nations.

Article 41.

This Convention shall be ratified and the ratifications shall be exchanged as early as possible at Copenhagen.

The Convention shall come into force with effect from the date of the exchange of ratifications. It may be denounced at six months notice from either side.

Article 42.

Iceland shall be entitled to adhere to this Convention.

Her adherence shall be effected by means of a notification to the Danish Ministry for Foreign Affairs, which shall inform the Norwegian Government accordingly.

In faith whereof the respective plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done at Copenhagen in duplicate on July 27, 1921,

(Signed) (L. S.) HARALD SCAVENIUS
(Signed) (L. S.) J. IRGENS.

N° 242.

ESPAGNE ET SUÈDE

Echange de notes relatif à l'application du nouveau tarif douanier espagnol aux marchandises originaire et provenant de Suède.
Madrid, le 29 décembre 1921.

SPAIN AND SWEDEN

Exchange of Notes concerning the application of the new Spanish customs Tariff to merchandise originating in and coming from Sweden. Madrid, December 29, 1921.

1 TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 242. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS ESPAGNOL ET SUÉDOIS, RELATIF A L'APPLICATION DU NOUVEAU TARIF DOUANIER ESPAGNOL AUX MARCHANDISES ORIGINAIRES ET PROVENANT DE SUÈDE. MADRID, LE 29 DÉCEMBRE 1921.

No. 242. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE SPANISH AND SWEDISH GOVERNMENTS CONCERNING THE APPLICATION OF THE NEW SPANISH CUSTOMS TARIFF TO MERCHANDISE ORIGINATING IN AND COMING FROM SWEDEN. MADRID, DECEMBER 29, 1921.

Textes officiels espagnol et français communiqués par le Ministre des Affaires étrangères de Suède. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 21 février 1922.

Spanish and French official texts communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs. The registration of this exchange of notes took place on February 21, 1922.

MADRID, le 29 décembre 1921.

MADRID, December 29, 1921.

MONS EUR LE MINISTRE D'ETAT,

Lors de l'entrevue que j'eus l'honneur d'avoir avec Votre Excellence le 14 de ce mois, Votre Excellence me fit part de la mise en vigueur prochaine d'un nouveau tarif douanier espagnol et du désir du Gouvernement de Sa Majesté Catholique de voir ce tarif entrer en vigueur vis-à-vis de tous les Etats étrangers à partir d'une date commune.

Les relations commerciales entre la Suède et l'Espagne étant régies par le *modus vivendi* établi par l'échange de notes des 19 et 20 juin dernier, aux termes duquel la Suède bénéficie pour ses marchandises de la seconde colonne du tarif provisoire du 17 mai 1921, et ce *modus vivendi* ne cessant ses effets qu'un mois après dénonciation faite, Votre Excellence, en vue de réaliser la mise en vigueur du nouveau tarif contre tous les pays à partir d'une date com-

YOUR EXCELLENCY,

At the interview which I had the honour to have with Your Excellency on the 14 of this month, Your Excellency informed me of the early coming into force of a new Spanish Customs Tariff, and of the desire of His Catholic Majesty's Government that this tariff should apply to all foreign States as from the same date.

In view of the fact that commercial relations between Sweden and Spain are regulated by the *modus vivendi* established by the exchange of Notes of June 19 and 20 last, according to which Swedish goods benefit by the second column of the Provisional Tariff of May 17, 1921, and that this *modus vivendi* only ceases to apply one month after it has been denounced, Your Excellency, with a view to putting the new tariff into force in respect of all countries as

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

mune et désirant, d'un autre côté, arriver à ce résultat sans procéder vis-à-vis de la Suède à la dénonciation de notre *modus vivendi*, suggéra la proposition que le Gouvernement du Roi acceptât, pour ce qui concerne les marchandises originaires et provenant de Suède, l'application du nouveau tarif douanier dès le jour de sa mise en vigueur et que cet accord fût constaté par un échange de notes, n'étant pas porté atteinte autrement aux dispositions du *modus vivendi* conclu entre les deux pays.

Après avoir soumis la proposition de Votre Excellence à mon Gouvernement, je suis aujourd'hui en mesure de déclarer que le Gouvernement du Roi accepte que, du jour où le nouveau tarif douanier espagnol entrera en vigueur, la seconde colonne de ce tarif sera applicable aux marchandises originaires et provenant de Suède au lieu de la seconde colonne du tarif provisoire du 17 mai 1921 avec modifications apportées par le Décret royal du 3 juin 1921, actuellement en vigueur, à condition, toutefois, que la Suède ne soit, de ce chef, placée dans une situation plus défavorable qu'aucun autre pays, du fait que celui-ci bénéficierait d'un renouvellement de son arrangement commercial avec l'Espagne basé sur le tarif provisoire du 17 mai.

Si le Gouvernement de Sa Majesté Catholique accepte ce projet d'arrangement du Gouvernement du Roi, je me permets de suggérer à Votre Excellence que ma présente note et la réponse que Votre Excellence voudra bien me faire parvenir servent à constater l'accord survenu à ce sujet entre les deux gouvernements.

Je profite de cette occasion pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma très haute considération.

(Signé) DANIELSSON.

Son Excellence
Monsieur M. GONZALEZ HONTORIA,
Ministre d'Etat,
etc., etc., etc.

Pour copie conforme :
Stockholm, le 15 février 1922.

Le Secrétaire général,
W. BOSTRÖM.

from the same date, and desiring, moreover, to effect this without denouncing the *modus vivendi* with Sweden, made the suggestion that His Majesty's Government should, in respect of merchandise originating in and coming from Sweden, agree to the application of the New Customs Tariff from the date of its coming into force and that this agreement should be confirmed by an exchange of Notes, without modifying the other provisions of the *modus vivendi* concluded between the two countries.

Having submitted Your Excellency's proposal to my Government, I am now able to state that His Majesty's Government agrees that, from the day when the new Spanish Customs Tariff shall come into force, the second column of that Tariff shall apply to merchandise originating in and coming from Sweden, instead of the second column of the Provisional Tariff of May 17, 1921, with the modifications introduced by the Royal Order of June 3, 1921, at present in force, on condition, however, that Sweden will not thereby be placed in a position more unfavourable than any other country, which might benefit by a renewal of its commercial agreement with Spain, based on the Provisional Tariff of May 17.

If His Catholic Majesty's Government accepts the agreement drafted by His Majesty's Government, I venture to suggest that the present Note, together with the reply which Your Excellency will be so good as to transmit to me, should serve to confirm the agreement made between the two Governments.

I have the honour to be, etc.

(Signed) DANIELSSON.

To His Excellency
Mr. M. GONZALEZ HONTORIA,
Minister of State,
etc., etc., etc.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

MADRID, 29 de Diciembre de 1921.

EXCMO. SEÑOR,

Muy Señor mio : En su atenta Nota de hoy y refiriendose a nuestra conversacion de 14 del mes actual en la que hube de comunicarle la proxima entrada en vigor de un nuevo Arancel de Aduanas y el deseo del Gobierno de Su Majestad de que se aplicara a las procedencias de todos los Estados extranjeros a partir de una fecha común, se sirve V. E. recordar que para evitar la denuncia del *Modus Vivendi* concertado por canje de Notas de 19 y 20 de Junio último, que regula las relaciones comerciales entre nuestros dos paises, sugerí a V. E. en dicha entrevista la proposicion de que el Gobierno sueco aceptase respecto a las mercancías de origen y procedencia de Suecia la aplicacion del nuevo Arancel desde la fecha en que sea puesto en vigor consignándose así mediante canje de Notas y sin modificar las demás disposiciones del *Modus Vivendi* concluido entre los dos paises. Y agrega V. E. en su citada Nota que, despues de haber sometido esta proposición a su Gobierno, puede declarar que el Gobierno sueco acepta que, desde el dia en que la nueva tarifa aduanera española entre en vigor, su segunda columna será aplicable a las mercancías originarias y procedentes de Suecia en vez de la segunda columna del Arancel provisional del 17 de Mayo de 1921, con las modificaciones introducidas por la Real Orden de 3 de Junio de 1921 actualmente en vigor a condición sin embargo, de que Suecia no quede, con este motivo, colocada en una situación más desfavorable que ningún otro país, por el hecho de que éste beneficiase de una renovación de su arreglo comercial con España basada sobre la tarifa provisional de 17 de Mayo. Añade tambien V. E. que si el Gobierno de S. M. acepta ese proyecto de arreglo del Gobierno sueco, su citada Nota y la respuesta mia servirían para hacer constar el acuerdo recaído sobre el particular entre los dos Gobiernos.

En debida contestación me complazco en declarar a V. E. que el Gobierno de S. M. toma nota de que el de Suecia está conforme en que desde el dia en que el nuevo Arancel aduanero español entre en vigor, su segunda columna será aplicable a las mercancías originarias y procedentes de Suecia en vez de la segunda columna del Arancel provisional de 17 de Mayo de 1921 con las modificaciones introducidas por la Real Orden de 3 de Junio de 1921, actualmente en vigor.

Respecto a la condición de que Suecia no quede, con ese motivo colocada en situación más desfavorable que cualquier otro país, por el hecho de que éste beneficiara de una renovación de su arreglo comercial con España basada en la tarifa provisional de 17 de Mayo, debo manifestar a V. E. que tal es, en efecto, el sentido en que el Gobierno de S. M. se propone obrar con las diversas Naciones con las cuales esos arreglos están hoy dia en vigor.

Entiendo que esta declaración satisface los deseos del Gobierno sueco y por consiguiente estimo que con la Nota de V. E. a que contesto y la presente, queda concertado el nuevo acuerdo.

Aprovecho esta oportunidad para reiterar a V. E. las seguridades de mi más distinguida consideración.

(Signe) MANUEL GONZALEZ HONTORIA.

Al Excmo. Señor IVAN DANIELSSON,
Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario
de S. M. el Rey de Suecia.

Pour copie conforme :
Stockholm, le 15 février 1922.

Le Secrétaire général :
W. BOSTRÖM.

1 TRADUCTION. — TRANSLATION.

MADRID, 29 décembre 1921.

MADRID, December 29, 1921.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre note de ce jour, relative à notre conversation du 14 décembre au cours de laquelle je vous ai fait savoir que le nouveau tarif douanier entrerait prochainement en vigueur et que le Gouvernement de sa Majesté désirait l'appliquer aux marchandises en provenance de tous les pays étrangers à partir d'une date qui sera fixée d'un commun accord. Dans votre note, vous rappelez que, pour éviter la dénonciation du *modus vivendi* établi par un échange de notes en date des 19 et 20 juin et réglant les relations commerciales entre les deux pays, je vous ai proposé, au cours de notre entrevue, que le Gouvernement suédois acceptât que le nouveau tarif soit appliqué aux marchandises d'origine ou de provenance suédoise, à partir de la date à laquelle il sera mis en vigueur ; la situation se serait ainsi trouvée réglée au moyen d'un échange de notes, et sans modifier les autres dispositions du *modus vivendi* conclu entre les deux pays. Dans la note précitée, vous ajoutez qu'après avoir soumis cette proposition à votre Gouvernement, vous êtes en mesure de déclarer que le Gouvernement suédois accepte l'accord suivant : à dater du jour où le nouveau tarif douanier espagnol entrera en vigueur, les droits figurant à la deuxième colonne seront applicables aux marchandises d'origine ou de provenance suédoise au lieu et place des droits figurant à la deuxième colonne du tarif douanier provisoire du 17 mai 1921, avec les modifications y introduites par l'Ordonnance royale du 3 juin 1921 actuellement en vigueur ; sous réserve, toutefois, que la Suède ne se trouve pas, pour ces raisons, placée dans une situation plus défavorable qu'aucun autre pays qui bénéficierait d'un renouvellement de son accord commercial avec l'Espagne, renouvellement basé sur le tarif provisoire du 17 mai. Vous ajoutez également que si le Gouvernement de Sa Majesté accepte ce projet d'accord présenté par le Gouvernement suédois, votre note

YOUR EXCELLENCY,

In your Note of today's date, with reference to our conversation of the 14 inst., in which I had the honour to inform you of the coming into force at an early date of a new Customs Tariff and the desire of His Majesty's Government that it should be applied as from the same date to merchandise coming from all foreign countries, you recall the fact that, to avoid denouncing the *modus vivendi* established by the exchange of Notes of June 19 and 20 last, which regulates the commercial relations between our two countries, I suggested to you in that interview that the Swedish Government should, in respect of merchandise originating in or coming from Sweden, agree to the application of the new tariff from the date of its coming into force and confirm this by an exchange of Notes, without modifying the other provisions of the *modus vivendi* concluded between the two countries. You further state in this Note that, having submitted this proposal to your Government, you are in a position to state that the Swedish Government is willing to accept, from the day on which the new Spanish Customs Tariff comes into force, the application to merchandise originating in or coming from Sweden, of the second column of that Tariff instead of the second column of the Provisional Tariff of May 17, 1921, with the modifications introduced by the Royal Order of June 3, 1921, at present in force, on condition, however, that Sweden should not thereby be placed in a more unfavourable position than any other country which might benefit by a renewal of its commercial agreement with Spain based on the Provisional Tariff of May 17. You also add that, if His Majesty's Government accepts this draft agreement of the Swedish Government, your Note and my reply would suffice to confirm the agreement reached in this matter between the two Governments.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

précitée ainsi que la réponse que je lui ai faite, seront considérées comme pièces officielles établissant l'accord conclu sur ce point par les deux Gouvernements.

En réponse à cette note, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance ce qui suit : le Gouvernement de Sa Majesté prend acte de ce que le Gouvernement suédois est disposé à accepter qu'à dater du jour où le nouveau tarif douanier espagnol entrera en vigueur, les droits figurant à la deuxième colonne soient applicables aux marchandises d'origine ou de provenance suédoise, au lieu et place des droits figurant à la deuxième colonne du tarif provisoire du 17 mai 1921, avec les modifications y introduites par l'Ordonnance royale du 3 juin 1921 actuellement en vigueur.

Quant à la condition que la Suède ne doit pas être placée pour cette raison dans une situation plus défavorable que tout autre pays qui bénéficierait d'un renouvellement de son accord commercial avec l'Espagne, renouvellement basé sur le tarif provisoire du 17 mai, je dois vous faire connaître que dans ses négociations avec les diverses nations actuellement liées à lui par les arrangements en question, le Gouvernement de Sa Majesté se propose d'observer la condition précitée.

J'ai lieu de croire que cette déclaration satisfait au désir du Gouvernement suédois et, en conséquence, j'estime que votre note, ainsi que la réponse que je lui donne par la présente, établissent le nouvel accord.

Je saisis cette occasion etc.

(Signé) MANUEL GONZALEZ HONTORIA.

Son Excellence
M. Ivan DANIELSSON,
Envoyé extraordinaire
et Ministre plénipotentiaire
de Sa Majesté le Roi de Suède.

In reply, I beg to inform you that His Majesty's Government notes that the Swedish Government is prepared to accept, from the day on which the new Spanish Customs Tariff comes into force, the application to merchandise originating in or coming from Sweden of the second column of that Tariff instead of the second column of the Provisional Tariff of May 17, 1921, with the modifications introduced by the Royal Order of June 3, 1921, at present in force.

With regard to the condition that Sweden should not thereby be placed in a more unfavourable position than any other country by the fact that the latter might benefit by a renewal of its commercial agreement with Spain based on the Provisional Tariff of May 17, I beg to inform you that such is the principle on which His Majesty's Government proposes to act in its relations with the various countries with which those agreements are at present in force.

I assume that this declaration will meet the wishes of the Swedish Government, and I am therefore of opinion that your Note and my present Note in reply register the conclusion of the new agreement.

I am, etc.,

(Signed) MANUEL GONZALEZ HONTORIA.

His Excellency
M. Ivan DANIELSSON,
Envoy Extraordinary
and Minister Plenipotentiary
of His Majesty the King of Sweden.

N° 243

LITUANIE ET POLOGNE

Protocole de l'armistice conclu sous
les auspices de la Commission
militaire de contrôle de la Société
des Nations, signé à Kowno le
29 novembre 1920.

LITHUANIA AND POLAND

Armistice Protocol concluded under
the auspices of the League of
Nations Military Commission of
Control, signed at Kowno, No-
vember 29, 1920.

No. 243. — PROTOCOLE DE L'ARMISTICE CONCLU SOUS LES AUSPICES DE LA COMMISSION MILITAIRE DE CONTROLE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS ET SIGNÉ PAR LES REPRÉSENTANTS DES GOUVERNEMENTS LITUANIEN ET POLONAIS A KOWNO LE 29 NOVEMBRE 1920.

*Texte officiel français communiqué par le délégué de la Pologne auprès de la Société des Nations.
L'enregistrement de ce Protocole a eu lieu le 1^{er} mars 1922.*

Monsieur Michel KOSSAKOWSKI, Représentant du GOUVERNEMENT POLONAIS auprès de la Commission militaire de contrôle de la Société des Nations, muni de pleins pouvoirs de signer, au nom du Gouvernement polonais, tout acte de caractère militaire et politique, connexe à l'exécution des décisions de la Société des Nations, après avoir obtenu du Général Zeligowski l'engagement d'observer les conditions contenues dans le présent protocole et du Gouvernement polonais la garantie que lesdites conditions seront observées par le Général Zeligowski, d'une part ;

Et Monsieur Ignace JONYNAS, Représentant du GOUVERNEMENT LITUANIEN auprès de la Commission militaire de contrôle de la Société des Nations, et Monsieur le Colonel Constantin KLESCHTSCHINSKI, Chef de l'Etat-Major de l'armée lithuanienne, munis de pleins pouvoirs de signer, au nom du Gouvernement lithuanien, le présent document, d'autre part ;

Adoptent le présent texte qui met fin aux hostilités entre l'armée lithuanienne et les troupes du Général Zeligowski :

« Sur la recommandation de la Commission militaire de contrôle de la Société des Nations :

» 1. Les hostilités entre les troupes du Gouvernement lituanien et les troupes du Général Zeligowski prendront fin le trente novembre mil neuf cent vingt, à vingt-quatre heures ;

» 2. La remise des prisonniers de guerre à la Commission militaire de contrôle s'effectuera immédiatement après la cessation des hostilités ;

» 3. Une zone neutre sera établie entre les deux armées. En attendant que la Commission en ait fixé les limites, les troupes de première ligne conserveront, de chaque côté, les positions actuelles. »

Le présent Protocole a été rédigé en trois exemplaires originaux :

Un pour la Commission militaire de contrôle de la Société des nations ;

Un pour le Gouvernement polonais ;

Un pour le Gouvernement lituanien.

Les trois ont été contresignés par la Commission militaire de contrôle de la Société des Nations.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 243. — ARMISTICE PROTOCOL CONCLUDED UNDER THE AUSPICES OF THE LEAGUE OF NATIONS MILITARY COMMISSION OF CONTROL AND SIGNED BY THE REPRESENTATIVES OF THE LITHUANIAN AND POLISH GOVERNMENTS AT KOWNO NOVEMBER 29, 1920.

French official text communicated by the Polish Delegate accredited to the League of Nations. The registration of this Protocol took place on March 1, 1922.

Monsieur Michel KOSSAKOWSKI, representative of the POLISH GOVERNMENT with the Military Commission of Control of the League of Nations, furnished with full powers to sign, on behalf of the POLISH GOVERNMENT, any document of a military or political nature connected with the execution of the decisions taken by the League of Nations, which had obtained General Zeligowski's assurance that he would respect the conditions laid down in the present Protocol as well as the POLISH GOVERNMENT pledge that it would guarantee General Zeligowski's observance of these conditions, on the one part;

And, on the other part, M. Ignace JONYNAS, representative of the LITHUANIAN GOVERNMENT with the Military Commission of Control of the League of Nations, and Colonel Constantine KLESCHTSCHINSKI, Chief of the General Staff of the Lithuanian Army, both fully empowered to sign, on behalf of the Lithuanian Government, this document;

Adopt the present text which will put an end to the hostilities between the Lithuanian Army and the troops of General Zeligowski.

At the recommendation of the League of Nations Military Commission of Control :

(1) Hostilities between the troops of the Lithuanian Government and those of General Zeligowski shall cease on the thirtieth day of November nineteen hundred and twenty, at 24 hours.

(2) The surrender of all prisoners of war to the Military Commission of Control shall be carried out immediately hostilities have ceased.

(3) A neutral zone shall be established between the two armies until the Commission shall have fixed the boundaries. The front-line troops on both sides shall remain in their present positions.

The present Protocol has been drafted in three original copies :

One for the League of Nations Military Commission of Control ;

One for the Polish Government ;

One for the Lithuanian Government.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Fait le présent Protocole à la gare de Kowno, dans le train de la Commission militaire de contrôle de la Société des Nations, le vingt-neuf novembre mil neuf cent vingt, à quatorze heures, en présence des délégués susmentionnés et de la Commission militaire de contrôle.

Vu, contrôlé, approuvé par les délégués et la Commission.

Les délégués lituaniens :

Ic. JONNYNAS.

C. KLESCHTSCHINSKI.

Le délégué polonais :

MICH. KOSSAKOWSKI.

La Commission militaire de contrôle de la Société des Nations :

(Signé) S. LASSITSCH.

A. M. KEENAN.

CARLO BERGERA.

P. CHARDIGNY.

*zgodne z oryginałem
dn. 8-II-22.
Naczelnik wydziału.*

NOTE AU GOUVERNEMENT POLONAIS ET AU GOUVERNEMENT LITUANIEN.

Conformément aux dispositions du paragraphe 3 du protocole du 29 novembre 1920, la Commission militaire de contrôle de la Société des Nations a fixé ainsi qu'il suit les limites de la zone neutre qui doit être établie entre l'armée lituanienne et les troupes du général Zeligowski :

1. Du côté lituanien :

La ligne passant par : Jakiance, Strzelciszki, Kalance, Spengleniki, Kol Panaszyszki, Zukleje, Solowjiszki, Spindzie, Strawka, Sztarejnia, Dowgierdziszki, Chowszczyzna, Nowe Pole, 218, Kacieliszki, 229, 189, Sejbutany, Mlynek, Pont du chemin de fer sur la Brazola (rive gauche), Amerynis, Podolosie, Rive gauche de la Willia jusqu'à Wolejkiszki, Wicuny, Dowboryszki, Uzuzele, Pasieki, Rynucie, Sznipancie, Okmiance, Antonowci, Kiemiele, Uliczany, Pojodzie, Jodziszki, Extrémité ouest et rive nord du lac de Giedrojcie, Janczury, Mezance, Rive nord du lac Oswie jusqu'à Olka, Rive nord du lac Boloma, Labejszyszki, Janiszki.

2. Du côté polonais :

La ligne passant par : Deksznie, Mosty, Ozierance, Station de Rudziszki, Obale, Jelenowo, 178, route de la cote 178 à Stary-Mlyn, Gaj, Sejmany (au nord de la cote 171), Olsoky près de la cote 201, Kniazowszczyzna, Dobity, Miciuny, Lozdziany, Jateluny, Brazola, Surmane, Rive droite de la Wilia jusqu'à Podworzance, Pokalnie, Siberowka, Plekiszki, Jawniuny, Birk, Kwakce, Migucie, Nugary, Naruniszki, Burkile, Jakubance, Swindaryszki, Kiejdaniele, Pokirny, Majrance, Podubinki, Maciejewa, Orniany.

(Carte allemande au 1/100,000 de la Russie occidentale)¹.

Ces limites marquent la ligne des postes les plus avancés de chaque côté.

La rectification des positions résultant des limites fixées ci-dessus devra être achevée le 3 décembre 1920, à 12 heures, et le compte rendu d'exécution sera adressé à la Commission par les soins des représentants des deux gouvernements dans la journée du 4 décembre 1920.

En gare de Kowno, le 30 novembre 1920.

Les membres de la commission :

(Signé) A. M. KEENAN.

CARLO BERGERA.

P. CHARDIGNY.

*zgodne z oryginałem
dn 8-II-22.
Naczelnik wydziału.*

¹ Carte non reproduite dans ce Recueil.

Done at Kowno station in the train of the League of Nations Military Commission of Control, on the twenty-ninth day of November nineteen hundred and twenty, at 2 p.m., in the presence of the above mentioned delegates and of the Military Commission of Control.

Seen, checked and approved by the Delegates and the Commission :

The Lithuanian Delegate :

(Signed) IG. JONYNAS.

C. KLESCHTSCHINSKI.

The Polish Delegate :

(Signed) MICH. KOSSAKOWSKI.

The Military Commission of Control of the League of Nations :

(Signed) S. LASSITSCH.

A. M. KEENAN.

CARLO BERGERA.

P. CHARDIGNY.

NOTE TO THE LITHUANIAN AND POLISH GOVERNMENTS.

In conformity with the provisions of § 3 of the Protocol of November 29, 1920, the Military Commission of Control of the League of Nations has fixed the boundaries of the neutral zone which is to be established between the Lithuanian Army and General Zeligowski's troops as follows :

(1) On the Lithuanian side :

The line passing through : Jakiance, Strzelciszki, Kalance, Splengeniki, Kol, Panaszyszki, Zukleje, Solowjiszki, Spindzie, Strawka, Szatarejnia, Dowgierdziszki, Chowszcztyna, Nowe Pole, 218, Kacieliszki, 229, 189, Sebutany, Mlynek, the railway bridge over Brazola (left bank), Ameyrynis, Podolosie, left bank of the Wilia to Wolejkiszki, Wicuny, Dowboryszki, Uzuzele, Pasieki, Rynucie, Sznipancie, Okmiance, Antonowo, Kiemele, Uliczany, Pojodzie, Jodziszki, Western end of the Northern shore of Lake Giedroitze, Janczury, Mezance, Northern shore of Lake Oswie as far as Olka, Northern shore of Lake Boloma Labejszki, Janiszki.

(2) On the Polish side :

The line passing through : Dekszenie, Mosty, Ozierance, Rudziszki, Obale, Jelenowo, 178, road from Hill 178 to Stary-Mlyn, Gaj Sejmany (to the North of Hill 171), Olsoky (near Hill 201), Kniazowszczyzna, Dobity, Miciuny, Lozdaiany, Jateluny, Brazola, Surmance, at the Right Bank of River Wilia as far as Podworzance, Pokalnie, Siberowka, Plekiszki, Jawniuny, Birki, Kwakce, Migucie, Nugary, Naruniszki, Burkile, Jakuhance, Swindaryszki, Kiejdaniele, Pokirny, Majrance, Podubinki, Maciejewa, Orniandy.

(See German 1/100,000 map of Western Russia)¹.

These boundaries mark the line of the most advanced posts on each side.

The rectification of positions resulting from the boundaries laid down above shall be completed by December 3, 1920, at 12 noon, and the report on the carrying out of this rectification shall be sent to the Commission through the Representatives of the two Governments on December 4, 1920.

Kowno Railway Station, November 30, 1920.

The Members of the Commission :

(Signed) A. M. KEENAN.

CARLO BERGERA.

P. CHARDIGNY.

¹ Map not reproduced in this Series.

N° 244.

ESPAGNE ET NORVÈGE

Echange de notes relatif au règlement provisoire des relations commerciales entre les deux pays.
Madrid, le 1^{er} décembre 1921.

SPAIN AND NORWAY

Exchange of Notes regarding the provisional regulation of Commercial Relations. Madrid, December 1, 1921.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

No. 244. — ÉCHANGE DE NOTES
ENTRE LES GOUVERNEMENTS
ESPAGNOL ET NORVÉGIEN
RELATIF AU RÈGLEMENT
PROVISOIRE DES RELATIONS
COMMERCIALES ENTRE LES
DEUX PAYS. MADRID, LE
1^{er} DÉCEMBRE 1921.

Textes officiels espagnol et français communiqués par le Ministre des Affaires étrangères de Norvège. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 14 mars 1922.

LÉGATION ROYALE DE NORVÈGE
EN ESPAGNE

MADRID, le 1^{er} décembre 1921.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que, comme résultat des conversations que nous venons d'entretenir, et en attendant qu'il soit possible de conclure une Convention de commerce définitive entre la Norvège et l'Espagne, le Gouvernement norvégien est d'accord avec le suivant Arrangement intérimaire entre les deux pays :

I. Le Gouvernement espagnol s'engage à appliquer aux marchandises norvégiennes, avec une majoration de 25 % pour chaque article, les droits de la seconde colonne du tarif espagnol de douane en tout temps en vigueur, avec les modifications introduites par la « Real Orden » du 3 juin 1921, pendant qu'elle restera en vigueur.

II. Le Gouvernement norvégien s'engage à appliquer aux marchandises espagnoles les

No. 244. — CANJE DE NOTAS
ENTRE LOS GOBIERNOS ESPAÑOL Y NORUEGO SOBRE EL
ACUERDO QUE REGULA PROVISIONALMENTE LAS RELACIONES COMERCIALES ENTRE
AMBOS PAISES. MADRID 1 DE
DICIEMBRE DE 1921.

Spanish and French official texts communicated by the Norwegian Minister for Foreign Affairs. The registration of this agreement took place on March 14, 1922.

MINISTERIO DE ESTADO.

MADRÍD, 1º de Diciembre de 1921

EXCMO SEÑOR :

Muy Señor mío : En contestación a la atenta Nota que con fecha de hoy se ha servido V. E. dirigirme tengo la honra de participarle que, como resultado de las conversaciones celebradas últimamente, y en espera de que sea posible concluir un Convenio definitivo entre España y Noruega, el Gobierno de S. M. está de acuerdo en el siguiente arreglo provisional entre ambos Países :

I. El gobierno español se compromete a aplicar a las mercancías noruegas, con un aumento de veinticinco por ciento para cada artículo, los derechos de la segunda columna del Arancel español de Aduanas vigente en cualquier tiempo, con las modificaciones introducidas por la Real Orden de 3 de Junio de 1921 mientras dicha Real Orden esté en vigor.

II. El Gobierno noruego se compromete a aplicar a las mercancías españolas los derechos

droits minima du tarif de douane norvégien en tout temps en vigueur.

III. Le Gouvernement norvégien s'engage, en outre, à pourvoir à l'importation et à autoriser la vente et la consommation, dans les limites fixées par la législation norvégienne, des quantités de spiritueux et de vins espagnols d'une teneur alcoolique supérieure à 14° nécessaires aux besoins du pays.

IV. En tenant compte des restrictions que les importations des dites boissons ont subies pendant les derniers mois par suite du traitement différentiel auquel elles ont été soumises, le Gouvernement norvégien, sans préjudice de l'arrangement définitif, s'engage à pourvoir à l'importation d'une quantité minima de spiritueux et de vins d'une teneur alcoolique supérieure à 14°, d'origine et de provenance espagnoles, de 150.000 (cent cinquante mille) litres jusqu'au 31 mars 1922. Dans ce contingent est compris le vin Malaga. Le dit contingent de 150,000 litres ne pourra être réexporté dans un but commercial.

V. En acceptant ce contingent, le Gouvernement espagnol se réserve, de sa part, toute liberté pour insister dans ses demandes antérieures au sujet des négociations relatives à l'arrangement définitif.

VI. Cet arrangement intérimaire entrera en vigueur immédiatement et prendra fin le 31 mars 1922.

Je dois ajouter que par cette Note et la Note analogue de Votre Excellence acceptant les clauses que je viens d'insérer, le Gouvernement norvégien considérera conclu l'Arrangement intérimaire dont il est question.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

(Signé) M. LIE.

Son Excellence

Monsieur GONZALEZ HONTORIA,
Ministre d'Etat,
etc., etc., etc.

Pour copie conforme,
Christiania, le 8 mars 1922.

C. SMITH,
Chef de division.

No. 244.

mínimos del Arancel de Aduanas noruego vigente en cualquier tiempo.

III. El Gobierno noruego se compromete, además, a proveer a la importación y a autorizar la venta y el consumo en los límites fijados por la legislación noruega de las cantidades de bebidas espirituosas y vinos españoles de un tenor alcohólico superior a catorce grados, requeridas para las necesidades del país.

IV. Teniendo en cuenta las restricciones que las importaciones de dichas bebidas han sufrido durante los últimos meses a consecuencia del trato diferencial a que han estado sometidas, el Gobierno noruego, sin perjuicio del arreglo definitivo, se compromete a proveer a la importación de una cantidad mínima de bebidas espirituosas y de vinos de un tenor alcohólico superior a catorce grados, de origen y procedencia españoles de ciento cincuenta mil (150.000) litros hasta al 31 de Marzo 1922. En este contingente está incluido el vino Málaga. Dicho contingente de ciento cincuenta mil (150.000) litros no podrá ser reexportado de Noruega con un fin comercial.

V. Al aceptar este contingente, el Gobierno español se reserva, por su parte plena libertad para insistir en sus demandas anteriores, en las negociaciones relativas al arreglo definitivo.

VI. Este arreglo provisional entrará en vigor inmediatamente y terminará el 31 de Marzo de 1922.

Al tener la honra de participar à V. E. cuanto precede me complazeo en manifestarle que, mediante la entrega que acaba de hacerme V. E. de su citada Nota y la presente, el Gobierno de S. M. estima concluído el arreglo povidional.

Aprovecho la oportunidad para reiterar à V. E. las seguridades de mi más distinguida consideración.

(Firmado) MANUEL GONZALEZ HONTORIA.

Excmo. Señor Michael S. LIE,
Enviado Extraordinario y Ministro
Plenipotenciario de S. M. el Rey de
Noruega, etc. etc., etc.

Pour copie conforme :
Christiania, le 8 mars 1922.
C. SMITH.
Chef de division.

¹ TRADUCTION.

MINISTÈRE D'ETAT.

MADRID, le 1^{er} décembre, 1921.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En réponse à votre lettre de ce jour, j'ai l'honneur de vous faire connaître qu'à la suite des pourparlers qui ont eu lieu dernièrement, le Gouvernement de Sa Majesté, tout en espérant qu'une Convention définitive pourra être conclue entre l'Espagne et la Norvège, est d'accord avec le suivant arrangement intérimaire entre les deux pays :

I. Le Gouvernement espagnol s'engage à appliquer aux marchandises norvégiennes, avec une majoration de vingt-cinq pour cent pour chaque article, les droits de la seconde colonne du tarif espagnol de douane en tout temps en vigueur avec les modifications introduites par la « Real Order » du 3 juin 1921 pendant qu'elle restera en vigueur.

II. Le Gouvernement norvégien s'engage à appliquer aux marchandises espagnoles les droits minima du tarif des douanes norvégien en tout temps en vigueur.

III. Le Gouvernement norvégien s'engage en outre à pourvoir à l'importation et à autoriser la vente et la consommation, dans les limites fixées par la législation norvégienne, des quantités de spiritueux et de vins espagnols d'une teneur alcoolique supérieure à quatorze degrés, nécessaires au besoin du pays.

IV. En tenant compte des restrictions que les importations des dites boissons ont subies pendant les derniers mois par suite du traitement différentiel auquel elles ont été soumises, le Gouvernement norvégien, sans préjudice de l'arrangement définitif, s'engage à pourvoir à l'importation d'une quantité minima de spiritueux et de vins d'une teneur alcoolique supérieure à quatorze degrés d'origine et de provenance espagnole de 150.000 (cent cinquante mille) litres jusqu'au 31 mars 1922. Dans ce contingent est compris le vin Malaga. Ledit contingent de 150.000 (cent cinquante mille) litres ne pourra être réexporté dans un but commercial.

V. En acceptant ce contingent, le Gouvernement espagnol se réserve de sa part, toute liberté pour insister dans ses demandes antérieures au sujet des négociations relatives à l'arrangement définitif.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ TRANSLATION.

No. 244. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE SPANISH AND NORWEGIAN GOVERNMENTS REGARDING THE PROVISIONAL REGULATION OF COMMERCIAL RELATIONS BETWEEN THE TWO COUNTRIES. MADRID, DECEMBER 1, 1921.

MINISTRY OF STATE.

ROYAL NORWEGIAN
LEGATION IN SPAIN.

MADRID, December 1, 1921.

MADRID, December 1, 1921.

YOUR EXCELLENCY,

In reply to your letter of to day's date, I have the honour to inform you that, as a result of our recent conversations, and until such time as it may be possible to conclude a permanent commercial convention between Spain and Norway, H. M. Government consents to the following *ad interim* agreement between the two countries :

I. The Spanish Government undertakes to apply to Norwegian merchandise, subject to an increase of 25% on each article, the duties specified in the second column of the Spanish Customs Regulations which are permanently in force, as amended by the Royal Decree of June 3, 1921, so long as the latter shall remain in force.

II. The Norwegian Government undertakes to apply to Spanish merchandise the minimum duties specified in the Norwegian Customs Regulations which are permanently in force.

III. The Norwegian Government further undertakes to give facilities for the importation and to authorise the sale and consumption within the limits prescribed by the Norwegian laws, of such quantities of Spanish wines and spirituous liquors, containing more than 14% of alcohol, as are required for the needs of the country.

IV. Having regard to the restrictions which have been placed on the importation of these beverages during the last few months as a result of the differential treatment to which they have been subjected, the Norwegian Government undertakes without prejudice to the terms which may be finally agreed on, to give facilities, until March 31, 1922, for the importation of a quantity — not less than 150,000 (one hundred and fifty thousand) litres — of wines and spirituous liquors produced in or exported from Spain, and containing more than 14% of alcohol. Malaga wines will be included in the above quantity. The re-export, with a view to profit, of the ration of 150,000 litres shall not be permitted.

V. The Spanish Government, while agreeing to the above mentioned quantity, entirely reserves its right to persevere in its former requests in regard to negotiations for a permanent agreement.

¹ Translated by the Secrétariat of the League of Nations.

VI. Cet arrangement intérimaire entrera en vigueur immédiatement et prendra fin le 31 mars 1922.

En ayant l'honneur de porter ce qui précède à la connaissance de Votre Excellence, je m'empresse de lui faire savoir que le Gouvernement de Sa Majesté considère le règlement provisoire comme conclu par la remise que Votre Excellence vient de me faire de la note précitée et par la présente réponse.

Je saisiss cette occasion, etc.,

(Signé) MANUEL GONZALEZ HONTORIA.

A Son Excellence

M. Michel S. LIE,

Envoyé extraordinaire et Ministre
plénipotentiaire de S. M. le Roi de Norvège, etc.

VI. The present *ad interim* agreement shall come into force immediately and shall terminate on March 31, 1922.

I have the honour to inform Your Excellency that H. M.'s Government regards the *ad interim* agreement as concluded by virtue of the note which you sent me and of my present note in reply,

I have, etc.,

Signed) MANUEL GONZALEZ HONTORIA.

His Excellency M. S. LIE,
Envoy Extraordinary and Minister
Plenipotentiary of H. M. the King
of Norway,
etc., etc., etc.

I desire to add that the Norwegian Government regards the *ad interim* agreement in question as having been concluded by virtue of this note and the similar note of Your Excellency agreeing to the clauses inserted above.

(Signed) M. LIE.

His Excellency
Manuel GONZALEZ HONTORIA,
Minister of State,
etc., etc., etc.

N° 245.

ALLEMAGNE ET POLOGNE

Convention au sujet du règlement provisoire des questions ayant rapport aux fonctionnaires, signée à Berlin le 9 novembre 1919 et Convention additionnelle signée à Paris le 9 janvier 1920.

GERMANY AND POLAND

Convention for the provisional settlement of questions relating to officials, signed at Berlin, November 9, 1919 and supplementary Convention, signed at Paris, January 9, 1920.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

No. 245. — DEUTSCH-POLNISCHER VERTRAG¹ ÜBER DIE VORLÄUFIGE REGELUNG VON BEAMTENFRAGEN, GEZEICHNET IN BERLIN AM 9. NOVEMBER 1919 UND ZUSATZABKOMMEN, GEZEICHNET IN PARIS AM 9. JANUAR 1920.

Textes officiels allemand et polonais communiqués par le Ministère des Affaires étrangères de l'Allemagne et par la Délégation polonaise auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cette Convention a eu lieu le 16 mars 1922.

Die DEUTSCHE REGIERUNG und die POLNISCHE REGIERUNG, von dem Wunsche geleitet, in den nach dem Friedensvertrage von Deutschland an Polen abzutretenden Gebieten einen schroffen Wechsel in der Verwaltung und Rechtspflege tunlichst zu vermeiden,

Sind übereingekommen, Vereinbarungen über die vorläufige Belassung der in den abzutretenden Gebieten tätigen deutschen Beamten in ihrer bisherigen Amtstätigkeit zu treffen, und haben zu diesem Zwecke zu ihren Bevollmächtigten ernannt :

Die DEUTSCHE REGIERUNG :

Den Ministerialdirektor, Wirklichen Geheimen Legationsrat, Herrn Ernst VON SIMSON, und
Den Geheimen Regierungsrat und Vortragenden Rat, Herrn Dr. Edgar LOEHR'S ;

Die POLNISCHE REGIERUNG :

Den Unterstaatssekretär, Herrn Dr. Wladyslaw VON WRÓBLEWSKI, und
Den Unterstaatssekretär, Herrn Dr. Zygmunt SEYDA.

Die Bevollmächtigten haben sich, nachdem sie einander ihre Vollmachten mitgeteilt und diese in guter und gehöriger Form befunden haben, über folgende Bestimmungen geeinigt :

Artikel I. .

Deutscherseits sind ausser den bereits zugelassenen Vertrauenspersonen mit den gleichen Befugnissen weitere Vertrauenspersonen bei den Leitern der folgenden Behörden zugelassen :

- Oberpostdirektion in Bromberg,
- Oberpostdirektion in Danzig,
- Eisenbahndirektion in Bromberg,
- Eisenbahndirektion in Danzig,
- Wasserbauamt in Bromberg,
- Wasserbauamt in Danzig,
- Oberzolldirektion in Bromberg,
- Oberzolldirektion in Danzig,
- Hauptzollamt in Lissa,
- Gestüt in Stargard,
- Schulabteilung bei der Regierung in Bromberg,
- Schulabteilung bei der Regierung in Danzig,

¹ Cette Convention a été mise en vigueur sans qu'un échange de ratifications ait eu lieu.

TEXTE POLONAIS. — POLISH TEXT.

No. 245. — NIEMIECKO-POLSKI UKŁAD¹ CO DO TYMCZASOWEGO UNORMOWANIA SPRAW URZĘDNICZYCH, PODPISANY W BERLINIE, DNIA 9. LISTOPADA 1919 R., JUMOWA DODATKOWA, PODPISANA W PARYŻU, DNIA 9. STYCZNIA 1920 R.

German and Polish official texts communicated by the German Ministry for Foreign Affairs and by the Polish Delegation accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place March 16, 1922.

RZĄDY NIEMIECKI I POLSKI, powodowane życzeniem, aby w ziemiach, mających w myśl traktatu pokojowego być odstępionemi Polsce przez Niemcy, uniknąć o ile można nagłej zmiany w administracji i wymiarze sprawiedliwości,

Zgodziły się na zawarcie układu względem chwilowego zatrzymania w ziemiach, Polsce przyjętych, urzędników niemieckich, naich dorywczych stanowiskach i w tym celu mianowały, jako swych pełnomocników :

RZĄD NIEMIECKI :

Dyrektora ministerialnego, rzeczywistego tajnego radcę legacyjnego pana Ernesta VON SIMSONA i tajnego radcę rejsacyjnego i radcę referenta pana dra Edgara LOEHRSA ;

RZĄD POLSKI :

Podsekretarza stanu pana dra Władysława WRÓBLEWSKIEGO i
Podsekretarza stanu pana dra Zygmunta SEYDĘ.

Po wymianie swych pełnomocnictw, uznanych za dobre i należyte co do formy, pełnomocnicy zgodzili się na następujące postanowienia :

Artykuł I.

Prócz ustanowionych już mężów zaufania, Rząd Niemiecki zgodził się na innych jeszcze mężów zaufania z temi samymi pełnomocnictwami przy kierownikach poniższych władz :

Nadryrekci Poczty w Bydgoszczy,
Nadryrekci Poczty w Gdańsku,
Dyrekcji Kolei w Bydgoszczy,
Dyrekcji Kolei w Gdańsku,
Urzędu Budownictwa Wodnego w Bydgoszczy,
Urzędu Budownictwa Wodnego w Gdańsku,
Nadryrekci Cel w Bydgoszczy,
Nadryrekci Cel w Gdańsku,
Głównego Urzędu Celnego w Lesznie,
Stadniny w Starogardzie,
Wydziału Szkolnego przy Rejencji w Bydgoszczy,
Wydziału Szkolnego przy Rejencji w Gdańsku,

¹ This Convention came into force without an exchange of ratifications having taken place.

Provinzialschulkollegium in Danzig,
 Schulabteilung bei der Regierung in Marienwerder,
 Landratsamt in Kempen,
 Landratsamt in Rawitsch,
 Landratsamt in Lissa,
 Landratsamt in Birnbaum,
 Landratsamt in Wirsitz,
 Landratsamt in Kolmar,
 Regierung und Landratsamt in Bromberg,
 Regierungshauptkasse in Bromberg,
 Landgericht in Bromberg,
 Oberlandesgericht in Marienwerder,
 Amtsgericht in Soldau,
 Landgericht in Lissa,
 Amtsgericht in Namslau,
 Amtsgericht in Gross-Wartenberg.

Es bleibt vorbehalten, solche Vertrauenspersonen auch noch bei den Leitern anderer Behörden innerhalb der abzutretenden Gebiete zu bestellen.

Auf Wunsch der Deutschen Regierung wird die Polnische Regierung gegebenenfalls eine zugelassene Vertrauensperson durch eine andere geeignete Persönlichkeit ersetzen.

Artikel 2.

Nach Inkrafttreten des Friedensvertrages geht die Verwaltung der abzutretenden Gebiete entsprechend der militärischen Räumung und Besetzung auf die Polnische Regierung über.

Artikel 3.

Die Deutsche Regierung wird mit allem Nachdruck darauf hinwirken, dass die deutschen Beamten, die am 15. Oktober 1919 in den abzutretenden Gebieten tätig waren, ihre bisherige Amtstätigkeit im Interesse der ordnungsmässigen Fortführung der Geschäfte während einer Frist von zwei Monaten fortsetzen. Die Frist läuft von dem letzten Tage des Monats an, an dem der Friedensvertrag im Verhältnis zwischen Deutschland und Polen in Kraft tritt.

Die Polnische Regierung behält sich vor, auf die Tätigkeit einzelner deutscher Beamten zu verzichten.

Für die Abwicklung der Geschäfte, für die Übergabe des Staatseigentums und für die Überleitung in die neuen Verhältnisse werden alle beteiligten deutschen Dienststellen in den abzutretenden Gebieten Überleitungsstellen einrichten, die durch eine im Einvernehmen der Deutschen Regierung und der Polnischen Regierung zu treffende besondere Regelung tunlichst einheitlich organisiert und zusammengefasst werden sollen.

Artikel 4.

Die Verwendung der deutschen Beamten im polnischen Dienste über den im Art. 3, Abs. 1 vorgesehenen Zeitpunkt hinaus, wird durch eine besondere Vereinbarung geregelt werden. Die hierüber bereits schwebenden Verhandlungen sollen unverzüglich zum Abschluss gebracht werden.

Artikel 5.

Die Polnische Regierung erklärt, dass sie auf die sich aus dem Art. 92, Abs. 4, dem Art. 297 sowie der Anlage zu Art. 298 des Friedensvertrages ergebende Befugnis zur Zurückbehaltung und

Prow. Kolegium Szkolnego w Gdańsku,
 Wydziału Szkolnego przy Rejencji w Kwidzynie,
 Starostwa w Kempenie,
 Starostwa w Rawiczu,
 Starostwa w Lesznie,
 Starostwa w Międzychodzie,
 Starostwa w Wyrzysku,
 Starostwa w Chodzieży,
 Rejencji i Starostwa w Bydgoszczy,
 Głównej Kasy Rejencyjnej w Bydgoszczy,
 Sądu Krajowego w Bydgoszczy,
 Wyższego Sądu Krajowego w Kwidzynie,
 Sądu Okręgowego w Działdowie,
 Sądu Krajowego w Lesznie,
 Sądu Okręgowego w Namysłowie,
 Sądu Okręgowego w Sycowie.

Zastrzega się możliwość przydania takich mężów zaufania kierownikom innych jeszcze władz w obrębie obszarów, przyznanych Polsce.

Na życzenie Rządu Niemieckiego Rząd Polski zastąpi w danym razie ustanowionego męża zaufania inną odpowiednią osobą.

Artykuł 2.

Z chwilą, gdy traktat pokojowy uzyska moc obowiązującą, administracja obszarów, przyznanych Polsce, przechodzi do Rządu Polskiego w miarę tego, jak będą one opróżniane i zajmowane przez wojska.

Artykuł 3.

Rząd Niemiecki wywrze cały nacisk w tym kierunku, aby urzędnicy niemieccy, którzy byli na stanowiskach w ziemiach, przyznanych Polsce, w dniu 15. października 1919 r., gwoli należytego postępu czynności urzędowych sprawowali dalej swe obowiązki przez okres dwóch miesięcy.

Okres ten biegnie, poczynając od ostatniego dnia tego miesiąca, w którym traktat pokojowy nabierze mocy we wzajemnym stosunku Niemiec i Polski.

Rząd Polski zastępstwuje sobie możliwość zrzecenia się usług poszczególnych urzędników niemieckich.

Celem przekazania własności rządowej, celem przejęcia czynności oraz wprowadzenia ich w tryb nowych stosunków, wszystkie odnośne urzędy niemieckie utworzą biura regulacyjne, które winny być w sposób, o ile można, jednolity zorganizowane i zogniskowane w drodze osobnych przepisów, wydać się mających przez Rząd Niemiecki i Rząd Polski po zobopólnym porozumieniu.

Artykuł 4.

Sprawa korzystania z niemieckich sił urzędniczych w służbie polskiej ponad okres, przewidziany w ust. 1 art. 3, uregulowana zostanie w drodze osobnego porozumienia. Wszczęte już w tym przedmiocie rokowania winny być bezzwłocznie doprowadzone do końca.

Artykuł 5.

Rząd Polski oświadcza, że z nadanego mu przez art. 92 ust. 4, art. 297 oraz dodatek do art. 298 traktatu pokojowego upoważnienia do zatrzymania i likwidacji niemieckiego dobra, niemieckich

Liquidation von deutschen Gütern, Rechten und Interessen insoweit verzichtet, als solche Güter, Rechte und Interessen am 1. Oktober 1919 deutschen Beamten zustanden, die gemäss Art. 3, Abs. 1 des gegenwärtigen Vertrages in ihrem Amte in den abzutretenden Gebieten verbleiben und auf deren Tätigkeit die Polnische Regierung nicht unverzüglich verzichtet. Diesen Beamten werden ihre Ehefrauen sowie die am 15. Oktober 1919 zu ihrem Hausstand gehörenden Familienangehörigen und das am gleichen Tage zu ihrem Hausstand gehörende Personal gleichgestellt.

Zugunsten sämtlicher anderen Beamten sowie zugunsten der Ruhegehalts- und Wartegeldempfänger, der Witwen und minderjährigen Kinder verstorbener Beamten verzichtet die Polnische Regierung auf die im Absatz 1 bezeichnete Befugnis insoweit, als es sich um das bewegliche Vermögen dieser Personen handelt.

Sofern die Polnische Regierung von dem ihr nach Abs. 2 verbleibenden Rechte zur Liquidation unbeweglichen Vermögens Gebrauch macht, wird sie den Eigentümer auffordern, innerhalb einer ihm mitzuteilenden Frist von mindestens einem Jahr den der Liquidation unterliegenden Gegenstand freihändig zu verkaufen, und zwar nach Massgabe der in den abzutretenden Gebieten auch für die polnischen Staatsangehörigen geltenden Gesetze.

Den aus den abzutretenden Gebieten abwandernden deutschen Beamten wird, vorbehaltlich der weitergehenden Bestimmungen des Friedensvertrages, eine Abzugsfrist von drei Monaten gewährt. Diese Frist läuft von dem Inkrafttreten des gegenwärtigen Vertrages oder, soweit es sich um die in den Dienst der polnischen Verwaltung tretenden deutschen Beamten handelt, von der Beendigung dieses Dienstverhältnisses an; sie endet spätestens mit dem Ablauf von 5 Monaten nach dem Tage des Inkrafttretens des Friedensvertrages.

Den abwandernden Personen werden die im Artikel 91, Abs. 8 des Friedensvertrages vorgeesehenen Rechte hinsichtlich der Mitnahme des beweglichen Vermögens eingeräumt. Sie dürfen in der Mitnahme dieses Vermögens durch polnische Ausfuhrverbote nur insofern beschränkt werden, als die Verbote sich auf lebendes Vieh, landwirtschaftliche Maschinen oder solche Lebensmittelvorräte erstrecken, die über den Bedarf des eigenen Haushaltes für die Dauer von vier Wochen hinausgehen.

Artikel 6.

Die deutschen Beamten unterliegen während ihrer auf Grund dieses Vertrags sich ergebenden Tätigkeit ausschliesslich der deutschen Besteuerung.

Artikel 7.

Die im Einverständnis mit der Deutschen Regierung in Polen tätigen deutschen Beamten gelten als von ihrer vorgesetzten Behörde beurlaubt, welche die Disziplinarbefugnisse ihnen gegenüber behält. Die Beamten haben keinen polnischen Staatsdienereid zu leisten, sondern lediglich eine schriftliche Erklärung abzugeben, durch die sie die gewissenhafte Erfüllung aller sich aus ihrer Tätigkeit im polnischen Dienste ergebenden Pflichten übernehmen.

Die polnischen Behörden können durch Vermittlung der im Artikel 3 des gegenwärtigen Vertrags vorgesehenen deutschen Überleitungsstellen die Entbindung deutscher Beamten von ihren Dienstgeschäften verlangen.

Bei der Inanspruchnahme der Tätigkeit der Beamten werden die polnischen Behörden alles vermeiden, was unter Berücksichtigung der bestehenden Verhältnisse mit den nationalen Empfindungen und den Gewissenspflichten deutscher Beamten unvereinbar ist. In Streitfällen werden die deutschen Überleitungsstellen auf Anrufen der Beamten die Vermittlung zwischen diesen und den Behörden übernehmen.

Artikel 8.

Die deutschen Beamten unterliegen keinen militärischen Sondergerichten. Soweit sie von einem bürgerlichen Sondergericht abzuurteilen sind, wird auf Antrag der deutschen Ueberleitungsstellen die Ueberleitung der Strafsache in das ordentliche Verfahren angeordnet, sofern eine Frei-

prawi interesów korzystać nie będzie, o ile takie dobro, prawa i interesy w dniu 1. października 1919 r. przysługiwały tym urzędnikom niemieckim, którzy w myśl art. 3 ust. 1 niniejszego układu pozostają w przyznanych Polsce ziemiach na swych stanowiskach, i których dalszych usług Rząd Polski bezwzględnie się nie zrzeknie. Na równi z tymi urzędnikami traktowane będą ich żony i członkowie rodziny, którzy należeli do grona domowników na dniu 15. października 1919 r., tudzież osoby, które należały w tej samej dacie do ich służby domowej.

Z upoważnienia wspomnianego w ust. 1 Rząd Polski korzystać nie będzie również w stosunku do wszystkich innych urzędników, tudzież w stosunku do emerytów i pobierających poczkalne, w stosunku do wdów i małoletnich dzieci, pozostałych po urzędnikach, o ile chodzi o ruchomy majątek tych osób.

Skoro Rząd Polski korzystać będzie z zachowanego sobie według ust. 2 prawa likwidacji majątku nieruchomości, wezwie właściciela do sprzedaży z wolnej ręki rzeczy, podlegających likwidacji, w terminie, wyznaczyć mu się mającym, conajmniej zaś rocznym, a to zgodnie z ustawami, istniejącymi na przyznanych Polsce obszarach w stosunku do obywateli Państwa Polskiego. Urzędnikom niemieckim, opuszczającym przyznane Polsce obszary, wyznaczony będzie z zastrzeżeniem dalej idących postanowień traktatu pokojowego trzymiesięczny termin do wyjazdu. Termin ten biegnie od wejścia w życie niniejszego układu albo, gdy rzec dotyczy urzędników niemieckich, obejmujących posady w administracji polskiej, od chwili ustania ich stosunku służbowego, a kończy się, najpóźniej po upływie pięciu miesięcy od daty wejścia w życie traktatu pokojowego.

Wyjeżdżającym urzędnikom niemieckim przyznane będą prawa co do zabrania majątku ruchomego, przewidziane w art. 91 ust. 8 traktatu pokojowego. W zabieraniu tego majątku mogą oni być o tyle tylko skrepowani przez polskie zakazy wywozowe, o ile zakazy te ściągać się będą do żywego inwentarza, maszyn rolniczych oraz zapasów żywnościowych, gdyby te ostatnie przeznaczone były do użytku domowego na okres powyżej 4 tygodni.

Artykuł 6.

Urzędnicy niemieccy w okresie sprawowania obowiązków, opartych na niniejszym układzie będą pociągani do opłacania jedynie podatków niemieckich.

Artykuł 7.

Urzędnicy niemieccy, pracujący w Polsce na zasadzie porozumienia z Rządem Niemieckim uważani będą za urlopowanych przez przełożone nad nimi władze, które zachowują w stosunku do nich pełnomocnictwa dyscyplinarne. Urzędnicy ci nie będą składać polskiej przysiegi służbowej, lecz mają złożyć jedynie oświadczenie na piśmie, iż sumiennie wykonywać będą wszystkie obowiązki, wynikające z ich działalności w służbie polskiej.

Władze polskie mogą za pośrednictwem przewidzianych w art. 3 niniejszego układu niemieckich biur regulacyjnych żądać zwolnienia urzędników niemieckich od ich obowiązków służbowych.

Zatrudniając urzędników niemieckich, władze polskie będą unikać wszystkiego, co przy uwzględnieniu istniejących stosunków nie dałoby się pogodzić z ich uczuciami narodowemi i obowiązkami sumienia. Gdyby zaszły co do tego spory, niemieckie biura regulacyjne na wezwanie urzędników podejmą się pośrednictwa pomiędzy nimi a władzami.

Artykuł 8.

Urzędnicy niemieccy nie podlegają nadzwyczajnemu sądownictwu wojennemu. Gdyby mieli być sądzeni przez nadzwyczajny sąd cywilny, sprawa na żądanie niemieckich biur regulacyjnych będzie przeniesiona na drogę zwykłego postępowania, o ile przewidywać można karę zamknięcia

heitsstrafe von mehr als drei Monaten oder eine Geldstrafe von mehr als dreitausend Mark zu erwarten ist. Bevor das Sondergericht auf eine solche Strafe erkennt, wird es der Ueberleitungsstelle Gelegenheit zur Stellung des Antrags geben.

Artikel 9.

Die deutschen Beamten geniessen den vollen Schutz der Polnischen Regierung.

Artikel 10.

Die deutschen Beamten erhalten für die Zeit ihrer Tätigkeit im polnischen Dienste die ihnen nach den deutschen Vorschriften zustehenden Bezüge in polnischer Mark, soweit nicht die polnischen Vorschriften ziffernmässig günstiger für die Beamten sind; der Kursunterschied bleibt ausser Ansatz. Dabei werden die Beamten denjenigen Beamten gleichgestellt, die der polnischen Sprache in Wort und Schrift mächtig sind. Ueber die Einreihung der Beamten in Rang- und Gehaltsklassen werden sich die beiderseitigen Verwaltungen unter Beteiligung der Ueberleitungsstellen und der Beamtenausschüsse ins Benehmen setzen.

Die Polnische Regierung zahlt den Beamten, deren Familienangehörige aus den abzutretenden Gebieten verzogen sind und die nunmehr einen doppelten Haushalt führen, einen Zuschlag von 25 vom Hundert zu den Dienstbezügen.

Die in den Absätzen 1 und 2 vorgesehenen Zahlungen erfolgen je nach den im Einzelfalle massgebenden Vorschriften monatlich oder vierteljährlich im voraus aus den polnischen Kassen.

Artikel 11.

Die Polnische Regierung wird Sach- und Rechtsschäden sowie Schäden an Leben und Gesundheit, die den im polnischen Dienste tätigen deutschen Beamten, ihren Familienangehörigen oder ihrem Hausstandspersonal bei Zusammenrottungen oder bei einem Zusammenlauf von Menschen durch offene Gewalt oder durch Anwendung der dagegen getroffenen gesetzlichen Massregeln entstehen oder seit der Besetzung der abzutretenden Gebiete entstanden sind, in voller Höhe des Zeitwerts ersetzen. Dabei sollen für Grund, Höhe und Umfang des Schadenersatzes die zur Zeit des Inkrafttretens des gegenwärtigen Vertrags geltenden preussischen Gesetze massgebend sein.

Artikel 12.

Insoweit nach deutschem Rechte eine Haftung des Staats für Unfälle von Beamten besteht, tritt für die Zeit der Tätigkeit der deutschen Beamten im polnischen Dienste Polen an die Stelle des Deutschen Reichs oder Preussens.

Artikel 13.

Deutsche Beamte, die innerhalb der im Artikel 5, Abs. 4 des gegenwärtigen Vertrags vorgesehenen Abzugsfrist infolge der Beendigung ihres Dienstverhältnisses ihren Wohnsitz verlassen, haben das Recht, die von ihnen gemietete Wohnung mit einer Frist von zwei Wochen zu kündigen.

Artikel 14.

Die Bestimmungen des gegenwärtigen Vertrags finden sinngemäss Anwendung auf Geistliche, Religionsdiener und Kirchenbeamte, auf Volksschullehrer sowie auf mittelbare Staatsbeamte und Angestellte bei Reichs-, Staats- und Kommunalbehörden.

ponad 3 miesiące lub grzywnę ponad 3000 marek. Zanini sąd nadzwyczajny wyrzecze taką karę, da sposobność biuru regulacyjnemu do odpowiedniego wystąpienia.

Artykuł 9.

Urzędnicy niemieccy korzystają z zupełnej opieki Rządu Polskiego.

Artykuł 10.

Urzędnicy niemieccy otrzymują przez czas pozostawania w służbie polskiej należne im płace w polskich markach wedle przepisów niemieckich, chybaba wynagrodzenie wedle przepisów polskich było dla nich cyfrowo korzystniejsze; różnica kursu nie wchodzi w rachubę. Przytem będą oni postawieni narówni z tymi urzędnikami, którzy umieją po polsku wyrażać się w słowie i piśmie. Co do stopniowania urzędników według rang i klas płacy oba rządy wejdą ze sobą w porozumienie przy udziale biur regulacyjnych i delegacji urzędniczych.

Urzędnikom, których członkowie rodzin opuścili przyznane Polsce obszary, i którzy prowadzą obecnie dwa domy, Rząd Polski dopłacać będzie, tytułem dodatku, 25 % pobieranego przez nich uposażenia.

Wypłaty, przewidziane w ust. 1 i 2, dokonywane będą przez Kasy Polskie stosownie do przepisów, w poszczególnym wypadku obowiązujących, kwartalnie albo miesięcznie z góry.

Artykuł 11.

Rząd Polski powetuje całkowicie według współczesnej wartości ukrzywdzenia własności i praw, tudzież uszczerbki na życiu lub zdrowiu, którychby doznali pozostały w służbie polskiej urzędnicy niemieccy, członkowie ich rodzin lub ich służba domowa w razie gromadnych wystąpień lub zbiegówiska ludzi, bądź przez jawną przemoc, bądź wskutek powiększonych przeciwko temu kroków legalnych, albo też o ile nastąpiłyby one po dacie zajęcia obszarów, przyznanych Polsce. Przyczem zasada, wysokość i zakres wynagrodzenia krzywd mają być oceniane wedle ustaw pruskich, jakie obowiązywać będą w dacie wejścia w życie niniejszego układu.

Artykuł 12.

Gdyby według prawodawstwa niemieckiego odpowiedzialność za nieszczęśliwe wypadki, przez urzędników doznane, miało ponosić państwo, Polska w okresie pozostawiania urzędników niemieckich w służbie polskiej zastąpi Rzeszę Niemiecką lub Prusy.

Artykuł 13.

Urzędnicy niemieccy, opuszczający swoje miejsce pobytu przed upływem okresu wyjazdowego, w art. 5 ust. 4 niniejszego układu przewidzianego, z powodu ustania ich stosunku służbowego, mają prawo wypowiedzieć wynajęte przez nich mieszkania w terminie dwutygodniowym.

Artykuł 14.

Warunki niniejszego układu stosowane być mają odpowiednio do duchownych, służebników religijnych i urzędników kościelnych, nauczycieli ludowych, pośrednich urzędników państwowych oraz funkcjonariuszów władz Rzeszy, krajowych i komunalnych.

Artikel 15.

Den deutschen Beamten dürfen aus der Nichtkenntnis oder für ihre Amtshandlungen nicht genügenden Kenntnis der polnischen Sprache keinerlei Nachteile erwachsen.

Artikel 16.

Für das Gebiet der Rechtspflege und der Justizverwaltung gelten folgende besondere Bestimmungen :

Die im Art. 3, Abs. 1 für die Amtsfortdauer bestimmte Frist endet für die Justizbeamten in dem jetzt von den polnischen Behörden besetzten Gebiete jedenfalls mit dem 31. März 1920. In den noch unbesetzten, nach dem Friedensvertrag an Polen fallenden Gebieten endet sie mit der militärischen Räumung und der Besetzung durch Polen, falls die Räumung und Besetzung nach dem 3^r. Dezember 1919 erfolgt ; andernfalls endet sie mit diesem Tage.

Während der Ueberleitungszeit wird hinsichtlich der Organisation, des Gerichtsstandes und des Rechtszuges unterstellt, dass der Friedensvertrag nicht vor dem 1. Januar 1920 in Kraft trete. Soweit das Reichsgericht in Strafsachen für die Untersuchung und Entscheidung in erster Instanz zuständig ist, tritt an seine Stelle das örtlich zuständige Schwurgericht, dessen Entscheidung dem Rechtsmittel der Revision unterliegt. Die Urteile der Gerichte ergehen während der Ueberleitungszeit auf Grund des gegenwärtigen Vertrags.

Sämtliche, das materielle Recht und das Verfahren betreffenden Gesetze und Verordnungen bleiben in Kraft, soweit sie nicht durch polnische Gesetze und Verordnungen abgeändert worden sind. Letztere, sowie alle anderen polnischen Gesetze und Verordnungen, die für das besetzte Gebiet erlassen sind, werden auch auf das bisher unbesetzte Gebiet erstreckt. Hinsichtlich des Rechtsmittels der Revision wird die Verletzung polnischer Gesetze der Verletzung deutscher Reichsgesetze gleichgestellt.

Die preussischen Justizbeamten, die ihre Tätigkeit in den abzutretenden Gebieten fortsetzen, unterliegen der Aufsicht der preussischen Justizverwaltung, die im Einvernehmen mit der polnischen Justizverwaltung vorgehen wird.

Soweit sich nicht aus den Bestimmungen dieses Artikels ein anderes ergibt, finden die Bestimmungen des gegenwärtigen Vertrags, insbesondere auch diejenigen über die Befreiung von der Liquidation, auf die Justizbeamten entsprechende Anwendung.

Artikel 17.

Dieser Vertrag soll ratifiziert und die Ratifikationsurkunden sollen sobald als möglich in Berlin ausgetauscht werden.

Der Vertrag tritt gleichzeitig mit dem Friedensvertrag in Kraft.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten diesen Vertrag unterzeichnet und mit ihren Siegeln versehen.

Ausgefertigt in doppelter Urschrift in Berlin am 9. November 1919.

(Gez.) v. SIMSON.

LOEHRS.

Dr. v. WRÓBLEWSKI.

Dr. ZYGMUNT SEYDA.

Artykuł 15.

Urzędnicy niemieccy nie powinni być narażani na żadne krzywdy z tytułu nieznajomości lub niedostatecznej znajomości języka polskiego przy odnośnej czynności służbowej.

Artykuł 16.

W dziedzinie wymiaru sprawiedliwości, tudzież administracji sądowej obowiązywać mają następujące warunki szczególne:

Dla urzędników sądownictwa kończy się okres ich dalszego urzędowania, oznaczony w art. 3 ust. 1 w ziemiach, zajętych już obecnie przez władze polskie w każdym razie z dniem 31. grudnia 1920 r. W ziemiach, przyznanych w traktacie pokojowym Polsce, a dotychczas nie zajętych, kończy się ten okres w miarę tego, jak będą one opróżniane z wojsk i zajmowane przez Polskę, o ile opróżnianie to i zajmowanie nastąpi po d. 31 grudnia 1919 r.; w przeciwnym razie kończy się w tej dacie.

W okresie przejściowym przypuszcza się co do organizacji, podległości sądowej i toku instancji sądów zwyczajnych, że traktat pokojowy uzyskuje moc dopiero w dniu 1. stycznia 1920 r. O ile Sąd Rzeszy byłby powołyany w sprawach karnych do śledztwa i wyrokowania w pierwszej instancji, zastąpi go właściwy co do miejsca sąd przysięgłych, którego orzeczenie może być przedmiotem rekursu rewizyjnego. Wyroki sądów zapadają w okresie przejściowym na podstawie niniejszego układu.

Wszelkie ustawy i rozporządzenia dotyczące prawa materialnego i procedury, pozostają w mocy, chyba, że byłyby zmienione przez ustawy i rozporządzenia polskie. Te ostatnie, tudzież wszystkie inne ustawy i rozporządzenia polskie, jakie wydane zostały dla obszaru zajętego, będą rozciągnięte na niezajęty dotychczas obszar. Co do rekursu rewizyjnego, to pogwałcenie ustaw polskich staje narówni z pogwałceniem ustaw Rzeszy Niemieckiej.

Pruscy urzędnicy sądowi, którzy będą pracowali w dalszym ciągu na przyznanych Polsce obszarach, podlegają nadzorowi pruskiej administracji sądowej, która działać będzie w porozumieniu z taką administracją polską.

O ile z warunków tego artykułu nie wynika co innego, postanowienia niniejszego układu, mianowicie względem zwolnienia od likwidacji, stosowane być mają i do urzędników sądownictwa.

Artykuł 17.

Niniejszy układ winien być ratyfikowany, i wymiana dokumentów ratyfikacyjnych winna nastąpić jaknajrychlej w Berlinie.

Układ uzyska moc w dniu wymiany dokumentów ratyfikacyjnych.

W dowód niniejszego pełnomocnicy układ ten podpisali i pieczęciami swemi opatrzyli.

Sporządzono w dwóch pierwopsisach w Berlinie, dnia 9. listopada 1919 r.

(Podp.) v. SIMSON.

LOEHRS.

Dr. v. WRÓBLEWSKI.

Dr. ZYGMUNT SEYDA.

SCHLUSSPROTOKOLL.

Die unterzeichneten Bevollmächtigten der DEUTSCHEN REGIERUNG un der POLNISCHEN REGIERUNG, nämlich:

Für die DEUTSCHE REGIERUNG:

Der Ministerialdirektor, Wirkliche Geheime Legationsrat, Herr Ernst von SIMSON, und
Der Geheime Regierungsrat und Vortragende Rat, Herr Dr. Edgar LOEHRS;

Für die POLNISCHE REGIERUNG:

Der Unterstaatssekretär, Herr Dr. Wladyslaw von WRÓBLEWSKI, und
Der Unterstaatssekretär, Herr Dr. Zygmunt SEYDA,

geben bei Unterzeichnung der Vereinbarungen über die vorläufige Belassung der in den abzutretenden Gebieten tätigen deutschen Beamten in ihrer bisherigen Amtstätigkeit die folgenden Erklärungen ab:

1. Beide Teile sind damit einverstanden, dass die Frage der Rechte der im Art. 14 näher bezeichneten Personen und ihrer Anstellungsverhältnisse demnächst durch besondere Verhandlungen geregelt werden wird.

2. Im Hinblick auf die unter den deutschen Beamten in den abzutretenden Gebieten anscheinend bestehende Beunruhigung stellt die Polnische Regierung ausdrücklich fest, dass polnischerseits unter keinen Umständen eine Internierung von Beamten oder ein sonstiger administrativer Eingriff in ihre persönliche Freiheit vorgenommen werden wird.

3. Die deutschen Beamten, die in den bereits von Polen besetzten Gebieten tätig sind, erhalten die Gehälter gemäss Art. 10, Abs. 1, Satz I des Vertrags vom 1. Oktober 1919 ab. Soweit Gehälter in dieser Höhe noch nicht bezahlt sind, erhalten die Beamten die Differenz für die Zeit vom 1. Oktober bis 31. Dezember 1919 sofort nachgezahlt. Die Differenz für die Zeit vom 1. April bis zum 1. Oktober 1919 zwischen den deutschen sowie preussischen und den höheren polnischen Bezügen erhalten die Beamten in zwei Raten, und zwar am 15. Januar 1920 und am 15. April 1920, sofern sie zu den betreffenden Zeitpunkten noch im polnischen Dienste tätig sein werden.

Die Vorschrift des Art. 10, Abs. 2 des Vertrages tritt zugleich mit dem Vertrage selbst in Kraft.

4. Die in den Absätzen 4 und 5 des Art. 5 des Vertrages bezeichneten Rechte stehen auch den Ehefrauen der Beamten sowie den am 15. Oktober 1919 zu dem Hausstand gehörenden Familienangehörigen und dem am gleichen Tage zu ihrem Hausstand gehörenden Personal zu.

Dieses Protokoll soll ohne besondere Bestätigung mit Austausch der Bestätigungsurkunden zum Vertrag als von den beiden Regierungen genehmigt gelten.

Zu Urkund dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten dieses Protokoll unterzeichnet und mit ihren Siegeln versehen.

Ausgefertigt in doppelter Urschrift in Berlin, den 9. November 1919.

(Gez). v. SIMSON.

LOEHRS.

Dr. v. WRÓBLEWSKI.

Dr. ZYGMUNT SEYDA.

PROTOKÓŁ KOŃCOWY.

Niżej podpisani pełnomocnicy Rządów Niemieckiego i Polskiego, mianowicie :

Za RZĄD NIEMIECKI :

dyrektor ministerialny rzeczywisty tajny radca legacyjny pan Ernst von SIMSON i tajny radca rejencyjny i radca referent pan Dr. Edgar LOEHRS,

Za RZĄD POLSKI :

podsekretarz stanu pan dr. Władysław WRÓBLEWSKI i
podsekretarz stanu pan dr. Zygmunt SEYDA

zdają następujące oświadczenie przy podpisaniu układu o chwilowem pozostawieniu w ich czynnościach dotychczasowych urzędników niemieckich, pełniących służbę na ziemiach, mających być odstępionemi :

1. Obie strony są zgodne w tem, że kwestja praw i stosunku służbowego osób, bliżej określonych w art. 14, niebawem będzie uregulowana w osobnych pertraktacjach.

2. Ze względu na rzekomo panujące zaniepokojenie między niemieckimi urzędnikami, pełniącymi służbę na ziemiach, które mają być odstępione, Rząd Polski stwierdza wyraźnie, że ze strony polskiej nie nastąpi w żadnym razie ani internowanie ani żadne inne administracyjne naruszenie ich wolności osobistej.

3. Urzędnicy niemieccy pełniący służbę na ziemiach przez Polskę już zajętych, otrzymają od 1 października 1919 r. począwszy pobory stosownie do art. 10 ust. 1 zdanie 1 układu. O ile pobory w tej wysokości jeszcze nie są wypłacone, urzędnicy otrzymają natychmiast różnicę za czas od 1 października do 31 grudnia 1919 r. Różnicę za czas od 1 kwietnia do 1 października 1919 r. między niemieckimi i pruskiem a wyższemi polskimi poborami urzędnicy otrzymają w dwóch ratach, mianowicie 15 stycznia 1920 r. i 15 kwietnia 1920 r., o ile wtedy jeszcze będą czynni w służbie polskiej.

Przepis art. 10 ustęp 2 układu wchodzi w życie równocześnie z układem samym.

4. Wymienione w ustępach 4 i 5 art. 5 układu prawa przysługują również żenom urzędników, członkom ich rodzin, należącym do grona domowników na dniu 15 października 1919 r. tudzież osobom, które należały w tej samej dacie do ich służby domowej.

Niniejszy protokół należy uważać za potwierdzony przez obydwia Rządy bez osobnego zatwierdzenia tylko na skutek wymiany dokumentów potwierdzających układ.

W dowód niniejszego obustronnego pełnomocnicy protokół ten podpisali i pieczęciami swemi opatrzyli.

Sporządzono w dwóch pierwopsisach w Berlinie, dnia 9. listopada 1919 r.

(Podp.) v. SIMSON.

LOEHRS.

Dr. v. WRÓBLEWSKI.

Dr. ZYGMUNT SEYDA.

¹ TRADUCTION.

No. 245. — CONVENTION ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA POLOGNE
AU SUJET DU RÈGLEMENT PROVISOIRE DES QUESTIONS
AYANT RAPPORT AUX FONCTIONNAIRES, SIGNÉE A BERLIN
LE 9 NOVEMBRE 1919 ET CONVENTION ADDITIONNELLE,
SIGNÉE A PARIS LE 9 JANVIER 1920.

Le GOUVERNEMENT ALLEMAND et le GOUVERNEMENT POLONAIS, désireux d'éviter, autant que possible, tout changement brusque dans l'administration et la juridiction des territoires que l'Allemagne a cédés à la Pologne en vertu du Traité de paix,

Ont résolu de conclure un accord au sujet du maintien provisoire des fonctionnaires allemands dans les fonctions qu'ils ont jusqu'ici exercées dans les territoires cédés, et ont désigné à cet effet les Plénipotentiaires suivants :

LE GOUVERNEMENT ALLEMAND :

M. Ernest von SIMSON, conseiller intime de Légation, directeur ministériel, et

M. Edgar LOEHRS, conseiller intime du Gouvernement.

LE GOUVERNEMENT POLONAIS :

M. le Dr Wladislaw WROBLEWSKI, sous-secrétaire d'Etat, et

M. le Dr Zygmunt SEYDA, sous-secrétaire d'Etat.

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont convenu des dispositions suivantes :

Article I.

Outre les représentants polonais déjà acceptés par elle, l'Allemagne admet la présence d'autres représentants avec les mêmes attributions, auprès des chefs des services suivants :

Direction principale des postes à Bromberg ;
Direction principale des postes à Dantzig ;
Direction des chemins de fer à Bromberg ;
Direction des chemins de fer à Dantzig ;
Office des constructions fluviales à Bromberg ;
Office des constructions fluviales à Dantzig ;
Direction principale des douanes à Bromberg ;
Direction principale des douanes à Dantzig ;
Bureau principal des douanes à Lissa ;
Haras à Stargard ;
Département gouvernemental de l'instruction publique à Bromberg ;
Département gouvernemental de l'instruction publique à Dantzig ;
Conseil provincial de l'instruction publique à Dantzig ;

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ TRANSLATION.

No. 245. — CONVENTION BETWEEN GERMANY AND POLAND FOR THE PROVISIONAL SETTLEMENT OF QUESTIONS RELATING TO OFFICIALS, SIGNED AT BERLIN NOVEMBER 9, 1919, AND SUPPLEMENTARY CONVENTION, SIGNED AT PARIS, NOVEMBER 9, 1920.

The GERMAN GOVERNMENT and the POLISH GOVERNMENT, being desirous of avoiding, as far as possible, too abrupt a transition in the administration of justice in the territories which are to be ceded by Germany to Poland under the Treaty of Peace,

Have decided to conclude agreements concerning the provisional retention of German officials in the posts they have hitherto occupied in the ceded territories, and have appointed the following plenipotentiaries for this purpose :

THE GERMAN GOVERNMENT :

Herr Ernst von SIMSON, Ministerial Direktor (Head of a Department of the Ministry), Wirklicher Geheimer Legationsrat, and

Dr. Edgar LOEHR, Privy Councillor and Reporting Councillor (Vortragender Rat) ;

THE POLISH GOVERNMENT :

Dr. Wladislaw von WROBLEWSKI, Under-Secretary of State, and

Dr. Zygmunt SEYDA, Under-Secretary of State.

The Plenipotentiaries, having exchanged their full powers, found in good and due form, agreed to the following provisions :

Article I.

It is agreed by Germany that, in addition to the confidential agents already authorized, confidential agents invested with the same powers be attached to the Heads of the following Departments :

Central Postal Administration at Bromberg,
Central Postal Administration at Danzig,
Railway Administration at Bromberg,
Railway Administration at Danzig,
Water Board at Bromberg,
Water Board at Danzig,
Central Customs Administration at Bromberg,
Central Customs Administration at Danzig,
Central Customs Office at Lissa,
Stud-farm at Stargard,
Education Department of the Government at Bromberg,
Education Department of the Government at Danzig,
Provincial Teaching Staff at Danzig,

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Département gouvernemental de l'instruction publique à Marienwerder ;
 Bureau du Conseil régional à Kempen ;
 Bureau du Conseil régional à Rawitsch ;
 Bureau du Conseil régional à Lissa ;
 Bureau du Conseil régional à Birnbaum ;
 Bureau du Conseil régional à Wirsitz ;
 Bureau du Conseil régional à Kolmar ;
 Gouvernement et bureau de la Diète à Bromberg ;
 Caisse principale du Gouvernement à Bromberg ;
 Tribunal régional à Bromberg ;
 Tribunal supérieur à Marienwerder ;
 Tribunal de baillage à Soldau ;
 Tribunal régional à Lissa ;
 Tribunal de baillage à Namslau ;
 Tribunal de baillage à Gross-Wartenberg.

Le droit de désigner des représentants auprès des chefs d'autres services dans les territoires cédés reste réservé.

Sur le désir du Gouvernement allemand, le Gouvernement polonais remplacera, le cas échéant, un représentant déjà autorisé par une autre personne qualifiée.

Article 2.

Après l'entrée en vigueur du Traité de Paix, l'administration des territoires cédés passera à la Pologne, au fur et à mesure des opérations militaires d'évacuation et d'occupation.

Article 3.

Le Gouvernement allemand s'efforcera, dans l'intérêt de la bonne marche des services publics, de laisser à leur poste, pendant une période de deux mois, les fonctionnaires allemands en service au 15 octobre 1919 dans les territoires cédés. Ce délai commencera à courir du dernier jour du mois durant lequel le Traité de paix sera entré en vigueur, entre l'Allemagne et la Pologne.

Le Gouvernement polonais se réserve le droit de renoncer aux services d'un fonctionnaire allemand quelconque.

Pour l'expédition des affaires, le transfert des biens d'Etat et le passage à l'état de choses nouveau, tous les services allemands intéressés créeront, dans les territoires cédés, des « offices de transition » qui devront être organisés et groupés dans toute la mesure du possible, d'une manière uniforme, conformément au règlement spécial qui fera l'objet d'un accord à conclure entre le Gouvernement allemand et le Gouvernement polonais.

Article 4.

Une convention spéciale réglera la question de l'emploi des fonctionnaires allemands au service de la Pologne pour toute période dépassant le délai prévu à l'article 3, § 1. Les négociations actuellement en cours devront être terminées immédiatement.

Article 5.

Le Gouvernement polonais déclare renoncer au droit de retenir et de liquider les biens, droits et intérêts allemands, qui lui a été conféré par le § 4 de l'article 92, par l'article 297, et par l'annexe

Education Department of the Government at Marienwerder,
 Office of the District Council at Kempen,
 Office of the District Council at Ravitsch,
 Office of the District Council at Lissa,
 Office of the District Council at Birnbaum,
 Office of the District Council at Wirsitz,
 Office of the District Council at Kolmar,
 Government Office and Office of the District Council at Bromberg,
 Central Pay-Office at Bromberg,
 Provincial Court at Bromberg,
 Provincial Court of Appeal at Marienwerder,
 Lower Court at Soldau,
 Provincial Court at Lissa,
 Lower Court at Namslau,
 Lower Court at Gross Wartenberg.

The right is reserved to appoint such confidential agents to be attached also to the Heads of other Departments within the ceded territory.

The Polish Government shall, at the desire of the German Government, replace by another suitable person, should occasion arise, any confidential agent who had previously been accepted.

Article 2.

After the coming into force of the Treaty of Peace the transfer of the Administration of the ceded territories to the Polish Government shall be effected by degrees in accordance with the progress made in military evacuation of these territories by the one party and their occupation by the other.

Article 3.

The German Government will make every effort to ensure that German officials who were serving in the ceded territories on October 15, 1919, should, in order to ensure continuity in the conduct of official business, continue to discharge their official duties for a period of two months after that date. This period shall be reckoned as from the last day of the month in which the Treaty of Peace comes into force as far as it concerns Germany and Poland.

The Polish Government reserves the right to dispense with the services of individual German officials.

All the German Government offices concerned shall establish, in the ceded territories, offices for the transfer of the Administration, which shall deal with the transaction of current business and the transfer of state property, and shall organise the transition to the new conditions. These offices shall, as far as possible, secure the uniform organisation and co-ordination of the special regulations to be drawn up by agreement between the German and the Polish Government.

Article 4.

The employment of German officials in the Polish service beyond the period fixed in § 1 of Article 3 shall be regulated by special agreement. Negotiations pending with regard to this matter shall be terminated forthwith.

Article 5.

The Polish Government declares that it waives the right conceded to it under § 4 of Article 92, Article 297 and the Annex to Article 298 of the Treaty of Peace, of retaining or liquidating German

à l'article 298 du Traité de Paix, dans la mesure où ces biens, droits et intérêts appartenaient, à la date du 1^{er} octobre 1919, à des fonctionnaires allemands qui, en vertu du § 1^{er} de l'article 3 du présent Accord, restent en fonctions dans les territoires cédés et aux services desquels le Gouvernement polonais n'aura pas immédiatement renoncé. Les femmes de ces fonctionnaires, ainsi que les membres de leur famille et le personnel de leur maison, au 1^{er} octobre 1919, jouiront des mêmes priviléges.

Le Gouvernement polonais renonce au droit mentionné au paragraphe précédent, à l'égard des biens meubles de tous les autres fonctionnaires, des personnes recevant une pension de retraite ou un traitement de disponibilité et des veuves et enfants mineurs des fonctionnaires décédés.

Si le Gouvernement polonais procède à la liquidation des biens immobiliers, conformément au droit qui lui est reconnu par le § 2 du présent article, il invitera le propriétaire à vendre, de gré à gré, dans un délai qui lui sera fixé et qui devra être d'une année au moins, l'objet passible de liquidation, conformément aux lois en vigueur pour les ressortissants polonais, dans les territoires en question.

Il sera accordé aux fonctionnaires allemands quittant les territoires cédés, sous réserve de dispositions plus larges du Traité de paix, un délai d'émigration de trois mois. Ce délai commencera à courir du jour où le présent Accord entrera en vigueur ou, s'il s'agit des fonctionnaires allemands passant au service de l'administration polonaise, du jour où ils quitteront ce service ; le délai expirera au plus tard cinq mois à dater de l'entrée en vigueur du Traité de paix.

Les émigrants jouiront du droit qui leur est accordé, aux termes du § 8 de l'article 91 du Traité de paix, d'emporter les biens meubles qui leur appartiennent. Les lois polonaises interdisant l'exportation ne pourront s'appliquer aux bien meubles des émigrants que dans la mesure où elles visent le bétail vivant, les machines agricoles ou une quantité de vivres supérieure à celle dont la famille a besoin pour une période de quatre semaines.

Article 6.

Pendant la durée de leurs services, conformément à la présente Convention, les fonctionnaires allemands sont soumis exclusivement aux impositions allemandes.

Article 7.

Les fonctionnaires allemands exerçant, avec le consentement du Gouvernement allemand, leurs fonctions en Pologne, seront considérés comme en congé par les chefs dont ils continuent à relever, au point de vue disciplinaire. Les fonctionnaires ne prêteront pas le serment d'usage à la République polonaise ; ils ne feront qu'une déclaration écrite par laquelle ils s'engageront à remplir consciencieusement tous les devoirs de leur charge, pendant qu'ils resteront au service de la Pologne.

Les autorités polonaises pourront, par l'intermédiaire des offices de transition allemands, dont la création est prévue à l'article 3 du présent Accord, demander que des fonctionnaires allemands soient relevés de leurs fonctions. Les autorités polonaises éviteront, à l'égard des fonctionnaires allemands, dans l'exercice de leurs fonctions, tout ce qui serait, dans les conditions actuelles, incompatible avec le sentiment national et la conscience professionnelle des dits fonctionnaires. Les offices allemands de transition, en cas de différend, serviront de médiateurs entre les autorités polonaises et les fonctionnaires allemands.

Article 8.

Les fonctionnaires allemands ne seront pas soumis aux tribunaux militaires. Quand ils comparaîtront devant un tribunal civil spécial, l'affaire sera transmise, sur la demande des offices de transition allemands, aux tribunaux ordinaires, si la peine prévue comporte un emprisonnement de plus de trois mois ou une amende de plus de trois mille marks. Avant de prononcer une telle condamnation, le tribunal spécial en avisera l'office de transition qui aura la faculté d'introduire une requête.

property, rights and interests, in so far as such property, rights and interests belonged on October 1, 1919, to German officials who, in accordance with § 1 of Article 3 of the present Agreement, remain in office in the ceded territories, and whose services the Polish Government does not immediately dispense with. The wives of such officials and those members of their family and personnel who, on October 15, 1919, were members of their household, shall enjoy the same rights as these officials.

The Polish Government waives the right referred to in § 1 as regards all other officials, as well as pensioned officials, officials on half-pay, the widows and children under age of deceased officials in so far as the movable property of these persons is concerned.

In cases where the Polish Government exercises the right appertaining to it under § 2 of liquidating immovable property, it will invite the owner to sell by private treaty, within a fixed period of not less than a year, the property which is to be liquidated, subject to the laws in force in the ceded territories and binding also for Polish nationals.

The German officials who are leaving the ceded territories shall be granted a period of three months for their removal, subject to any provisions of the Treaty of Peace allowing a longer period. This period shall begin with the coming into force of the present Agreement or, in the case of German officials entering the service of the Polish Administration, on the date on which their employment in that service terminates. This period shall in no case exceed five months from the day on which the Treaty of Peace comes into force.

Persons leaving the ceded territories shall enjoy the right to remove their movable property provided for in § 8 of Article 91 of the Treaty of Peace. In removing such property from the ceded territories they shall be subject to the Polish export prohibitions only in so far as live-stock and agricultural machinery are concerned, and such foodstuffs as exceed the requirements of their own household for a period of four weeks.

Article 6.

During the period of service provided for in the present Agreement, the German officials shall be subject exclusively to German taxation.

Article 7.

The German officials who, with the consent of the German Government, are serving in Poland shall be considered as being seconded, and shall remain under the jurisdiction of their official superiors. Such officials shall not be obliged to take the oath taken by Polish Government officials, but shall merely furnish a written declaration that they undertake to fulfil conscientiously all the duties devolving upon them in the course of their employment in the Polish administration.

The Polish Authorities may demand that German officials be relieved of their duties, by applying to the German Transfer Offices, provided for in Article 3 of the present Agreement.

In making use of the services of these officials, the Polish Authorities shall avoid everything which, in view of existing circumstances, is incompatible with their national sentiments or contrary to their sense of duty as German officials. In case of dispute, the German Transfer Offices shall, on application by the officials, act as mediators between the latter and the Authorities.

Article 8.

German officials shall not be subject to the jurisdiction of special Courts martial. Should it be necessary to bring them before a special civil Court, the case shall, at the request of the Transfer Offices, be dealt with by ordinary procedure, if the offence is not punishable by imprisonment for a period exceeding three months or a fine exceeding three thousand marks. Before pronouncing sentence in such cases, the special Court shall give the Transfer Office an opportunity of submitting a request for the application of the ordinary procedure.

Article 9.

Les fonctionnaires allemands jouiront de la pleine protection du Gouvernement polonais.

Article 10.

Les fonctionnaires allemands au service de la Pologne recevront, en marks polonais, pendant la durée de ce service, les traitements auxquels ils ont droit d'après les règlements allemands, sauf si les règlements polonais sont plus favorables ; il ne sera pas tenu compte de la différence des cours. Ils bénéficieront, en outre, des avantages accordés aux fonctionnaires possédant la langue polonaise. Les deux administrations fixeront, avec le concours des offices de transition et des comités de fonctionnaires, le rang et la catégorie des fonctionnaires.

Le Gouvernement polonais versera aux fonctionnaires dont les familles auront quitté le territoire cédé et qui, de ce fait, auront à leur charge double frais de ménage, une augmentation de 25 % sur leurs traitements.

Les paiements prévus aux alinéas 1 et 2 du présent article seront effectués par les caisses polonaises, un mois ou trois mois d'avance, conformément aux dispositions fixées dans chaque cas.

Article 11.

Le Gouvernement polonais indemnisera les fonctionnaires allemands au service de la Pologne, les membres de leur famille ou le personnel de leur maison, pour tout préjudice d'ordre matériel ou légal, ainsi que pour tout préjudice porté à leur vie ou à leur santé, qui pourront résulter ou qui ont résulté d'attroupements ou d'émeutes, ou de la répression légale de ces désordres, depuis l'occupation des territoires cédés ; l'indemnité correspondra à la pleine valeur, à l'époque, des biens détruits. L'étendue et la valeur de ces dommages-intérêts seront calculées d'après les lois prussiennes en application au moment de l'entrée en vigueur de la présente Convention.

Article 12.

Dans tout accident qui pourrait survenir à des fonctionnaires et qui, d'après les lois allemandes, engage la responsabilité de l'Etat, la Pologne se substituera au Reich allemand ou à la Prusse, en ce qui concerne les fonctionnaires allemands, pendant tout le temps où ceux-ci seront au service de la Pologne.

Article 13.

Les fonctionnaires allemands qui, à l'expiration de leur service, quitteront leur domicile dans le délai fixé au § 4 de l'article 5 de la présente Convention, bénéficieront du droit de ne donner congé qu'avec préavis de quinze jours.

Article 14.

Les stipulations de la présente Convention seront applicables, par analogie, aux ecclésiastiques, ministres des cultes et fonctionnaires d'Eglise, aux instituteurs ainsi qu'aux fonctionnaires d'Etat et employés assimilés, auprès des autorités du Reich, d'Etat et communales.

Article 9.

The German officials shall enjoy the full protection of the Polish Government.

Article 10.

During their period of service with the Polish Administration, German officials shall draw in Polish marks the salaries due to them in accordance with German regulations, provided that the salaries laid down by Polish regulations are not higher in Polish currency; the difference in the exchange shall not be taken into account. These officials shall be placed on the same footing as the officials who are able to speak and write Polish. The two Administrations, in conjunction with the Transfer Offices and the Officials' Committees shall decide as to grading and salary of these officials.

The Polish Government shall pay an allowance of 25 % of their salary to officials whose families have left the ceded territories, and who, therefore, have to keep up a double establishment. The payment of salaries provided for under § 1 and 2 shall be made by the Polish Treasury in advance, monthly or quarterly, according to the regulations applicable in each individual case.

Article 11.

The Polish Government shall indemnify, to the full amount of damage estimated at the time, German officials in the Polish service, as well as members of their families or households, for all injuries to property, rights, life, limb, or health, which result from or, since the occupation of the ceded territory, have resulted from, riots or disturbances, in consequence of open violence or of legal measures taken to repress it. The right to compensation and the amount of damages shall be determined by the Prussian law in force when the present Agreement comes into effect.

Article 12.

In so far as, according to German law, there is any State liability for accidents to officials, Poland shall take the place of the German Reich or of Prussia so long as the German officials remain in the service of Poland.

Article 13.

German officials who, owing to the termination of their appointments, leave their place of residence within the time allowed for withdrawal in Article 5, § 4, shall have the right to give up on two week's notice any dwelling leased by them.

Article 14.

The provisions of the present Agreement apply equally to clergymen, ministers of religion, church officials, public-school teachers, subordinate State officials and employees of the Reich, State and Municipal Authorities.

Article 15.

Les fonctionnaires allemands qui ne connaissent pas la langue polonaise ou qui la connaissent insuffisamment pour les nécessités de leur service, ne devront subir de ce chef aucun préjudice.

Article 16.

Les dispositions spéciales suivantes seront applicables à la juridiction et à l'administration de la justice :

En ce qui concerne les magistrats, le délai de continuation de service, prévu au § 1 de l'article 3 expirera, dans tous les cas, au 31 mars 1920, dans les territoires actuellement placés sous l'administration polonaise. Dans les territoires attribués par le Traité de paix à la Pologne, mais qui ne se trouvent pas encore placés sous l'administration polonaise, le délai expirera au moment de l'évacuation militaire et de l'occupation par la Pologne, si l'évacuation et l'occupation ont lieu après le 31 mars 1920 ; dans le cas contraire, il expirera le 31 mars 1920.

En ce qui concerne l'organisation, la juridiction et la procédure judiciaire, il est entendu que, pendant la période transitoire, le Traité de paix n'entrera pas en vigueur avant le 1^{er} janvier 1920. Pour tous les cas où ce tribunal du Reich est compétent, en première instance, pour examiner et juger une affaire criminelle, la cour d'assises locale exercera la juridiction ; appel pourra être interjeté de ses décisions. Les jugements des tribunaux seront, pendant la période transitoire, rendus en vertu de la présente Convention.

Toutes les lois et tous les décrets concernant le droit matériel et la procédure resteront en vigueur, dans la mesure où ils n'auront pas été modifiés par des lois et décrets polonais. Ces derniers, ainsi que toutes les autres lois et tous les décrets polonais, qui auront été introduits dans le territoire occupé, seront également applicables au territoire qui n'a pas été jusqu'ici occupé. En ce qui concerne le pourvoi en cassation, toute violation des lois polonaises aura le même effet que la violation des lois allemandes.

Les magistrats prussiens qui continueront à remplir leurs fonctions dans les territoires cédés, seront soumis au contrôle de l'administration judiciaire prussienne, qui agira d'accord avec l'administration judiciaire polonaise.

Dans la mesure où les dispositions du présent article ne s'y opposent pas, les dispositions de la présente Convention, spécialement celles concernant l'exemption de la liquidation, seront par analogie applicables aux magistrats.

Article 17.

La présente Convention sera ratifiée et l'échange des instruments de ratification aura lieu aussitôt que possible à Berlin.

La présente Convention entrera en vigueur le jour de l'entrée en vigueur du Traité de paix.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Berlin, en double exemplaire, le 9 novembre 1919.

(Signé) von SIMSON.
LOEHRS.

(Signé) Dr von WROBLEWSKI.
Dr ZYGMUNT SEYDA.

Article 15.

The German officials shall suffer no disadvantages owing to ignorance of the Polish language or insufficient knowledge of that language for the discharge of their duties.

Article 16.

With regard to the administration of law and justice, the following special provisions shall apply:

The period for continuance in office laid down in Article 3, § 1, comes to an end in the case of judicial officials in the territory now occupied by the Polish Authorities on March 31, 1920, at latest. In territory as yet unoccupied, but falling to Poland under the Treaty of Peace, the period of office comes to an end on military evacuation and occupation by Poland, provided the evacuation and occupation take place after March 31, 1920; otherwise it ends on that date.

During the period of transition it is understood, with regard to judicial organisations and jurisdiction, that the Treaty of Peace shall not come into force before January 1, 1920. In so far as the Reich Court is competent to try and decide criminal cases in the first instance, it shall be replaced by the competent Local Court of Assize, whose decision shall be subject to appeal. During the period of transition, the Courts shall issue judgments in virtue of the present Agreement.

All Statutes and Decrees affecting substantive law and procedure shall remain in force, in so far as they are not altered by Polish Statutes and Decrees. The latter, together with all other Polish Statutes and Decrees enacted for the occupied territory, shall be extended to include the territory hitherto unoccupied. As regards legal procedure in respect of appeals, offences against Polish laws shall be treated in the same way as offences against laws of the German Reich.

Prussian judicial officials who remain in office in the ceded territory shall be subject to the supervision of the Prussian Administration of Justice, which shall act in agreement with the Polish Administration of Justice.

In so far as no contrary provision is contained in this article, the provisions of the present Agreement, specially those regarding exemption from liquidation, shall apply to judicial officials.

Article 17.

This Agreement shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Berlin as soon as possible.

The Agreement shall come into force simultaneously with the Treaty of Peace.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed this Agreement and affixed their seals thereto.

Done in duplicate at Berlin on November 9, 1919.

(Signed) VON SIMSON.
LOEHR'S.

(Signed) Dr. von WROBLEWSKI.
Dr. ZYGMUNT SEYDA.

PROTOCOLE FINAL.

Les soussignés, plénipotentiaires du GOUVERNEMENT ALLEMAND et du GOUVERNEMENT POLONAIS, à savoir :

POUR LE GOUVERNEMENT ALLEMAND :

M. Ernst von SIMSON, conseiller intime de Légation, directeur ministériel, et

M. le Dr Adgar LOEHRS, conseiller intime du Gouvernement.

POUR LE GOUVERNEMENT POLONAIS :

M. le Dr Wladyslaw WROBLEWSKI, sous-secrétaire d'Etat, et

M. le Dr Zygmunt SEYDA, sous-secrétaire d'Etat.

Au moment de procéder à la signature de la Convention relative au maintien provisoire des fonctionnaires allemands, dans les territoires cédés, pour qu'ils puissent continuer à remplir leurs fonctions, déclarent ce qui suit :

1. Les deux Parties se sont mises d'accord pour que les questions des droits des personnes mentionnées à l'article 14 et de leurs rapports de service soient réglées sous peu par des accords spéciaux.

2. Vu l'inquiétude qui semble se manifester parmi les fonctionnaires allemands dans les territoires cédés, le Gouvernement polonais déclare expressément que les autorités administratives polonaises ne procéderont, en aucun cas, à l'internement des fonctionnaires et ne porteront aucune atteinte à leur liberté individuelle.

3. Les fonctionnaires allemands qui remplissent leurs fonctions dans les territoires déjà occupés par la Pologne, toucheront leurs traitements à partir du 1^{er} octobre 1919, conformément au § 1 de l'article 10 (première phrase de la présente Convention). Dans le cas où ces traitements n'auraient pas encore été versés, les fonctionnaires toucheront immédiatement la différence pour la période du 1^{er} octobre au 31 décembre 1919. La différence pour la période du 1^{er} avril au 1^{er} octobre 1919 entre le montant des émoluments allemands et prussiens d'un côté et le montant plus élevé des émoluments polonais de l'autre, sera touchée en deux termes, le 15 janvier 1920 et le 15 avril 1920, par les fonctionnaires allemands qui se trouveront à ces dates au service de la Pologne.

Les dispositions du § 2 de l'article 10 de la présente Convention entreront en vigueur le jour de l'entrée en vigueur de la présente Convention.

4. Les femmes des fonctionnaires, les membres de leur famille vivant sous le même toit le 15 octobre 1919 et leur personnel de maison, bénéficieront également des droits prévus par les §§ 4 et 5 de l'article 5 de la présente Convention.

Par l'échange des instruments de ratification de la Convention, le présent Protocole sera considéré comme approuvé par les deux Gouvernements, sans qu'une confirmation spéciale soit nécessaire.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé le présent Protocole et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Berlin, en double exemplaire, le 9 novembre 1919.

(Signé) VON SIMSON.
(Signé) LOEHRS.

(Signé) Dr von WROBLEWSKI.
(Signé) Dr ZYGMUNT SEYDA.

FINAL PROTOCOL.

The undersigned Plenipotentiaries of the GERMAN GOVERNMENT and of the POLISH GOVERNMENT, viz. :

FOR THE GERMAN GOVERNMENT:

Herr Ernst von SIMSON, Ministerial Director (Head of a Department of the Ministry), Wirklicher Geheimer Legationsrat (Councillor of Legation), and

Herr Dr. Edgar LOEHRS, Privy Councillor and Reporting Councillor (Vortragender Rat);

FOR THE POLISH GOVERNMENT:

Herr Dr. Wladyslaw WROBLEWSKI, Under-Secretary of State, and

Herr Dr. Zygmunt SEYDA, Under-Secretary of State;

On signing the Agreement regarding the provisional retention in their offices of the German officials in the ceded territories, make the following declarations :

(1) Both parties are agreed that the question of the rights of the persons specified in Article 14 and the conditions of their employment shall in the near future be considered by special negotiations.

(2) In view of the apparent anxiety existing among German officials in the ceded territories the Polish Government expressly undertakes that under no circumstances will Poland intern such officials or infringe their personal freedom by any other administrative means.

(3) The German officials in office in the territory already occupied by Poland shall receive salaries on the scale laid down in Article 10, § 1, Section 1 of the Treaty of October 1, 1919. Officials who are not yet in receipt of salaries of this amount shall at once be paid the difference for the period from October 1 to December 31, 1919. The difference, for the period from April 1 to October 1, 1919, between the German and Prussian salaries, on the one hand, and the higher Polish salaries on the other, shall be paid to the officials in two instalments, the first on January 15, 1920, and the second on April 15, 1920, provided that the officials are on those dates still in the Polish service. Article 10, § 2, of the Agreement comes into force at the same time as the Agreement itself.

(4) The rights specified in §§ 4 and 5 of Article 5 of the Agreement shall be accorded to the wives of the officials, to the members of officials' families included in the households on October 15, 1919, and to persons belonging to their household staff at that date.

This Protocol shall, without special confirmation, be considered as approved by both Governments as from the exchange of ratifications of the Agreement.

In faith whereof the Plenipotentiaries of both parties have signed this Protocol and affixed their seals thereto.

Done in duplicate at Berlin on November 9, 1919.

(Signed) von SIMSON.

(Signed) LOEHRS.

(Signed) Dr. von WROBLEWSKI.

(Signed) Dr. ZYGMUNT SEYDA.

¹ TRADUCTION — TRANSLATIONCONVENTION ADDITIONNELLE ²

à l'arrangement allemand-polonais concernant la continuation des services des fonctionnaires allemands.

Le GOUVERNEMENT ALLEMAND et le GOUVERNEMENT POLONAIS ont convenu de faire une stipulation supplémentaire à l'Arrangement allemand-polonais concernant la continuation des services des fonctionnaires allemands sur les territoires cédés à la Pologne, et ont à cet effet nommé comme leurs plénipotentiaires :

Le GOUVERNEMENT ALLEMAND :

M. Ernst von SIMSON, Directeur au Ministère des Affaires étrangères ;

Le GOUVERNEMENT POLONAIS :

M. Léon Janta POLCZYNISKI, Sous-Secrétaire d'Etat ;
M. le Général T. DE ROZWADOWSKI ;
M. l'Amiral Kazimierz POREBSKI ;
M. Kazimierz OLSZOWSKI, Directeur du Département au Ministère des Affaires étrangères.

Les plénipotentiaires, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, ont convenu des dispositions suivantes :

Article unique.

L'article 17 de l'arrangement sera modifié par la stipulation que l'arrangement entrera en vigueur dans le même temps que le Traité de Paix de Versailles.

Fait en double à Paris, le 9 janvier 1920.

VON SIMSON.

LEON JANTA POLCZYNISKI:

Général T. DE ROZWADOWSKI.

KAZIMIERZ OLSZOWSKI.

KAZIMIERZ POREBSKI

SUPPLEMENTARY CONVENTION ²

to the German-Polish Agreement regarding the continued employment of German officials.

The GERMAN GOVERNMENT and the POLISH GOVERNMENT have agreed to add a supplementary provision to the German-Polish agreement regarding the continued employment of German officials in the territories ceded to Poland, and, for this purpose, have appointed the following as their plenipotentiaries :

The GERMAN GOVERNMENT :

M. Ernst von SIMSON, Head of Department at the Ministry for Foreign Affairs ;

The POLISH GOVERNMENT :

M. Leon Janta POLCZYNISKI, Under-Secretary of States ;
General T. DE ROZWADOWSKI ;
Admiral Kazimierz POREBSKI ;
M. Kazimierz OLSZOWSKI, Head of Department in the Ministry for Foreign Affairs.

The Plenipotentiares, having exchanged their full powers found in good and due form, have agreed to the following provisions :

Sole Article.

There shall be a modification of Article 17 of the Agreement to the effect that the Agreement shall come into force at the same time as the Treaty of Peace of Versailles.

Done in duplicate at Paris, on January 9, 1920.

VON SIMSON.

LEON JANTA POLCZYNISKI.

General T. DE ROZWADOWSKI.

KAZIMIERZ OLSZOWSKI.

KAZIMIERZ POREBSKI.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

² Texte officiel en français.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² Official text in French.

N° 246.

ALLEMAGNE ET POLOGNE

Convention relative au transfert de
la juridiction, signée à Posen le
20 septembre 1920.

GERMANY AND POLAND

Convention relating to the transfer of
the judicial administration, signed
at Posen, September 20, 1920.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

No. 246. — DEUTSCH-POLNISCHES ABKOMMEN¹ BETREFFEND DIE ÜBERLEITUNG DER RECHTSPFLEGE, GEZEICHNET IN POSEN AM 20. SEPTEMBER 1920.

Textes officiels allemand et polonais communiqués par le Ministère des Affaires étrangères de l'Allemagne et par la délégation polonaise auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cette Convention a eu lieu le 16 mars 1922.

Die DEUTSCHE REGIERUNG und die POLNISCHE REGIERUNG von dem Wunsche geleitet, die Fortführung der durch die Abtretung von Gebietsteilen an Polen beeinflussten Rechtsangelegenheiten im Interesse der beiderseitigen Bevölkerung tunlichst zu erleichtern, sind übereingekommen, darüber Vereinbärungen zu treffen, und haben zu diesem Zwecke zu ihren Bevollmächtigten ernannt :

Die DEUTSCHE REGIERUNG :

Den Geheimen Oberjustizrat und Ministerialrat Herrn Dr. Georg CRUSEN.

Die POLNISCHE REGIERUNG :

Den Unterstaatssekretär Herrn Dr. Zygmunt SEYDA und den Departementschef Herrn Dr. Witold PRADZYŃSKY.

Die Bevollmächtigten haben sich, nachdem sie einander ihre Vollmachten mitgeteilt und diese in guter und gehöriger Form befunden haben, über folgende Bestimmungen geeinigt :

Artikel I.

BÜRGERLICHE RECHTSSTREITIGKEITEN.

§ 1. Bürgerliche Rechtsstreitigkeiten, die zur Zeit des Ueberganges der Rechtspflege in einem Landgerichtsbezirke, der mit dem Inkrafttreten des Friedensvertrages ganz oder teilweise an Polen gefallen ist, anhängig waren und zur Zeit des Inkrafttretens dieses Vertrages noch nicht rechtskräftig erledigt sind, werden, soweit sich nicht aus den Bestimmungen der §§ 2 bis 5 etwas anderes ergibt, von dem Gerichte, bei dem der Rechtsstreit anhängig ist, oder, falls dieses Gericht fortgefallen ist, von demjenigen deutschen oder polnischen Gerichte gleicher Ordnung fortgeführt, zu dessen Bezirk der Amtssitz des bisherigen Prozessgerichtes gehört.

§ 2. Ist die Klage bei einem Gericht erhoben, bei dem ein ausschliesslicher Gerichtsstand für sie begründet war, und würde, wenn die Klage zur Zeit des Inkrafttretens dieses Vertrages erhoben worden wäre, ein Gericht gleicher Ordnung des anderen Staates ausschliesslich zuständig sein, so ist der Rechtsstreit an dieses Gericht abzugeben.

§ 3. (1) Ist kein ausschliesslicher Gerichtsstand begründet, so gelten folgende Bestimmungen :

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Berlin le 30 novembre 1920.

TEXTE POLONAIS. — POLISH TEXT.

No. 246. — UKŁAD POLSKO-NIEMIECKI¹ W PRZEDMIOCIE PRZEJĘCIA WYMIARU SPRAWIEDLIWOŚCI, PODPISANY W POZNANIU DNIA 20-GO WRZEŚNIA 1920 R.

German and Polish Official texts communicated by the German Ministry for Foreign Affairs and by the Polish Delegation accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place on March 16, 1922.

RZĄD POLSKI i RZĄD NIEMIECKI, powodowane życzeniem, aby możliwie ułatwić dalsze prowadzenie spraw sądowych, na które miało wpływ odstąpienie obszarów Polsce, w duchu interesów obopólnej ludności, zgodziły się na to, by zawrzeć w tym przedmiocie umowę i mianowały w tym celu swymi pełnomocnikami :

RZĄD POLSKI :

Podsekretarza Stanu P. Dra Zygmunta SEYDE,
Szefa Departamentu P. Dra Witolda PRĄDZYŃSKIEGO ;

RZĄD NIEMIECKI :

Tajnego Nadzorcę Sprawiedliwości i Radcę Ministerjalnego P. Dra Georg CRUSEN.

Pełnomocnicy, po wzajemnym przedłożeniu sobie pełnomocnictw i po uznaniu ich za wystarczające i nalezyte co do formy, ugodyli się co do następujących postanowień :

Artykuł I.

CYWILNE SPRAWY SPORNE.

§ 1. O ile z postanowien § 2-5 co innego nie wynika, cywilne sprawy sporne, zawisłe w chwili przejęcia wymiaru sprawiedliwości w obwodach Sądów Krajowych, które z chwilą wejścia w życie traktatu pokojowego całkowicie lub częściowo przypadły Polsce, a niezałatwione prawomocnie przed wejściem w życie niniejszego układu, prowadzić będzie dalej Sąd, w którym sprawa zawisła, albo w razie, gdy Sąd ten uległ zwinięciu, równorzędny polski lub niemiecki Sąd, w którego obwodzie leży siedziba urzędowa dotychczasowego Sądu procesowego.

§ 2. Jeśli skarga została wniesiona przed Sąd, który był wyłącznie właściwy do jej rozpoznania, a byłby właściwy Sąd równorzędny drugiego państwa, jeżeli skarga była wniesiona dopiero w chwili wejścia w życie niniejszego układu, natenczas winno się przekazać spór temuż Sędziowi.

§ 3. (1) Jeżeli wyłączna właściwość nie jest uzasadniona, natenczas obowiązywać będą następujące postanowienia :

¹ The exchange of ratifications took place at Berlin, November 30, 1920.

(2) Auf übereinstimmenden Antrag beider Parteien ist der Rechtsstreit an das im Antrage bezeichnete Gericht des anderen Staates abzugeben.

(3) Würde ein Gericht gleicher Ordnung des anderen Staates zuständig sein, wenn die Klage zur Zeit des Inkrafttretens dieses Vertrages erhoben worden wäre, so kann jede Partei die Abgabe an dieses Gericht beantragen ; dem Antrag ist stattzugeben, es sei denn, dass in diesem Zeitpunkt auch das im § 1 bezeichnete Gericht zuständig ist und der Gegner der Abgabe widerspricht. Unter mehreren zuständigen Gerichten des anderen Staates hat der Antragsteller, und wenn beide Parteien die Abgabe beantragen, der Beklagte die Wahl.

§ 4. (1) Ist das Deutsche Reich, oder der Preussische Staat Partei, so treten die Behörden des Polnischen Staates in den Rechtsstreit ein, sofern nach den getroffenen oder noch zu treffenden deutsch-polnischen Vereinbarungen in Ansehung des in Streit befindlichen Anspruchs Polen an die Stelle des Reiches oder Preußens tritt.

(2) Ist das Deutsche Reich oder der Preussische Staat oder der Polnische Staat Beklagter, und ist ein ausschliesslicher Gerichtsstand nicht begründet, so ist der Rechtsstreit an das Gericht abzugeben, in dessen Bezirke der Staat, für den der Rechtsstreit fortgesetzt wird, seinen allgemeinen Gerichtsstand hat ; die Bestimmungen des § 3, Absatz 3 finden keine Anwendung.

§ 5. (1) Ueber die Abgabe eines Rechtsstreits kann ohne mündliche Verhandlung entschieden werden. Die Parteien sind vor der Entscheidung zu hören.

(2) In den Fällen des § 3 ist der Antrag und zwar von mehreren Streitgenossen gemeinschaftlich, spätestens im ersten Termin, in welchem nach dem Inkrafttreten dieses Vertrages zur Sache verhandelt wird, zu stellen. Er kann in der Berufungsinstanz bis zum Schlusse der mündlichen Verhandlung auf welche das Urteil ergeht, vorsorglich für den Fall der Zurückverweisung an die Vorinstanz gestellt werden.

(3) Eine Anfechtung des die Abgabe anordnenden Beschlusses findet nicht statt. Mit der Verkündigung oder Zustellung dieses Beschlusses gilt der Rechtsstreit als bei dem im Beschluss bezeichneten Gericht anhängig. Der Beschluss ist für dieses Gericht bindend.

(4) Die in dem Verfahren vor dem abgebenden Gericht erwachsenen Kosten werden als Teil der Kosten behandelt, welche bei dem im Beschluss bezeichneten Gericht erwachsen. Auf die Verhandlung und Entscheidung über die Abgabe finden die Vorschriften des § 47 Absatz 1 und 3 des Deutschen Gerichtskostengesetzes Anwendung.

§ 6. (1) Soweit die Rechtsstreitigkeiten aus den im § 1 bezeichneten Landgerichtsbezirken bei einem Oberlandesgericht — Appellationsgericht — oder dem Reichsgericht — Obersten Gericht — anhängig sind, finden die Bestimmungen der §§ 1 bis 5 entsprechende Anwendung.

(2) Zurückverweisungen erfolgen an die sich aus der Anwendung der §§ 1 bis 5 ergebenden Gerichte. Für die vorsorglich zu stellenden Anträge gilt das im § 5, Absatz 2, Satz 2 Gesagte.

§ 7. (1) Werden in Rechtsstreitigkeiten der im § 1 bezeichneten Art vor dem Inkrafttreten dieses Vertrages ergangene Urteile nach diesem Zeitpunkt durch Rechtsmittel angefochten, so ist für die Verhandlung und Entscheidung über das Rechtsmittel dasjenige Gericht zuständig, zu dessen Bezirke zur Zeit des Inkrafttretens dieses Vertrages der Sitz des Gerichts gehört, dessen Urteil angefochten wird. Die Bestimmungen der §§ 2 bis 6 finden entsprechende Anwendung.

(2) Das gleiche gilt, wenn nach dem Inkrafttreten dieses Vertrags ein vorher erlassenes Urteil im Wege der Wiederaufnahme angefochten wird.

§ 8. In dem Verfahren über die Abgabe eines Rechtsstreites, sowie bei Einlegung eines Rechtsmittels oder Erhebung einer Restitutions- oder Nichtigkeitsklage, können die Parteien sich durch jeden bei einem polnischen Gericht des Abtretungsgebietes oder einem deutschen Gericht zugelassenen Rechtsanwalt, als Bevollmächtigte vertreten lassen.

§ 9. Auf die Erledigung von Beschwerden finden die Bestimmungen der §§ 1 bis 8 entsprechende Anwendung.

(2) Na zgodny wniosek obu stron należy odstąpić spór wskazanemu we wniosku Sądowi drugiego państwa.

(3) Gdy dla skargi, jeżeliby była wniesiona dopiero w chwili wejścia w życie niniejszego układu, byłby właściwy równorzędny Sąd drugiego państwa, wówczas każda ze stron może wnieść o przekazanie sporu temuż Sądowi; wniosek należy uwzględnić, chyba że w tym czasie właściwość przysługiwała również Sądowi, wskazanemu w § 1, a przeciwnik sprzeciwiał się przekazaniu. Wybór z pośród kilku właściwych Sądów drugiego państwa przysługuje wnioskodawcy, a gdy obie strony żądają przekazania, stronie pozowanej.

§ 4. (1) Jeśli stroną jest Rzesza Niemiecka albo Państwo Pruskie, wówczas przejmą sprawę władze Państwa Polskiego, o ile według zawartych lub przyszłych polsko-niemieckich umów, Polska wstapi odnośnie do spornego roszczenia w miejsce Rzeszy lub Prus.

(2) Jeżeli Państwo Polskie albo Rzesza Niemiecka lub Państwo Pruskie jest stroną pozwaną, a właściwość wyłączna nie jest uzasadniona, wówczas winno się spór przekazać temu sądowi, w którego obwodzie ma powszechną właściwość państwo, którego sprawą dalej prowadzona będzie; przepisy § 3 ustępu 3 stosowane nie będą.

§ 5. (1) O przekazaniu sprawy można orzec bez rozprawy ustnej. Przed wydaniem rozstrzygnięcia winno się wysłuchać strony.

(2) W wypadkach w § 3 wymienionych winna strona, a przy kilku uczestnikach sporu winni oni wspólnie, podać wniosek najpóźniej na pierwszym terminie, na którym po wejściu w życie niniejszego układu odbędzie się rozprawa merytoryczna. W instancji odwoławczej można aż do chwili zakończenia ustnej rozprawy, po której ma zapaść wyrok, podać taki wniosek ewentualnie na wypadek zwrócenia sprawy do ponownego rozpoznania w poprzedniej instancji.

(3) Uchwała, zarządzająca przekazanie sprawy, nie ulega wzruszeniu. Z chwilą ogłoszenia lub doręczenia uchwały sprawę uważa się za zawiązana w Sądzie, w uchwale wskazanym. Uchwała jest dla tego Sądu obowiązująca.

(4) Koszta, wynikłe w postępowaniu przed Sądem przekazującym, należy uważać za część kosztów powstałych przed Sądem, w uchwale wskazanym. Do rozprawy i orzeczenia w przedmiocie przekazania stosować się będzie przepis § 47, ustępu 1, 3 niemieckiej ustawy o kosztach sądowych.

§ 6. (1) O ile sprawy sporne z obwodów Sądów Krajowych wymienionych w § 1 są zawiązane w Sądzie Apelacyjnym — Sądzie Wyższym Krajowym lub w Sądzie Najwyższym — Sądzie Rzeszy, stosować się, będzie odpowiednie postanowienia §§ 1-5.

(2) Sprawa będzie przekazaną do ponownego rozpoznania temu Sądowi, który będzie właściwy w myśl postanowień §§ 1-5. Do wniosków ewentualnych stosuje się przepis § 5, ustępu 2, zdania 2.

§ 7. (1) Jeżeli w sprawach spornych, wymienionych w § 1, wyroki wydane przed wejściem w życie niniejszego układu, zostaną po tym czasie wzruszone za pomocą środków prawnych, wówczas do rozprawy i rozstrzygnięcia o środku prawnym właściwy będzie ten Sąd, w którego obwodzie w chwili wejścia w życie niniejszego układu leży siedziba Sądu, którego wyrok jest wzruszony. Stosuje się tu w odpowiedni sposób postanowienia §§ 2-6.

(2) To samo dotyczy wypadków, gdy wyrok poprzednio zapadły wzruszony będzie w drodze wznowienia po wejściu w życie niniejszego układu.

§ 8 W postępowaniu co do przekazania sporu, tudzież przy założeniu środka prawnego lub wniesieniu skargi restytucyjnej lub skargi nieważności — mogą strony udzielić pełnomocnictwa do swego zastępstwa któremukolwiek z adwokatów, dopuszczonych do występowania przed Sądami polskimi, znajdującymi się na obszarze odstąpionym, lub przed Sądami niemieckimi.

§ 9. Postanowienia §§ 1-8 stosują się w odpowiedni sposób przy załatwianiu zażaleń.

§ 10. Mahnsachen, auf welche die im § 1 bezeichneten Voraussetzungen zutreffen, werden von dem Gericht fortgeführt, bei welchem der Zahlungsbefehl beantragt ist. Wird Widerspruch oder Einspruch erhoben, so gelten die Vorschriften über anhängige Rechtsstreitigkeiten. Gehört der Anspruch zur Zuständigkeit der Landgerichte, Bezirksgerichte so gelten die Vorschriften der §§ 7 und 8 entsprechend für den Fall, dass der Rechtsstreit nach dem Inkrafttreten dieses Vertrages bei dem Landgericht — Bezirksgericht — anhängig wird.

§ 11. (1) Für Aufgebotsachen, auf welche die im § 1 bezeichneten Voraussetzungen zutreffen, gelten die Vorschriften über anhängige Rechtsstreitigkeiten entsprechend. Für die nach dem Inkrafttreten dieses Vertrages anhängig werdenden Anfechtungsklagen gelten die Vorschriften der §§ 7 und 8 entsprechend.

(2) In einem Aufgebotsverfahren zum Zwecke der Todeserklärung einer Person, die, wenn sie noch lebte, zur Zeit des Inkrafttretens dieses Vertrages die deutsche Reichsangehörigkeit besitzen würde, wird das Verfahren von dem Amtsgericht Berlin-Mitte fortgeführt, falls das Gericht, bei dem es anhängig ist, seinen Sitz in dem Abtretungsgebiete hat. Würde diese Person die polnische Staatsangehörigkeit besitzen, so wird das Verfahren von dem Kreisgericht Posen fortgeführt, falls das Gericht, bei dem es anhängig ist, seinen Sitz in dem Deutschen Reiche hat.

(3) Das Kreisgericht Posen sowie alle polnischen Gerichte sind befugt, in Aufgebotsachen zum Zwecke der Todeserklärung die im § 22 der Deutschen Verordnung vom 9. August 1917 — Reichsgesetzblatt Seite 704 — vorgesehene Auskunft von dem Zentralnachweiseamt für Kriegsverluste und Kriegsgräber (Allgemeine Verfügung des Preussischen Justizministers vom 23. Februar 1920, Preussisches Justizministerialblatt, Seite 80) unmittelbar einzuholen.

(4) Die polnischen Gerichte sind verpflichtet, die nach Ziffer 4 der Allgemeinen Verfügung des Preussischen Justizministers vom 20. August 1917 — Preussisches Justizministerialblatt, Seite 291 — erforderlichen Mitteilungen dem Zentralnachweiseamt für Kriegsverluste und Kriegergräber beim Reichsministerium des Innern unmittelbar zu übersenden.

§ 12. Konkursverfahren, auf welche die im § 1 bezeichneten Voraussetzungen zutreffen, werden von dem Gerichte bei dem sie anhängig sind, oder falls dieses Gericht fortgefallen ist, von demjenigen polnischen oder deutschen Gerichte fortgeführt, zu dessen Bezirke der Amtssitz des bisherigen Konkursgerichtes gehört. Würde, falls der Eröffnungsantrag nach dem Inkrafttreten dieses Vertrags gestellt worden wäre, nur ein Gericht des anderen Staates zuständig sein, so ist das Verfahren an dieses Gericht abzugeben.

§ 13. Zwangsvollstreckungen, auf welche die im § 1 bezeichneten Voraussetzungen zutreffen werden, soweit sie das unbewegliche Vermögen betreffen, von dem Gerichte des Staates, in dessen Bezirke das Grundstück liegt, im übrigen von dem nach dem Inkrafttreten dieses Vertrages zuständigen Vollstreckungsgerichte fortgeführt. Soweit für Streitigkeiten in der Zwangsvollstreckung das Prozessgericht zuständig ist, finden die Vorschriften der §§ 7 und 8 entsprechende Anwendung.

§ 14. In allen aus den §§ 1 bis 13 sich ergebenden Angelegenheiten haben die deutschen und die polnischen Gerichte einander unmittelbare Rechtshilfe in weitestem Umfange zu leisten. In Ansehung des Armenrechtes, der Sicherheitsleistung wegen der Prozesskosten und der Vorschusspflicht, werden Deutsche von polnischen Gerichten, Polen von deutschen Gerichten, ebenso wie Inländer behandelt.

Artikel 2.

STRAFSACHEN.

§ 1. Strafverfahren, die zur Zeit des Ueberganges der Rechtspflege in einem Landgerichtsbezirke, der mit dem Inkrafttreten des Friedensvertrages ganz oder teilweise an Polen gefallen ist, gerichtlich anhängig waren und zur Zeit des Inkrafttretens dieses Vertrages noch nicht rechtskräftig erledigt sind, werden von dem Gerichte bei dem das Verfahren anhängig ist, fortgeführt

§ 10 Sprawy upominawcze, do których odnoszą się warunki § 1, prowadzić będzie dalej ten Sąd, w którym wniesiono o wydanie nakazu zapłaty. W razie wniesienia opozycji lub sprzeciwu stosuje się przepisy o zawiściach sprawach spornych. Jeżeli roszczenie należy do właściwości Sądów Okręgowych-Krajowych, stosuje się w odpowiedni sposób przepisy §§ 7, 8 w wypadku, gdy spór zawiśnie w Sądzie Okręgowym Krajowym — po wejściu w życie niniejszego układu.

§ 11. (1) Do spraw wywoławczych, do których odnoszą się warunki § 1, stosuje się odpowiednio przepisy o zawiściach sprawach spornych. Do skarg o wzruszenie, zawiści po wejściu w życie niniejszego układu, stosuje się w odpowiedni sposób przepisy §§ 7, 8.

(2) W postępowaniu wywoławczem celem uznania za zmarłą osobę, która, gdyby jeszcze żyła, posiadałyby w chwili wejścia w życie niniejszego układu obywatelstwo niemieckie, dalsze postępowanie prowadzone będzie przez Sąd «Amtsgericht Berlin-Mitte», skoro Sąd, w którym postępowanie zawiło, ma swą siedzibę na obszarze odstałpionym. Jeżeli osoba ta posiadałyby obywatelstwo polskie, dalsze postępowanie prowadzone będzie przez Sąd Powiatowy w Poznaniu, skoro Sąd, w którym postępowanie zawiło, ma swą siedzibę w państwie niemieckiem.

(3) Sąd Powiatowy w Poznaniu jak również wszystkie polskie Sądy są uprawnione do żądania w sprawach wywoławczych w celu uznania osoby za zmarłą bezpośrednio od Centralnego Biura Wywiadowczego dla strat wojennych i grobów poległych (Ogólne Zarządzenie pruskiego Ministra Sprawiedliwości z dnia 23 lutego 1920 — Dziennik Urzędowy Ministerstwa Sprawiedliwości str. 80) wywiadu, przewidzianego w § 22 niemieckiego Rozporządzenia z dnia 9 sierpnia 1917 — Dziennik Ustaw Rzeszy, str. 704.

(4) Polskie Sądy są zobowiązane wiadomości określone pod L. 4. Ogólnego Zarządzenia pruskiego Ministra Sprawiedliwości z dnia 20 sierpnia 1917 — Dziennik Urzędowy Ministerstwa Sprawiedliwości str. 291 przesyłać bezpośrednio do Centralnego Biura Wywiadowczego dla strat wojennych i grobów poległych przy Ministerstwie Spraw Wewnętrznych Rzeszy.

§ 12. Postępowania upadłościowe, do których odnoszą się warunki § 1, prowadzić będzie dalej Sąd, w którym one zawiły, albo w razie gdy Sąd ten został zwinięty, ten polski lub niemiecki Sąd, w którego obwodzie leży dotychczasowa siedziba Sądu upadłościowego. O ile Sąd drugiego państwa byłby jedynie właściwy, jeżeliby wniesiono o wdrożenie postępowania upadłościowego po wejściu w życie niniejszego układu, wówczas winno się przekazać postępowanie owemu Sądowi.

§ 13. Egzekucje, do których odnoszą się warunki § 1, prowadzić będzie, o ile dotyczą majątku nieruchomości, dalej Sąd tego państwa, w którego obwodzie leży nieruchomość, zaś w innych wypadkach Sąd egzekucyjny, który jest właściwy po wejściu w życie niniejszego uktadu. O ile dla sporów egzekucyjnych właściwym jest Sąd procesowy, stosowane będą w odpowiedni sposób przepisy §§ 7, 8.

§ 14. We wszystkich sprawach, wynikających z §§ 1-13, Sądy polskie i niemieckie mają sobie nawzajem udzielać bezpośredniej pomocy prawnej w jak najszerszym zakresie. Co do prawa ubogich, zabezpieczenia kosztów sporu i obowiązku składania zaliczek, będą Sądy polskie obywatele niemieckich, a Sądy niemieckie obywatele polskich traktowały na równi z własnymi obywatełami.

Artykuł 2.

SPRAWY KARNE.

§ 1. Postępowania karne, zawiłe w chwili przejścia wymiaru sprawiedliwości w obwodach Sądów Krajowych, które z chwilą wejścia w życie traktatu pokojowego całkowicie lub częściowo przypadły Polsce, a przed wejściem w życie niniejszego układu prawomocnie nieukończone, prowadzić będzie dalej Sąd, w którym one zawiły, albo w razie gdy Sąd ten uległ zwinięciu, przejmie

oder, falls dieses Gericht fortgefallen ist, von demjenigen deutschen oder polnischen Gerichte gleicher Ordnung übernommen, zu dessen Bezirk der Amtssitz des bisher mit dem Verfahren befassten Gerichts gehört.

§ 2. (1) Würde nach § 1 ein Strafverfahren gegen einen Deutschen, der zur Zeit des Inkrafttretens dieses Vertrages seinen Wohnsitz oder in Ermangelung eines solchen, seinen gewöhnlichen Aufenthalt im Deutschen Reich hat, von einem polnischen Gericht zu übernehmen sein, so geht auf Verlangen des Angeklagten das Verfahren auf ein deutsches Gericht über, sofern die unter Anklage stehende Tat nach den deutschen Strafgesetzen verfolgt werden kann.

(2) Würde nach § 1 ein Strafverfahren gegen einen Polen, der zur Zeit des Inkrafttretens dieses Vertrages seinen Wohnsitz oder in Ermangelung eines solchen, seinen gewöhnlichen Aufenthalt in Polen hat, von einem deutschen Gericht fortzuführen sein, so geht auf Verlangen des Angeklagten das Verfahren auf ein polnisches Gericht über, sofern die unter Anklage stehende Tat nach den polnischen Strafgesetzen verfolgt werden kann.

(3) Richtet sich ein Strafverfahren sowohl gegen Deutsche wie gegen Polen, so ist unter den obigen Voraussetzungen das Verfahren entsprechend zu teilen.

(4) Der Angeklagte muss das Verlangen bis zum Beginn der ersten Hauptverhandlung stellen; er ist möglichst frühzeitig hierauf hinzuweisen. Das Gericht, auf welches das Verfahren übergeht, wird von der preussischen oder polnischen Justizverwaltung bestimmt.

§ 3. (1) Soweit Strafverfahren aus den im § 1 bezeichneten Landgerichtsbezirken zur Zeit des Ueberganges der Rechtspflege infolge Einlegung der Revision bei einem Appellationsgericht — Oberlandesgericht — oder dem Obersten Gericht — Reichsgericht — anhängig waren und zur Zeit des Inkrafttretens dieses Vertrages noch nicht rechtskräftig erledigt sind, findet die Bestimmung des § 1 entsprechende Anwendung. Das Gleiche gilt für die Erledigung von Beschwerden.

(2) Zurückverweisungen von Strafverfahren erfolgen an die sich aus der Anwendung der §§ 1 und 2 ergebenden Gerichte. Im Falle des § 2 muss der Uebergang des Verfahrens verlangt werden bis zum Beginn der ersten Hauptverhandlung vor dem Gericht, an das die Sache zurückverwiesen ist; der Hinweis soll bereits von dem Revisionsgericht gegeben werden, damit die Sachen gegebenenfalls unmittelbar an die Gerichte des anderen Staates zurückverwiesen werden können.

§ 4. (1) Werden in Strafverfahren der im § 1 bezeichneten Art Urteile, die vor dem Inkrafttreten dieses Vertrages ergangen sind, erst nach diesem Zeitpunkt durch Rechtsmittel angefochten, so entscheidet dasjenige Gericht, das nach dem Inkrafttreten dieses Vertrages dem Gericht, dessen Urteil angefochten ist, oder dem gemäss § 1 an seine Stelle getretenen Gericht im Rechtszuge übergeordnet ist. Die Bestimmungen des § 2 finden entsprechende Anwendung.

(2) Wird nach dem Inkrafttreten dieses Vertrages die Wiederaufnahme eines Verfahrens beantragt, das zur Zeit des Ueberganges der Rechtspflege bereits anhängig war und in dem das letzte Urteil vor dem Inkrafttreten dieses Vertrages ergangen ist, so finden die Vorschriften der §§ 1 und 2 entsprechende Anwendung.

§ 5. Ermittelungsverfahren, die in den im § 1 bezeichneten Landgerichtsbezirken zur Zeit des Uebergangs der Rechtspflege schwebten und bei Inkrafttreten dieses Vertrages noch schweben, werden, sobald sich herausstellt, dass zur Aburteilung nur Gerichte des anderen Staates zuständig sein werden von der Staatsanwaltschaft, bei der sie anhängig sind, der Staatsanwaltschaft des anderen Staates übergeben. Das gleiche gilt für gerichtliche Voruntersuchungen dieser Art, sobald sich herausstellt, dass zur Aburteilung nur Gerichte des anderen Staates zuständig sein würden, wenn die öffentliche Klage erst nach dem Inkrafttreten dieses Vertrages erhoben worden wäre.

§ 6. Kann ein unter diesen Vertrag fallendes Strafverfahren von den Behörden des hiernach zuständigen Staates deshalb nicht durchgeführt werden, weil der Beschuldigte sich in dem anderen Staate aufhält und Angehöriger dieses Staates ist, so hat auf Verlangen des zuständigen Staates der Aufenthaltsstaat die Strafenverfolgung zu übernehmen, sofern die Straftat auch nach seinem Strafgesetz verfolgt werden kann. Die Staatsanwaltschaft oder das Gericht wird von der preussischen oder polnischen Justizverwaltung bestimmt.

je ten równorzędny polski lub niemiecki Sąd, w którego obwodzie leży siedziba urzędowa Sądu, prowadzącego dotychczas postępowanie.

§ 2. (1) Jeżeli w myśl § 1 Sąd polski miał przejąć postępowanie karne przeciwko obywatełowi niemieckiemu, który w chwili wejścia w życie niniejszego układu ma w obrębie państwa niemieckiego swe zamieszkanie albo w braku jego, swe zwykłe miejsce pobytu, wówczas na żądanie oskarżonego postępowanie przechodzi na Sąd niemiecki, o ile czyn będący przedmiotem oskarżenia może być ścigany wedle niemieckich ustaw karnych.

(2) Jeżeli w myśl § 1, Sąd niemiecki miał prowadzić dalej postępowanie karne przeciwko obywatełowi polskiemu, który w chwili wejścia w życie niniejszego układu ma w obrębie państwa polskiego swe zamieszkanie, albo w braku jego, swe zwykłe miejsce pobytu, wówczas na żądanie oskarżonego postępowanie przechodzi na Sąd polski, o ile czyn będący przedmiotem oskarżenia może być ścigany wedle polskich ustaw karnych.

(3) Gdy postępowanie karne skierowane jest tak przeciwko obywatełom polskim jak i obywatełom niemieckim, należy je pod powyższemi warunkami w odpowiedni sposób rozdzielić.

(4) Oskarżony musi wniesć powyższe żądanie przed rozpoczęciem pierwszej rozprawy głównej; należy go o tem jaknajwcześniej pouczyć. Polski lub pruski zarząd wymiaru sprawiedliwości oznaczy Sąd, na który postępowanie przechodzi.

§ 3. (1) O ile postępowania karne z obwodów Sądów Krajowych, wymienionych w § 1, w chwili przejścia wymiaru sprawiedliwości z powodu założenia rewizji zawisły w Sądzie Apelacyjnym — Sądzie Wyższym Krajowym lub w Sądzie Najwyższym — Sądzie Rzeszy — i w chwili wejścia w życie niniejszego układu nie były jeszcze prawomocnie ukończone, stosuje się odpowiednio postanowienia § 1. To samo odnosi się do załatwienia zażeń.

(2) Postępowania karne przekazuje się do ponownego rozpoznania temu Sądowi, który będzie właściwy w myśl postanowień § 1-2. W wypadku § 2 żądanie przekazania postępowania musi być wniesione przed rozpoczęciem pierwszej rozprawy głównej w Sądzie, któremu sprawę przekazano; pouczenia w tym kierunku ma udzielić już Sąd rewizyjny, tak, iżby w danym razie można było sprawy przekazać bezpośrednio Sądom drugiego państwa.

§ 4. (1) Jeżeli w postępowaniach karnych, określonych w § 1, wyroki zapadłe przed dniem wejścia w życie niniejszego układu, dopiero po tym dniu zostaną wzruszone za pomocą środka prawnego, natenczas rozstrzyga ten Sąd, który po wejściu w życie niniejszego układu jest instancją wyższą dla Sądu, którego wyrok uległ wzruszeniu, albo dla tego Sądu, który zajął jego miejsce stosownie do § 1. Postanowienia § 2 stosuje się w odpowiedni sposób.

(2) Gdy po wejściu w życie niniejszego układu podany zostanie wniosek o wznowienie postępowania, które było zawisłe w chwili przejścia wymiaru sprawiedliwości i w którym ostatni wyrok zapadł przed wejściem w życie niniejszego układu, należy stosować odpowiednio postanowienia §§ 1 i 2.

§ 5. Dochodzenia, które w chwili przejścia wymiaru sprawiedliwości w obwodach Sądów Krajowych, wymienionych w § 1, były w toku i w chwili wejścia w życie niniejszego układu są jeszcze w toku, mają być przekazane przez Prokuraturę, u której zawisły, Prokuraturze drugiego państwa, skoro się okaże, iż do osądzenia są właściwe jedynie Sądy drugiego państwa. To samo stosuje się do sądowych śledztw wstępnych tego samego rodzaju, skoro się okaże, że do osądzenia byłyby właściwe jedynie Sądy drugiego państwa, gdyby skargę publiczną wniesiono dopiero po wejściu w życie niniejszego układu.

§ 6. Jeżeli podpadającego pod niniejszy układ postępowania karnego władze właściwego państwa nie mogą przeprowadzić dlatego, iż posadzony przebywa w drugiem państwie i jest obywatelem tego państwa, wówczas na żądanie właściwego państwa to drugie winno przejąć ściganie karne, o ile przestępstwo może być ścigane wedle jego ustawodawstwa karnego. Polski lub Pruski Zarząd wymiaru sprawiedliwości oznaczy Prokuraturę lub Sąd.

§ 7. Soweit Strafurteile (Strafbefehle) aus den im § 1 bezeichneten Landgerichtsbezirken zur Zeit des Uebergangs der Rechtspflege bereits vollstreckbar waren, oder soweit Strafurteile in den Fällen des § 3 Absatz 1 nach dem Uebergang infolge der Verwerfung der Revision vollstreckbar geworden sind, wird die Strafvollstreckung von der Vollstreckungsbehörde des Gerichts, dessen Urteil zu vollstrecken ist, eingeleitet oder fortgeführt oder, falls dieses Gericht fortgefallen ist, von der Vollstreckungsbehörde desjenigen polnischen oder deutschen Gerichts übernommen, zu dessen Bezirk der Amtssitz des Gerichts gehört, dessen Urteil zu vollstrecken ist.

§ 8. (1) Verurteilte, gegen die das Strafverfahren im Zeitpunkte des Uebergangs der Rechtspflege schon anhängig geworden war, und auf welche die im § 2, Absatz 1 oder 2 bestimmten Voraussetzungen der Uebernahme der Strafverfolgung sinngemäß zutreffen, können den Uebergang der Strafvollstreckung auf Vollstreckungsbehörden des Staates, dessen Angehörige sie sind, verlangen, wenn es sich um Freiheitsstrafen handelt, die zur Zeit des Verlangens noch in einer Dauer von mindestens sechs Wochen zu vollstrecken sind und wenn die Straftat, wegen deren die Verurteilung erfolgt ist, auch nach dem Strafgesetze des die Vollstreckung übernehmenden Staates verfolgt werden kann.

(2) Der Uebergang der Vollstreckung muss bis zu ihrem Beginn oder, wenn sie schon begonnen hat, binnen zwei Wochen nach dem Hinweis des Verurteilten auf diese Befugnis verlangt werden; der Hinweis soll in beiden Fällen möglichst frühzeitig erfolgen.

(3) Bezuglich Verurteilter der im Absatz 1 bezeichneten Art kann auch der nach § 7 zur Vollstreckung zuständige Staat den Uebergang der Vollstreckung verlangen, wenn es sich um Freiheitsstrafen handelt, die zur Zeit des Verlangens noch in einer Dauer von mindestens sechs Monaten zu vollstrecken sind, und wenn auf die Straftat die im Absatz 1 bezeichnete Voraussetzung zutrifft. Das Verlangen muss in diesen Fällen bis zum Ablauf von zwei Monaten nach Inkrafttreten dieses Vertrages gestellt werden.

(4) Die Behörde, auf welche die Vollstreckung übergeht, wird von der preussischen oder polnischen Justizverwaltung bestimmt.

§ 9. Gesamtstrafen, deren Einzelstrafen von Gerichten des Abtretungsgebietes und von beim Deutschen Reich verbliebenen Gerichten festgesetzt sind, werden von demjenigen der beiden Staaten vollstreckt, der nach dem Gesamtbetrage der von seinen Gerichten erkannten Einzelstrafen an der Gesamtstrafe am höchsten beteiligt ist, oder der bei gleich hohen Beträgen mit der Vollstreckung zuerst beginnt oder bereits begonnen hat. § 8 findet entsprechende Anwendung.

§ 10. (1) Kann ein unter diesen Vertrag fallendes Urteil in dem für die Vollstreckung zuständigen Staate deshalb nicht vollstreckt werden, weil der Verurteilte sich in dem anderen Staate aufhält und Angehöriger dieses Staates ist, oder weil das Vermögen des zu einer Geldstrafe Verurteilten sich in dem anderen Staate befindet, so hat auf Verlangen des zuständigen Staates der andere Staat die Strafvollstreckung zu übernehmen, sofern die Straftat, wegen deren die Verurteilung erfolgt ist, auch nach seinem Strafgesetze verfolgt werden kann. Die Vollstreckungsbehörde wird von der polnischen oder preussischen Justizverwaltung bestimmt.

(2) Die beigetriebene Geldstrafe verbleibt dem beitreibenden Staate.

§ 11. (1) In allen Fällen geht mit der Strafvollstreckung auch das Gnadenrecht auf den vollstreckenden Staat über.

(2) Eine Erstattung von Kosten der Strafvollstreckung findet in keinem Falle statt.

(3) Bei Überführung von Untersuchungs- oder Strafgefangenen trägt der übergebende Teil die Kosten bis zur Übergabe einschließlich der Kosten der Rückreise der übergebenden Beamten, der übernehmende Teil die Kosten der Hinreise der übernehmenden Beamten und des Weitertransports der übergebenen Gefangenen nach der Uebergabe.

§ 12 (1) Die deutschen und die polnischen Staatsanwaltschaften und Gerichte haben in den aus diesem Vertrage sich ergebenden Angelegenheiten einander Rechtshilfe zu leisten.

§ 7. O ile wyroki karne (mandaty karne) z obwodów Sądów Krajowych oznaczonych w § 1 w chwili przejścia wymiaru sprawiedliwości były już wykonalne, albo, o ile wyroki karne w wypadkach § 3 ustępu 1 po przejściu wymiaru sprawiedliwości z powodu odrzucenia rewizji uzyskały wykonalność, to wykonanie kary wdroży lub będzie je dalej prowadzić władza wykonawcza Sądu, którego wyrok ma być wykonany, albo też w razie, gdy Sąd ten uległ zwinięciu, wykonanie kary przejmie władz wykonawcza tego polskiego lub niemieckiego Sądu, w którego obwodzie leży siedziba urzędowa Sądu, którego wyrok ma być wykonany.

§ 8. (1) Skazani, przeciw którym postępowania karne zawiły już w chwili przejścia wymiaru sprawiedliwości i do których analogicznie odnoszą się wskazane w § 2 ustępce 1 albo 2 warunki przejęcia ścigania karnego, mogą żądać, aby wykonanie kary było przekazane władzom wykonawczym tego państwa, którego są obywatelami, gdy chodzi o kary na wolności, które w chwili żądania mają być wykonane jeszcze przez okres conajmniej sześciotygodniowy i gdy przestępstwo, za które skazano, może być ścigane także według ustawy karnej państwa przejmującego wykonanie kary.

(2) Żądanie powyższe musi być wniesione przez skazanego przed rozpoczęciem wykonania kary, a gdy wykonanie to już się zaczęło, w przeciągu dwóch tygodni po pouczeniu skazanego, iż przysługuje mu to prawo; w obu wypadkach pouczenie winno być jaknajwcześniej udzielone.

(3) Co do skazanych w ustępie 1 oznaczonych, może także państwo właściwe według § 7 do wykonania kary, żądać przejęcia wykonania, jeśli chodzi o kary na wolności, które w chwili żądania mają być wykonane jeszcze przez okres conajmniej sześciu miesięcy i gdy co do przestępstwa zachodzą warunki przewidziane w ustępku 1. Z żądaniem musi się w tych wypadkach wystąpić przed upływem dwóch miesięcy po wejściu w życie niniejszego układu.

(4) Polski lub Pruski Zarząd wymiaru sprawiedliwości oznaczy władzę, której wykonanie ma być przekazane.

§ 9. Kary łączne, których kary pierwiastkowe wyznaczyły Sądy położone na obszarze Polsce przy znanym, oraz Sądy pozostałe przy Rzeszy Niemieckiej, mają być wykonywane przez to państwo, które po zliczeniu wyrzeczonych przez jego sądy kar pierwiastkowych najbardziej do wysokości kary łącznej się przyczyniło, albo też które przy równej wysokości wymierzanych kar pierwsze przystąpi do wykonania kary albo wykonanie już rozpoczęło. § 8 ma być odpowiednio stosowany.

§ 10. Jeżeli wyrok, podpadający pod niniejszy układ, w państwie dla wykonania właściwem nie może być wykonany z powodu, iż skazany przebywa w drugiem państwie i jest jego obywatelem, albo że majątek skazanego na grzywnę znajduje się w drugim państwie, wówczas na żądanie właściwego państwa, państwo drugie winno przejąć wykonanie kary, o ile przestępstwo, za które nastąpiło skazanie, może być ścigane także według ustawy karnej tegoż państwa. Polski lub Pruski, Zarząd wymiaru sprawiedliwości oznaczy władzę wykonawczą. Grzywna ściągnięta przypada, państwu, które ją ściągnęło.

§ 11. (1) We wszystkich wypadkach przechodzi wraz z wykonaniem kary prawo ułaskawienia na państwo wykonywające.

(2) W żadnym wypadku nie będą zwracane koszta wykonania kary.

(3) Przy transporcie więźniów śledczych i karnych ponosi aż do miejsca oddania koszta, łącznie z kosztami podróży urzędnika oddającego, strona wydająca, zaś koszta podróży urzędnika odbierającego i dalszego transportu odebranych więźniów, strona odbierająca.

§ 12. (1) Polskie i niemieckie Prokuratury oraz Sądy winny sobie udzielać wzajemnie pomocy prawnej we wszystkich sprawach, z niniejszego układu wynikających.

(2) Die Angehörigen des einen Staates werden jedoch dem anderen Staate nicht zur Verfolgung oder Bestrafung überliefert. Auch findet eine Zwangsgestellung von Zeugen und Sachverständigen vor die Behörden des fremden Staates nicht statt.

§ 13. (1) Die Strafregister, die in den im § 1 bezeichneten Landgerichtsbezirken geführt sind, werden bis auf weiteres von den bisherigen Registerbehörden fortgeführt oder, falls diese Registerbehörden fortgefallen sind, von denjenigen deutschen oder polnischen Registerbehörden übernommen, zu deren Bezirk der Amtssitz der bisherigen Registerbehörde gehört.

(2) Gerichtlichen und anderen öffentlichen Behörden beider Staaten ist auf ihr Ersuchen über den Inhalt der Register kostenfrei Auskunft zu erteilen.

(3) Strafnachrichten, an deren weiterer Aufbewahrung in seinen Registern der eine Staat kein Interesse hat, werden nach näherer Vereinbarung zwischen den Justizverwaltungen des Deutschen Reichs und Polens allmählich ausgesondert und dem anderen Staat zur Verfügung gestellt.

Artikel 3.

ANGELEGENHEITEN DER FREIWILLIGEN GERICHTSBARKEIT.

§ 1. Für die Angelegenheiten der freiwilligen Gerichtsbarkeit in den Landgerichtsbezirken, die mit dem Inkrafttreten des Friedensvertrages ganz oder teilweise an Polen gefallen sind, gelten die Vorschriften der §§ 2 bis 8.

§ 2. (1) Ist ein Verfahren der freiwilligen Gerichtsbarkeit noch nicht endgültig erledigt, so erfolgt die Erledigung durch das Gericht, bei dem die Angelegenheit anhängig ist oder, falls dieses Gericht fortgefallen ist, durch dasjenige deutsche oder polnische Gericht gleicher Ordnung, zu dessen Bezirk der Amtssitz dieses Gerichtes gehört.

(2) Das Gericht hat jedoch die Sache an ein Gericht gleicher Ordnung des anderen Staates abzugeben, falls dieses für die Angelegenheit zuständig wäre, wenn sie erst zur Zeit des Inkrafttretens dieses Vertrages anhängig geworden wäre. Ist zu diesem Zeitpunkte sowohl ein deutsches als auch ein polnisches Gericht zuständig, so findet eine Abgabe nur dann statt, wenn diejenige Person, die für den Gerichtsstand massgebend ist, dem anderen Staat zu dieser Zeit angehört oder wenn einer der Beteiligten die Abgabe beantragt und sämtliche übrigen Beteiligten ihr zustimmen. Die Bestimmungen des Artikels 1, § 5, Abs. 1, 3, 4, finden entsprechende Anwendung.

§ 3. (1) Soweit ein Grundbuchamt ein Grundbuch im Besitze hat, das sich auf Grundstücke bezieht, die im Bezirk des anderen Staates gelegen sind, hat es das Grundbuch an das zuständige Grundbuchamt des anderen Staates abzugeben. Der Zeitpunkt der Abgabe ist öffentlich bekanntzumachen.

(2) Amtshandlungen, die ein unter Abs. 1 fallendes Grundbuchamt vor dem Inkrafttreten dieses Vertrages vorgenommen hat, können wegen örtlicher Unzuständigkeit nicht angefochten werden.

(3) In welcher Weise zu verfahren ist, wenn nur ein Teil eines Grundbuchbandes an das Grundbuchamt des anderen Staates abzugeben ist oder wenn ein Grundbuchblatt nicht ausschliesslich über Grundstücke geführt ist, die nur im Bezirke eines der beiden Staaten gelegen sind, ergibt sich aus der Anlage.

§ 4. (1) Gerichtliche Register werden von dem Gerichte fortgeführt, das bisher das Register geführt hat, oder, falls dieses Gericht fortgefallen ist, von denjenigen deutschen oder polnischen Gerichten, zu dessen Bezirk der Amtssitz dieses Gerichts gehört.

(2) Soweit jedoch nach den zur Zeit des Inkrafttretens dieses Vertrages massgebenden Verhältnissen ein Gericht des anderen Staates zur Führung des Registers zuständig sein würde, sind in diesem Gerichte beglaubigte Auszüge aus dem Register zu übergeben: Inwieweit statt dessen in

(2) Obywatele jednego państwa nie będą atoli wydawani drugiemu państwu w celu ich ścigania i karań. Podobnież nie będzie miało miejsca przymusowe sprowadzanie świadków oraz biegłych przed władze obcego państwa.

§ 13. (1) Rejestry kar, prowadzone w obwodach Sądów Krajowych, w § 1 wymienionych, prowadzić będą nadal dotychczasowe władze rejestrów, albo w razie gdy uległy zwinięciu, te polskie lub niemieckie władze rejestrów, w których obwodzie leży siedziba urzędowa dotychczasowej władzy r. rejestrowej.

(2) Sądom oraz innym publicznym władzom obu państw należy na ich żądanie udzielać bezpłatnie wiadomości o treści rejestrów.

(3) Wykazy karne, których dalszego zachowywania w rejestrach nie wymaga interes danego państwa, będą na mocy bliższego porozumienia między zarządami wymiaru sprawiedliwości Polski i Rzeszy Niemieckiej stopniowo wyłączane i oddawane do rozporządzenia drugiemu państwu.

Artykuł 3.

SPRAWY NIESPORNE.

§ 1. Do spraw niesporych w obwodach Sądów Krajowych, które z chwilą wejścia w życie traktatu pokojowego całkowicie lub częściowo przypadły Polsce, stosowane być mają przepisy §§ 2-8.

§ 2. (1) Jeśli postępowanie w sprawie niespornej jeszcze nie zostało ostatecznie zakończone, dokończy je Sąd, w którym sprawa zawisła, albo w razie, gdy Sąd ten uległ zwinięciu, równorzędny polski lub niemiecki Sąd, w którego obwodzie leży siedziba urzędowa tego Sądu

(2) Wszakże Sąd winien przekazać sprawę równorzędnemu Sądowi drugiego państwa wówczas, gdyby ten był właściwy dla sprawy, jeśliby ona zawista dopiero w chwili wejścia w życie niniejszego układu. Jeżeliby w tym czasie był właściwy zarówno polski jak niemiecki Sąd, wówczas sprawa może być przekazana jedynie w tym wypadku, gdy osoba, ze względu na którą właściwość sądowa jest miarodajna, należy w tym czasie do obywateli drugiego państwa, albo gdy jeden z interesowanych podał wniosek o przekazanie sprawy, a wszyscy pozostali interesowani na to przyzwalają. Przepisy artykułu i § 5 ustępów 1, 3, 4, stosowane tu będą w odpowiedni sposób.

§ 3. (1) O ile urząd hipoteczny posiada księgi gruntową odnoszącą się do nieruchomości położonych w obwodzie drugiego państwa, to ma on księgi gruntową przekazać właściwemu urzędowi hipotecznemu drugiego państwa. Termin przekazania należy podać do publicznej wiadomości.

(2) Czynności urzędowych, dokonanych przez urząd hipoteczny, podпадający pod przepis ustępu 1, przed wejściem w życie niniejszego układu, nie można wzruszać z powodu miejscowości niewłaściwości.

(3) W jaki sposób postępować należy, gdy tylko część poszczególnego tomu księgi gruntowej należy przekazać urzędowi hipotecznemu drugiego państwa, lub gdy karta księgi gruntowej nie dotyczyła wyłącznie nieruchomości, położonej w obrębie jednego z dwóch tych państw, określono w załączniku do niniejszego układu.

§ 4. (1) Rejestry sądowe prowadzić będzie nadal Sąd, który je prowadził dotychczas, albo w razie gdy Sąd ten uległ zwinięciu, ten polski lub niemiecki Sąd, w którego obwodzie leży siedziba urzędowa dotychczasowego Sądu.

(2) Wszakże, gdy wedle stosunków, miarodajnych w chwili wejścia w życie niniejszego układu, do prowadzenia rejestru właściwym był Sąd drugiego państwa, należy temu Sądowi przesyłać uwierzytelne wyciągi z rejestru. Zastrzega się późniejszemu porozumieniu między polskim a pruskim

einzelnen Fällen das Register selbst unter Zurückbehaltung beglaubigter Auszüge abzugeben ist, bleibt der Vereinbarung durch die preussische und die polnische Justizverwaltung vorbehalten.

(3) Der Zeitpunkt des Abgabe ist öffentlich bekanntzumachen.

(4) Die Vorschriften des § 3, Abs. 2 findet entsprechende Anwendung.

§ 5. Testamente und Erbverträge bleiben bei dem Gerichte verwahrt, bei dem sie in amtliche Verwahrung genommen sind, oder, falls dieses Gericht fortgefallen ist, bei demjenigen deutschen oder polnischen Gerichte, zu dessen Bezirk der Amtssitz dieses Gerichts gehört. Bis zum 31. Dezember 1921 kann jedoch der deutsche Erblasser die Abgabe an ein deutsches Gericht, der polnische Erblasser die Abgabe an ein polnisches Gericht verlangen.

§ 6. (1) Gerichtliche Urkunden bleiben bei dem Gerichte verwahrt, bei dem sie sich befinden, oder, falls dieses Gericht fortgefallen ist, bei demjenigen deutschen oder polnischen Gerichte, zu dessen Bezirk der Amtssitz dieses Gerichts gehört.

(2) Das gleiche gilt für die von dem Gerichte verwahrten Notariatspapiere (Urschriften, Register usw.). Ist jedoch der frühere Amtssitz des Notars im Bezirk des anderen Staates gelegen, so sind die Papiere an dasjenige Gericht des anderen Staates abzugeben, zu dessen Bezirk der frühere Amtssitz des Notars gehört.

§ 7. Ausfertigungen, beglaubigte Abschriften und beglaubigte Auszüge von gerichtlichen und notariellen Urkunden einschließlich der Erbscheine sowie von letztwilligen Verfügungen können unter Anwendung des bishergeltenden Rechts von der Behörde oder dem Notar verlangt werden, welche die Urschrift innehaben. Entsprechendes gilt von der Ausstellung von Zeugnissen jeder Art.

§ 8. (1) Die Gerichte haben zwecks Erleichterung der Ueberleitung einander unmittelbare Rechtshilfe in weitestem Umfange zu leisten. Dies gilt insbesondere für die Erteilung von beglaubigten Abschriften aus Grundbüchern, Registern, Grundakten und Nachlassakten.

(2) In den übergeleiteten Angelegenheiten werden in Ansehung des Armenrechts und der Vorschusspflicht Deutsche von polnischen Gerichten, Polen von deutschen Gerichten ebenso wie Inländer behandelt.

§ 9. (1) Befindet sich das Vermögen eines Familienfideikommisses ganz in einem der beiden Staaten, so untersteht das Fideikommiss diesem Staate.

(2) Befindet sich das Fideikommissvermögen teils in dem einen, teils in dem anderen Staate, so werden die preussische und die polnische Justizverwaltung die infolge der Überleitung der Rechtspflege erforderlich werdenden Änderungen in der Staatsaufsicht über das Fideikommiss durch Vereinbarung regeln. Hiebei sollen Fideikommissse, zu denen außer Grundbesitz auch anderer Vermögen gehört, unter Berücksichtigung der Wertverhältnisse und Zweckbestimmungen der einzelnen Bestandteile in der Regel dem Staate unterstellt werden, in dessen Gebiet sich der zum Fideikommiss gehörige Grundbesitz befindet. Kommt binnen 2 Jahren nach dem Inkrafttreten dieses Vertrages eine Einigung nicht zustande, so behalten, falls nicht die Frist durch Vereinbarung verlängert wird, die beiderseitigen Regierungen sich alle Rechte vor.

(3) Die Bestimmungen des Friedensvertrages bleiben unberührt. Der Frage der Herausgabe von Eigentum, das sich in Deutschland befindet, soll nicht vorgegriffen werden.

Artikel 4.

SCHLUSSBESTIMMUNGEN.

§ 1. (1) Gerichtliche Akten sind derjenigen Justizbehörde zu überlassen, welche die betreffende Angelegenheit nach den obigen Überleitungsbestimmungen fortzuführen hat.

zarządem wymiaru sprawiedliwości, o ile w poszczególnych wypadkach zamiast przesyłania wyciągu ma być przekazany sam rejestr z zachowaniem na miejscu uwierzytelnionych wyciągów.

(3) Termin przekazania należy podać do publicznej wiadomości.

(4) Przepis § 3 ustępu 2 stosuje się odpowiednio.

§ 5. Testamente oraz układy spadkowe przechowywa ten Sąd, który je wziął na przechowanie urzędowe, albo w razie gdy Sąd ten uległ zwinięciu, ten polski lub niemiecki Sąd, w którego obwodzie leży siedziba urzędowa dotychczasowego Sądu. Wszakże do dnia 31 grudnia 1921 r. spadkodawca, będący obywatelem polskim, może żądać przekazania wymienionych dokumentów Sądowi polskiemu, a spadkodawca będący obywatelem niemieckim, przekazania Sądowi niemieckiemu.

§ 6. (1) Dokumenta sądowe przechowywa Sąd ten, w którym się znajdują, albo w razie gdy Sąd ten uległ zwinięciu, ten polski lub niemiecki Sąd, w którego obwodzie leży siedziba urzędowa dotychczasowego Sądu.

(2) To samo dotyczy akt notarialnych, będących w przechowaniu Sądu (pierwopisów, rejestrów i t. d.). Gdyby wszakże poprzednia siedziba urzędowa notariusza leżała w obrębie drugiego państwa, wówczas akta należy odstąpić temu Sądowi drugiego państwa, w którego obwodzie leży poprzednia siedziba urzędowa notariusza.

§ 7. Wypisów, uwierzytelnionych odpisów oraz uwierzytelnionych wyciągów dokumentów sądowych i notarialnych, łącznie z legitymacjami spadkowemi, tudzież rozporządzeniami ostatniej woli, można będzie przy zachowaniu dotychczas obowiązujących przepisów prawnych zażądać od tej władzy lub tego notariusza, w którego ręku znajduje się pierwopis. To samo ma być stosowane odpowiednio do wydania wszelkiego rodzaju świadectw.

§ 8. (1) Gwoli ułatwienia przejęcia wymiaru sprawiedliwości Sądy winny sobie udzielać wzajemnie bezpośredniej pomocy prawnej w jaknajszerzym zakresie. Dotyczy to zwłaszcza udzielania uwierzytelnionych odpisów z ksiąg gruntowych, rejestrów, akt gruntowych oraz akt spadkowych.

(2) W przejętych sprawach pod względem udzielenia prawa ubogich oraz obowiązku zaliczowania kosztów mają być obywatele polscy przez Sądy niemieckie, a obywale niemieccy przez Sądy polskie traktowani na równi z własnymi obywatelami.

§ 9. (1) Jeżeli majątek fideikomisowy znajduje się całkowicie w jednym z umawiających się państw, wówczas fideikomis ów podlega temu państwu.

(2) Jeżeli zaś majątek fideikomisowy znajduje się po części w jednym, a po części w drugiem państwie, wówczas polski i pruski zarząd wymiaru sprawiedliwości zmiany w nadzorze państwowym nad fideikomisem. Przytem fideikomisy, do których należy obok nieruchomości także inny majątek, winny być przy uwzględnieniu stosunków wartościowych oraz przeznaczenia poszczególnych części składowych, z reguły oddane temu państwu, na którego obszarze znajduje się należna do fideikomisu nieruchomość. Gdy w przeciągu 2 lat po wejściu w życie niniejszej umowy nie dojdzie do porozumienia, zastrzegają sobie oba Rządy wszelkie prawa, o ile czasokres ten w drodze umowy nie zostanie przedłużony.

(3) Postanowienia traktatu pokojowego pozostają nienaruszone. Kwestji wydania własności znajdującej się w państwie niemieckim, nie przesądzają się.

Artykuł 4.

POSTANOWIENIA KOŃCOWE.

§ 1. (1) Akta sądowe należy przekazać tej władzy sądowej, która według powyższych postanowień o przejęciu wymiaru sprawiedliwości ma odnośną sprawę w dalszym ciągu prowadzić.

(2) Zurückgelegte Akten bleiben bei der Justizbehörde, bei der sie sich zur Zeit des Inkrafttretens dieses Vertrages befinden, oder, falls diese Behörde fortgefallen ist, bei derjenigen deutschen oder polnischen Behörde, zu deren Bezirk der Amtssitz dieser Justizbehörde gehört. Ergibt sich, dass eine Angelegenheit über welche die Akten geführt sind, wieder aufzunehmen und nach den obigen Überleitungsbestimmungen von einer Behörde des anderen Staates fortzuführen ist, so sind sie dieser Behörde zu überlassen.

§ 2. (1) Soweit nach den Bestimmungen dieses Vertrages ein anhängiges Verfahren auf ein Gericht des anderen Staates übergeht, werden von diesem die noch ausstehenden Gesamtkosten des Verfahrens eingezogen; eine Erstattung der bis zum Uebergang erwachsenen Kosten an den abgebenden Staat findet nicht statt.

(2) Ebenso werden Kosten der in diesem Vertrage vorgesehenen Rechtshilfe nicht erstattet.

§ 3. Als Zeitpunkt des Überganges der Rechtspflege im Sinne dieses Vertrages gilt der 1. Januar 1920 und, soweit die, nach dem Friedensvertrag an Polen gefallenen Gebiete nach dem 1. Januar 1920 durch Polen besetzt worden sind, der Tag der Vollziehung des Übergabeprotokolls.

§ 4. Hat ein Beteiligter, welcher zur Wahrung einer Frist jenseits der neuen Grenzlinie eine Erklärung abzugeben hatte, diese Frist ohne sein Verschulden nicht eingehalten, so ist ihm auf Antrag die Wiedereinsetzung in den vorigen Stand zu erteilen. Die Frist für den Antrag endet in diesem Falle frühestens mit dem Ablauf von einem Monat nach dem Inkrafttreten dieses Vertrages.

§ 5. Soweit die Zuständigkeit für eine nach diesem Vertrage auf eine deutsche Behörde überzuleitende Angelegenheit nicht in Preussen, sondern in einen anderen zum Deutschen Reich gehörenden Lande begründet ist, tritt die Justizverwaltung dieses Landes an die Stelle der preussischen Justizverwaltung.

§ 6. Der preussischen Justizverwaltung handelnd im Namen des Reichs, und der polnischen Justizverwaltung bleibt es vorbehalten, weitere Überleitungsbestimmungen zur Ergänzung der Ausführung dieses Vertrages, insbesondere auch hinsichtlich der Hinterlegungssachen, zu vereinbaren.

Artikel 5.

1. Dieser Vertrag soll ratifiziert und die Ratifikationsurkunden sollen so bald als möglich in Berlin ausgetauscht werden.

2. Der Vertrag tritt mit Ablauf des auf den Austausch der Ratifikationsurkunden folgenden Kalendermonats in Kraft.

3. Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten diesen Vertrag unterzeichnet und mit ihren Siegeln versehen.

4. Ausgefertigt in doppelter Urschrift in Posen am 20. September 1920.

(L. S.) Dr. CRUSEN.

(L. S.) Dr. ZYGMUNT SEYDA.

(L. S.) Dr. PRADZYNSKI.

(2) Akta odłożone pozostają u tej władzy sądowej, u której się znajdują w chwili wejścia w życie niniejszego układu, albo w razie gdy uległa zwinięciu, u tej polskiej lub niemieckiej władzy, w której obwodzie leży siedziba urzędowa tejże władzy sądowej. Jeżeli się okaże, że pewną sprawę, której akta prowadzono, należy wznowić i że według powyższych postanowień o przejęciu wymiaru sprawiedliwości ma ją prowadzić dalej władz drugiego państwa, natenczas akta takiej sprawy winny być owej władzy przekazane.

§ 2. (1) O ile według postanowień niniejszego układu zawiśle postępowanie przejęte będzie przez władzę drugiego państwa, ta ostatnia ściągnie wszystkie niepobrane jeszcze koszta postępowania; koszta wynikłe do chwili przejęcia nie będą zwracane państwu, przekazującemu sprawę.

(2) Podobnież nie będą zwracane koszta przewidzianej w niniejszym układzie pomocy prawnej.

§ 3. Za chwilę przejęcia wymiaru sprawiedliwości w znaczeniu niniejszego układu uważa się dzień 1 stycznia 1920 r., a o ile obszary przyznane Polsce w traktacie pokojowym zostały przez Polskę zajęte po dniu 1 stycznia 1920 r., dzień podpisania protokołu przejęcia.

§ 4. Jeżeli strona, która celem zachowania czasokresu miała złożyć oświadczenie poza nową linią graniczną, czasokresu tego bez własnego zawiżenia uchybiła, należy jej na wniosek przyznać przywrócenie do poprzedniego stanu. Czasokres do podania wniosku upływa w tym wypadku najwcześniej w miesiąc po wejściu w życie niniejszego układu.

§ 5. O ile w sprawach, które na podstawie niniejszego układu przejmą władze niemieckie, będąc właściwa zamiast pruskiej, władza innego do Rzeszy Niemieckiej należącego państwa, natenczas w miejsce pruskiego zarządu wymiaru sprawiedliwości wstępuje zarząd wymiaru sprawiedliwości tegoż państwa.

§ 6. Polski zarząd wymiaru sprawiedliwości oraz pruski zarząd wymiaru sprawiedliwości, działający w imieniu Rzeszy, zastrzegają sobie możliwość ułożenia się w przedmiocie dalszych postanowień dotyczących przejęcia wymiaru sprawiedliwości, mających na celu uzupełnienie wykonania niniejszego układu, zwłaszcza także co do spraw depozytowych.

Artykuł 5.

Układ niniejszy ma być ratyfikowany, a dokumenty ratyfikacyjne wymienione jaknajrychlej w Berlinie.

Umowa wchodzi w życie z upływem miesiąca następującego po miesiącu, w którym wymieniono dokumenty ratyfikacyjne.

W dowód powyższego pełnomocnicy podpisali ten układ i zaopatryli go swemi pieczęciami.

Wygotowano w dwóch egzemplarzach w Poznaniu, dnia 20 września 1920 r.

(L. S.) Dr. ZYGMUNT SEYDA
 (L. S.) Dr. PRĄDZYŃSKI
 (L. S.) Dr. CRUSEN

ANLAGE

zum Artikel 3, § 3, Absatz 3 des deutsch-polnischen Abkommens betreffend die Überleitung der Rechtspflege.

§ 1. Soweit die bei einem Grundbuchamt befindlichen Grundbücher sich auf Grundstücke beziehen, die im Bezirk des anderen Staates belegen sind, gelten die folgenden Bestimmungen:

§ 2. Beziehen sich alle Blätter eines Grundbuchbandes auf Grundstücke, die im Bezirk des anderen Staates belegen sind, so sind die Blätter nicht zu schliessen, sondern zur Abgabe an den anderen Staat bereit zu halten. Darüber, wann die Abgabe zu erfolgen hat, wird durch Übereintkommen der beiderseitigen Justizverwaltungen Bestimmung getroffen werden.

Mit dem Grundbuchband sind die Grundakten sowie besonders verwahrte Urkunden (Geschäftsordnung für die Gerichtsschreibereien der Amtsgerichte, § 46), falls ein ganzer Grundbuchbezirk im Bezirk des anderen Staates belegen ist, auch die sich auf den Grundbuchbezirk beziehenden Katasterurkunden und Schriften und das Eigentümerverzeichnis (Geschäftsordnung, § 45 Absatz 6, § 47) zur Abgabe bereit zu halten. Das gleiche gilt bei Grundstücken, die kein Grundbuchblatt haben für die sich auf sie beziehenden Schriften.

Die Grundakten sind daraufhin durchzusehen, ob sie Eintragungsbewilligungen, Verfügungen oder sonstige Urkunden enthalten, die sich auf Grundstücke beziehen, welche im Bezirk des eigenen Staates belegen sind. Bejahendenfalls sind beglaubigte Abschriften zu den Grundakten dieser Grundstücke zu nehmen.

§ 3. Beziehen sich einzelne Blätter eines Bandes auf Grundstücke, die im Bezirk des anderen Staates belegen sind, so sind diese Blätter auszutrennen und zu einem mit einem einfachen Umschlag zu versehenden « Abgabeband » zu vereinigen, in welchem sie neue fortlaufende Nummern erhalten.

In den Abgabeband können auch Blätter verschiedener Grundbuchbezirke aufgenommen werden. Soweit es die Zahl der Blätter erforderlich macht, sind mehrere Abgabebände mit durchlaufenden Blattnummern zu bilden.

Ist zu befürchten, dass durch die Austrennung der Grundbuchband zu sehr leidet, oder erscheint sonst die Austrennung unzweckmässig, insbesondere, weil nur wenige Blätter auszutrennen sind, oder weil die Eintragungen eines Blattes wegen Mangel an Raum an anderen Stellen desselben oder eines anderen Bandes fortgeführt sind, so können die Blätter, deren Austrennung in Frage kommt, auch geschlossen werden. Ihr Inhalt ist dann auf ein neues Blatt des Abgabebandes zu übertragen.

Auf den Abgabeband finden die Bestimmungen des § 2 entsprechende Anwendung.

Erscheint es zweckmässiger, den ganzen Band abzugeben, weil sich die überwiegende Mehrzahl der Blätter auf Grundstücke bezieht, die im Bezirk des anderen Staates belegen sind, so sind die Blätter, die sich auf Grundstücke beziehen, welche im Bezirk des eigenen Staates belegen sind, zu schliessen. Ihr Inhalt ist dann auf ein neues Blatt eines beim Grundbuchamt verbleibenden Bandes zu übertragen. Die Abgabe mitgenommener Grundbuchbände kann bei Vorliegen obiger Voraussetzung von der polnischen Justizverwaltung verlangt werden.

§ 4. Wird ein Grundbuchblatt über mehrere Grundstücke geführt, von denen die einen im Bezirk des eigenen Staates, die anderen im Bezirk des anderen Staates belegen sind, so sind die letzteren von Amts wegen auf ein neues Blatt des Abgabebandes abzuschreiben.

Befindet sich nur ein Teil eines Grundstückes im Bezirk des anderen Staates, so ist der Teil von Amts wegen auf ein neues Blatt des Abgabebandes abzuschreiben. Die Abschreibung kann erfolgen, auch wenn nur bezüglich des im eigenen Staate belegenen Grundstücks teils ein beglaubigter Auszug aus dem Steuerbuch und eine von dem Fortschreibungsbeamten beglaubigte Karte vorliegt.

ZAŁĄCZNIK

do artykułu 3 § 3 polsko-niemieckiej umowy w przedmiocie przejęcia wymiaru sprawiedliwości.

§ 1. O ile księgi gruntowe, znajdujące się w urzędzie hipotecznym odnoszą się do gruntów położonych w obrębie drugiego państwa, mają być stosowane następujące postanowienia :

§ 2. Jeżeli wszystkie karty księgi gruntowej dotyczą nieruchomości, położonych w obrębie drugiego państwa, nie należy kart zamykać, tylko trzymać je w pogotowiu celem przekazania drugiemu państwu. O terminie, w którym przekazanie ma nastąpić, postanowi się w drodze porozumienia między obopólnymi zarządami wymiaru sprawiedliwości.

Razem z księgą gruntową należy przygotować do przekazania akta gruntowe, jak również osobno przechowywane dokumenty (ordynacja dla sekretariatów sądowych przy sądach powiatowych § 46), a w razie, gdy cały obszar księgą gruntową objęty leży w obrębie drugiego państwa, także odnoszące się do tego obszaru dokumenty katastralne i pisma, jak również spis właścicieli (ordynacja dla sekretariatów sądowych przy sądach powiatowych § 45 ust. 6, § 47). To samo dotyczy przy nieruchomościach, nie mających karty gruntowej, wszelkich pism do nich się odnoszących.

Akta gruntowe winny być przejrzone, celem stwierdzenia, czy nie zawierają jakich zezwoleń na wpis, zarządzeń, lub innych dokumentów, odnoszących się do nieruchomości, położonych w obrębie własnego państwa. W tym ostatnim wypadku należy sporządzić uwierzytelnione odpisy dla aktów gruntowych dotyczących tych nieruchomości.

§ 3. Jeżeli poszczególne karty księgi odnoszą się do nieruchomości położonych w obrębie drugiego państwa, wówczas winno się karty te wydzielić i złączyć w jedną zaopatrzoną w zwykłą okładkę « księgi zdawczą », w której otrzymają one nowe liczby porządkowe.

W księdze zdawczej można zamieścić karty rozmaitych obwodów hipotecznych. O ile liczba kart tego wymaga, winno się założyć więcej ksiąg zdawczych, w których liczby kart mają bież nieprzerwanie.

Jeżeli zachodzi obawa, że przez wydzielenie księga gruntowa zanadto ucierpi, albo jeżeli wydzielenie z innych przyczyn okazuje się niewskazane, w szczególności z powodu, że tylko kilka kart należy wydzielić, albo, że wpisy dotyczące tej samej karty z powodu braku miejsca uszkodzono w innych miejscach tej samej lub innej księgi, natenczas można także karty, które miały być wydzielone, zamknąć. Treść ich winno się wówczas przenieść na nową kartę księgi zdawczej.

Do ksiąg zdawczych należy stosować odpowiednio przepisy § 2.

Jeżeli wydanie całej księgi okazuje się bardziej celownie, ponieważ przeważna część jej kart odnosi się do nieruchomości położonych w obrębie drugiego państwa, natenczas winno się zamknąć karty odnoszące się do nieruchomości własnego państwa. Treść ich winno się następnie przenieść na nową kartę, jednej z ksiąg, pozostających w dotychczasowym urzędzie hipotecznym. Jeżeli zachodzą powyższe warunki, polski zarząd wymiaru sprawiedliwości może domagać się zwrotu zabranych ksiąg gruntowych.

§ 4. Jeżeli w skład karty gruntowej wchodzi więcej nieruchomości, z których jedne, są położone we własnym, a inne w drugiem państwie, winno się te ostatnie z urzędu odpisać na nową kartę księgi zdawczej.

Jeżeli tylko część nieruchomości leży w obrębie drugiego państwa, winno się z urzędu tę część odpisać na nową kartę księgi zdawczej. Odpis może nastąpić także wówczas, jeżeli tylko co do położonej we własnym państwie części nieruchomości znajduje się uwierzytelniony wyciąg z księgi podatkowej i wyciąg uwierzytelniony przez urzędnika katastralnego.

In den Fällen der Absätze 1 und 2 ist bei Übertragung der Eintragungen in der zweiten und dritten Abteilung eine Gesamthaft sowohl auf dem alten, als auch auf dem neuen Blatte erkennbar zu machen. Die Abschreibung ist sämtlichen aus dem Grundbuch ersichtlichen Personen, zu deren Gunsten eine Eintragung erfolgt war, bekannt zu machen. Auf die Bekanntmachung kann verzichtet werden. Für das neue Blatt sind neue Grundakten anzulegen. Die bisherigen Grundakten haben bei dem Grundbuchamt zu verbleiben. Die Bestimmungen des § 2, Absatz 3 finden entsprechende Anwendung.

Erscheint es zweckmässiger, das ganze Blatt abzugeben, weil die Eintragungen überwiegend Grundstücke oder Grundstücksteile betreffen, die im Bezirk des anderen Staates belegen sind, so sind die im Bezirk des eigenen Staates belegenen Grundstücke oder Grundstücksteile auf ein neues Blatt eines beim Grundbuchamt verbleibenden Bandes abzuschreiben. Die Bestimmungen des Absatzes 2, Satz 2, sowie Absatz 3 finden entsprechende Anwendung.

Dr. CRUSEN.

Dr. ZYGMUNT SEYDA.

Dr. PRADZYŃSKI.

W wypadkach przewidzianych w ustępach 1 i 2 należy przy przenoszeniu wpisów w drugim i trzecim oddziale uwidocznić odpowiedzialność łączną zarówno w nowej jak i starej karcie. O odpisaniu ma się powiadomić wszystkie osoby widoczne z księgi gruntowej, na rzecz których wpis nastąpił. Powiadomienia tego można się rzucić. Dla nowej karty winno się założyć nowe akta gruntowe. Pierwotne akta gruntowe mają pozostać w urzędzie hipotecznym. Postanowienia § 2 ustępu 3 stosuje się odpowiednio.

Jeżeli okazuje się bardziej celownie przekazać całą kartę, gdyż wpisy dotyczą przeważnie nieruchomości lub części nieruchomości, położonych w obrębie drugiego państwa, natenczas winno się nieruchomości lub części nieruchomości położonych lub części nieruchomości położonych we własnym państwie odpisać na nową kartę księgi gruntowej, pozostającej w urzędzie hipotecznym. Postanowienia ust. 2, zdania 2, jak i ustępu 3, stosuje się odpowiednio.

Dr. ZYGMUNT SEYDA

Dr. PRĄDZYŃSKI

Dr. CRUSEN

¹ TRADUCTION.

N^o 246. — CONVENTION GERMANO - POLONAISE RELATIVE AU TRANSFERT DE LA JURIDITION, SIGNÉE A POSEN LE 20 SEPTEMBRE 1920.

Le GOUVERNEMENT ALLEMAND et le GOUVERNEMENT POLONAIS, désireux, dans l'intérêt des populations respectives, de faciliter autant que possible la poursuite des actions judiciaires affectées par la cession de territoires à la Pologne, ont convenu de conclure une convention à ce sujet et ont désigné à cet effet pour leurs plénipotentiaires :

Le GOUVERNEMENT ALLEMAND :

M. Georg CRUSEN, Conseiller à la Cour et Conseiller au Ministère.

Le GOUVERNEMENT POLONAIS :

M. le Dr Zygmunt SEYDA, Sous-secrétaire d'Etat, et
M. le Dr Witold PRADZYNSKI, Chef de Département.

Les plénipotentiaires, après avoir échangé leurs pouvoirs et les avoir trouvés en bonne et due forme, ont convenu de ce qui suit :

Article I.

PROCÈS CIVILS.

§ 1.

Les procès civils, pendant avant la date du transfert de la juridiction devant le tribunal d'une région attribuée en tout ou en partie à la Pologne, depuis l'entrée en vigueur du Traité de paix, et n'ayant pas donné lieu à un jugement définitif au moment de l'entrée en vigueur de la présente Convention, continueront à être jugés, sauf dispositions contraires des paragraphes 2 à 5, par le tribunal où ils sont pendans, ou, si ce tribunal n'existe plus, par le tribunal allemand ou polonais de même degré dont le siège est situé dans le district où se trouvait le tribunal précité.

§ 2.

Si la plainte a été portée devant un tribunal dont la compétence exclusive est établie en ce qui la concerne, mais qu'un tribunal de même degré de l'autre Etat eût joui de la même compétence exclusive en ce qui concerne cette plainte, si elle avait été déposée au moment de la mise en vigueur de la présente Convention, le procès sera déféré à ce dernier tribunal.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ TRANSLATION.

No. 246. — GERMAN - POLISH CONVENTION RELATING TO THE TRANSFER OF THE JUDICIAL ADMINISTRATION, SIGNED AT POSEN ON SEPTEMBER 20, 1920.

The GERMAN and POLISH GOVERNMENTS, desiring to facilitate, as far as possible, in the interest of the respective populations, the continuation of legal business affected by the cession of portions of territory to Poland, have decided to conclude an agreement on the matter and for this purpose have appointed as their plenipotentiaries :

The GERMAN GOVERNMENT :

Dr. Georg CRUSEN, Geheimer Oberjustizrat and Ministerialrat (Councillor in the Ministry of Justice); and

The POLISH GOVERNMENT :

Dr. Zygmunt SEYDA, Under-Secretary of State, and
Dr. Witold PRADZINSKI, Head of Department.

The plenipotentiaries, having communicated their full powers, which were found in good and due form, agreed to the following provisions :—

*Article 1.**CIVIL ACTIONS.**Paragraph 1.*

The hearing of civil actions which, at the time of the transfer of judicial administration, were pending in an assize court district that, on the coming into force of the Treaty of Peace, passed either wholly or in part into the possession of Poland, and in which the final judgment had not yet been given at the time of the coming into force of the Treaty, shall, unless otherwise provided for in paragraphs 2-5, be continued before the court in which they are pending or, where such court no longer exists, before the German or Polish court of the same standing in the district in which the court, before which the case was originally brought, was situated.

Paragraph 2.

If the action was originally brought in a court which had exclusive jurisdiction over the case and if, had the action been brought at the time of the coming into force of the present Convention, a court of the same standing belonging to the other State would have had exclusive jurisdiction over the case, the action must be transferred to the latter court.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

§ 3.

1. Au cas où il n'est pas établi de compétence exclusive, les dispositions suivantes sont applicables :

2. Sur demande concordante des deux parties, le procès sera déféré au tribunal de l'autre Etat désigné dans la requête.

3. Au cas où un tribunal de même rang de l'autre Etat serait compétent, si la plainte avait été déposée lors de l'entrée en vigueur de la présente Convention, chacune des deux parties pourra demander le renvoi devant ce tribunal. Il devra être fait droit à cette demande, à moins que le tribunal prévu au paragraphe 1 ne soit également compétent à ce moment et que la partie adverse ne s'oppose au renvoi. S'il existe dans l'autre Etat plusieurs tribunaux compétents, c'est au demandeur qu'il appartient de choisir ; lorsque le renvoi est demandé par les deux parties, ce choix revient au défendeur.

§ 4.

1. Si le Reich allemand, ou l'Etat prussien, est partie au procès, les autorités de l'Etat polonais deviennent partie au procès dans la mesure où, conformément aux conventions conclues ou à conclure entre l'Allemagne et la Pologne, ce dernier pays se substitue au Reich ou à la Prusse, par extension de la requête qui constitue l'objet du différend.

2. Si le Reich allemand, ou l'Etat prussien, ou l'Etat polonais, est défendeur et qu'il n'y ait pas lieu de revendiquer une compétence exclusive, le procès doit être déféré au tribunal dans le district duquel l'Etat pour lequel le procès est introduit, possède sa compétence générale au point de vue judiciaire ; les dispositions du paragraphe 3, alinéa 3, ne sont pas applicables.

§ 5.

1. Les questions d'attribution d'un procès peuvent être décidées sans procédure orale. Les parties seront entendues avant le jugement.

2. Dans les cas prévus au paragraphe 3, la requête doit être introduite collectivement par plusieurs des parties au procès, au plus tard au cours de la première audience à laquelle viendra l'affaire, après l'entrée en vigueur de la présente Convention. Jusqu'à la conclusion des débats oraux à laquelle fait suite le jugement, la requête peut être introduite auprès du tribunal d'appel à titre de précaution, pour le cas où l'affaire serait renvoyée en première instance.

3. On ne peut faire opposition à la décision ordonnant le transfert du procès. En cas de prononcé ou de notification de la décision d'attribution, le procès est considéré comme recevable devant le tribunal désigné dans la décision. Celle-ci est obligatoire pour ce tribunal.

4. Les frais entraînés par la procédure devant le tribunal dessaisi doivent être regardés comme une partie des frais qui seront exposés devant le tribunal indiqué dans la décision. Pour la procédure et le jugement d'attribution, les dispositions du paragraphe 47, alinéas 1, 3 de la loi allemande sur les frais de justice sont applicables.

§ 6.

1. Les prescriptions des paragraphes 1 à 5 sont également applicables à tous les procès portés devant les tribunaux de district mentionnés au paragraphe 1 et qui sont pendans en appel devant une Cour de district, le Tribunal supérieur ou le Tribunal du Reich.

2. Les rejets reviennent aux tribunaux désignés par application des paragraphes 1 à 5. Le paragraphe 5, alinéa 2, deuxième phrase, s'applique aux requêtes à introduire par mesure de précaution.

Paragraph 3.

(1) When a case does not come under the exclusive jurisdiction of a particular court, the following provisions shall apply :

(2) Upon application being made by both parties, the case shall be transferred to that court of the other State which is named in the application.

(3) Should there be a court of the same standing in the other State which would have been competent to deal with the case, if proceedings had been instituted at the time of the coming into force of this Convention, either party may request that the case be transferred to this court. Such request shall be complied with unless the court specified in paragraph 1 is also competent at that moment and the opposing party objects to the transfer. If there are several courts in the other State having jurisdiction, the party making the application shall have the right to choose the court, and, if both parties apply for a transfer, the defendant shall have this right.

Paragraph 4.

(1) If the German Empire or the Prussian State is one of the parties to a suit, the authorities of the Polish State shall become a party, in so far as Poland, in accordance with agreements between Germany and Poland now concluded, or to be concluded, takes the place of the Empire or Prussia in respect of the claim involved.

(2) If the German Empire or the Prussian State or the Polish State is the defendant, and if no court exists which has exclusive jurisdiction over the case, proceedings shall be transferred to the court in whose district the State on whose behalf the case is being continued has general jurisdiction. The provisions of paragraph 3, sub-paragraph 3, shall not apply.

Paragraph 5.

(1) The transfer of a case may be decided without oral proceedings. The parties shall be heard before the decision.

(2) In the cases provided for in Paragraph 3, the application (including a joint application made by several parties to the dispute) shall be made not later than the first law term during which the case is dealt with, after the coming into force of the present Convention. In appeal cases it may be made at any time before the close of the oral proceedings on which judgment is passed, in order to provide for the possibility of the suit being referred back to a court of first instance.

(3) No appeal may be made against the order for transfer. On the announcement or issue of this order, the case shall be regarded as pending before the court mentioned therein, and this order shall be binding on that court.

(4) The costs of the proceedings in the court where the case was begun shall be reckoned as part of the costs accruing in the court mentioned in the order for transfer. The provisions of paragraph 47, sub-paragraph 1, 3, of the German law on legal costs shall apply to the proceedings and decision regarding the transfer of the case.

Paragraph 6.

(1) If cases from the assize court districts referred to in paragraph 1 are pending in a court of appeal, superior district court, or the supreme court (*Reichsgericht*), the provisions of paragraphs 1-5 shall apply.

(2) Cases referred back shall be sent to the courts determined by the application of paragraphs 1-5. The provisions of the second sentence in paragraph 5, sub-paragraph (2), shall hold good as regards the necessary previous applications.

§ 7.

1. Au cas où, après l'entrée en vigueur de la présente Convention, il sera fait appel, par des moyens de droit, à un jugement intervenu avant cette date, dans des procès tels que ceux qui sont visés au paragraphe 1, est compétent pour la procédure et le jugement, au sujet de ce recours, le tribunal dans la circonscription duquel se trouvait, au moment de l'entrée en vigueur de la présente Convention, le siège du tribunal du jugement duquel il en est appelé. Les dispositions des paragraphes 2 à 6 sont applicables dans ce cas.

2. Les mêmes dispositions sont applicables au cas où il sera introduit, après l'entrée en vigueur de la présente Convention, une demande en révision d'un jugement rendu antérieurement à cette date.

§ 8.

Dans la procédure relative à l'attribution d'un procès, et de même lorsqu'il s'agit d'intenter une action ou de déposer une demande en restitution ou en nullité, les parties peuvent se faire représenter par tout avoué agréé auprès d'un tribunal polonais du territoire transféré ou auprès d'un tribunal allemand.

§ 9.

Les dispositions des paragraphes 1 à 8 s'appliquent également en ce qui concerne le règlement des pourvois.

§ 10.

Les affaires de sommation, auxquelles s'appliquent les dispositions du paragraphe 1, seront jugées par le tribunal devant lequel est réclamé l'ordre de paiement. Si l'est fait opposition, les prescriptions relatives au procès en cours sont applicables. Si l'affaire est de la compétence des tribunaux de district ou des tribunaux régionaux, les dispositions des paragraphes 7 et 8 s'appliquent, au cas où le procès est pendant devant le tribunal de district ou le tribunal régional, après l'entrée en vigueur de la présente Convention.

§ 11.

1. Les dispositions relatives aux procès en cours s'appliquent à toutes les procédures par voie de publication qui remplissent par ailleurs les conditions énoncées au paragraphe 1. Les dispositions des paragraphes 7 et 8 s'appliquent aux actions en nullité ou en annulation intentées après l'entrée en vigueur de la présente Convention.

2. Les procédures par voie de publication introduites aux fins de la déclaration de décès d'une personne qui, si elle était vivante au moment de l'entrée en vigueur de la présente Convention, serait ressortissant allemand se poursuivront devant le tribunal de première instance de Berlin-Centre (Berlin-Mitte), si le tribunal devant lequel le procès est pendant se trouve situé dans le territoire transféré. Si ladite personne était ressortissant polonais, la procédure se poursuivra devant le tribunal de district de Posen, au cas où le tribunal devant lequel le procès est pendant se trouve situé dans l'Empire allemand.

3. Le tribunal de district de Posen, ainsi que tous les tribunaux polonais, ont le droit, dans toutes les procédures par voie de publication introduites aux fins de déclaration de décès, de demander directement les renseignements mentionnés au paragraphe 22 du Décret allemand du 9 août 1917 (*Reichsgesetzblatt*, page 704), au Bureau central de recherches pour les décès et tombes de guerre. (Décision générale du Ministre prussien de la Justice, en date du 23 février 1920, *Preussisches Justizministerialblatt*, page 80).

4. Les tribunaux polonais sont tenus de communiquer directement au Bureau central de recherches pour les décès et tombes de guerre, auprès du Ministre de l'Intérieur du Reich, les renseignements demandés, conformément au paragraphe 4 de la décision générale du Ministre prussien de la Justice, en date du 20 août 1917, (*Preussisches Justizministerialblatt*, page 291).

Paragraph 7.

(1) Should any judgment given before the coming into force of the present Convention, in a case of the kind mentioned in paragraph 1, be appealed against after the coming into force of this Convention, the proceedings and decision as to the legal remedy shall rest with the court in whose district the court appealed from is situated at the time of the coming into force of this Convention. The provisions of paragraphs 2-6 shall apply.

(2) The same provisions shall apply when, after the coming into force of this Convention, an appeal for the re-hearing of a case is made from a judgment given before this Convention comes into force.

Paragraph 8.

With regard to proceedings in respect of the transfer of an action to another court, or the lodging of an appeal, or the institution of proceedings for restitution or annulment, the parties may be fully represented by any barrister duly recognised in a Polish court situated in the ceded territory or in a German court.

Paragraph 9.

The provisions of paragraphs 1-8 shall apply as regards the settlement of complaints.

Paragraph 10.

Actions for debt falling under the provisions of paragraph 1 shall be continued before the court in which the order to pay is applied for. If opposition or objection is made, the provisions regarding pending cases shall apply. If the claim comes under the jurisdiction of the district courts or assize courts, the provisions of paragraphs 7 and 8 shall apply whenever the case becomes pending in the district court or assize court after the coming into force of the present Convention.

Paragraph 11.

(1) The provisions for pending cases shall also apply in all matters requiring public notice which come under the terms of paragraph 1. As regards appeals which have been entered after the coming into force of this Convention, the provisions of paragraphs 7 and 8 shall apply.

(2) In the case of an application for the declaration of the death of a person who, if still alive, would, at the time of the coming into force of this Convention, have been a German national, the proceedings shall be continued before the Berlin District Court (*Berlin-Mitte*) if the court in which the case is pending is situated in the ceded territory. If the afore-mentioned person would have been a Polish national, the case shall be continued before the District (*Kreis*) Court of Posen if the court in which the case is pending is situated in the German Empire.

(3) In the case of an application for a declaration of death, the Posen District (*Kreis*) Court and all other Polish courts shall be entitled to apply directly to the Central Registry Office for War Losses and War Graves (General Decree of the Prussian Ministry of Justice, dated February 23, 1920, *Preussisches Justizministerialblatt*, page 80) for the information referred to in paragraph 22 of the German Ordinance of August 9, 1917 (*Imperial Legal Gazette*, page 704).

(4) The Polish courts undertake to transmit the information required, in accordance with paragraph 4 of the General Ordinance of the Prussian Minister of Justice, dated August 20, 1917 (*Preussisches Justizministerialblatt*, page 291), directly to the Central Registry Office for War Losses and War Graves at the Imperial Ministry of the Interior.

§ 12.

La procédure des faillites, à laquelle s'appliquent les conditions définies au paragraphe 1, se poursuivra devant le tribunal où elle est pendante, ou, si ce tribunal n'existe plus, devant le tribunal polonais ou allemand au district duquel appartient le siège du tribunal actuel des faillites. Au cas où le tribunal de l'autre Etat serait seul compétent, si la faillite avait été ouverte après l'entrée en vigueur de la présente Convention, la procédure sera déférée à ce tribunal.

§ 13.

Les exécutions forcées, dans les cas visés par les dispositions du paragraphe 1 et dans la mesure où elles se rapportent à des biens immobiliers, seront poursuivies par le tribunal de l'Etat dans la circonscription duquel se trouve l'immeuble en question, et, dans tous les autres cas, par le tribunal compétent pour ordonner l'exécution après l'entrée en vigueur de la présente Convention. Dans les cas où le tribunal qui a rendu le jugement est compétent pour trancher les contestations relatives à l'exécution forcée, on appliquera les prescriptions du paragraphe 6.

§ 14.

Dans toutes les affaires relevant des paragraphes 1 à 11, les tribunaux allemands et polonais doivent se prêter l'aide judiciaire directe la plus large possible. En ce qui concerne l'assistance judiciaire, les constitutions de garantie pour les frais de procédure et l'obligation de déposer une provision, les Allemands seront traités devant les tribunaux polonais et les Polonais devant les tribunaux allemands dans les mêmes conditions que les ressortissants du pays intéressé.

Article 2.

PROCÈS CRIMINELS.

§ 1.

Les procès criminels qui, au moment du transfert de juridiction, étaient pendants devant le tribunal d'un district (qui, avec l'entrée en vigueur du Traité de paix, a été attribué, en tout ou en partie, à la Pologne) et au sujet desquels un jugement définitif n'a pas été rendu au moment de l'entrée en vigueur de la présente Convention, continueront à être jugés devant le tribunal où ils sont pendants, ou, si ce tribunal a cessé d'exister, devant le tribunal allemand ou polonais de même degré au district duquel appartient le siège du tribunal devant lequel l'affaire était en jugement.

§ 2.

1. Si, dans une affaire criminelle, un tribunal polonais avait, aux termes du paragraphe 1, à poursuivre le procès intenté à un Allemand ayant, au moment de l'entrée en vigueur de la présente Convention, son domicile ou sa résidence permanente en Allemagne, le procès sera, à la demande de l'accusé, renvoyé à un tribunal allemand, si l'acte délictueux sur lequel est fondée l'accusation peut faire l'objet d'un procès criminel aux termes du Code pénal allemand.

2. Si, dans une affaire criminelle, un tribunal allemand avait, aux termes du paragraphe 1, à poursuivre un procès intenté à un Polonais ayant, au moment de l'entrée en vigueur de la présente Convention, son domicile ou du moins sa résidence habituelle en Pologne, le procès sera, à la demande de l'accusé, renvoyé à un tribunal polonais, dans la mesure où l'acte délictueux sur lequel est fondée l'accusation peut faire l'objet d'un procès criminel, aux termes du Code pénal polonais.

Paragraph 12.

Bankruptcy proceedings, to which the conditions defined in paragraph 1 apply, shall be continued before the court in which they are pending, or, if such court no longer exists, before the Polish or German court in the district in which the court where the bankruptcy proceedings were first instituted is situated. If proceedings have been instituted after the coming into force of the present Convention, and if only one court is competent in the other State, the proceedings shall be handed over to this court.

Paragraph 13.

Measures of execution to which the conditions defined in paragraph 1 apply shall, so far as they affect immovable property, be continued by the court of the State in whose district the property is situated, and in all other cases by the court competent to order execution after the coming into force of the present Convention. In so far as the court which decides the case is competent to deal with disputes relating to execution, the provisions of paragraphs 7 and 8 shall apply.

Paragraph 14.

The German and Polish law courts shall render each other all possible direct legal assistance in all matters arising out of paragraphs 1 to 13. With regard to suing *in forma pauperis*, to the giving of security for the costs of the action, and to payment into court, Germans shall be treated in Polish courts and Poles in German courts on the same footing as nationals of the country.

*Article 2.***CRIMINAL CASES.***Paragraph 1.*

All criminal cases which, at the time of the transfer of judicial administration, were pending in an assize court of a district that, on the coming into force of the Treaty of Peace, passed either wholly or in part into the possession of Poland, and in which no final judgment had been given at the time of the coming into force of this Convention, shall be continued before the court in which they are pending, or, if such court has ceased to exist, shall be taken over by the German or Polish court of the same standing in the district in which the court, before which the case was originally brought, was situated.

Paragraph 2.

(1) If criminal proceedings against a German who, at the time of the coming into force of the present Convention is domiciled or, failing such domicile, is habitually resident in the German Empire are to be taken over by a Polish court in accordance with the provisions of paragraph 1, such proceedings shall, on application by the accused, be transferred to a German court, provided the offence with which the accused is charged can be made the subject of criminal proceedings under German Law.

(2) If criminal proceedings against a Pole who, at the time of the coming into force of the present Convention, is domiciled in Poland, or, failing such domicile, is habitually resident in Poland, are to be continued before a German court under the provisions of paragraph 1, such proceedings shall, on application by the accused, be transferred to a Polish court, provided the offence with which the accused is charged can be made the subject of criminal proceedings under Polish law.

3. Si la procédure criminelle est engagée aussi bien contre des Allemands que contre des Polonois, il conviendra de partager la procédure conformément aux principes énoncés ci-dessus.

4. L'accusé devra présenter une demande à cet effet avant l'ouverture des débats ; il lui sera donné connaissance des présentes dispositions le plus tôt possible. Les autorités judiciaires prussiennes ou polonaises désigneront le tribunal auquel l'affaire sera déférée.

§ 3.

1. Si des procès criminels engagés devant les tribunaux de district désignés au paragraphe 1 ont été, en vertu d'une demande de révision, soumis à la juridiction d'un tribunal d'appel, d'une Cour régionale d'appel, de la Cour suprême, ou du Tribunal du Reich, à la date du transfert de l'administration judiciaire, et s'ils ne sont pas encore jugés à l'époque de l'entrée en vigueur de la présente Convention, les dispositions du paragraphe 1 trouveront leur application. La même procédure sera appliquée en ce qui concerne les pourvois.

2. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 sont applicables en ce qui concerne les renvois de procès criminels. Dans les cas résultant du paragraphe 2, la demande de transfert doit être déposée avant le commencement de la première audience devant le tribunal auquel l'affaire est renvoyée. L'instance d'appel devra déjà attirer l'attention de l'accusé sur cette disposition, de manière à ce que l'affaire puisse être, le cas échéant, renvoyée directement aux tribunaux de l'autre Etat.

§ 4.

1. Si, au cours des procès criminels de la nature prévue au paragraphe 1, il n'est fait appel, par des moyens de droit, qu'après l'entrée en vigueur de la présente Convention de jugements prononcés avant cette date, la décision appartiendra à la Cour qui, après l'entrée en vigueur de la présente Convention, constitue l'instance plus élevée que le tribunal qui avait rendu la sentence dont il est fait appel, ou l'instance plus élevée que le tribunal qui l'a remplacée, conformément aux dispositions du paragraphe 1. Les dispositions du paragraphe 2 sont également applicables à ce cas.

2. Si, après la mise en vigueur de la présente Convention, une demande est déposée pour rouvrir un procès qui était déjà engagé au moment du transfert de la juridiction et au sujet duquel le dernier jugement est intervenu avant l'entrée en vigueur de la présente Convention, on appliquera les dispositions des paragraphes 1 et 2.

§ 5.

Dans le cas d'informations déjà ouvertes, au moment du transfert de la juridiction, par les tribunaux de district désignés au paragraphe 1 et qui sont encore pendantes au moment de l'entrée en vigueur de la présente Convention, s'il apparaît avec évidence que les tribunaux de l'autre Etat seront seuls compétents pour se prononcer sur le fond, l'affaire sera déférée par le tribunal chargé d'informer au tribunal de l'autre Etat. Les mêmes dispositions s'appliqueront dans le cas d'instruction préalable de l'espèce indiquée ci-dessus aussitôt qu'il apparaît que, seuls, les tribunaux de l'autre Etat auraient compétence pour se prononcer définitivement, si le Ministère public n'avait été saisi qu'après l'entrée en vigueur de la présente Convention.

§ 6.

Au cas où, dans une affaire répressive relevant de la présente Convention, la procédure ne pourrait être engagée par l'Etat qui est compétent aux termes de ces dispositions, du fait que l'accusé séjourne dans l'autre Etat et est un ressortissant de cet Etat, ce dernier Etat sera tenu, sur la demande du premier, d'engager les poursuites, pourvu que l'acte délictueux puisse être poursuivi également en vertu du Code pénal de l'Etat à qui la demande est adressée. Le choix des autorités qui devront engager les poursuites et du tribunal qui devra juger l'affaire relève de la décision de l'autorité judiciaire allemande ou polonaise, selon le cas.

(3) If a prosecution is instituted against both Germans and Poles, the case shall be divided in accordance with the above conditions.

(4) The accused must make such application before the opening of the trial proceedings ; his attention should be drawn to this rule at the earliest possible moment. The Prussian or Polish judicial authorities shall decide upon the court to which the prosecution shall be transferred.

Paragraph 3.

(1) When any criminal proceedings from the assize court districts referred to in paragraph 1, as a result of an appeal for re-hearing, were pending before a Court of Appeal, Superior District Court (*Oberlandesgericht*) or Supreme Court (*Reichsgericht*), at the time of the transfer of the judicial administration, and had not been finally disposed of at the time of the coming into force of the present Convention, the provision contained in paragraph 1 shall apply. The same procedure shall be applied for the settlement of complaints.

(2) Criminal cases shall be referred back to the courts determined by the application of paragraphs 1 and 2. In cases coming under paragraph 2, the transfer of the cases must be applied for prior to the beginning of the first trial proceedings before the court to which the matter is referred back ; notice should at once be given by the Court of Appeal, so that cases may, if necessary, be referred back direct to the courts of the other State.

Paragraph 4.

(1) When, in the course of criminal proceedings of the nature referred to in paragraph 1, sentences which were pronounced before this Convention came into force are appealed against after that date, the matter shall be decided by whatever court is, after the coming into force of this Convention, the Superior Court of the tribunal whose sentence has been appealed against, or of the tribunal which has taken the place of the latter under the provisions of paragraph 1. The provisions of paragraph 2 are applicable in such cases.

(2) If, after the coming into force of this Convention, application should be made for the reopening of proceedings which were already before the court at the time of the transfer of the judicial administration, and in which final judgment shall have been pronounced before the coming into force of this Convention, the provisions of paragraphs 1 and 2 shall be applicable.

Paragraph 5.

If proceedings in the nature of an enquiry were pending at the time of the transfer of judicial administration in the assize court districts referred to in paragraph 1 and should these proceedings still be pending when this Convention comes into force, they shall, should it become evident that the case can only be finally dealt with by the courts of the other State, be transferred by the Public Prosecutor who is dealing with them to the Public Prosecutor of the other State. The same provisions shall apply in the case of preliminary judicial enquiries of the above kind as soon as it becomes apparent that the matter could only be dealt with finally by the courts of the other State, if the Public Prosecution had been instituted after the coming into force of this Convention.

Paragraph 6.

In case a criminal prosecution coming under the terms of this Convention cannot be proceeded with by the authorities of the State which is competent to undertake it in accordance with these provisions, owing to the fact that the accused is residing in the other State and is a national of that State, the latter State shall be bound, on application by the former, to undertake the prosecution, provided that the act alleged can also be the subject of criminal proceedings under the laws of the State to which application is made. The authorities who are to prosecute or the court which is to try the case shall be determined by the Prussian or Polish Department of Justice, as the case may be.

§ 7.

En ce qui concerne les jugements (condamnations) prononcés par les tribunaux désignés au paragraphe 1 et exécutoires au moment du transfert de la juridiction et les jugements rendus dans les affaires relevant du paragraphe 3, alinéa 1, exécutoires après ce transfert, à la suite du rejet d'un pourvoi, l'exécution sera engagée ou poursuivie par les autorités exécutives du tribunal dont le jugement doit être exécuté, ou, si ce tribunal a cessé d'exister, du tribunal allemand ou polonais dont le siège est situé dans le même district que celui du tribunal dont le jugement doit être exécuté.

§ 8.

1. Les condamnés qui, à l'époque du transfert de la juridiction, étaient passibles de l'exécution de la sentence prononcée contre eux, ou qui se trouvaient dans un des cas prévus par les dispositions des alinéas 1 et 2 du paragraphe 2 concernant le transfert des poursuites criminelles, peuvent demander que l'exécution de la sentence soit déférée aux autorités judiciaires de l'Etat dont elles sont ressortissantes, lorsque la peine est une peine entraînant détention pour une durée telle qu'il reste encore au moins six semaines de détention à subir, à la date à laquelle la demande a été déposée, et que l'acte délictueux ayant entraîné la condamnation puisse être poursuivi également en vertu du Code pénal de l'autorité qui assume l'exécution du jugement.

2. La demande de transfert d'exécution doit être déposée avant que l'exécution ait commencé, ou, si elle a déjà commencé, dans les deux semaines qui suivent le moment où la personne condamnée a été informée de son droit de présenter une telle demande ; dans l'un et l'autre cas, le condamné doit être informé de son droit le plus tôt possible.

3. En ce qui concerne les condamnés de la catégorie prévue à l'alinéa 1, l'Etat qui, aux termes du paragraphe 7, est compétent pour appliquer le jugement peut aussi demander le transfert de l'exécution, si la peine est une peine entraînant détention et qu'il reste encore au moins six mois de détention à subir au moment où la demande est déposée, pourvu que l'acte délictueux soit dans les conditions prévues à l'alinéa 1. Dans ce cas, la demande de transfert doit être faite dans les deux mois qui suivront la mise en vigueur de la présente Convention.

4. Le choix des autorités auxquelles l'exécution sera déférée relève de la décision de l'administration judiciaire prussienne ou polonaise.

§ 9.

Si des peines partielles ont été prononcées à la fois par des tribunaux du territoire cédé et par des tribunaux restés allemands, la peine globale sera appliquée par celui des deux Etats qui a la plus forte part à la peine globale d'après le total des peines partielles prononcées par ses tribunaux ; dans le cas de parts égales, la peine globale sera appliquée par l'Etat qui commence ou a commencé le premier à appliquer la peine. Les dispositions du paragraphe 8 sont également applicables dans ce cas.

§ 10.

1. Si un jugement rentrant dans les cas prévus par la présente Convention ne peut être exécuté dans l'Etat auquel appartient l'application de la peine, parce que le condamné a sa résidence dans l'autre Etat et est ressortissant de cet Etat, ou parce que la fortune de la personne condamnée à une amende se trouve dans l'autre Etat, cet autre Etat, à la demande de l'Etat auquel appartient l'application de la peine, est tenu d'assumer l'exécution du jugement, pourvu que l'acte délictueux ayant entraîné la condamnation puisse être également poursuivi en vertu de son code pénal. Les autorités d'exécution seront désignées par l'administration judiciaire prussienne ou polonaise.

2 L'amende recouvrée reste acquise à l'Etat qui en a poursuivi le recouvrement.

Paragraph 7.

As regards sentences pronounced in the assize court districts referred to in paragraph 1 and due to be executed at the time of the transfer of judicial administration, and sentences in cases coming under paragraph 3, sub-paragraph (1), which become due to be executed after the transfer as a result of the rejection of appeals, the execution of such sentences shall be commenced or completed by the executive officers of the court whose judgment has to be carried out, or, if that court has ceased to exist, shall be taken over by the executive officers of that Polish or German court in whose district the court whose judgment is to be carried out was situated.

Paragraph 8.

(1) A person under sentence against whom criminal proceedings were actually in progress at the date of the transfer of the judicial administration, and who comes under the provisions laid down in paragraph 2, sub-paragraph (1) or (2), regarding the transfer of criminal prosecutions, may demand that the execution of the sentence be transferred to the executive authorities of the State of which he is a national, provided that the punishment consists of detention and has at least six weeks to run at the date on which application is made, and that the act in respect of which the sentence has been pronounced is also an offence under the criminal code of the State called on to take over the execution of the sentence.

(2) Application for the transfer of execution must be made before the sentence has begun to run, or, if it has already begun, within two weeks after the person under sentence has been informed of his right to make such an application ; in either case, information regarding this right shall be given as soon as possible.

(3) As regards persons under sentence, of the category referred to in sub-paragraph (1), the State which is competent under paragraph 7 to execute the sentence may also demand the transfer of the execution, provided that the sentence is one of detention and has at least six months to run at the time the application is made, and providing the offence is one which fulfils the conditions laid down in sub-paragraph (1). In such cases, application for the transfer must be made within two months of the coming into force of this Convention.

(4) The Prussian or Polish Department of Justice, as the case may be, shall decide who are the proper authorities to take over the execution of the sentence.

Paragraph 9.

Combined sentences, the component portions of which have been awarded partly by courts in the ceded territory and partly by courts remaining in the German Empire, shall be executed by the State which, having regard to the total amount of the separate sentences awarded by its own courts, is responsible for the largest share in the combined sentence, or, if both States are responsible for an equal share, by the State which shall first begin, or has already begun, to carry out the sentence. The principles laid down in paragraph 8 apply in such cases.

Paragraph 10.

(1) If a sentence, coming under the terms of this Convention, cannot be carried out by the State which is competent to execute it because the person sentenced is residing in the other State and is a national of that State, or because his property, in the case of a person sentenced to a fine, is situated in the other State, the latter State shall, on the application of the former, take over the execution of the sentence, provided that the act which has given rise to the sentence is an offence under its own laws. The Polish or Prussian judicial administration, as the case may be, shall decide who are the proper authorities to carry out the sentence.

(2) Fines shall remain the property of the State which has recovered them.

§ 11.

1. Si l'exécution de la peine est assumée par un Etat, le transfert de la peine implique dans tous les cas le transfert du droit de grâce.

2. Les frais d'application de la peine ne sont pas remboursables par l'autre Etat.

3. Lors du transfert d'un accusé soumis à l'instruction ou d'un condamné pour l'exécution de sa peine, la partie qui ordonne le transfert supporte, jusqu'à la date de la remise du prisonnier, les frais, y compris ceux du voyage de retour des fonctionnaires chargés d'assurer le transfert ; la partie qui réclame l'inculpé ou le prisonnier supporte les frais du voyage des fonctionnaires qui prennent en charge le prisonnier, ainsi que du transport de ce dernier, à partir du lieu du transfert.

§ 12.

1. Les parquets et les tribunaux allemands et polonais se prêteront mutuellement aide judiciaire dans tous les cas résultant du présent arrangement.

2. Les ressortissants d'un Etat ne devront pas être livrés à l'autre Etat pour poursuite ou pour châtiment. Il n'y a pas lieu non plus d'obliger des témoins ou des experts à comparaître devant les autorités de l'autre Etat.

§ 13.

1. Les registres criminels tenus dans les tribunaux de district désignés au paragraphe 1 seront tenus jusqu'à nouvel ordre par les fonctionnaires auxquels ils étaient confiés jusqu'à présent, ou, si ces fonctionnaires ont été supprimés, ils seront confiés aux fonctionnaires polonais ou allemands dans le district desquels se trouvait le siège du greffe chargé précédemment des registres.

2. Les autorités judiciaires et publiques des deux Etats peuvent, sur demande, obtenir sans frais des extraits des dits registres.

3. Les extraits des jugements criminels que l'un des deux Etats n'a pas intérêt à conserver plus longtemps dans ses registres seront, en vertu d'un accord plus précis entre les autorités judiciaires allemandes et polonaises, échangés peu à peu et mis à la disposition de l'autre Etat.

*Article 3.***PROCÉDURE D'ARBITRAGE.**

§ 1.

Les dispositions des paragraphes 2 à 8 s'appliquent également aux affaires relevant de la procédure d'arbitrage devant les tribunaux des districts cédés à la Pologne, en totalité ou en partie, à partir de l'entrée en vigueur du Traité de Paix.

§ 2.

1. Si une procédure d'arbitrage n'est pas encore définitivement terminée, cette procédure sera poursuivie devant le tribunal qui en est saisi, ou, si ce tribunal a disparu, devant le tribunal allemand ou polonais dont le siège est situé dans le district où se trouvait le dit tribunal.

2. Le tribunal devra toutefois transférer l'affaire au tribunal de même degré de l'autre Etat, au cas où ce dernier aurait été compétent pour connaître de l'affaire, si cette affaire n'avait été engagée qu'à l'entrée en vigueur de la présente Convention. Si, au moment envisagé, un tribunal

Paragraph 11.

(1) The right of pardon shall, in all cases, be transferred, together with the right of executing a sentence, to the State taking over the latter duty.

(2) In no circumstances shall the cost of executing a sentence be refunded.

(3) In connection with the handing over of accused or convicted persons, the party handing over the prisoners shall bear all the expenses down to the moment of surrender, including the costs of the return journey of the officials making the surrender, and the party taking over the prisoners shall be responsible for the costs of the journey of the officials taking custody of the prisoners and of the further transportation, subsequent to their transfer, of the prisoners who have been surrendered.

Paragraph 12.

(1) The German and Polish Public Prosecutors and courts shall render legal assistance to each other in all matters arising out of this Convention.

(2) Nevertheless, nationals of one State shall not be handed over to the other State for prosecution or punishment, nor shall witnesses and experts, nationals of one State, be compelled to appear before the authorities of the other State.

Paragraph 13.

(1) Penal records compiled in the assize court districts referred to in paragraph 1 shall be kept until further notice by the registration authorities hitherto responsible for them, or, should these registration authorities have been suppressed, the compilation of such records shall be taken over by the German or Polish registration authorities in the district in which the previous registration authority had its official seat.

(2) Information contained in the registers shall be given to the judicial and other public authorities of both States, on their application, free of cost.

(3) Penal records which one State has no further interest in preserving in its registers shall be gradually extracted in pursuance of a further Agreement to be concluded between the judicial Administrations of the German Empire and Poland, and shall be placed at the disposal of the other State.

*Article 3.***VOLUNTARY JURISDICTION.***Paragraph 1.*

The provisions of paragraphs 2-8 hold good in regard to matters concerning voluntary jurisdiction in the assize court districts which passed, on the coming into force of the Treaty of Peace, either wholly or in part into the possession of Poland.

Paragraph 2.

(1) As regards proceedings of a voluntary nature which have not yet been concluded, final judgment will be given by the court before which the proceedings are pending, or, if such court has ceased to exist, by the German or Polish court of the same competence in whose district the seat of that court is situated.

(2) Nevertheless, the Court shall transfer the suit to a court of the same competence in the other State in cases in which the latter would be the competent court if the proceedings had not been instituted before the date of the coming into force of this Convention. If both a German and

allemand et un tribunal polonais sont également compétents, le transfert n'a lieu que si la personne dont la nationalité définit la situation juridique se trouve être à cette époque un ressortissant de l'autre Etat, ou bien si l'une des parties demande le transfert et que toutes les autres parties y consentent. Les dispositions des alinéas 1, 3 et 4 du paragraphe 5 de l'article 1 s'appliquent également à ce cas.

§ 3.

1. Si un bureau foncier a en sa possession un cadastre s'appliquant à des parcelles de terrain situées dans le district de l'autre Etat, il doit remettre ce cadastre au bureau foncier compétent de l'autre Etat. Le délai dans lequel s'effectuera la remise doit être publié.

2. Le principe de l'incompétence locale ne pourra être invoqué contre des actes passés, avant l'entrée en vigueur de la présente Convention, d'après un cadastre destiné à être transféré en vertu du paragraphe 1.

3. L'annexe indique la procédure à suivre lorsqu'une partie seulement du cadastre doit être remise au bureau foncier de l'autre Etat, ou lorsqu'une feuille du cadastre ne se rapporte pas uniquement à des parcelles de terrain exclusivement situées dans un district appartenant à l'un des deux Etats.

§ 4.

1. Les registres de justice continueront à être tenus par les tribunaux qui les ont tenus jusqu'ici, ou, si ces tribunaux n'existent plus, par les tribunaux polonais ou allemands dont le siège est situé dans le district où se trouvaient précédemment les dits tribunaux.

2. Si, toutefois, au moment de l'entrée en vigueur de la présente Convention, un tribunal de l'autre Etat se trouve, en raison des circonstances, compétent pour tenir un registre, il y aura lieu de remettre à ce tribunal des extraits certifiés conformes de ce registre. Les administrations prussienne et polonaise se réservent de déterminer d'un commun accord les cas particuliers où le transfert des volumes entiers sera possible, le tribunal cessionnaire gardant des extraits certifiés conformes.

3. Il y aura lieu de faire connaître officiellement le jour du transfert.

4. Sont applicables, dans ce cas, les stipulations de l'alinéa 2 du paragraphe 3.

§ 5.

Les actes de règlements testamentaires et de conventions d'héritage restent à la garde du tribunal auquel ils ont été officiellement confiés, ou, si ce tribunal n'existe plus, au tribunal allemand ou polonais dont le siège est situé dans le district où se trouvait précédemment ledit tribunal. Cependant, le testateur allemand pourra demander jusqu'au 31 décembre 1921 que ces actes soient remis à un tribunal allemand, le testateur polonais à un tribunal polonais.

§ 6.

1. Les actes judiciaires restent à la garde du tribunal au greffe duquel ils ont été déposés ou, si ce tribunal n'existe plus, au greffe du tribunal allemand ou polonais dont le siège est situé dans le district où se trouvait précédemment ledit tribunal.

2. Les mêmes dispositions s'appliquent aux pièces notariées qui sont à la garde des tribunaux (pièces originales, registres, etc.). Si toutefois le lieu où le notaire exerçait précédemment son activité se trouve dans un district cédé à l'autre Etat, les pièces officielles doivent être remises au tribunal de l'autre Etat dans le district duquel se trouve le lieu où le notaire exerçait précédemment son activité professionnelle.

a Polish Court would be competent to try the case at that date, the suit shall only be transferred if the person on whose nationality the competence of the court depends should belong, at that date, to the other State, or if one of the parties to the suit should demand the transfer and all the other parties should agree thereto. The provisions of Article 1, paragraph 5, sub-paragraphs (1), (3), (4), are applicable in such cases.

Paragraph 3.

(1) Land registration offices which possess land registers containing entries regarding land situated in the territory of the other State shall hand over the said land registers to the competent land registration offices of the other State. The date on which a register is handed over shall be publicly announced.

(2) Official acts which have been undertaken by a land registration office coming under the provisions of sub-paragraph (1), before the coming into force of this Convention, cannot be challenged on the ground that the office in question had no jurisdiction in the locality.

(3) If only a portion of a volume of a land register is to be handed over to the land registration office of the other State, or if a sheet of a land register does not refer exclusively to land situated in the territory of one of the two States, the procedure to be adopted is determined by the provisions in the Annex.

Paragraph 4.

(1) Court records shall continue to be kept by the court which has hitherto compiled them or, if such court has ceased to exist, by the German or Polish court in whose district this court was situated.

(2) When, however, at the time of the coming into force of this Convention, the conditions are such that a court of the other State would be competent to compile the records, certified extracts from the records shall be handed over to the court in question. It shall be a matter for agreement between the Prussian and Polish Departments of Justice whether in certain special cases, in lieu of the above procedure, the records themselves may be handed over, certified extracts being retained by the Court which has hitherto compiled them.

(3) The date of transfer shall be publicly announced.

(4) The provisions of paragraph 3, sub-paragraph (2), are applicable in such cases.

Paragraph 5.

Wills and deeds of settlement shall remain in the possession of the court which has taken them into official custody, or, if such court has ceased to exist, by the German or Polish court in whose district the court was situated. Nevertheless, until December 31, 1921, German testators or grantors may demand the transfer of the above documents to a German court and Polish testators or grantors may demand the transfer to a Polish court.

Paragraph 6.

(1) Judicial documents shall remain in the custody of the court which has possession of them, or, where such court has ceased to exist, of the German or Polish court in whose district that court was situated.

(2) The same applies in the case of notarial documents in the custody of the courts (original documents, registers, etc.). If, however, the former office of the notary is situated in the territory of the other State, the papers shall be handed over to that court of the other State in whose district the former office of the notary was situated.

§ 7.

Les expéditions, les copies et extraits certifiés d'actes judiciaires et notariés, y compris les certificats d'origine et les dernières dispositions testamentaires, peuvent, par application du droit jusqu'ici en vigueur, être réclamés aux autorités ou aux notaires auprès desquels les pièces originales se trouvent déposées. La même disposition s'applique à la transcription des témoignages de toutes sortes.

§ 8.

1. Les tribunaux doivent se prêter l'aide judiciaire directe la plus large possible, en vue de faciliter la transmission. Cette règle s'applique tout particulièrement à la remise de copies certifiées, de registres du cadastre, des autres registres, des titres de propriété et des actes de succession.

2. En ce qui concerne l'assistance judiciaire et l'obligation de déposer une provision dans les affaires déferées à un tribunal de l'autre Etat, les tribunaux polonais traiteront les Allemands et les tribunaux allemands les Polonais de la même manière que leurs propres ressortissants.

§ 9.

1. Si la fortune d'une famille se trouve en fidéicommis tout entière dans l'un des Etats, le fidéicommis passe ou reste à cet Etat.

2. Si la fortune en fidéicommis se trouve partagée entre les deux Etats, l'administration de la Justice prussienne et l'administration de la Justice polonaise régleront d'un commun accord les modifications à faire suivre au contrôle de l'Etat au sujet du fidéicommis, par suite du transfert de l'administration judiciaire. Par suite, les fidéicommis qui s'étendent à d'autres biens qu'à des terres doivent, en général, en tenant compte de la valeur des biens et de leur destination, être soumis au contrôle de l'Etat sur le territoire duquel se trouvent les terres dépendant du fidéicommis. Si un accord n'est pas conclu dans un délai de deux ans, à partir de l'entrée en vigueur de la présente Convention, les deux gouvernements réservent réciproquement tous leurs droits, au cas où le délai ne serait pas prolongé en vertu d'un accord.

3. Les dispositions du Traité de Paix ne sont pas modifiées. La question de la remise des biens qui se trouvent en Allemagne ne sera pas préjugée.

Article 4.

DISPOSITIONS FINALES.

§ 1.

1. Les actes des procès sont laissés à l'administration judiciaire qui, aux termes des dispositions précédentes relatives à la transmission des pouvoirs, a qualité pour connaître de ces procès.

2. Les actes des procès terminés restent confiés aux autorités judiciaires auprès desquelles ils se trouvaient déposés à l'époque de l'entrée en vigueur de la présente Convention ou, si ces autorités n'existent plus, aux autorités allemandes ou polonaises dans le district desquelles se trouvait le siège des autorités susmentionnées. S'il arrive que l'affaire à laquelle ont trait ces actes doive être reprise et que, d'après les dispositions précitées relatives au transfert, la conduite de l'affaire doive passer des autorités d'un Etat à celles d'un autre Etat, ces actes doivent être remis aux autorités du second Etat.

§ 2.

1. Si, d'après les dispositions de la présente Convention, une affaire pendante est transférée devant un tribunal de l'autre Etat, c'est à ce dernier tribunal qu'il appartient de réclamer

Paragraph 7.

Written statements, certified copies and extracts from court and notarial documents, including title deeds and extracts from testamentary dispositions, can be claimed, in accordance with the law hitherto in force, by the authorities or the notary who have custody of the original documents. The same applies to the exhibition of certificates of all kinds.

Paragraph 8.

(1) Courts shall afford each other direct legal assistance to the greatest possible extent in order to facilitate the transfer. The above applies especially to the issue of certified copies from land registers, registers, title and settlement deeds.

(2) As regards cases which are transferred, Germans shall be treated on the same footing as natives by Polish courts and Poles by German courts, in regard to questions of suing *in forma pauperis* and payment into court (*Vorschusspflicht*).

Paragraph 9.

(1) If an estate in trust is situated entirely in one of the two States, the trust shall be subject to the laws of that State.

(2) If the property in trust is situated partly in one and partly in the other State, the Prussian and the Polish Administrations shall by agreement decide on such modifications as shall become necessary in regard to State control over the trust in consequence of the transfer of the judicial administration. Accordingly, trusts which cover other kinds of property in addition to real estate shall, in respect of the value and destination of the separate component parts, be subjected as a general rule to the laws of the State in whose district the real estate appertaining to the trust is situated. Should no arrangement be made within two years of the coming into force of the present Convention, the respective Governments, provided the period is not extended as a result of an agreement, shall retain all their rights.

(3) No modifications shall be made in the provisions of the Treaty of Peace. The question of the restitution of property at present in Germany shall not be affected.

Article 4.

FINAL PROVISIONS.

Paragraph 1.

(1) Court documents shall be handed over to the judicial authority which has to continue the case in question in accordance with the above provisions for transfer.

(2) Documents in the nature of records shall remain in the possession of the judicial authority in whose custody they were at the time of the coming into force of this Convention, or, if such authority has been suppressed, in the custody of the German or Polish authority in whose district the official seat of that judicial authority was situated. Should it occur that proceedings to which the documents relate have to be reopened and dealt with by an authority of the other State, in accordance with the above provisions for the transfer of cases, the documents shall be handed over to the authority concerned.

Paragraph 2.

(1) Should it occur, under the provisions of this Convention, that proceedings which have been commenced are transferred to a court of the other State, the latter State shall collect the whole

l'ensemble des frais de procédure qui restent à acquitter, et les frais encourus jusqu'à la date du transfert ne pourront être remboursés à l'Etat cessionnaire.

2 De même ne seront pas restitués, les frais d'assistance judiciaire prévus dans le présent Traité.

§ 3.

Le point de départ du transfert de la juridiction au sens du présent accord est fixé au 1^{er} janvier 1920 et pour les territoires cédés à la Pologne en vertu du Traité de Paix, qui seront occupés par la Pologne après le 1^{er} janvier 1920, à la date de la mise en vigueur du protocole de transfert.

§ 4.

Si une personne intéressée, qui, pour se réservier le bénéfice d'un délai, avait dû faire une déclaration dans le pays situé au delà de la nouvelle frontière, n'a pu, sans qu'il y ait de sa faute, observer exactement ce délai, l'état de choses primitif doit, sur sa demande, être rétabli en sa faveur. Le délai pour l'introduction de la demande prend fin au plus tôt, dans ce cas, un mois après l'entrée en vigueur de la présente Convention.

§ 5.

Si une affaire doit être transférée devant une juridiction allemande, en application de la présente Convention, et que la compétence pour juger cette affaire revienne, non à la Prusse, mais à un autre pays faisant partie du Reich allemand, l'administration judiciaire de cet autre pays se substitue à l'administration judiciaire prussienne.

§ 6.

La faculté de prendre des dispositions additionnelles de transfert pour l'exécution de la présente Convention, notamment en ce qui concerne les dépôts, est réservée à l'administration de la Justice prussienne, au nom du Reich, et à l'administration de la Justice polonaise.

Article 5.

1. Le présent Traité devra être ratifié et l'échange des instruments de ratification devra avoir lieu à Berlin aussitôt que possible.
2. Le Traité entrera en vigueur à l'expiration du mois qui suivra l'échange des instruments de ratification.
3. En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs sceaux.
4. Fait en double expédition, à Posen, le 20 septembre 1920.

(Signé) Dr CRUSEN.

(Signé) Dr ZYGMUNT SEYDA.

(Signé) Dr PRADZYNSKI.

of the outstanding costs of the proceedings ; the State which transfers the case shall not be entitled to a refund of the costs incurred up to the time of the transfer.

(2) Similarly, the costs of affording legal assistance, as provided in this Convention, shall not be refunded.

Paragraph 3.

The date of the transfer of the judicial administration shall, for the purposes of the present Convention, be reckoned to be January 1, 1920, and, when territories allotted to Poland under the Treaty of Peace have been occupied by Poland after January 1, 1920, the day of the execution of the protocol of transfer.

Paragraph 4.

If a person who has had to make a declaration on the other side of the frontier line within a given time has been unable, through no fault of his own, to do so within the time specified, he shall, upon application, be placed in the same position as though the period had not elapsed. In this case, the period within which application is to be made shall not expire until at least one month after the coming into force of the present Convention.

Paragraph 5.

If jurisdiction in a matter to be transferred to a German authority in accordance with the present Convention rests, not with Prussia but with another State forming part of the German Empire, the judicial administration of that State shall take the place of the Prussian judicial administration.

Paragraph 6.

It shall remain open to the Prussian judicial administration, acting on behalf of the Empire, and to the Polish judicial administration, to conclude a further agreement as regards the details connected with the transfer and, in particular, with regard to questions concerning deposits, for the purpose of carrying out the present Convention.

Article 5.

(1) The present Convention shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Berlin as early as possible.

(2) The Convention shall come into force at the end of the calendar month after the exchange of the instruments of ratification.

(3) In witness whereof the plenipotentiaries have signed this Convention, and have thereto affixed their seals.

(4) Done in duplicate at Posen on September 20, 1920.

(Signed) DR. CRUSEN.

(Signed) DR. ZYGMUNT SEYDA.

(Signed) DR. PRADZYNSKI.

ANNEXE

AU PARAGRAPHE 3, ALINÉA 3, DE L'ARTICLE 3 DE LA CONVENTION GERMANO-POLONAISE, RELATIVE AU TRANSFERT DE LA JURIDICTION.

§ 1.

Si le registre du cadastre d'un bureau foncier est relatif à des parcelles de terrain situées sur le territoire de l'autre Etat, on appliquera les dispositions suivantes :

§ 2.

Si toutes les feuilles d'un registre du cadastre sont relatives à des parcelles qui se trouvent sur le territoire de l'autre Etat, on ne devra pas clore ces feuilles, mais les tenir prêtes, en vue de les transférer à l'autre Etat. La date de transfert est fixée d'un commun accord par les administrations judiciaires des deux pays.

Au cas où un district du cadastre se trouve tout entier sur le territoire de l'autre Etat, les titres de propriété, certains actes conservés à part (paragraphe 46 du Règlement intérieur des greffes des tribunaux de bailliage), ainsi que les actes et extraits du cadastre se rapportant au district en question et la liste des propriétaires (Règlement, paragraphe 45, alinéa 6 et paragraphe 47) doivent être tenus prêts pour être transférés en même temps que le registre du cadastre. La même disposition s'applique aux documents relatifs à des parcelles qui ne sont pas portées à une feuille du cadastre.

Il y a lieu d'examiner les titres de propriété pour voir s'ils contiennent des autorisations d'inscription, des décisions administratives ou autres documents ayant trait à des parcelles de terrain situées sur le territoire de l'Etat cessionnaire. En cas d'affirmative, il devra être fait des copies certifiées des titres relatifs à ces parcelles.

§ 3.

Si certaines feuilles d'un registre sont relatives à des parcelles situées sur le territoire de l'autre Etat, il y a lieu de séparer ces feuilles et de les réunir dans une enveloppe portant la mention « registre de transfert » ; elles reçoivent de nouveaux numéros, de façon à obtenir une numérotation continue. On peut également faire entrer dans la composition du registre de transfert des feuilles relatives à des districts différents du cadastre. Si le nombre des feuilles l'exige, on crée de nouveaux registres dont les pages sont numérotées en suivant.

S'il y a lieu de craindre qu'enlevant les feuilles on abîme le registre, ou s'il ne semble pas utile d'enlever les feuilles, soit parce qu'il n'y en a qu'un petit nombre à enlever, soit parce que les inscriptions faites sur une feuille quelconque ont été reportées, par suite du manque d'espace, en d'autres endroits du registre ou sur un autre registre, on peut clore les feuilles destinées à être séparées. Le contenu de ces feuilles doit alors être reporté sur une nouvelle feuille du registre de transfert.

Les dispositions du paragraphe 2 sont également applicables en ce qui concerne le registre de transfert.

S'il semble opportun de transférer le registre tout entier, parce que le plus grand nombre des feuilles se rapporte à des parcelles qui se trouvent situées sur le territoire de l'autre Etat, il sera procédé à la clôture des feuilles qui ont trait à des parcelles de terrain situées sur le territoire de l'Etat cessionnaire. Le contenu de ces feuilles devra être reporté sur une feuille nouvelle d'un registre qui reste déposé au bureau foncier. L'administration polonaise de la Justice peut, s'il y a lieu, réclamer, en invoquant les dispositions de la clause précédente, le transfert des registres du cadastre qui ont été emportés.

ANNEX

TO ARTICLE 3, PARAGRAPH 3, SUB-PARAGRAPH 3, OF THE GERMAN-POLISH CONVENTION REGARDING
THE TRANSFER OF THE JUDICIAL ADMINISTRATION.

Paragraph 1.

In so far as land registers in a land registration office deal with real estate situated in the territory of the other State, the following provisions shall apply :—

Paragraph 2.

If all the sheets of a volume of a land register refer to real estate situated in the territory of the other State, the volume shall not be closed, but shall be held in readiness for transfer to the other State. It shall be decided by agreement between the two judicial administrations when the transfer is to be carried out.

Where an entire area covered by a land register is situated in the territory of the other State, the title-deeds and specially preserved documents (Standing Regulations for the registries of district courts, paragraph 46), together with the land register, and also survey papers relating to the registry area and the list of owners (Standing Regulations, paragraph 45, sub-paragraph (6), paragraph 47) shall be held in readiness to be handed over with the volume of the land register. The same provisions shall apply in the case of estates having no land registry sheets corresponding to the papers relating to them.

Title-deeds shall be examined to ascertain whether they include registration certificates, powers or other documents relating to real property situated in the territory of the State handing over the documents. If so, certified copies of the documents referring to such real property shall be made.

Paragraph 3.

Should separate sheets of a register apply to real property situated in the territory of the other State, such sheets shall be detached and put together in a "Transfer Volume" to be provided with a plain cover, and shall be supplied with new serial numbers.

Sheets relating to different land registration areas may also be included in one and the same Transfer Volume. If the number of the sheets renders such a course necessary, several transfer volumes will be prepared, the sheets of which will be numbered consecutively.

If the removal of the sheets appears likely to damage the land registration volume too seriously, or if, for other reasons, it appears inadvisable to detach the sheets, because only a few leaves are to be removed or the entries on a sheet are, for lack of space, continued in other parts of the same or another volume, the leaves which it was proposed to detach may be cancelled. The particulars contained thereon shall be transcribed on new sheets of the Transfer Volume.

The provisions of paragraph 2 shall apply to the Transfer Volume.

If, in view of the fact that by far the larger number of sheets relate to real property situated in the territory o' the other State, it appears more convenient to hand over the entire volume, the sheets relating to real property situated in the territory of the State handing over the volume shall be cancelled. Their contents shall thereupon be transferred to a new sheet of a volume which is to remain in possession of the land registration office. The transfer of volumes of the land register which have been removed can, in such cases, be demanded by the Polish administration of justice.

§ 4.

Si un registre du cadastre a trait à plusieurs parcelles de terrain dont les unes se trouvent sur le territoire de l'Etat cessionnaire et les autres sur le territoire de l'autre Etat, ces dernières doivent être inscrites d'office sur une feuille nouvelle du registre transféré.

Si une partie seulement d'une parcelle se trouve sur le territoire de l'autre Etat, cette partie doit être reportée d'office sur une feuille nouvelle du registre de transfert. Il peut également être procédé à cette inscription même s'il n'existe, au sujet de la parcelle située sur le territoire de l'Etat cessionnaire, qu'un extrait certifié du registre des contributions et un extrait du plan cadastral certifié par les employés du cadastre.

Dans les cas prévus aux alinéas 1 et 2, la totalité des charges, lors du transfert des inscriptions dans la deuxième et la troisième divisions, doit toujours rester reconnaissable, aussi bien sur l'ancienne feuille que sur la nouvelle.

La transcription doit être notifiée à toutes les personnes au profit desquelles, ainsi qu'il ressort du cadastre, une inscription avait été faite. L'on peut renoncer à la notification. Il faut, pour la nouvelle feuille, établir de nouveaux titres. Les titres de propriété valables jusqu'alors restent déposés au bureau foncier. Les dispositions de l'alinéa 3 du paragraphe 2 sont également applicables.

S'il semble opportun de céder la feuille tout entière, parce que les inscriptions se rapportent en majeure partie à des parcelles ou à des parties de parcelles qui se trouvent sur le territoire de l'autre Etat, les parcelles ou parties de parcelles demeurées sur le territoire de l'Etat cessionnaire doivent être inscrites sur une nouvelle feuille d'un registre qui reste déposé au bureau foncier. Les dispositions de l'alinéa 2 (deuxième phrase) et de l'alinéa 3 sont également applicables.

(Signé) Dr CRUSEN.

(Signé) Dr ZYGMUNT SEYDA

(Signé) Dr PRADZYNSKI.

Paragraph 4.

If a sheet of a land register contains entries relating to several estates, some of which are situated in the territory of the State transferring the documents, and the others in the territory of the other State, particulars relating to the latter estates shall forthwith be copied on a new sheet of the Transfer Volume.

If only a portion of an estate is situated in the territory of the other State, particulars regarding such portion shall forthwith be copied on a new sheet of the Transfer Volume. Entries may be copied even where, in respect of the portion of the estate situated in the State transferring the documents, there exists only a certified extract from the tax rolls and a map certified by the registration officials.

In cases coming under sub-paragraphs 1 and 2, when the entries in the second and third columns are transferred, it is to be made clear, both on the old and the new sheets, that the particulars refer to a single estate. The copy shall be brought to the notice of all persons whose names appear on the land register and on whose behalf an entry was made. The right to receive such notice may be renounced. New title-deeds shall be drawn up for the new sheet. The existing title-deeds shall remain in the possession of the land registration office. In such cases the provisions of paragraph 2, sub-paragraph 3, shall apply.

If, in view of the fact that the entries relate for the most part to estates or portions of estates situated in the territory of the other State, it appears more advantageous to transfer the entire sheet, particulars of the estates or portions of estates in the territory of the State handing over the sheet shall be copied on a new sheet of a volume to be retained at the land registration office. The provisions of sub-paragraph 2, sentence 2, and sub-paragraph (3), shall apply in such cases.

(Signed) DR. CRUSEN.

(Signed) DR. ZYGMUNT SEYDA.

(Signed) DR. PRADZYNSKI.

N° 247.

ALLEMAGNE ET POLOGNE

Convention additionnelle à la Convention germano-polonaise du 1^{er} octobre 1919, sur la mise en liberté des personnes détenues et l'octroi d'une amnistie (convention d'amnistie germano-polonaise), signée à Berlin le 12 février 1921.

GERMANY AND POLAND

Supplementary Convention to the German - Polish Convention of October 1, 1919, concerning the release of persons in custody and the granting of amnesty (German-Polish Amnesty Treaty), signed at Berlin, February 12, 1921.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

No. 247. — ERGÄNZUNGSVERTRAG¹ ZUM DEUTSCH-POLNISCHEN VERTRAGE VOM 1. OKTOBER 1919 ÜBER DIE ENTLASSUNG FESTGEHALTENER PERSONEN UND DIE GEWÄHRUNG VON STRAFFREIHEIT (DEUTSCH-POLNISCHER AMNESTIEVERTRAG), GEZEICHNET IN BERLIN AM 12. FEBRUAR 1921.

Textes officiels allemand et polonais communiqués par le Ministère des Affaires étrangères de l'Allemagne et par la Délégation polonaise auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 16 mars 1922.

Die DEUTSCHE REGIERUNG und die POLNISCHE REGIERUNG, von dem Wunsche geleitet, bestehende Gegensätze weiter auszugleichen, sind übereingekommen, eine über die Bestimmungen des Vertrages vom 1. Oktober 1919 sowohl zeitlich wie sachlich hinausgehende Vereinbarung über die Entlassung festgenommener Personen und die Gewährung von Straffreiheit zu treffen, und haben zu diesem Zwecke zu ihren Bevollmächtigten ernannt :

Die DEUTSCHE REGIERUNG :

den Direktor im Auswärtigen Amt, Herrn Gustav BEHRENDT, und
den Hilfsreferenten im Auswärtigen Amt, Herrn Ernst SCHMIDT ;

die POLNISCHE REGIERUNG :

den Geschäftsträger der Polnischen Republik, Herrn Legationsrat Dr. Alfred VON WYSOCKI,
und
den Rittmeister, Herrn Kasimir Stanislaus SZCZEPANIK.

Die Bevollmächtigten haben sich, nachdem sie ihre Vollmachten ausgetauscht und diese in guter und gehöriger Form befunden haben, über folgende Bestimmungen geeinigt :

Artikel I.

Die vertragsschliessenden Teile werden alle von ihnen noch nicht auf freien Fuss gesetzten Personen, die aus Anlass der bisherigen polnischen Bewegung im oberschlesischen Grenzgebiet oder aus Anlass des Vorstosses der sowjetrussischen Truppen auf polnisches Gebiet interniert oder als Geiseln oder Schutzhäftlinge festgenommen worden sind, unverzüglich nach ihrem Heimatort oder nach dem von ihnen gewählten Aufenthaltsort entlassen. Ausgenommen bleiben Personen, die sich in Untersuchungs- oder Strafhaft befinden und nicht unter die Bestimmungen der Artikel 6-9 über die Gewährung von Straffreiheit fallen.

In gleicher Weise wird Polen diejenigen deutschen Reichsangehörigen, die wider ihren Willen im polnischen Heere festgehalten werden, alsbald entlassen.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Varsovie le 5 décembre 1921.

TEXTE POLONAIS. — POLISH TEXT.

No. 247. — POLSKO-NIEMIECKA UMOWA¹ DODATKOWA DO UMOWY Z DNIA 1 PAŹDZIERNIKA 1919 ROKU W SPRAWIE WYPUSZCZENIA NA WOLNOŚĆ OSÓB PRZYTRZYMANYCH I PRYZZNANIA WOLNOŚCI OD KAR, PODPISANA W BERLINIE 12 LUTEGO 1921 ROKU.

German and Polish official texts communicated by the German Ministry for Foreign Affairs and by the Polish Delegation accredited to the League of Nations. The registration of this Treaty took place on March 16, 1922.

RZĄD POLSKI i RZĄD NIEMIECKI, powodowane życzeniem dalszego wyrównania istniejących przeciwieństw, zgodziły się na to, aby zawrzeć układ, wychodzący zarówno pod względem czasowym jak i rzecznym poza ramy umowy z dnia 1 października 1919 roku, dotyczący wypuszczenia osób przytrzymanych i przyznania wolności od kar, i mianowały w tym celu swymi pełnomocnikami :

RZĄD POLSKI :

Pana Dr. Alfreda WYSOCKIEGO, Chargé d'Affaires Rzeczypospolitej Polskiej, Radcę Legacyjnego, i
Rotmistrza Pana Kazimierza Stanisława SZCZEPANIKA,

RZĄD NIEMIECKI :

Dyrektora w Urzędzie dla Spraw Zewnętrznych Pana Gustawa BEHRENTA i Referenta pomocniczego w Urzędzie dla Spraw Zewnętrznych Pana Ernsta SCHMIDTA.

Pełnomocnicy zgodzili się po wymianie wzajemnych pełnomocnictw i uznaniu ich za wystawione w należytej i właściwej formie na następujące postanowienia :

Artykuł I.

Wszystkie dotąd jeszcze nie wypuszczane na wolność osoby, które wskutek dotychczasowego ruchu polskiego na obszarze granicznym Górnego Śląska lub z okazji wkroczenia sowieckich wojsk rosyjskich na terytorium polskie, zostały internowane, zabrane w charakterze zakładników lub też osadzone w areszcie prewencyjnym, umawiające się strony zwolnią niezwłocznie do miejsca ich stałego zamieszkania lub też do miejscowości przez nie obranych. Wyłączone są osoby, które znajdują się w areszcie śledczym lub które odsiadują karę i nie podpadają pod postanowienia artykułów 6-9 o umorzeniu kar.

W ten sam sposób Polska wypuści na wolność bezzwłocznie tych obywateli Rzeszy Niemieckiej, którzy wbrew ich woli znajdują się jeszcze w wojsku polskim.

¹ The exchange of ratifications took place at Warsaw, December 5, 1921.

Artikel 2.

Die Vollziehung disziplinarisch verhängter Strafen gegen die nach Artikel 1 zu entlassenden Personen ist bei Inkrafttreten dieses Vertrages sofort auszusetzen.

Artikel 3.

Allen zu entlassenden Personen ist die Mitnahme der in ihrem Besitz befindlichen sowie der ihnen abgenommenen Gegenstände zu gestatten, soweit nicht begründeter Verdacht eines unrechtmässigen Erwerbs besteht. Ausgenommen hiervon bleiben militärische Schusswaffen und Munition.

Artikel 4.

Die Regelung des Abtransports und der Verpflegung der Personen, die gemäss Artikel 1 von dem Gebiet des einen in das Gebiet des andern vertragsschliessenden Teils zu entlassen sind, ist bis zur Übergabe an die zuständigen Heimatbehörden Angelegenheit des entlassenden Staates. Dieser hat auch für die Heimschaffung der in seinem eigenen Gebiete verbleibenden Personen Sorge zu tragen.

Artikel 5.

Jedem der vertragsschliessenden Teile steht es frei, die Ausführung der Bestimmungen der Artikel 1-4 durch eigene Vertreter oder durch die in Artikel 11 vorgesehenen gemischten Kommissionen an Ort und Stelle prüfen zu lassen.

Artikel 6.

Jeder vertragsschliessende Teil gewährt volle Straffreiheit für alle vor dem 1. Dezember 1920, namentlich auch während der polnischen Bewegung in den Abtretungs- und Abstimmungsgebieten oder aus Anlass des sowjetrussischen Vorstoßes auf polnisches Gebiet, begangenen gerichtlich oder disziplinarisch straffbaren Handlungen, die auf eine militärische, politische oder nationale Betätigung entweder zugunsten des anderen Teiles allein oder zugleich auch zugunsten einer dritten Macht zurückzuführen sind. Hierunter fallen Handlungen, die sich als Hoch- oder Landesverrat oder als Verrat militärischer Geheimnisse darstellen, ferner die Tätigkeit zugunsten der Zuteilung von Gebieten, über deren Staatszugehörigkeit die Kommission zur Festsetzung der deutsch-polnischen Grenze zu entscheiden hat. Dagegen fallen nicht hierunter strafbare Handlungen, die geeignet oder bestimmt sind, die Abstimmung in Oberschlesien durch Einwirkung auf die einzelnen Stimmberechtigten oder das Gesamtergebnis zu beeinflussen (Friedensvertrag, Artikel 88, Anlage, § 3, Abs. 6).

Artikel 7.

Soweit Straffreiheit gewährt wird, werden die verhängten Strafen erlassen, die anhängigen Verfahren eingestellt, neue Verfahren nicht eingeleitet und Verfahrenskosten nicht eingezogen.

Artikel 8.

Deutschland und Polen verpflichten sich, ein jeder Teil soweit seine eigenen Staatsangehörigen in Betracht kommen, die Rückkehr an den bisherigen Wohnsitz denjenigen Personen zu gestatten, die

Artykuł 2.

Z chwilą wejścia w życie Umowy niniejszej należy natychmiast wstrzymać wykonanie kar, nałożonych w drodze dyscyplinarnej na osoby, które stosownie do artykułu 1 winny być uwolnione.

Artykuł 3.

Wszystkim osobom, które mają być wypuszczane na wolność, wolno zabrać przedmioty zarówno w ich posiadaniu znajdujące się, jak również i odebrane im, wyjawszy wypadki, gdy zachodzi uzasadnione podejrzenie nielegalnego nabycia tychże. Wykluczona będzie wojskowa broń palna i amunicja.

Artykuł 4.

Zorganizowanie odtransportowania i wyżywienia osób, które w myśl artykułu 1 mają być zwolnione z terytorium jednej Umawiającej się Strony na terytorium Drugiej, należy do państwa zwalniającego, aż do chwili przekazania osób tych odnośnej władzy kraju ojczystego. Państwo zwalniające ma również zająć się odesłaniem do domu osób, znajdujących się na jego własnym terytorium.

Artykuł 5.

Każdej z Umawiających się Stron przysługuje prawo kontrolowania na miejscu wykonania postanowień artykułów 1-4 przez własnych przedstawicieli lub też przez przewidziane w artykule 11 komisje mieszane.

Artykuł 6.

Każda z Umawiających się Stron zapewnia zupełną amnestię za wszelkie czyny ścigane sądów nie lub dyscyplinarne, popełnione przed dniem 1 grudnia 1920, w szczególności za czyny popełnione podczas ruchu polskiego na terytoriach odstańionych oraz plebiscytowych, tudzież z okazji inwazji rosyjskiej, na terytorium polskiem, a polegające na rozwinieciu działalności wojskowej, politycznej lub narodowej, i to albo na korzyść samej tylko Drugiej Strony, albo jednocześnie na korzyść Strony Trzeciej. Pod postanowienie to podpadają również czyny, mające znamiona zdrady stanu lub kraju, lub zdrady tajemnic wojskowych, dalej działalność mająca na celu przyłączenie obszarów kraju, co do których przynależności państowej decyduje Komisja graniczna polsko-niemiecka. Natomiast pod postanowienie to nie podpadają czyny karalne, które mogą wpływać lub mają na celu wpływnięcie na plebiscyt Górnosądecki, bądź drogą oddziaływanie na poszczególne osoby uprawnione do głosowania, bądź na wynik ogólnego plebiscytu. (Traktat Pokoju Artykuł 88, Aneks par. 3. ustęp 6).

Artykuł 7.

Amnestia pociąga za sobą uchylenie orzeczonych kar, wstrzymanie toczącego się postępowanie, niewdrażanie nowego postępowania, oraz nieściąganie kosztów postępowania sądowego.

Artykuł 8.

Polska i Niemcy zobowiązują się, każda ze Stron, o ile chodzi o własnych jej obywateli, zezwolić na powrót do dotychczasowych miejsc zamieszkania osobom, które:

- a) wegen einer der im Artikel 6 aufgeführten Straftaten das Gebiet eines der beiden Staaten haben verlassen müssen ;
- b) aus Anlass der polnisch-sowjetrussischen Kriegswirren oder deutschfeindlicher, beziehungsweise polenfeindlicher Bewegung aus dem Gebiete eines der beiden Staaten geflüchtet sind ;
- c) auf Grund des Artikels 7 auf freien Fuss gesetzt werden.

Diese Personen werden keinen anderen Beschränkungen unterworfen als die übrige Bevölkerung.

Artikel 9.

Soweit Straffreiheit gewährt ist, werden Gegenstände, die in einem noch nicht rechtskräftig erledigten Verfahren beschlagnahmt worden sind, zurückgegeben. Desgleichen werden Kauktionen oder ähnliche Leistungen zurückgestattet, die zwecks Abwendung einer Internierung, Verhaftung oder Verschleppung geleistet worden sind, und zwar auch dann, wenn sie als verfallen zu gelten hätten, weil die Person, zu deren Gunsten die Sicherheitsleistung erfolgte, den ihr auferlegten Verpflichtungen nicht nachgekommen ist.

Artikel 10.

Keiner der vertragsschliessenden Teile wird in Zukunft eine Person wegen einer vor dem 1. Dezember 1920 erfolgten politischen oder nationalen Betätigung einer Ausnahmebehandlung unterwerfen.

Artikel 11.

Um eine den Bestimmungen der Artikel 1-5 dieses Vertrags entsprechende gleichmässige Entlassung der nicht auf freiem Fusse befindlichen Personen zu gewährleisten und um Zweifel über die rechtliche Auslegung des Vertrags zu beheben, werden nach Bedarf gemischte Kommissionen gebildet, die sich aus je einem Angehörigen der vertragsschliessenden Teile zusammensetzen. Die Kommissionen haben insbesondere das Recht, zu diesem Zwecke in den Gebieten beider vertragsschliessender Teile alle Gefängnisse und Gefangenenaufzäle zu besuchen und Einsicht in alle für die Entlassung erheblichen Akten und Urkunden zu verlangen.

Einigen sich die beiden Mitglieder einer Kommission nicht, so entscheidet ein neutraler Schiedsrichter, um dessen Ernennung der Schweizerische Bundespräsident gebeten werden soll.

Die Entscheidungen der Kommissionen und der Schiedsrichter sind für die beiderseitigen Behörden bindend.

Artikel 12.

Ausgenommen von den Bestimmungen dieses Vertrages bleiben diejenigen Personen, die sich dadurch strafbar gemacht haben, dass sie

- a) mit der Waffe in der Hand an den Kämpfen der sowjetrussischen Truppen gegen die polnische Armee teilgenommen haben ;
- b) als Verwaltungsorgane in der sowjetrussischen Verwaltung des von der Roten Armee besetzten Gebietes tätig gewesen sind.

Artikel 13.

Nicht berührt werden von den Bestimmungen dieses Vertrages :

- a) das im Protokoll vom 13. Oktober 1920 in Allenstein getroffene deutsch-polnische Übereinkommen über die Regelung der Rückkehr der aus Anlass der Kriegswirren aus dem Bezirk Soldau nach Deutschland geflüchteten Personen ;
- b) das im rechtskräftigen Protokoll vom 23. November 1920 niedergelegte deutsch-polnische Abkommen über den Gefangenenaustausch ;

a) z powodu czynów karalnych, wymienionych w artykule 6, zmuszone były do opuszczenia terytorium jednego z Państw,

b) z powodu zamieszek wojennych polsko-sowiecko-rosyjskich, albo z powodu ruchów antypolskich względnie antyniemieckich, usły z terytorium jednego z Obu Państw,

c) na zasadzie artykułu 7 wypuszczane będą na wolną stopę.

Osoby te nie będą podlegały żadnym innym ograniczeniom, jak tylko tym, jakie stosowane są do reszty ludności.

Artykuł 9.

W wypadkach przyznania amnestii zwrócone zostaną przedmioty, skonfiskowane w toku postępowania jeszcze prawomocnie nie zakończonego. Zwrócone zostaną również kaucje i podobne zabezpieczenia, dane w celu uniknięcia internowania, aresztowania lub wywiezienia, a to także wtedy, gdyby należało je uważać za przepadłe wobec niespełnienia przez osobę, za którą je złożono, nałożonych na nią zobowiązań.

Artykuł 10.

Żadna z Umawiających się Stron nie będzie w przyszłości stosowała środków wyjątkowych do danej osoby z powodu jej działalności politycznej lub narodowej z przed dnia 1 grudnia 1920 r.

Artykuł 11.

W celu zapewnienia zgodnego z postanowieniem artykułów 1-5 Umowy niniejszej i równomiernego zwolnienia osób nie znajdujących się na wolnej stopie, tudzież celem uniknięcia wątpliwości co do interpretacji prawnej Umowy niniejszej, utworzone zostaną w miarę potrzeby Komisje mieszane, w których skład wchodzą będą przedstawiciele Umawiających się Stron, po jednym z każdej. Komisje mają w powyższym celu w szczególności prawo zwiedzania wszystkich więzień i obozów jeńców, znajdujących się na terytoriach obu Umawiających się Stron, tudzież prawo oglądania we wszystkie dla uwolnienia mające znaczenie akta i dokumenty.

W razie niedojścia do zgody pomiędzy obu członkami Komisji rozstrzyga neutralny Sędzia rojemczy, o którego wyznaczenie uproszony będzie Prezydent Związku Szwajcarskiego. Orzeczenia Komisji tudzież sędziów rojemczych obowiązują Obie Strony.

Artykuł 12.

Postanowienia Umowy niniejszej nie znajdują zastosowania do osób, które popełniły czyny karalne przez to iż :

a) z bronią w ręku wzięły udział w walkach sowieckich wojsk rosyjskich przeciwko armii polskiej ;

b) czynne były jako organy administracyjne w rosyjskim sowieckim zarządzie obszarów, okupowanych przez czerwoną armię.

Artykuł 13.

Przez postanowienia Umowy niniejszej nie doznają zmiany :

a) protokół ugody Polsko-Niemieckiej, zawarty w Olsztynie w dniu 13 października 1920 r., dotyczący uregulowania powrotu osób, które z powodu zamieszek wojennych usły z obwodu Działdowskiego do Niemiec ;

b) konwencja Polsko-Niemiecka o wymianie jeńców, zawarta w prawomocnym protokole z dnia 23 listopada 1920 r. ;

c) das im Protokoll vom 13. Dezember 1920 in Marienwerder getroffene deutsch-polnische Übereinkommen über die Regelung der Rückkehr der aus Anlass der Kriegswirren aus dem Kreise Strasburg nach Deutschland geflüchteten Personen.

Artikel 14.

Dieser Vertrag, dessen deutscher und polnischer Wortlaut beide massgebend sind, soll ratifiziert und die Ratifikationsurkunden sollen sobald als möglich in Warschau ausgetauscht werden.

Der Vertrag tritt am Tage des Austausches der Ratifikationsurkunden in Kraft.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten diesen Vertrag unterzeichnet und mit ihren Siegeln versehen.

Ausgefertigt in doppelter Urschrift in Berlin, am zwölften Februar 1921.

(Gez.) GUSTAV BEHRENDT.

(Gez.) ERNST SCHMIDT.

(Gez.) Dr. ALFRED von WYSOCKI.

(Gez.) KASIMIERZ STANISLAW SZCZEPANIK.

SCHLUSSPROTOKOLL.

Die unterzeichneten Bevollmächtigten der Polnischen Regierung und der deutschen Regierung, nämlich

FÜR DIE POLNISCHE REGIERUNG :

Der Geschäftsträger der Polnischen Republik, Herr Legationsrat Dr. Alfred von Wysocki, und der Rittmeister, Herr Kasimir Stanislaus SZCZEPANIK ;

FÜR DIE DEUTSCHE REGIERUNG :

Der Direktor im Auswärtigen Amt, Herr Gustav BEHRENDT, und der Hilfsreferent im Auswärtigen Amt, Herr Ernst SCHMIDT,

geben bei Unterzeichnung des vorstehenden Vertrags folgende Erklärung ab :

Mit der Durchführung der in den Artikeln 1 bis 5 des Vertrags vorgesehenen Entlassung festgehaltener Personen wird auf beiden Seiten unverzüglich begonnen werden, ohne den im Artikel 14 bestimmten Zeitpunkt des förmlichen Inkrafttretens des Vertrags abzuwarten. Zu diesem Zwecke werden auch gemäss Artikel 11 alsbald gemischte Kommissionen zusammentreten.

Ausgefertigt in doppelter Urschrift in polnischer und deutscher Sprache in Berlin, den zwölften Februar 1921.

Dr. ALFRED WYSOCKI.

KAZIMIERZ STANISLAW SZCZEPANIK

GUSTAV BEHRENDT.

ERNST SCHMIDT.

c) ugoda Polsko-Niemiecka, zawarta w Kwidzyniu dnia 13 grudnia 1920 r., dotycząca uregulowania powrotu osób, które z powodu zamieszek wojennych uszły z powiatu Brodnickiego do Niemiec.

Artykuł 14.

Niniejsza Umowa, której teksty polski i niemiecki są zarówno obowiązujące, ma być ratyfikowana, a dokumenty ratyfikacyjne wymienione jaknajrychlej w Warszawie.

Umowa wchodzi w życie z dniem wymiany dokumentów ratyfikacyjnych.

Na dowód czego pełnomocnicy podpisali niniejszą Umowę i wycisnęli na niej swe pieczęcie.

Wygotowano w dwóch oryginałach w Berlinie dn. dwunastego lutego 1921 r.

(Podp.) Dr. ALFRED WYSOCKI

(Podp.) KAZIMIERZ STANISŁAW SZCZEPANIK

(Podp.) GUSTAV BEHRENDT

(Podp.) ERNST SCHMIDT.

PROTOKUŁ KOŃCOWY.

Niżej podpisani Pełnomocnicy Rządu Polskiego i Rządu Niemieckiego, a mianowicie :

W imieniu RZĄDU POLSKIEGO :

Pan Dr. Alfred Wysocki, Chargé d'Affaires Rzeczypospolitej Polskiej, Radca legacyjny, i
Rotmistrz Pan Kazimierz Stanisław Szczepaniak,

W imieniu RZĄDU NIEMIECKIEGO :

Dyrektor w Urzędzie dla Spraw Zewnętrznych Pan Gustaw Behrendt, i
Referent pomocniczy w Urzędzie dla Spraw Zewnętrznych Pan Ernst Schmidt,

oświadczają w chwili podpisania powyższej Umowy co następuje :

Uwolnienie osób uwięzionych, przewidziane w wykonaniu artykułów 1-5 Umowy niniejszej, zostanie obustronnie niezwłocznie zarządzone, nie czekając na termin formalnego wejścia jej w życie w myśl artykułu 14. W tym celu zbiorą się też w najbliższym czasie Komisje mieszane, stosownie do postanowienia artykułu 11.

Wygotowano w dwóch oryginałach w języku polskim i niemieckim w Berlinie dnia dwunastego lutego 1921 roku.

Dr. ALFRED WYSOCKI

KAZIMIERZ STANISŁAW SZCZEPANIK

GUSTAW BEHRENDT

ERNST SCHMIDT.

¹ TRADUCTION.

No. 247. — CONVENTION ADDITIONNELLE A LA CONVENTION GERMANO-POLONAISE DU 1^{er} OCTOBRE 1919, SUR LA MISE EN LIBERTÉ DES PERSONNES DÉTENUES ET L'OCTROI D'UNE AMNISTIE (CONVENTION D'AMNISTIE GERMANO-POLONAISE), SIGNÉE A BERLIN LE 12 FÉVRIER 1921.

Le GOUVERNEMENT ALLEMAND et le GOUVERNEMENT POLONAIS, désireux de régler leurs différends actuels, ont convenu de conclure une convention complétant, au point de vue des délais et des dispositions matérielles, les dispositions de la Convention du 1^{er} octobre 1919, au sujet de la mise en liberté des personnes détenues et de l'octroi d'une amnistie. Ils ont, à cet effet, désigné comme plénipotentiaires :

LE GOUVERNEMENT ALLEMAND :

M. Gustav BEHRENDT, directeur au Ministère des Affaires étrangères, et
M. Ernst SCHMIDT, rapporteur adjoint au Ministère des Affaires étrangères ;

LE GOUVERNEMENT POLONAIS :

Le Dr Alfred VON WYSOCKI, conseiller de Légation, chargé d'affaires de la République polonaise, et
Le Capitaine Kasimir Stanislaus SZCZEPANIK.

Les Plénipotentiaires, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, qu'ils ont reconnu être en bonne et due forme, ont convenu des dispositions suivantes :

Article 1.

Les Parties contractantes remettront immédiatement en liberté toutes les personnes encore emprisonnées, soit à la suite des troubles récents sur les territoires frontières de la Haute Silésie ou au moment de l'avance des troupes soviétiques en territoire polonais, ou encore détenues en qualité d'otages ; elles leur permettront de retourner immédiatement dans leur foyer ou au lieu de résidence qu'elles choisiront. Seront toutefois exceptées de cette mesure les personnes dont le cas fait encore l'objet d'une enquête, ou celles qui purgent une condamnation et auxquelles ne s'appliquent pas les dispositions des articles 6, 9, relatifs à l'octroi d'une amnistie.

De même la Pologne relâchera immédiatement les ressortissants allemands maintenus contre leur volonté dans l'armée polonaise.

Article 2.

Dès l'entrée en vigueur du présent Traité, il sera immédiatement mis fin à toutes mesures disciplinaires prises contre des personnes qui, aux termes de l'article 1, doivent être relâchées.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ TRANSLATION.

NO. 247. — SUPPLEMENTARY CONVENTION TO THE GERMAN-POLISH CONVENTION OF OCTOBER 1, 1919, CONCERNING THE RELEASE OF PERSONS IN CUSTODY AND THE GRANTING OF AMNESTY (GERMAN-POLISH AMNESTY TREATY), SIGNED AT BERLIN ON FEBRUARY 12, 1921.

The German Government and the Polish Government, being desirous that the existing differences should be settled, have agreed to come to an arrangement supplementing, both in point of time and content, the provisions of the Treaty of October 1, 1919, regarding the release of persons in custody and the granting of amnesty, and have for this purpose appointed as their Plenipotentiaries :

THE GERMAN GOVERNMENT :

M. Gustav BEHRENDT, Director at the Foreign Office, and
M. Ernst SCHMIDT, "Hilfsreferent" at the Foreign Office.

THE POLISH GOVERNMENT :

Dr. Alfred von WYSOCKI, Councillor of Legation, Chargé d'Affaires of the Polish Republic, and
Captain Kasimir Stanislaus SZCZEPANIK.

The Plenipotentiaries, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article 1.

The Contracting Parties shall without delay release all persons not yet liberated who were interned on the occasion of the recent Polish disturbances in the frontier territory of Upper Silesia or in connection with the advance of the Russian Soviet troops in Polish territory or who were arrested as hostages, and shall forthwith permit them to return to their homes or to any place of residence chosen by them. There shall be excepted persons awaiting trial in custody or serving a sentence to whom the provisions of Articles 6 to 9 concerning the granting of amnesty do not apply.

Poland shall in like manner immediately release those German nationals who are being retained in the Polish army against their will.

Article 2.

On the coming into force of this Treaty all disciplinary penalties imposed on persons to be released under Article 1 shall forthwith be remitted.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Article 3.

Toutes les personnes qui doivent être mises en liberté seront autorisées à emporter tous biens, ainsi que ceux qui auraient pu leur être confisqués, sauf s'il y a lieu d'estimer que ces biens ont été acquis illégalement. Sont exclus de cette mesure les armes et les munitions de guerre.

Article 4.

Les arrangements relatifs au rapatriement et à l'entretien des personnes qui, conformément à l'article 1, doivent être transférées du territoire de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie, incomberont à l'Etat qui les aura mises en route, jusqu'à ce qu'elles aient été remises entre les mains des autorités compétentes de l'autre territoire.

Ce premier Etat prendra également toutes mesures pour rapatrier les personnes restées sur son propre territoire.

Article 5.

Chacune des deux Parties contractantes aura la liberté de vérifier sur les lieux l'application des dispositions des articles 1 à 4, soit par l'intermédiaire de son propre représentant, soit par l'intermédiaire de la Commission mixte prévue à l'article 11.

Article 6.

Chacune des deux Parties contractantes accorde amnistie pleine et entière pour tous les actes délictueux passibles des tribunaux ou de peines disciplinaires, commis avant le 1^{er} décembre 1920, notamment en ce qui concerne les actes commis pendant l'agitation polonaise dans les territoires cédés ou plébiscités, ou à l'occasion de l'avance des troupes soviétiques russes en territoire polonais, pour autant que ces actes se rapportent à des agissements militaires, politiques ou nationaux, soit en faveur de l'autre Partie seulement, soit également aussi en faveur d'une tierce Puissance.

Sont couverts par l'amnistie les actes qualifiés de haute trahison ou de lèse-patrie et de divulgation de secrets militaires, ainsi que l'agitation en faveur de l'attribution à l'une des deux Parties de territoires sur la nationalité desquels la Commission de délimitation de la frontière germano-polonaise est appelée à se prononcer. Par contre, ne sont pas couverts par l'amnistie les actes délictueux de nature ou destinés à influer sur le plébiscite en Haute Silésie, soit qu'il s'agisse de pression exercée sur les votants individuellement, ou de mesures propres à fausser le résultat général du vote (Traité de Paix, article 88, annexe, § 3, alinéa 6).

Article 7.

Dans les cas tombant sous le coup de l'amnistie, les peines prononcées seront remises et les poursuites arrêtées ; aucune poursuite nouvelle ne sera engagée et les frais des procès ne seront pas recouvrés.

Article 8.

L'Allemagne et la Pologne s'engagent, chacune en ce qui concerne ses propres ressortissants, à permettre la réintégration du domicile antérieur aux personnes qui :

a) ont dû quitter le territoire de l'un des deux Etats à la suite d'un des actes délictueux prévus à l'article 6 ;

Article 3.

All persons who are to be released shall be allowed to take with them the articles in their possession, or which had been taken from them, unless there is reason to suspect they have acquired them unlawfully. Military firearms and ammunition shall be excepted.

Article 4.

The arrangements for the transport and care of the persons who, according to Article 1, are to be released from the territory of one of the Contracting Parties and to proceed to the territory of the other shall be effected by the releasing State until they are handed over to their competent home authorities. This State shall also arrange for sending home persons who remain in its own territory.

Article 5.

Each of the Contracting Parties shall be at liberty to verify the execution of the provisions of Articles 1 to 4 on the spot by its own representatives or by the mixed Commissions provided for in Article 11.

Article 6.

Each of the Contracting Parties shall grant full amnesty in respect of acts calling for judicial punishment or other disciplinary measures committed before December 1, 1920, in particular during the Polish disturbances in the ceded or plebiscite areas, or on the occasion of the advance of the Russian Soviet troops in Polish territory, which may be attributed to military, political or national manifestations in favour of the other party or of a third power. Under this category shall be included all acts which may be described as high treason, or the betrayal of military secrets, and attempts to influence the allocation of areas whose attribution to the one or other State is to be determined by the Commission for the delimitation of the Polish-German frontier. There shall not be included under this category criminal acts calculated or intended to affect the plebiscite in Upper Silesia by influencing individual voters or the whole proceedings. (Treaty of Peace, Article 88, Annex, Section 3, Paragraph 6.)

Article 7.

In so far as amnesty is granted, penalties already imposed shall be remitted, legal proceedings which are pending shall cease, new proceedings shall not be instituted, and costs shall not be collected.

Article 8.

Germany and Poland respectively undertake, in so far as their own nationals are concerned, to permit all persons to return to their former domiciles who :

(a) Were compelled to leave the territory of one of the two States on account of one of the offences specified in Article 6 ;

b) ont dû s'enfuir hors du territoire de l'un des deux Etats en raison des troubles provoqués par la guerre entre la Pologne et la Russie des Soviets, ou de l'agitation anti-allemande ou anti-polonaise suivant les cas ;

c) ont été remises en liberté en exécution des dispositions de l'article 7.

Ces personnes ne seront pas soumises à d'autres restrictions que celles imposées au reste de la population.

Article 9.

Dans les cas tombant sous le coup de l'amnistie, les objets confisqués en vertu de mesures judiciaires non encore sanctionnées de façon définitive seront rendus. De même, les cautions, ou autres prestations analogues faites en vue d'éviter un internement, une incarcération ou une déportation, seront remboursées, même au cas où les sommes en question devraient être considérées comme forfaites parce que la personne en faveur de laquelle la prestation de garantie a été faite n'a pas rempli les obligations qui lui étaient imposées.

Article 10.

Les parties contractantes ne pourront soumettre désormais aucune personne à un régime d'exception pour des agissements politiques ou nationaux antérieurs au 1^{er} décembre 1920.

Article 11.

En vue d'assurer l'application uniforme des mesures de libération prévues par les dispositions des articles de 1 à 5 en faveur de personnes qui ne se trouvent pas en liberté, et de régler tout point douteux qui pourrait se présenter à propos de l'interprétation légale du présent Accord, il sera établi, partout où le besoin s'en fera sentir, des commissions mixtes composées d'un représentant de chacune des deux Parties contractantes. Ces commissions auront notamment le droit de visiter les prisons et camps de prisonniers situés sur le territoire des deux parties contractantes et d'exiger qu'on leur présente tous les actes, pièces et documents importants au point de vue de la libération des personnes visées ci-dessus.

Au cas où les deux membres d'une Commission ne pourraient se mettre d'accord, le différend sera tranché par un arbitre neutre, que l'on prierait le Président de la Confédération suisse de désigner.

Les décisions des commissions et des arbitres seront obligatoires pour les administrations des deux Parties.

Article 12.

Sont exemptées du bénéfice des dispositions du présent Accord, les personnes coupables :

a) d'avoir pris part, les armes à la main, aux combats des troupes soviétiques russes contre l'armée polonaise ;

b) d'avoir exercé des fonctions administratives dans l'administration soviétique du territoire occupé par l'armée rouge.

Article 13.

Ne sont pas touchées par les dispositions de cet Accord les Conventions suivantes :

a) Convention germano-polonaise contenue dans le protocole d'Allenstein du 13 octobre 1920 réglant les conditions du retour des personnes qui ont quitté le district de Soldau pour se réfugier en Allemagne à la suite des troubles de guerre ;

(b) Fled from the territory of one of the two States in consequence of the war between Poland and Soviet Russia, or of an agitation directed against Germans or against Poles;

(c) are released in accordance with Article 7.

Such persons shall be subject to no other restrictions than those imposed on the rest of the population.

Article 9.

In so far as amnesty is granted, property seized in the course of legal proceedings in which a final decision has not yet been given shall be restored. Bail and similar payments which were given or made to avoid internment, arrest or removal shall be refunded even if they are legally forfeited by the failure of the person on whose behalf they were given to carry out the obligations imposed upon him.

Article 10.

Neither of the Contracting Parties shall in future subject any person to exceptional treatment on account of any activity of a political or national character engaged in before December 1st, 1920.

Article 11.

In order to ensure the release by both sides of persons in custody in accordance with the provisions of Article 1 to 5 of this Treaty, and to remove any doubt as to the legal interpretation of the Treaty, mixed Commissions shall be set up as required, which shall consist of a national of each of the Contracting Parties. The Commissions shall in particular have the right to visit for this purpose all prisons and prison camps in the territories of the two Contracting Parties, and to examine all material papers and documents concerning such release.

Failing agreement between the two members of a Commission, a decision shall be given by a neutral arbitrator whom the President of the Swiss Confederation shall be asked to appoint.

The decision of the Commissions and arbitrators shall be binding on the authorities of both Parties.

Article 12.

The provisions of this Treaty shall not apply to such persons as have been guilty of

(a) taking up arms and assisting the Russian Soviet troops against the Polish Army;

(b) acting as administrative agents in the Russian Soviet administration of the territory occupied by the Red Army.

Article 13.

The provisions of this Treaty shall not affect:

(a) The German-Polish Agreement concluded in the Protocol of October 13, 1920, at Allenstein, regarding the regulations for the return of persons who fled to Germany from the district of Soldau in consequence of hostilities.

b) Convention germano-polonaise consignée dans le Protocole dûment ratifié du 23 novembre 1920 et relative à l'échange des prisonniers ;

c) Convention germano-polonaise, contenue dans le Protocole de Marienwerder du 13 décembre 1920, réglant les conditions du retour des personnes qui ont quitté le cercle de Strasbourg pour se réfugier en Allemagne à la suite des troubles de guerre.

Article 14.

Le présent Accord, dont les textes allemand et polonais font également foi, devra être ratifié, et les instruments de ratification devront être échangés à Varsovie dans le plus bref délai possible.

Le présent Accord entrera en vigueur le jour de l'échange des instruments de ratification.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent Accord et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double expédition à Berlin, le 12 février 1921.

(L. S.) (Signé) GUSTAV BEHRENDT.

(L. S.) (Signé) ERNST SCHMIDT.

(L. S.) (Signé) DR ALFRED VON WYSOCKI.

(L. S.) (Signé) KASIMIERZ STANISLAW SZCZEPANIK.

PROTOCOLE DE CLOTURE.

Les plénipotentiaires soussignés, désignés par le Gouvernement polonais et le Gouvernement allemand :

Pour le GOUVERNEMENT POLONAIS :

M. le Dr Alfred WYSOCKY, Chargé d'Affaires de la République polonaise et Conseiller de Légation, et

M. Kasimierz Stanislaw SZCZEPANIK, capitaine de cavalerie.

Pour le GOUVERNEMENT ALLEMAND :

M. Gustav BEHRENDT, Directeur au Ministère des Affaires étrangères, et

M. Ernst SCHMIDT, sous-rapporteur au Ministère de l'Intérieur,

conviennent, lors de la signature de la présente Convention, que :

La mise en liberté des personnes arrêtées, prévue par les articles 1 à 5 de la présente Convention, sera immédiatement effectuée, par les deux Parties, sans attendre l'entrée en vigueur formelle de la présente Convention, aux termes de l'article 14. A cet effet, les Commissions mixtes, prévues par l'article 11, se réuniront dans le plus bref délai.

Fait en double expédition, en langues allemande et polonaise, à Berlin le 12 février 1921.

(Signé) DR ALFRED WYSOCKI.

KASIMIERZ STANISLAW SZCZEPANIK.

GUSTAV BEHRENDT.

ERNST SCHMIDT.

(b) The German-Polish Agreement regarding the exchange of prisoners laid down in the Protocol of November 23, 1920, which is still valid.

(c) The German-Polish Agreement concluded in the Protocol of December 13, 1920, at Marienwerder, regarding the regulations for the return of persons who fled from the Strasburg district to Germany in consequence of hostilities.

Article 14.

This Treaty, the German and Polish texts of which are both authentic, shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Warsaw as soon as possible.

The Treaty shall come into force on the day of the exchange of the instruments of ratification.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed this Treaty and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Berlin on February 12, 1921.

(L. S.) (Signed) GUSTAV BEHRENDT.

(L. S.) (Signed) ERNST SCHMIDT.

(L. S.) (Signed) Dr. ALFRED WYSOCKI.

(L. S.) (Signed) KAZIMIERZ STANISLAW SZCZEPANIK.

FINAL PROTOCOL.

The undersigned Plenipotentiaries of the Polish Government and of the German Government :

For the POLISH GOVERNMENT :

Dr. Alfred von Wysocki, Councillor of Legation, Chargé d'Affaires of the Polish Republic; and
Captain Kasimir Stanislaus Szczepaniak.

For the GERMAN GOVERNMENT :

Herr Gustav Behrendt, Chief of Department at the Ministry for Foreign Affairs; and
Herr Ernst Schmidt, Assistant Reporter at the Ministry for Foreign Affairs,

in signing the present Treaty make the following declaration :

The release by both Parties, in accordance with the provisions of Articles 1 to 5 of this Treaty, of persons who have been detained shall be effected immediately without waiting for the day laid down in Article 14 as the official date of the coming into force of the Treaty. In accordance with Article 11, mixed Commissions shall immediately be appointed for this purpose.

Done in duplicate in Polish and in German at Berlin on February the twelfth, 1921.

(Signed) Dr. ALFRED WYSOCKI.

KAZIMIERZ STANISLAW SZCZEPANIK.

GUSTAV BEHRENDT.

ERNST SCHMIDT.

N° 248.

AUTRICHE ET PAYS-BAS

Convention sur l'application de la
Convention d'extradition entre
l'Ancienne monarchie austro-hon-
groise et les Pays-Bas, conclue à
Vienne le 24 novembre 1880, à
l'extradition entre l'Autriche et les
Pays-Bas, signée à La Haye le
1^{er} décembre 1921.

AUSTRIA AND THE NETHERLANDS

Convention regarding the application
of the Extradition Convention
between the former Austro-
Hungarian Monarchy and the
Netherlands, concluded at Vienna,
November 24, 1880, to the extra-
dition between Austria and the
Netherlands, signed at the Hague,
December 1, 1921.

No. 248. — CONVENTION¹ SUR L'APPLICATION DE LA CONVENTION D'EXTRADITION² ENTRE L'ANCIENNE MONARCHIE AUSTRO-HONGROISE ET LES PAYS-BAS, CONCLUE A VIENNE LE 24 NOVEMBRE 1880 A L'EXTRADITION ENTRE L'AUTRICHE ET LES PAYS-BAS, SIGNÉE A LA HAYE LE 1^{er} DÉCEMBRE 1921.

Texte officiel français communiqué par le Chargé d'affaires des Pays-Bas, à Berne. L'enregistrement de cette Convention a eu lieu le 20 mars 1922.

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS et le PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE, également animés du désir de rendre applicable la convention d'extradition de malfaiteurs conclue le 24 novembre 1880 entre les Pays-Bas et l'ancienne Monarchie austro-hongroise, en attendant la conclusion d'une nouvelle convention d'extradition de malfaiteurs entre Leurs deux pays, ont résolu de conclure une convention à cet effet et ont nommé Leurs plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS :

M. le Jonkheer Ch. J. M. RUYS DE BEERENBROUCK, Son Ministre de l'Intérieur, chargé de la gérance des affaires du Ministère des Affaires étrangères ;

Le PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE :

M. F. CALICE, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la République d'Autriche près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas :

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article I.

La Convention d'extradition de malfaiteurs, conclue le 24 novembre 1880, entre les Pays-Bas et l'ancienne Monarchie austro-hongroise, sera appliquée par les Hautes Parties contractantes.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à La Haye le 3 janvier 1922.

² De Martens. Nouveau Recueil général des Traité, vol. VIII, page 139.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 248. — CONVENTION² REGARDING THE APPLICATION OF THE EXTRADITION CONVENTION³ BETWEEN THE FORMER AUSTRO-HUNGARIAN MONARCHY AND THE NETHERLANDS CONCLUDED AT VIENNA NOVEMBER 24, 1880, TO THE EXTRADITION BETWEEN AUSTRIA AND THE NETHERLANDS, SIGNED AT THE HAGUE, DECEMBER 1, 1921.

French official text communicated by the Netherlands Chargé d'affaires at Berne. The Registration of this Convention took place on March 20 1922.

Her Majesty the Queen of THE NETHERLANDS and the President of the AUSTRIAN REPUBLIC, being anxious to obtain the application of the treaty for the extradition of criminals concluded on November 24, 1880, between the Netherlands and the former Austro-Hungarian Monarchy, pending the conclusion of a new treaty between their two countries for the extradition of criminals, have resolved to conclude an agreement to this effect and have appointed as their plenipotentiaries :

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS :

The Jonkheer Ch. J. M. RUYS DE BEERENBROUCK, Netherlands Minister for the Interior entrusted with the conduct of the Ministry for Foreign Affairs ;

The PRESIDENT OF THE AUSTRIAN REPUBLIC :

M. F. CALICE, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Austrian Republic at the Court of Her Majesty the Queen of the Netherlands ;

Who, after exchanging their full powers found in good and due form, agreed upon the following articles :

Article 1.

The treaty for the extradition of criminals concluded between the Netherlands and the former Austro-Hungarian Monarchy on November 24, 1880, shall be applied by the High Contracting Parties.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations. ¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² The exchange of ratifications took place at The Hague on January 3, 1922.

³ British and Foreign State Papers, Vol. VII, page 536.

Article 2.

La présente Convention entrera en vigueur au lendemain de l'échange des ratifications. Elle restera en vigueur tant que l'une des Hautes Parties contractantes n'aura pas fait connaître à l'autre six mois d'avance son intention d'en faire cesser les effets.

Article 3.

La présente convention sera ratifiée aussitôt que possible et les ratifications en seront échangées à La Haye.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont revêtu la présente Convention de leurs signatures.

Fait à La Haye, en deux exemplaires, le 1^{er} décembre 1921.

(Signé) CH. RUYS DE BEERENBROUCK.

(Signé) F. CALICE.

Article 2.

The present Convention shall come into force on the day after the exchange of ratifications. It shall remain in force until one of the High Contracting Parties notifies the other, giving six months notice in advance of its intention to terminate the Convention.

Article 3.

The present Convention shall be ratified as soon as possible and the ratifications shall be exchanged at The Hague.

In witness whereof the plenipotentiaries have signed the present Convention.

Done at The Hague in duplicate this first day of December 1921.

(Signed) CH. RUYS DE BEERENBROUCK.

(Signed) F. CALICE.

N° 249.

ALBANIE

Déclaration concernant la protection
des minorités en Albanie. Genève,
le 2 octobre 1921.

ALBANIA

Declaration concerning the Protection
of Minorities in Albania.
Geneva, October 2, 1921.

No. 249. — DÉCLARATION CONCERNANT LA PROTECTION DES MINORITÉS EN ALBANIE¹. GENÈVE, LE 2 OCTOBRE 1921.

Enregistrée par le Secrétariat permanent de la Société des Nations le jour du dépôt de l'instrument de ratification (le 22 mars 1922).

Article 1.

Les stipulations contenues dans la présente déclaration seront reconnues comme lois fondamentales en Albanie. Aucune loi, aucun règlement, ni aucune action officielle ne seront en contradiction ou en opposition avec ces stipulations et aucune loi, aucun règlement, ni aucune action officielle ne prévaudront contre elles, ni maintenant, ni à l'avenir.

Article 2.

Il sera accordé à tous les habitants de l'Albanie pleine et entière protection de leur vie et de leur liberté, sans distinction de naissance, de nationalité, de langage, de race ou de religion.

Tous les habitants de l'Albanie auront droit au libre exercice, tant public que privé, de toute foi, religion ou croyance, dont la pratique ne sera pas incompatible avec l'ordre public et les bonnes mœurs. Ils auront le droit de changer de religion.

Des mesures appropriées seront prises à l'égard des musulmans pour régler, conformément aux usages musulmans, les questions de droits de famille et de statut personnel.

Article 3.

Toutes personnes nées en Albanie et qui ne sont pas nées ressortissantes d'un autre Etat seront considérées *ipso facto* comme ressortissantes albanaises.

Les personnes qui étaient domiciliées en Albanie avant la guerre seront, si elles en font la demande, autorisées, ainsi que leurs femmes et leurs enfants de moins de dix-huit ans, à devenir citoyens albanais dans les deux ans qui suivront la date de cette déclaration.

Les ressortissants albanais domiciliés à la date de la mise en vigueur du Traité entre les Principales Puissances alliées et la Grèce, signé à Sèvres le 10 août 1920, sur les territoires transférés à la Grèce par des Traité conclus postérieurement au 1^{er} janvier 1913, seront reconnus comme devantant de plein droit et sans aucune formalité, ressortissants grecs. Toutefois, ils auront le droit d'opter en faveur de la nationalité albanaise tel qu'il est prévu à l'article 3 du dit Traité de Sèvres, et aucune entrave ne sera apportée à l'exercice de ce droit. Ce droit d'option doit être exercé pendant la période d'un an, à dater de l'entrée en vigueur du dit Traité.

L'Albanie est prête à se conformer aux recommandations qui lui seront faites par le Conseil de la Société des Nations, relativement à l'émigration réciproque et volontaire des individus appartenant aux minorités ethniques.

¹ Le dépôt de l'instrument de ratification a eu lieu au Secrétariat permanent de la Société des Nations le 22 mars 1922.

No. 249. — DECLARATION CONCERNING THE PROTECTION OF MINORITIES IN ALBANIA¹. GENEVA, OCTOBER 2, 1921.

Registered by the Permanent Secretariat of the League of Nations on the day of the deposit of the instrument of ratification (March 22, 1922).

Article 1.

The stipulations of this Declaration are recognised as fundamental laws of Albania and no law, regulation or official action shall conflict or interfere with these stipulations, nor shall any law, regulation or official action now or in the future prevail over them.

Article 2.

Full and complete protection of life and liberty will be assured to all inhabitants of Albania, without distinction of birth, nationality, language, race or religion.

All inhabitants of Albania will be entitled to the free exercise, whether public or private, of any creed, religion or belief, whose practices are not inconsistent with public order or public morals. They will have the right to change their religion.

Suitable provision will be made in the case of Mussulmans for regulating family law and personal status in accordance with Mussulman usage.

Article 3.

All persons born in Albania who are not born nationals of another State shall, *ipso facto*, be Albanian nationals.

Persons habitually resident in Albania before the war will be allowed, together with their wives and children under eighteen years of age, within two years from the date of this Declaration, to become Albanian citizens if they make application to that effect.

Albanian nationals habitually resident at the coming into force of the Treaty between the Principal Allied Powers and Greece signed at Sèvres on August 10, 1920, in territories transferred to Greece by treaties subsequent to January 1, 1913, shall be recognised as becoming Greek nationals *ipso facto* and without the requirement of any formality. Nevertheless, they will have the right to opt for the Albanian nationality as provided for in Article 30 of the said Treaty of Sèvres, and no hindrance shall be put in the way of the exercise of this right. This right must be exercised within one year of the coming into force of that Treaty.

Albania is prepared to comply with any recommendations which may be made by the Council of the League of Nations with respect to the reciprocal and voluntary emigration of persons belonging to ethnical minorities.

¹ The deposit of the instrument of ratification took place at the Permanent Secretariat of the League of Nations March 22, 1922.

Article 4.

Tous les ressortissants albanais seront égaux devant la loi et jouiront des mêmes droits civils et politiques sans distinction de race, de langage ou de religion.

Un système électoral tenant compte des droits des minorités de race, de religion et de langage sera appliqué en Albanie.

La différence de religion, de croyance ou de confession ne devra nuire à aucun ressortissant albanais, en ce qui concerne la jouissance des droits civils et politiques, notamment pour l'admission aux emplois publics, fonctions et honneurs, et pour l'exercice des différentes professions et industries.

Il ne sera édicté aucune restriction au libre usage par tous les ressortissants albanais d'une langue quelconque, soit dans les relations privées ou de commerce, soit en matière de religion, de presse ou de publications de toute nature, soit dans les réunions publiques.

Nonobstant l'établissement par le Gouvernement albanais d'une langue officielle, des facilités appropriées seront données aux ressortissants albanais de langue autre que la langue officielle, pour l'usage de leur langue, soit oralement, soit par écrit, devant les tribunaux.

Article 5.

Les ressortissants albanais appartenant à des minorités de race, de religion ou de langue, jouiront du même traitement et des mêmes garanties, en droit et en fait, que les autres ressortissants albanais. Ils auront notamment un droit égal à maintenir, diriger et contrôler à leurs frais ou à créer à l'avenir des institutions charitables, religieuses ou sociales, des écoles et autres établissements d'éducation, avec le droit d'y faire librement usage de leur propre langue et d'y exercer librement leur religion.

Le Gouvernement albanais, dans les six mois à dater de la présente déclaration, présentera au Conseil de la Société des Nations des renseignements détaillés, concernant le statut légal des communautés religieuses, églises, couvents, écoles, établissements et associations bénévoles des minorités de race, de religion et de langue. Le Gouvernement albanais prendra en considération toutes les recommandations qui lui seront faites par la Société des Nations à ce sujet.

Article 6.

En matière d'enseignement public, le Gouvernement albanais accordera, dans les villes et districts où réside une proportion considérable de ressortissants albanais de langue autre que la langue officielle, des facilités appropriées pour assurer que l'instruction dans les écoles primaires sera donnée, dans leur propre langue, aux enfants de ces ressortissants albanais. Cette stipulation n'empêchera pas le Gouvernement albanais de rendre obligatoire l'enseignement de la langue albanaise dans les dites écoles.

Dans les villes et districts où réside une proportion considérable de ressortissants albanais appartenant à des minorités de race, de religion ou de langue, ces minorités se verront assurer une part équitable dans le bénéfice et l'affectation des sommes qui pourraient être attribuées sur les fonds publics par le budget de l'Etat, les budgets municipaux ou autres, dans un but d'éducation, de religion ou de charité.

Article 7.

Dans la mesure où les stipulations des articles précédents de la présente déclaration affectent des personnes appartenant à des minorités de race, de religion ou de langue, ces stipulations constituent des obligations d'intérêt international et seront placées sous la garantie de la Société des Nations. Elles ne pourront être modifiées sans l'assentiment de la majorité du Conseil de la Société des Nations.

Article 4.

All Albanian nationals shall be equal before the law, and shall enjoy the same civil and political rights without distinction as to race, language or religion.

An electoral system giving due consideration to the rights of racial, religious and linguistic minorities will be applied in Albania.

Differences of religion, creed or confession will not prejudice any Albanian national in matters relating to the enjoyment of civil or political rights, as, for instance, admission to public employments functions and honours, or the exercise of professions and industries.

No restriction will be imposed on the free use by any Albanian national of any language in private intercourse, in commerce, in religion, in the Press or in publications of any kind, or at public meetings.

Notwithstanding any establishment of an official language, adequate facilities will be given to Albanian nationals of non-Albanian speech for the use of their language, either orally or in writing, before the Courts.

Article 5.

Albanian nationals who belong to racial, religious or linguistic minorities will enjoy the same treatment and security in law and in fact as other Albanian nationals. In particular they shall have an equal right to maintain, manage and control at their own expense or to establish in the future, charitable, religious and social institutions, schools and other educational establishments, with the right to use their own language and to exercise their religion freely therein.

Within six months from the date of the present Declaration, detailed information will be presented to the Council of the League of Nations with regard to the legal status of the religious communities, churches, convents, schools, voluntary establishments and associations of racial, religious and linguistic minorities. The Albanian Government will take into consideration any advice it might receive from the League of Nations with regard to this question.

Article 6.

Provision will be made in the public educational system in towns and districts in which are resident a considerable proportion of Albanian nationals whose mother-tongue is not the official language, for adequate facilities for ensuring that in the primary schools, instruction shall be given to the children of such nationals through the medium of their own language ; it being understood that this provision does not prevent the teaching of the official language being made obligatory in the said schools.

In towns and districts where there is a considerable proportion of Albanian nationals belonging to racial, religious or linguistic minorities, these minorities will be assured an equitable share in the enjoyment and application of sums which may be provided out of public funds under the State, municipal or other budgets, for educational, religious or charitable purposes.

Article 7.

The stipulations in the foregoing Articles of this Declaration, so far as they affect the persons belonging to racial, religious or linguistic minorities, are declared to constitute obligations of international concern, and will be placed under the guarantee of the League of Nations. No modification will be made in them without the assent of a majority of the Council of the League of Nations.

Tout Membre du Conseil de la Société des Nations aura le droit de signaler à l'attention du Conseil toute infraction ou danger d'infraction à l'une quelconque de ces obligations, et le Conseil pourra procéder de telle façon et donner telles instructions qui paraîtront appropriées et efficaces dans la circonstance.

En cas de divergence d'opinion sur des questions de droit ou de fait concernant ces articles, entre l'Albanie et l'une quelconque des Puissances, Membre du Conseil de la Société des Nations, cette divergence sera considérée comme un différend ayant un caractère international selon les termes de l'article 14 du Pacte de la Société des Nations. Tout différend de ce genre sera, si l'autre partie le demande, déféré à la Cour permanente de Justice internationale. La décision de la Cour permanente sera sans appel et aura la même force et valeur qu'une décision rendue en vertu de l'article 13 du Pacte.

(Signé) F. S. NOLI.

Any member of the Council of the League of Nations shall have the right to bring to the attention of the Council any infraction or danger of infraction of any of these stipulations, and the Council may thereupon take such action and give such direction as it may deem proper and effective in the circumstances.

Any difference of opinion as to questions of law or fact arising out of these Articles between the Albanian Government and any Power a Member of the Council of the League of Nations, shall be held to be a dispute of an international character under Article 14 of the Covenant of the League of Nations. Any such dispute shall, if the other party thereto demands, be referred to the Permanent Court of International Justice. The decision of the Permanent Court shall be final and shall have the same force and effect as an award under Article 13 of the Covenant.

(Signed) F. S. NOLI.

N° 250.

ROYAUME-UNI
DE GRANDE-BRETAGNE ET
D'IRLANDE ET FRANCE

Arrangement concernant le transport
des correspondances postales par
avions. Londres, le 10 octobre
1921.

UNITED KINGDOM
OF GREAT BRITAIN AND
IRELAND AND FRANCE

Agreement for the Conveyance of
Mails by Aeroplane. London,
October 10, 1921.

No. 250. — ARRANGEMENT ENTRE L'ADMINISTRATION DES POSTES DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET L'ADMINISTRATION DES POSTES DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, CONCERNANT LE TRANSPORT DES CORRESPONDANCES POSTALES PAR AVIONS, LONDRES, LE 10 OCTOBRE 1921.

*Texte officiel français communiqué par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique.
L'enregistrement de cet Arrangement a eu lieu le 29 mars 1922.*

L'ADMINISTRATION DES POSTES DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE et l'ADMINISTRATION DES POSTES DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ;

Vu les articles 3, § 1 ; 4, § 2 ; 5 et 23, § 2 de la Convention postale universelle conclue à Madrid le 30 novembre 1920,

Ont, d'un commun accord, conclu l'Arrangement suivant :

Article 1.

Le présent Arrangement a pour but de fixer les règles applicables au transport des correspondances par aéroplanes entre les deux pays.

Article 2.

Sont admises au transport par aéroplanes les correspondances officielles et privées de toutes catégories, ordinaires ou recommandées. Le service pourra être étendu d'un commun accord aux lettres de valeur déclarée, aux recouvrements, aux envois contre remboursement et aux colis postaux.

Article 3.

L'expéditeur d'une correspondance officielle ou privée acquitte obligatoirement une taxe globale comprenant les éléments suivants :

1. taxes postales ordinaires prévues par la Convention postale universelle pour les objets ordinaires ou recommandés, y compris, le cas échéant, la taxe de distribution par express ;

2. taxe spéciale correspondant au transport aérien fixée pour chaque parcours d'un commun accord entre les deux administrations intéressées.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 250. — AGREEMENT BETWEEN THE POST OFFICE OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND IRELAND AND THE POST OFFICE OF THE FRENCH REPUBLIC FOR THE CONVEYANCE OF MAILED BY AEROPLANE. LONDON, OCTOBER 10, 1921.

French Official text communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office. The registration of this Agreement took place March 29, 1922.

The POSTAL ADMINISTRATION OF THE FRENCH REPUBLIC and the POSTAL ADMINISTRATION OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND IRELAND;

in consideration of Articles 3, § 1; 4, § 2; 5 and 23, § 2, of the Universal Postal Convention concluded at Madrid on November 30, 1920,
have concluded the following agreement :

Article 1.

The object of the present agreement is to determine the regulations which shall be applied to the transport of correspondence by air between the two countries.

Article 2.

Official and private correspondence of all kinds, registered and unregistered, may be transported by air. The services may be extended by common agreement to include letters of declared value, payments on delivery, postal debt collection, and postal parcels.

Article 3.

The sender of an official or private article of correspondence shall be obliged to pay a total duty which includes the following :

1. The ordinary postal charges fixed by the Universal Postal Convention for ordinary or registered correspondence, including, where necessary, payment for express delivery.
2. A special charge for transport by air which shall be determined for each journey by common agreement between the two administrations concerned.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Article 4.

Les lettres-avion sont centralisées au point de départ, au moyen des services rapides dont dispose chaque administration ou des services spéciaux à organiser à cet effet.

Au delà du point d'arrivée de l'avion, les lettres-avion peuvent emprunter gratuitement, selon leur destination, les moyens ordinaires de transport des services postaux sur tout le territoire de la France et de la Grande-Bretagne.

Les lettres-avion sont distribuées à leur destination finale, comme les correspondances acheminées par les moyens ordinaires, à moins que l'expéditeur n'ait acquitté au départ les frais de distribution par exprès. Dans ce dernier cas, la distribution est effectuée par porteur spécial.

Article 5.

Chaque administration assure à ses frais et sous sa responsabilité le transport aérien des correspondances recueillies dans son service et conserve la totalité des taxes encaissées par elle.

Article 6.

Les correspondances en provenance de pays tiers peuvent être réexpédiées par les services aériens auxquels s'applique le présent Arrangement, à la condition d'avoir acquitté les taxes exigibles à cet effet.

Le tarif et les conditions applicables à ces correspondances sont fixés d'accord entre les administrations intéressées.

Les correspondances adressées à un pays tiers peuvent, de même, être transportées par les services aériens visés dans le présent Accord, si elles sont régulièrement affranchies d'après les tarifs prévus à l'article 3 de l'Arrangement ; elles sont réexpédiées sur leur destination définitive par les moyens de transport ordinaires.

Article 7.

Les deux administrations fixent d'un commun accord :

1. Les points de départ et d'arrivée des services aériens à créer entre les deux pays, ainsi que les escales intermédiaires, s'il y a lieu ;

2. Les dates et heures de départ et d'arrivée.

Elles règlent de même toutes les mesures d'ordre et de détail concernant l'exécution du présent Arrangement.

Article 8.

Il n'est pas dérogé aux dispositions des Conventions et Arrangements en vigueur entre les deux pays et notamment à celles de la Convention postale universelle signée à Madrid le 30 novembre 1920, en tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent Arrangement.

Celui-ci entrera en vigueur dès qu'il aura été signé par les deux parties. Sa durée est indéfinie, mais il pourra y être mis fin à tout moment par simple avis de l'une ou de l'autre des parties, donné trois mois à l'avance.

En foi de quoi les représentants des deux administrations ont signé le présent Arrangement.

*Pour l'Administration des Postes de France,
Le sous-secrétaire d'Etat des Postes et des Télégraphes,
(Signé) PAUL LAFFONT.*

*Pour l'Administration des Postes de Grande-Bretagne,
(Signé) F. KELLAWAY.*

His Majesty's Postmaster General.

10 octobre 1921.

Article 4.

Aeroplane letters shall be concentrated at the point of departure by means of the fast services at the disposal of each administration or of special services organised for this purpose.

Beyond the point of arrival of the aeroplane, aeroplane letters may be forwarded to their respective destinations without further charge by the ordinary means of transport of the postal service throughout the whole of the territory of France and Great Britain.

Aeroplane letters shall be forwarded to their destination in the same way as correspondence which is sent by ordinary means, unless the sender has previously paid for express delivery. In the latter case they shall be delivered by special messenger.

Article 5.

Each administration shall provide at its own expense and on its own responsibility for the transport by air of correspondence collected by its services and shall retain the whole amount of the charges paid to it.

Article 6.

Correspondence from other countries may be forwarded by the air services to which the present agreement refers if the necessary charges have been paid.

The tariff and conditions to be applied to such correspondence shall be determined by agreement between the administrations concerned.

Correspondence addressed to other countries may in the same way be carried by the aeroplane services referred to in the present agreement if the charges are duly pre-paid in accordance with Article 3 of the agreement; after conveyance by the aeroplane service it will be forwarded to its final destination by the ordinary mail service.

Article 7.

The two administrations shall fix by mutual agreement:

1. The points of departure and arrival of the aeroplane services to be established between the two countries and also, if necessary, the intermediate stopping places.

2. The dates and hours of departure and arrival of these services.

Similarly they shall determine all details connected with the carrying out of the present agreement.

Article 8.

The terms of the agreement and conventions in force between the two countries, and in particular those of the Universal Postal Convention signed at Madrid on November 30, 1920, are not affected, in so far as they are not contrary to the terms of the present agreement.

This agreement shall come into force as soon as it has been signed by the two parties. It is of indefinite duration, but may be cancelled at any time by notice of either of the two parties, given three months in advance.

In witness whereof the representatives of both administrations have signed the present agreement,

For the French Postal Administration:

(Signed) PAUL LAFFONT,

*Under-Secretary of State for
Posts and Telegraphs.*

For the British Postal Administration:

(Signed) F. KELLAWAY,

His Majesty's Postmaster-General.

October 10th, 1921.

N° 251.

ROYAUME-UNI
DE GRANDE-BRETAGNE ET
D'IRLANDE ET PORTUGAL

Dénonciation, par le Gouvernement
de Sa Majesté britannique, de
l'Arrangement signé à Londres le
14 juin 1913 au sujet de la fourni-
ture à Macao d'opium de l'Inde.
Lisbonne, le 4 février 1922.

UNITED KINGDOM
OF GREAT BRITAIN AND
IRELAND AND PORTUGAL

Denunciation by His Britannic Ma-
jesty's Government of the Agree-
ment, signed at London, June 14,
1913, regarding the Supply of
Indian Opium to Macao. Lisbon,
February 4, 1922.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 251. — DENUNCIATION BY HIS BRITANNIC MAJESTY'S GOVERNMENT OF THE AGREEMENT² SIGNED AT LONDON JUNE 14, 1913, WITH THE PORTUGUESE GOVERNMENT REGARDING THE SUPPLY OF INDIAN OPIUM TO MACAO.
LISBON, FEBRUARY 4, 1922.

No. 251. — DÉNONCIATION PAR LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE DE L'ARRANGEMENT² SIGNÉ A LONDRES, LE 14 JUIN 1913, AVEC LE GOUVERNEMENT PORTUGAIS AU SUJET DE LA FOURNITURE A MACAO D'OPIUM DE L'INDE. LISBONNE, LE 4 FÉVRIER 1922.

Texte officiel anglais communiqué par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique. L'enregistrement de cette dénonciation a eu lieu le 29 mars 1922.

English official text communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office. The registration of this denunciation took place on March 29, 1922.

LISBON, February 4, 1922.

MY LORD,

I have the honour to transmit to you herewith, copy of the note which, in accordance with the instructions in Your Lordship's despatch No. 18 of the 16th ultimo (F. 4049/266/10), I have to-day addressed to the Minister for Foreign Affairs formally denouncing the agreement between His Majesty's Government and the Portuguese Government of June 14, 1913, regarding the supply of Indian opium to Macao.

I have, etc.,

(Signed) LANCELOT D. CARNEGIE.

The Most Honourable
The Marquess CURZON OF KEDLESTON, K.G.,
etc., etc., etc.

LISBONNE, le 4 février 1922.

MY LORD,

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint copie de la note que, conformément aux instructions contenues dans votre dépêche (Nº 18 F. 4049/266/10) du 16 du mois dernier, j'ai adressé ce jour au Ministère des Affaires étrangères pour dénoncer officiellement l'arrangement conclu entre le Gouvernement de Sa Majesté et le Gouvernement portugais le 14 juin 1913, au sujet de la fourniture à Macao d'opium provenant de l'Inde.

J'ai l'honneur d'être, etc.

(Signé) LANCELOT D. CARNEGIE.

Au très Honorable
Marquis CURZON DE KEDLESTON, K.G.,
etc., etc., etc.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

² De Martens, Nouveau Recueil général des Traité, troisième série, tome VIII, page 492.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² British and Foreign State Papers, Vol. 106, page 811.

HIS BRITANNIC
MAJESTY'S LEGATION

LISBON, February 4, 1922.

YOUR EXCELLENCY,

By his note of January 5, 1921, the Minister for Foreign Affairs informed me that the Government of the Republic were unwilling to accede to the request of His Majesty's Government for the negotiation of a new agreement regarding the supply of Indian opium to Macao, which should have the effect of reducing the annual allowance as fixed in the agreement of June 14, 1913. As Your Excellency is aware, His Majesty's Government are strongly of the opinion that they are no longer justified in supplying to Macao so large an annual quantity of opium for the reasons set forth in my note to Senhor Mello Barreto of February 7, 1920.

In view of the refusal of the Portuguese Government to negotiate a new agreement, His Majesty's Government have no alternative but to denounce the agreement of June 14, 1913, which, under the instructions of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour formally now to do in order that a year after to-day's date the annual amount of opium allowed by the Government of India to Macao may be reduced. As soon as a decision has been reached in regard to the quantity which can be supplied to Macao by India, the Portuguese Government will be duly informed.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

(Signed) LANCELOT D. CARNEGIE.

His Excellency,
Senhor Julie DANTAS,
etc., etc., etc.

LÉGATION
DE
SA MAJESTÉ BRITANNIQUE

LISBONNE, le 4 février 1922.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par sa note du 5 janvier 1921, le Ministre des Affaires étrangères m'a informé que le Gouvernement de la République n'est pas disposé à accéder à la requête formulée par le Gouvernement de Sa Majesté, en vue de négocier un nouvel accord relatif à la fourniture à Macao d'opium provenant de l'Inde. Ce nouvel accord aurait pour effet de diminuer la quantité annuelle autorisée, telle qu'elle a été fixée aux termes de l'arrangement du 14 juin 1913. Vous n'ignorez pas que le Gouvernement de Sa Majesté est intimement persuadé qu'il n'existe plus aucun motif de fournir à Macao une quantité annuelle d'opium aussi considérable, ainsi qu'il ressort de ma note à Senhor Mello Barreto en date du 7 février 1920.

Le Gouvernement portugais se refusant à négocier un nouvel arrangement, il ne reste plus au Gouvernement de Sa Majesté britannique qu'à dénoncer l'arrangement du 14 juin 1913. Conformément aux instructions du Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté, j'ai donc l'honneur de vous faire officiellement savoir que, dans un an à dater de ce jour, la quantité annuelle d'opium dont l'exportation à Macao est autorisée par le Gouvernement de l'Inde pourra être réduite. Le Gouvernement portugais sera dûment informé dès qu'une décision aura été prise au sujet de la quantité d'opium que l'Inde pourra fournir à Macao.

Je saisiss cette occasion pour renouveler à Votre Excellence l'assurance de ma très haute considération.

(Signé) LANCELOT D. CARNEGIE.

Son Excellence
Senhor Julie DANTAS,
etc., etc., etc.

N° 252.

**ROYAUME-UNI
DE GRANDE-BRETAGNE ET
D'IRLANDE ET GRÈCE**

Echange de notes au sujet de la
liquidation des biens ennemis dans
le Royaume-Uni et en Grèce.
Londres, les 3 et 8 février 1922.

**UNITED KINGDOM
OF GREAT BRITAIN AND
IRELAND AND GREECE**

Exchange of Notes regarding the
Liquidation of Enemy Concerns in
the United Kingdom and in
Greece. London, February 3
and 8, 1922.

No. 252. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE BRITISH AND GREEK GOVERNMENTS IN REGARD TO THE LIQUIDATION OF ENEMY CONCERNS IN THE UNITED KINGDOM AND IN GREECE.
LONDON, FEBRUARY 3 AND 8, 1922.

*Texte officiel anglais communiqué par le Ministère des Affaires Etrangères de S. M. Britannique.
L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 29 mars 1922.*

FOREIGN OFFICE,
S. W. 1.

February 3, 1922.

SIR,

With reference to your note No. 5280 of December 23 last, I have the honour to inform you that His Majesty's Government are willing to conclude with the Greek Government a reciprocal agreement to the following effect in regard to the liquidation of enemy concerns in this country and Greece.

"In the liquidation in the United Kingdom of an enemy business or a company controlled by enemies, Greek nationals will have the same rights as British nationals with respect to the restoration of property held on their behalf and for their benefit, the payment of debts owing to them by the business or company which is liquidated and their participation as partners or as shareholders in the distribution of the proceeds of the liquidation, provided that debts owing to, and property held on behalf of, the business or company by Greek nationals are paid or delivered to the person appointed to conduct the liquidation.

"Similarly, in the liquidation in Greece of an enemy business or a company controlled by enemies, British nationals will on the same conditions have the same rights as Greek nationals with respect to the matters referred to above.

"The debts referred to above are only those due by or to establishments in the United Kingdom on Greece."

(2) You will observe that the text of this agreement follows very closely the terms of the Franco-Greek agreement, a copy of which was enclosed in your note under reference. If you will be so good as to address to the Foreign Office a note confirming the acceptance of this text by the Greek Government, His Majesty's Government will consider the agreement to be concluded by this exchange of notes and as coming into force from the date of your reply.

I have the honour to be, with high consideration, Sir, Your obedient Servant,

(in the absence of the Secretary of State),
(Signed) S. P. WATERLOW.

Monsieur RIZO-RANGABÉ,
etc., etc., etc.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 252. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS BRITANNIQUE ET HELLÉNIQUE AU SUJET DE LA LIQUIDATION DES BIENS ENNEMIS DANS LE ROYAUME-UNI ET EN GRÈCE.
LONDRES, LES 3 ET 8 FÉVRIER 1922.

English official text communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office. The registration of this Exchange of notes took place on March 29, 1922.

FOREIGN OFFICE
S. W. 1.

3 février 1922.

MONSIEUR,

Me référant à votre note N° 5280 du 23 décembre écoulé, j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement de Sa Majesté est disposé à conclure avec le Gouvernement hellénique un arrangement réciproque aux fins suivantes, pour ce qui concerne la liquidation des entreprises ennemis dans ce pays et en Grèce.

« Dans les liquidations en Angleterre des entreprises ennemis ou des sociétés contrôlées par les ennemis, les ressortissants helléniques auront les mêmes droits que les ressortissants anglais en ce qui concerne la restitution des biens détenus pour leur compte et à leur profit, le paiement des dettes à eux dues par l'entreprise ou la société liquidée, ainsi que leur participation d'actions à la répartition des produits de la liquidation en tant que participants ou porteurs d'actions, pourvu que les dettes dues à l'entreprise ou société par des ressortissants helléniques ou les biens détenus pour le compte de ces entreprises ou sociétés soient payés ou restitués à la personne chargée d'effectuer la liquidation.

» Réciproquement, dans les liquidations en Grèce des entreprises ennemis ou des compagnies contrôlées par les ennemis, les ressortissants anglais auront, dans les mêmes conditions, les mêmes droits que les ressortissants grecs en ce qui concerne les questions ci-dessus visées.

» Les dettes ci-dessus visées sont seulement celles dues à ou par les établissements existant en Angleterre ou en Grèce. »

2) Vous observerez sans doute que le texte de cet arrangement suit de très près les termes de l'accord franco-hellénique dont une copie était jointe à votre note sus-mentionnée. Si vous voulez bien adresser au Foreign Office une note confirmant l'acceptation de ce texte par le Gouvernement hellénique, le Gouvernement de Sa Majesté considérera l'arrangement comme conclu par cet échange de notes et entrant en vigueur à partir de la date de votre réponse.

J'ai l'honneur, etc.

(En l'absence du Secrétaire d'Etat):
(Signé) S. P. WATERLOW.

Monsieur RIZO-RANGABÉ
etc., etc., etc.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

Translated by the Secretariat of the League of Nations.

LÉGATION DE GRÈCE,
51, Upper Brook Street, W. 1.

February 8, 1922.

MY LORD MARQUESS,

In reply to Your Lordship's Note of the 3rd instant, No. C. 1529/26/18, I have the honour to inform you that the Greek Government accept the text of the agreement in regard to the liquidation of enemy concerns in Great Britain and in Greece as set out in the above-mentioned Note of Your Lordship, and, on their side, beg to submit the following text which they understand is accepted by His Majesty's Government as the reciprocal agreement, without any further exchange of notes on the subject.

" In the liquidation in Greece of an enemy business or a company controlled by enemies, British nationals will have the same rights as Greek nationals with respect to the restoration of property held on their behalf and for their benefit, the payment of debts owing to them by the business or company which is liquidated, and their participation as partners or as shareholders in the distribution of the proceeds of the liquidation, provided that debts owing to, and property held on behalf of, the business or company by British nationals are paid or delivered to the person appointed to conduct the liquidation.

" Similarly, in the liquidation in the United Kingdom of an enemy business or a company controlled by enemies, Greek nationals will on the same conditions have the same rights as British nationals with respect to the matters referred to above.

" The debts referred to above are only those due by or to establishments in Greece or in the United Kingdom."

I have the honour to be, My Lord Marquess, with the highest consideration,
Your most obedient humble Servant,

(Signed) A. RIZO-RANGABÉ.

The Most Honourable
The Marquess CURZON of KEDLESTON,
H. M. Secretary of State for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.

LÉGATION DE GRÈCE
51, Upper Brook Street, W. 1.

Le 8 février 1922.

MY LORD MARQUESS,

En réponse à la note de Votre Seigneurie du 3 courant, N° C. 1529/26/18, j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement hellénique accepte le texte de l'arrangement relatif à la liquidation des entreprises helléniques en Grande-Bretagne et en Grèce, tel qu'il est contenu dans la note sus-mentionnée de Votre Seigneurie, et, de son côté, le Gouvernement hellénique se permet de soumettre le texte suivant qu'il croit être accepté par le Gouvernement de Sa Majesté comme l'arrangement réciproque, sans autre échange de notes à ce sujet.

« Dans les liquidations en Grèce des entreprises ennemis ou des sociétés contrôlées par les ennemis, les ressortissants anglais auront les mêmes droits que les ressortissants grecs en ce qui concerne la restitution des biens détenus pour leur compte et à leur profit, le paiement des dettes à eux dues par l'entreprise ou la société liquidée, ainsi que leur participation d'actions à la répartition des produits de la liquidation, en tant que participants ou porteurs d'actions, pourvu que les dettes dues à l'entreprise ou société par des ressortissants anglais ou les biens détenus pour le compte de ces entreprises ou sociétés soient payés ou restitués à la personne chargée d'effectuer la liquidation.

» Réciproquement, dans les liquidations en Angleterre des entreprises ennemis ou des compagnies contrôlées par les ennemis, les ressortissants grecs auront, dans les mêmes conditions, les mêmes droits que les ressortissants anglais en ce qui concerne les questions ci-dessus visées.

» Les dettes ci-dessus visées sont seulement celles dues à ou par les établissements existant en Grèce ou en Angleterre. »

J'ai l'honneur, etc.

(Signé) A. RIZO-RANGABÉ.

Le très Honorable marquis CURZON DE KEDLESTON,
Secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères,
etc., etc., etc.

N° 253.

**ROYAUME-UNI
DE GRANDE-BRETAGNE ET
D'IRLANDE ET FRANCE**

Echange de notes au sujet de la
modification du Règlement du 17
mai 1907 concernant les traite-
ments des Membres de la Cour
mixte des Nouvelles - Hébrides.
Londres, les 2 janvier et 22 fé-
vrier 1922.

**UNITED KINGDOM
OF GREAT BRITAIN AND
IRELAND AND FRANCE**

Exchange of Notes regarding the
Modification of the Règlement of
May 17, 1907, regarding the Sala-
ries of Members of the Joint Court
of the New Hebrides. London,
January 2 and February 22, 1922.

No. 253.—EXCHANGE OF NOTES BETWEEN HIS BRITANNIC MAJESTY'S GOVERNMENT AND THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC REGARDING THE MODIFICATION OF THE REGLEMENT¹ OF MAY 17, 1907, IN RESPECT OF THE SALARIES OF MEMBERS OF THE JOINT COURT OF THE NEW HEBRIDES. LONDON, JANUARY 2, AND FEBRUARY 22, 1922.

Textes officiels anglais et français communiqués par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique. L'enregistrement de cet Echange de notes a eu lieu le 29 mars 1922.

FOREIGN OFFICE,
S. W. 1.

YOUR EXCELLENCY,

January 2, 1922.

(1) I have the honour to refer to correspondence which has passed between our two Governments ending with the note which Monsieur de Montille was good enough to address to me on the 14 ultimo, regarding the proposed increase in the salaries of the members of the Joint Court of the New Hebrides.

(2) I have the honour to inform Your Excellency that His Majesty's Government concur in the text suggested in the note addressed by Monsieur Briand to Lord Hardinge on December 8, the text of which is quoted below :

« Les traitements des membres du Tribunal mixte fixés au § 1 du Règlement du 17 mai 1907 sont modifiés comme suit :

	en francs	en £
Président	30,000	1,200
Juge français	25,000	1,000
Juge anglais	25,000	1,000
Procureur	25,000	1,000
Greffier	13,500	540

» Ces nouveaux traitements seront mis en vigueur à compter du 1^{er} janvier 1922, ou à partir de la date de réouverture du Tribunal mixte, si celle-ci a lieu postérieurement au 1^{er} janvier 1922. »

And that they agree to substitute this text for that of § 1 of the Règlement contained in the note¹ exchanged between Sir Edward Grey and M. Geoffray in 1907.

¹ British and Foreign State Papers, Vol. 100, page 499.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 253. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE AU SUJET DE LA MODIFICATION DU RÈGLEMENT² DU 17 MAI 1907 CONCERNANT LES TRAITEMENTS DES MEMBRES DE LA COUR MIXTE DES NOUVELLES-HÉBRIDES. LONDRES, LES 2 JANVIER ET 22 FÉVRIER 1922.

English and French official texts communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office. The registration of this Exchange of notes took place on March 29, 1922.

MINISTÈRE
DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
S. W. I.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Le 2 janvier 1922.

1. Je me permets de vous rappeler l'échange de correspondance qui s'est effectué entre nos deux Gouvernements, et qui a eu pour conclusion une note que m'a adressée M. de Montille le 14 du mois dernier, au sujet de la proposition d'augmentation des traitements des membres du Tribunal mixte des Nouvelles-Hébrides.

2. J'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que le Gouvernement de Sa Majesté agrée le texte suivant proposé dans la note adressée par M. Briand à lord Hardinge le 8 décembre :

« Les traitements des membres du Tribunal mixte, fixés au § 1 du Règlement du 17 mai 1907, sont modifiés comme suit :

	en francs	en £
Président	30.000	1.200
Juge français	25.000	1.000
Juge anglais	25.000	1.000
Procureur	25.000	1.000
Greffier	13.500	540

» Ces nouveaux traitements seront mis en vigueur à dater du 1^{er} janvier 1922, ou à partir de la date de réouverture du Tribunal mixte, si celle-ci a lieu postérieurement au 1^{er} janvier 1922. »

Le Gouvernement de Sa Majesté accepte de remplacer par le texte ci-dessus celui du § 1 du Règlement, tel qu'il figure dans les notes² échangées entre sir Edward Grey et M. Geoffray en 1907.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations. ¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² De Martens, Nouveau Recueil général des Traitées, troisième série, vol. I, page 564.

(3) I have the honour to propose that, if you will address to me a note stating that the above equally represents the view of your Government, the accord so reached should be regarded as coming into immediate effect from the date of receipt of your reply.

I have, etc.

(In the absence of the Secretary of State)

(Signed) W. TYRRELL.

His Excellency

Count DE SAINT-AULAIRE, etc., etc.

AMBASSADE DE FRANCE
A LONDRES.

ALBERT GATE HOUSE,

19 janvier 1922.

Se référant à la note du Foreign Office № A 9560/308/51 du 3 de ce mois, l'ambassadeur de France a l'honneur de faire savoir à Sa Seigneurie le principal Secrétaire d'Etat que le Gouvernement français est d'accord avec le Gouvernement de Sa Majesté britannique en ce qui concerne des traitements des membres du Tribunal mixte aux Nouvelles-Hébrides.

Le comte de Saint-Aulaire a, de plus, été chargé de proposer au Gouvernement de Sa Majesté britannique que cet arrangement entre en vigueur à dater de ce jour. Il saisit cette occasion pour renouveler à Sa Seigneurie le marquis Curzon de Kedleston les assurances de sa haute considération.

FOREIGN OFFICE,
S. W. 1.

February 22, 1922.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to your note of January 19, relative to the salaries of the members of the Mixed Court of the New Hebrides, I have the honour to inform Your Excellency that His Majesty's Government concur in the proposal that the new scale of salaries shall enter into force as from January 19, 1922.

I have the honour to be, etc.,

(In the absence of the Secretary of State)

(Signed) W. TYRRELL.

His Excellency

Count DE SAINT-AULAIRE,
etc., etc., etc.

3. J'ai l'honneur, si vous voulez bien me faire parvenir une note déclarant que tel est également le point de vue de votre Gouvernement, de proposer que l'accord ainsi conclu soit considéré comme entrant immédiatement en vigueur dès la date de réception de votre réponse.

J'ai l'honneur, etc.

(En l'absence du Secrétaire d'Etat)

(Signé) W. TYRRELL.

Son Excellence,

M. le comte DE SAINT-AULAIRE, etc., etc.,

ALBERT GATE HOUSE,

FRENCH EMBASSY,
LONDON.

January 19, 1922.

With reference to the Foreign Office Note No A 9560/308/51 of the 3rd instant, the French Ambassador has the honour to inform the Principal Secretary of State that the French Government is in agreement with the Government of His Britannic Majesty regarding the emoluments of the members of the Joint Court of the New Hebrides.

The Comte de Saint-Aulaire has further been instructed to propose to the Government of His Britannic Majesty that this agreement should come into force as from to-day.

He has the honour, etc.

MINISTÈRE

DES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

S. W. I.

22 février 1922.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Comme suite à votre note du 19 janvier relative aux traitements des membres du Tribunal mixte des Nouvelles-Hébrides, j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que le Gouvernement de Sa Majesté est d'accord avec le Gouvernement français pour que la nouvelle échelle de traitements soit applicable à dater du 19 janvier 1922.

J'ai l'honneur d'être, Monsieur l'Ambassadeur, etc....

(En l'absence du Secrétaire d'Etat)

(Signé) W. TYRRELL.

Son Excellence

M. le comte DE SAINT-AULAIRE,
etc., etc., etc.

N° 254.

AUTRICHE ET HONGRIE

Protocole et article additionnel relatifs
au règlement de la question de la
Hongrie occidentale, signés à
Venise le 13 octobre 1921.

AUSTRIA AND HUNGARY

Protocol and Additional Article re-
garding the Settlement of the
Question of Western Hungary,
signed at Venice, October 13, 1921.

No. 254. — PROTOCOLE ET ARTICLE ADDITIONNEL RELATIFS AU RÈGLEMENT DE LA QUESTION DE LA HONGRIE OCCIDENTALE, SIGNÉS A VENISE LE 13 OCTOBRE 1921¹.

Texte officiel français communiqué par le représentant de l'Autriche auprès du Secrétariat de la Société des Nations. L'enregistrement de ce Protocole a eu lieu le 4 avril 1922.

A la suite de l'offre de médiation de S. E. le marquis DELLA TORRETTA, Ministre des Affaires étrangères d'Italie, approuvée par la décision de la Conférence des Ambassadeurs à Paris et acceptée par les Gouvernements d'Autriche et de Hongrie, les plénipotentiaires des deux Gouvernements se sont réunis à Venise le 11 et le 12 octobre 1921 pour régler d'un commun accord les questions relatives aux territoires de la Hongrie occidentale attribués à l'Autriche en vertu des Traité de paix de Saint-Germain et de Trianon.

L'AUTRICHE était représentée par M. Jean SCHOBER, chancelier fédéra et gérant du Ministère fédéral des Affaires étrangères.

La HONGRIE par S. E. le comte Etienne BETHLEN, président du Conseil des ministres et S. E. le comte Nicolas BANFFY, ministre royal des Affaires étrangères.

Ayant procédé, sous la présidence de S. E. le marquis DELLA TORRETTA, à un examen minutieux de la question, les susdits représentants sont tombés d'accord sur les mesures suivantes qu'ils ont jugées nécessaires pour assurer le transfert pacifique à l'Autriche du territoire en question.

I.

Mesures à prendre par le Gouvernement royal hongrois en vue de la pacification de la Hongrie occidentale :

Affichage dans tout le pays d'une proclamation qui portera à la connaissance de la population qu'un accord équitable a été conclu à Venise et qui invitera tous les Hongrois à regarder comme un supreme devoir patriotique de respecter cet accord et de faciliter la tâche du Gouvernement à remplir les conditions acceptées.

Cette proclamation contiendra également — sous menace des punitions les plus sévères — un appel aux insurgés de déposer immédiatement les armes, ainsi qu'aux personnes non ressortissantes de la Hongrie occidentale de quitter sans délai ce territoire.

Directives données à la presse de changer d'attitude à la suite des communications qui lui seront faites relativement à l'accord conclu à Venise.

¹ Ratifié par l'Autriche le 28 décembre 1921. Cet Accord est déjà en vigueur en Hongrie comme en Autriche. D'après une communication faite par le Gouvernement de Hongrie au Gouvernement fédéral d'Autriche, l'accord n'a cependant pas été soumis à l'approbation de l'Assemblée nationale hongroise conformément aux dispositions de la constitution hongroise qui n'exige pas telle approbation.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 254. — PROTOCOL AND ADDITIONAL ARTICLE REGARDING THE SETTLEMENT OF THE QUESTION OF WESTERN HUNGARY ², SIGNED AT VENICE, OCTOBER 13, 1921.

French official text communicated by the Austrian Representative accredited to the Secretariat of the League of Nations. The registration of this Protocol took place on April 4, 1922.

Following on the offer of mediation made by His Excellency Marquis della Torretta, Italian Minister for Foreign Affairs, which was approved by the decision of the Conference of Ambassadors in Paris and accepted by the Governments of Austria and Hungary, the Plenipotentiaries of the two Governments met at Venice on October 11 and 12, 1921, to settle by mutual agreement the questions regarding the territories of Western Hungary assigned to Austria by virtue of the Treaties of Peace of St. Germain and Trianon.

AUSTRIA was represented by M. Jean SCHOBER, Federal Chancellor and Director of the Federal Ministry for Foreign Affairs;

HUNGARY was represented by His Excellency Count Etienne BETHLEN, Prime Minister, and His Excellency Count Nicolas BANFFY, Royal Minister for Foreign Affairs.

Under the presidency of His Excellency the Marquis DELLA TORRETTA, these representatives proceeded to a detailed examination of the question and agreed on the following measures which they considered necessary to assure the peaceful transference to Austria of the territory in question.

I.

Measures to be taken by the Royal Hungarian Government with a view to the pacification of Western Hungary :

The posting throughout the country of a proclamation informing the population that an equitable agreement has been concluded at Venice and inviting all Hungarians to consider it their duty as patriotic citizens to respect this agreement and to facilitate the fulfilment of the accepted conditions by the Government.

This proclamation shall likewise contain — on pain of the most severe penalties — a summons to the rebels to lay down their arms immediately, and to persons who are not nationals of Western Hungary to leave the territory without delay.

The Press shall be instructed to change its attitude in conformity with communications to be made to it regarding the agreement concluded at Venice.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² Ratified by Austria on December 28, 1921. This agreement is already in force in Hungary and Austria. From a statement communicated by the Hungarian Government to the Austrian Federal Government, the agreement in question has not, however, been submitted to the Hungarian National Assembly for approval, as, under the Hungarian Constitution, no such approval is necessary.

A la suite, le Gouvernement hongrois publiera un décret selon lequel tous les fonctionnaires et officiers actifs ou en retraite relevant du Gouvernement hongrois subiront les conséquences les plus graves prévues par la loi s'ils ne se conforment pas à cet appel dans un délai de dix jours. Une amnistie sera promise à tous ceux d'entre eux qui avaient commis des infractions aux lois pendant l'insurrection et se seront conformés à l'appel. Les crimes communs seront exclus de cette amnistie.

Décret selon lequel les étudiants qui ont pris part à l'insurrection devront se présenter à leur faculté ou école dans un délai de dix jours. Les étudiants réfractaires à cet appel perdent leur semestre.

Décret selon lequel toutes les personnes qui continueront à fournir aux insurgés des subsides en argent ou en matériaux seront punies en vertu des dispositions du code pénal hongrois contre le recrutement illicite.

Changement partiel des garnisons qui forment le cordon actuel.

Un délai d'au moins trois semaines est assuré aux dispositions susindiquées ; pourtant les généraux alliés pourront, dans le cas où cela leur paraîtra possible, restreindre ce délai.

Toutes les dispositions concernant la pacification seront prises de commun accord avec les généraux alliés.

En général, le Gouvernement hongrois se déclare, dans la mesure des moyens à sa disposition, prêt à se conformer aux désirs des grandes Puissances alliées. Le Gouvernement hongrois reconnaît le principe que toutes les mesures que les Gouvernements alliés pourraient décider en vue de la pacification visent l'accomplissement du traité et ne pourront, par conséquent, pas être regardées par le Gouvernement hongrois comme un acte d'hostilité. Les représentants de l'Entente à Budapest et la Commission des généraux à Sopron veilleront à ce que les mesures soient appliquées de la manière la plus efficace et rapide en prenant en considération surtout l'esprit des mesures ci-dessus indiquées.

II.

Il est entendu que le territoire en question, une fois libéré des bandes, sera occupé et pris en possession en pleine tranquillité et sécurité par l'Autriche.

Il appartiendra à la Commission des généraux alliés à Sopron de constater que la pacification du territoire est accomplie et que, par conséquent, l'Autriche est en mesure de procéder à l'occupation susdite.

La Commission des généraux alliés à Sopron, à laquelle sont attachés un délégué autrichien et un délégué hongrois, exercera les pouvoirs administratifs.

Le ministre des Affaires étrangères d'Italie fera les démarches nécessaires pour l'envoi de troupes alliées à Sopron.

Huit jours après que la Commission des généraux alliés aura constaté que le pays se trouve en état de pleine tranquillité, un plébiscite aura lieu dans la ville de Sopron et ses alentours.

Il appartient à la Commission des généraux d'arrêter les modalités afin que le plébiscite puisse s'accomplir de la façon la plus simple et la plus rapide ; à cet effet, la Commission se chargera dès maintenant des préparatifs nécessaires.

Le plébiscite dans la ville de Sopron devra précéder celui des environs, mais ce sera l'ensemble des deux plébiscites qui déterminera le résultat total de la consultation populaire.

Le territoire soumis au plébiscite est délimité comme suit :

Une ligne partant du lac de Neusiedel (Fertö) sur le point où la limite communale septentrionale de la commune de Kroisbach (Fertörákos) atteint le lac.

De ce point, la ligne frontière du territoire soumis au plébiscite suit la ligne communale indiquée jusqu'au point où cette ligne rejoint la ligne communale de Oedenburg (Sopron) ; elle procède sur cette ligne jusqu'au point où la frontière communale rencontre la limite communale septentrionale de la commune de Agendorf (Agfalva), suit cette ligne septentrionale jusqu'au point où elle rejoint de nouveau la limite communale de la ville de Oedenburg (Sopron) ; de ce point, la limite du territoire soumis au plébiscite suit la limite de Oedenburg (Sopron) jusqu'au point où celle-ci atteint la ligne méridionale de la commune de Harkau (Harka) et suit celle-ci jusqu'à la jonction de la limite communale méridionale de Kohlenhof (Kopháza) jusqu'au point où celle-ci

The Hungarian Government shall then publish a decree requiring all officials and serving or retired officers in the service of the Hungarian Government to conform to this summons within a period of ten days on pain of the most severe penalties provided by the law. An amnesty shall be promised to all such persons who have broken the laws during the insurrection but who conform to the present summons. Ordinary crimes shall be excluded from this amnesty.

A decree requiring students who have taken part in the insurrection to report to their university or school within a period of ten days. Students who fail to comply with this summons shall lose their term.

A decree proclaiming that all persons who continue to supply the rebels with assistance in money or in kind shall be punished by virtue of the provisions of the Hungarian Penal Code against illegal recruiting.

A partial change in the composition of the garrisons which constitute the present cordon.

A period of at least three weeks shall be allowed for the above-mentioned measures, but the allied Generals may reduce this period if they consider it possible to do so.

All the measures for the pacification of the country shall be carried out in agreement with the allied Generals.

In general the Hungarian Government declares that it is prepared to conform with the desires of the Principal Allied Powers to the utmost of its ability. The Hungarian Government recognises the principle that any steps upon which the Allied Governments may decide with a view to the pacification of the country are destined to ensure fulfilment of the conditions of the Treaty, and cannot therefore be regarded by the Hungarian Government as hostile acts. The representatives of the Entente at Budapest and the Commission of Generals at Sopron shall see that the measures are applied in the most rapid and efficacious manner, having special regard to the spirit of the above-mentioned measures.

II.

It is understood that the territory in question, once freed from marauding bands, will be occupied and taken over by Austria in complete tranquillity and security.

It will rest with the Commission of the Allied Generals at Sopron to decide when the pacification of the territory is an accomplished fact and when, therefore, Austria can proceed with the occupation.

The Commission of the Allied Generals at Sopron, to which an Austrian and a Hungarian Delegate are attached, will exercise the administrative power.

The Italian Minister for Foreign Affairs will take the necessary steps for the despatch of Allied troops to Sopron.

Eight days after the Commission of the Allied Generals has decided that the country is in a state of complete tranquillity, a plebiscite will be held in the city of Sopron and its neighbourhood.

It will rest with the Commission of Allied Generals to decide upon a procedure which will enable the plebiscite to be carried out as simply and as rapidly as possible ; with this object, the Commission will at once undertake the necessary preparations.

The plebiscite in the city of Sopron must take place before the plebiscite in the neighbouring districts, but the two plebiscites together shall determine the final result of the popular expression of opinion.

The territory in which the plebiscite is to take place is bounded as follows :—

A line starting from the Lake of Neusiedel (Fertő) at the point where the northern communal boundary of the Commune of Kroisbach (Fertörakos) touches the lake.

From this point the frontier-line of the plebiscite area follows the above communal line to the point where that line joins the communal line of Ödenburg (Sopron) ; it follows this line to the point where the communal frontier meets the northern communal boundary of the Commune of Agendorf (Agfalva), follows this northern line to the point where it again touches the communal boundary of the city of Ödenburg (Sopron) ; from this point the boundary of the plebiscite area follows the boundary of Ödenburg (Sopron) to the point where it reaches the southern boundary of the Commune of Harkau (Harka) and follows that boundary as far as its junction with the southern communal boundary of Kohlenhof (Kophaza), follows the latter boundary to the point

rejoint la limite communale occidentale de Zinkendorf (Nagyczenk), qu'elle suit jusqu'au point où elle rencontre la ligne de Trianon ; de ce point, la ligne suit la ligne de Trianon jusqu'au point où celle-ci rejoint le lac de Neusiedel (Fertö).

L'Autriche et la Hongrie s'engagent à reconnaître le résultat du plébiscite.

Huit jours après la proclamation du résultat du plébiscite aura lieu le transfert du territoire à qui de droit.

La Hongrie reconnaît en principe les dommages de toute sorte causés à l'Autriche par le retard du transfert de la Hongrie occidentale.

Les détails de ces dommages, ainsi que les autres questions d'ordre financier relatives à la Hongrie occidentale et restées en suspens jusqu'à présent devront être fixés d'un commun accord dans un délai de quinze jours après le transfert des territoires en question.

Si, dans un nouveau délai de quinze jours, cet accord ne sera pas intervenu, il y aura lieu de soumettre ces questions à un tribunal d'arbitrage à instituer selon les dispositions prévues à l'article 239 du Traité de Trianon et à l'article correspondant du Traité de Saint-Germain.

Vu l'urgence de hâter autant que possible les travaux de la Commission interalliée de délimitation de la frontière entre l'Autriche et la Hongrie, le ministre des Affaires étrangères d'Italie fera les démarches nécessaires à cet effet auprès de la Conférence des ambassadeurs.

L'Autriche s'engage à se déclarer d'accord, autant que possible, avec les décisions de cette Commission. Toutefois, dans le cas où l'Autriche se verrait obligée d'interjeter appel contre ces décisions, elle déclare accepter la décision qui sera recommandée par le Conseil de la Société des Nations.

Aucun des habitants du territoire cédé par la Hongrie à l'Autriche ne pourra être poursuivi ou molesté en raison de son attitude politique jusqu'à la date du transfert effectif des territoires en question.

S'inspirant de sentiments d'humanité, le Gouvernement autrichien s'engage en principe à ne pas licencier en masse et pour des raisons politiques les employés en fonction à la date du transfert effectif dans le territoire cédé. Il fera dépendre leur maintien dans leurs fonctions actuelles du résultat d'un examen auquel il soumettra les cas individuels.

Le Gouvernement autrichien reconnaît en principe de prendre à sa charge les pensions qui reviennent à ces employés ; les détails relatifs seront réglés par un accord spécial à intervenir entre les deux Gouvernements.

Etant d'accord sur ce qui précède, les plénipotentiaires de l'Autriche et de la Hongrie s'engagent à employer toute leur influence, afin que les dispositions susmentionnées deviennent effectives selon les lois constitutionnelles de leurs pays.

(Signé) TORRETTA.

(Signé) SCHOBER.

(Signé) BETHLEN.

(Signé) BANFFY.

ARTICLE ADDITIONNEL.

Dans le cas où, à la suite du plébiscite, la ville de Oedenburg et ses environs passeraiient à la Hongrie, le Gouvernement hongrois s'engage à accorder à l'Autriche toutes les facilités nécessaires en vue de régler le trafic frontière, tant par rapport au mouvement des personnes que par rapport au transport des marchandises sur les chemins de fer qui traversent la ville et ses environs.

La Hongrie accordera également à l'Autriche en base du péage ou de tout autre principe qui sera jugé utile toutes les facilités pour l'usage des chemins de fer susmentionnés.

Une convention à conclure entre les deux Gouvernements réglera les détails de cette question.

(Signé) TORRETTA.

(Signé) SCHOBER.

(Signé) BETHLEN.

(Signé) BANFFY.

Fait à Venise le 13 octobre 1921 en trois exemplaires originaux.

(L. S.) TORRETTA

(L. S.) SCHOBER.

(L. S.) BETHLEN

(L. S.) BANFFY.

where it joins the western communal boundary of Zinkendorf (Nagyczenk), which it follows to the point where it meets the Trianon line ; from this point the boundary follows the Trianon line to the point where the latter reaches the Lake of Neusiedel (Fertö).

Austria and Hungary undertake to accept the result of the plebiscite.

Eight days after the proclamation of the result of the plebiscite the territory shall be transferred to the party entitled to it.

Hungary, in principle, accepts responsibility for damages of every kind caused to Austria by the delay in the transfer of Western Hungary.

The details of these damages, together with the other financial questions relating to Western Hungary which have so far remained unsettled, shall be settled by mutual agreement within fifteen days after the transfer of the territories in question.

If this agreement has not been concluded within a second period of fifteen days, these questions shall be submitted to an Arbitration Tribunal to be set up in conformity with Article 239 of the Treaty of Trianon and the corresponding Article in the Treaty of St. Germain.

In view of the need for hastening, as far as possible, the work of the Inter-Allied Commission for the delimitation of the frontier between Austria and Hungary, the Italian Minister for Foreign Affairs shall approach the Conference of Ambassadors on the subject.

Austria undertakes, as far as possible, to accept the decisions of this Commission. Nevertheless, should Austria be obliged to appeal against these decisions, she declares that she will accept the decision recommended by the Council of the League of Nations.

No inhabitant of the territory ceded by Hungary to Austria may be prosecuted or molested on account of the political attitude adopted by him before the date of the final transfer of the territories in question.

For humanitarian reasons, the Austrian Government, in principle, undertakes not to dismiss, *en masse* and for political reasons, persons employed at the date of the final transfer in the ceded territory. It will make their retention in their present duties dependent upon the result of an examination of the circumstances in each particular case.

The Austrian Government, in principle agrees, to assume responsibility for pensions due to these employees ; detailed provisions in this connection shall be made by special agreement between the two Governments.

Having agreed on the foregoing, the Austrian and Hungarian Plenipotentiaries undertake to use all their influence to ensure that the above-mentioned provisions shall be carried into effect in accordance with the constitutional laws of their respective countries.

(Signed) TORRETTA,
(Signed) BETHLEN.

(Signed) SCHOBER.
(Signed) BANFFY.

Additional Article.

If, as a result of the plebiscite, the city of Ödenburg and its environs should be assigned to Hungary, the Hungarian Government undertakes to grant Austria all necessary facilities for the control of frontier traffic as regards both persons and the transport of goods on the railways which pass through the city and its neighbourhood.

Hungary shall also grant to Austria, in consideration of the payment of tolls or on any other basis which may be considered expedient, every facility for the use of the above-mentioned railways.

The details of this question shall be settled in a convention to be concluded between the two Governments.

(Signed) TORRETTA.
(Signed) BETHLEN.

(Signed) SCHOBER.
(Signed) BANFFY.

Done in three copies at Venice on October 13, 1921.

(L. S.) TORRETTA.
(L. S.) BETHLEN.

(L. S.) SCHOBER.
(L. S.) BANFFY.

N° 255.

ALLEMAGNE, DANEMARK,
ESTHONIE,
FINLANDE, FRANCE, etc.

Convention relative à la non-fortification et à la neutralisation des îles d'Aland, signée à Genève le 20 octobre 1921.

GERMANY, DENMARK,
ESTHONIA,
FINLAND, FRANCE, etc.

Convention relating to the Non-Fortification and Neutralisation of the Aaland Islands, signed at Geneva, October 20, 1921.

No. 255. — CONVENTION¹ RELATIVE A LA NON-FORTIFICATION
ET A LA NEUTRALISATION DES ILES D'ALAND, SIGNÉE A
GENÈVE LE 20 OCTOBRE 1921.

Texte officiel en français. L'enregistrement de cette Convention a eu lieu le 6 avril 1922.

Le Président de l'ALLEMAGNE, Sa Majesté le Roi de DANEMARK et d'ISLANDE, le Chef d'Etat de la République d'ESTHONIE, le Président de la République de FINLANDE, le Président de la RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, Empereur des Indes, Sa Majesté le Roi d'ITALIE, le Chef d'Etat de la République de LETTONIE, le Chef de l'ÉTAT POLONAIS et Sa Majesté le Roi de SUÈDE, étant tombés d'accord pour réaliser le vœu émis par le Conseil de la Société des Nations dans sa résolution du 24 juin 1921, visant la conclusion d'une Convention entre les Puissances intéressées, en vue de la non-fortification et de la neutralisation des îles d'Aland, afin de garantir que ces îles ne deviendront jamais une cause de danger au point de vue militaire :

Ont résolu à cette fin de compléter, sans y porter atteinte, l'effet de l'engagement pris par la Russie dans la Convention² du 30 mars 1856, relative aux îles d'Aland, annexée au Traité de Paris du même jour ;

Et ont désigné comme leurs plénipotentiaires, savoir :

Pour l'ALLEMAGNE :

M. Oskar TRAUTMANN, Conseiller actuel de Légation.

Pour le DANEMARK :

M. Herman Anker BERNHOFT, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Paris,
et M. Henri Lucien Erik WENCK, Capitaine de vaisseau, Chef de l'Etat-Major de la Marine
danoise.

Pour l'ESTHONIE :

M. Antoine PIIP, Ministre des Affaires étrangères.

Pour la FINLANDE :

M. le Général Oscar Paul ENCKELL, Chef d'Etat-Major général de l'armée finlandaise.
M. Rafael Waldemar ERICH, ancien Président du Conseil, Professeur à la Faculté de Droit
de l'Université de Helsingfors.
M. Carl ENCKELL, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Paris.

¹ Le dépôt des ratifications de l'Allemagne, le Danemark, la Finlande, la France, l'Empire britannique et la Suède a eu lieu à Genève le 6 avril 1922; celui de l'Italie le 11 mai 1922, celui de la Pologne le 29 juin 1922 et celui de la Lettonie le 9 septembre 1922.

² De Martens, Nouveau Recueil Général des Traités, tome XV, page 788.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 255. — CONVENTION ² RELATING TO THE NON-FORTIFICATION AND NEUTRALISATION OF THE AALAND ISLANDS, SIGNED AT GENEVA, OCTOBER 20, 1921.

Official text in French. The registration of this convention took place April 6, 1922.

The President of GERMANY, His Majesty the King of DENMARK and of ICELAND, the Head of State of the ESTHONIAN REPUBLIC, the President of the REPUBLIC of FINLAND, the President of the FRENCH REPUBLIC, His Majesty the King of the UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND IRELAND and of the BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, Emperor of INDIA, His Majesty the King of ITALY, the Head of State of the REPUBLIC of LATVIA, the Head of the POLISH STATE, and His Majesty the King of SWEDEN, having agreed to carry out the recommendation formulated by the Council of the League of Nations in its Resolution of June 24, 1921, that a Convention should be concluded between the interested Powers with a view to the non-fortification and neutralisation of the Aaland Islands in order that these islands may never become a cause of danger from the military point of view ;

Have resolved for this purpose to supplement without prejudice thereto, the obligations assumed by Russia in the Convention ³ of March 30, 1856, regarding the Aaland Islands, annexed to Treaty of Paris of the same date ;

And have appointed the following as their plenipotentiaries :

For GERMANY :

M. Oscar TRAUTMANN, Counsellor of Legation ;

For DENMARK :

M. Herman Anker BERNHOFT, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Paris,

and Captain Henri Lucien Erik WENCK, Chief of Staff of the Danish Navy ;

For ESTHONIA :

M. Antoine PIIP, Minister of Foreign Affairs :

For FINLAND :

General Oscar Paul ENCKELL, Chief of the General Staff of the Finnish Army ;

M. Rafael Waldemar ERICH, Former President of the Council of Ministers, Professor in the Faculty of Law at the University of Helsingfors ;

M. Carl ENCKELL, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Paris ;

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations. ¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² The instruments of ratification of Germany, Denmark, Finland, France, the British Empire and Sweden were deposited at Geneva, April 6, 1922; those of Italy May 11, 1922, those of Poland June 29, 1922 and those of Latvia, September 9, 1922.

³ British and Foreign State Papers, vol. 46, page 23.

Pour la FRANCE :

M. Jean GOUT, Ministre plénipotentiaire de première classe.

Pour l'EMPIRE BRITANNIQUE :

M. John Duncan GREGORY, C.M.G., Conseiller d'Ambassade, Chef de Section au Foreign Office.

Pour l'ITALIE :

M. Arturo RICCI BUSATTI, Ministre plénipotentiaire de première classe.

Pour la LETTONIE :

M. Michael WALTERS, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Rome.

Pour la POLOGNE :

M. Szymon ASKENAZY, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire, Délégué à la Société des Nations.

Pour la SUÈDE :

M. Eric Birger de TROLLE, Gouverneur de Province, ancien Ministre des Affaires étrangères.
Le Baron Erik Teodor Marks von WURTEMBERG, Président de la Cour d'Appel de Svea, ancien Ministre.

Lesquels, après avoir déposé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des stipulations suivantes :

Article 1.

La Finlande, confirmant en tant que de besoin, en ce qui la concerne, la déclaration faite par la Russie dans la Convention du 30 mars 1856, relative aux îles d'Aland, annexée au Traité de Paris du même jour, s'engage à ne pas fortifier la partie de l'archipel finlandais, dite « les îles d'Aland ».

Article 2.

I. Par la dénomination « les îles d'Aland » la présente Convention entend l'ensemble des îles, îlots et récifs, situés dans l'étendue de mer délimitée par les lignes suivantes :

a) Au Nord, par le parallèle de latitude 60° 41' N..

b) A l'Est, par les lignes droites reliant successivement les points géographiques suivants :

- 1) lat. 60° 41'.0 N et long. 21° 00'.0 E de Greenwich
- 2) " 60° 35'.9 N " 21° 06'.9 E " "
- 3) " 60° 33'.3 N " 21° 08'.6 E " "
- 4) " 60° 15'.8 N " 21° 05'.5 E " "
- 5) " 60° 11'.4 N " 21° 00'.4 E " "
- 6) " 60° 09'.4 N " 21° 01'.2 E " "
- 7) " 60° 05'.5 N " 21° 04'.3 E " "
- 8) " 60° 01'.1 N " 21° 11'.3 E " "
- 9) " 59° 59'.0 N " 21° 08'.3 E " "
- 10) " 59° 53'.0 N " 21° 20'.0 E " "
- 11) " 59° 48'.5 N " 21° 20'.0 E " "
- 12) " 59° 27'.0 N " 20° 46'.3 E " "

c) Au Sud par le parallèle de latitude 59° 27' N.

For FRANCE :

M. Jean GOUT, Minister Plenipotentiary of the First Class ;

For the BRITISH EMPIRE :

M. John Duncan GREGORY, C.M.G., Assistant Secretary of His Britannic Majesty's Foreign Office ;

For ITALY :

M. Arturo RICCI BUSATTI, Minister Plenipotentiary of the First Class ;

For LATVIA :

M. Michael WALTERS, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Rome ;

For POLAND :

M. Szymon ASKENAZY, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary, Delegate to the League of Nations ;

For SWEDEN :

M. Eric Birger de TROLLE, Provincial Governor, Former Minister of Foreign Affairs ;
Baron Erik Teodor Marks von WÜRTEMBERG, President of the Court of Appeal of Svea,
Former Minister ;

Who, having deposited their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

Finland, confirming, for her part, as far as necessary, the declaration made by Russia in the Convention of March 30, 1856, regarding the Aaland Islands, annexed to the Treaty of Paris of the same date, undertakes not to fortify that part of the Finnish Archipelago which is called "the Aaland Islands."

Article 2.

I. The name "Aaland Islands" in the present Convention includes all the islands, islets and reefs situated in the stretch of sea bounded by the following lines :

(a) On the North by the parallel of latitude 60° 41' north ;

(b) On the East by the straight lines joining successively the following geographical points :

(1)	Lat.	60° 41'.0 N.	and long.	21° 00'.0 E.	of Greenwich
(2)	"	60° 35'.9 N.	"	21° 06'.9 E.	"
(3)	"	60° 33'.3 N.	"	21° 08'.6 E.	"
(4)	"	60° 15'.8 N.	"	21° 05'.5 E.	"
(5)	"	60° 11'.4 N.	"	21° 00'.4 E.	"
(6)	"	60° 09'.4 N.	"	21° 01'.2 E.	"
(7)	"	60° 05'.5 N.	"	21° 04'.3 E.	"
(8)	"	60° 01'.1 N.	"	21° 11'.3 E.	"
(9)	"	59° 59'.0 N.	"	21° 08'.3 E.	"
(10)	"	59° 53'.0 N.	"	21° 20'.0 E.	"
(11)	"	59° 48'.5 N.	"	21° 20'.0 E.	"
(12)	"	59° 27'.0 N.	"	20° 46'.3 E.	"

c) On the South by the parallel of latitude 59° 27' North ;

d) A l'Ouest par les lignes droites reliant successivement les points géographiques suivants :

- 13) lat. $59^{\circ} 27'.0$ N et long. $20^{\circ} 09'.7$ E de Greenwich
- 14) " $59^{\circ} 47'.8$ N " " $19^{\circ} 40'.0$ E " "
- 15) " $60^{\circ} 11'.8$ N " " $19^{\circ} 05'.5$ E " "
- 16) Milieu du rocher Märket
lat. $60^{\circ} 18'.4$ N et long. $19^{\circ} 08'.5$ E " "
- 17) " $60^{\circ} 41'.0$ N " " $19^{\circ} 14'.4$ E " "

Les lignes reliant les points 14, 15 et 16 sont celles qui ont été fixées par la « Description topographique de la frontière entre le Royaume de Suède et l'Empire de Russie d'après la démarcation de l'année 1810 corrigée d'après la révision de 1888 ».

La position de tous les points indiqués dans le présent article se réfère généralement à la carte de l'Amirauté britannique № 2297 de 1872 (avec les corrections apportées jusqu'au mois d'août 1921) ; toutefois, pour plus de précision, la position des points 1 à 11 se réfère aux cartes suivantes : cartes finlandaises № 32 de 1921, № 29 de 1920, et carte russe № 742 de 1916 (corrigée en mars 1916).

Un exemplaire de chacune de ces différentes cartes est déposé aux archives du Secrétariat permanent de la Société des Nations.

II. Les eaux territoriales des îles d'Aland sont considérées comme s'étendant à une distance de trois milles marins de la laisse de basse mer des îles, îlots et récifs non constamment submergés, délimités ci-dessus ; toutefois, sur aucun point ces eaux ne s'étendent au delà des lignes fixées dans le § 1 du présent article.

III. L'ensemble des îles, îlots et récifs délimités par le § I et des eaux territoriales définies par le § II constitue la « zone » à laquelle s'appliquent les articles suivants.

Article 3.

Aucun établissement ou base d'opérations militaires ou navales, aucun établissement ou base d'opérations d'aéronautique militaire, ni aucune autre installation utilisée à des fins de guerre ne pourra être maintenue ou créée dans la zone décrite à l'article 2.

Article 4.

Sous réserve des dispositions de l'article 7, aucune force militaire, navale ou aérienne d'aucune Puissance ne pourra pénétrer ni séjourner dans la zone décrite à l'article 2 ; la fabrication, l'importation, le transit et la réexportation des armes et du matériel de guerre y sont formellement interdits.

Les dispositions suivantes seront toutefois appliquées en temps de paix :

a) En dehors du personnel de police régulière nécessaire pour le maintien de l'ordre et de la sécurité publique dans la zone, conformément aux dispositions générales en vigueur dans la République finlandaise, la Finlande pourra, si des circonstances exceptionnelles l'exigent, y introduire et y entretenir temporairement telles autres forces armées qui seront strictement nécessaires au maintien de l'ordre.

b) La Finlande se réserve également le droit de faire visiter les îles, de temps à autre, par un ou deux de ses navires de guerre légers de surface, qui pourront, dans ce cas, mouiller temporairement dans leurs eaux. En dehors de ces navires, la Finlande pourra, si des circonstances particulières importantes l'exigent, introduire dans les eaux de la zone et y entretenir temporairement d'autres navires de surface ne devant en aucun cas dépasser le déplacement total de 6000 tonnes.

La faculté d'entrer dans l'archipel et d'y mouiller temporairement ne pourra être accordée par le Gouvernement finlandais qu'à un seul navire de guerre de toute autre Puissance.

c) La Finlande pourra faire survoler la zone par ses aéronefs militaires ou navals, mais leur atterrissage y est interdit hors le cas de force majeure.

d) On the West by the straight lines joining successively the following geographical points :

- (13) Lat. $59^{\circ} 27'.0$ N. and long. $20^{\circ} 09'.7$ E. of Greenwich
- (14) " $59^{\circ} 47'.8$ N. " $19^{\circ} 40'.0$ E. " "
- (15) " $60^{\circ} 11'.8$ N. " $19^{\circ} 05'.5$ E. " "
- (16) Middle of Market rock
(\rightarrow) $60^{\circ} 18'.4$ N. " $19^{\circ} 08'.5$ E. " "
- (17) " $60^{\circ} 41'.0$ N. " $19^{\circ} 14'.4$ E. " "

The lines joining points 14, 15 and 16 are those fixed by "the Topographical Description of the Frontier between the Kingdom of Sweden and the Russian Empire in accordance with the demarcation of the year 1810, corrected to conform with the revision of 1888."

The position of all the points mentioned in this Article is generally taken from the British Admiralty map No 2297, dated 1872 (corrected up to August 1921); but for greater precision the position of points I to II is taken from the following maps; Finnish maps No. 32, 1921, No. 29, 1920, and Russian map No. 742, 1916 (corrected in March 1916).

A copy of each of these maps is deposited with the Secretariat of the League of Nations.

II. The territorial waters of the Aaland Islands are considered to extend for a distance of three marine miles from the low-water mark on the islands, islets and reefs not permanently submerged, delimited above; nevertheless, these waters shall at no point extend beyond the lines fixed in § I of this Article.

III. The whole of the islands, islets and reefs delimited in paragraph I and of the territorial waters defined in paragraph II constitute the zone to which the following Articles apply.

Article 3.

No military or naval establishment or base of operations, no military aircraft establishment or base of operations, and no other installation used for war purposes shall be maintained or set up in the zone described in Article 2.

Article 4.

Except as provided in Article 7, no military, naval or air force of any Power shall enter or remain in the zone described in Article 2; the manufacture, import, transport and re-export of arms and implements of war in this zone are strictly forbidden.

The following provisions shall, however, be applied in time of peace :

(a) In addition to the regular police force necessary to maintain public order and security in the zone, in conformity with the general provisions in force in the Finnish Republic, Finland may, if exceptional circumstances demand, send into the zone and keep there temporarily such other armed forces as shall be strictly necessary for the maintenance of order.

(b) Finland also reserves the right for one or two of her light surface warships to visit the islands from time to time. These warships may then anchor temporarily in the waters of the islands. Apart from these ships, Finland may, if important special circumstances demand, send into the waters of the zone and keep there temporarily other surface ships, which must in no case exceed a total displacement of 6,000 tons.

The right to enter the archipelago and to anchor there temporarily cannot be granted by the Finnish Government to more than one warship of any other Power at a time.

(c) Finland may fly her military or naval aircraft over the zone, but, except in cases of *force majeure*, landing there is prohibited.

Article 5.

L'interdiction de faire entrer et stationner des navires de guerre dans la zone décrite à l'article 2 ne porte pas atteinte à la liberté du passage inoffensif à travers les eaux territoriales, passage qui reste soumis aux règles et usages internationaux en vigueur.

Article 6.

En temps de guerre, la zone décrite à l'article 2 sera considérée comme zone neutre et ne sera, directement ni indirectement, l'objet d'une utilisation quelconque ayant trait à des opérations militaires.

Néanmoins, au cas où une guerre intéresserait la mer Baltique, il sera loisible à la Finlande, en vue d'assurer le respect de la neutralité de la zone, de poser des mines à titre temporaire dans ses eaux, et de prendre à cet effet les dispositions d'ordre maritime strictement nécessaires.

La Finlande en référera immédiatement au Conseil de la Société des Nations.

Article 7.

I. En vue de donner efficacité à la garantie prévue dans le préambule de la présente Convention, les Hautes Parties contractantes s'adresseront, soit individuellement, soit conjointement, au Conseil de la Société des Nations, afin qu'il décide des mesures à prendre soit pour assurer le maintien des dispositions de cette Convention, soit pour en réprimer la violation.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à contribuer aux mesures que le Conseil de la Société des Nations décidera à cet effet.

Lorsque, aux fins de cet engagement, le Conseil aura à statuer dans les conditions indiquées ci-dessus, il appellera à siéger les Puissances qui sont parties à la présente Convention, qu'elles soient ou non Membres de la Société. Le vote du représentant de la Puissance accusée d'avoir violé les dispositions de cette Convention ne comptera pas dans le calcul de l'unanimité requise pour la décision du Conseil.

Si l'unanimité ne peut pas se former, chacune des Hautes Parties contractantes sera autorisée à prendre les mesures que le Conseil aurait recommandées à la majorité des deux tiers, le vote du représentant de la Puissance accusée d'avoir violé les dispositions de cette Convention ne comptant pas dans le calcul.

II. Dans le cas où la neutralité de la zone serait mise en péril par un coup de main dirigé soudainement, soit contre les îles d'Aland, soit à travers celles-ci contre le territoire continental finlandais, la Finlande prendra les mesures nécessaires dans la zone pour contenir et repousser l'agresseur jusqu'au moment où les Hautes Parties contractantes, conformément aux dispositions de la présente Convention, seront en état d'intervenir pour faire respecter la neutralité.

La Finlande devra en référer immédiatement au Conseil.

Article 8.

Les dispositions de la présente Convention demeureront en vigueur quelles que soient les modifications qui pourraient être apportées au *statu quo* actuel dans la mer Baltique.

Article 9.

Le Conseil de la Société des Nations est prié de vouloir bien porter la présente Convention à la connaissance des Membres de la Société afin que le régime juridique des îles d'Aland, partie intégrante

Article 5.

The prohibition to send warships into the zone described in Article 2 or to station them there shall not prejudice the freedom of innocent passage through the territorial waters. Such passage shall continue to be governed by the international rules and usages in force.

Article 6.

In time of war, the zone described in Article 2 shall be considered as a neutral zone and shall not, directly or indirectly, be used for any purpose connected with military operations.

Nevertheless, in the event of a war affecting the Baltic Sea, Finland shall have the right, in order to assure respect for the neutrality of the Aaland Islands, temporarily to lay mines in the territorial waters of these islands and for this purpose to take such measures of a maritime nature as are strictly necessary.

In such a case Finland shall at once refer the matter to the Council of the League of Nations.

Article 7.

I. In order to render effective the guarantee provided in the Preamble of the present Convention, the High Contracting Parties shall apply, individually or jointly, to the Council of the League of Nations, asking that body to decide upon the measures to be taken either to assure the observance of the provisions of this Convention or to put a stop to any violation thereof.

The High Contracting Parties undertake to assist in the measures which the Council of the League of Nations may decide upon for this purpose.

When, for the purposes of this undertaking, the Council is called upon to make a decision under the above conditions, it will invite the Powers which are parties to the present Convention, whether Members of the League or not, to sit on the Council. The vote of the representative of the Power accused of having violated the provisions of this Convention shall not be necessary to constitute the unanimity required for the Council's decision.

If unanimity cannot be obtained, each of the High Contracting Parties shall be entitled to take any measures which the Council by a two-thirds majority recommends, the vote of the representative of the Power accused of having violated the provisions of this Convention not being counted.

II. If the neutrality of the zone should be imperilled by a sudden attack either against the Aaland Islands or across them against the Finnish mainland, Finland shall take the necessary measures in the zone to check and repulse the aggressor until such time as the High Contracting Parties shall in conformity with the provisions of this Convention, be in a position to intervene to enforce respect for the neutrality of the islands.

Finland shall refer the matter immediately to the Council.

Article 8.

The provisions of this Convention shall remain in force in spite of any changes that may take place in the present *status quo* in the Baltic Sea.

Article 9.

The Council of the League of Nations is requested to inform the Members of the League of the text of this Convention, in order that the legal status of the Aaland Islands, an integral part of the

grante de la République de Finlande, tel qu'il ressort des dispositions de cette Convention, soit respecté par tous dans l'intérêt de la paix générale comme faisant partie des règles de conduite effectives des gouvernements.

La présente Convention pourra, du consentement unanime des Hautes Parties contractantes, être présentée à toute puissance non signataire dont l'accession paraîtrait ultérieurement souhaitable en vue de son adhésion formelle.

Article 10.

La présente Convention sera ratifiée. Le procès-verbal du premier dépôt de ratification sera dressé aussitôt que la majorité des Puissances signataires, y compris la Finlande et la Suède, seront en mesure d'y procéder.

La Convention entrera en vigueur pour chaque Puissance signataire ou adhérente dès le dépôt de sa ratification ou de son acte d'adhésion.

Le dépôt des ratifications se fera à Genève, auprès du Secrétariat permanent de la Société des Nations, et les actes d'adhésion éventuels y seront également déposés.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé la présente Convention et y ont apposé leur sceau.

Fait à Genève, le vingt octobre mil neuf cent vingt et un, en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives du Secrétariat permanent de la Société des Nations et dont une copie certifiée conforme sera transmise par les soins du Secrétariat à chacune des Puissances signataires.

(Signé) (L. S.) TRAUTMANN.
 (L. S.) H. A. BERNHOFT.
 (L. S.) WENCK.
 (L. S.) ANT. PIIP.
 (L. S.) O. ENCKELL.
 (L. S.) R. ERICH.
 (L. S.) CARL ENCKELL.
 (L. S.) JEAN GOUT.
 (L. S.) J. D. GREGORY.
 (L. S.) A. RICCI BUSATTI.
 (L. S.) M. WALTERS.
 (L. S.) S. ASKENAZY.
 (L. S.) ERIC TROLLE.
 (L. S.) E. MARKS VON WÜRTEMBERG.

Republic of Finland, as defined by the provisions of this Convention, may, in the interests of general peace, be respected by all as part of the actual rules of conduct among Governments.

With the unanimous consent of the High Contracting Parties, this Convention may be submitted to any non-signatory Power whose accession may in future appear desirable, with a view to the formal adherence of such Power.

Article 10.

This Convention shall be ratified. The protocol of the first deposit of ratification shall be drawn up as soon as the majority of the signatory Powers, including Finland and Sweden, are in a position to deposit their ratifications.

The Convention shall come into force for each signatory or acceding Power immediately on the deposit of such Power's ratification or instrument of accession.

Deposit of ratification shall take place at Geneva with the Secretariat of the League of Nations, and any future instruments of accession shall also be deposited there.

In faith whereof the plenipotentiaries have signed this Convention and have annexed their seals thereto.

Done at Geneva, on the twentieth day of October, one thousand nine hundred and twenty-one, in a single copy, which shall remain in the Archives of the Secretariat of the League of Nations. A certified copy shall be sent by the Secretariat to each of the signatory Powers.

(Signed) (L. S.)	TRAUTMANN.
(L. S.)	H. A. BERNHOFT.
(L. S.)	WENCK.
(L. S.)	ANT. PIIP.
(L. S.)	O. ENCKELL.
(L. S.)	R. ERICH.
(L. S.)	CARL ENCKELL.
(L. S.)	JEAN GOUT.
(L. S.)	J. D. GREGORY.
(L. S.)	M. RICCI-BUSATTI.
(L. S.)	M. WALTERS.
(L. S.)	S. ASKENAZY.
(L. S.)	ERIC TROLLE.
(L. S.)	E. MARKS VON WÜRTEMBERG.

N° 256.

BELGIQUE ET LUXEMBOURG

**Convention établissant une union
économique entre les deux pays,
signée à Bruxelles le 25 juillet
1921.**

BELGIUM AND LUXEMBURG

**Convention for the establishment of
an Economic Union between the
two countries, signed at Brussels,
July 25, 1921.**

No. 256. — CONVENTION¹ ENTRE LA BELGIQUE ET LE GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG, ÉTABLISSANT UNE UNION ÉCONOMIQUE ENTRE LES DEUX PAYS, SIGNÉE A BRUXELLES LE 25 JUILLET 1921.

Texte officiel français communiqué par le Ministre des Affaires étrangères de Belgique. L'enregistrement de cette Convention a eu lieu le 10 avril 1922.

Sa Majesté le Roi des Belges et Son Altesse royale la Grande-Duchesse de Luxembourg désirant resserrer les liens économiques qui unissent la BELGIQUE et le GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG, ont résolu de conclure à cet effet une Convention et ont désigné dans ce but pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

M. Henri JASPAR, membre de la Chambre des représentants, son ministre des Affaires étrangères, et

SON ALTESSE ROYALE LA GRANDE-DUCHESSE DE LUXEMBOURG :

M. Emile REUTER, ministre d'Etat, président du Gouvernement.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article 1.

Une union douanière est conclue entre le royaume de Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg.

Article 2.

Dès l'entrée en vigueur de la présente Convention, les territoires des deux Etats contractants seront considérés comme ne formant qu'un seul territoire au point de vue de la douane et des accises communes, et la frontière douanière entre les deux pays sera supprimée.

Article 3.

Sauf les exceptions prévues au présent Traité, il y aura entre les pays de l'Union liberté de commerce pleine et entière, sans entraves ni prohibitions d'importation, de transit ou d'exportation, et sans perception de droits ou taxes quelconques.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Bruxelles le 6 mars 1922.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 256. — CONVENTION ² BETWEEN BELGIUM AND THE GRAND-DUCHY OF LUXEMBURG FOR THE ESTABLISHMENT OF AN ECONOMIC UNION BETWEEN THE TWO COUNTRIES, SIGNED AT BRUSSELS, JULY 25, 1921.

French official text communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place April 10, 1922.

His Majesty the King of the Belgians and Her Royal Highness the Grand-Duchess of Luxembourg, being desirous of strengthening the economic ties which unite BELGIUM and the GRAND-DUCHY OF LUXEMBURG, have for that purpose decided to conclude a Convention, and to this end have appointed as their plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS,

M. Henri JASPAR, Member of the Chamber of Representatives, Minister for Foreign Affairs ;

HER ROYAL HIGHNESS THE GRAND-DUCHESS OF LUXEMBURG :

M. Emile REUTER, Minister of State, Prime Minister ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed to the following articles :

Article 1.

A customs union shall be concluded between the Kingdom of Belgium and the Grand-Duchy of Luxembourg.

Article 2.

From the coming into force of the present Convention the territories of the two contracting States shall be considered as forming one single territory as regards customs and common excise duties, and the customs boundaries between the two countries shall be abolished.

Article 3.

Except as otherwise provided in the present Treaty, commerce between the countries of the Union shall be entirely free and unrestricted and subject to no import, transit or export limitations or prohibitions nor to duties or charges of any kind.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² The exchange of ratifications took place at Brussels March 6, 1922.

Les sujets d'un des Etats de l'Union qui s'établissent, résident temporairement dans le territoire de l'autre Etat, ou empruntent le territoire de cet Etat, ses installations de transport par terre, par eau ou par les airs, ne pourront y être soumis, soit en raison du produit de leur agriculture, de leur commerce, de leur industrie, de leurs capitaux ou de leur travail, soit en raison des opérations agricoles, commerciales, industrielles, financières, des occupations et professions qu'ils y exercent, soit en raison du transport de leurs marchandises, de leur personne et de leurs biens, à des modes de perception ou de circulation ni à des droits, taxes, tarifs, impôts ou patentés, sous quelque dénomination que ce soit, autres que ceux qui seront appliqués aux nationaux ; et les priviléges, immunités ou faveurs quelconques, dont jouiraient en matière de commerce ou d'industrie les ressortissants de l'un des pays contractants, seront communs à ceux de l'autre.

Toutefois, en vue de sauvegarder les intérêts de l'industrie métallurgique nationale des deux pays, une commission paritaire recherchera un juste équilibre dans les conditions d'approvisionnement en matières premières et d'écoulement de la production. En cas de désaccord, ce juste équilibre sera formulé en des mesures tarifaires à définir par le tribunal arbitral prévu à l'article 28.

Les autorisations de faire le commerce en Belgique seront valables dans le Grand-Duché de Luxembourg et réciproquement.

Pour l'approvisionnement en combustibles et autres matières premières, les deux pays doivent être placés sur le pied d'une parfaite égalité.

Les commerçants, les industriels et leurs représentants, établis dans l'un des Etats contractants, pourront faire dans l'autre des achats pour les besoins de leur commerce, de leur industrie, recueillir des commandes avec ou sans échantillons, mais sans colporter des marchandises ; et ils n'y seront soumis à aucune patente ou impôt s'ils justifient que, eux ou la maison qu'ils représentent, ont satisfait aux obligations imposées de ce chef par le pays où ils sont établis.

Pour les fournitures et travaux mis en adjudication par l'Etat, les provinces, les communes et, en général, par les administrations publiques et les administrations et établissements contrôlés par les pouvoirs publics, les sujets de l'un des Etats contractants pourront soumissionner dans l'autre Etat aux mêmes conditions que les sujets de celui-ci.

Article 4.

Toutes les dispositions légales et réglementaires actuellement en vigueur dans le Grand-Duché de Luxembourg en matières de douanes (droits et taxes d'entrée, de sortie, de transit et de statistique) et accises communes seront abrogées à la date fixée à l'article 21 et remplacées par les dispositions afférentes aux douanes et accises en vigueur en Belgique à la date de la ratification de la présente Convention.

Les modifications que la Belgique aurait l'intention d'y introduire après cette date seront, dans tous les cas, soumises à l'avis du Conseil supérieur de l'Union belgo-luxembourgeoise, prévu à l'article 27.

Article 5.

Dès l'entrée en vigueur de la présente Convention, le Gouvernement belge s'efforcera d'obtenir que, sur la demande du Gouvernement grand-ducal, les traités de commerce et accords économiques existants entre la Belgique et d'autres nations soient étendus au Grand-Duché de Luxembourg.

Les futurs traités de commerce et accords économiques seront conclus par la Belgique au nom de l'Union douanière.

Aucun traité de commerce ni accord économique ne pourra être conclu ni modifié sans que le Gouvernement luxembourgeois ait été entendu.

The subjects of one of the States of the Union, who are settled or reside temporarily in the territory of the other State, or make use of the territory of that State or its land, water or air transport installations, may not be subjected in the latter State, either in respect of the produce of their agriculture, trade, industry, capital or labour, or in respect of the agricultural, commercial, industrial or financial operations, or of the trades and professions which they practise in that State, or in respect of the transport of their merchandise, persons or property, to methods of taxation, traffic regulations, duties, charges, tariffs, taxes or licences, under whatever name they may be described, other than those which may be applied to nationals; and the privileges, immunities or benefits of any description whatever which would be enjoyed by the nationals of one of the Contracting Parties as regards trade or industry shall be shared by the nationals of the other.

Nevertheless, for the purpose of safeguarding the interests of the national metallurgical industry in each of the two countries, a Joint Commission will endeavour to ensure equitable conditions as regards the supply of raw materials and the export of the manufactured product. In the event of any dispute arising, this adjustment shall be effected by means of tariff measures to be drawn up by the arbitral tribunal provided for in Article 28.

Permits to carry on trade in Belgium shall be valid in the Grand-Duchy of Luxemburg and *vice versa*.

As regards the supply of fuel and other raw materials the two countries shall be placed on a footing of absolute equality.

Merchants, manufacturers and their representatives who are established in one of the contracting States may make purchases in the other State to meet their commercial and industrial requirements and may obtain orders, with or without samples, but without actually introducing the goods for sale, and they shall not be liable in that State to any trade licence or tax if they furnish satisfactory proof that they themselves, or the firm which they represent, have complied with all the obligations imposed in this connection by the country in which they are established.

As regards supplies and work the contracts for which are given out by the State, provinces, communes and, generally speaking, by public administrations and administrations and establishments controlled by the public authorities, subjects of one of the contracting States may submit tenders in the other State under the same conditions as the subjects of the latter.

Article 4.

All legal provisions and regulations at present in force in the Grand-Duchy of Luxemburg as regards customs (import, export, transit and statistical duties and charges) and common excise duties shall be abolished on the date appointed in Article 21 and replaced by the provisions relating to customs and excise in force in Belgium at the date of the ratification of the present Convention.

Such modifications as Belgium may intend to introduce into these regulations after this date shall, in all cases, be submitted to the Superior Council of the Belgo-Luxemburg Union, provided for in Article 27, for their opinion.

Article 5.

From the coming into force of the present Convention the Belgian Government shall endeavour, at the request of the Grand-Ducal Government, to secure the extension to the Grand-Duchy of Luxemburg of the existing commercial treaties and economic agreements between Belgium and other countries.

Future commercial treaties and economic agreements shall be concluded by Belgium on behalf of the Customs Union.

No commercial treaty or economic agreement may be concluded or modified without the Luxemburg Government having been consulted.

Article 6.

Pour écarter toute entrave à la libre circulation des personnes, des marchandises et des biens entre les deux pays contractants, le Gouvernement grand-ducal conformera, pour autant que possible, la législation luxembourgeoise en matière d'accises non communes à celles de la Belgique et établira en tout cas un droit d'accise au moins égal au droit d'accise sur les produits qui sont grevés en Belgique d'un droit d'accise à la date de la ratification de la présente Convention.

Il sera accordé décharge de l'accise à l'exportation du territoire de l'Union.

Les vins naturels indigènes non mousseux fabriqués à l'aide de raisins frais ne pourront être grevés d'un droit d'accise.

Les vins artificiels, c'est-à-dire ceux qui ne proviennent pas de la fermentation du jus ou moût de raisins frais ne seront admis à la circulation et à la consommation que si les récipients portent en termes bien apparents une dénomination ne laissant aucun doute sur la nature du produit.

Au point de vue de l'application des alinéas 3 et 4, les vins récoltés dans le grand-duché et traités conformément à la législation luxembourgeoise sont considérés comme vins naturels indigènes.

Article 7.

Les marchandises sujettes à des droits d'accise pour lesquels une communauté de recettes a été convenue circuleront entre le Grand-Duché et la Belgique, et réciproquement sans droit de passage et sans remboursement de l'impôt.

Des conventions spéciales régleront la circulation, entre les Etats contractants, des marchandises sujettes à un droit d'accise pour lequel une communauté de recette n'aura pas été stipulée.

Article 8.

Il ne pourra être accordé de prime d'exportation directe ni indirecte pour les produits et objets quelconques dirigés de l'un des Etats de l'Union sur l'autre.

Si l'une des Hautes Parties contractantes juge utile de fixer des prix maxima pour l'un ou l'autre produit, les deux Etats s'entendront en vue de l'introduction d'une réglementation uniforme.

Il est entendu que cette disposition ne s'appliquera pas aux scories Thomas à fournir à l'agriculture luxembourgeoise en vertu des actes de concessions minières.

Article 9.

Chacune des Hautes Parties contractantes se réserve le droit de prononcer les prohibitions de trafic et de circulation qu'elle jugerait nécessaire d'établir pour la sécurité publique ou pour des motifs sanitaires, notamment pour empêcher la propagation d'épidémies ou d'épidémies, ou pour protéger les cultures contre l'importation ou la propagation d'insectes nuisibles, sous condition que ces prohibitions ne frappent le trafic entre les Etats contractants autrement ni plus défavorablement que le trafic intérieur de l'Etat qui y a recouru.

Les autorisations et permis de transport de matières dangereuses, telles que les explosifs délivrés par les autorités compétentes de Belgique, sont valables pour le Grand-Duché de Luxembourg et réciproquement.

La circulation des marchandises destinées à l'un des Etats de l'Union et transitant par le territoire de l'autre ne pourra, sous aucune condition, être entravée ni prohibée.

Article 6.

To remove any impediment to the unrestricted movement of persons, merchandise and property between the two contracting countries the Grand-Ducal Government will, as far as possible, assimilate the laws of Luxemburg as regards excise duties not common to both countries to those of Belgium, and will in all cases impose an excise duty not less than the excise duty on products which are subject in Belgium to an excise duty at the date of ratification of the present Convention.

A drawback on the excise duty will be granted when goods are exported from the territory of the Union.

No excise duty may be imposed upon natural still wines of native origin manufactured from fresh grapes.

Artificial wines, *i.e.*, those which are not produced by the fermentation of the juice or must of fresh grapes, may not be transported or exposed for sale unless the vessels which contain them are clearly marked with a name leaving no doubt as to the nature of the product.

For the purpose of §§ 3 and 4, wines manufactured from the vintages of the Grand-Duchy and dealt with in accordance with the laws of Luxemburg shall be held to be natural wines of native origin.

Article 7.

Goods subject to excise duties, in regard to which it has been agreed to pool the receipts, may pass from the Grand-Duchy to Belgium and *vice versa* without payment of frontier dues and without repayment of duty.

Special conventions will be concluded laying down regulations for the circulation from one Contracting State to the other of goods subject to an excise duty in regard to which no provisions have been laid down for pooling the receipts.

Article 8.

No export bounty, direct or indirect, may be granted on produce and goods of any kind passing from one of the States of the Union to the other.

Should one of the High Contracting Parties deem it desirable to fix maximum prices for any product, the two States shall consult together for the purpose of introducing uniform regulations.

This provision, however, shall not apply to slag obtained from the Thomas process which is to be supplied, under mining concessions, for agricultural purposes in Luxemburg.

Article 9.

Each of the High Contracting Parties reserves the right to issue such decrees prohibiting traffic and movement as it may deem necessary in the interests of law and order or for sanitary reasons, more particularly to prevent the spread of epidemics and epizootic diseases or to protect agriculture from the introduction or propagation of noxious insects, provided always that such prohibitions do not affect traffic between the Contracting States in any other way, or affect it more injuriously than they affect the internal traffic of the State which has resorted to them.

Licences or permits for the transport of dangerous goods, such as explosives, which have been issued by the competent authorities in Belgium shall be valid for the Grand-Duchy of Luxemburg and *vice versa*.

The movement of goods which are consigned to one of the States of the Union and are in transit through the territory of the other may under no condition be subjected to any hindrance or prohibition.

Article 10.

Sous réserve des attributions du Conseil administratif mixte, chacun des deux Gouvernements assurera sur son territoire l'administration et la perception en matière de douane et accise, conformément aux lois et règlements de l'Union douanière.

Article 11.

Sera considéré comme recette commune le produit :

a) Des droits d'entrée, de sortie, de transit ;

b) Des droits d'accise sur les vins étrangers, les vins mousseux, les vins de fruits secs, les bières, les vinaigres de bière et autres, l'acide acétique, les sucres de canne et de betteraves, les glucoses et autres sucres non cristallisables, la margarine, les tabacs étrangers, les tabacs indigènes, ainsi que le produit du proportionnel de consommation sur les tabacs ou de tous autres droits d'accise qui deviendraient communs à l'avenir ;

c) Des recettes douanières extraordinaires (taxes d'ouvertures des entrepôts, taxes pour travaux extraordinaires de chargement et de déchargement des navires).

Cette recette commune, déduction faite des remboursements, bonifications, frais de perception et d'administration (article 12) sera répartie entre les Parties contractantes proportionnellement à la population de leurs territoires.

Tous les dix ans il sera fait, à ces fins, un recensement de la population sur tout le territoire de l'Union douanière le même jour et d'après les mêmes principes. L'accord qui fixera ultérieurement les modalités de ces recensements arrêtera en même temps la date du premier.

Le Conseil administratif mixte établira, à la fin de chaque trimestre, un décompte provisoire des recettes en question et des dépenses déductibles, et fixera, d'après le mode de répartition indiqué ci-dessus, la part revenant à chacune des Parties contractantes ainsi que la somme à rembourser par le pays dont les recettes dépassent cette part.

La même procédure sera suivie pour le décompte détaillé qui doit avoir lieu immédiatement après la clôture définitive de chaque exercice.

Article 12.

Dans les décomptes périodiques figureront comme dépenses communes déductibles du produit des recettes communes :

1. Les traitements, allocations et autres frais du Conseil supérieur de l'Union belgo-luxembourgeoise ainsi que ceux du Conseil administratif mixte, qui seront avancés par le Gouvernement belge ;

2. Les dépenses d'administration et celles afférentes à la perception des droits d'entrée; ceux-ci comprennent, d'une part, les droits de douanes, d'autre part, les droits d'accises sur les produits étrangers, y compris celles des administrations centrales.

Ces dépenses comprendront :

a) Les traitements, indemnités et autres émoluments du personnel de l'administration de la douane dans les provinces belges et de l'administration grand-ducale des douanes y assimilées, au cas où le taux des traitements et indemnités de vie chère du personnel luxembourgeois serait supérieur à celui du personnel belge; ces frais ne pourront être mis à charge de la communauté que jusqu'à concurrence de la moyenne de la dépense afférente de l'administration belge, fixée annuellement pour chaque catégorie d'employés ;

b) Une somme forfaitaire pour l'allocation, l'entretien, l'ameublement, le chauffage et l'éclairage des immeubles ou partie d'immeubles affectés au service de l'administration

Article 10.

Unless otherwise provided for by the Mixed Administrative Council, each of the two Governments will arrange for the administration and collection of customs and excise duties within its own territory in accordance with the laws and regulations of the Customs Union.

Article 11.

The proceeds of the following shall be regarded as common receipts :

- (a) Import, export, transit duties ;
- (b) Excise duties on foreign wines, sparkling wines, wines produced from dried fruits, beers, vinegar derived from beer and other sources, acetic acid, cane and beet sugar, glucoses and other non-crystallisable sugars, margarine, foreign tobaccos, native tobaccos, together with the proceeds of the *ad valorem* tax on the sale of tobaccos or of any other excise duties which may become common in the future ;
- (c) Extraordinary customs receipts (duties for the opening of bonded stores, fees for extra work in connection with the loading and unloading of vessels).

These common receipts, less repayments, bonuses, expenses of collection and administration (Article 12), shall be divided between the Contracting Parties in proportion to the population of their territories.

For this purpose, a census of the population shall be taken every ten years in the whole territory of the Customs Union on the same day and in accordance with the same principles. The agreement which will subsequently determine the procedure for taking this census shall at the same time fix the date of the first census.

The Mixed Administrative Council shall, at the end of each quarter, draw up provisional accounts of the receipts in question and of the expenses to be deducted and shall, in accordance with the method of distribution indicated above, determine the share due to each of the Contracting Parties, together with the sum to be repaid by the country whose receipts may exceed this share.

The same procedure shall be followed with regard to the detailed accounts to be taken immediately after the final close of each financial year.

Article 12.

The following shall be entered in the periodical accounts as common expenses to be deducted from the common receipts :

- (1) Salaries, allowances and other costs of the Superior Council of the Belgo-Luxemburg Union, together with the salaries, allowances and other costs of the Mixed Administrative Council which shall be advanced by the Belgian Government ;
- (2) The expenses of administration and of the collection of import duties (customs duties and excise on foreign products), including the expenses of the central administrations.

These expenses shall include :

- (a) Salaries, allowances and other emoluments of the staff of the Customs Administration in the Belgian Provinces and of the Grand-Ducal Administration of the Customs assimilated thereto ; if the rate of salaries and allowances for the high cost of living of the Luxemburg staff should be higher than that of the Belgian staff, this expense may only be charged to the Union to an amount equal to the average corresponding expense of the Belgian Administration fixed yearly for each class of employee ;
- (b) A lump sum for the hire, up-keep, furnishing, heating and lighting of premises, or portions of premises, set apart for the use of the Administration, for office supplies

pour les fournitures de bureau et l'armement du personnel ; cette somme sera fixée par le Conseil supérieur de l'Union sur avis du Conseil administratif mixte ;

c) Les frais d'entretien et de mise en marche des embarcations de la douane ;

d) Une somme forfaitaire de 15 % des traitements et indemnités de vie chère du personnel désigné *sub a)*, pour la charge résultant des pensions à payer à ce personnel par chacun des Etats contractants ;

3. Les dépenses d'administration et celles afférentes à la perception des accises communes à l'exception des droits d'accises sur les produits étrangers. Ces derniers frais seront fixés par le Conseil supérieur de l'Union, sur avis du Conseil administratif mixte.

Article 13.

Chaque fois qu'il sera constaté, à la fin de l'année, que pendant une ou plusieurs périodes de cette année les prix moyens de vente des céréales panifiables dans l'Union douanière ont été inférieurs aux prix moyens des céréales en Lorraine, il sera prélevé sur les recettes communes une somme à établir comme suit :

Le nombre de quintaux métriques représentant la production intérieure pendant la ou les périodes déficitaires sera multiplié par la différence entre la moyenne des prix de vente du quintal métrique sur la place d'Anvers et celle des prix de vente sur le marché de Metz, pendant la ou les périodes en question, sans que, toutefois, ce multiplicateur puisse être supérieur à six francs, ou, le cas échéant, à la différence entre six francs et les droits qui seraient éventuellement introduits dans le tarif douanier.

Il est convenu que les chiffres de la production intérieure visée ci-dessus seront établis sur la moyenne des chiffres relatifs à la production des deux pays et publiés par le Bureau international d'agriculture de Rome pour les cinq dernières années, abstraction faite des années 1914 à 1918 inclus.

Le partage de la somme ainsi obtenue se fera entre la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg, proportionnellement au nombre d'hectares emblavés en céréales panifiables dans chacun de ces pays, ce nombre étant également déterminé de la manière prévue au paragraphe précédent.

Les dispositions du présent article seront applicables aussi longtemps que le tarif douanier ne comportera pas de droits sur les céréales panifiables ou ne comportera que des droits inférieurs à six francs les 100 kilogrammes.

Article 14.

Chaque gouvernement de l'Union douanière sera responsable de toutes les sommes non perçues, égarées ou soustraites sur son territoire, sans égard si la perte est due à un accident, une négligence ou un fait délictueux.

Exceptionnellement, le Conseil administratif mixte peut, pour des raisons d'équité, mettre ces pertes à charge de la communauté, s'il constate que toutes les mesures propres à les éviter avaient été décrétées et exécutées par le gouvernement responsable.

Article 15.

Chaque Etat de l'Union douanière recruterá exclusivement parmi ses sujets le personnel des douanes et accises.

Le personnel luxembourgeois adoptera l'uniforme, cocarde exceptée, ainsi que l'équipement et les armes du personnel belge.

Sur avis du Conseil supérieur de l'Union, des fonctionnaires des administrations des deux pays pourront effectuer ensemble des tournées d'inspection dans le territoire de l'Union.

and the equipment of the staff ; such sum will be determined by the Superior Council of the Union on the advice of the Mixed Administrative Council ;

(c) The cost of up-keep and operation of customs vessels ;

(d) A lump sum of 15 % of the salaries and high-cost-of-living indemnities of the staff specified under (a), for pensions to be paid to this staff by each of the Contracting Parties.

(3) The expenses of administration and those connected with the collection of the common excise, except as regards excise duties on foreign products. These latter expenses shall be determined by the Superior Council of the Union on the advice of the Mixed Administrative Council.

Article 13.

Whenever it is shown at the end of a year that, for one or more periods of such year, the average sale prices of bread cereals in the Customs Union have fallen below the average prices of cereals in Lorraine, a sum to be fixed as follows shall be levied on the common receipts :

The number of metric quintals representing the home production during the period or periods for which such a difference of price has been recorded shall be multiplied by the difference between the average sale price of the metric quintal on the Antwerp market and the average sale price on the Metz market during the period or periods in question ; provided, however, that the figure taken as multiplier does not exceed six francs or the difference between six francs and any duties which may subsequently be introduced into the Customs tariff.

It is agreed that the figures for the home production referred to above shall be based on the average of the figures relating to the production of the two countries published by the International Office of Agriculture at Rome for the last five years, omitting the years 1914-1918 inclusive.

The sum thus determined shall be divided between Belgium and the Grand-Duchy of Luxembourg in proportion to the number of hectares under bread cereals in each of these countries, this number being also determined as laid down in the previous paragraph.

The provisions of the present article will remain in force so long as the Customs Tariff contains no duties on bread cereals or only such duties as are lower than six francs per 100 kilogrammes.

Article 14.

Each Government in the Customs Union shall be responsible for the whole of such sums as are not collected or are lost or abstracted in its territory, regardless of the fact whether the loss is due to accident, negligence or criminal act.

In exceptional cases the Mixed Administrative Council may, if such a course appears equitable, place such losses as a charge on the Union if it is satisfied that all measures calculated to avoid such loss had been enacted and carried out by the Government responsible.

Article 15.

Each State of the Customs Union shall appoint the Customs and Excise staff exclusively from among its own subjects.

The Luxemburg staff shall adopt the uniform, with the exception of the cockade, and the arms and equipment of the Belgian staff.

Officials in the administrations of the two countries may, at the discretion of the Superior Council of the Union, make joint tours of inspection in the territory of the Union.

Article 16.

Tous les fonctionnaires luxembourgeois des douanes seront maintenus. Ils prendront rang dans les cadres grands-ducaux d'après la classification prévue par l'organisation provinciale en Belgique, avec le grade et la situation comparative qu'ils occupaient dans l'administration des douanes luxembourgeoises.

Dans le cas où les traitements du personnel belge seraient adoptés pour le personnel luxembourgeois, les années de service portées en compte dans l'administration des douanes luxembourgeoises en vue du calcul des triennales, serviront de base pour la fixation et l'augmentation des nouveaux traitements. La bonification pour services militaires effectifs ne pourra dépasser huit années de service.

Les examens prévus en Belgique pour l'avancement à certains grades seront imposés aux fonctionnaires actuels des douanes luxembourgeoises deux ans seulement après la ratification de la présente Convention. Pendant ce délai, l'avancement se fera en tenant compte des années de service, des aptitudes professionnelles et de la conduite des fonctionnaires intéressés.

Article 17.

La classification hiérarchique des grades établis en Belgique pour l'administration des douanes et accises dans les provinces sera adoptée pour l'administration des douanes luxembourgeoises.

Le personnel luxembourgeois des douanes sera rémunéré suivant le barème des traitements et indemnités ou allocations, quels qu'ils soient, attachés en Belgique à ces grades, sans que, toutefois, ces rémunérations puissent être inférieures à celles que toucheraient dans le Grand-Duché les fonctionnaires de même rang. Si, par application de cette dernière disposition, les traitements et indemnités du personnel luxembourgeois étaient supérieurs à ceux du personnel belge, le surcroît des dépenses ne pourra être mis à charge de la communauté.

Article 18.

Dans ses rapports avec le Gouvernement grand-ducal, le directeur des douanes à Luxembourg est assimilé aux chefs d'administration. Pour le surplus, il aura les droits et les devoirs d'un directeur provincial et effectuera les services d'inspection générale.

Les fonctionnaires des douanes et accises des deux pays sont autorisés à correspondre directement entre eux pour toutes les affaires qui sont de leur compétence.

Cette correspondance se fera en langue française et en franchise de port.

Article 19.

Pour assurer l'unité dans l'administration de l'Union douanière, il sera formé, avec siège à Bruxelles, un conseil administratif mixte composé de trois membres dont deux, parmi lesquels le président, seront sujets belges et nommés par le Gouvernement belge, et le troisième, sujet luxembourgeois, nommé par le Gouvernement grand-ducal.

Les membres du Conseil administratif mixte seront soumis aux droits et devoirs des fonctionnaires de l'Etat auquel ils ressortissent.

Le président du Conseil administratif mixte aura le titre, le rang au moins, le traitement et les émoluments de directeur général des douanes belges ; les deux autres membres auront au moins le titre, le rang et toucheront au moins le traitement maximum afférent au grade de directeur de la même administration.

Le Gouvernement belge fournira les locaux nécessaires pour le fonctionnement du Conseil administratif mixte.

Article 16.

All Luxemburg Customs officials will be retained. They will rank in the Grand-Duchy staff organisation according to the classification provided for in the provincial organisation in Belgium, with the grade and relative position which they held in the Luxemburg Customs Administration.

Should the salaries of the Belgian staff be adopted for the Luxemburg staff, the years of service credited to an official in the Luxemburg Customs Administration for the purpose of granting triennial increases will serve as a basis for fixing and augmenting the new salaries. The allowance made for service with the colours may not exceed eight years' service.

The examinations provided for in Belgium for promotion to certain ranks will only be made compulsory for officials at present serving in the Luxemburg Customs two years after the ratification of the present Convention. During this period promotion shall be given in accordance with the length of service, professional ability and conduct of the officials concerned.

Article 17.

The classification of ranks adopted in Belgium for the Customs and Excise Administration in the provinces shall be adopted in the Luxemburg Customs Administration.

The remuneration of the Luxemburg Customs staff shall be fixed in accordance with the scale of salaries and allowances or grants, whatever they may be, assigned in Belgium to such ranks, provided, however, that such remuneration shall not be less than that which officials of the same rank would receive in the Grand-Duchy. If under the last-mentioned provision the salaries and allowances of the Luxemburg staff should be higher than those of the Belgian staff, the increased expenditure occasioned thereby may not be charged to the Union.

Article 18.

In his relations with the Grand-Ducal Government the Customs Director in Luxemburg shall be placed on the same footing as the Administrative Directors. He shall, moreover, enjoy the rights and discharge the duties of a provincial director, and shall be responsible for the work of general inspection.

The Customs and Excise officials of the two countries are empowered to carry on direct correspondence with each other on all matters within their competence.

This correspondence shall be carried on in the French language and shall be carried post free.

Article 19.

To ensure uniformity in the administration of the Customs Union a Mixed Administrative Council shall be established, with its seat at Brussels. It shall consist of three members, of whom the President and one other will be Belgian subjects appointed by the Belgian Government, and the third a Luxemburg subject appointed by the Grand-Ducal Government.

The members of the Mixed Administrative Council shall have the rights and duties of officials of the State of which they are nationals.

The president of the Mixed Administrative Council shall have the title, the rank (or higher rank), the salary and emoluments of a director general of the Belgian Customs; the two other members will be given the title (or a higher title) and the rank of a director of the same Administration, and shall receive not less than the maximum salary appertaining to that rank.

The Belgian Government shall supply premises for the Mixed Administrative Council.

Les Hautes Parties contractantes nommeront les membres du Conseil administratif mixte dès la ratification de la présente Convention.

Article 20.

Le Conseil d'administration mixte exercera les attributions suivantes :

1. Il donne son avis motivé :

a) Sur les changements à l'organisation établie en exécution de la présente Convention et tendant à l'augmentation ou la réduction du personnel ou à la création ou la suppression des postes de surveillance ou de recettes. Si l'avis est négatif, les dépenses occasionnées ne seront inscrites au budget de la communauté qu'après accord intervenu à ce sujet entre les deux Gouvernements. Si cet accord n'est pas obtenu, la mesure peut être décrétée aux frais exclusifs du Gouvernement qui l'ordonne, à moins qu'elle ne soit contraire aux principes de l'Union douanière établie par le présent Traité ;

b) Sur les réductions ou remises des droits pouvant grever le budget de l'Union et qui ne sont pas une application pure et simple d'une disposition légale ;

c) Sur toutes les questions en matière de douanes et accises que les gouvernements respectifs lui soumettront ;

2. Il examine au point de vue administratif les questions d'application et d'interprétation des lois, tarifs et règlements en matière de douanes et accises. Son avis motivé est transmis aux administrations respectives qui prennent les décisions opportunes ;

3. Il soumet aux deux Gouvernements des propositions en vue d'établir le budget des dépenses communes et la part revenant à chacun des Etats contractants dans les recettes communes ;

4. Il a le droit de prendre tous les renseignements utiles à sa tâche et de se faire produire par les administrations de l'Union toutes les pièces qu'il juge nécessaires à l'accomplissement de ses fonctions.

Article 21.

Dès la ratification du Traité, le Gouvernement grand-ducal publiera, pour avoir force obligatoire dans le Grand-Duché, les lois, règlements et autres dispositions qu'il devra adopter en vertu de la présente Convention.

La communauté des recettes et des dépenses entrera en vigueur à partir du premier du mois qui suivra la publication prévue à l'alinéa ci-dessus.

A la même date, l'organisation de l'administration luxembourgeoise des douanes et des accises communes sera en général mise en concordance avec l'organisation des administrations similaires belges.

Article 22.

En vue de permettre au Gouvernement luxembourgeois d'opérer l'échange des billets provisoires actuellement en circulation et provenant de l'échange des marks contre les billets de banque belges, le Gouvernement luxembourgeois créera un emprunt de cent soixantequinze millions de francs, qui sera émis en Belgique par les soins de la Banque Nationale au taux nécessaire pour le placement. Le Gouvernement luxembourgeois recevra le produit de cet emprunt en billets de banque belges.

Quelle que soit la charge réelle de cet emprunt, le Gouvernement luxembourgeois n'aura à payer que 2 % d'intérêt par an.

La durée de l'emprunt sera égale à la durée de la présente Convention.

Le Gouvernement luxembourgeois est également autorisé à laisser en circulation, dans les limites du territoire grand-ducal, des coupures d'un import ne dépassant pas dix francs jusqu'à concurrence de vingt-cinq millions.

The High Contracting Parties shall appoint the members of the Mixed Administrative Council as soon as the present Convention is ratified.

Article 20.

The Mixed Administrative Council will be vested with the following powers :

- (1) It shall furnish a reasoned statement of its opinions :

(a) On modifications in the organisation set up to give effect to the present Convention tending to increase or reduce the staff or to set up or abolish control stations or collecting stations. If it disapproves, expenditure resulting from such modifications shall be entered in the budget of the Union only by agreement between the two Governments. Failing such agreement, the measure may be carried out at the sole charge of the Government which orders it, unless such measure is inconsistent with the principles of the Customs Union as laid down in the present Treaty;

(b) On reductions and remissions of duties which may be charged to the budget of the Union, and which do not merely give effect to a legal provision ;

(c) On all such questions relating to Customs and Excise as the respective Governments may submit to it ;

(2) It shall consider from the administrative point of view questions relating to the application and interpretation of Customs and Excise laws, tariffs and regulations. Its reasoned opinion shall be transmitted to the respective Administrations ; the latter shall take such decisions as may be deemed expedient ;

(3) It shall lay before the two Governments a draft budget of common expenditure, showing also the share of the common receipts due to each of the contracting States ;

(4) It shall be entitled to make all the enquiries relevant to its work and to call upon the Administrations of the Union to lay before it all the papers which it may deem necessary to enable it to carry out its duties.

Article 21.

On the ratification of the Treaty, the Grand-Ducal Government shall promulgate the laws, regulations and other provisions which it is bound to adopt under the present Convention, and shall give them the full force of law in the Grand-Duchy.

The pooling of receipts and expenditure shall be put in practice as from the first of the month following the promulgation referred to in the previous paragraph.

On the same date the organisation of the Luxemburg administration of common Customs and Excise shall, in general, be made to correspond with the organisation of similar Belgian administrations.

Article 22.

To enable the Luxemburg Government to effect the exchange of the temporary notes at present in circulation as a result of the exchange of marks for Belgian bank notes, the Luxemburg Government shall raise a loan of one hundred and seventy, five million francs, which will be floated in Belgium by the National Bank at a rate necessary to attract investors.

The Luxemburg Government will receive the proceeds of this loan in Belgian bank notes.

Irrespective of the actual costs of this loan, the Luxemburg Government shall be called upon to pay only two per cent interest per year.

The duration of the loan shall be for the same period as the present Convention.

The Luxemburg Government is also empowered to retain in circulation within the boundaries of the Grand-Ducal territory notes of a face value not exceeding ten francs up to an amount of twenty-five millions.

Article 23.

Pour le cas où une nouvelle Convention serait conclue entre la Belgique et l'Allemagne, en ce qui concerne les marks, que le Gouvernement allemand admette les marks luxembourgeois dans la Convention ou non, le Gouvernement belge assurerait au Gouvernement luxembourgeois, pour les marks détenus par lui, le même traitement qu'il obtiendrait pour l'ensemble des marks possédés par le Gouvernement belge lui-même.

Le Gouvernement luxembourgeois est autorisé à placer son stock de marks allemands à court terme, tout en conservant la possibilité de bénéficier, le cas échéant, de l'arrangement prévu au paragraphe qui précède. La nature du ou des placements sera déterminée d'accord avec le Gouvernement belge.

Article 24.

L'exploitation de tout le réseau des chemins de fer luxembourgeois à section normale fera l'objet d'un arrangement entre les deux pays, en vue d'assurer la dite exploitation avec le concours de la Société luxembourgeoise Prince-Henri.

Si cet arrangement n'est pas conclu dans le délai de six mois à dater de la signature de la présente Convention ou à une date plus rapprochée, au cas où le Gouvernement luxembourgeois en exprimerait le désir, le Gouvernement belge assurera provisoirement l'exploitation du Guillaume-Luxembourg par les soins de l'administration des chemins de fer de l'Etat belge aux conditions actuelles, c'est-à-dire conformément aux lois luxembourgeoises et aux Conventions de 1902-1903 avec l'Allemagne, en attendant la mise en vigueur du régime définitif.

Il est toutefois entendu qu'en sus de la redevance de deux cent cinquante mille (250.000) francs par an due au Gouvernement luxembourgeois, le Gouvernement belge payera à ce dernier, en francs belges une somme annuelle de trois millions huit cent soixante-six mille quatre cents (3.866.400) francs en acquit du fermage dû à la société du Guillaume-Luxembourg ; ce paiement se fera par trimestre et par quarts.

Pendant un an à partir de la reprise de l'exploitation par l'Etat belge, le Gouvernement luxembourgeois pourra déclarer qu'il entend intervenir dans les résultats de cette exploitation pour la moitié ou pour une fraction moindre, moyennant l'apport des capitaux correspondants.

Le régime définitif sera établi par une Convention entre les deux Etats qui déterminera les conditions d'exploitation en s'inspirant des clauses d'ordre technique inscrites dans le projet de Convention du 7 février 1920, arrêté entre le Gouvernement luxembourgeois et le Gouvernement français. L'exploitation devra être assurée soit par l'Etat belge seul, soit avec le concours de l'Etat luxembourgeois, soit par l'intermédiaire d'un organisme délégué par les deux Gouvernements.

Sauf accord des Parties, il ne pourra être mis fin au régime provisoire d'exploitation que par une décision du tribunal arbitral prévu à l'article 28 du présent Traité.

Article 25.

A l'effet de rendre plus étroites les relations intellectuelles entre la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg, les deux Gouvernements concluront un accord ayant pour base le projet soumis au Gouvernement luxembourgeois sous la date du 20 janvier 1921.

Article 26.

Dans les localités où le Grand-Duché de Luxembourg ne possède pas d'agents consulaires, la défense des intérêts luxembourgeois sera confiée aux agents consulaires belges.

Article 23.

Should a new Convention be concluded between Belgium and Germany regarding marks the Belgian Government will, whether or not the German Government admits Luxemburg marks to the Convention, guarantee to the Luxemburg Government the same treatment in respect of the marks held by it as it will obtain for the whole of the marks which the Belgian Government itself possesses.

The Luxemburg Government is authorised to invest its stock of German marks for short periods while retaining the power of taking advantage, should occasion arise, of the arrangements provided in the preceding paragraph. The nature of the investment or investments will be settled by agreement with the Belgian Government.

Article 24.

The operation of the whole system of standard-gauge railways in Luxemburg will be dealt with in an agreement to be concluded between the two countries for the purpose of enabling the said operation to be carried on with the assistance of the Luxemburg Prince-Henri Company.

If this agreement should not be concluded within six months from the date of the signature of the present Convention, the Belgian Government will, provided the Luxemburg Government signifies such a desire, temporarily operate the Guillaume-Luxemburg system through the Belgian State Railways Administration, on the same conditions as those at present governing its operation, i.e., in accordance with the laws of Luxemburg and the Conventions of 1902-1903 with Germany, pending the coming into force of the final arrangement.

Nevertheless it is agreed that, in addition to the rent of two hundred and fifty thousand (250,000) francs per year due to the Luxemburg Government, the Belgian Government will pay the latter in Belgian francs a yearly sum of three million eight hundred and sixty-six thousand four hundred (3,866,400) francs in settlement of the rent due to the Guillaume-Luxemburg Company ; this payment will be made in equal quarterly instalments.

During a period of one year from the resumption of the operation of the railways by the Belgian State the Luxemburg Government may express its intention to participate in the results of this operation to the extent of one-half or a smaller fraction on contributing the corresponding capital.

The final system will be established by a Convention between the two States which will settle the conditions of operation in accordance with the technical clauses contained in the draft Convention of February 7, 1920, drawn up between the Luxemburg Government and the French Government. The operation will be effected by the Belgian State alone, or with the assistance of the Luxemburg Government, or by means of an organisation with powers delegated to it by the two Governments.

Except by agreement between the parties the temporary regime for operating the railways may only be terminated by a decision of the arbitral tribunal provided for in Article 28 of the present Treaty.

Article 25.

In order to bring Belgium and the Grand-Duchy of Luxemburg into closer intellectual relations, the two Governments will conclude an agreement based on the draft submitted to the Luxemburg Government on January 20, 1921.

Article 26.

In districts where the Grand-Duchy of Luxemburg has no consular officers the protection of Luxemburg interests shall be entrusted to Belgian consular officers.

Article 27.

Il est créé sous le titre de « Conseil supérieur de l'Union », un organe consultatif chargé d'assurer la liaison entre les deux Gouvernements belge et luxembourgeois en vue de l'exécution de la présente Convention.

Il comprend cinq membres, dont trois désignés par le Gouvernement belge et deux par le Gouvernement luxembourgeois.

Les Hautes Parties contractantes nommeront les membres du Conseil supérieur de l'Union dès la ratification de la présente Convention.

Le règlement d'ordre intérieur ci-annexé, approuvé par les deux Gouvernements et ayant la même force obligatoire que la présente Convention, arrête la composition, les attributions et le fonctionnement de ce Conseil ainsi que la rémunération de ses membres.

Article 28.

S'il s'élevait entre les Parties contractantes un différend sur l'interprétation et l'application d'une clause du présent Traité, le litige, si l'une des Parties en fait la demande, sera réglé par la voie de l'arbitrage. Pour chaque litige, le tribunal arbitral sera constitué de la manière suivante : chacune des Parties nommera comme arbitre parmi ses nationaux, une personne compétente, et les deux Parties s'entendront sur le choix d'un tiers arbitre, ressortissant à un tiers Etat ami. En cas de désaccord sur ce choix, le tiers arbitre sera désigné à la requête de la partie la plus diligente par le Bureau de la Société des Nations.

Le tribunal arbitral siégera à Bruxelles. Ses décisions seront prises à la majorité des voix.

Le tribunal sera présidé par le tiers arbitre.

Pour la transmission des citations à comparaître devant le tribunal arbitral et pour les commissions rogatoires émanées de ce dernier, les autorités de chacune des Parties contractantes prêteront, sur la réquisition du tribunal arbitral adressée au Gouvernement compétent, leur assistance de la même manière que pour les réquisitions des tribunaux civils du pays.

Le Gouvernement belge fournira les locaux, les employés de bureau et le personnel de service nécessaires pour le fonctionnement du tribunal.

Les Parties contractantes s'entendront sur la répartition des frais à l'occasion de chaque arbitrage.

Article 29.

Le présent Traité est conclu pour une durée de cinquante ans à partir de la date de sa ratification.

Dans le cas où aucune des Parties contractantes n'aurait notifié, un an avant l'expiration du terme ci-dessus fixé, son intention de faire cesser les effets de la présente Convention, celle-ci restera en vigueur aux mêmes clauses et conditions pendant une nouvelle période de dix années.

Article 30.

La présente Convention, après avoir été approuvée par les Chambres belges et par la Chambre du Grand-Duché, sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Bruxelles aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait en double original, à Bruxelles, le 25 juillet 1921.

(L. S.) (Signé) HENRI JASPAR.
(L. S.) (Signé) E. REUTER.

Article 27.

An advisory body entrusted with the duty of maintaining close touch between the Governments of Belgium and Luxemburg for the purpose of carrying out the present Convention shall be set up under the name of "The Superior Council of the Union."

It shall consist of five members, three of whom shall be appointed by the Belgian Government and two by the Luxemburg Government.

The High Contracting Parties will appoint the members of the Superior Council of the Union as soon as the present Convention is ratified.

The rules of procedure annexed hereto, approved by the two Governments and having the same binding force as the present Convention, shall determine the composition, powers and duties of this Council and the remuneration of its members.

Article 28.

In the event of any difference of opinion as to the interpretation of a clause of the present Treaty arising between the Contracting Parties, the question at issue will, on application being made by one of the parties, be settled by arbitration.

For each dispute the arbitral tribunal shall be constituted as follows : Each of the parties shall appoint a competent person from among its own nationals as arbitrator, and the two parties shall by agreement select a third arbitrator who shall be a national of a third friendly State. In the event of disagreement with regard to this selection, the third arbitrator shall be appointed by the Office of the League of Nations at the request of the party who first applies to it.

The arbitral tribunal shall sit at Brussels. Its decisions shall be taken by a majority vote.

The third arbitrator shall be president of the tribunal.

As regards the transmission of summonses to appear before the arbitral tribunal and in respect of special commissions of enquiry appointed by it, the authorities of each of the Contracting Parties shall, on application being made to the competent Government by the arbitral tribunal, afford assistance in the same manner as in the case of applications from the national civil tribunals.

The Belgian Government shall provide premises, office, clerks and staff for the tribunal.

The allocation of the costs arising out of each arbitration case shall be settled by agreement between the Contracting Parties.

Article 29.

The present Treaty shall remain in force for a period of fifty years from the date of its ratification.

Should neither of the Contracting Parties have, one year before the expiration of the period determined above, notified its intention of ceasing to give effect to the present Convention, it shall remain in force with the same clauses and under the same conditions for a further period of ten years.

Article 30.

The present Convention, after approval by the Belgian Chambers and the Chamber of the Grand-Duchy of Luxemburg, shall be ratified and the ratification thereof shall be exchanged at Brussels as soon as possible.

In faith whereof the respective plenipotentiaries have signed the present Convention and affixed their seals thereto.

Done in two authentic copies at Brussels on July 25, 1921.

(L. S.) (Signed) HENRI JASPAR.

(L. S.) (Signed) E. REUTER.

ANNEXE.

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'UNION BELGO-LUXEMBOURGEOISE.

I.

Le Conseil supérieur de l'Union est l'organisme de liaison, chargé de faciliter aux Gouvernements belge et luxembourgeois l'exécution de la Convention établissant une Union économique entre la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg.

II.

Il comprend cinq membres dont trois désignés par le Gouvernement belge et deux par le Gouvernement luxembourgeois.

La durée de leur mandat, qui peut être renouvelé, est de cinq années.

Le Gouvernement belge désigne le président.

Le président a voix prépondérante.

Les émoluments des membres du Conseil seront fixés par les deux Gouvernements.

III.

Le Conseil supérieur est compétent pour examiner et étudier toutes les questions soulevées par l'application de la Convention précitée et notamment :

a) Il propose les modifications à apporter aux lois, arrêtés et éventuellement aux règlements d'administration actuellement en vigueur dans le Grand-Duché de Luxembourg, dans le domaine social, fiscal et économique proprement dit (industrie, commerce, transport, agriculture) et pouvant avoir une influence certaine sur l'application de la Convention précitée ; il signale les propositions au Gouvernement luxembourgeois pour le mettre en situation de les adapter progressivement, et dans la mesure du possible, aux lois, arrêtés et règlements appliqués en Belgique.

b) Il donne son avis motivé sur les projets de loi, d'arrêtés, de règlements d'administration proposés dans les deux pays, de manière à mettre les deux parties en situation de les concilier autant que possible avec les dispositions de la Convention ;

c) Il formule son avis sur toutes modifications qui pourraient être apportées aux tarifs de douane et droits d'accises (Caisse commune) en vigueur à dater de la signature de la Convention ;

d) Il étudie, à l'invitation de l'un ou l'autre des gouvernements, toutes questions pouvant toucher aux intérêts communs de l'Union ;

e) Il suggère respectivement à chacun d'eux telles mesures qu'il estimerait conformes à la bonne exécution de la Convention.

Le Conseil supérieur s'adresse, pour les diverses communications qu'il doit faire aux deux Gouvernements, aux départements administratifs respectivement compétents.

IV.

En cas de besoin, le Conseil désigne des experts ou des commissions chargées de l'étude de certaines questions d'ordre spécial.

Dans chaque cas, il les choisit dans les deux pays.

ANNEX.

THE SUPERIOR COUNCIL OF THE BELGO-LUXEMBURG UNION.

I.

The Superior Council of the Union is the body entrusted with maintaining contact with and assisting the Belgian and Luxemburg Governments to give effect to the Convention, and with establishing an economic union between Belgium and the Grand-Duchy of Luxemburg.

II.

It shall consist of five members, three of whom shall be appointed by the Belgian Government and two by the Luxemburg Government.

Their term of office, which may be renewed, shall be five years.

The Belgian Government shall appoint the President.

The President shall have a casting vote.

The emoluments of the members of the Council shall be determined by the two Governments.

III.

The Superior Council shall have full powers to consider and investigate all questions arising out of the application of the afore-mentioned Convention and more particularly :

(a) It shall propose the modifications to be made in the laws and decrees and, if necessary, in the administrative regulations at present in force in the Grand-Duchy of Luxemburg as regards social, fiscal and economic matters strictly so-called (industry, trade, transport, agriculture) which may have a certain influence on the application of the above Convention ; it shall bring the proposals to the notice of the Luxemburg Government in order to place it in a position to adapt the Luxemburg laws, decrees and regulations, gradually and as far as possible, to the laws, decrees and regulations in force in Belgium ;

(b) It shall give a reasoned opinion on draft laws, decrees and administrative regulations suggested in the two countries, in order to place the two parties in a position to bring them into harmony, as far as possible, with the provisions of the Convention ;

(c) It shall give an opinion regarding all modifications which might be made in customs tariffs and excise duties (common funds), in force as from the date of the signature of the Convention ;

(d) It shall, at the request of either of the Governments, investigate all questions which may affect the common interests of the Union ;

(e) It shall suggest to the respective Governments such measures as it may deem necessary for the due application of the Convention.

The Superior Council shall address any communications which it has to make to the two Governments to the respective competent administrative departments.

IV.

The Council shall, where necessary, appoint experts or commissions to investigate certain special questions.

In every case it shall select them from the two countries.

V.

Un secrétariat administratif est adjoint au Conseil.

Il est dirigé par un secrétaire, assisté d'un secrétaire adjoint. Le secrétaire est de nationalité belge ; le secrétaire adjoint est de nationalité luxembourgeoise. L'un et l'autre sont désignés par le Conseil supérieur.

Un ou plusieurs employés peuvent, en cas de besoin, être adjoints au secrétariat.

Le Conseil fixe, d'accord avec les deux Gouvernements, les traitements des secrétaires et du personnel adjoint.

VI.

Le Conseil supérieur arrête son règlement d'ordre intérieur. Celui-ci est soumis à l'approbation des deux Gouvernements.

Il se réunit une fois par mois et chaque fois qu'il sera convoqué par le président.

VII.

Les deux Gouvernements s'engagent à envoyer au secrétariat du Conseil supérieur, tous documents, tels que lois, arrêtés, règlements et projets de loi, d'arrêtés et de règlements, requis pour l'exercice de sa mission.

VIII.

Le siège du Conseil supérieur est fixé à Bruxelles dans les locaux fournis par le Gouvernement belge.

Le présent Traité a été ratifié et les ratifications ont été échangées à Bruxelles le 6 mars 1922,

Certifié par le Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères

H. COSTERMANS.

V.

An administrative secretariat shall assist the Council.

It shall be under the control of a secretary with an assistant secretary. The secretary shall be a Belgian national, the assistant secretary a Luxemburg national. Both shall be appointed by the Superior Council.

One or more employees may, if necessary, be attached to the Secretariat.

The Council shall, subject to the approval of the two Governments, determine the salaries of the secretaries and the assistant staff.

VI.

The Superior Council shall draw up its own rules of procedure, which shall be submitted to the two Governments for approval.

The Council shall meet once every month and whenever convened by the President.

VII.

The two Governments undertake to send to the secretariat of the Superior Council all documents, such as laws, decrees, regulations and draft laws, decrees and regulations, required to enable it to discharge its duties.

VIII.

The seat of the Superior Council shall be at Brussels in premises provided by the Belgian Government.

N° 257.

**AUTRICHE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

Accord politique signé à Prague le
16 décembre 1921.

**AUSTRIA
AND CZECHOSLOVAKIA**

Political Agreement, signed at Prague,
December 16, 1921.

No. 257. — ACCORD POLITIQUE¹ ENTRE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'AUTRICHE ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE, SIGNÉ A PRAGUE LE 16 DÉCEMBRE 1921.

*Texte officiel français communiqué par le Ministre des Affaires étrangères de Tchécoslovaquie.
L'enregistrement de cet Accord a eu lieu le 11 avril 1922.*

Le GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE, d'une part, et le GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'AUTRICHE, d'autre part, dans le but de maintenir la paix en Europe et de régler leurs relations politiques et économiques réciproques, ont convenu de conclure un accord politique et ont, à cet effet, désigné pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Le PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

M. Edouard BÉNÈS, président du conseil et ministre des Affaires étrangères ;

Le PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE :

M. Jean SCHOBER, chancelier fédéral et gérant du ministère fédéral des Affaires étrangères ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, ont convenu des dispositions suivantes :

Article 1.

Les deux Etats, se basant sur le Traité de paix conclu avec l'Autriche à Saint-Germain-en-Laye, le 10 septembre 1919, et le Traité de paix conclu avec la Hongrie à Trianon, le 4 juin 1920, s'engagent à exécuter dans toute leur plénitude toutes les stipulations des deux traités susmentionnés.

Article 2.

Les deux Etats se garantissent mutuellement leurs territoires tels qu'ils sont fixés par les traités de paix mentionnés dans l'article 1; et, dans le but de maintenir la paix et de sauvegarder l'intégrité des dits territoires, s'engagent à se soutenir mutuellement au point de vue politique et diplomatique.

Article 3.

Les deux Etats s'engagent à observer une neutralité dans le cas où l'un des deux, ayant été attaqué, serait contraint de se défendre.

Article 4.

Les deux Etats s'engagent à ne tolérer sur leurs territoires aucune organisation politique ou militaire qui serait dirigée contre l'intégrité et la sécurité de l'autre Partie contractante. Les deux

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Prague le 15 mars 1922.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 257. — POLITICAL AGREEMENT² BETWEEN THE FEDERAL REPUBLIC OF AUSTRIA AND THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC, SIGNED AT PRAGUE, DECEMBER 16, 1921.

French official text communicated by the Minister for Foreign Affairs of Czechoslovakia. The registration of this Agreement took place April 11, 1922.

The Government of the CZECHOSLOVAK REPUBLIC on the one part and the Government of the FEDERAL REPUBLIC OF AUSTRIA on the other part, with a view to maintaining peace in Europe and to regulating their mutual political and economic relations, have arranged to conclude a political Agreement and have for this purpose appointed as their Plenipotentiaries :

The PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

M. Edouard BENES, the President of the Council and Minister for Foreign Affairs ;

The FEDERAL PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF AUSTRIA :

M. Jean SCHOBER, Federal Chancellor and Director of the Federal Ministry for Foreign Affairs.

who, having exchanged their full powers found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

Both States undertake to carry out in full all the provisions of the Treaty of Peace concluded with Austria at St. Germain-en-Laye on September 10, 1919, and the Treaty of Peace concluded with Hungary at Trianon on June 4, 1920.

Article 2.

The two States mutually guarantee their territories as fixed by the Treaties of Peace referred to in Article 1 ; and, with a view to maintaining peace and safeguarding the integrity of these territories, they undertake to afford each other mutual political and diplomatic support.

Article 3.

Each State undertakes to remain neutral should the other be compelled to defend itself against attack.

Article 4.

Both States undertake not to tolerate on their territories any political or military organisation directed against the integrity and security of the other contracting party. They agree to work

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations. ² Translated by the Secretariat of the League of Nations.

¹ Ratifications exchanged at Prague, March 15, 1922.

Etats s'engagent à travailler et à s'aider mutuellement contre tous les plans et tous les essais d'une restauration de l'ancien régime, tant au point de vue de la politique extérieure ou intérieure que par rapport à la forme d'Etat et de gouvernement. Les autorités compétentes des deux Etats se se prêteront l'aide mutuelle dans le but de pouvoir combattre efficacement dans ce sens les intrigues clandestines.

Article 5.

La République tchécoslovaque communique à la République fédérale d'Autriche des conventions politiques et économiques que la République tchécoslovaque a conclues avec le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, le Royaume de Roumanie et la République de Pologne. Les conventions similaires qui ont été conclues par la République fédérale d'Autriche, seront communiquées d'autre part à la République tchécoslovaque.

Article 6.

Les deux Etats s'engagent à veiller à ce que les accords concernant la réglementation des questions économiques, financières, des questions relatives aux minorités et autres, qui ont été ou seront conclus, soient dûment observés, et à s'entendre le plus tôt possible sur toutes les questions litigieuses qui pourraient n'être pas encore réglées.

Article 7.

Dans le cas où des questions litigieuses surgiraient dans l'avenir entre les deux Etats après la conclusion du présent Accord, les deux Gouvernements s'engagent à tâcher de se mettre d'accord par l'entente à l'amiable ; ils présenteraient éventuellement le litige à la Cour permanente de Justice internationale ou à un arbitre ou à des arbitres choisis *ad hoc*.

Article 8.

Les deux Etats s'engagent à ne conclure avec aucun autre Etat aucun accord qui serait en contradiction avec l'accord conclu actuellement par les deux Parties contractantes. Ils déclarent, en outre, que le présent Accord n'est pas en contradiction avec les accords conclus antérieurement.

Article 9.

Le présent Accord est conclu pour une durée de cinq ans à dater du jour de l'échange des instruments de ratification; après un délai de trois ans à dater du dit jour, chacune des Parties contractantes est libre de résilier le présent Accord, sous condition d'un préavis de six mois.

Article 10.

Le présent Accord sera ratifié et les instruments de ratification seront échangés à Prague le plus tôt possible.

Article II.

Le présent Accord sera communiqué à la Société des Nations.

En foi de quoi, les deux plénipotentiaires ont signé le présent Accord et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Prague, le seize décembre mil neuf cent vingt et un, en double exemplaire.

(L. S.) DR^EDOUARD BENÈS

(L. S.) SCHOBER.

Copie certifiée conforme.

Chef des Archives du Ministère des Affaires étrangères.

JAN OPOCENSKY.

together and afford each other mutual aid against any plans or attempts to restore the former regime, either as regards foreign and domestic policy, or in respect of the form of the State and of Government. The competent authorities of both States shall afford each other mutual assistance in effectively combating secret intrigues having this object.

Article 5.

The Czechoslovak Republic will communicate to the Federal Republic of Austria certain political and economic conventions which the Czechoslovak Republic has concluded with the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, the Kingdom of Roumania and the Republic of Poland. Similar conventions concluded by the Federal Republic of Austria shall be communicated to the Czechoslovak Republic.

Article 6.

Both States undertake to enforce the observance of agreements concluded or to be concluded for the settlement of economic and financial questions, or of questions relating to minorities, and to arrive at an understanding as soon as possible with regard to any disputes which may not yet have been settled.

Article 7.

Should disputes arise between the two States after the conclusion of the present agreement, the two Governments undertake to endeavour to settle them by amicable arrangement; they will if need be submit the dispute to the Permanent Court of International Justice or to an arbitrator or arbitrators chosen *ad hoc*.

Article 8.

Each State undertakes not to conclude with any other State any agreement which would conflict with the Agreement now entered into by the two contracting parties. They further declare that the present Agreement is not in conflict with agreements previously concluded.

Article 9.

The present Agreement is concluded for a period of five years dating from the day on which the instruments of ratification are exchanged; after a period of three years dating from the said date, each of the contracting parties is free to denounce the present Agreement, six months' notice being given.

Article 10.

The present Agreement shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Prague as soon as possible.

Article 11.

The present Agreement shall be communicated to the League of Nations.

In witness whereof the two Plenipotentiaries have signed the present Agreement and affixed their seals thereto.

Done in duplicate at Prague on December 16, 1921.

(L. S.) Dr. EDOUARD BENES

(L. S.) SCHOBER.

N° 258.

ESPAGNE ET NORVÈGE

Echange de notes prolongeant pour
un mois à partir de son expiration,
le 31 mars 1922, l'Arrangement
intérimaire de commerce conclu le
1^{er} décembre 1921. Madrid, le 4
avril 1922.

SPAIN AND NORWAY

Exchange of Notes prolonging for
a month as from its expiration,
March 31, 1922, the provisional
Commercial agreement, concluded
December 1, 1921. Madrid, April 4,
1922.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 258. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS ESPAGNOL ET NORVÉGIEN, PROLONGEANT POUR UN MOIS A PARTIR DE SON EXPIRATION, LE 31 MARS 1922, L'ARRANGEMENT INTÉRIMAIRE DE COMMERCE ² CONCLU LE 1^{er} DÉCEMBRE 1921. MADRID, LE 4 AVRIL 1922.

No. 258. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE SPANISH AND NORWEGIAN GOVERNMENTS PROLONGING FOR A MONTH AS FROM ITS EXPIRATION, MARCH 31, 1922, THE PROVISIONAL COMMERCIAL AGREEMENT ² CONCLUDED DECEMBER 1, 1921. MADRID, APRIL 4, 1922.

Textes officiels espagnol et français communiqués par le Ministre des Affaires étrangères de Norvège. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 29 avril 1922.

Spanish and French official texts communicated by the Norwegian Minister for Foreign Affairs. The registration of this exchange of Notes took place on April 29, 1922.

MADRID, le 4 avril 1922.

MADRID, April 4, 1922.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que, en attendant la réponse du Gouvernement de Sa Majesté Catholique au projet d'un nouvel arrangement provisoire de commerce, formulé dans ma note du 16 février dernier, le Gouvernement du Roi est d'accord avec la prorogation pour un mois, à partir de son expiration, le 31 mars 1922, de l'Arrangement intérieur de commerce conclu entre la NORVÈGE et l'ESPAGNE le 1^{er} décembre 1921.

Ainsi donc, le contingent dont il est question à l'article IV du dit Arrangement sera, pour ce qui concerne cette période d'un mois, de 37.500 (trente-sept mille cinq cents) litres.

Il est entendu que les marchandises de l'un des deux pays, embarquées avec destination directe à l'autre avant l'expiration, le 30 avril

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to inform your Excellency that, pending the reply of His Catholic Majesty's Government to the scheme for a new provisional commercial Arrangement, set forth in my Note of February 16 last, the Royal Government agrees that the interim commercial Arrangement between NORWAY and SPAIN concluded on December 1, 1921, shall be extended for a period of one month as from its expiration on March 31, 1922.

For this period of one month the quantity referred to in Article IV of this Arrangement will thus be 37,500 (thirty-seven thousand five hundred) litres.

It is understood that goods of either of the two countries which are shipped direct to the other country before the expiration of this

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

² Voir page 69 de ce volume.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² See page 69 of this volume.

1922, de cette prorogation, seront admises aux bénéfices de l'Arrangement, pourvu qu'elles arrivent au pays respectif de destination avant le 15 mai 1922.

Je dois ajouter que par cette note et la note analogue de Votre Excellence acceptant cet Arrangement, le Gouvernement norvégien le considérera comme établi.

Je profite de cette occasion pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma très haute considération.

(Signé) M. LIE.

Son Excellence

M. FERNANDEZ PRIDA,
Ministre d'Etat, etc., etc., etc.

Pour copie certifiée conforme :

Christiania, le 22 avril 1922,

Le chef de la division des pays latins.

(Signé) C. SMITH.

period of extension, April 30, 1922, will be admitted to the benefits of the Arrangement, provided they arrive in the country for which they are bound before May 15, 1922.

I am to add that the Norwegian Government will consider this Arrangement as concluded in virtue of this Note and of Your Excellency's Note accepting it.

I have the honour to be, etc.

(Signed) M. LIE.

To His Excellency

M. FERNANDEZ PRIDA,
Minister of State, etc., etc., etc.

TEXTE ESPAÑOL. — SPANISH TEXT.

MINISTERIO DE ESTADO,
COMERCIO.
Núm 10.

EXCMO. SEÑOR,

Muy Señor mio : En contestacion a su atenta Nota de hoy tengo la honra de participarle que el Gobierno de S. M. está conforme en prorrogar por un mes, á partir del 31 de Marzo de 1922, fecha de su espiración, el arreglo commercial provisional concluido entre ESPAÑA y NORUEGA el 1º de Diciembre de 1921.

Así pues, el contingente a que hace referencia el articulo 4º de dicho arreglo, será en lo que concierne a este periodo de un mes, de 37.500 (treinta y siete mil quinientos) litros. Queda entendido que las mercancías de uno de los dos países embarcadas con destino al otro antes de terminar, el 30 de Abril de 1922, esta prórroga, disfrutarán de los beneficios del arreglo con tal que lleguen al respectivo país de destino antes del 15 de mayo de 1922.

Estimando que mediante la Nota de V. E. a que contesto y la presente queda ultimado el acuerdo entre los Gobiernos español y noruego, aprovecho la oportunidad para reiterarle, Señor Ministro, las seguridades de mi más distinguida consideracion.

(Firmado) FERNANDEZ PRIDA.

Excmo. Señor Michael S. LIE,
Enviado Extraordinario y
Ministro Plenipotenciario de
S. M. el Rey de Noruega, etc., etc., etc.

Pour copie certifiée conforme :

Christiania, le 22 avril 1922,

Le chef de la division des pays latins.

(Signed) C. SMITH.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

MINISTÈRE D'ÉTAT,
COMMERCE.

N^o 10.

MADRID, le 4 avril 1922.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En réponse à votre note de ce jour, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement de Sa Majesté est d'accord de proroger pour un mois, à partir du 31 mars 1922, date de son expiration, l'Arrangement intérieurmaire de commerce conclu entre l'Espagne et la Norvège le 1^{er} décembre 1921.

Dans ces conditions, le contingent dont il est question à l'article 4 dudit Arrangement sera, pour ce qui concerne cette période d'un mois, de 37.500 (trente-sept mille cinq cents) litres. Il est entendu que les marchandises de l'un des deux pays, embarquées à destination directe de l'autre, avant l'expiration, le 30 avril 1922, de cette prorogation seront admises au bénéfice de l'Arrangement, pourvu qu'elles arrivent aux pays respectifs de destination avant le 15 mai 1922.

La Note de Votre Excellence et la présente réponse ayant définitivement établi l'accord entre les Gouvernements espagnol et norvégien, je saisis cette occasion pour vous renouveler, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Signé) FERNANDEZ PRIDA.

A Son Excellence
Señor Michael H. LIE,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire
de S. M. le Roi de Norvège,
etc., etc., etc..

MINISTRY OF STATE
COMMERCE.

N^o 10.

MADRID, April 4, 1922.

YOUR EXCELLENCY,

In reply to your Note of to-day's date, I have the honour to inform you that His Majesty's Government agrees to extend for a period of one month as from March 31, 1922 — the date of expiration — the provisional commercial Arrangement concluded between Spain and Norway on December 1, 1921.

For this period of one month, the quantity referred to in Article 4 of this Arrangement will thus be 37,500 (thirty-seven thousand five hundred) litres. It is understood that goods of either of the two countries which are shipped to the other country before the expiration, on April 30, 1922, of this period of extension, will enjoy the benefits of the Arrangement provided they arrive in the country for which they are bound before May 15, 1922.

It being understood that the Agreement between the Spanish and Norwegian Governments is concluded in virtue of Your Excellency's Note and my present reply, I have the honour to be, etc.

(Signed) FERNANDEZ PRIDA.

To His Excellency
M. Michael H. LIE,
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary of
H. M. the King of Norway,
etc., etc., etc.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

N° 259.

ESPAGNE ET PAYS-BAS

Echange de notes au sujet du règlement des relations commerciales entre les deux pays. Madrid, les 30 décembre 1921, 5 et 6 janvier 1922.

SPAIN AND THE NETHERLANDS

Exchange of Notes with regard to the regulation of the Commercial relations between the two countries. Madrid, December 30, 1921, January 5 and 6, 1922.

¹ TRADUCTION — TRANSLATION.

No. 259. — ECHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS ESPAGNOL ET NÉERLANDAIS AU SUJET DU RÈGLEMENT DES RELATIONS COMMERCIALES ENTRE LES DEUX PAYS, MADRID, LES 30 DÉCEMBRE 1921, 5 ET 6 JANVIER 1922.

No. 259. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE SPANISH AND THE NETHERLANDS GOVERNMENTS WITH REGARD TO THE REGULATION OF THE COMMERCIAL RELATIONS BETWEEN THE TWO COUNTRIES, MADRID, DECEMBER 30, 1921; JANUARY 5 AND 6, 1922.

Textes officiels espagnol et français communiqués par le Ministre des Pays-Bas à Berne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 2 mai 1922.

Spanish and French official texts communicated by the Minister for the Netherlands at Berne. The registration of this exchange of Notes took place on May 2, 1922.

LÉGATION DES PAYS-BAS,
Nº 2171.

MADRID, le 30 décembre 1921.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par son office du 19 de ce mois, Nº 112, Votre Excellence a bien voulu me faire connaître que, pour des motifs qui s'y trouvaient exposés, le Gouvernement de Sa Majesté Catholique s'est vu obligé de dénoncer le *modus vivendi* réglant les relations commerciales qui existaient jusqu'alors entre nos deux pays en vertu de deux échanges de notes², l'un des 16 et 24 juin de cette année, l'autre, se rapportant plus spécialement aux provenances coloniales, daté des 14 et 24 octobre dernier.

Votre Excellence ajouta qu'inspiré par la bonne amitié qui unit nos deux Gouvernements, le Gouvernement espagnol se trouve

NETHERLANDS LEGATION,
No. 2171.

MADRID, December 30, 1921.

YOUR EXCELLENCY,

In your communication dated the 19, instant, Your Excellency was good enough to inform me that, for reasons stated therein, the Government of His Catholic Majesty had been obliged to denounce the *modus vivendi* which regulated the commercial relations hitherto existing between our two countries in virtue of Notes² exchanged on June 16 and 24 of this year and of October 14 and 24 of last year, the latter dealing more particularly with Colonial exports.

Your Excellency added that, actuated by the feelings of friendship which unite our two Governments, the Spanish Government was

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

² Voir vol. VII, pages 115 et 121, de ce « Recueil. »

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² See Vol. VII, pages 115 and 121, of this Series.

disposé à continuer d'appliquer, provisoirement, à partir du 19 janvier prochain à minuit, à quel moment le tarif provisoire espagnol du 17 mai cessera d'être en vigueur, aux marchandises d'origine et de provenance des Pays-Bas ou des colonies et possessions néerlandaises un traitement analogue à celui en vigueur actuellement, c'est-à-dire la deuxième colonne du nouveau tarif espagnol dont la publication est envisagée incessamment, à condition que les marchandises originaires et provenant de l'Espagne et de ses possessions paient à leur entrée aux Pays-Bas et leurs colonies ou possessions les mêmes droits dont elles sont frappées en ce moment.

Ayant fait part de cette communication à M. le Ministre des Affaires étrangères à La Haye, je viens de recevoir hier soir un télégramme me chargeant de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement de Sa Majesté la Reine prend note de la dénonciation du *modus vivendi* commercial dont il est question et qui cessera, en conséquence, d'être appliquée le 19 janvier 1922 à minuit.

Le Gouvernement de la Reine, aussi vivement désireux que le Gouvernement du Roi de maintenir les relations de bonne amitié existant entre l'Espagne et les Pays-Bas, s'empresse d'accepter la proposition sus-indiquée de Votre Excellence et suivant laquelle, à partir du 19 janvier prochain à minuit, les marchandises d'origine et de provenance des Pays-Bas ou des colonies et possessions néerlandaises seront frappées par la deuxième colonne du nouveau tarif espagnol qui sera à cette époque entré en vigueur, tandis que les marchandises originaires ou provenant de l'Espagne ou de ses possessions continueront, à leur entrée aux Pays-Bas ou dans leurs colonies et possessions, à payer les mêmes droits qu'actuellement.

En portant ce qui précède à la connaissance de Votre Excellence, je saisiss cette occasion de vous réitérer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

(Signé) MELVILL VAN CARNBEE.

Son Excellence
Monsieur le Ministre d'Etat
etc., etc., etc.
Madrid.

prepared to continue to grant provisionally, as from January 19 next at midnight — the date on which the provisional Spanish tariff of May 17 ceases to be in force — to goods originating in or coming from the Netherlands, or from the Colonies and Possessions of the Netherlands, the same treatment as that in force at the present moment. That is to say, the second column of the new Spanish tariff, which is to be published immediately, shall apply, subject to the payment of the same duties as are levied at present on entry into the Netherlands and their Colonies or Possessions on goods originating in or coming from Spain and her Possessions.

After having brought this communication to the knowledge of the Minister for Foreign Affairs at The Hague, I received last night a telegram instructing me to inform Your Excellency that the Government of the Queen takes note of the denunciation of the commercial *modus vivendi* in question, which will, therefore, not be applied after midnight of January 19, 1922.

The Government of the Queen, which, as earnestly as the Government of the King, desires to maintain the friendly relations existing between Spain and the Netherlands, readily accepts Your Excellency's proposal set forth above, to the effect that, as from midnight of January 19 next, the second column of the new Spanish tariff, which will then have come into force, shall be applied to goods originating in or coming from the Netherlands or their Colonies and Possessions, while goods originating in or coming from Spain or her Possessions shall, on entering the Netherlands or their Colonies and Possessions, be subject to payment of the same duties as at present.

In bringing the above to the knowledge of Your Excellency,

I have the honour to be, etc.

(Signed) MELVILL VAN CARNBEE.

To His Excellency
the Minister of State
etc., etc., etc.
Madrid.

TEXTE ESPAGNOL — SPANISH TEXT.

MINISTERIO DE ESTADO.

Nº I.

MADRID, 5 de enero de 1922.

EXCMO SEÑOR :

Muy Señor mio : He recibido la Nota de V. E. numero 2. 171 de 30 de diciembre ultimo, por la cual, y en respuesta a la mía del 19 de dicho mes se sirve participarme que el Gobierno de los Paises Bajos ha tomado nota de la denuncia formulada en mi citada comunicacion, del *modus vivendi* establecido por los canjes de Notas de 16-24 de junio y de 14 y 24 del octubre del pasado año, y me manifiesta, al mismo tiempo, que deseando su Gobierno, de igual modo que el de S. M. mantener las relaciones de buena amistad que existen entre España y los Paises Bajos se apresura a aceptar la propuesta contenida en mi expresada Nota, según la cual, a contar del dia 19 del mes de enero corriente a media noche a las mercancias originarias y procedentes de los Paises Bajos o de sus colonias y posesiones, les será aplicada la segunda columna del nuevo Arancel español que haya entrado en vigor en esa época, mientras que las mercancias originarias y procedentes de España o de sus posesiones, seguirán adeudando a su importacion en los Paises Bajos o en sus colonias y posesiones los mismos derechos que actualmente pagan.

Tomo nota con satisfaccion de la aceptación dada a mi propuesta por el Gobierno de los Paises Bajos ; bien entendido que si el 19 de enero no se hubieran dictado nuevas disposiciones arancelarias, continuará aplicándose a las mercancias de origen o procedencia de los Paises Bajos y de sus colonias los derechos de la segunda columna del Arancel de 17 de mayo con las modificaciones de la R. O. de 3 de julio, todavia en vigor ; pues el espíritu y alcance de la modificación introducida en nuestro régimen convencional, en cuanto a las obligaciones de España toca, es únicamente que, en vez de estar ligado el Gobierno de S. M. por la aplicación de dicho Arancel precisamente, otorgue a las referidas procedencias la segunda columna del Arancel que rija en cualquier tiempo, mientras continuen los dos países unidos por este nuevo Pacto. Su denuncia, segun V.E. tuvo la bondad de declarar verbalmente al señor Subsecretario de este Departamento en el dia de ayer, deberá hacerse con un mes de anticipacion.

Aprovecho esta oportunidad para reiterar a V. E. las seguridades de mi más distinguida consideración.

(Firmado) MANUEL GONZALEZ HONTORIA.

Su Excelencia el Jonkheer R. MELVILL VAN CARNBEE
Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario
de S. M. la Reina de los Paises-Bajos.

¹ TRADUCTION — TRANSLATION.

MINISTÈRE D'ETAT.

N° I.

MADRID, le 5 janvier 1922.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai reçu la Note de Votre Excellence N° 2171 du 30 décembre dernier, par laquelle, et en réponse à la mienne du 19 du dit mois, vous avez l'amabilité de m'informer que le Gouvernement des Pays-Bas a pris note de la dénonciation formulée dans ma communication susmentionnée, du *modus vivendi* établi par les échanges de notes des 16 et 24 juin et des 14 et 24 octobre de l'année écoulée, et me faites savoir, en même temps, que Votre Gouvernement désirant, comme celui de Sa Majesté, maintenir les rapports de bonne amitié qui existent entre l'Espagne et les Pays-Bas, s'empresse d'accepter la proposition contenue dans ma dite note, selon laquelle, à partir du 19 du mois de janvier courant à minuit, la seconde colonne du nouveau tarif douanier espagnol qui est entré en vigueur à cette époque, sera appliquée aux marchandises d'origine et de provenance des Pays-Bas et de leurs colonies et possessions, tandis que les marchandises originaires et provenant de l'Espagne et de ses possessions continueront à s'acquitter, à leur entrée aux Pays-Bas et dans leurs colonies et possessions, des mêmes droits qu'elles paient actuellement.

C'est avec satisfaction que je prends note de l'acceptation que le Gouvernement des Pays-Bas a donnée à ma proposition ; bien entendu que si, le 19 janvier, on n'a pas dicté de nouvelles dispositions douanières, on continuera à appliquer aux marchandises d'origine et de provenance des Pays-Bas et de leurs colonies les droits de la seconde colonne du tarif douanier du 17 mai avec les modifications de l'ordonnance Royale du 3 juillet, encore en vigueur ; donc l'esprit et la portée de la modification introduite dans notre système conventionnel, pour ce qui concerne les obligations de l'Es-

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.

No. I.

MADRID, January 5, 1922.

YOUR EXCELLENCY,

I have received Your Excellency's Note, No. 2171 of December 30 ult., in which, in reply to my letter of the 19th of that month, you were good enough to inform me that the Government of the Netherlands has taken note of the denunciation contained in my letter of the *modus vivendi* established by the exchange of Notes of June 16-24 and October 14-24 of last year, and in which you also informed me that, as your Government desires, as does that of His Majesty, to maintain the friendly relations existing between Spain and the Netherlands, it will readily accept the proposal contained in my Note, according to which, as from midnight of January 19 of this year, goods originating in and coming from the Netherlands or their Colonies and Possessions shall be dealt with under the second column of the new Spanish tariff, which will have come into force at that time, while goods originating in and coming from Spain or her Possessions shall, when imported into the Netherlands or their Colonies and Possessions, be subject to the same duties as they pay at present.

I am glad to note that the Government of the Netherlands has accepted my proposal : it is, of course, understood that, should the new provisions with regard to tariffs not have been decreed by January 19, goods originating in or coming from the Netherlands and their Colonies shall continue to be subject to the duties laid down in the second column of the Customs tariff of May 17, with the modifications laid down by the Royal Decree of July 3, which is still in force. Thus the spirit and scope of this modification of the regime of our conventions, so far as it affects Spain's obligations,

¹ Communiqué par le Ministre des Pays-Bas à Berne.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

pagne, sont uniquement qu'elle accorde aux marchandises en question la seconde colonne du tarif douanier qui est en vigueur en tout temps, au lieu que le Gouvernement de Sa Majesté sera lié précisément par l'application du dit tarif douanier, tandis que les deux pays continuent à être unis par ce nouvel Accord. Sa dénonciation, comme Votre Excellence eut la bonté de le déclarer verbalement à M. le Sous-secrétaire de ce Département, le jour d'hier, devra se faire avec un mois d'anticipation.

Je profite de cette occasion pour réitérer à Votre Excellence les assurances de ma considération la plus distinguée.

(Signé) MANUEL GONZALEZ HONTORIA.

Son Excellence
le Jonkheer R. MELVILL VAN CARNBEE,
Envoyé extraordinaire
et Ministre plénipotentiaire
de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas.

is confined to the fact that instead of His Majesty's Government being bound to apply the said tariff rigidly, it grants to the said imports the régime laid down in the second column of the agreement, which shall apply at any time so long as the two countries remain united by this new Agreement. As Your Excellency was so good as to state verbally yesterday to the Under-Secretary of this Department, one month's notice will be necessary for the denunciation of this Agreement.

I have the honour to be, etc.

(Signed) MANUEL GONZALEZ HONTORIA.

His Excellency
M. R. MELVILL VAN CARNBEE,
Envoy Extraordinary
and Minister Plenipotentiary of
Her Majesty the Queen of the Netherlands.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

LÉGATION DES PAYS-BAS.

Nº 36.

MADRID, le 6 janvier 1922.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par son office Nº 1 daté d'hier Votre Excellence a bien voulu accuser réception de la lettre Nº 2171 que j'eus l'honneur de lui adresser en date du 30 décembre dernier et par laquelle je lui fis connaître que le Gouvernement de la Reine, en prenant note de la dénonciation par le Gouvernement de Sa Majesté Catholique de l'Accord provisoire réglant les relations commerciales entre nos deux pays, laquelle dénonciation m'avait été notifiée par l'office de Votre Excellence du 19 décembre dernier, Nº 112, accepte la proposition du Gouvernement espagnol suivant laquelle, à partir du 19 janvier prochain à minuit, les marchandises originaires ou provenant des Pays-Bas ou des colonies ou possessions néerlandaises paieront à

NETHERLANDS LEGATION.

Nº 36.

MADRID, January 6, 1922.

YOUR EXCELLENCY,

In your communication No. 1 of yesterday's date, Your Excellency acknowledged receipt of my letter No. 2171, dated December 30 last, in which I had the honour to inform Your Excellency that the Government of the Queen takes note of the denunciation by His Catholic Majesty's Government of the provisional Agreement regulating the commercial relations between our two countries—of which denunciation I had been notified by Your Excellency's communication dated December 19 last, No. 112, and accepts the Spanish Government's proposal that, as from midnight of January 19 next, goods originating in or coming from the Netherlands or their Colonies or Possessions shall be subject, on entering Spain or her Pos-

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

leur entrée en Espagne ou dans ses possessions la seconde colonne du nouveau tarif douanier, tandis que les marchandises provenant ou originaires de l'Espagne et de ses possessions continueront à bénéficier à leur entrée aux Pays-Bas ou dans nos possessions et colonies du tarif le plus réduit.

A la même occasion, Votre Excellence m'a fait savoir qu'il est bien entendu que dans le cas où le nouveau tarif espagnol ne serait pas encore entré en vigueur ou n'aurait pas encore été publié le 19 janvier prochain, les marchandises d'origine et de provenance des Pays-Bas ou de nos colonies et possessions continueront, jusqu'à l'entrée en vigueur du nouveau tarif espagnol, à payer à leur entrée en Espagne et ses possessions le tarif douanier du 17 mai 1921, en tenant compte des modifications conçues dans l'ordonnance Royale du 3 juillet suivant.

Il s'ensuit, comme Votre Excellence a la bonté de faire ressortir, que l'esprit et la portée de la modification introduite dans notre système conventionnel, en ce qui concerne les obligations de l'Espagne, se résument en l'application, par cette dernière, de la seconde colonne du tarif douanier qui sera en vigueur, tandis qu'en effet les deux pays continuent à être unis par le nouvel Accord.

Quant à la dénonciation de ce nouvel arrangement provisoire, je m'empresse de confirmer ici la déclaration verbale que j'eus l'honneur de faire à Son Excellence M. le Sous-Secrétaire d'Etat, que le Gouvernement de la Reine, appréciant vivement que le Gouvernement du Roi ait manifesté la gracieuse intention de vouloir bien se ranger à son avis concernant le délai à convenir pour la résiliation du nouvel accord, accepte la proposition dont Votre Excellence a bien voulu me faire part lors de notre entrevue du 30 décembre, c'est-à-dire que ce nouvel arrangement pourra être dénoncé par l'une des deux Parties contractantes avec un délai d'un mois.

Je saisais avec empressement cette nouvelle occasion pour réitérer à Votre Excellence les assurances de ma très haute considération.

(Signé) MELVILL VAN CARNBEE.

Son Excellence
Monsieur GONZALEZ HONTORIA
Ministre d'Etat
Madrid.

No 259.

sessions, to payment of the duties laid down in the second column of the new Customs tariff, while goods coming from or originating in Spain and her Possessions shall on entering the Netherlands or their Possessions and Colonies, continue to benefit by the lower tariff.

Your Excellency informed me at the same time that it was understood that, should the new Spanish tariff not have come into force, or not have been published on January 19 next, goods originating in and coming from the Netherlands or their Colonies and Possessions shall, up to the coming into force of the new Spanish tariff, continue, on entering Spain and her Possessions, to be subject to payment of duties under the Customs tariff of May 17, 1921, subject to the modifications laid down in the Royal Decree of July 3, 1921.

As Your Excellency is good enough to point out, the spirit and scope of the modification made in our Agreement, so far as it affects Spain's obligations, is confined to the application by the latter of the second column of the Customs tariff in force, so long as the two countries continue to be united by the new Agreement.

As to the denunciation of this new provisional Agreement, I have the honour to confirm hereby the verbal declaration I made to His Excellency the Under-Secretary of State, to the effect that the Government of the Queen, being highly sensible of the gracious intention, expressed by the Government of the King, of concurring in the former's opinion regarding the period of delay to be fixed for the cancelling of the new Agreement, accepts the proposal of which Your Excellency informed me in our interview of December 30, namely, that this new Agreement may be denounced by one of the two Contracting Parties on one month's notice being given.

I have the honour to be, etc.

(Signed) MELLVILL VAN CARNBEE.

To His Excellency
M. GONZALEZ HONTORIA
Minister of State
Madrid.

N° 260.

BULGARIE ET PAYS-BAS

Echange de notes concernant l'importation en Bulgarie des marchandises provenant des Pays-Bas.
Sofia, les 1^{er} et 9 mars 1922.

BULGARIA AND THE NETHERLANDS

Exchange of Notes regarding the importation into Bulgaria of goods coming from the Netherlands.
Sofia, March 1 and 9, 1922.

No. 260. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS DE BULGARIE ET DES PAYS-BAS CONCERNANT L'IMPORTATION EN BULGARIE DES MARCHANDISES PROVENANT DES PAYS-BAS. SOFIA, LES 1^{er} ET 9 MARS 1922.

Texte officiel français communiqué par le Ministre des Pays-Bas à Berne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 21 mai 1922.

GEZANTSCHAP DER NEDERLANDEN.

SOFIA le 1^{er} mars 1922.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

En réponse à sa note du 25 novembre 1921, № 18165, j'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que le Gouvernement de la Reine m'a autorisé à faire avec Votre Excellence un arrangement tendant à régler provisoirement les relations commerciales entre nos deux pays sur la base de la nation la plus favorisée.

Les produits originaires ou en provenance des Pays-Bas ou de leurs colonies qui seront importés en Bulgarie, et les produits bulgares qui seront importés dans les Pays-Bas, seront, sous tous les rapports, réciproquement soumis au même traitement que les produits de la nation la plus favorisée. Egalement, les personnes et sociétés ressortissants des états susmentionnés, seront traitées de part et d'autre comme celles de la nation la plus favorisée.

En conséquence, j'ai l'honneur de proposer à Votre Excellence, par la présente note, de faire un arrangement dans le sens susindiqué. Au cas où le Gouvernement bulgare pourrait se rallier à cette proposition, le présent Arrangement temporaire serait suffisamment établi par un échange de la présente note contre celle que Votre Excellence voudra avoir l'obligeance de me faire tenir en réponse. L'Arrangement sortira ses effets jusqu'à trois mois après le jour qu'il aura été dénoncé par les Gouvernements respectifs.

Veuillez agréer, Monsieur le Président du Conseil, l'assurance de ma haute considération.

(Signé) F. J. DOMELA NIEUWENHUIS.

A Son Excellence

Monsieur Alexandre STAMBOLIISKY,

Président du Conseil

Ministre des Affaires étrangères, etc., etc., etc.

Sofia.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 260. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GOVERNMENTS OF BULGARIA AND THE NETHERLANDS REGARDING THE IMPORTATION INTO BULGARIA OF GOODS COMING FROM THE NETHERLANDS. SOFIA, MARCH 1 AND 9, 1922.

French official text communicated by the Minister for the Netherlands at Berne. The registration of this exchange of Notes took place on May 21, 1922.

NETHERLANDS LEGATION.

SOFIA, March 1, 1922.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

In reply to Your Excellency's note dated November 25, 1921, No. 18165, I have the honour to inform you that the Government of the Queen has authorised me to conclude an Agreement with Your Excellency for the provisional regulation of the commercial relations between our two countries on the basis of the most-favoured nation clause.

Goods originating in or coming from the Netherlands or their Colonies, which are imported into Bulgaria, and Bulgarian goods imported into the Netherlands shall mutually be granted the same treatment as the goods of the most-favoured nation. Persons and companies who are nationals of these States shall also be treated by both parties in the same way as those of the most-favoured nation.

I have the honour, therefore, to propose to Your Excellency, by the present Note, to conclude an Agreement to the above effect. Should the Bulgarian Government see fit to agree to this proposal, the present temporary Agreement would be sufficiently established by the present Note and the one which Your Excellency may be good enough to send me in reply. The Agreement shall remain in force until three months from the day on which it is denounced by the respective Governments.

I have the honour to be, etc.,

(Signed) F. J. DOMELA NIEUWENHUIS.

His Excellency

M. Alexandre STAMBOLIISKY,
President of the Council,
Minister of Foreign Affairs. etc., etc., etc.
Sofia.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ET DES CULTES.

Nº 3524

SOFIA, le 9 mars 1922.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant à la lettre Nº 292 du 1^{er} courant, j'ai l'honneur de confirmer à Votre Excellence que le Gouvernement royal de Bulgarie et le Gouvernement de S. M. la Reine des Pays-Bas sont tombés d'accord pour conclure un arrangement tendant à régler provisoirement les relations commerciales entre nos deux pays sur la base de la clause de la nation la plus favorisée.

Les produits bulgares qui seront importés dans les Pays-Bas ou leurs colonies et les produits originaires ou de provenance des Pays-Bas ou de leurs Colonies qui seront importés en Bulgarie seront, sous tous les rapports, réciproquement soumis au même traitement que les produits de la nation la plus favorisée. Également, les personnes et sociétés ressortissants des Etats susmentionnés seront traitées de part et d'autre comme celles de la nation la plus favorisée.

Le présent Arrangement temporaire restera en vigueur trois mois après le jour où il sera dénoncé par l'une des deux Parties contractantes.

L'Accord entrera en vigueur le 9 de ce mois.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

Pour le Ministre,

(Signé) DOBREFF.
Secrétaire général,

Son Excellence

Monsieur Domela NIEUWENHUIS
Ministre plénipotentiaire des Pays-Bas,
En Ville.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS
AND PUBLIC WORSHIP.

No. 3524.

SOFIA, March 9, 1922.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to your letter No. 292 of the 1st inst., I have the honour to confirm to Your Excellency that the Royal Bulgarian Government and the Government of Her Majesty the Queen of the Netherlands have agreed to conclude an arrangement for the provisional regulation of the commercial relations between our two countries on the basis of the most-favoured-nation clause.

Bulgarian goods imported into the Netherlands and goods originating in or coming from the Netherlands or their Colonies which are imported into Bulgaria shall, in every respect, be granted the same treatment as the goods of the most-favoured nation. Persons and companies who are nationals of these States shall also be treated by both Parties in the same way as those of the most-favoured nation.

The present temporary agreement shall remain in force for three months after the day on which it is denounced by one of the two Contracting Parties.

This agreement shall come into force on the 9th of this month.

I have the honour to be, etc.,

For the Minister :

(Signed) DOBREFF,
Secretary-General.

His Excellency

M. Domela NIEUWENHUIS,
Minister Plenipotentiary for the Netherlands,
Sofia.

N° 261.

ALLEMAGNE ET CHINE

Accords concernant le rétablissement
de la paix. Pékin, le 20 mai 1921.

GERMANY AND CHINA

Agreements regarding the restora-
tion of the state of peace. Pekin,
May 20, 1921.

No. 261. — DEUTSCH-CHINESISCHE VEREINBARUNGEN UEBER DIE WIEDERHERSTELLUNG DES FRIEDENS-ZUSTANDES. PÉKIN DEN 20. MAI 1921.

Textes officiels allemand et français communiqués par le Ministère des Affaires étrangères d'Allemagne. L'enregistrement de ces Accords a eu lieu le 15 mai 1922.

No. 261. — ACCORDS ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA CHINE CONCERNANT LE RÉTABLISSEMENT DE LA PAIX. PÉKIN LE 20 MAI 1921.

German and French official texts communicated by the Ministry for Foreign Affairs of Germany. The registration of these Agreements took place on May 15, 1922.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

1. a) ERKLÄRUNG DES DEUTSCHEN BEVOLLMÄCHTIGTEN.

Der Unterzeichnete, ordnungsmässig bevollmächtigter Vertreter der Regierung des DEUTSCHEN REICHS, hat die Ehre, im Namen seiner Regierung dem Herrn Minister der Auswärtigen Angelegenheiten der CHINESISCHEN REPUBLIK das Folgende zur Kenntnis zu bringen :

Die Regierung des Deutschen Reichs, von dem Wunsche geleitet, die Freundschafts- und Handelsbeziehungen zwischen Deutschland und China wiederherzustellen, und in der Erwagung,

dass diese Beziehungen auf den Grundsätzen vollkommener Gleichstellung und absoluter Gegenseitigkeit entsprechend den Regeln des allgemeinen Völkerrechts beruhen müssen,

dass ferner unter dem 15. September 1919 der Präsident der Chinesischen Republik einen Erlass über die Wiederherstellung des Friedens mit Deutschland veröffentlicht hat,

dass ferner Deutschland sich verpflichtet, gegenüber China die aus den Artikeln 128 bis

TEXTE OFFICIEL. — OFFICIAL TEXT.

1. a) DÉCLARATION DU PLÉNIPOTENTIAIRE ALLEMAND.

Le soussigné, représentant du Gouvernement de la RÉPUBLIQUE ALLEMANDE, dûment autorisé, a l'honneur de faire connaître, au nom de son Gouvernement, à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères de la RÉPUBLIQUE CHINOISE ce qui suit :

Le Gouvernement de la République allemande, animé du désir de rétablir les relations d'amitié et de commerce entre la Chine et l'Allemagne,

considérant

que ces relations devront se baser sur les principes d'une parfaite égalité et d'une réciprocité absolue, conformes aux règles du droit des gens général,

considérant

que, sous la date du 15 septembre 1919, le Président de la République chinoise a publié un mandat concernant le rétablissement de la paix avec l'Allemagne,

considérant

que l'Allemagne s'engage à remplir vis-à-vis de la Chine les obligations dérivant des articles

134 des am 10. Januar 1920 in Kraft getretenen Vertrags von Versailles vom 28. Juni 1919 herzugehenden Verpflichtungen zu erfüllen,

stellt fest, dass Deutschland durch die Ereignisse des Krieges und durch den Vertrag von Versailles gezwungen worden ist, auf alle seine Rechte, Ansprüche und Vorrechte zu verzichten, die es auf Grund seines Vertrags mit China vom 6. März 1898, sowie durch alle sonstigen die Provinz Schantung betreffenden Abkommen erworben hat, und dadurch die Möglichkeit sie an China zurückzugeben, sich genommen sieht,

und erklärt in aller Form :

der Abschaffung der Konsulargerichtsbarkeit in China zuzustimmen,

zugunsten Chinas auf alle Rechte zu verzichten, die die Deutsche Regierung auf dem zur Deutschen Gesandtschaft in Peking gehörenden « Glacis » besitzt, indem sie zugibt, dass man unter dem Ausdruck « öffentliches Eigentum » im ersten Absatz des Artikels 130 des Vertrags von Versailles auch das erwähnte Gelände zu verstehen hat,

sowie bereit zu sein, der Chinesischen Regierung die Kosten der Internierung von deutschen Militärpersönlichen in den verschiedenen Internierungslagern in China zu erstatten.

Der Unterzeichneter ergreift diese Gelegenheit, um dem Herrn Minister der Auswärtigen Angelegenheiten die Versicherung seiner ausgezeichneten Hochachtung zu erneuern.

PEKING, den 20. Mai 1921.

(Gez.) VON BORCH,
Vertreter der Deutschen Regierung.

128-134 du Traité de Versailles du 28 juin 1919, entré en vigueur le 10 janvier 1920,

constate

que l'Allemagne, par les événements de la guerre et par le Traité de Versailles, a été obligée de renoncer à tous ses droits, titres et priviléges qu'elle a acquis, en vertu du Traité passé par elle avec la Chine le 6 mars 1898 et de tous autres actes concernant la province du Chantoung, et se trouve ainsi privée de la possibilité de les restituer à la Chine,

et déclare formellement :

consentir à l'abrogation de la juridiction consulaire en Chine,

renoncer, en faveur de la Chine, à tous les droits que le Gouvernement allemand possède sur le « glacis » dépendant de la Légation d'Allemagne à Pékin, admettant que, par l'expression « propriétés publiques », dans le premier paragraphe de l'article 130 du Traité de Versailles, on devra également comprendre le terrain mentionné,

et être prêt à rembourser au Gouvernement chinois les frais de l'internement des militaires allemands dans les différents camps d'internement en Chine.

Le soussigné saisit cette occasion pour renouveler à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères les assurances de sa haute considération.

Pékin, le 20 mai 1921.

(Signé) VON BORCH,
Représentant du Gouvernement allemand.

LETTRE DE CONFIRMATION DU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE CHINE.

b) Le soussigné, Ministre des Affaires étrangères de la République chinoise, a l'honneur d'accuser réception à Monsieur le représentant du Gouvernement de la République allemande de sa communication datée de ce jour, par laquelle Monsieur le représentant du Gouvernement de la République allemande, dûment autorisé, lui a fait connaître, au nom de son Gouvernement, ce qui suit :

« Le Gouvernement de la République allemande, animé du désir de rétablir les relations d'amitié et de commerce entre la Chine et l'Allemagne,

considérant

que ces relations devront se baser sur les principes d'une parfaite égalité et d'une réciprocité absolue, conformes aux règles du droit des gens général,

considérant

que sous la date du 15 septembre 1919, le Président de la République chinoise a publié un mandat concernant le rétablissement de la paix avec l'Allemagne,

considérant

que l'Allemagne s'engage à remplir, vis-à-vis de la Chine, les obligations dérivant des articles 128-134 du Traité de Versailles du 28 juin 1919, entré en vigueur le 10 janvier 1920,

constate

que l'Allemagne, par les événements de la guerre et par le Traité de Versailles, a été obligée de renoncer à tous ses droits, titres et priviléges qu'elle a acquis, en vertu du Traité passé par elle avec la Chine le 6 mars 1898 et de tous autres actes concernant la province du Chantoung, et se trouve ainsi privée de la possibilité de les restituer à la Chine,

et déclare formellement :

consentir à l'abrogation de la juridiction consulaire en Chine,

renoncer, en faveur de la Chine, à tous les droits que le Gouvernement allemand possède sur le « glacis » dépendant de la Légation d'Allemagne à Pékin, admettant que, par l'expression « propriétés publiques », dans le premier paragraphe de l'article 130 du Traité de Versailles, on devra également comprendre le terrain mentionné,

et être prêt à rembourser au Gouvernement chinois les frais de l'internement des militaires allemands dans les différents camps d'internement en Chine.

Le soussigné saisit cette occasion pour renouveler à Monsieur le représentant du Gouvernement de la République allemande les assurances de sa haute considération.

Pékin, le 20 mai 1921.

(Signé) W. W. YEN,
Ministre des Affaires étrangères.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

2. BEGLEITSCHREIBEN DES DEUTSCHEN BEVOLL-MÄCHTIGEN AN DEN CHINESISCHEN MINISTER DER AUSWÄRTIGEN ANGELEGENHEITEN.

PEKING, den 20. Mai 1921.

HERR MINISTER,

In Uebereinstimmung mit den Weisungen meiner Regierung habe ich die Ehre, Ihnen erneut zu erklären, dass die Deutsche Regierung den Versailler Vertrag jetzt nicht nochmals

2. LETTRE D'ENVOI DU PLÉNIOPOTENTIAIRE ALLEMAND AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE CHINE.

Pékin, le 20 mai 1921.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Conformément aux instructions de mon Gouvernement, j'ai l'honneur de vous déclarer à nouveau que le Gouvernement allemand ne saurait procéder actuellement à une nouvelle

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

generell anerkennen kann, da ein solcher Schritt mit der freiwilligen Annahme dieses Vertrags von ihrer Seite gleichbedeutend sein und seiner späteren Revision präjudizieren würde; sie wird jedoch keine Einwendungen dagegen erheben, dass China sich ausser den Artikeln 128 bis 134 des Vertrags auch gewisser anderer Vertragsrechte, die für das eigene Land von Belang erscheinen, in ihrer gegenwärtigen Festlegung oder, falls die Revision stattfindet, in ihrer abgeänderten Form bedienen wird.

Ich benütze die Gelegenheit, um Ihnen, Herr Minister, die Versicherung meiner ausgezeichneten Hochachtung zu erneuern.

(Gez.) VON BORCH.

3. DEUTSCH-CHINESISCHES UEBEREINKOMMEN.

Die Regierung des DEUTSCHEN REICHS und die Regierung der CHINESISCHEN REPUBLIK, von dem Wunsche geleitet, die Freundschafts- und Handelsbeziehungen durch ein Ueber-einkommen zwischen den beiden Ländern wiederherzustellen, haben, indem sie die Erklärung des Deutschen Reichs vom heutigen Tage als Grundlage nehmen und anerkennen, dass die Anwendung der Grundsätze der Achtung der territorialen Souveränität, der Gleichstellung und der Gegenseitigkeit das einzige Mittel ist, das gute Einvernehmen zwischen den Völkern zu erhalten, demzufolge zu ihren Bevollmächtigten ernannt:

DIE REGIERUNG DES DEUTSCHEN REICHS :

Herrn H. von BORCH, Generalkonsul;

DIE REGIERUNG DER CHINESISCHEN REPUBLIK :

Herrn W. W. YEN, Minister der Auswärtigen Angelegenheiten.

Die Bevollmächtigten haben sich, nachdem sie einander ihre Vollmachten mitgeteilt und diese in guter und gehöriger Form befunden haben, über folgende Bestimmungen geeinigt:

Artikel I.

Die beiden Hohen vertragschliessenden Teile haben das Recht, gehörig beglaubigte diploma-

reconnaissance générale du Traité de Versailles. Une telle manifestation équivaudrait de sa part à une acceptation volontaire du traité et préjudicierait à une revision ultérieure de ce traité. Par contre, le Gouvernement allemand ne soulèvera aucune objection au cas où la Chine, indépendamment des priviléges qui lui sont accordés par les articles 128 à 134 du traité, se prévaudrait de certains autres droits stipulés dans le traité, sous leur forme actuelle, ou, si la revision avait lieu, sous leur forme modifiée, pour autant que ces droits lui sembleront avoir de l'importance pour elle.

Je saisiss cette occasion pour vous renouveler, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

(Signé) VON BORCH.

3. ACCORD GERMANO-CHINOIS.

Le Gouvernement de la RÉPUBLIQUE ALLEMANDE et le Gouvernement de la RÉPUBLIQUE CHINOISE, animés du désir de rétablir les relations d'amitié et de commerce par un accord entre les deux pays, en prenant comme base la Déclaration de la République allemande datée de ce jour et reconnaissant que l'application des principes du respect de la souveraineté territoriale, de l'égalité et de la réciprocité est le seul moyen de maintenir la bonne entente entre les peuples, ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir:

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE ALLEMANDE :

M. H. von BORCH, Consul général;

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE CHINOISE :

M. W. W. YEN, Ministre des Affaires étrangères;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont convenu des dispositions suivantes :

Article I.

Les deux Hautes Parties contractantes auront le droit d'envoyer mutuellement des agents

tische Agenten gegenseitig zu entsenden, welche auf Grundlage der Gegenseitigkeit im Lande ihres Aufenthalts die Vorrechte und Befreiungen geniessen, die ihnen das Völkerrecht gewährt.

Artikel 2.

Die beiden Hohen vertragschliessenden Teile gewähren sich gegenseitig das Recht, an allen Orten, wo ein Konsulat oder ein Vizekonsulat einer anderen Nation errichtet ist, Konsuln, Vizekonsuln und Konsularagenten zu ernennen, die mit der Achtung und den Rücksichten behandelt werden werden, die den Beamten des selben Ranges der anderen Nationen gewährt werden.

Artikel 3.

Staatsangehörigen einer der beiden Republiken, die in dem Gebiete der anderen sich aufhalten, steht es frei, in Uebereinstimmung mit den Gesetzen und Verordnungen des Landes zu reisen, sich niederzulassen und Handel oder Industrie zu betreiben an allen Orten, wo Staatsangehörige einer anderen Nation es tun können.

Sie unterstehen, bezüglich ihrer Person sowie ihres Vermögens, der Gerichtsbarkeit der örtlichen Gerichtshöfe; sie müssen sich nach den Gesetzen des Aufenthaltslandes richten. Sie zahlen keine höheren Steuern, Abgaben oder Kontributionen als die Landesangehörigen.

Artikel 4.

Die beiden Hohen vertragschliessenden Teile erkennen an, dass alle Zollangelegenheiten allein durch die innere Gesetzgebung eines jeden von ihnen geregelt werden. Indessen werden keine höheren Zölle als die von den Landesangehörigen entrichteten erhoben auf Rohstoffe oder Fabrikate vom Ursprung einer der beiden Republiken oder eines anderen Landes, bei ihrer Einfuhr, Ausfuhr oder Durchfuhr.

Artikel 5.

Die Erklärung des Deutschen Reichs vom heutigen Tage und die Bestimmungen des gegenwärtigen Uebereinkommens werden als Grundlage genommen werden für die Verhandlung des endgültigen Vertrags.

diplomatiques dûment accrédités qui jouiront réciproquement dans le pays de leur résidence des priviléges et immunités que leur accorde le droit des gens.

Article 2.

Les deux Hautes Parties contractantes s'accordent réciproquement le droit de nommer, dans toutes les localités où s'est établi un consulat ou vice-consulat d'une autre nation, des consuls, vice-consuls et agents consulaires qui seront traités avec la considération et les égards qui sont accordés aux agents de la même catégorie des autres nations.

Article 3.

Les ressortissants d'une des deux Républiques résidant sur le territoire de l'autre auront la faculté, conformément aux lois et règlements du pays, de voyager, de s'établir et d'exercer le commerce ou l'industrie, dans toutes les localités où des ressortissants d'une autre nation peuvent le faire.

Ils sont placés, tant leurs personnes que leurs biens, sous la juridiction des tribunaux locaux ; ils doivent se conformer aux lois du pays où ils résident. Ils ne payeront aucun impôt, taxe ou contribution supérieurs à des nationaux du pays.

Article 4.

Les deux Hautes Parties contractantes reconnaissent que toutes les matières douanières sont réglées uniquement par la législation intérieure de chacune d'elles. Toutefois, aucun droits supérieurs à ceux acquittés par les nationaux du pays ne seront prélevés sur les produits bruts ou manufacturés d'origine d'une des deux Républiques ou d'un autre pays à leur importation, exportation ou transit.

Article 5.

La Déclaration de la République allemande de ce jour et les stipulations du présent Accord seront prises comme base pour la négociation du Traité définitif.

Artikel 6.

Das gegenwärtige Uebereinkommen ist in Deutsch, Chinesisch¹ und Französisch abgefasst; im Falle einer Auslegungsverschiedenheit gilt der französische Text.

Artikel 7.

Das gegenwärtige Uebereinkommen wird sobald als möglich ratifiziert werden und tritt in Kraft mit dem Tage, an dem die beiden Regierungen einander mitgeteilt haben, dass die Ratifikationen erteilt worden sind.

Ausgefertigt in doppelter Urschrift in Peking am 20. Mai 1921, entsprechend dem 20. Tage des 5. Monats des 10. Jahres der chinesischen Republik.

(L. S.) (Gez.) VON BORCH.

(L. S.) (Gez.) W. W. YEN.

Article 6.

Le présent Accord est rédigé en allemand, en chinois¹ et en français; en cas de divergence d'interprétation, le texte français fera foi.

Article 7.

Le présent Accord sera ratifié le plus tôt possible et entrera en vigueur dès le jour où les deux Gouvernements ont fait connaître, l'un à l'autre, que les ratifications ont été effectuées.

Fait à Pékin, en double exemplaire, le 20 mai 1921, correspondant au 20^e jour de la 5^e lune de la 10^e année de la République chinoise.

(L. S.) (Signé) VON BORCH.

(L. S.) (Signé) W. W. YEN.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

4. NOTENWECHSEL ZWISCHEN DEM DEUTSCHEN BEVÖLKMÄCHTIGTEN UND DEM CHINESISCHEN MINISTER DER AUSWÄRTIGEN ANGELEGENHEITEN.

a) *Note des Deutschen Bevollmächtigten.*

PEKING, den 20. Mai 1921.

HERR MINISTER,

Im Auftrag der Deutschen Regierung beeindruckt sich der Unterzeichnete, in der Absicht, den Text der deutschen Erklärung und des deutsch-chinesischen Uebereinkommens näher zu erläutern, Ihnen, Herr Minister, nachstehende Erklärungen abzugeben:

i. *Verzollung chinesischer Waren in Deutschland.*

Die im Artikel 4 des Uebereinkommens bezeichnete Zollregelung, nach der die Einfuhr, Ausfuhr und Durchgangszölle beider Länder die von den Angehörigen des eigenen Landes zu zahlenden Zollsätze nicht übersteigen dürfen, hindert China nicht, sich der im Artikel 264 des Versailler Vertrags gegebenen Vergünstigungen zu bedienen.

¹ Le texte chinois n'a pas été présenté à l'enregistrement.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

4. ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE PLÉNIOPOTENTIAIRE ALLEMAND ET LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE CHINE.

a) *Note du plénipotentiaire allemand.*

PÉKIN, le 20 mai 1921.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En vue de préciser le sens de la déclaration allemande et de l'accord germano-chinois, le soussigné a l'honneur de vous adresser, Monsieur le Ministre, de la part du Gouvernement allemand, les explications suivantes :

i. *Droits de douane sur les marchandises chinoises en Allemagne.*

Le règlement douanier, stipulé à l'article 4 de l'Accord et suivant lequel les droits d'entrée, de sortie et de transit prélevés sur les marchandises appartenant à des ressortissants de l'autre pays ne doivent pas être supérieurs aux droits acquittés par les ressortissants du pays intéressé, n'empêchera pas la Chine de se prévaloir des avantages qui lui sont accordés par l'article 264 du Traité de Versailles.

¹ The Chinese text was not presented for registration.

² Translated by the Secretariat of the League of Nation.

2. Ersatz von Schäden.

Die in der deutschen Erklärung ausgesprochene Bereitwilligkeit, China die Auslagen in den verschiedenen Internierungslagern zu erstatten, ist so zu verstehen, dass Deutschland bereit ist, diese Zahlung zu leisten neben dem Schadenersatz gemäss den Grundsätzen des Versailler Vertrages.

Die Deutsche Regierung verpflichtet sich, eine Teilzahlung von vier Millionen Dollar bar und den Rest in Tientsin-Pukou und Hukuang-Eisenbahnobligationen auf die chinesische Kriegsschädenersatzforderung in der noch zu vereinbarenden Gesamthöhe des halben Erlöses des liquidierten Vermögens der Deutschen in China und des halben Wertes des sequestrierten Vermögens an die Chinesische Regierung zu machen.

3. Chinesisches Eigentum in Deutschland.

Das chinesische bewegliche und unbewegliche Eigentum in Deutschland wird nach Ratifizierung des Uebereinkommens voll zurückgegeben.

4. Chinesische Studenten in Deutschland.

Die Deutsche Regierung wird den chinesischen Studenten in Deutschland gern nach allen Kräften behilflich sein, dass sie Aufnahme in den Schulen erhalten oder sich praktisch ausbilden können.

Ferner wäre der Unterzeichnete dem Herrn Minister zu Dank verpflichtet für eine Mitteilung über folgende Punkte :

1. Künftige Sicherheiten für das Eigentum Deutscher.

Kann die Chinesische Regierung versprechen, dass sie Deutschen in China vollen Schutz in der friedlichen Ausübung ihres Berufs gewähren und deren Vermögen nicht noch einmal beschlagnahmen wird, ausser in Uebereinstimmung mit den allgemein anerkannten Grundsätzen des Völkerrechts oder den Bestimmungen des chinesischen Rechts ?

2. Réparations des dommages.

Le passage de la déclaration allemande, dans lequel l'Allemagne se déclare prête à rembourser à la Chine les dépenses faites par elle dans les camps d'internement, doit être interprété comme signifiant que l'Allemagne est prête à exécuter ce paiement en sus des réparations, conformément aux principes posés dans le Traité de Versailles.

Le Gouvernement allemand s'engage à effectuer entre les mains du Gouvernement chinois un versement partiel s'élevant à 4 millions de dollars et le reste en obligations des chemins de fer de Tientsin-Poukou et de Hou-Kouang, à valoir sur les sommes réclamées par la Chine au titre des réparations de dommages de guerre. Ce versement partiel, dont le montant total est encore à fixer d'un commun accord, s'élèvera à la moitié du produit des biens allemands liquidés en Chine et à la moitié de la valeur des biens allemands mis sous séquestre.

3. Biens chinois en Allemagne.

Les biens meubles et immobiliers appartenant à des Chinois en Allemagne seront intégralement rendus après la ratification de l'Accord.

4. Etudiants chinois en Allemagne.

Le Gouvernement allemand se fera un plaisir d'aider dans toute la mesure de ses forces les étudiants chinois résidant en Allemagne à trouver accès aux universités et à parfaire leur instruction par la pratique.

D'autre part, le soussigné serait obligé à M. le Ministre des Affaires étrangères de Chine de bien vouloir lui donner une réponse aux questions suivantes :

1. Sécurité dont jouiront, à l'avenir, les biens appartenant à des Allemands.

Le Gouvernement chinois peut-il promettre d'accorder entière protection aux Allemands qui se livreront en Chine à l'exercice pacifique de leur profession et de ne pas confisquer à nouveau leurs biens, sauf dans les cas où cette mesure serait prise en conformité des principes généralement reconnus du droit international ou des dispositions du droit chinois sous réserve que le Gouvernement allemand adoptera la même ligne de conduite à l'égard des Chinois résidant en Allemagne.

2. Rechtsgarantien.

Werden deutsche Rechtsfälle in China sämtlich von den neu eingerichteten Gerichten mit dem Rechte der Berufung und nach den neuen Gesetzen erledigt und wird ein ordnungsmässiges Prozessverfahren dabei angewandt ?

Dürfen für die Dauer des Prozesses deutsche Rechtsanwälte und Dolmetscher, die bei den Gerichten offiziell zugelassen sind, als Rechtsbeistände fungieren ?

3. Fälle vor den Gemischten Gerichten.

Welches Verfahren hat die Chinesische Regierung für Prozesse vor den Gemischten Gerichten im Auge, bei denen Deutsche aktiv oder passiv beteiligt sind ?

4. Chinesische Bestimmungen über den Handel mit dem Feinde.

Werden alle derartigen Bestimmungen mit dem Tage der Ratifizierung des Uebereinkommens hinfällig ?

5. Regelung von chinesisch-deutschen Verbindlichkeiten.

Hat die Chinesische Regierung die Absicht, dem im Artikel 296 des Versailler Vertrags vorgesehenen allgemeinen Ausgleichsamte beizutreten ?

Indem ich mich beeubre, das Vorstehende zu Ihrer Kenntnis zu bringen, bitte ich Sie, sehr geehrter Herr Minister, den Ausdruck meiner ausgezeichneten Hochachtung zu genehmigen.

(Gez.) VON BORCH,
Vertreter der Deutschen Regierung.

b) Antwortnote des Chinesischen Ministers der Auswärtigen Angelegenheiten.

PEKING, den 20. Mai 1921.

SEHR GEEHRTER HERR,

Ich beeubre mich, den Empfang Ihres gefälligen Schreibens zu bestätigen, in dem Sie in der Absicht, den Text der deutschen Erklärung und des chinesisch-deutschen Uebereinkommens näher zu erläutern, nachstehende Erklärungen abgegeben haben :

Nº. 261.

2. Garanties juridiques.

Les litiges dans lesquels les Allemands se trouveraient impliqués en Chine seront-ils jugés devant les tribunaux nouvellement institués ? Pourra-t-il être fait appel des décisions de ces tribunaux ? Ces litiges donneront-ils lieu à une procédure régulière ?

Des avocats et des interprètes allemands, officiellement accrédités auprès des tribunaux, pourront-ils faire fonction de conseils pendant la durée du procès ?

3. Cas relevant des tribunaux mixtes.

Quelle procédure le Gouvernement chinois envisage-t-il pour les cas relevant des tribunaux mixtes dans lesquels des Allemands seraient demandeurs ou défendeurs ?

4. Mesures prises par la Chine relativement au commerce avec l'ennemi.

Toutes les mesures de ce genre deviendront-elles caduques le jour de la ratification de l'Accord ?

5. Règlement des obligations sino-allemandes.

Le Gouvernement chinois a-t-il l'intention d'adhérer à la procédure générale d'Offices de vérification et de compensation prévue à l'article 296 du Traité de Versailles ?

En portant à votre connaissance la note qui précède, je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma haute considération.

(Signé) VON BORCH,
Représentant du Gouvernement allemand.

b) Note du Ministre des Affaires étrangères chinois en réponse à la précédente.

PÉKIN, le 20 mai 1921.

MONSIEUR,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre note dans laquelle, en vue de préciser le sens de la Déclaration allemande et de l'Accord sino-allemand, vous avez bien voulu m'adresser les explications suivantes :

1. Verzollung chinesischer Waren in Deutschland :

Die im Artikel 4 des Uebereinkommens bezeichnete Zollregelung, nach der die Einführ-, Ausfuhr- und Durchgangszölle beider Länder die von den Angehörigen des eigenen Landes zu zahlenden Zollsätze nicht übersteigen dürfen, hindert China nicht, sich der im Artikel 264 des Versailler Vertrags gegebenen Vergünstigung zu bedienen.

2. Ersatz von Schäden :

Die in der deutschen Erklärung ausgesprochene Bereitwilligkeit, China die Auslagen in den verschiedenen Internierungslagern zu erstatten, ist so zu verstehen, dass Deutschland bereit ist, diese Zahlung zu leisten neben dem Schadenersatz gemäss den Grundsätzen des Versailler Vertrags.

Die Deutsche Regierung verpflichtet sich, eine Teilzahlung von vier Millionen Dollar bar und den Rest in Tientsin-Pukou und Hukuang-Eisenbahnbölligationen auf die chinesische Kriegsschadenersatzforderung in der noch zu vereinbarenden Gesamthöhe des halben Erlösdes der liquidierten Vermögens der Deutschen in China und des halben Wertes des sequestrierten Vermögens an die Chinesische Regierung zu machen.

3. Chinesisches Eigentum in Deutschland :

Das chinesische bewegliche und unbewegliche Eigentum in Deutschland wird nach Ratifizierung des Uebereinkommens voll zurückgegeben.

4. Chinesische Studenten in Deutschland :

Die Deutsche Regierung wird den chinesischen Studenten in Deutschland gern nach allen Kräften behilflich sein, dass sie Aufnahme in den Schulen erhalten oder sich praktisch ausbilden können.

Auf die von Ihnen gestellten Fragen beeindre ich mich, das Nachstehende zu antworten :

1. Droits de douane sur les marchandises chinoises en Allemagne.

Le règlement douanier, stipulé à l'article 4 de l'Accord et suivant lequel les droits d'entrée, de sortie et de transit prélevés sur des marchandises appartenant à des ressortissants de l'autre pays ne doivent pas être supérieurs aux droits acquittés par les ressortissants du pays intéressé, n'empêchera pas la Chine de se prévaloir des avantages qui lui sont accordés par l'article 264 du Traité de Versailles.

2. Réparation des dommages.

Le passage de la déclaration allemande dans lequel l'Allemagne se déclare prête à rembourser à la Chine les dépenses faites par elle dans les différents camps d'internement doit être interprété comme signifiant que l'Allemagne est prête à exécuter ce paiement en sus des réparations, conformément aux principes posés dans le Traité de Versailles.

Le Gouvernement allemand s'engage à effectuer entre les mains du Gouvernement chinois un versement partiel s'élevant à 4 millions de dollars et le reste en obligations des chemins de fer de Tien-Tsin-Poukou et de Hou-Kouang, à valoir sur les sommes réclamées par la Chine au titre des réparations des dommages de guerre. Ce versement partiel, dont le montant total est encore à fixer d'un commun accord, s'élèvera à la moitié du produit des biens allemands liquidés en Chine et à la moitié de la valeur des biens allemands mis sous séquestre.

3. Biens chinois en Allemagne.

Les biens meubles et immobiliers appartenant à des Chinois en Allemagne seront intégralement rendus après la ratification de l'Accord.

4. Etudiants chinois en Allemagne.

Le Gouvernement allemand se fera un plaisir d'aider dans toute la mesure de ses forces les étudiants chinois résidant en Allemagne à trouver accès aux universités et à parfaire leur instruction par la pratique.

Quant aux questions que vous avez bien voulu me poser, j'ai l'honneur de vous adresser les réponses suivantes :

1. Künftige Sicherheiten für das Eigentum von Chinesen und Deutschen :

Die Chinesische Regierung verspricht, dass sie Deutschen in China vollen Schutz in der friedlichen Ausübung ihres Berufs gewähren und deren Vermögen nicht noch einmal beschlagnahmen wird, ausser in Uebereinstimmung mit den allgemein anerkannten Grundsätzen des Völkerrechts oder den Bestimmungen des chinesischen Rechtes unter der Voraussetzung, dass die Deutsche Regierung in gleicher Weise gegenüber den in Deutschland wohnenden Chinesen handelt,

2. Rechtsgarantien :

Deutsche Rechtsfälle in China werden sämtlich von den neu eingerichteten Gerichten mit dem Rechte der Berufung und nach den neuen Gesetzen erledigt, und ein ordnungsmässiges Prozessverfahren wird dabei angewandt. Für die Dauer des Prozesses dürfen deutsche Rechtsanwälte und Dolmetscher, die bei den Gerichten offiziell zugelassen sind, als Rechtsbeistände fungieren.

3. Fälle vor den Gemischten Gerichten :

Bezüglich der Prozesse vor den Gemischten Gerichten, bei denen Deutsche aktiv oder passiv beteiligt sind, wird China für die Zukunft eine Lösung suchen, die allen Seiten gerecht wird.

4. Chinesische Bestimmungen über den Handel mit dem Feinde :

Alle derartigen Bestimmungen werden mit dem Tage der Ratifizierung des Uebereinkommens von selbst hinfällig.

Die früher beim Seezollamt eingetragenen deutschen Handelsmarken werden nach Ratifizierung des vorliegenden Uebereinkommens durch Wiedereintragung durch den ursprünglichen Eigentümer beim Seezollamt wieder in Kraft gesetzt werden.

Bis die autonomen Zollbestimmungen allgemein angewendet werden, werden deutsche Einfuhrwaren Zölle nach den allgemeinen Zollbestimmungen bezahlen.

1. Sécurité dont jouiront, à l'avenir, les biens appartenant à des Chinois et à des Allemands.

Le Gouvernement chinois promet d'accorder entière protection aux Allemands qui se livreront en Chine à l'exercice pacifique de leur profession et de ne pas confisquer à nouveau leurs biens, sauf dans les cas où cette mesure serait prise en conformité des principes généralement reconnus du droit international ou des dispositions du droit chinois, sous réserve que le Gouvernement allemand adoptera la même ligne de conduite à l'égard des Chinois résidant en Allemagne.

2. Garanties juridiques.

Les litiges dans lesquels des Allemands se trouveraient impliqués en Chine seront tous jugés devant les tribunaux nouvellement institués. Il pourra être fait appel des décisions de ces tribunaux. Ces litiges donneront lieu à une procédure régulière. Des avocats et des interprètes allemands, officiellement accrédités auprès des tribunaux, pourront faire fonction de conseils pendant la durée du procès..

3. Cas relevant des tribunaux mixtes.

En ce qui concerne les procès relevant des tribunaux mixtes, dans lesquels des Allemands seraient demandeurs ou défendeurs, la Chine s'engage à rechercher par la suite une solution équitable pour toutes les parties.

4. Mesures prises par la Chine relativement au commerce avec l'ennemi.

Toutes les mesures de ce genre deviendront caduques *ipso facto* le jour de la ratification de l'Accord.

Quant aux marques de commerce allemandes déposées à l'Office des douanes maritimes, les propriétaires primitifs rentreront en possession de leurs droits ou priviléges après ratification du présent Accord, à condition d'effectuer à nouveau le dépôt de leurs marques à l'Office des douanes maritimes.

Jusqu'au jour où les dispositions douanières autonomes seront appliquées d'une façon générale, les importations allemandes acquitteront les droits du tarif général.

5. Regelung von chinesisch-deutschen Verbindlichkeiten :

Die Chinesische Regierung hat nicht die Absicht, den im Artikel 296 des Versailler Vertrags vorgesehenen allgemeinen Ausgleichsamté beizutreten.

Ferner verpflichtet sich die Chinesische Regierung im Hinblick auf die obige Erklärung der Deutschen Regierung, wonach sie sich zu einer Teilzahlung auf die Kriegsschädenersatzforderung an die Chinesische Regierung verpflichtet, mit der Vertragsunterzeichnung die Liquidationen des Eigentums von Deutschen sämtlich tatsächlich einzustellen und gegen Empfangnahme der obigen Schadenersatzsumme nach Ratifizierung des deutsch-chinesischen Uebereinkommens die Liquidationserlöse, sowie alles einbehaltene Eigentum den Eigentümern zurückzugeben.

Die obige Regelung bedeutet die Erledigung der im Satz 2 des Artikels 133 des Versailler Vertrags erwähnten Frage der Liquidation, Sequestration und Beschlagnahme deutschen Eigentums.

Mit der Deutsch-Asiatischen Bank und den Ching-Hsing Minen werden die zuständigen chinesischen Behörden über das Verfahren besonders verhandeln.

Die noch nicht liquidierten Immobilien der Deutsch-Asiatischen Bank in Peking und Han-kau werden jedoch dem obigen Verfahren entsprechend den Eigentümern zurückgegeben.

Indem ich die Ehre habe, Ihnen Vorstehendes zu antworten, ergreife ich die Gelegenheit, Ihnen, sehr geehrter Herr, den Ausdruck meiner ausgezeichneten Hochachtung zu übermitteln.

(Gez.) W. W. YEN,

Minister der Auswärtigen Angelegenheiten.

5. Règlement des obligations sino-allemandes.

Le Gouvernement chinois n'a pas l'intention d'adhérer à la procédure générale d'Offices de vérification et de compensation prévue à l'article 296 du Traité de Versailles.

En outre, le Gouvernement chinois, en égard à la déclaration rappelée ci-dessus du Gouvernement allemand, par laquelle celui-ci s'engage à effectuer, entre les mains du Gouvernement chinois, un versement partiel à valoir sur les sommes réclamées par le Gouvernement chinois au titre des réparations de dommages de guerre, s'engage de son côté à arrêter entièrement et effectivement, à la date de la signature de l'accord, la liquidation des biens appartenant à des Allemands et à rendre à leurs propriétaires, après ratification de l'Accord et au reçu du montant des réparations fixé ci-dessus, le produit des liquidations déjà effectuées, ainsi que tous les biens encore sous séquestre.

Par là se trouvent définitivement réglées les questions de liquidation, de mise sous séquestre et de saisies des biens allemands mentionnés à la deuxième phrase de l'article 133 du Traité de Versailles.

Les autorités chinoises compétentes traiteront séparément avec la «Deutsch-Asiatische Bank» et les mines de Ching-Hsing sur la procédure à adopter.

Les biens immobiliers non encore liquidés de la «Deutsch-Asiatischen Bank» à Pékin et à Han-Kéou seront toutefois rendus à leurs propriétaires, conformément à la procédure indiquée ci-dessus.

En vous transmettant les réponses qui précédent, je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma haute considération.

(Signé) W. W. YEN,

Ministre des Affaires étrangères.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 261. — AGREEMENTS BETWEEN GERMANY AND CHINA
REGARDING THE RESTORATION OF THE STATE OF PEACE.
PEKIN MAY 20, 1921.

I. (a) DECLARATION OF THE GERMAN PLENIPOTENTIARY.

The undersigned, duly authorised Representative of the Government of the GERMAN REPUBLIC, has the honour on behalf of his Government to inform the Minister for Foreign Affairs of the CHINESE REPUBLIC as follows :

Whereas the Government of the German Republic is desirous of re-establishing friendly and commercial relations between China and Germany,

And whereas such relations should be based on principles of complete equality and absolute reciprocity in accordance with the rules of international law,

And whereas, on September 15, 1919, the President of the Chinese Republic promulgated a Decree concerning the re-establishment of peace with Germany,

And whereas Germany undertakes to fulfil towards China the obligations arising out of Articles 128 to 134 of the Treaty of Versailles of June 28, 1919, which came into force on January 10, 1920,

The German Government points out that, owing to the events of the war and the Treaty of Versailles, Germany has been obliged to renounce all her rights, titles and privileges acquired by virtue of the Treaty concluded between Germany and China on March 6, 1898, and by virtue of all other Acts concerning the province of Shantung, and is thus deprived of the possibility of restoring them to China,

And the German Government formally declares :

That Germany hereby consents to the abrogation of consular jurisdiction in China,

That Germany renounces in favour of China all rights which the German Government possesses in respect of the "glacis" appertaining to the German Legation at Pekin, and admits that the expression "public property" in the first paragraph of Article 130 of the Treaty of Versailles applies to the above-mentioned piece of land,

And that Germany is prepared to reimburse the Chinese Government for the cost of interning German troops in the different internment camps in China.

The undersigned has the honour to be, etc.,

(Signed) VON BORCH,

Representing the German Government.

Pekin, May 20, 1921.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

(b) LETTER OF CONFIRMATION FROM THE CHINESE MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS.

The undersigned, Minister for Foreign Affairs of the Chinese Republic, has the honour to acknowledge receipt of the letter of to-day's date from the duly authorised representative of the Government of the German Republic, informing him on behalf of his Government as follows :

" Whereas the Government of the German Republic is desirous of re-establishing friendly and commercial relations between China and Germany,

" And whereas such relations should be based on principles of complete equality and absolute reciprocity in accordance with the rules of international law,

" And whereas on September 15, 1919, the President of the Chinese Republic promulgated a Decree concerning the re-establishment of peace with Germany,

" And whereas Germany undertakes to fulfil towards China the obligations arising out of Articles 128 to 134 of the Treaty of Versailles of June 28, 1919, which came into force on January 10, 1920,

" The German Government points out that, owing to the events of the war and the Treaty of Versailles, Germany has been obliged to renounce all her rights, titles and privileges acquired by virtue of the Treaty concluded between Germany and China on March 6th, 1898, and by virtue of all other Acts concerning the province of Shantung, and whereas she is thus deprived of the possibility of restoring them to China,

The German Government formally declares :

That Germany hereby consents to the abrogation of consular jurisdiction in China,

That Germany renounces in favour of China all rights which the German Government possesses in respect of the "glacis" appertaining to the German Legation at Pekin, and admits that the expression "public property" in the first paragraph of Article 130 of the Treaty of Versailles applies to the above-mentioned piece of land,

And that Germany is prepared to reimburse the Chinese Government for the expense of interning German troops in the different internment camps in China.

The undersigned has the honour to be,

(Signed) W. W. YEN,
Minister for Foreign Affairs.

Pekin, May 20, 1921.

2. COVERING LETTER FROM THE GERMAN PLENIPOTENTIARY TO THE CHINESE MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS.

PEKIN, May 20, 1921.

YOUR EXCELLENCY,

In compliance with instructions from my Government, I have the honour to inform you once more that it is not prepared at the present time to declare again its general recognition of the Treaty of Versailles. Such a step would be equivalent to a voluntary acceptance of the Treaty on the part of the German Government, and would prejudice the subsequent revision of the said Treaty. The German Government would not, however, raise any objection should China, apart from the provisions of Articles 128 to 134 of the Treaty, avail herself of certain other rights which she derives from the Treaty, and which she may consider of importance to herself, either in their present form or, should the Treaty be revised, in their modified form.

I have the honour to be, etc.

(Signed) VON BORCH.

3. AGREEMENT BETWEEN GERMANY AND CHINA.

The Government of the GERMAN REPUBLIC and the Government of the CHINESE REPUBLIC, being desirous of re-establishing friendly and commercial relations by an agreement between the two countries, taking as a basis the German Republic's Declaration of this date and recognising that the application of the principles of respect for territorial sovereignty, of equality and of reciprocity is the only means of maintaining good relations between peoples, have appointed as their plenipotentiaries for that purpose :

FOR THE GOVERNMENT OF THE GERMAN REPUBLIC :

H. von BORCH, Consul-General ;

FOR THE GOVERNMENT OF THE CHINESE REPUBLIC :

W. W. YEN, Minister for Foreign Affairs ;

Who, having communicated to each other their full powers, which were found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

The two High Contracting Parties shall have the right to send to each other duly accredited diplomatic agents, who shall enjoy, in the countries where they respectively reside, the privileges and immunities granted to them by international law.

Article 2.

The two High Contracting Parties shall reciprocally grant each other the right to appoint, in all places where Consulates or Vice-Consulates of other nations exist, Consuls, Vice-Consuls and Consular Agents, who shall be treated with the consideration and respect granted to agents of the same category in the service of other nations.

Article 3.

The nationals of either of the two Republics residing in the territory of the other shall have the right, in accordance with the laws and regulations of the country, to travel, settle and carry on commerce or industry in all places where nationals of any other nation are entitled to do so.

In respect of their persons and property, they shall be subject to the jurisdiction of the local courts, and must comply with the laws of the country in which they reside. They shall pay no duties, taxes or contributions in excess of those paid by the nationals of that country.

Article 4.

The two High Contracting Parties recognise that all matters relating to Customs shall be regulated solely by the internal legislation of the respective parties. Nevertheless, no duties higher than those paid by nationals of the country shall be charged on products, whether raw or manufactured, coming from one of the two Republics or from another country, when such products are imported, exported or in transit.

Article 5.

The German Realm's Declaration of to-day's date and the provisions of this present agreement shall be taken as a basis for the negotiation of the final treaty.

Article 6.

The present agreement is drawn up in German, Chinese and French ; should there be a difference as to interpretation, the French shall be the authentic text.

Article 7.

The present agreement shall be ratified as soon as possible, and shall come into force as from the date on which the two Governments have informed each other that ratification has taken place.

Done at Pekin, in duplicate, on May 20, 1921, which date corresponds to the twentieth day of the fifth moon of the tenth year of the Chinese Republic.

(Signed) VON BORCH.

(Signed) W. W. YEN.

4. EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GERMAN PLENIPOTENTIARY AND THE CHINESE MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS.

(a) *Note from the German Plenipotentiary.*

PEKIN, May 20, 1921.

YOUR EXCELLENCY,

In pursuance of instructions from the German Government, I have the honour to communicate to you the following additional statements to supplement the texts of the German Declaration and the German-Chinese Agreement.

(1) *Customs Duties on Chinese Goods in Germany.*

The Customs regulations referred to in Article IV of the Agreement, under which import, export and transit duties in both countries are not to exceed those paid by nationals of the country imposing them, shall not prevent China from availing herself of the advantages conferred on her by Article 264 of the Treaty of Versailles.

(2) *Reparations.*

The passage in the German Declaration in which Germany declares herself prepared to reimburse China for expenditure in connection with the various internment camps is to be understood to mean that Germany is prepared to make this payment over and above the payments to be made for reparations in accordance with the principles laid down in the Treaty of Versailles.

In order to satisfy the Chinese demands for reparations, the German Government undertakes to pay 4 million dollars in cash and the rest in debentures of the Tientsin-Pukow-Hukuang Railway.

This payment, the total amount of which has yet to be fixed by mutual agreement, shall amount to half the proceeds of the sale of German property in China already liquidated and half the value of property sequestrated.

(3) *Chinese Property in Germany.*

Chinese movable and real property in Germany shall, after the ratification of the Agreement, be restored *in toto*.

(4) *Chinese Students in Germany.*

The German Government will have great pleasure in affording every possible assistance to Chinese students resident in Germany in obtaining admission to universities, or in completing their training by practical instruction.

Further, the undersigned would be grateful to Your Excellency for information on the following points :

(a) *Future Security for Property of German Nationals.*

Can the Chinese Government promise that it will grant Germans in China full protection in the peaceful exercise of their vocations and that it will not again confiscate their property, save in accordance with the generally-recognised principles of international law or the provisions of Chinese law ?

(b) *Legal Guarantees.*

Will all law-suits in China in which Germans are involved be decided before the newly-established courts, with right of appeal and according to the new laws, and will a regular method of procedure be applied ?

May German barristers and interpreters, officially accredited to the Courts, act as counsel during the proceedings ?

(c) *Cases before Mixed Courts.*

What procedure does the Chinese Government propose for cases before mixed courts in which Germans are plaintiffs or defendants ?

(d) *Chinese Measures with regard to Enemy Trading.*

Will all measures of this kind be cancelled as from the date on which the Agreement is ratified ?

(e) *Settlement of Chinese-German Obligations.*

Does the Chinese Government intend to adhere to the general system of clearing-houses as laid down in Article 296 of the Treaty of Versailles ?

In bringing the preceding to Your Excellency's notice I have the honour to be, etc.

(Signed) VON BORCH,
Representative of the German Government.

(b) *Note from the Chinese Minister for Foreign Affairs in reply to the preceding Note.*

PEKIN, May 20, 1921.

SIR,

I have the honour to acknowledge receipt of your Note dated May 20, 1921, in which, with a view to defining the meaning of the German Declaration and the Chinese-German Agreement, you were good enough to furnish the following explanations :

(1) *Customs Duties on Chinese Goods in Germany.*

The Customs regulations laid down in Article IV of the Agreement, under which import, export and transit duties in both countries are not to exceed those paid by nationals of the country imposing them, shall not prevent China from availing herself of the advantages conferred on her by Article 264 of the Treaty of Versailles.

(2) *Reparations.*

The passage in the German Declaration in which Germany declares herself prepared to reimburse China for expenditure in connection with the various internment camps is to be understood to mean that Germany is prepared to make this payment over and above the payments to be made for reparations in accordance with the principles laid down in the Treaty of Versailles.

In order to satisfy the Chinese demands for reparations, the German Government undertakes to pay a part payment of 4 million dollars in cash, and the rest in Tientsin-Pukow and Hukuang Railway debentures. This payment, the total amount of which has yet to be fixed by mutual agreement, shall amount to half the proceeds of the sale of German property in China already liquidated and half the value of the property sequestrated.

(3) *Chinese Property in Germany.*

Chinese movable and real property in Germany shall, after the ratification of the Agreement, be restored *in toto*.

(4) *Chinese Students in Germany.*

The German Government will have great pleasure in affording every possible assistance to Chinese students resident in Germany in obtaining admission to universities or in completing their training by practical instruction.

In reply to the questions which you were good enough to put to me, I have the honour to state the following :

(a) *Future Security for the Property of Chinese and German Nationals.*

The Chinese Government promises that it will grant full protection to Germans in China in the peaceful exercise of their profession and that it will not again confiscate their property, save in accordance with the generally recognised principles of international law or the provisions of Chinese law, provided that the German Government adopts the same procedure with regard to Chinese nationals living in Germany.

(b) *Legal Guarantees.*

All law-suits in China in which Germans are involved will be decided before the newly-established courts, with right of appeal. These law-suits will be conducted in accordance with the regular procedure. German barristers and interpreters, officially accredited to the Courts, may act as counsel during the proceedings.

(c) *Cases before Mixed Courts.*

With regard to proceedings before mixed courts, in which Germans are plaintiffs or defendants, China will seek a solution as regards the future which shall be just to all parties.

(d) *Chinese Measures with regard to Enemy Trading.*

All such provisions will be automatically cancelled as from the date of ratification of the Agreement.

As regards German trade-marks registered at the Maritime Customs Office, the original owners shall regain their rights and privileges after the ratification of the above-mentioned Agreement, provided that they register the said trade-marks again at the Maritime Customs Office.

Until the autonomous Customs regulations come into general application, German imports shall pay Customs duties as provided in the general Customs regulations.

(e) *Settlement of Chinese-German Obligations.*

The Chinese Government does not intend to adhere to the general system of clearing-offices as laid down in Article 296 of the Treaty of Versailles.

In view of the above-mentioned declaration of the German Government, by which the latter promises to make a partial payment to the Chinese Government, to be credited against the demands for war reparations, the Chinese Government further undertakes to put an end completely and effectively to the liquidation of German property as from the date of signature of the Agreement, and, after the ratification of the German-Chinese Agreement and on receipt of the above-mentioned reparations payment, to hand over to their owners all proceeds of liquidation and all property still sequestrated.

The above provisions constitute a settlement of the questions referred to in paragraph 2 of Article 133 of the Treaty of Versailles, respecting the liquidation, sequestration and seizure of German property.

The competent Chinese authorities will negotiate separately with the German-Asiatic Bank and the Ching Hsing Mines in regard to the procedure to be adopted.

Any real property of the German-Asiatic Bank in Pekin and Hang-Kow which has not yet been liquidated shall, nevertheless, be restored to its owners in conformity with the above provisions.

I have the honour to be, etc..

(Signed) W. W. YEN,
Minister for Foreign Affairs.

N° 262.

**AUTRICHE,
HONGRIE, ITALIE, POLOGNE,
ROUMANIE, etc.**

Accord au sujet des passeports et
des visas, signé à Graz le 27
janvier 1922.

**AUSTRIA,
HUNGARY, ITALY, POLAND,
ROUMANIA, etc.**

Agreement regarding passports and
visas, signed at Graz, January 27,
1922.

No. 262. — ACCORD CONCLU ENTRE L'AUTRICHE, LA HONGRIE, L'ITALIE, LA POLOGNE, LA ROUMANIE, LE ROYAUME DES SERBES CROATES ET SLOVÈNES ET LA TCHECOSLOVAQUIE, AU SUJET DES PASSEPORTS ET DES VISAS, SIGNÉ A GRAZ,
LE 27 JANVIER 1922.

*Texte officiel français, communiqué par le Représentant de l'Autriche auprès de la Société des Nations.
L'enregistrement de cet Accord a eu lieu le 15 mai 1922.*

Considérant que la Conférence convoquée à Paris en octobre 1920 par la Société des Nations a adopté des résolutions tendant soit à faciliter considérablement la délivrance des passeports et des visas, soit à unifier et à réduire les taxes y afférentes, résolutions qui n'ont pas encore été mises en exécution d'une façon générale ;

et considérant que la Conférence de Portorose a renvoyé la question des passeports et des visas à une Conférence complémentaire des Etats successeurs convoquée à Graz, afin de traiter les meilleurs moyens pour l'application des résolutions ci-dessus mentionnées ;

à cet effet, les Parties contractantes représentées comme il suit :

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE, par :

M. Robert LUKES, consul général de 1^{re} classe ;

M. Egon HEIN, consul général de 2^{me} classe ;

SON ALTESSE SÉRÉNISSE LE GOUVERNEUR DE HONGRIE, par :

M. Ladislas GöMÖRY-LAIMI DE DEDINA, conseiller ministériel ;

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE, par :

M. Carlo DE CONSTANTIN DE CHATEAUNEUF, consul de Sa Majesté ;

Comm. Av. Michele ADINOLFI, conseiller de préfecture ;

Cav. Dr Fausto PIZZICHELLI, chef de section ;

LE CHEF D'ETAT DE LA RÉPUBLIQUE POLONAISE, par :

M. Stanislas MILLAK, sous-chef de division ;

M. Zbigniew Auguste MISZKE, vice-consul gérant du Consulat à Trieste ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE, par :

M. Georges GRIGORCEA, conseiller à la Légation royale à Vienne ;

¹ Le dépôt des ratifications par l'Autriche, la Hongrie, l'Italie et la Tchécoslovaquie a eu lieu à Vienne le 27 mars 1922.

¹ TRADUCTION — TRANSLATION.

No. 262. — AGREEMENT CONCLUDED BETWEEN AUSTRIA, CZECHOSLOVAKIA, HUNGARY, ITALY, POLAND, ROUMANIA AND THE KINGDOM OF THE SERBS-CROATS AND SLOVENES REGARDING PASSPORTS AND VISAS², SIGNED AT GRAZ, JANUARY 27, 1922.

*French official text communicated by the Austrian Representative accredited to the League of Nations.
The registration of this Agreement took place on May 15, 1922.*

Whereas the Conference convened by the League of Nations at Paris, in October 1920, adopted resolutions intended to provide increased facilities for the issue of passports and visas and to unify and reduce the fees relating thereto, though these resolutions have not yet been generally put into force ;

And whereas the Conference of Porto Rosa referred the question of passports and visas to a further Conference of the Succession States to be convened at Graz for the purpose of investigating the most satisfactory methods of giving effect to these resolutions :

The Contracting Parties nominated the following as their representatives :

For THE FEDERAL PRESIDENT OF THE AUSTRIAN REPUBLIC :

M. Robert LUKES, Consul-General of the First Class .

M. Egon HEIN, Consul-General of the Second Class ;

For HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF HUNGARY :

M. Ladislas GÖMÖRY-LAIML DE DEDINA, Councillor of State ;

For HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

M. Carlo DE CONSTANTIN DE CHATEAUNEUF, His Majesty's Consul ;

Comm. Av. Michele ADINOLFI, Councillor at the Prefecture ;

Cav. Dr. Fausto PIZZICHELLI, Head of Department.

For THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC :

M. Stanislas MILLAK, Assistant Head of Department ;

M. Zbigniew August MISZKE, Acting -Vice-Consul at the Consulate at Trieste ;

For HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA :

M. Georges GRIGORCEA, Councillor to the Royal Legation at Vienna ;

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations. ¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² The deposit of the ratifications by Austria, Hungary, Italy and Czechoslovakia took place at Vienna, March 27, 1922.

SA MAJESTÉ LE ROI DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES, par :

M. Vladimir Budisavljevic de PRIJEDOR, représentant consulaire à Graz ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE, par :

Dr Richard STRETTI, conseiller ministériel ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, ont convenu des dispositions suivantes :

A. DÉLIVRANCE DES PASSEPORTS.

1. *Modèle uniforme de passeport ordinaire.* — Un modèle uniforme de passeport ordinaire (non diplomatique), « type international » (modèles : Annexe I et II de la Résolution de Paris) est établi, sauf les vœux exprimés par la Conférence de Graz.

2. *Durée de validité du passeport.* — La durée de la validité du passeport est de deux ans au maximum et d'un an au minimum, sauf les cas exceptionnels où la durée de la validité est inférieure, mais seulement pour le passeport délivré pour un seul voyage.

3. *Taxe perçue.* — La taxe perçue n'aura pas un caractère fiscal et elle sera perçue sans distinction aucune entre les pays pour lesquels le passeport sera délivré, ainsi que dans des conditions d'absolue égalité entre nationaux et non nationaux, dans les cas où les passeports seraient délivrés par un Etat successeur à d'autres qu'à ses nationaux.

B. VISAS PRÉLIMINAIRES.

4. *Les visas préliminaires* (c'est-à-dire les visas apposés par les autorités ayant délivré le passeport ou par leurs représentants) ne seront exigés que dans les cas où la validité du passeport est l'objet d'un doute ; ils seront toujours apposés à titre gratuit.

C. VISA DE SORTIE.

5. *Les visas de sortie* sont supprimés pour les ressortissants des Puissances contractantes.

D. VISA D'ENTRÉE.

6. *Passeports ne comportant pas toutes destinations.* — Les visas ne seront pas accordés pour l'entrée dans le territoire d'un pays qui n'est pas inscrit sur le passeport comme pays de destination, sous réserve de l'exercice légitime du droit d'asile.

7. *Durée de validité du visa.* — Pour le passeport valable pour un seul voyage, le visa aura la même durée de validité que le passeport. Pour le passeport valable au moins un an, le visa aura une validité d'un an ou une validité pour un seul voyage, selon la requête du titulaire du passeport.

Le visa d'un an (12 mois) est valable pour un nombre de voyages (passages de frontières) illimité.

Sauf motifs exceptionnels justifiés par la situation sanitaire ou les intérêts de la sécurité nationale, les visas délivrés seront toujours valables pour toutes frontières.

8. *Taxe perçue.* — Il est entendu que la taxe du visa est fixée d'après la nationalité du requérant, indépendamment du pays où il se trouve.

La taxe pour un visa d'entrée valable pour un an est fixée à dix francs-or, pour un seul voyage à cinq francs-or, sauf les accords particuliers plus favorables qui ont été ou seraient conclus entre les différents Etats successeurs.

Les visas d'entrée seront délivrés gratuitement aux personnes qui démontrent que leurs revenus ne dépassent pas la somme nécessaire d'après la situation économique de leur lieu de séjour, pour leur maintien et pour celui de leurs familles. Cette preuve n'est en général pas nécessaire, quant

For HIS MAJESTY THE KING OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES :

M. Vladimir BUDISAVLJEVIC DE PRIJEDOR, Consular Representative at Graz ;

For THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

Dr. Richard STRETTI, Councillor of State ;

Who, having exchanged their full powers, which were found to be in good and due form, *have agreed upon the following provisions :*

A. ISSUE OF PASSPORTS.

(1) *Uniform type of ordinary passports.* A uniform type of ordinary (non-diplomatic) passport — "international pattern" (for types see annexes 1 and 2 of the Paris Resolution) — shall be established subject to the recommendations made by the Graz Conference.

(2) *Duration and validity of passport.* The passport shall be valid for a period not exceeding two years and not less than one year, save in exceptional cases where the passport is valid for a shorter period, but only in the case of a passport issued for a single journey.

(3) *Fee to be charged.* The fee charged shall not be in the nature of a tax and shall be levied without making any distinction between the countries for which the passport is issued ; nationals and non-nationals shall be treated on a basis of absolute equality in the event of passports being issued by a Succession State to persons other than its nationals.

B. PRELIMINARY VISAS.

(4) *Preliminary visas* (*i.e.*, visas granted by the authorities issuing the passport, or by their representatives) will only be required in case the validity of the passport is subject to doubt ; such visas will always be given free of charge.

C. EXIT VISAS.

(5) *Exit visas* shall be abolished in the case of nationals of the Contracting Powers.

D. ENTRANCE VISAS.

(6) *Passports not covering all destinations.* Subject to the legitimate exercise of the right of asylum, a visa will not be granted for entrance into the territory of a country which is not named in the passport as a country of destination.

(7) *Duration of the validity of a visa.* For passports issued for a single journey, the duration of the validity of the visa shall be the same as that of the passport. For passports issued for a period of not less than one year, the visa shall be valid for one year or for a single journey, in accordance with the application of the holder of the passport.

A visa for one year (12 months) shall be valid for any number of journeys (crossing the frontiers).

Except for special reasons, justified by considerations of health or of national security, visas given will always be valid for all frontiers.

(8) *Fee charged.* It is understood that the fee for the visa shall be determined according to the nationality of the applicant and regardless of the country in which he happens to be.

The charge for an entrance visa valid for one year shall be fixed at 10 gold francs, and for a single journey at 5 gold francs, subject to any special agreements according more favourable rates which have been, or may be, concluded between the various Succession States.

Entrance visas shall be issued free of charge to persons who are able to show that their income does not, having regard to the economic conditions obtaining in their place of residence, exceed the sum required for the maintenance of themselves and their families. Evidence to this effect

aux employés fixes et auxiliaires des administrations publiques, y compris les militaires de terre et de mer, employés auxiliaires, artisans, ouvriers, domestiques, personnel de bateaux et journaliers, ainsi qu'à tous ceux qui se rendent à l'étranger pour un travail manuel. Cette disposition se rapporte aussi aux familles des personnes susmentionnées (femmes, enfants,) même si elles voyagent séparément, ainsi qu'aux veuves et orphelins des dits employés fixes. La preuve peut être exigée, si l'autorité requise a des doutes fondés sur l'existence des raisons motivant la dispense totale des taxes.

Sont de même exemptes des taxes de visa, les personnes prenant part effectivement à des congrès scientifiques et artistiques.

E. VISA EN TRANSIT.

9. *Apposition du visa.* — Le visa en transit sera, sauf motifs exceptionnels, délivré aux ressortissants des Puissances contractantes immédiatement, sur simple vue du visa d'entrée du pays de destination, ainsi qu'éventuellement des visas en transit des pays intermédiaires.

10. *Durée de validité du visa.* — La validité du visa en transit est égale à celle du visa de destination.

11. *Taxe perçue.* — La taxe pour un visa en transit est fixée à un franc-or, sauf accords particuliers plus favorables, qui ont été ou qui seraient conclus entre les différents Etats successeurs.

Les stipulations concernant la gratuité mentionnées au § 8 s'appliquent aussi au visa en transit.

Le visa en transit apposé sur un passeport délivré pour un seul voyage est valable pour l'aller et le retour au prix d'un franc-or.

F. PASSEPORT COLLECTI.

12. *Passeports de famille.* — Les dispositions précédentes seront applicables aux passeports de famille (maris, femmes, enfants de moins de quinze ans), un passeport de famille étant assimilé, notamment pour la perception des taxes, à un passeport individuel.

G. FACILITÉS.

13. *Simplification des formalités à la frontière.* — Les Etats successeurs s'engagent à supprimer, dans un délai de trois mois après la mise en vigueur de cet Accord, toute taxe de manipulation perçue à l'occasion de la révision des passeports aux frontières.

14. *Comparution personnelle du requérant de visa.* — En ce qui concerne le visa d'entrée, la comparution personnelle est la règle. Dans des cas dignes d'égards, les autorités apposant les visas renonceront à exiger la comparution personnelle du requérant.

Quant au visa en transit, la comparution personnelle ne sera pas exigée, sauf les cas où les autorités apposant le visa ont des doutes.

15. *Compétence territoriale.* — Pour obtenir le visa, le requérant doit s'adresser à l'autorité diplomatique ou consulaire compétente pour l'endroit de son domicile.

Toutefois, dans des cas dignes d'égards, l'autorité diplomatique ou consulaire peut délivrer des visas à des personnes qui ne sont pas domiciliées dans sa circonscription.

16. *Nécessité et raison du voyage.* — La nécessité du voyage ne devra pas être prouvée par le requérant du visa, sauf les cas spéciaux où la présence de certaines personnes pourrait constituer un danger pour la sécurité nationale ou pour la situation sanitaire ou lorsque des difficultés intérieures d'ordre économique imposent la preuve.

Afin de fixer la taxe du visa, le requérant sera tenu de faire connaître la raison du voyage.

will not, as a general rule, be necessary in the case of permanent and temporary employees in public administrations, including members of the land and sea forces, temporary employees, artisans, workmen, servants, ships' crews and day labourers, and, in addition, all such persons as proceed abroad to engage in manual labour. This provision shall apply also to families of the above-mentioned persons (wives, children), even if they travel independently, and to widows and orphans of the above-mentioned permanent employees. Proof may be called for should the competent authority entertain reasonable doubt regarding the grounds assigned for complete exemption from the charges.

Persons actually taking part in scientific and artistic conferences shall likewise be exempt from charges for visas.

E. TRANSIT VISAS.

(9) *Issue of visa.* Transit visas shall, unless there are exceptional reasons to the contrary, be issued at once to the nationals of the Contracting Powers upon production of the entrance visa for the country of destination and, where necessary, of transit visas for the intermediate countries.

(10) *Duration of validity of visa.* The duration of validity of a transit visa shall be the same as that of the visa of the country of destination.

(11) *Fee charged.* The fee for a transit visa shall be fixed at one gold franc unless more favourable arrangements are provided for in special agreements which have been, or may be, concluded between the various Succession States.

The provisions mentioned in § 8 regarding complete exemption from fees shall also apply to the transit visa.

A transit visa endorsed upon a passport which is issued for a single journey shall be valid for the return journey and the charge shall be one gold franc.

F. COLLECTIVE PASSPORT.

(12) *Family passports.* The previous provisions shall be applicable to family passports including husband, wife and children under fifteen years of age; a family passport being considered, especially as regards the charges levied, as an individual passport.

G. FACILITIES.

(13) *Simplification of the formalities at the frontiers.* The Succession States undertake to abolish, within three months after the coming into force of this Agreement, any charge levied in connection with the examination of passports at the frontiers.

(14) *Personal attendance of the applicant for a visa.* As regards the entrance visa, applications shall, as a rule, be made in person. In the case of persons entitled to special consideration, the authorities issuing the visas will dispense with the right of insisting upon the personal attendance of the applicant.

As regards transit visas, personal attendance will not be required except in cases where the authorities issuing the visa are not fully satisfied.

(15) *Territorial competence.* In order to obtain a visa the applicant must apply to the competent diplomatic or consular authority for the area in which he is resident.

Nevertheless, in the case of persons entitled to special consideration, the diplomatic or consular authority may issue visas to persons who are not resident in his area.

(16) *Necessity and reason for the journey.* The applicant for the visa shall not be required to prove the necessity for the journey save in special cases where the presence of certain persons might constitute a danger to national security or the public health, or when internal economic difficulties render such proof necessary.

The applicant is bound to impart the reason for the journey so that the charge for the visa may be fixed accordingly.

17. Enquête et approbation préalable. — Les visas seront délivrés immédiatement, sans enquête ou approbation préalable.

En cas de danger pour la sécurité nationale ou pour la situation sanitaire et, en ce qui concerne le visa d'entrée pour les difficultés intérieures d'ordre économique (par exemple pour régler le marché de travail) une enquête peut être faite. A la demande du requérant, l'autorité requise devra faire l'enquête par voie télégraphique ; dans ce cas, le délai pour la réponse définitive (affirmative ou négative) ne devra pas excéder quinze jours. Les frais nécessaires à l'échange de télégrammes entre l'autorité diplomatique ou consulaire et l'autorité qui est appelée à faire l'enquête, seront à la charge du requérant.

Le présent Accord sera ratifié.

Le dépôt des ratifications sera effectué à Vienne, dans les deux mois après la signature de cet Accord.

Un procès-verbal de dépôt des ratifications sera dressé, dès que l'Accord aura été ratifié par l'Autriche, la Hongrie, l'Italie et la Tchécoslovaquie.

Dès la date de ce procès-verbal, l'Accord entrera en vigueur entre les Parties contractantes qui l'auront ainsi ratifié.

L'Accord entrera en vigueur pour la Pologne, la Roumanie et l'Etat serbe-croate-slovène à la date de leur adhésion ultérieure et du dépôt de leurs ratifications.

Le Gouvernement autrichien remettra à toutes les Puissances signataires une copie certifiée conforme des procès-verbaux de dépôt des ratifications.

Cet Accord pourra être dénoncé par chacune des Parties contractantes après l'expiration d'une année à partir de la date du premier procès-verbal de dépôt des ratifications ; il cessera alors d'être en vigueur après un délai de trois mois à partir du jour où la dénonciation aura été notifiée à l'autre Partie contractante.

Eu foi de quoi, les Plénipotentiaires susnommés ont signé le présent Accord.

Fait à Graz, le vingt-sept janvier mil neuf cent vingt-deux, en un seul exemplaire, qui restera déposé dans les archives de la République d'Autriche et dont des expéditions authentiques seront remises à chacune des Puissances signataires.

(Signé)	LUKES.
(Signé)	EGON HEIN.
(Signé)	LADISLAS GÖMÖRY-LAIML DE DEDINA.
(Signé)	C. DE CONSTANTIN.
(Signé)	M. ADINOLFI.
(Signé)	FAUSTO PIZZICHELLI.
(Signé)	D ^r RICHARD STRETTI.

Sous réserve de l'adhésion ultérieure de la République polonaise, aux points 1, 2, 3, 5, 7, 8, 10, 11, 12, et deuxième alinéa du point 16.

(Signé)	STANISLAS MILLAK.
(Signé)	ZBIGNIEW A. MISZKE.

Pris acte « ad referendum »	
(Signé)	GEORGES GRIGORCEA.

Pris acte « ad referendum »	
(Signé)	VLADIMIR BUDISAVLJEVIC DE PRIJEDOR.

(17) *Preliminary enquiry and approval.* Visas shall be issued at once without preliminary enquiry or approval.

Enquiries may be made when there is reason to suspect danger to national security or the public health, and, as regards the entrance visa, on account of international economic difficulties (for example, in order to regulate the labour market).

At the request of the applicant, the competent authority shall carry out the enquiries by telegram ; in such cases the period allowed for a definite reply (affirmative or negative) shall not exceed fifteen days. The charges arising from the exchange of telegrams between the diplomatic or consular authority and the authority which is asked to make investigations shall be borne by the applicant.

The present Agreement shall be ratified.

Ratifications shall be deposited at Vienna within two months after the signature of this Agreement.

Minutes of the deposit of ratifications shall be drawn up as soon as the Agreement has been ratified by Austria, Hungary, Italy and Czechoslovakia.

The Agreement shall come into force between the Contracting Parties who have thus ratified it from the date on which these Minutes are drawn up.

The Agreement shall come into force as regards Poland, Roumania and the Kingdom of Serbs, Croats and Slovens on the date of their adhesion and of the deposit of their ratifications.

The Austrian Government shall transmit to all the signatory Powers a certified copy of the Minutes of the deposit of ratifications.

This Agreement may be denounced by any one of the Contracting Parties after the expiration of one year from the date of the first Minutes of the deposit of ratifications ; it will then cease to be operative after a period of three months from the date on which the denunciation has been notified to the other Contracting Party.

In faith whereof the above-named Plenipotentiaries have signed the present Agreement.

Done at Graz the twenty-seventh day of January, one thousand nine hundred and twenty-two, in a single copy which shall remain deposited in the archives of the Austrian Republic and of which certified true copies shall be transmitted to each of the Signatory Powers.

(Signed) LUKES.

(Signed) EGON HEIN.

(Signed) LADISLAS GÖMÖRY-LAIML DE DEDINA.

(Signed) C. DE CONSTANTIN.

(Signed) M. ADINOLFI.

(Signed) FAUSTO PIZZICHELLI.

(Signed) Dr. RICHARD STRETTI.

Subject to the future adhesion of the Polish Republic to points 1, 2, 3, 5, 7, 8, 10, 11, 12 and the second paragraph of point 16.

(Signed) STANISLAS MILLAK.

ZBIGNIEW A. MISZKE.

Noted ad referendum,

(Signed) GEORGES GRIGORCEA.

Noted ad referendum,

(Signed) VLADIMIR BUDISAVLJEVIC DE PRIJEDOR.

N° 263.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET COLOMBIE**

Traité en vue de régler les différends auxquels ont donné lieu les événements survenus dans l'Isthme de Panama en novembre 1903, signé à Bogota le 6 avril 1914.

**UNITED STATES OF AMERICA
AND COLOMBIA**

Treaty for the settlement of the differences arising out of the events which took place on the Isthmus of Panama in November 1903, signed at Bogota, April 6, 1914.

TEXTE ESPAGNOL — SPANISH TEXT.

No 263. — TRATADO¹ ENTRE LA REPUBLICA DE COLOMBIA Y LOS ESTADOS UNIDOS DE AMERICA PARA EL ARREGLO DE SUS DIFERENCIAS PROVENIENTE DE LOS ACONTECIMIENTOS REALIZADOS EN EL ISTMO DE PANAMA EN NOVIEMBRE DE 1903. FIRMADO EN BOGOTA EL 6 DE ABRIL DE 1914.

Textes officiels anglais et espagnol² communiqués par le Ministre de Colombie à Berne. L'enregistrement de ce Traité a eu lieu le 18 mai 1922.

MINISTERIO DE RELACIONES EXTERIORES.

Jorge HOLGUIN, primer Designado, en ejercicio del Poder Ejecutivo de Colombia,
A todos los que las presentes vieren salud :

Sabed, que por cuanto se firmó un Tratado entre la República de Colombia y los Estados Unidos para el arreglo de sus diferencias provenientes de los acontecimientos realizados en el Istmo de Panamá en noviembre de 1903, por los respectivos Plenipotenciarios de las Altas Partes contratantes ya mencionadas, en Bogotá, el 6 de abril de 1914, copia fiel del cual dice, palabra por palabra, así :

TRATADO

entre la REPÚBLICA DE COLOMBIA y los ESTADOS UNIDOS DE AMERICA, para el arreglo de sus diferencias provenientes de los acontecimientos realizados en el Istmo de Panamá en noviembre de 1903.

La República de Colombia y los Estados Unidos de América, deseando remover todas las divergencias provenientes de los acontecimientos políticos ocurridos en Panamá en noviembre de 1903 ; restaurar la cordial amistad que anteriormente caracterizó las relaciones entre los dos países, y también definir y regularizar sus derechos e intereses respecto del Canal interoceánico que el Gobierno de los Estados Unidos está construyendo a través del Istmo de Panamá, han resuelto con tal propósito celebrar un Tratado, y en consecuencia han nombrado Plenipotenciarios tuyos :

SU EXCELENCIA EL PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA DE COLOMBIA :

Francisco José URRUTIA, Ministro de Relaciones Exteriores ;
Marco Fidel SUÁREZ, primer Designado para ejercer el Poder Ejecutivo— ;
Nicolás ESGUERRA, ex-Ministro de Estado ;
José María González VALENCIA, Senador ;
Rafael URIBE URIBE, Senador, y
Antonio José URIBE, Presidente de la Cámara de Representantes ;

¹ Pour l'échange de ratifications voir à la page 310.

² Le texte anglais du Traité proprement dit, seul a été présenté au Secrétariat. Les autres textes ont été traduits de l'espagnol par le Secrétariat de la Société des Nations.

No. 263.—TREATY¹ BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND THE REPUBLIC OF COLOMBIA FOR THE SETTLEMENT OF THEIR DIFFERENCES ARISING OUT OF THE EVENTS WHICH TOOK PLACE ON THE Isthmus OF PANAMA IN NOVEMBER 1903, SIGNED AT BOGOTA, APRIL 6, 1914.

English and Spanish official texts² communicated by the Minister of Colombia at Berne. The registration of this Treaty took place on May 18, 1922.

MINISTRY FOR FOREIGN AFFAIRS.

I, Jorge HOLGUIN, First Designate to exercise the Executive Power of Colombia,
To all to whom these presents may come, Greeting!

Be it known that a Treaty between the Republic of Colombia and the United States of America, for the settlement of their differences arising out of the events which took place in the Isthmus of Panama in November 1903, was signed at Bogota, on April 6, 1914, by the respective Plenipotentiaries of the High Contracting Parties already mentioned, the literal text of which, word for word, reads as follows :—

TREATY

between the UNITED STATES OF AMERICA and the REPUBLIC OF COLOMBIA for the settlement of their differences arising out of the events which took place on the Isthmus of Panama in November 1903.

The United States of America and the Republic of Colombia, being desirous to remove all the misunderstandings growing out of the political events in Panama in November 1903 ; to restore the cordial friendship that formerly characterized the relations between the two countries and also to define and regulate their rights and interests in respect of the Interoceanic Canal which the Government of the United States is constructing across the Isthmus of Panama, have resolved for this purpose to conclude a Treaty and have accordingly appointed as their Plenipotentiaries :

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA :

Thaddeus Austin THOMSON, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States of America to the Government of the Republic of Colombia ; and

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF COLOMBIA :

Francisco José URRUTIA, Minister for Foreign Affairs ;
Marco Fidel SUAREZ, First Designate to exercise the Executive Power ;

¹ For the exchange of ratifications see page 311.

² Only the English text of the actual Treaty was presented to the Secretariat. The other texts were translated from the Spanish by the Secretariat of the League of Nations.

y SU EXCELENCIA EL PRESIDENTE DE LOS ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA :

Thaddeus Austin THOMSON, Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario de los Estados Unidos de América ante el Gobierno de la República de Colombia;

Quienes, después de haberse comunicado sus plenos poderes respectivos, que fueron hallados en buena y debida forma, han convenido en lo siguiente :

Artículo 1.

El Gobierno de los Estados Unidos de América, deseoso de poner término a todas las controversias y diferencias con la República de Colombia provenientes de los acontecimientos que originaron la actual situación del Istmo de Panamá, en su propio nombre y en nombre del pueblo de los Estados Unidos, expresa sincero sentimiento por cualquier cosa que haya ocurrido ocasionada a interrumpir o a alterar las relaciones de cordial amistad que por tan largo tiempo existieron entre las dos naciones.

El Gobierno de la República de Colombia, en su propio nombre y en nombre del pueblo colombiano, acepta esta declaración en la plena seguridad de que así desaparecerá todo obstáculo para el restablecimiento de una completa armonía entre los dos países.

Artículo 2.

La República de Colombia gozará de los siguientes derechos respecto al Canal interoceánico y al ferrocarril de Panamá :

1. La República de Colombia podrá transportar en todo tiempo por el Canal interoceánico sus tropas, materiales de guerra y buques de guerra aun en caso de guerra entre Colombia y otro país, sin pagar ningún derecho a los Estados Unidos.

2. Los productos del suelo y de la industria colombiana que pasen por el Canal así como los correos colombianos, estarán exentos de todo gravamen o derechos distintos de aquellos a que puedan estar sujetos los productos y correos de los Estados Unidos. Los productos del suelo y de la industria colombiana, tales como ganado sal y viveres serán admitidos en la zona del Canal, así como en las islas y tierra firme ocupadas o que se ocupen por los Estados Unidos como auxiliares y accesorios de la Empresa, sin pagar otros derechos o impuestos que los que deben pagarse por productos similares de los Estados Unidos.

3. Los ciudadanos colombianos que atravesen la zona del Canal quedarán exentos de todo peaje, impuesto o derecho a que no estén sujetos los ciudadanos de los Estados Unidos, con la condición de que presenten la prueba competente de su nacionalidad.

4. Durante la construcción del Canal interoceánico y después, siempre que esté interrumpido el tráfico por el Canal o que por cualquiera otra causa sea necesario hacer uso del ferrocarril, las tropas, materiales de guerra, productos y correos de la República de Colombia, arriba mencionados, serán transportados, aun en caso de guerra entre Colombia y otro país, por el ferrocarril entre Ancón y Cristóbal o por cualquiera otro ferrocarril que lo sustituya, pagando solamente los mismos impuestos y derechos a que están sujetos las tropas, materiales de guerra, productos y correos de los Estados Unidos. Los Oficiales, agentes y empleados del Gobierno de Colombia mediante la comprobación, de su carácter oficial o de su empleo, tendrán también derecho a ser transportados por dicho ferrocarril en las mismas condiciones de los Oficiales, agentes y empleados del Gobierno de los Estados Unidos. Las disposiciones de este párrafo no serán aplicables, sin embargo, en caso de guerra entre Colombia y Panamá.

5. El carbón, el petróleo y la sal marina que se produzcan en Colombia y pasen de la Costa Atlántica de Colombia a cualquier puerto colombiano en la Costa del Pacífico, y viceversa, se transportarán en el dicho ferrocarril libres de todo gravamen, excepto el coste efectivo de transporte y de

Nicolas ESGUERRA, ex-Minister of State ;
 José Maria Gonzalez VALENCIA, Senator ;
 Rafael URIBE URIBE, Senator ; and
 Antonio José URIBE, President of the House of Representatives ;

Who, after communicating to each other their respective full powers, which were found to be in due and proper form, have agreed upon the following :

Article 1.

The Government of the United States of America, wishing to put at rest all controversies and differences with the Republic of Colombia arising out of the events from which the present situation on the Isthmus of Panama resulted, expresses, in its own name and in the name of the people of the United States, sincere regret that anything should have occurred to interrupt or to mar the relations of cordial friendship that had so long subsisted between the two nations.

The Government of the Republic of Colombia, in its own name and in the name of the Colombian people, accepts this declaration in the full assurance that every obstacle to the restoration of complete harmony between the two countries will thus disappear.

Article 2.

The Republic of Colombia shall enjoy the following rights in respect to the Interoceanic Canal and the Panama Railway :

(1.) The Republic of Colombia shall be at liberty at all times to transport through the Interoceanic Canal its troops, materials of war and ships of war, even in case of war between Colombia and another country, without paying any charges to the United States.

(2.) The products of the soil and industry of Colombia passing through the Canal, as well as the Colombian mails, shall be exempt from any charge or duty other than those to which the products and mails of the United States may be subject. The products of the soil and industry of Colombia, such as cattle, salt and provisions, shall be admitted to entry in the Canal Zone, and likewise in the islands and mainland occupied or which may be occupied by the United States as auxiliary and accessory thereto, without paying other duties or charges than those payable by similar products of the United States.

(3.) Colombian citizens crossing the Canal Zone shall, upon production of proper proof of their nationality, be exempt from every toll, tax or duty to which citizens of the United States are not subject.

(4.) During the construction of the Interoceanic Canal and afterwards, whenever traffic by the Canal is interrupted or whenever it shall be necessary for any other reason to use the railway, the troops, materials of war, products and mails of the Republic of Colombia, as above mentioned, shall, even in case of war between Colombia and another country, be transported on the railway between Ancon and Cristobal or on any other railway substituted therefor, paying only the same charges and duties as are imposed upon the troops, materials of war, products and mails of the United States. The officers, agents and employees of the Government of Colombia shall, upon production of proper proof of their official character or their employment, also be entitled to passage on the said railway on the same terms as officers, agents and employees of the Government of the United States. The provisions of this paragraph shall not, however, apply in case of war between Colombia and Panama.

(5.) Coal, petroleum and sea salt, being the products of Colombia, passing from the Atlantic coast of Colombia to any Colombian port on the Pacific coast and *vice versa*, shall be transported over the aforesaid railway free of any charge except the actual cost of handling and transpor-

carga y descarga en los trenes, coste que en ningún caso podrá ser superior a la mitad del flete ordinario que se cobre por productos similares de los Estados Unidos que pasen por el ferrocarril en tránsito de un puerto a otro de los Estados Unidos.

Artículo 3.

Los Estados Unidos de América convienen en pagar a la República de Colombia, dentro de los seis meses siguientes al canje de las ratificaciones de este Tratado, la suma de veinticinco millones (25,000,000) de pesos oro, en moneda de los Estados Unidos.

Artículo 4.

La Republica de Colombia reconoce a Panamá como nación independiente y conviene en que los límites entre los dos Estados sean, tomando por base la Ley colombiana de 9 de junio de 1855, los siguientes : del Cabo Tiburón a las cabeceras del río de la Miel, y siguiendo la cordillera por el cerro de Gandi a la sierra de Chugarguán y de Mali, a bajar por los cerros de Nigue a los altos de Aspave, y de allí a un punto sobre el Pacífico, equidistante de Cocalito y La Ardita.

En consideración de este reconocimiento, el Gobierno de los Estados Unidos, tan pronto como sean canjeadas las ratificaciones de este Tratado, dará los pasos necesarios para obtener del Gobierno de Panamá el envío de un Agente debidamente acreditado que negocie y concluya con el Gobierno de Colombia un Tratado de paz y amistad que tenga por objeto, tanto el establecimiento de relaciones diplomáticas regulares entre Colombia y Panamá como el arreglo de todo lo relativo a obligaciones pecuniarias entre los dos países de acuerdo con precedentes y principios jurídicos reconocidos.

Artículo 5.

Este Tratado se aprobará y ratificará por las Altas Partes contratantes de conformidad con sus respectivas leyes, y las ratificaciones se canjearán en la ciudad de Bogotá, lo más pronto que fuere posible :

En fé de lo cual, los dichos Plenipotenciarios han firmado en doble ejemplar el presente Tratado y le han puesto sus respectivos sellos.

Hecho en la ciudad de Bogotá, el día seis de abril del año de Nuestro Señor de mil novecientos catorce.

(sello) FRANCISCO JOSÉ URRUTIA,
 (sello) MARCO FIDEL SUÁREZ,
 (sello) NICOLÁS ESGUERRA,
 (sello) JOSÉ M. GONZÁLEZ VALENCIA,
 (sello) RAFAEL URIBE URIBE,
 (sello) ANTONIO JOSÉ URIBE,
 (sello) THADDEUS AUSTIN THOMSON.

tation, which shall not in any case exceed one-half of the ordinary freight charges levied upon similar products of the United States passing over the railway and in transit from one port to another of the United States.

Article 3.

The United States of America agrees to pay to the Republic of Colombia, within six months after the exchange of the ratifications of the present Treaty, the sum of twenty-five million dollars, gold, United States money.

Article 4.

The Republic of Colombia recognises Panama as an independent nation taking as a basis the Colombian Law of June 9, 1855, agrees that the boundary shall be the following : From Cape Tiburon to the headwaters of the Rio de La Miel and following the mountain chain by the ridge of Gandi to the Sierra de Chugargun and that of Mali going down by the ridges of Nigue to the heights of Aspave and from thence to a point on the Pacific half way between Cocalito and La Ardita.

In consideration of this recognition, the Government of the United States will, immediately after the exchange of the ratifications of the present Treaty, take the necessary steps in order to obtain from the Government of Panamá the despatch of a duly accredited agent to negotiate and conclude with the Government of Colombia a Treaty of Peace and Friendship, with a view to bring about both the establishment of regular diplomatic relations between Colombia and Panamá and the adjustment of all questions of pecuniary liability as between the two countries, in accordance with recognised principles of law and precedents.

Article 5.

The present Treaty shall be approved and ratified by the High Contracting Parties in conformity with their respective laws, and the ratifications thereof shall be exchanged in the city of Bogota, as soon as may be possible.

In faith whereof the said Plenipotentiaries have signed the present Treaty in duplicate and have hereunto affixed their respective seals.

Done at the city of Bogota, the sixth day of April in the year of our Lord nineteen hundred and fourteen.

(L. S.) FRANCISCO JOSÉ URRUTIA.
(L. S.) MARCO FIDEL SUAREZ.
(L. S.) NICOLÁS ESGUERRA.
(L. S.) JOSÉ M. GONZALEZ VALENCIA.
(L. S.) RAFAEL URIBE URIBE.
(L. S.) ANTONIO JOSÉ URIBE.
(L. S.) THADDEUS AUSTIN THOMSON.

Y por quanto el Senado de los Estados Unidos, por su Resolución de veinte de abril (día legislativo abril diez y ocho), de mil novecientos veintiuno, presentes las dos terceras partes de los Senadores que concurren consintió y recomendó la ratificación del mencionado Tratado con las siguientes modificaciones :

(1) En el preámbulo se suprimirán las palabras « está construyendo », y en su lugar se insertarán las palabras « ha construido ».

(2) Suprimese todo el artículo 1, que dice :

Artículo 1.

El Gobierno de los Estados Unidos de América, deseoso de poner término a todas las controversias y diferencias con la República de Colombia, provenientes de los acontecimientos que originaron la actual situación del Istmo de Panamá, en su propio nombre y en nombre del pueblo de los Estados Unidos expresa sincero sentimiento por cualquier cosa que haya ocurrido ocasionada a interrumpir o alterar las relaciones de cordial amistad que por tan largo tiempo existieron entre las dos naciones.

El Gobierno de la República de Colombia, en su propio nombre y en nombre del pueblo colombiano, acepta esta declaración, en la plena seguridad que así desaparecerá todo obstáculo para el restablecimiento de una completa armonía entre los dos países.

(3) El artículo 2 quedará como artículo 1.

(4) En el parágrafo primero del artículo 2 del texto original se suprimirá el punto y coma después de las palabras « ferrocarril de Panamá », y en su lugar se insertarán una coma y las palabras siguientes : « cuyo título adquieran ahora entera y absolutamente los Estados Unidos de América sin gravamento indemnización alguna ».

(5) En la cláusula primera del artículo 2 del Tratado se suprimirá la frase « aun en caso de guerra entre Colombia y otro país ».

(6) En la cláusula cuarta del artículo 2 del texto original del Tratado se suprimirán las palabras « durante la construcción del Canal interoceánico y después siempre que », y en su lugar se insertará « siempre que ». Después de la locución « serán transportados » se suprimirá lo siguiente : « aun en caso de guerra entre Colombia y otro país » ; y se suprimirá la última frase, concebida así : « Las disposiciones de este parágrafo no serán aplicables, sin embargo, en caso de guerra entre Colombia y Panamá. »

(7) En la cláusula quinta del artículo 2 del texto original del Tratado, después de las palabras, « que se produzca en Colombia », se insertarán « para el consumo colombiano », después de las palabras « viceversa, se transportarán », se pondrá una coma y lo siguiente : « siempre que el tráfico, por el Canal esté interrumpido. »

(8) El artículo 3 quedará como artículo 2.

(9) En el artículo 3 del texto original del Tratado, antes de las palabras « Estados Unidos de América », deben insertarse las de « el Gobierno de » ; después de la palabra « pagar » debe insertarse « en la ciudad de Washington » se suprimirán después de la palabra « Colombia » las palabras « dentro de los seis meses siguientes al canje de las ratificaciones de este Tratado » y el punto después de la palabra « oro » y se insertará una coma y lo siguiente : « la suma de cinco millones de dólares se pagará dentro de los seis meses subsiguientes al canje de las ratificaciones del presente Tratado, y a contar de la fecha de este pago, se pagarán los veinte millones de dólares restantes en cuatro contados anuales de cinco millones de dólares cada uno ».

(10) El artículo 4 quedará como artículo 3.

(11) El artículo 5 quedará como artículo 4.

Y por quanto el consentimiento y recomendación del Senado a la ratificación del dicho Tratado se dió en la inteligencia de que « debe formar parte de dicho Tratado y su ratificación que lo dispuesto en el parágrafo primero del artículo 1 del Tratado que concede a la República de Colombia

And whereas the Senate of the United States, by its Resolution of April the twentieth (legal date : April the eighteenth) one thousand nine hundred and twenty-one, passed in the presence of two-thirds of the Senators, who approved and recommended the ratification of the said Treaty subject to the following modifications :

(1) The words "is constructing" in the Preamble shall be deleted, and the words "has constructed" substituted.

(2) The whole of Article 1 shall be deleted. This article reads as follows :

Article 1.

The Government of the United States of America, wishing to put at rest all controversies and differences with the Republic of Colombia arising out of the events from which the present situation on the Isthmus of Panama resulted, expresses, in its own name and in the name of the people of the United States, sincere regret that anything should have occurred to interrupt or to mar the relations of cordial friendship that had so long subsisted between the two nations.

The Government of the Republic of Colombia, in its own name and in the name of the Colombian people, accepts this declaration in the full assurance that every obstacle to the restoration of complete harmony between the two countries will thus disappear.

(3) Article 2 shall be substituted for Article 1.

(4) In the first paragraph of Article 2 of the original text the semicolon after the words "ferrocarril de Panama" (Panama railway) shall be deleted and a comma shall be substituted, followed by the words : "the ownership of which the United States of America have now acquired entirely and absolutely without any charges whatever."

(5) In clause 1 of Article 2 of the Treaty the words "even in case of war between Colombia and another country" shall be omitted.

(6) In clause 4 of Article 2 of the original text of the Treaty the words "during the construction of the Interoceanic Canal and afterwards whenever", shall be omitted, and replaced by the word "whenever". Before the words "be transported", the following shall be omitted, "even in case of war between Colombia and another country"; and the last sentence, which reads as follows : "the provisions of this paragraph shall not, however, apply in case of war between Colombia and Panama", shall be omitted.

(7) In clause 5 of Article 2 of the original text of the Treaty, after the words "being products of Colombia" the words "intended for consumption in Colombia" shall be inserted, and, after the words "and vice versa, shall" a comma shall be inserted, followed by the words "whenever traffic through the Canal is interrupted."

(8) Article 3 shall be substituted for Article 2.

(9) In Article 3 of the original text of the Treaty, before the words "the United States of America", the words "the Government of" shall be inserted. After the word "pay" the words "in the city of Washington" shall be inserted. The words "within six months of the exchange of the ratification of the present Treaty" shall be omitted after the word "Colombia", and also the full stop after the word "money", and a comma shall be inserted followed by the words "the sum of 5 million dollars shall be paid within six months after the exchange of the ratifications of the present Treaty, and the remaining 20 million dollars shall be paid in four annual instalments of 5 million dollars each, counting from the date of this payment."

(10) Article 4 shall be substituted for Article 3.

(11) Article 5 shall be substituted for Article 4.

And whereas the Senate has given its consent to and approval of the ratification of the said Treaty on the understanding that "it shall be laid down in the Treaty and ratification that the provision in paragraph 1, Article 1, of the Treaty, granting to the Republic of Colombia freedom to trans-

paso libre por el canal de Panamá para sus tropas, elementos de guerra y buques de guerra, no tendrá aplicación en el caso de guerra entre Colombia y otro país ».

Sépase, for tanto, que yo, Jorge HOLGUIN, primer Designado en ejercicio del Poder Ejecutivo de Colombia, habiendo visto y considerado el Tratado preinserto, y teniendo en cuenta que el Congreso de la República lo aprobó, con sus modificaciones, por medio de las Leyes catorce de nueve de junio de mil novecientos catorce y cincuenta y seis de veintidós de diciembre de mil novecientos veintiuno, por las presentes ratifico y confirmo dicho Tratado, ya modificado, en todos y cada uno de sus artículos.

En fe de lo cual, he dispuesto que se fije en las presentes el sello de la República.

Firmado y sellado de mi mano, en la ciudad de Bogotá, hoy primero de marzo del año de Nuestro Señor de mil novecientos veintidós y ciento doce de la Independencia de Colombia.

JORGE HOLGUIN,

El Ministro de Relaciones Exteriores,

ANTONIO JOSÉ URIBE.

PROTOCOLO DE CANJE.

Habiéndose reunido los suscritos Plenipotenciarios con el objeto de canjear las ratificaciones del Tratado que se firmó en Bogotá el 6 abril de 1914, entre Colombia y los Estados Unidos de América, para el arreglo de las diferencias provenientes de los acontecimientos realizados en el Istmo de Panamá en noviembre de 1903, y habiendo sido las ratificaciones de dicho Tratado comparadas cuidadosamente y halladas en un todo conformes entre sí, el canje se efectuó el dia de hoy en la forma usual.

Con referencia a dicho canje, se incorpora en el presente Protocolo la siguiente declaración, de acuerdo con las instrucciones recibidas al efecto :

1. De conformidad con la resolución final el Senado de los Estados Unidos al impartir su consentimiento a la ratificación del referido Tratado, la estipulación contenida en la cláusula primera del artículo primero, por la cual se concede a la República de Colombia paso libre de sus tropas, materiales, y buques de guerra por el Canal de Panamá, no será aplicable en caso de guerra entre la República de Colombia y cualquier otro país.

2. Dicha resolución final del Senado de los Estados Unidos significa, como en efecto lo declaró el Secretario de Estado en la nota que dirigió a la Legación de Colombia en Washington el dia 3 de octubre de 1921; que la República de Colombia no tendrá el derecho de paso libre de impuestos para sus tropas, materiales de guerra y buques de guerra, en caso de guerra entre Colombia y cualquier otro país, y, en consecuencia, la República de Colombia será colocada, cuando esté en guerra con otro país, en el mismo pie que cualquiera otra nación en circunstancias semejantes, conforme a lo estipulado en el Tratado Hay-Pauncefote concluído en 1901 ; y que, por tanto, como consecuencia de la declaración del Senado de los Estados Unidos atrás mencionada, la República de Colombia no será colocada en ninguna condición desventajosa respecto del otro o de los otros beligerantes, en el Canal de Panamá, en caso de guerra entre Colombia y cualquiera o cualesquiera nación o naciones. En esta inteligencia fue aceptada por el Congreso de Colombia la dicha resolución, de acuerdo con las disposiciones contenidas en el artículo segundo de la Ley cincuenta y seis de 1921, « por la cual se modifica la Ley número catorce de 1914 » que aprobó el Tratado.

En fe de lo cual han firmado el presente Protocolo de Canje y lo han sellado con sus sellos particulares.

Hecho en Bogotá, el dia primero de marzo de mil novecientos veintidós.

(L. S.) ANTONIO JOSÉ URIBE.

(L. S.) HOFFMAN PHILIP.

port through the Interoceanic Canal its troops, materials of war and ships of war, shall not apply in case of war between Colombia and another country."

I, Jorge HOLGUIN, First Designate to exercise the Executive Power of Colombia, having seen and examined the above-mentioned Treaty, and noting that the Congress of the Republic approves it with the modifications introduced therein, in virtue of Laws number fourteen of June the ninth, one thousand nine hundred and fourteen, and fifty-nine of December the twenty-second, one thousand nine hundred and twenty-one, hereby ratify these modifications and confirm this Treaty, as modified in each and all of its articles.

In testimony whereof I have caused the Seal of the Republic to be affixed to these presents;

Signed and sealed by my hand in the City of Bogota this first day of March in the year of our Lord, Nineteen hundred and twenty-two, and in the one hundred and twelfth year of the Independence of Colombia.

JORGE HOLGUIN.

ANTONIO JOSÉ URIBE,

Minister for Foreign Affairs.

PROTOCOL OF EXCHANGE OF RATIFICATIONS.

The undersigned Plenipotentiaries having met for the purpose of exchanging the ratifications of the Treaty signed at Bogota on April 6, 1914, between Colombia and the United States of America, for the settlement of their differences arising out of the events which took place on the Isthmus of Panama in November 1903, and the ratifications of the said Treaty having been carefully compared and found in all respect in agreement, the exchange has taken place to-day in the usual form.

With reference to this exchange, the following declaration is incorporated in the present Protocol in accordance with instructions received to this effect.

(1) In accordance with the final resolution adopted by the Senate of the United States when giving its assent to the ratification of the Treaty in question, the provision contained in the 1st Clause of Article 1, by which the Republic of Colombia is granted free passage through the Interoceanic Canal for its troops, materials of war and ships of war, shall not be applicable in case of war between the Republic of Colombia and any other country.

(2) The purport of this final resolution of the Senate of the United States is, as was announced by the Secretary of State in the Note dated October 3, 1921, sent by him to the Colombian Legation at Washington, that the Republic of Colombia will not have a right of passage, free of duty, for its troops, materials of war and ships of war, in case of war between Colombia and another country, and the Republic of Colombia will therefore, when at war with another country, be placed on the same footing as any other nation in similar circumstances, in accordance with the provisions of the Hay-Pauncefote Treaty concluded in 1901; and that, further, in consequence of the above-mentioned declaration by the Senate of the United States, the Republic of Colombia will not in any respect be placed at any disadvantage in the Panama Canal as compared with another belligerent or other belligerents in the event of war between Colombia and any other nation or nations. On this understanding the resolution was accepted by the Congress of Colombia in accordance with the provisions contained in Article 2 of Law No. 56 of 1921, "modifying Law No. 40 of 1914" which approved the Treaty.

In testimony whereof the undersigned have appended their signatures and affixed their seals to the present Protocol of Exchange.

Done at Bogota on March 1, 1922.

(L. S.) ANTONIO JOSÉ URIBE.

(L. S.) HOFFMAN PHILIP.

1 TRADUCTION — TRANSLATION.

No 263.— TRAITÉ ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE EN VUE DE RÉGLER LES DIFFÉRENDS AUXQUELS ONT DONNÉ LIEU LES ÉVÉNEMENTS SURVENUS DANS L'ISTHME DE PANAMA EN NOVEMBRE 1903, SIGNÉ A BOGOTA, LE 6 AVRIL 1914.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Jorge HOLGUIN (« primer designado para ejercer el poder ejecutivo »), appelé le premier à exercer le pouvoir exécutif,

A tous ceux qui les présentes liront, salut !

Attendu qu'un traité a été signé à Bogota, le 6 avril 1914, entre la République de Colombie et les Etats-Unis, par les plénipotentiaires respectifs des Hautes Parties contractantes, en vue de régler les différends auxquels ont donné lieu les événements survenus dans l'isthme de Panama en novembre 1903, traité dont la teneur suit :

TRAITÉ

entre les ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE et la RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE en vue de régler les différends auxquels ont donné lieu les événements survenus dans l'isthme de Panama en novembre 1903.

La République de Colombie et les Etats-Unis d'Amérique, désireux de mettre fin à tous les différends auxquels ont donné lieu les événements politiques survenus dans le Panama, en novembre 1903, de rétablir l'amitié cordiale qui caractérisait auparavant les relations entre les deux pays, et de définir d'une manière régulière leurs droits et intérêts en ce qui concerne le canal interocéanique que le Gouvernement des Etats-Unis construit actuellement à travers l'isthme de Panama, ont résolu, dans cette intention, de conclure un traité et, en conséquence, ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

SON EXCELLENCE, LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE :

Francisco José URRUTIA, Ministre des Affaires étrangères ;

Marco Fidel SUAREZ, « primer Designado para ejercer el Poder Ejecutivo » (appelé le premier à exercer le pouvoir exécutif) ;

Nicolas ESGUERRA, ancien Ministre d'Etat ;

José Maria Gonzalez VALENCIA, Sénateur ;

Rafael Uribe Uribe, Sénateur, et

Antonio José Uribe, Président de la Chambre des Représentants ;

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

SON EXCELLENCE, LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

Thaddeus Austin THOMSON, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique auprès du Gouvernement de la République de Colombie ;

lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1.

Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, désireux de mettre fin à toutes les controverses et à tous les différends qui se sont élevés entre ce Gouvernement et la République de Colombie au sujet des événements qui ont donné naissance à la situation actuelle de l'isthme de Panama, exprime, en son nom et au nom du peuple des Etats-Unis, le regret sincère que les relations d'amitié cordiale, qui ont existé pendant si longtemps entre les deux nations, aient pu être interrompues ou troublées.

Le Gouvernement de la République de Colombie, en son nom et au nom du peuple colombien, accepte cette déclaration avec la certitude absolue qu'elle fera disparaître tout obstacle au rétablissement d'une harmonie complète dans les relations entre les deux pays.

Article 2.

La République de Colombie jouira des droits suivants, relativement au canal interocéanique et au chemin de fer de Panama :

1. La République de Colombie pourra transporter librement en tout temps, par le canal interocéanique, ses troupes, son matériel de guerre et y faire passer ses navires de guerre, même en cas de guerre entre la Colombie et un autre pays, sans payer aucun droit aux Etats-Unis.

2. Les produits du sol et de l'industrie de la Colombie, transportés par le canal, ainsi que les courriers postaux colombiens, seront exempts de tous droits ou taxes autres que ceux dont sont passibles les produits et courriers des Etats-Unis. Les produits du sol et de l'industrie de la Colombie, tels que le bétail, le sel et les denrées alimentaires, auront libre accès dans la zone du canal, ainsi que dans les îles et les régions de la terre ferme, occupées ou qui peuvent être occupées par les Etats-Unis, comme parties accessoires à la zone, sans payer d'autres droits ou taxes que ceux perçus pour les produits similaires des Etats-Unis.

3. Les citoyens colombiens, qui traverseront la zone du canal, seront exempts de tous droits de péage, taxes ou droits auxquels les citoyens des Etats-Unis ne sont pas assujettis, à la condition qu'ils prouvent officiellement leur nationalité.

4. Pendant la construction du canal interocéanique et dans la suite, toutes les fois que le trafic par le canal sera interrompu, ou que, pour toute autre raison, il sera nécessaire de faire usage de la voie ferrée, les troupes, matériel de guerre, produits et courriers postaux de la République de Colombie mentionnés ci-dessus seront transportés, même en cas de guerre entre la Colombie et un autre pays, par le chemin de fer qui relie Ancon et Cristobal, ou par tout autre chemin de fer qui le remplacerait, et ils ne seront passibles que des taxes et droits auxquels sont soumis les troupes, matériel de guerre, produits et courriers postaux des Etats-Unis. Les fonctionnaires, agents et employés du Gouvernement de Colombie, sur production de pièces attestant leur qualité ou leur emploi officiel, auront également le droit d'être transportés par ledit chemin de fer dans les mêmes conditions que les fonctionnaires, agents et employés du Gouvernement des Etats-Unis. Les dispositions de ce paragraphe ne seront cependant pas applicables, en cas de guerre entre la Colombie et le Panama.

5. Le charbon, le pétrole et le sel marin, qui sont des produits de la Colombie, et qui sont dirigés de la côte colombienne de l'Atlantique vers tout autre port colombien de la côte du Pacifique et vice versa, seront transportés par le même chemin de fer, en franchise de tous droits, sauf les frais de transport, de chargement et déchargement, lesquels ne devront, en aucun cas, dépasser la moitié

du prix ordinaire du fret perçu sur les produits similaires des Etats-Unis, transportés par ce chemin de fer en transit d'un port à l'autre des Etats-Unis.

Article 3.

Les Etats-Unis d'Amérique conviennent de payer à la République de Colombie, dans un délai de six mois après l'échange des ratifications du présent Traité, la somme de 25 millions de dollars (\$ 25 000 000) or, en monnaie des Etats-Unis.

Article 4.

La République de Colombie reconnaît la République de Panama comme un Etat indépendant et, prenant comme base la loi colombienne du 9 juin 1855, elle est d'accord pour fixer comme suit la ligne frontière entre les deux pays : du cap Tiburon aux sources du Rio de la Miel, puis le long de la chaîne de montagnes par la ligne de faîte du Gandi jusqu'à la Sierra de Chugargun et de Mali, en descendant par la ligne de faîte du Nigue aux hauteurs d'Aspave et, de là, à un point sur le Pacifique également distant de Cocalito et de La Ardita.

En considération de la reconnaissance de cette frontière, le Gouvernement des Etats-Unis, immédiatement après l'échange des ratifications du présent Traité, prendra les mesures nécessaires pour obtenir du Gouvernement de Panama l'envoi d'un agent dûment accrédité pour négocier et conclure avec le Gouvernement colombien un traité de paix et d'amitié, afin d'établir des relations diplomatiques régulières entre la Colombie et le Panama et de régler en même temps toutes les questions relatives aux obligations financières entre les deux pays, conformément aux précédents et aux principes reconnus du droit.

Article 5.

Le présent Traité sera approuvé et ratifié par les Hautes Parties contractantes, conformément à leurs lois respectives, et les ratifications seront échangées aussitôt que possible dans la ville de Bogota.

En foi de quoi les dits plénipotentiaires ont signé le présent Traité, en double exemplaire, et l'ont revêtu de leurs cachets.

Fait dans la ville de Bogota, le sixième jour d'avril de l'an de notre Seigneur mil neuf cent quatorze.

(Signé) FRANCISCO JOSÉ URRUTIA.

(Signé) MARCO FIDEL SUAREZ.

(Signé) NICOLAS ESGUERRA.

(Signé) JOSÉ M. GONZALEZ VALENCIA.

(Signé) RAFAEL URIBE URIBE.

(Signé) ANTONIO JOSÉ URIBE.

(Signé) THADDEUS AUSTIN THOMSON.

Attendu que le Sénat des Etats-Unis, par sa résolution du vingt avril (dix-huit avril de l'année législative) mil neuf cent vingt et un, les deux tiers des sénateurs étant présents, a acquiescé au traité susmentionné et recommandé sa ratification, avec les modifications suivantes :

1. Dans le préambule les mots « construit actuellement » seront remplacés par « a construit ».
2. L'article 1 tout entier, dont le texte suit, sera supprimé.

Article 1.

Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, désireux de mettre fin à toutes les controverses et à tous les différends qui se sont élevés entre ce Gouvernement et la République de Colombie au sujet des événements qui ont donné naissance à la situation actuelle de l'isthme de Panama, exprime en son nom et au nom du peuple des Etats-Unis, le regret sincère que les relations d'amitié cordiale, qui ont existé pendant si longtemps entre les deux nations, aient pu être interrompues ou troublées.

Le Gouvernement de la République de Colombie, en son nom et au nom du peuple colombien, accepte cette déclaration avec la certitude absolue qu'elle fera disparaître tout obstacle au rétablissement d'une harmonie complète dans les relations entre les deux pays.

3. L'article 2 deviendra l'article 1.

4. Au premier paragraphe de l'article 2 du texte original, les deux points placés après les mots : « chemin de fer de Panama » seront remplacés par une virgule suivie des mots : « dont les Etats-Unis d'Amérique acquièrent actuellement la propriété pleine et entière, sans charge ni frais d'indemnisation ».

5. Dans la première clause de l'article 2 du Traité, la phrase : « même en cas de guerre entre la Colombie et un autre pays » sera supprimée.

6. Dans la quatrième clause de l'article 2 du texte original du Traité, les mots : « pendant la construction du canal inter-océanique et, dans la suite, toutes les fois que », seront remplacés par : « toutes les fois que ». Après les mots : « seront transportés » les mots : « même en cas de guerre entre la Colombie et un autre pays » seront supprimés, ainsi que la dernière phrase conçue comme suit : « Les dispositions de ce paragraphe ne seront cependant pas applicables en cas de guerre entre la Colombie et le Panama ».

7. Dans la cinquième clause de l'article 2 du texte original du traité, après les mots : « qui sont des produits de la Colombie » les mots : « destinés à être consommés en Colombie » seront insérés ; après les mots : « et vice versa, seront transportés » on placera une virgule, suivie des mots : « toutes les fois que le trafic par le canal sera interrompu ».

8. L'article 3 deviendra l'article 2.

9. A l'article 3 du texte original du Traité, les mots « Etats-Unis d'Amérique » seront remplacés par les mots : « le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique » ; après le mot « payer », les mots « dans la ville de Washington » seront insérés ; après le mot « Colombie », les mots : « dans un délai de six mois après l'échange des ratifications du présent Traité » seront supprimés ; le point après « Etats-Unis » sera remplacé par une virgule, suivie des mots : « la somme de cinq millions de dollars sera versée au cours des six mois qui suivront l'échange des ratifications du présent Traité, et, à compter de la date de ce paiement, les vingt millions de dollars restant seront payés en quatre versements annuels de cinq millions de dollars chacun ».

10. L'article 4 deviendra l'article 3.

11. L'article 5 deviendra l'article 4.

Et attendu que le Sénat a approuvé et recommandé la ratification du dit Traité, à la condition que « soit comprise dans ledit Traité et ratifiée la déclaration d'après laquelle les dispositions du premier paragraphe de l'article 1 du Traité, qui accorde à la République de Colombie le libre passage du Canal de Panama pour ses troupes, son matériel et ses navires de guerre, ne sont pas applicables en cas de guerre entre la Colombie et un autre pays »;

Nous Jorge HOLGUIN (« primer designado para exercer el poder ejecutivo »), appelé le premier à exercer le pouvoir exécutif, ayant vu et examiné le Traité ci-dessus, approuvé avec des modifications par le Congrès de la République, en vertu des lois quatorze, du neuf juin mil neuf cent quatorze et cinquante six, du vingt-deux décembre mil neuf cent vingt et un, nous ratifions et nous sanctionnons par les présentes ledit Traité tel qu'il a été modifié, en ce qui concerne tous ses articles et chacun d'eux.

En foi de quoi, nous décidons que le présent acte sera revêtu du sceau de la République.

Signé et cacheté de notre main, dans la ville de Bogota, le premier mars de l'an de notre Seigneur mil neuf cent vingt-deux et cent douze de l'Indépendance de la Colombie.

(Signé) JORGE HOLGUIN.

Le Ministre des Affaires étrangères :
ANTONIO JOSÉ URIBE.

PROTOCOLE D'ÉCHANGE DE RATIFICATIONS.

Les plénipotentiaires soussignés s'étant réunis afin d'échanger les ratifications du Traité qui a été signé à Bogota le 6 avril 1914, entre la Colombie et les Etats-Unis d'Amérique pour le règlement des différends auxquels ont donné lieu les événements survenus dans l'Isthme de Panama en novembre 1903, et les ratifications dudit Traité ayant été soigneusement comparées et reconnues conformes, l'échange a été effectué à la date de ce jour selon la procédure habituelle.

Conformément aux instructions reçues, est incorporée au présent protocole la déclaration suivante relative au dit échange de ratifications :

1. Conformément à la résolution finale adoptée par le Sénat des Etats-Unis, lorsqu'il a donné son consentement à la ratification du dit Traité, la stipulation contenue dans la première clause de l'article 1^{er}, qui autorise la République de Colombie à transporter librement ses troupes, son matériel et ses navires de guerre par le canal de Panama, ne sera pas applicable en cas de guerre entre la République de Colombie et un autre pays.

2. Cette résolution finale du Sénat des Etats-Unis signifie, comme l'a déclaré le Secrétaire d'Etat dans la note par lui adressée à la Légation de Colombie à Washington le 3 octobre 1921, que la République de Colombie n'aura pas le droit de transporter en franchise ses troupes, son matériel de guerre et ses navires de guerre, en cas de guerre entre la Colombie et un autre pays; en conséquence, la République de Colombie, lorsqu'elle se trouvera en état de guerre avec un autre pays, sera placée sur le même pied que toute autre nation dans des circonstances semblables, conformément aux stipulations du Traité Hay-Pauncefote conclu en 1901; et, comme conséquence de la déclaration du Sénat des Etats-Unis ci-dessus mentionnée, la République de Colombie ne sera placée en aucune manière dans une situation défavorable quart au canal de Panama, par rapport à l'autre belligérant ou aux autres belligérants, en cas de guerre entre la Colombie et toute autre nation ou toutes autres nations. Ainsi interprétée, la dite résolution a été acceptée par le Congrès de Colombie, conformément aux dispositions contenues dans le deuxième article de la loi cinquante-six de 1921, « qui modifie la loi numéro quatorze de 1914 », laquelle a approuvé le dit Traité.

En foi de quoi, les dits plénipotentiaires ont signé le présent protocole d'échange de ratifications et l'ont revêtu de leurs cachets.

Fait à Bogota le premier mars mil neuf cent vingt-deux.

(Signé) ANTONIO JOSÉ URIBE.
(Signé) HOFFMAN PHILIP.

N° 264.

AUTRICHE ET SUÈDE

Echange de notes comportant un arrangement relatif à l'échange de notifications concernant les aliénés.
Vienne, les 26 mai 1921 et
10 avril 1922.

AUSTRIA AND SWEDEN

Exchange of Notes constituting an Agreement concerning the exchange of notifications with regard to persons of unsound mind.
Vienna, May 26, 1921 and April 10, 1922.

No. 264. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS D'AUTRICHE ET DE LA SUEDE COMPORTANT UN ARRANGEMENT RELATIF A L'ÉCHANGE DE NOTIFICATIONS CONCERNANT LES ALIÉNÉS. VIENNE LES 26 MAI 1921 ET 10 AVRIL 1922.

Texte officiel français communiqué par le Ministère des Affaires étrangères de Suède. L'enregistrement de cet Echange de notes a eu lieu le 24 mai 1922.

VIENNE, le 26 mai 1921.

MONSIEUR LE CHANCELIER FÉDÉRAL,

Conformément aux stipulations conclues, à titre de réciprocité, entre la Suède et plusieurs autres pays, l'admission des aliénés, ressortissants de ces pays, dans les maisons d'aliénés suédoises, leur sortie de ces établissements ainsi que leur mort sont depuis quelque temps communiquées régulièrement aux Gouvernements de leurs pays respectifs par l'intermédiaire de leurs représentants diplomatiques accrédités auprès de Sa Majesté le Roi.

Ces communications ont pour but de permettre d'informer les parents du malade et de les mettre à même de sauvegarder leurs intérêts, ainsi que ceux du malade. En même temps, elles donnent aux autorités du pays du malade l'occasion de prendre les mesures nécessaires pour pourvoir aux soins de sa personne et de sa fortune.

Mon Gouvernement, estimant qu'il serait très désirable de recevoir des notifications de même nature concernant tout ressortissant suédois qui serait atteint à l'étranger de maladies mentales, m'a chargé de vous proposer, Monsieur le Chancelier fédéral, à titre de réciprocité, les articles suivants.

Article 1.

Quand un ressortissant autrichien sera atteint en Suède d'aliénation mentale, son internement dans une maison d'aliénés ou sa sortie d'un tel établissement, ou éventuellement sa mort, sera notified au représentant diplomatique ou consulaire d'Autriche à Stockholm.

Article 2.

Les notifications prévues à l'article 1^{er} devront mentionner le nom de la maison d'aliénés où le malade est interné et contenir, si possible, les indications suivantes concernant le malade :

1. nom et prénoms ;
2. date et lieu de naissance ;

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 264. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE AUSTRIAN AND SWEDISH GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT CONCERNING THE EXCHANGE OF NOTIFICATIONS WITH REGARD TO PERSONS OF UNSOUND MIND. VIENNA, MAY 26, 1921, AND APRIL 10, 1922.

French official text communicated by the Swedish Ministry for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place on May 24, 1922.

VIENNA, May 26, 1921.

MONSIEUR LE CHANCELLIER FÉDÉRAL,

In accordance with the stipulations concluded under condition of reciprocity between Sweden and several other countries, the admission of lunatics who are nationals of these countries into Swedish lunatic asylums, their release from these institutions, and their death have been for some time regularly communicated to their respective Governments through their diplomatic representatives accredited to His Majesty the King.

These communications are made in order that the relatives of the patient may be informed and to make it possible to safeguard their interests as well as those of the patient. Moreover, they enable the authorities of the patient's country to take the necessary measures in order to provide for the care of his person and of his fortune.

My Government considers that it would be very desirable that similar notification should be made with regard to any Swedish nationals who are attacked abroad by mental diseases, and has instructed me to propose to you the adoption of the following articles under conditions of reciprocity.

Article 1.

Should any Austrian subject be attacked in Sweden with mental disease, his confinement in a lunatic asylum or his release from such an institution or his death, as the case may be, shall be notified to the Austrian diplomatic or Consular representative at Stockholm.

Article 2.

In the notifications provided for under Article 1 mention shall be made of the name of the lunatic asylum where the patient is confined, and they shall, if possible, contain the following information regarding the patient :—

- (1) Name and surname ;
- (2) Date and place of birth ;

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

3. qualités ou profession ;
4. domicile à l'époque de l'internement dans l'établissement d'aliénés ;
5. dernier domicile dans le pays d'origine ;
6. noms et prénoms, etc., des père et mère, ou, si ceux-ci sont décédés, noms et prénoms des plus proches parents avec indication de leur domicile ;
7. si le malade est marié, nom et prénoms de l'autre époux et indication de son domicile ;
8. date à laquelle le malade a été interné dans l'établissement ou en est sorti, ou y est décédé ;
9. nom de la personne à la demande de laquelle le malade a été interné dans l'établissement ;
10. si l'admission a eu lieu en raison d'un rapport médical, date de ce rapport ainsi que le nom et le domicile du médecin ;
11. état du malade et s'il permet son rapatriement, indication du nombre de convoyeurs nécessaires pour surveiller le transport.

Article 3.

Dans tout cas où le Gouvernement suédois réclame le rapatriement d'un ressortissant autrichien, atteint d'aliénation mentale, la demande sera accompagnée d'une notification contenant les indications prévues à l'article 2.

Article 4.

Lorsqu'un ressortissant autrichien, atteint d'une maladie mentale, est rapatrié, le dossier médical du malade tenu à la maison d'aliénés sera communiqué aux autorités compétentes autrichiennes.

En portant ce qui précède à votre connaissance, Monsieur le Chancelier fédéral, j'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir m'informer si le Gouvernement autrichien serait disposé à conclure avec la Suède l'arrangement dont il s'agit.

Je suis autorisé à ajouter que cette proposition sera considérée par mon Gouvernement comme un engagement dès que le Gouvernement autrichien en aura assuré la réciprocité, laquelle, selon l'avis de mon Gouvernement, serait établie si vous voulez bien insérer, Monsieur le Chancelier fédéral, dans votre réponse, avec les modifications nécessaires, les stipulations visées ci-dessus.

Veuillez agréer, Monsieur le Chancelier fédéral, les assurances de ma haute considération.

(Signé) O. EWERLÖF.

Monsieur le Docteur M. MAYR,
Chancelier fédéral et
Gérant du Ministère fédéral
des Affaires étrangères
de la République d'Autriche,
Vienne.

- (3) Trade or profession ;
- (4) Place of residence at the time when the confinement in the lunatic asylum took place ;
- (5) The patient's last place of residence in his native country ;
- (6) Name and surname, etc., of the father and mother, or if these are dead, the names and surnames of the nearest relatives with information as to their domicile ;
- (7) If the patient is married, name and surname of the husband or wife, and the indication of his or her domicile ;
- (8) The date at which the patient was confined in the institution, or on which he left it, or on which he died ;
- (9) The name of the person at whose request the patient was confined in the institution ;
- (10) If the patient was admitted on a medical report, the date of this report and the name and residence of the doctor ;
- (11) The condition of the patient and whether his state allows of his repatriation, and also an indication of the number of attendants required in order to take care of the patient during the journey.

Article 3.

In all cases where the Swedish Government demands the repatriation of an Austrian subject suffering from mental disease, the request shall be accompanied by a notification containing the information referred to under Article 2.

Article 4.

When an Austrian subject suffering from mental disease is repatriated, the medical record of the patient, which is kept in the lunatic asylum, shall be communicated to the competent Austrian authorities.

In communicating the above to you, I have the honour to request you to be so good as to inform me whether the Government of Austria is prepared to conclude the Agreement in question with Sweden.

I am authorised to state that this proposal will be considered binding by my Government whenever the Austrian Government undertakes to grant reciprocal treatment. This treatment would, in the opinion of my Government, be secured if you would embody in your reply the above provisions, with any modifications which may be considered necessary.

I have the honour to be, etc.

(Signed) O. EWERLÖF.

Monsieur le Docteur M. MAYR,
Federal Chancellor and
Director of the Federal
Ministry for Foreign Affairs
of the Austrian Republic,
Vienna.

MINISTÈRE FÉDÉRAL DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE.

No. 19147/2 C.

VIENNE, le 10 avril 1922.

MONSIEUR L'ENVOYÉ,

En me référant à la note de Votre Excellence en date du 26 mai dernier, j'ai l'honneur de l'informer que le Gouvernement fédéral adopte volontiers le régime proposé à titre de réciprocité par le Gouvernement royal de Suède en ce qui concerne les ressortissants respectifs atteints d'aliénation mentale. Le Gouvernement fédéral de l'Autriche s'engage donc à appliquer vis-à-vis des ressortissants suédois les stipulations suivantes :

[Les stipulations susvisées sont celles mentionnées à la page 318 avec les modifications suivantes :

A l'article 1, première ligne, le mot « autrichien » doit être substitué par « suédois » et « Suède » par « Autriche »; troisième ligne, lire « de Suède en Autriche », au lieu « d'Autriche à Stockholm ».

A l'article 3, première ligne, au lieu de « Gouvernement suédois » lire : « Gouvernement autrichien », et au lieu de « ressortissant autrichien », lire : « ressortissant suédois ».

A l'article 4, première ligne, au lieu de « ressortissant autrichien » lire « ressortissant suédois », deuxième ligne, au lieu « d'autorités compétentes autrichiennes » lire « autorités compétentes suédoises ».]

En priant Votre Excellence de vouloir bien porter ce qui précède à la connaissance du Gouvernement royal de Suède, je me permets d'ajouter que, suivant la proposition contenue dans votre note précitée, le Gouvernement fédéral de la République d'Autriche considère l'accord dont il s'agit comme définitivement établi par la présente réponse et comme applicable à partir de la date d'aujourd'hui.

Veuillez agréer, Monsieur l'Envoyé, les assurances de ma haute considération.

*Le Gérant
du Ministère fédéral des Affaires étrangères :
(Signé) HENNET.*

Pour copie conforme :

Stockholm, au Ministère des Affaires étrangères,
le 20 mai 1922.

*Le Secrétaire général :
W. BOSTRÖM.*

FEDERAL MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS
OF THE AUSTRIAN REPUBLIC.

No. 19147/2 C.

VIENNA, April 10, 1922.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to Your Excellency's Note dated May 26 last, I have the honour to inform you that the Federal Government willingly adopts the arrangement proposed on condition of reciprocity on the part of the Royal Swedish Government with regard to the respective nationals of either Party who may be of unsound mind. The Austrian Federal Government therefore undertakes to apply to Swedish nationals the following provisions :

[The stipulations provided for above are the same as those mentioned on page 319 with the following modifications :

In Article 1, first line, the word "Austrian" should be replaced by "Swedish" and "Sweden" by "Austria;" third line read : "Swedish Diplomatic or Consular Representative in Austria" instead of : "Austrian Diplomatic or Consular Representative at Stockholm."

In Article 3, first line, "Swedish Government" should be read as "Austrian Government" and "Austrian subject" as "Swedish subject."

In Article 4, first line, "Austrian subject" should be read as : "Swedish subject"; second line "competent Austrian authorities" should be read as : "competent Swedish authorities."]

In requesting Your Excellency to be so good as to bring the foregoing to the notice of the Royal Swedish Government, I would add that, in accordance with the proposal contained in Your Excellency's Note previously referred to, the Federal Government of the Austrian Republic considers the agreement in question as definitely concluded by this reply and as being in force from today's date.

I have the honour, etc.

(Signed) HENNET.
Director of the Federal Ministry for Foreign Affairs.

N° 265.

ROYAUME-UNI
DE GRANDE-BRETAGNE ET
D'IRLANDE, FRANCE, ITALIE,
JAPON ET
VILLE LIBRE DE DANTZIG

Arrangement provisoire concernant
l'enregistrement et le licenciemment
de marins à Memel et à Dantzig,
signé à Memel, le 1^{er} avril 1922.

UNITED KINGDOM
OF GREAT BRITAIN AND
IRELAND, FRANCE, ITALY,
JAPAN AND
FREE CITY OF DANZIG

Temporary Agreement concerning
the Registration and Disbanding
of Sailors at Memel and Danzig,
signed at Memel, April 1, 1922.

Nº 265. — ARRANGEMENT PROVISOIRE¹ CONCERNANT L'ENREGISTREMENT ET LE LICENCIEMENT DE MARINS A MEMEL ET A DANTZIG, CONCLU ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE POLONAISE AU NOM DE LA VILLE LIBRE DE DANTZIG, DONT, EN VERTU DE L'ARTICLE 104 DU TRAITÉ DE VERSAILLES, IL CONDUIT LES AFFAIRES EXTÉRIEURES, D'UNE PART, ET LES PUISSANCES ALLIÉES AUXQUELLES LA SOUVERAINETÉ SUR LE TERRITOIRE DE MEMEL A ÉTÉ TRANSMISE PAR L'ARTICLE 99 DU TRAITÉ DE VERSAILLES, D'AUTRE PART, SIGNÉ A MEMEL LE 1^{er} AVRIL 1922.

Texte officiel français communiqué par le délégué de la Pologne auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet Arrangement a eu lieu le 31 mai 1922.

Article 1.

Les Parties contractantes s'engagent à procéder à l'enregistrement et au licenciement des ressortissants de l'autre Partie. Les enregistrements et les licencements accomplis par le Bureau maritime de Dantzig seront reconnus valables par les ressortissants de Memel, et les enregistrements et les licencements accomplis par le Bureau maritime de Memel seront reconnus valables pour les ressortissants de Dantzig.

Article 2.

L'enregistrement et le licenciement s'effectuent conformément au Règlement maritime du 2 juin 1902. Chaque Partie est en droit de toucher une rémunération égale à celle fixée par l'autre Partie.

En foi de quoi les plénipotentiaires dûment autorisés à cet effet ont signé le présent Arrangement qui entrera en vigueur le quinzième jour après la signature et aura la durée d'un an. Après l'expiration de la première année et sans dénonciation préalable de trois mois, il restera en vigueur par tacite reconduction pendant l'année suivante et ainsi de suite.

Fait à Memel le premier avril, l'an mil neuf cent vingt-deux.

Pour le Gouvernement de la République polonaise
au nom de la Ville libre de Dantzig :

(Signé) MARCELI SZAROTA.

Le délégué
du Gouvernement polonais
à Memel.

Pour copie conforme :
Miroslaw ARCISZEWSKI.

Pour les Puissances alliées :
(Signé) PETISNÉ.

Le Haut Commissaire
Représentant des Puissances alliées
à Memel.

¹ D'après une lettre du 22 juin 1922 de la Délégation polonaise auprès de la Société des Nations, cet arrangement ne comporte pas d'échange de ratifications.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 265. — TEMPORARY AGREEMENT ² CONCERNING THE REGISTRATION AND DISBANDING OF SAILORS AT MEMEL AND DANZIG, CONCLUDED BETWEEN THE GOVERNMENTS OF THE POLISH REPUBLIC ON BEHALF OF THE FREE CITY OF DANZIG, WHOSE FOREIGN AFFAIRS IT CONDUCTS IN VIRTUE OF THE TERMS OF ARTICLE 104 OF THE TREATY OF VERSAILLES, OF THE ONE PART, AND THE ALLIED POWERS, TO WHOM THE SOVEREIGNTY OVER THE TERRITORY OF MEMEL HAS BEEN TRANSMITTED BY ARTICLE 99 OF THE TREATY OF VERSAILLES, OF THE OTHER PART, SIGNED AT MEMEL, APRIL 1, 1922.

French official text communicated by the Delegate of Poland accredited to the League of Nations. The registration of this Agreement took place on May 31, 1922.

Article 1.

Each of the Contracting Parties undertakes to register and disband nationals of the other Party. The registration and disbanding carried out by the Danzig Maritime Office shall be recognised as valid by nationals of Memel, and registration and disbanding carried out by the Memel Maritime Office shall be recognised as valid by nationals of Danzig.

Article 2.

Registration and disbanding shall be carried out in conformity with the Maritime Regulations of June 2, 1902. Each Party shall be entitled to receive payment equal to that fixed by the other Party.

In testimony whereof the Plenipotentiaries duly authorised for this purpose have signed the present Agreement, which shall come into force on the fifteenth day after signature and shall remain in force for a period of one year. After the expiration of the first year, and provided that notice of denunciation has not been given three months previously, it shall remain in force by tacit agreement during the following year, and so on.

Done at Memel the first day of April one thousand nine hundred and twenty-two.

For the Government of the Polish Republic on behalf of the Free City of Danzig :

(Signed) MARCELI SZAROTA,

Delegate
of the Polish Republic
at Memel.

For the Allied Powers :
(Signed) PETISNIÉ.

High Commissioner
representing the Allied Powers
at Memel.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² According to a letter of June 22, 1922, from the Polish Delegation accredited to the League of Nations, this Agreement does not require an exchange of ratifications.

N° 266.

ESPAGNE ET NORVÈGE

Echange de notes prolongeant pour
un mois à partir de son expiration,
le 30 avril 1922, l'Arrangement
intérimaire de commerce conclu le
1^{er} décembre 1921. Madrid, le
6 mai 1922.

SPAIN AND NORWAY

Exchange of Notes prolonging for
one month as from its expiration,
April 30, 1922, the provisional
Commercial agreement concluded
December 1, 1921. Madrid, May 6,
1922.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 266. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS ESPAGNOL ET NORVÉGIEN PROLONGEANT POUR UN MOIS A PARTIR DE SON EXPIRATION, LE 30 AVRIL 1922, L'ARRANGEMENT INTÉRIMAIRE DE COMMERCE² CONCLU LE 1^{er} DÉCEMBRE 1921. MADRID, LE 6 MAI 1922.

No. 266. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE SPANISH AND NORWEGIAN GOVERNMENTS PROLONGING FOR ONE MONTH AS FROM ITS EXPIRATION, APRIL 30, 1922, THE PROVISIONAL COMMERCIAL AGREEMENT² CONCLUDED DECEMBER 1, 1921. MADRID, MAY 6, 1922.

Textes officiels espagnol et français communiqués par le Ministre des Affaires étrangères de Norvège. L'enregistrement de cet échange de Notes a eu lieu le 3 juin 1922.

Spanish and French official texts communicated by the Norwegian Ministry for Foreign Affairs. The registration of this exchange of Notes took place on June 3, 1922.

MADRID, le 6 mai 1922.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant à notre conversation de ce jour, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement du Roi est d'accord avec une nouvelle prorogation pour un mois, à partir du 30 avril 1922, de l'Arrangement intérieur de commerce conclu entre la NORVÈGE et l'ESPAGNE le 1^{er} décembre 1921.

Ainsi donc, le contingent dont il est question à l'article IV du dit Arrangement sera, pour ce qui concerne cette période d'un mois, de 37.500 (trente-sept mille cinq cents) litres.

Il est entendu que les marchandises de l'un des deux pays, embarquées avec destination directe à l'autre avant l'expiration, le 31 mai 1922, de cette nouvelle prorogation, seront ad-

MADRID, May 6, 1922.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to our conversation of to-day, I have the honour to inform Your Excellency that the Royal Government agrees that the interim commercial Arrangement between NORWAY and SPAIN concluded on December 1, 1921, shall be again extended for a period of one month as from its expiration on April 30, 1922.

For this period of one month the quantity referred to in Article IV of this Arrangement will thus be 37,500 (thirty-seven thousand five hundred) litres.

It is understood that goods of either of the two countries which are shipped direct to the other country before the expiration of this new period of extension, May 31, 1922, will be

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

² Voir ce volume, pages 69 et 253.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² See this vol. pages 69 and 253.

mises aux bénéfices de l'Arrangement, pourvu qu'elles arrivent au pays respectif de destination avant le 15 juin 1922.

Je dois ajouter que par cette Note et la Note analogue de Votre Excellence acceptant cet Arrangement, le Gouvernement norvégien le considérera comme conclu.

Je profite de cette occasion pour réitérer à Votre Excellence les assurances de ma très haute considération.

(Signé) M. LIE.

Son Excellence
M. FERNANDEZ PRIDA,
Ministre d'Etat,
etc., etc., etc.

Pour copie certifiée conforme :

Le chef de la division des pays latins.

admitted to the benefits of the Arrangement, provided they arrive in the country for which they are bound before June 15, 1922.

I am to add that the Norwegian Government will consider this Arrangement as concluded in virtue of this Note and of Your Excellency's Note accepting it.

I have the honour to be, etc.

(Signed) M. LIE.

To His Excellency
M. FERNANDEZ PRIDA,
Minister of State,
etc., etc., etc.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

MINISTERIO DE ESTADO,
COMERCIO.

MADRID, 6 de Mayo de 1922.

EXCMO. SEÑOR,

Muy Señor mío : En contestación a su atenta Nota de hoy, tengo la honra de participarle que el Gobierno de S. M. está conforme en prorrogar de nuevo por un mes, a partir del 30 de Abril de 1922, fecha de su espiración, el arreglo comercial provisional concluido entre ESPAÑA y NORUEGA el 1º de Diciembre de 1921.

Así pues, el contingente á que hace referencia el artículo 4º de dicho arreglo, será en lo que concierne a este periodo de un mes, de 37.500 (treinta y siete mil quinientos) litros. Queda entendido que las mercancías de uno de los dos países embarcadas con destino directo al otro antes de terminar, el 31 de Mayo de 1922, esta nueva prórroga, disfrutarán de los beneficios del arreglo con tal que lleguen al respectivo país de destino antes del 15 de Junio de 1922.

Estimando que mediante la Nota de V. E. a que contesto y la presente queda ultimado el acuerdo entre los Gobiernos español y noruego, aprovecho la oportunidad para reiterarle, Señor Ministro, las seguridades de mi más distinguida consideración.

(Firmado) FERNANDEZ PRIDA.

Excmo. Señor Michael S. LIE,
Enviado Extraordinario y
Ministro Plenipotenciario de
S. M. el Rey de Noruega,
etc., etc., etc.

Pour copie certifiée conforme :

Le chef de la division des pays latins.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

MINISTÈRE D'ÉTAT,
COMMERCE.

MADRID, le 6 mai 1922.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En réponse à votre note de ce jour, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement de Sa Majesté est d'accord de proroger de nouveau pour un mois, à partir du 30 avril 1922, date de son expiration, l'Arrangement intérieur commercial conclu entre l'Espagne et la Norvège le 1^{er} décembre 1921.

Dans ces conditions, le contingent dont il est question à l'article 4 dudit Arrangement sera, pour ce qui concerne cette période d'un mois, de 37.500 (trente-sept mille cinq cents) litres. Il est entendu que les marchandises de l'un des deux pays, embarquées à destination directe de l'autre, avant l'expiration, le 31 mai 1922, de cette nouvelle prorogation, seront admises au bénéfice de l'Arrangement, pourvu qu'elles arrivent aux pays respectifs de destination avant le 15 juin 1922.

La Note de Votre Excellence et la présente réponse ayant définitivement établi l'accord entre les Gouvernements espagnol et norvégien, je saisir cette occasion pour vous renouveler, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Signé) FERNANDEZ PRIDA.

A Son Excellence,
Sefior Michael H. LIE,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire
de S. M. le Roi de Norvège,
etc., etc., etc.

MINISTRY OF STATE
COMMERCE.

MADRID, May 6, 1922.

YOUR EXCELLENCY,

In reply to your Note of to-day's date, I have the honour to inform you that His Majesty's Government agrees to extend for a period of one month as from April 30, 1922 — the date of expiration — the provisional commercial arrangement concluded between Spain and Norway on December 1, 1921.

For this period of one month, the quantity referred to in Article 4 of this Arrangement will thus be 37,500 (thirty-seven thousand five hundred) litres. It is understood that goods of either of the two countries which are shipped direct to the other country before the expiration, on May 31, 1922, of this period of extension, will enjoy the benefits of the Arrangement provided they arrive in the country for which they are bound before June 15, 1922.

It being understood that the agreement between the Spanish and Norwegian Governments is concluded in virtue of Your Excellency's Note and my present reply, I have the honour to be, etc...

(Signed) FERNANDEZ PRIDA.

To His Excellency
M. Michael H. LIE,
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary of
H. M. the King of Norway,
etc., etc., etc.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

N° 267.

**AUTRICHE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

Convention relative à la ligne frontière austro-tchécoslovaque et aux questions connexes, signée à Prague, le 10 mars 1921.

**AUSTRIA
AND CZECHOSLOVAKIA**

Convention concerning the delimitation of the frontier between Austria and Czechoslovakia and various questions connected therewith, signed at Prague, March 10, 1921.

TEXTE ALLEMAND — GERMAN TEXT.

No. 267. — ÜBEREINKOMMEN ZWISCHEN DER REPUBLIK ÖSTERREICH UND DER TSCHECHOSLOWAKISCHEN REPUBLIK BETREFFEND DIE FÜHRUNG DER ÖSTERREICHISCH-TSCHECHOSLOWAKISCHEN GRENZE UND VERSCHIEDENE DAMIT ZUSAMMENHÄNGENDE FRAGEN. GEZEICHNET IN PRAG, DEN 10. MÄRZ 1921.

Textes officiels allemand et tchèque communiqués par le Ministère des Affaires étrangères tchécoslovaque au nom des deux parties contractantes. L'enregistrement de cette Convention a eu lieu le 6 juin 1922.

Die Regierung der REPUBLIK ÖSTERREICH und der TSCHECHOSLOWAKISCHEN REPUBLIK, von dem Wunsche geleitet, durch Abschluss eines Uebereinkommens die endgiltige Festsetzung der österreichisch-tschechoslowakischen Staatsgrenze zu erleichtern und die Regelung verschiedener damit zusammenhängender Fragen zu beschleunigen, haben zu ihren Bevollmächtigten ernannt :

DIE REGIERUNG DER REPUBLIK ÖSTERREICH :

den Sektionschef im Bundesministerium für Inneres und Unterricht Dr. Robert DAVY, und
DIE REGIERUNG DER TSCHECHOSLOWAKISCHEN REPUBLIK :

den Sektionschef im Ministerium für öffentliche Arbeiten, Ingenieur Václav ROUBÍK, welche, nachdem sie gegenseitig ihre Vollmachten geprüft und richtig befunden haben, über nachstehende Bestimmungen übereingekommen sind :

I.

AUSNÜTZUNG DER WASSERKRÄFTE DES THAYAFLUSSES IN DER STRECKE VOM BEGINN DER GEMEINSAMEN STAATSGRENZE BEI ČIŽOW (ZAISA) BIS ZUM ENDE DIESER GRENZE BEI PODMOL (BAUMÖL).

Artikel I.

1. Die österreichische Regierung stimmt zu, dass die ganze Wasserkraft des Thayaflusses in der Grenzstrecke von Čižow (Zaisa) bis Podmol (Baumöl) durch ein von der tschechoslowakischen Republik gefördertes Unternehmen einheitlich ausgebaut werde.

2. Dieser Ausbau erfolgt durch Bauwerke, die teilweise auf österreichisches, teilweise auf tschechoslowakisches Gebiet zu liegen kommen.

¹L'échange des ratifications a eu lieu à Prague le 30 mai 1922.

TEXTE TCHÈQUE — CZECH TEXT.

No. 267. — ÚMLUVA¹ MEZI REPUBLIKOU ČESkoslovenskou a REPUBLIKOU RAKOUSKOU O VEDENÍ RAKOUSKO-ČESkoslovenské HRANICE A NĚKTERÝCH SOUVISLÝCH OTÁZKÁCH, PODEPSANÁ V PRAZE DNE 10. BŘEZNA 1921.

German and Czech official texts communicated by the Czechoslovak Ministry for Foreign Affairs on behalf of the two Contracting Parties. The registration of this Convention took place on June 6, 1921.

VLÁDY REPUBLIKY RAKOUSKÉ a REPUBLIKY ČESkoslovenské vedeny snahou ulehčiti uzavřením dohody konečné stanovení rakousko-československé státní hranice a uspíšti úpravu s tím souvisejících otázek, jmenovaly svými splnomocnenci :

VLÁDA REPUBLIKY RAKOUSKÉ :

Odborového přednostu ve spolkovém ministerstvu vnitra avyučování Dra. Roberta DAVY-HO, a

VLÁDA REPUBLIKY ČESkoslovenské :

Odborového předostu v ministerstvu veřejných prací inženýra Václava ROUBÍKA, kteří, když navzájem přezkoušeli své plné moci a se správnými shledali, dohodli se o následujících ustanoveních :

I.

VYUŽITÍ VODNÍCH SIL ŘEKY DYJE VE TRATI OD
POČÁTKU SPOLEČNÉ STÁTNÍ HRANICE U ČÍZOVA (ZAISA) AŽ KE
KONCI TÉTO HRANICE U PODMOLU (BAUMÖL).

Článek I.

Rakouská vláda souhlasí, aby byla celá vodní síla řeky Dyje ve hraniční trati od Čízova (Zaisa) až k Podmolu (Baumöl) jednootně vybudována podnikem podporovaným republikou Československou.

Vybudování toto provede se stavbami, které budou ležeti částečně na území rakouském, částečně na území československém.

¹ The exchange of ratifications took place at Prague, May 30, 1922.

Artikel 2.

Die österreichische Regierung übernimmt die Verpflichtung, für die betreffenden Anlagen und Nebeneinrichtungen insoweit sie auf österreichischem Grund und Boden errichtet werden, oder diesen Grund und Boden berühren, nach Massgabe der bestehenden gesetzlichen Bestimmungen die rechtskräftige Konzession für den Ausbau und die Benützung der Anlage spätestens innerhalb einer halbjährigen Frist nach Vorlage des gehörig instruierten Gesuches zu erteilen, und zwar unter Einhaltung nachstehender Kautelen :

- a) Die Konzession wird zeitlich unbeschränkt und unwiderruflich erteilt ;
- b) Das Unternehmen erhält von der österreichischen Regierung das Recht der Enteignung, zuerkannt ;
- c) Die österreichische Regierung wird die Materialien und Requisiten für die Herstellung Erhaltung und den Betrieb der gesamten Anlagen sowie das Unternehmen selbst insoweit die Anlagen auf ihr Gebiet zu liegen kommen, mit keinerlei Steuern oder sonstigen Abgaben belasten ;
- d) Die Stau- und Wasserkraftanlagen sind derart auszubauen und zu betreiben, dass dabei den Anforderungen der öffentlichen Sicherheit voll Rechnung getragen werde. Beim Betrieb dieser Anlagen in Verbindung mit der Talsperre bei Fraim werden die landwirtschaftlichen Interessen im Thayagebiet unterhalb Znaim auf dem Gebiet beider Staaten entsprechend berücksichtigt werden, um eine tunlichste Meliorationswirkung zu erzielen ;
- e) Den Organen des Unternehmens wird das frorie Betreten des österreichischen Grund und Bodens zwecks Vornahme von Vorarbeiten, sowie Ausführung, Erhaltung und Bedienung der Anlagen von der österreichischen Regierung zugestanden und zwar bezüglich der Vorarbeiten sofort, sonst nach Genehmigung der getroffenen Vereinbarung durch die beiden Regierungen ;
- f) Dem Unternehmen wird seitens der tschechoslowakischen Republik die Verpflichtung auferlegt, den Besitzer des unteren Hardegger Wehres für die Nachteile aus Anlass des schädlichen Rückstaues der Podmoler (Baumöler) Talsperre voll zu entschädigen ;
- g) Das Unternehmen haftet für Schäden infolge der von ihm verschuldeten Mängel bei der Einrichtung oder Erhaltung der Anlage ; zur Entscheidung wird ein Schiedsgericht berufen, in das beide Staaten je einen Schiedsrichter entsenden ; die beiden Staaten bestimmen gemeinsam einen dritten.

Artikel 3.

Bei wesentlichen Änderungen der Anlage in der Grenzstrecke, die nach der Gesetzgebung des einen oder des anderen Staates der behördlichen Genehmigung bedürfen, haben die Behörden die gleichen Grundsätze wie bei der Erteilung der Konzession zu beobachten.

Artikel 4.

Dem Unternehmen wird von der tschechoslowakischen Regierung die Verpflichtung auferlegt, nach Erbauung und Inbetriebsetzung der gesamten Anlagen in der Strecke Freistein-Znaim auf Verlangen des Bundesministeriums für Handel und Gewerbe, Industrie und Bauten an niederösterreichische Interessenten loco Staatsgrenze nächst einem der Kraftwerke sechs Millionen Kilowattstunden jährlich zu einem angemessenen Preis (Selbstkosten zuzüglich eines mässigen Gewinnes) zu liefern.

Článek 2.

Rakouská vláda přejímá povinnost, že udělí pro dotyčná díla a vedlejší zařízení, pokud budou zřízena na rakouském území aneb území toho se budou dotýkat, dle platných zákonných ustanovení právoplatné povolení k výstavbě a k užívání těchto děl, nejpozději během půlroční lhůty po předložení žádosti náležité doložené, při čemž zachovati jest následující podmínky :

- (a) Koncese udělí se časově neobmezeně a neodvolatelně ;
- (b) Rakouská vláda přizná podniku právo na vyvlastňování ;
- (c) Rakouská vláda nezatíží stavební hmoty a rekvisity, potřebné pro zřízení, udržování a provoz veškerých děl, ani podnik sám, pokud budou díla ležeti na jejím území, nižadnými daněmi ani jinými dávkami.
- (d) Díla vzdýmací a k využití vodní síly budtež tak vybudována a provozována, aby bylo při tom plně vyhověno požadavkům veřejné bezpečnosti.
Při provozu těchto děl ve spojení s údolní přehradou u Vranova bude vzat přiměřený zřetel k hospodářským zájmům na území obou států v údolí Dyje pod Znojemem, aby docíleno bylo nejmožnějšího účinku melioračního.
- (e) Orgánům podniku bude Rakouskou vládou dovoleno vstupovati volně na rakouské území za účelem provádění předběžných prací, jakož i za účelem provedení, udržování a obsluhy staveb, a to ohledně prací předběžných ihned, jinak po schválení učiněné dohody oběma vládami.
- (f) Podniku uloží republika Československá povinnost, aby odškodnil plně majitele spodního jezu v Hardeggu za újmy způsobené škodlivým zpětným vzdutím údolní přehrady v Podmolu (Baumöhl).
- (g) Podnik ručí za škody způsobené jím zaviněnými nedostatky při zřízení neb udržování děl. K rozhodnutí povolán bude rozhodčí soud, do kterého vyšlou oba státy po jednom rozhodčím ; oba státy ustanoví společně třetího rozhodčího.

Článek 3.

Budou-li prováděny podstatné změny děl v pohraniční trati, které vyžadují dle zákonodárství jednoho neb druhého státu úředního povolení, jest úřadům zachovati stejné zásady jako při udílení koncese.

Článek 4.

Československá vláda uloží podniku povinnost, aby dodával po výstavbě a zahájení provozu všech děl ve trati Frištýn-Znojmo na požádání spolkového ministerstva pro obchod a živnosti, průmysl a stavby, dolnorakouským zájemníkům loco státní hranice nejbliže jednoho ze závodů silotvorných 6 milionů K. V. hodin ročně za přiměřenou cenu, (vlastní náklady včetně mírného zisku.)

Artikel 5.

Falls die österreichische Regierung nicht bis zum 31. März 1921 bindend erklären sollte, dass in formaler Hinsicht ebenso wie für das tschechoslowakische Gebiet der Weg der Erteilung einer unwiderruflichen und zeitlich unbeschränkten Konzession gewählt werde, übernimmt sie die Verpflichtung, den für die Herstellung der Anlagen zwecks Ausnützung der gesamten Wasserkraft in der Grenzstrecke notwendigen österreichischen Grund und Boden in die Staatshoheit der tschechoslowakischen Republik binnen spätestens zwei Monaten nach Abgabe der Erklärung der tschechoslowakischen Regierung, dass das Werk innerhalb angemessener Frist begonnen und vollendet werde, abzutreten. Wird binnen fünf Jahren nach Abgabe der Erklärung nicht mit dem Bau begonnen, so geht das abgetretene Gebiet wieder in die Staatshoheit der österreichischen Republik über.

Die zur Grundabtretung nötigen Unterlagen werden der österreichischen Regierung gleichzeitig mit der oben erwähnten Erklärung der tschechoslowakischen Regierung übermittelt.

Die für die Ausarbeitung des Grundeinlösungsoperates erforderlichen Katastralkarten werden seitens der österreichischen Regierung dem mährischen Landesausschusse über Anforderung mit der möglichsten Beschleunigung ausgefolgt werden.

Artikel 6.

Für den Fall dieser Gebietsabtretung haben die in den vorstehenden Artikeln 1 bis 4 angeführten Bedingungen sinngemäß Anwendung zu finden.

Artikel 7.

Die tschechoslowakische Regierung verpflichtet sich, unter keiner wie immer gearteten Begründung, militärische Kräfte auf das Südufer der Thaya (in der in Betracht kommenden Grenzstrecke) zu verschieben und auf diesem Thayaufir irgendwelche militärische Befestigungsarbeiten durchführen zu lassen.

Artikel 8.

Für den Fall, als die Bestimmungen des Artikels 5 in Kraft treten, werden beide Regierungen beim Grenzregulierungsausschusse das Begehren zwecks Richtigstellung der Grenze in dem besagten Thayaabschnitte mit dem Hinweise auf den Inhalt der ganzen Vereinbarung stellen.

II.

FÜHRUNG DES GRENZZUGES BEI FELDSBERG.

Die Reichsgrenze im Gebiete von Feldsberg wird wie folgt verlaufen (von Westen nach Osten beschrieben, hiezu auch die orientierende Olate 1 : 25.000) :

Sie beginnt an dem Punkte 660 m südwestlich des Schnittpunktes der alten mährisch-niederösterreichischen Landesgrenze mit der Eisenbahn Nikolsburg-Feldsberg, wo die Gemeindegrenze zwischen Drasenhofen und Steinabrunn diese Landesgrenze trifft.

a) Gemeinden Steinabrunn und Herrenbaumgarten (Österreich) und Garschöntal Tschechoslowakei).

Die Grenze folgt der oben genannten Gemeindegrenze bis zur Südecke der Parzelle 1242, geht weiter in gerader Linie zum Nordostrand der Parzelle 1281/2, übersetzt die Strasse und geht

Článek 5.

Neprohlásí-li vláda rakouská do 31. března 1921 závazně, že volí v ohledu formálním stejně jako pro území československé způsob udělení koncese neodvolatelné a časově neomezené, přejímá povinnost postoupiti rakouskou půdu, potřebnou k vybudování děl za účelem využití veškeré vodní síly v pohraniční trati, do výsostního práva Československé republiky nejpozději během 2 měsíců od prohlášení československé vlády, že bude dílo to v přiměřené lhůtě započato a dokončeno.

Nezapočne-li se během pěti let po podání prohlášení se stavbou, přejde opětně postoupené území do výsostního práva republiky rakouské.

Podklady nutné k postoupení území budou doručeny rakouské vládě současně se shora zmíněným prohlášením československé vlády.

Katastrální mapy, potřebné k vypracování elaborátu o výkupu pozemků budou rakouskou vládou vydány moravskému zemskému výboru na požádání se vším možným urychlením.

Článek 6.

Pro případ, že bude toto území postoupeno, platí obdobně podmínky uvedené v předcházejících článcích 1-4.

Článek 7.

Československá vláda se zavazuje, že neposune za jakéhokoliv odůvodnění vojenské síly na jižní břeh řeky Dyje (v pohraniční trati, jež přichází zde v úvahu), a že nedá provést na tomto břehu Dyje nijaké vojenské opevňovací práce.

Článek 8.

Pro případ, že vejdou ustanovení článku 5 v platnost, požádají obě vlády u výboru pro úpravu hranic za opravu hranice v řečeném úseku řeky Dyje s poukazem na obsah celé úmluvy.

II.

VEDENÍ HRANIČNÍ ČÁRY U VALČIC.

Státní hranice na území Valčickém bude probíhati následovně (od západu na východ popsáno a také vyznačeno v orientačním snímku 1 : 25.000).

Počíná u bodu 660 m jihozápadně od průseku staré moravsko-dolnorakouské zemské hranice se železnici Mikulov-Valčice, tam kde obecní hranice mezi Drasenhofen a Steinabrunn se dotýká této zemské hranice.

a) *Obce Steinabrunn a Herrenbaumgarten (Rakousko) a Garschönthal (Československo).*

Hranice sleduje shora jmenovanou obecní hranici až ku jižnímu rohu parcely 1242, probíhá dále přímočaře ku severovýchodnímu kraji parcely 1281/2, přetíná silnici a vede přímým směrem

in gerader Richtung gegen einen Punkt der Feldsberger Wasserleitung, der 170 m von der Südwestecke der Parzelle 1452 entfernt ist. Sie verläuft sodann, in einem Abstande von 15 m, längs dieser Wasserleitung, bis sie den auf dem Rücken der Kallerhaide beim Hochreservoir der Wasserleitung und beim Δ 279, Kallerhaide, westlich vorbeiführenden Fahrweg trifft. Die Grenze folgt sodann der Mittellinie dieses Fahrweges bis zu dessen Einmündung in die Strasse Garschönthal-Steinabrunn (Parzelle 2609); sie verläuft weiter in der Mitte dieser Strasse bis zur Abzweigung des Weges Parzelle 2607, dann in der Mitte dieses letztgenannten Weges nach Süden (von Parzelle 1503, Gemeinde Garschönthal, angefangen führt dieser Weg entlang der Gemeindegrenze Garschönthal-Steinabrunn und Garschönthal-Herrenbaumgarten) bis zur Südspitze des Gemeindegebietes von Garschönthal.

b) *Gemeinden Garschönthal und Feldsberg (Tschechoslowakei) und Schrattenberg (Österreich).*

Die Grenze folgt der Südostgrenze der Gemeinde Garschönthal bis zum Anstosse der Parzellengrenze zwischen 5639 und 5640 (Gemeinde Schrattenberg) an die Strasse Parzelle 2540 (Gemeinde Garschönthal), sodann dieser Parzellengrenze bis zur südöstlichen Ecke der Parzelle 5640. Sie folgt weiter in östlicher Richtung dem Südrande der Parzellen 5654 bis 5660 (Gemeinde Schrattenberg), dem Westrande der Parzelle 5475, dem Südrande der Parzelle 5661 bis einschliesslich 5665, dem Westrande der Parzelle 5666 bis 5668, ferner der Mitte des Weges Parzelle 7086 bis zum Anstosse des Nordrandes der Parzelle 6078/1. Die Grenze zieht sodann längs des Nordrandes der Parzelle 6078/1, 6077, 6076, 6075, 6069 und 6716, überquert nun die Strasse Schrattenberg-Feldsberg, (Parzelle 7092/2), folgt dem Ostrand der Parzelle 6660, dem Nordrande der Parzelle 6654, dem Ostrand der Parzelle 6654 und 6652, ferner dem Nordrande der Parzelle 6651, bis zu dem Wege Parzelle 7009. Sie verläuft sodann in der Mitte dieses Weges und dann weiter am Südrande der Waldparzelle 6674 bis zum Anstosse an die Gemeindegrenze Feldsberg-Schrattenberg; sie folgt weiter der Südgrenze der Parzelle 1511 und der Westgrenze der Parzelle 1510 (Gemeinde Feldsberg) und übersetzt noch zweimal die erwähnte Gemeindegrenze, wobei sie die Parzellen 842 und 843 (Gemeinde Schrattenberg) dem tschechoslowakischen Staate die Parzellen 1492 bis 1495/2 (Gemeinde Feldsberg) dem österreichischen Staate zuschlägt. Sie folgt dann in östlicher und sodann in südlicher Richtung der Gemeindegrenze zwischen Feldsberg und Schrattenberg.

c) *Gemeinden Feldsberg (Tschechoslowakei) und Katzelsdorf (Österreich).*

Die Grenze folgt zunächst der Gemeindegrenze zwischen genannten Gemeinden bis zum Anstosse des Weges Parzelle 3185 (Gemeinde Katzelsdorf), dann der Mitte dieses Weges, ferner der Mitte des Weges Parzelle 661, 660 übersetzt in Verlängerung des letztgenannten Weges die Parzelle 1762, folgt dann in nördlicher Richtung der Mitte der Strasse Katzelsdorf-Feldsberg bis zum Anstosse der Verlängerung der nordöstlichen Grenze der Parzelle 1928, ferner dieser letztgenannten Linie bis an den Südrand der Parzelle 1927/1.

Die Grenze zieht nunmehr entlang des Südrandes des Gelschinkwaldes (Parzelle 1927/1, einschliesslich 3128/1 und 1926) bis zu dessen Südspitze und weiter am Südrande der Parzelle 1927/1 und 1924 bis zur Gemeindegrenze Katzelsdorf-Reinthal.

d) *Gemeinden Reinthal, Bernhardsthal (Österreich) und Unter-Themenau (Tschechoslowakei).*

Die Grenze folgt anfangs der Westgrenze der Gemeinde Reinthal in nördlicher Richtung, um alsbald in die Mitte der Wegparzelle 2863 einzutreten, der sie bis zur Abzweigung der Wegparzelle 2864 folgt. Sie verläuft sodann in der Mitte der letzteren bis zu deren Einmündung in die Strasse Reinthal-Feldsberg (Parzelle 2860), weiter in der Mitte dieser Strasse, ferner am Südrande der Parzelle 1185, endlich in der Mitte der Strasse Reinthal-Lundenburg (Parzelle 2854/1) bis zur Gemeindegrenze Reinthal-Unter-Themenau.

Die Grenze verfolgt nunmehr die Südgrenze der Gemeinde Unter-Themenau über die Kote 187 in östlicher dann nordöstlicher Richtung, wobei sie die Eisenbahn Wien-Lundenburg und die Strasse Rabensburg-Unter-Themenau überquert, bis zur südlichen Ecke der Parzelle 1455 (Gemeinde Bernhardsthal).

Sie zieht nun entlang der Südostgrenze der vorgenannten Parzelle bis wieder zur Gemeindegrenze, längs dieser bis zur Süddecke der Parzelle 1742 (Gemeinde Unter-Themenau), sodann längs der Südostgrenze der Parzelle 1742 und 1741/2, längs der Nordostgrenze derselber letztgenannten

ku bodu Valčického vodovodu, který jest vzdálen 170 m od jihozápadního rohu parcely 1452. Dále probíhá ve vzdálenosti 15 m podél tohoto vodovodu až ku dotyku s cestou, jež vede západně na hřbetě « Kahlerhaide » kolem výšinové nádrže vodovodu a triangulačního bodu 279. Hranice probíhá pak středem této vozové cesty až ku jejímu vůstění do silnice Garschönthal-Steinabrunn (parc. 2609). Probíhá dále středem této silnice až ku odbočení cesty parc. 2607, pak středem této posledně jmenované cesty k jihu (počínaje parcelou 1503, obec Garschönthal, běží tato cesta podél obecní hranice Garschönthal-Steinabrunn a Garschönthal-Herrenbaumgarten) až ku jižní špičce území obce Garschönthal.

b) *Obce Garschönthal a Valčice (Československo) a Schrattenberg (Rakousko).*

Hranice sleduje jihozápadní hranici obce Garschönthal až ku styku parcelních hranic mezi čís. 5639 a 5640 (obec Schrattenberg) se silnicí parcela 2540 obec Garschönthal), na to tuto parcelní hranici až ku jihozápadnímu rohu parcely 5640. Sleduje dále východním směrem jižní okraj parcel 5654 až 5660 (obec Schrattenberg), západní okraj parcely 5475, jižní okraj parcel 5661—až včetně 5665, západní okraj parcel 5666 až 5668, dále střed cesty parcela 7086 až ku styku se severním okrajem parcely 6078/1. Hranice táhne se na to podél severního okraje parcel 6078/1, 6077, 6076, 6075, 6069 a 6716, protíná pak silnici Schrattenberg-Valčice (parcela 7092/2), sleduje východní okraj parcely 6660, severní okraj parcely 6654, východní okraj parcely 6654 a 6652, dále severní okraj parcely 6651 až ku cestě parcela 7009. Probíhá na to středem této cesty a pak dále na jižním okraji lesní parcely 6674 až ku styku s obecní hranicí Valčice-Schrattenberg; sleduje dále jižní hranici parcely 1511 a západní hranici parcely 1510 (obec Valčice) a přetíná ještě dvakrát zmíněnou obecní hranici, při čemž ponechává parcely 842 a 843 (obec Schrattenberg) státu Československému, parcely 1492 až 1495/2 (obec Valčice) Rakouskému státu. Sleduje dále východním a na to jižním směrem obecní hranici mezi Valčicemi a Schrattenbergem.

c) *Obce Valčice (Československo) a Katzelsdorf (Rakousko).*

Hranice sleduje nejprve obecní hranici mezi jmenovanými obcemi až ku styku s cestou parcela čís. 3185 (obec Katzelsdorf), pak střed této cesty, dále střed cesty parcela 661, 660, překročuje v prodloužení posledně jmenované cesty parcelu 1762 a sleduje pak severním směrem střed silnice Katzelsdorf-Valčice až ku styku s prodloužením severovýchodní hranice parcely 1928, pak tuto posledně jmenovanou čáru až po jižní okraj parcely 1927/1. Hranice běží nyní podél jižního okraje lesa zvaného « Gelschinkwald » parcela 1927/1 včetně 3128/1 a 1926) až po jeho jižní špičku a dále podél jižního okraje parcely 1927/1 a 1924 až ku obecní hranici Katzelsdorf-Rheinthal.

d) *Obce Rheinthal, Bernhardsthal (Rakousko) a Poštorná (Československo).*

Hranice sleduje na počátku západní hranici obce Rheinthal severním směrem, načež vstupuje do středu cesty parcela 2863, kterou probíhá až k odbočení cesty parcela 2864.

Hranice probíhá na to středem posledně jmenované až ku jejímu vůstění do silnice Rheinthal-Valčice (parcela 2860), pokračuje středem této silnice a dále na jižním okraji parcely 1185, konečně středem silnice Rheinthal-Břeclava (parcela 2854/1) až ku obecní hranici Rheinthal-Poštorná.

Hranice sleduje nyní jižní hranici obce Poštorné přes kotu 187 východním pak severovýchodním směrem, při čemž přetíná železniční trat Vídeň-Břeclava a silnici Rabensburg-Poštorná až ku jižnímu výběžku parcely 1455 (obec Bernhardsthal).

Běží nyní podél jihozápadní hranice zmíněné parcely až opět k obecní hranici, podél této až k jižnímu rohu parcely 1742 (obec Poštorná), pak podél jihozápadní hranice parcely 1742 a 1741/2, podél severovýchodní hranice této posledně jmenované parcely a dále na jedné straně

Parzelle und weiter zwischen den Parzellen 1751/1 und 2 einerseits und 1749/2 und 1 sowie 1750 andererseits (alle der Gemeinde Unter-Themenau) bis sie abermals die Gemeindegrenze trifft,

Die Grenze folgt nun der Gemeindegrenze zwischen Unter-Themenau und Bernhardsthal bis zum Anstosse der Grenze zwischen den Parzellen 1515 und 1516 (Gemeinde Bernhardsthal). Sie läuft nun zwischen den Parzellen 1515, 1514, 1513/1 und 2, 1512, 1511/2, 1510/2, 1497, 1503, 1549, 1583, 1582, 1567, 1569, 1570, im Westen und den Parzellen 1516, 1518/1, 1519, 1511/1, 1510/1, 1511/3, 1509, 1508, 1504, 1505, 1548, 1550, 1551, 1566, 1565 und 1564 im Osten bis an die Parzelle 1592 und endlich am Nordrande der Parzelle 1592 und 1595 bis zum Thayaflusse, den die Grenze etwa 2 km südöstlich von der Stelle, wo die Strasse Rabensburg-Themenau die Eisenbahn Rabensburg-Lundenburg kreuzt erreicht.

Wo die vorbeschriebene Grenzlinie einer Strasse oder einem Wege folgt, gilt ausnahmslos der Grundsatz, dass das betreffende Strassen- oder Wegstück als gemeinsam zu gelten hat, auch wenn die ganze Kommunikationsparzelle, an einer Gemeindegrenze gelegen, bisher ganz zum Gebiete einer der Grenzgemeinden gehört haben sollte.

III.

GRENZVERKEHR ZWISCHEN DEM FELDSBERG-GEBIET UND DEM ÖSTERREICHISCHEN HINTERLAND.

I.

DURCHZUG.

Die tschechoslowakische Republik wird für den Durchzugsverkehr der Bewohner jener österreichischen Gemeinden, die in der unmittelbaren Nähe des durch den Staatsvertrag von St. Germain an die tschechoslowakische Republik abgetretenen Gebietes um Feldsberg liegen, jede mit dem Schutze des tschechoslowakischen Zollinteresses vereinbarliche Erleichterung gewähren und insbesondere spezielle nur auf diesen Verkehr beschränkte Durchfahrverbote nicht erlassen sowie spezielle, nur diesen Verkehr belastende Durchfuhrabgaben nicht erheben.

Die tschechoslowakische und die österreichische Regierung nehmen die tunlichste Gemeinschaftlichkeit bei der Ausübung der Zollkontrollen in Bezug auf diesen Verkehr in Aussicht. Die beiden Regierungen werden sich über die Zollkontrollen und über die zugelassenen Grenzübergangspunkte ehestens einigen, wobei die gegenwärtigen Strassenverbindungen über Feldsberg in erster Linie zu berücksichtigen sein werden.

Zur Hintanhaltung von Gefällsübertretungen im Grenzverkehr der hier in Betracht kommenden Gebiete verpflichten sich beide Regierungen zur gegenseitigen wirksamen Hilfeleistung zum Zwecke der Verhinderung und Entdeckung solcher Übertretungen.

2.

UEBERLANDSBESITZ UND WEIDEVERKEHR.

Auf Landgütern oder Grundbesitzungen, die in dem unter 1 angeführten österreichischen und tschechoslowakischen Grenzgebiet gelegen und von der Zollgrenze durchschnitten sind, dürfen die darauf gewonnenen Erzeugnisse der Bodenkultur und der Viehzucht bei der Beförderung von den Orten ihrer Hervorbringung nach den zu ihrer Verwahrung bestimmten Gebäuden und Räumen, ferner das zu solchen Besitzungen gehörige Wirtschaftsvieh und Wirtschaftsgerät, sowie Düngemittel und die Aussaat zum Feldbau bei der Beförderung von einem Teile der Besitzung zum andern an den natürlichen Übergangspunkten zollfrei verbracht werden.

mezi parcelami 1751/1 a 2 na druhé straně mezi parcelami 1749/2 a 1 jakož i 1750 (všechny náleží k obci Poštorné) až se opět dotkne obecní hranice.

Hranice nyní sleduje obecní hranici mezi Poštornou a Bernhardsthalem až k doteku s hranicí mezi parcelami 1515 a 1516 (obec Bernhardsthal).

Hranice probíhá nyní mezi parcelami 1515, 1514, 1513/1 a 2, 1512, 1511/2, 1510/2, 1497, 1503, 1549, 1583, 1582, 1567, 1569, 1570, na straně západní a mezi parcelami 1516, 1518/1, 1519, 1511/1, 1510/1, 1511/3, 1509, 1508, 1504, 1505, 1548, 1550, 1551, 1566, 1565 a 1564 na straně východní až k parcele 1592 a konečně severním okrajem parcely 1592 a 1595 až ku řece Dyji, již hranice dosahuje asi 2 km jihovýchodně od místa, kde silnice Rabensburg-Poštorná protíná železniční trat Rabensburg-Břeclava.

~~¶~~ Tam, kde sleduje předem popsaná hraniční čára silnici neb cestu, platí bez výjimky zásada, že má platiti ta která část silnice neb cesty za společnou i tehdy, když by celá komunikační parcela, ležící na hranici některé obce, měla dosud celá náležeti k území jedné z pohraničních obcí.

III.

POHRANIČNÍ STYK MEZI VALČICKÝM ÚZEMÍM A RAKOUSKÝM ZÁZEMÍM.

I.

PRŮJEZD.

Československá republika povolí pro průjezdny styk obyvatel oněch rakouských obcí, které leží v bezprostřední blízkosti území kolem Valčic, odstoupeného mírovou smlouvou St. Germainskou československé republice, všechny úlevy srovnatelné s ochranou československých celních zájmů a nevydá zejména zvláštních zákazů průvozních vztahujících se jen na tento styk ani nebude vybírat zvláštních průvozních dávek zatěžujících pouze tento styk.

Československá a Rakouská vláda pomýšlejí na co možná největší společenství při výkonu celních kontrol vzhledem k tomuto styku. Obě vlády dohodnou se co nejdříve o způsobech celní kontroly a přípuštěných hraničních přechodech, při čemž bude dlužno přihlížeti v prvé řadě k nynějším silničním spojením přes Valčice.

K zamezení důchodkových přestupků v pohraničním styku mezi územími přicházejícími tu v úvahu zavazuji se obě vlády ke vzájemné účinné pomoci za účelem zamezení a vypátrání takových přestupků.

2.

PŘESPOLNÍ MAJETEK A PASTVA.

Na statcích nebo usedlostech, jež leží v pohraničním území rakouském a československém, uvedeném pod I. a jsou přetaty celní hranici, smějí se přepravovati beze cla na přirozených přechodech výrobky získané na nich obděláváním pozemků a chovem dobytka, jsou-li dopravovány z míst, kde byly vyrobeny, do budov a místností určených k jejich uschování, dále hospodářský dobytek a hospodářské nářadí náležející k takovým usedlostem, jakož i hnojivo a osivo k obděláni polí, jsou-li deprivovány z jedné části usedlosti na druhou.

Beide Regierungen behalten sich vor, bei vorkommendem Missbrauch die oben gewährte Begünstigung für bestimmte Übergangspunkte zu entziehen.

Grenzbewohner, die im jenseitigen Grenzgebiete auf eigenen oder gepachteten Äckern oder Wiesen oder sonst, jedoch nur in der Nähe ihres Wohnortes landwirtschaftliche Arbeiten zu verrichten haben, können die für diese Arbeiten erforderlichen Tiere, Fahrzeuge und Geräte, die Düngmittel und die Aussaat für ihre Grundstücke, sowie die von den Grundstücken weggeführte Fechung an Getreide in Garben und sonstigen Feldfrüchten (auch Grün- und Rauhfutter, Futterkräuter, Heu, Waldstreu, Brennholz) zollfrei über die Grenze bringen. Die Verbringung über die Grenze kann auch auf Nebenwegen erfolgen, wenn die örtlichen Verhältnisse oder die Art der zu verrichtenden Arbeiten es als notwendig erscheinen lassen, die zur Zollsicherung getroffenen Anordnungen befolgt werden und der Grenzbewohner aus dem jenseitigen Grenzgebiet an demselben Tage zurückkehrt, an dem er es betreten hat. Die gleichen Begünstigungen geniesst Gras und Heu aus den hier in Betracht kommenden Grenzgebieten, das von Bewohnern des einen Grenzgebietes im andern Grenzgebiete bei Versteigerungen erstanden wurde.

Vieh, das auf Weiden nach dem jenseitigen Grenzbezirk getrieben wird, oder von dort zurückkommt, bleibt zollfrei, wenn die Identität sichergestellt ist. Die Erzeugnisse von solchem Vieh, wie Milch, Butter, Käse und das in der Zwischenzeit allenfalls angewachsene junge Vieh dürfen in einer der Stückzahl des Viehs und der Weidezeit angemessenen Menge zollfrei zurückgeführt werden.

Soweit die örtlichen Verhältnisse es erfordern, ist die Überschreitung der Grenze in diesem Weideverkehr auf Nebenwegen unter Beobachtung der diesfalls zu bestimmenden örtlichen Vorsichtsmassnahmen zulässig.

Für die unter 2 angeführten Transporte wird keiner der beiden Vertragsteile Ein- oder Ausfuhrbewilligungen verlangen. Ebensowenig soll den Bewohnern des einen Grenzgebietes aus dem Umstände, dass sie einzelne Grundstücke in dem andern Grenzgebiete bewirtschaften, eine Ablieferungspflicht zu Gunsten jenes Staates, in dem die Grundstücke gelegen sind, erwachsen.

Beide Teile sind berechtigt, für den unter 2 geregelten Verkehr zweckentsprechende im kleinen Grenzverkehr übliche Massnahmen zu treffen, die sich aus Rücksichten der öffentlichen Gesundheitspflege und der Veterinärpolizei als notwendig erweisen.

3.

Die Bestimmungen dieses Abschnittes sollen bis zum Inkrafttreten eines Abkommens zwischen der tschechoslowakischen Republik und der Republik Österreich betreffend den kleinen Grenzverkehr über die gemeinsame Zollgrenze, längstens aber bis Ende 1921 in Geltung bleiben.

IV.

BENÜTZUNG DER BAHN NIKOLSBURG-FELDSBERG-LUNDENBURG.

Die tschechoslowakische Regierung gestattet den Bewohnern der Gemeinden Ottental, Steinabrunn, Drasenhofen, Gutenbrunn, Stützenhofen, Klein-Schweinbarth, Falkenstein, Poysbrunn-Schrattenberg, Katzelsdorf, Pottenhofen und Wildendürnbach des politischen Bezirkes Mistelbach den Übertritt auf das tschechoslowakische Staatsgebiet zwecks Benützung der Bahn Nikolsburg-Feldsberg-Lundenburg zur Durchfahrt nach Österreich und umgekehrt gegen Vorweisung der im kleinen Grenzverkehr üblichen Grenzübertrittsscheine unter der Bedingung, dass diese Scheine mit dem ausdrücklichen Vermerk: « Giltig nur für die Durchfahrt nach Österreich und zurück unter Benützung der Bahn Nikolsburg-Feldsberg-Lundenburg » versehen sind.

Obě vlády vyhražují si odvolati výhodu svrchu povolenou pro určité přechody, kdyby se jí zneužilo.

Pohraniční obyvatelé, kteří musejí vykonávati zemědělské práce v pohraničním území druhého státu na vlastních nebo pachtovaných pozemcích nebo lukách nebo jinde, avšak pouze v blízkosti svého bydliště, mohou přepravovati beze cla přes hranici zvířata, vozidla a náradí, jichž potřebují k témtu pracím, dále hnojivo a osivo pro své pozemky, jakož i z pozemků odváženou sklízeně obilnou ve snopech a sklízeně jiných polních plodin (též píci zelenou a syrovou, pícniny, seno, lesní stelivo, palivové dříví). Přeprava přes hranice může se díti také po cestách vedlejších, vyžadují-li toho místní poměry nebo způsob prováděných prací, zachovají-li se nařízení vydaná k zajištění celního důchodku a vrací-li se pohraniční obyvatel z pohraničního území druhého státu téhož dne, kterého tam přešel. Stejných výhod požívá tráva a seno z pohraničních území v úvahu tu přicházejících, jež byly vydraženy při dražbách obyvateli jednoho pohraničního území ve druhém pohraničním území.

Dobytka vyháněný na pastvu do pohraničního území sousedního státu nebo odtud se vracející je osvobozen od cla je-li zjištěna totožnost.

Výrobky pocházející od takového dobytka jako mléko, máslo, sýr, a mladý dobytek v mezdobí snad přibylý smí se beze cla zpět dopraviti ve množství přiměřeném počtu dobytka a délce doby pastevní.

Pokud to místní poměry vyžadují, jest přípustno překročovati hranici při hnání dobytka na pastvu po vedlejších cestách, zachovají-li se místní opatření, jež budou nařízena pro takové případy.

Pro dopravu uvedenou pod 2) nebude žádná z obou smluvních stran požadovati povolení dovozní nebo vývozní. Rovněž tak nesmí vzejít obyvatelům jednoho pohraničního území z té okolnosti, že obhospodařují jednotlivé pozemky v druhém pohraničním území, povinnost dodávek na prospěch onoho státu, v němž tyto pozemky leží.

Obě smluvní strany jsou oprávněny nařídit pro styk upravený pod 2) účelná, v malém pohraničním styku obvyklá opatření, jež by se ukázala nutnými z ohledu veřejného zdravotnictví a veterinární policie.

3.

Ustanovení tohoto oddílu zůstanou v platnosti až do doby, kdy nabude účinnosti dohoda mezi republikou Československou a republikou Rakouskou ohledně malého pohraničního styku na společné celní hranici, nejdéle však do konce roku 1921.

IV.

POUŽÍVÁNÍ DRÁHY MIKULOV-VALČICE-BŘECLAVA.

Československá vláda dovoluje obyvatelům obcí Ottental, Steinabrunn, Drasenhofen, Gutenbrunn, Stützenhofen, Klein-Schweinbarth, Falkenstein, Poysbrunn, Schrattenberg, Katzelsdorf, Pottenhofen a Wildendürnbach v politickém okresu Mistelbašském přístup na československé státní území za příčinou použití dráhy Mikulov-Valčice-Břeclava k průjezdu do Rakous a naopak na průkaz osvědčení ku překročení hranic obvykle užívaného v malém pohraničním styku s tou podmínkou, že tato osvědčení budou obsahovati výslovnu poznámkou : « platné jen pro průjezd do Rakouska a zpět za použití dráhy Mikulov-Valčice-Břeclava ».

V.

WASSERLEITUNGSANLAGE DER STADTGEMEINDE BŘECLAVA (LUNDENBURG).

Artikel 1.

Die österreichische Regierung übernimmt die Verpflichtung, für den Ausbau und den Betrieb der Anlagen und Nebeneinrichtungen zur Versorgung der Stadtgemeinde Břeclava (Lundenburg) mit Trink- und Nutzwasser aus dem Föhrenwald am Nordrand der Gemeinde Bernhardsthal, insoweit diese Anlagen (Nebeneinrichtungen) auf österreichischem Grund und Boden errichtet werden oder diesen Grund und Boden berühren, nach Massgabe der bestehenden gesetzlichen Bestimmungen die rechtskräftige Konzession innerhalb einer halbjährigen Frist nach Vorlage des gehörig instruierten Gesuches der genannten Stadtgemeinde und zwar unter nachstehenden Kautelen zu erteilen :

- a) Die Konzession wird unwiderruflich und zeitlich unbeschränkt erteilt ;
- b) Das Unternehmen erhält von der österreichischen Regierung das Recht der Enteignung zuerkannt ;
- c) Die österreichische Regierung wird die Materialien und Requisiten für die Ausführung Erhaltung und den Betrieb der Wasserleitungsanlage, soweit diese auf österreichisches Gebiet zu liegen kommt, mit keinerlei Steuern oder sonstigen Abgaben belasten ;
- d) Den Organen des Unternehmens wird das freie Betreten des österreichischen Grund und Bodens zwecks Vornahme und Vorarbeiten, ferner zur Ausführung, Erhaltung, Bedienung und Ueberwachung der Anlagen von der österreichischen Regierung zugestanden ;
- e) Der Bau ist binnen einer Frist von sechs Jahren nach Erteilung der rechtskräftigen Konzession zu vollenden.

Artikel 2.

Der tschechoslowakischen Regierung wird das Recht eingeräumt, im Falle einer der tschechoslowakischen Republik drohenden kriegerischen Verwicklung mit irgend einem ihrer Nachbarstaaten, das im Föhrenwalde zu erbauende Wasserwerk und die von dort nach Lundenburg führende Wasserleitung, soweit sie auf österreichischem Boden gelegen sein wird, auf die unumgänglich notwendige Zeit militärisch zu besetzen. Die tschechoslowakischen militärischen Sicherungen dürfen jedoch über die Südlisiere des Föhrenwaldes nicht vorgeschoben werden.

Diese militärische Massnahme ist vor ihrer Durchführung der österreichischen Regierung bekanntzugeben.

VI.

GRENZVERKEHR ZWISCHEN DEM MARCH-THAYA-DREIECK UND
DEM DARAN ANGRENZENDEN ÖSTERREICHISCHEN GEBIET.*Artikel 1.*

RÄUMLICHES UND ZEITLICHES GELTUNGSGEBIET.

1. Unter der Bezeichnung March-Thaya-Dreieck im Sinne dieses Uebereinkommens ist jenes zum tschechoslowakischen Staat gehörige Gebiet zu verstehen, das im Süden und Westen durch

V.

VODOVOD MĚSTA BŘECLAVY (LUNDENBURG).

Článek 1.

Rakouská vláda zavazuje se uděliti dle stávajících zákonních ustanovení právoplatnou koncesi pro výstavbu a provoz vodovodu a vedlejší zařízení k zásobování města Břeclavy (Lundenburg) pitnou a užitkovou vodou z Föhrenwaldu na severním okraji obce Bernhardsthalu, pokud tyto stavby (vedlejší zařízení) se zřídí na rakouském území a půdě nebo se tohoto území a půdy budou dotýkat, během půlroční lhůty po předložení náležitě doložené žádosti jmenované obce a to za následujících podmínek :

- a) Koncese uděli se neodvolatelně a časově neobmezeně.
- b) Podniku přizná se od Rakouské vlády právo vyvlastňovací.
- c) Rakouská vláda nezatíží nizádnými daněmi ani jinakými dávkami hmoty a náradí nutné pro vybudování, udržování a provoz vodovodu, pokud týž ležetí bude na rakouském území.
- d) Rakouská vláda dovolí orgánům podniku volně vkročovati na rakouské území a půdu za účelem provádění předběžných prací, dále za účelem výstavby, udržování, obsluhy a dozoru na zařízení.
- e) Stavbu jest dokončiti během lhůty 6ti let po udělení právoplatné koncese.

Článek 2.

Ceskoslovenské vládě přiznává se v případě válečné zápletky hrozící československé republice s kterýmkoliv z jejích sousedních států, právo vojensky obsaditi na dobu nezbytně nutnou vodárnu, jež ve Föhrenwaldě má se vystavěti jakož i vodovod odtud do Břeclavy vedoucí, pokud tato zařízení budou ležeti na rakouské půdě.

Ceskoslovenská vojenská zajištění nesmějí však býti posunuta přes jižní okraj Föhrenwaldu. Toto vojenské opatření nutno oznámiti před jeho provedením rakouské vládě.

VI.

POHRANIČNÍ STYK MEZI TROJÚHELNÍKEM MORAVSKO-DYJSKÝM A RAKOUSKÝM ÚZEMÍMS NÍM HRANIČÍCÍM.

Článek 1.

PROSTOROVÝ A ČASOVÝ OBVOD PLATNOSTI.

I. Moravsko-dyjským trojúhelníkem ve smyslu této dohody rozuměti dlužno území příslušející k Československému státu, jež jest ohraničeno na jihu a západě Dyjí od jejího ústí až k bodu, kde

die Thaya von ihrer Mündung bis zum Schnittpunkt mit der früheren von der Thaya zur March verlaufenden Verwaltungsgrenze zwischen Niederösterreich und Mähren, im Norden durch die erwähnte Verwaltungsgrenze und im Osten durch die March von ihrem Schnittpunkte mit der genannten Verwaltungsgrenze bis zur Mündung der Thaya in die March begrenzt ist.

2. Die Bestimmungen dieses Abschnittes verfolgen den Zweck, den Interessenten in den an das March-Thaya-Dreieck angrenzenden österreichischen politischen Bezirken Mistelbach und Gänserndorf den seit unvordenklichen Zeiten unentbehrlichen Bezug der land- und forstwirtschaftlichen Erzeugnisse aus dem March-Thaya-Dreieck auf immerwährende Zeiten zu sichern.

Artikel 2.

WARENVERKEHR.

1. Natürlicher Dünger, Grün- und Rauhfutter (Futterkräuter, Heu, Stroh, Häckerling), Waldstreu, Moos, Binsen, Brennholz, Bau- und Nutzholz, Wildpret und Fische, sofern diese Gegenstände aus dem March-Thaya-Dreieck stammen und in die österreichischen politischen Bezirke Mistelbach und Gänserndorf in Traglasten oder im Axverkehr eingebracht werden, bleiben in beiden Staaten zollfrei.

2. Dasselbe gilt für die zum land- und forstwirtschaftlichen Anbau im March-Thaya-Dreieck erforderliche Aussaat und die zu demselben Zwecke erforderlichen natürlichen und künstlichen Düngmittel bei ihrer Einbringung in das bezeichnete Gebiet.

3. Säcke und andere Umschliessungen, in denen die obengenannten Waren aus dem einen der hier in Betracht kommenden Grenzgebiete in das andere Grenzgebiet verbracht werden und die von dort leer auf dem nämlichen Wege zurückgeführt werden, bleiben beiderseits zollfrei.

Artikel 3.

VIEHVERKEHR.

Vieh, das auf die Weide nach dem March-Thaya-Dreieck getrieben wird, oder von dort zurückkommt, bleibt beiderseits zollfrei, wenn die Identität sichergestellt ist. Ebenso zollfrei dürfen die Erzeugnisse von solchem Vieh, wie Milch, Butter, Käse, Wolle und das in der Zwischenzeit zugewachsene Jungvieh in einer der Stückzahl des Viehs und der Weidezeit angemessenen Menge zurückgeführt werden.

Artikel 4.

PERSONENVERKEHR.

Grenzbewohner und Arbeiter, die im March-Thaya-Dreieck land- und forstwirtschaftliche Arbeiten zu verrichten haben, können bei Beobachtung der zur Zollsicherung getroffenen behördlichen Anordnungen die Zollgrenze ungehindert auch auf Nebenwegen überschreiten und die zur Arbeit erforderlichen Tiere, Fahrzeuge und Geräte, sowie den Tagesbedarf an Nahrungs- und Futtermitteln sowie an Getränken auch auf Nebenwegen zoll- und abgabefrei über die Grenze hin und zurück bringen. Den oben bezeichneten Grenzbewohnern und Arbeitern wird der Grenzübergang in das March-Thaya-Dreieck und die Rückkehr in das österreichische Grenzgebiet gegen Vorweisung der im kleinen Grenzverkehr vorgesehenen Grenzübertrittsscheine gestattet.

se protíná s dřívější správní hranicí mezi Dolními Rakousy a Moravou, běžící od Dyje k Moravě, na severu zmíněnou správní hranicí a na východě Moravou od bodu, kde se tato protíná se jmenovanou správní hranicí, až k ústí Dyje do Moravy.

2. Ustanovení tohoto oddílu mají za účel zajistiti na všechny časy zájemníkům v rakouských politických okresích Mistelbachu a Gänserndorfu, hraničících s trojúhelníkem moravsko-dýjským, od nepamětných dob nepostrádatelný odběr polních a lesních plodin z trojúhelníku moravsko-dýjského.

Článek 2.

PŘEPRAVA ZBOŽÍ.

1. Přírodní hnojiva, zelená a syrová píce (pícniny, seno, sláma, řezanka), lesní stelivo, mech, sití, palivové, stavební a užitkové dříví, zvěřina a ryby zůstávají v obou státech osvobozena od cla, pokud tyto předměty pocházejí z moravsko-dýjského trojúhelníku a dopravují se do rakouských politických okresů Mistelbachu a Gänserndorfu jako nesená břemena nebo po nápravě.

2. Totéž platí pro osivo potřebné k polnímu a lesnímu zásevu v moravsko-dýjském trojúhelníku a pro přírodní a umělé hnojivo potřebné k témuž účelu při jich dovozu do naznačeného území.

3. Pytle a jiné obaly, ve kterých se dopravují nahoře uvedené předměty z jednoho zde v úvahu přicházejícího pohraničního území do druhého pohraničního území a jež se prázdné dopravují odtud zpět toutéž cestou, jsou v obou státech osvobozeny od cla.

Článek 3.

PŘEPRAVA DOBYTKA.

Dobytka, který se vyhání na pastvu do moravsko-dýjského trojúhelníku, anebo odtud se vrací, jest v obou státech osvobozena od cla, je-li totožnost zajištěna. Rovněž tak smí být bez cla zpět dopravován výrobky pocházející od tohoto dobytka, jako mléko, máslo, sýr, vlna a mladý dobytek, přibýlý v mezidobí, v množství přiměřeném počtu dobytka a délce doby pastevní.

Článek 4.

PŘECHOD OSOB.

Pohraniční obyvatelé a dělníci, kteří mají vykonávati polní a lesní práce v moravsko-dýjském trojúhelníku, mohou zachovávajíce úřední nařízení vydaná k ochraně celního důchodku-volně překročovati celní hranici též po vedlejších cestách a bráti s sebou tam a zpět zvířata potřebná k práci, vozidla a náradí, jakož i denní spotřebu potravin a krmiva jakož i nápojů také po vedlejších cestách bez cla a dávek. Pohraničním obyvatelům a dělníkům nahoře naznačeným dovoluje se přechod hranice do moravsko-dýjského trojúhelníku a návrat do rakouského pohraničního území na průkaz osvědčení k překročení hranic, zavedených pro malý pohraniční styk.

Artikel 5.

NEBENWEGVERKEHR, KONTROLLEN.

1. Die in den Artikeln 2 und 3 angeführten Transporte sind auch auf Nebenwegen zulässig.
2. Die vertragschliessenden Teile sind berechtigt für den in diesem Abkommen geregelten Verkehr zweckentsprechende im kleinen Grenzverkehr übliche Massnahmen, zu treffen, die sich aus Rücksichten der öffentlichen Gesundheitspflege und der Veterinärpolizei, sowie der Zoll- und Abgabenkontrolle als notwendig erweisen. Ueber die allenfalls notwendig werdende Ursprungskontrolle für die aus dem March-Thaya-Dreieck auszuführenden, unter dieses Abkommen fallenden Gegenstände, die möglichst einfach und kostenfrei zu gestalten sein wird, werden sich die beiderseitigen Zollverwaltungen verständigen.

*Artikel 6.*EINFUHR- UND AUSFUHRVERBOTE, EINFUHR- UND AUSFUHRABGABEN,
ABLIEFERUNGSVERPFLICHTUNGEN.

1. Die vertragschliessenden Teile verpflichten sich, den gegenseitigen Verkehr der im Eingang dieses Abkommens genannten Gebiete mit den in den Artikeln 2 bis 4 angeführten Gegenständen durch keinerlei Einfuhr- oder Ausfuhrverbote oder Abgaben anlässlich der Einfuhr oder Ausfuhr oder durch Ablieferungsverpflichtungen für öffentliche Zwecke zu hemmen; Ein- und Ausfuhrbewilligungen werden nicht verlangt werden.
2. Die jährliche Menge des Brenn-, Bau- und Nutzholzes beziffert sich bei Brennholz auf 9000 und bei Bau- und Nutzholz auf 6000 Festmeter, das aus dem March-Thaya-Dreieck im Verkehr nach diesem Abkommen freizulassen ist. Ueber die auszuübende Mengenkontrolle werden sich die beiderseitigen Zollverwaltungen einigen.

Artikel 7.

SCHLUSSBESTIMMUNGEN.

1. Die vorliegenden Abmachungen werden unter dem Titel von Grenzverkehrsbegünstigungen getroffen.
2. Sollten spätere Abkommen zwischen den vertragschliessenden Teilen weitergehende Erleichterungen für den Grenzverkehr enthalten, so sollen diese sinngemäß auch auf den Verkehr zwischen den im Eingang dieses Abkommens bezeichneten Gebieten Anwendung finden.

VII.

BESTIMMUNG DER DURCH DEN WASSERWEG DER THAYA UND DER
MARCH BEZEICHNETEN STAATSGRENZE.

1. Die Grenzlinie hat den « déplacements éventuels » (Artikel 30 des Staatsvertrages von St. Germain) des Wasserlaufes zu folgen.
2. Die beiden Regierungen erklären übereinstimmend, dass sie unter der Bezeichnung « déplacements » nur durch natürliche Vorgänge oder durch Vereinbarungen beider Nachbarstaaten bewirkte Veränderungen des Wasserlaufes verstehen.

*Článek 5.***PŘEPRAVA PO VEDLEJŠÍCH CESTÁCH, KONTROLY.**

1. Přeprava uvedená ve článcích 2. a 3. dovoluje se též po vedlejších cestách.
2. Smluvní strany jsou oprávněny učiniti pro styk upravený touto dohodou účelná, v malém pohraničním styku obvyklá opatření, jež by se prokázala nutnými z ohledů na veřejné zdravotnictví a veterinární policii jakož i celní a dávkovou kontrolu. Celní správy obou stran dohodnou se o kontrole, jež by byla snad potřebna co do původu předmětů vyvážených z moravsko-dyjského trojúhelníku a spadajících pod ustanovení této úmluvy; tuto kontrolu dlužno vybudovati co nejjednodušji a bez výloh.

*Článek 6.***ZÁKAZY DOVOZU A VÝVOZU, DOVOZNÍ A VÝVOZNÍ DÁVKY, DODACÍ POVINNOSTI.**

1. Smluvní strany se zavazují, že nebudou stěžovati vzájemný styk území jmenovaných na počátku této dohody ohledně předmětů uvedených ve článcích 2. a 4. žádnými dovozními nebo vývozními zákazy nebo dávkami při dovozu nebo vývozu nebo povinností dodávek pro veřejné účele; dovozních a vývozních povolení nebude požadováno.

2. Roční množství palivového, stavebního a užitkového dříví obnáší u palivového dříví 9.000 a u stavebního a užitkového dříví 6.000 pevných metrů; toto dříví jest uvolniti z moravsko-dyjského trojúhelníku ve styku podle této dohody. O provádění kontroly ohledně množství shodnou se celní správy obou stran.

*Článek 7.***ZÁVĚREČNÁ USTANOVENÍ.**

1. Tato ujednání smluvena byla z titulu výhod v pohraničním styku.
2. Kdyby pozdější dohody mezi smluvními stranami obsahovaly širší úlevy pro pohraniční styk, dlužno je poskytnouti obdobně také pro styk mezi územími naznačenými na počátku této dohody.

VII.**URČENÍ STÁTNÍ HRANICE VYZNAČENÉ ŘÍČNÍM KORYTEM DYJE A MORAVY.**

1. Hraniční čára má sledovati « déplacements éventuels » eventuelní posuny koryta říčního (čl. 30. státní smlouvy St. Germainské).
2. Obě vlády prohlašují souhlasně, že rozumějí pod označením « déplacements » jen změny říčního koryta nastalé přírodními zjevy nebo dle vzájemné dohody obou sousedních států.

VIII.

ART DER REGELUNG VON FRAGEN RECHTLICHER NATUR.

Die beiden Regierungen sind darüber einig, dass sie die durch die Festsetzung der Grenzlinie auftauchenden und mit ihr zusammenhängenden Fragen rechtlicher Natur direkt unter sich im Sinne der Entscheidung der Botschafterkonferenz vom 30. Oktober 1920 regeln werden.

Es herrscht weiters Einverständnis, dass diese Fragen zwecks technischer Vereinfachung auf möglichst einfachem Wege auf Grund einer gesetzlichen Ermächtigung der Regierungen durch diese gelöst werden sollen.

IX.

BESTREITUNG UND AUFTEILUNG DER AUSGABEN DES ÖSTERREICHISCH-
TSCHECHOSLOWAKISCHEN GRENZREGELUNGSAUSSCHUSSES.

a) Ausgaben der nichtinteressierten Mächte.

1. Zulagen des Personals der Delegationen der nicht interessierten Mächte und des Personals des Büros.
2. Transportauslagen ausserhalb des Gebietes der beiden beteiligten Mächte (innerhalb dieser Gebiete sind alle Transporte frei).
3. Amortisationsquoten für das Material, das den nicht interessierten Delegationen von ihren Regierungen beigestellt wurde.

Die Art der Rückvergütung dieser Ausgaben ist durch die Note der Botschafterkonferenz vom 22. Juli 1920 geregelt.

Es wurde festgesetzt, dass die Delegationen der nicht interessierten Mächte keinerlei sonstige Ausgaben bestreiten. Sollte in unvorhergesehenen Ausnahmsfällen eine dieser Delegationen genötigt sein, irgend eine Auslage in Barem zu bestreiten, so ist diese sogleich direkt durch die Delegation derjenigen der beteiligten Mächte zu ersetzen, auf deren Boden diese Ausgabe gemacht worden ist.

b) Ausgaben der beteiligten Mächte, die die nicht interessierten Delegationen und das Büro des Ausschusses betreffen.

Alle Kosten, die nicht ausdrücklich unter a) genannt sind, also Wohnungen, Kanzleien, Transporte (zum Beispiel Benzin und Öl für die Autos, nötige Reparaturen, soweit sie nicht den tatsächlichen Wert erhöhen und daher in der Amortisationsquote berücksichtigt werden können) und so weiter, werden von der Regierung derjenigen beteiligten Macht bezahlt, auf deren Gebiet sich zur gegebenen Zeit der Sitz des Ausschusses befindet.

Diese Ausgaben werden im direkten Einvernehmen der beiden beteiligten Regierungen (Delegationen) halbiert und abgerechnet; sie werden nur in solchen besonderen Fällen im Wege des Ausschusses an die Botschafterkonferenz geleitet, wenn Zweifel oder Verschiedenheit der Auffassung eine Entscheidung erfordern.

c) Ausgaben der beteiligten Mächte, die die Geländearbeiten betreffen.

Alle diese Ausgaben, insbesondere die Kosten der Grenzpfölze und Steine und ihres Transportes, die Kosten der Handlanger, die vorübergehend an Ort und Stelle aufgenommen werden, die Kosten der Karten und Pläne einschliesslich ihrer Berichtigung im Gelände werden direkt zwischen den beiden beteiligten Regierungen (Delegationen) halbiert und abgerechnet. Über diese und die unter b) genannten Auslagen wird jede beteiligte Regierung der anderen die ausführlichen Aufstellungen übermitteln, und die Detailbelege zur Kontrolle zur Verfügung stellen.

Über Einzelheiten, wie Kanzlei-, Porto- und ähnliche Auslagen bei den an der Grenze arbeitenden Unterabteilungen werden sich die beiderseitigen Delegationsleiter im kurzen Wege einigen.

VIII.

ZPŮSOB ÚPRAVY OTÁZEK PRÁVNÍ POVAHY.

Obě vlády se shodují v tom, že upraví otázky právní povahy, naskytající se následkem stanovení hraniční čáry a s touto související, přímo mezi sebou ve smyslu rozhodnutí konference velvyslanců ze dne 30. X. 1920.

Dohodly se dále na tom, že tyto otázky mají být za účelem technického zjednodušení řešeny pokud možno jednoduchým způsobem vládami na základě jich zákonného zmocnění.

IX.

ÚHRADA A ROZDĚLENÍ NÁKLADŮ RAKOUSKO-ČESKOSLOVENSKÉHO VÝBORU PRO ÚPRAVU HRANIC.

a) *Náklady neinteresovaných států.*

1. Přídavky personálu delegací neinteresovaných mocí a personálu kanceláří.
2. Dopravní výlohy mimo území obou súčastných mocí (uvnitř těchto území jsou všechny transporty volny).
3. Uměrovací kvoty za materiál, který byl dodán neinteresovaným delegacím od jejich vlád.

Způsob náhrady těchto výloh jest upraven notou konference velvyslanců ze dne 22. VII. 1922.

Byla stanoveno, že delegace neinteresovaných mocí nijakých jiných výdajů nehradí. Byla-li by v nepředvídaných výminečných případech některá z těchto delegací nucena platiti hotově nějakou výlohu, musí tuto ihned přímo nahraditi delegace oné súčastně moci, na jejíž půdě byla tato výloha učiněna.

b) *Výlohy súčastných mocí, které se týkají neinteresovaných delegací a kanceláře komise (výboru).*

Veškeré náklady, které nejsou jmenovány výslově pod a), tedy byty, kanceláře, transporty (na příklad benzinu a oleje pro automobily, potřebné opravy, pokud nezvyšují skutečnou cenu, na něž tudíž může být vzat žřetel při amortisační kvotě) a tak dále, budou placeny od vlád oněch súčastných mocí, na jichž území sídlí v danou dobu dohodová komise.

Tyto výdaje budou v přímé shodě obou súčastných vlád (delegací) rozděleny na polovici a vyúčtovány; budou předkládány jen v takových zvláštních případech prostřednictvím dohodové konference velvyslanců, když pochybnosti nebo různost pojímání budou vyžadovati rozhodnutí.

c) *Vydání súčastných mocí spojená s pracemi v terénu.*

Veškerá tato vydání, zvláště výlohy za hraniční kolíky, hraniční kameny a jich dovoz; platy nádenníkům, kteří přechodně na místě samém budou najati, výlohy za mapy a plány včetně jich oprav venku v terénu budou rozvržena přímo na obě súčastné vlády rovným dílem a vyúčtována. O těchto jakož i o výdajích uvedených pod b) budou si súčastně vlády navzájem doručovati pořobné seznamy a zároveň poskytovati detailní doklady za účelem kontroly.

(O jednotlivostech jako na příklad: o výdajích za kanceláře, porta a podobných vydáních u pořobníků pracujících na hranici, dohodnou se krátkou cestou předsedové obou delegací.)

d) Ausgaben, die einseitig von jeder der beteiligten Regierungen zu tragen sind.

Hieher gehören alle Auslagen für die eigene Delegation einschliesslich Kanzleiauslagen, Telegraphen- und Telephonauslagen inbegriffen, die Bezüge der technischen Organe und ihrer ständigen Hilfstechniker an der Grenze, wobei das unter *c)* angeführte Handlangerpersonal ausgenommen bleibt.

(Die Beistellung der nötigen Kanzleilokalitäten erfolgt ohne Vergütung.)

X.

AUSSCHALTUNG VON REVISIONSBEGEHREN AN DER ALten VERWALTUNGSGRENZE.

1. Beide Staaten verpflichten sich an keinem Teile der alten Verwaltungsgrenze deren einseitige Änderung durch das Mittel der Revision (Artikel 29 des Staatsvertrages von Saint-Germain) vor dem internationalen Grenzregelungsausschuss anzustreben.

2. Hiebei wird vorausgesetzt, dass beide Teile sich bemühen werden, geringfügige Grenzänderungen im rein örtlichen Interesse durch entsprechende Vereinbarungen zu erleichtern.

Dieses Uebereinkommen wird ratifiziert werden und die Ratifizierungsurkunden sollen sobald als möglich in Prag ausgetauscht und sodann beim Sekretariat des Völkerbundes zur Registrierung eingereicht werden. Das Uebereinkommen tritt mit der Registrierung in Kraft.

Der Vertrag wird in zwei Partien, und zwar je in tschechoslowakischer und deutscher Sprache ausgefertigt.

Beide Texte sind authentisch. Der ratifizierte Vertrag wird von beiden Staaten in ihrer offiziellen Gesetzesammlung in beiden authentischen Texten verlautbart werden.

Geschrieben zu Prag, am zehnten März eintausend neunhunderteinundzwanzig.

Für die Republik Österreich :

Dr. ROBERT DAVY.

Für die tschechoslowakische Republik :

Ing. VÁCLAV ROUBÍK.

SCHLUSSPROTOKOLL.

Anlässlich der Unterzeichnung des vorliegenden Uebereinkommens haben die gefertigten Bevollmächtigten vereinbart :

1. Beide Teile kommen dahin überein, dass unter den Worten « nach Massgabe der bestehenden gesetzlichen Bestimmungen » im Abschnitte I, Artikel 2, Absatz 1, und im Abschnitte V die Bezugnahme auf die kaiserliche Verordnung vom 16. Oktober 1914 R.G.Bl. Nr. 284 ausgedrückt sein will, womit die Vornahme einer Kollaudierung von selbst ausgeschlossen erscheint.

2. Beide Teile kommen dahin überein, dass die Bestimmungen des Abschnittes III (Grenzverkehr zwischen dem Feldsberger Gebiet und dem österreichischen Hinterlande) mit der Unterfertigung des Schlussprotokolles durch interne Erlässe beider Regierungen an die Unterbehörden *tatsächlich* in Kraft zu setzen und in der gleichen Form auch als sinngemäss für die ganze übrige Grenzstrecke anwendbar zu erklären sind.

Das Vorstehende hat auch von den Bestimmungen des Abschnittes IV zu gelten.

d) Výlohy, které musí hraditi zvlášt každá ze súčastných vlád :

Sem patří veškeré vydání na vlastní delegaci včetně kancelářských, telegrafních a telefonních výloh, dále též požitků technických orgánů a jich stálých výpomocných techniků na hranici, při čemž nádenický personál pod *c)* uvedený zůstává vyjmut.

(Poskytnutí nutných kancelářských místností děje se bez náhrady.)

X.

VYLOUČENÍ ŽÁDOSTÍ O REVISI STARÉ SPRÁVNÍ HRANICE.

1. Oba státy se zavazují, že se nebudou dožadovati u mezinárodní rozhraničovací komise na žádné části staré správní hranice jednostranné její změny prostřednictvím revíze (článek 29. státní smlouvy St. Germainské).

2. Při tom se předpokládá, že obě strany se vynasnaží, aby ulehčily nepatrné změny hranic v čistě místním zájmu případnými dohodami.

Tato dohoda bude ratifikována a ratifikační listiny mají být co nejdříve v Praze vyměněny, načež budou předloženy sekretariátu Svazu národů k registrování.

Dohodnutí nabude platnosti provedením registrace. Smlouva se vyhotovuje po dvou stejných kopisech a sice jak v řeči československé, tak v řeči německé.

Oba texty jsou autentické. Ratifikovaná smlouva bude uveřejněna oběma státy v jich úřední sbírce zákonů v obou autentických textech.

Sepsáno a podepsáno v Praze, dne 10. března jeden tisíc devětset dvacet jedna.

Za republiku Rakouskou : 
Dr. ROBERT DAVY v. r.

Za republiku Československou : 
Ing. V. ROUBÍK v. r.

ZÁVĚREČNÝ PROTOKOL.

U příležitosti podepsání předmětné dohody, shodli se podepsaní splnomocnenci :

1. Obě strany se shodují v tom, že slovy « ve smyslu platných zákoných ustanovení » v oddílu I článku 2, odstavci 1, a oddílu V, má být vyjádřen poukaz na císařské nařízení ze dne 16. října 1914 č. 284 ř. z., čímž jest vyloučeno samo sebou provedení jakékoliv kolaudace.

2. Obě strany se shodují v tom, že ustanovení oddílu III (pohraniční styk mezi územím Valčickým a Rakouským zázemím) mají být současně s podepsáním závěrečného protokolu uvedeny skutečně v platnost tím, že obě vlády vydají interní výnosy na podřízené úřady a že v téže formě bude prohlášeno, že možno jich též obdobně použít pro celou ostatní hranici.

Předchozí úmluva má platiti též o ustanoveních oddílu IV.

3. Sektionschef Ing. Roubík verlangt und Sektionschef Davy erklärt sich damit einverstanden, dass das Abkommen über den Grenzverkehr zwischen dem March-Thaya-Dreieck und dem daran angrenzenden österreichischen Gebiet :

- a) nicht in Kraft zu treten hätte, falls die österreichische Regierung nicht bis zum 31. März 1921 bindend erklären sollte, dass sie in formaler Hinsicht bereit ist, eine unwiderrufliche und zeitlich unbeschränkte Konzession zur Herstellung der Wasserleitungsanlage für die Stadtgemeinde Břeclava (Lundenburg (im Föhrenwalde) Gemeinde Bernhardstal) zu erteilen und
- b) dass dieses Abkommen ausser Kraft zu treten hätte für den Fall, als die Konzession zur Herstellung dieser Wasserleitungsgabe innerhalb der in Artikel I des Abschnittes V bezeichneten Frist nicht erteilt würde.

4. Die beiden Regierungen erklären sich bereit, zur Verwirklichung des Abschnittes VIII bei ihren gesetzgebenden Körperschaften die gesetzliche Regelung der Materie zu veranlassen.

5. Zu Abschnitt IXa I erklärt der österreichische Bevollmächtigte und nimmt der tschechoslowakische Bevollmächtigte zur Kenntnis, dass der vom österreichischen Delegierten im internationalen Grenzreglungsausschuss gestellte Antrag, wonach die hier in Betracht kommenden Auslagen im Sinne der «Instruction» Abschnitt II, Unterabchnitt F, Punkt 2, Absatz 3, Satz 2, von den betreffenden nicht interessierten Regierungen vorschussweise bestritten werden mögen, seine Rechtfertigung in den besonderen Verhältnissen findet.

6. Insoweit sich aus den einzelnen Abschnitten des getroffenen Uebereinkommens die Notwendigkeit ergibt, zur Verwirklichung der beiderseits übernommenen Verpflichtungen im internationalen Grenzreglungsausschusse übereinstimmende Anträge zu stellen und dafür zu stimmen, werden die beiderseitigen Regierungen ihre Delegierten beauftragen, in diesem Sinne vorzugehen.

Diese Bestimmung wird mit der Fertigung des Schlussprotokolles wirksam.

Dieses Schlussprotokoll bildet einen integrierenden Bestandteil des Uebereinkommens und bedarf keiner besonderen Ratifikation.

PRAG, am 10. März 1921.

Für die Republik Österreich :

Dr. ROBERT DAVY.

Für die tschechoslowakische Republik :

Ing. VÁCLAV ROUBÍK.

3. Odborový přednosta inženýr Roubík žádá a odborový přednosta Dr. Davy souhlasí s tím, aby dohoda o pohraničním styku mezi moravsko-dyjským rohem a k němu přiléhajícím rakouským územím :

- a) nevešla v platnost v případě, když by rakouská vláda do 31. března 1921 závazně neprohlásila, že po formální stránce jest ochotna uděliti neodvolatelnou a časově neomezenou koncesi k vybudování vodovodu v lese « Föhrenwald » obec Bernhardsthal pro městskou obec Břeclavu (Lundenburg) ;
- b) aby tato úmluva pozbyla platnosti v případě, když by koncese k vybudování tohoto vodovodu během lhůty vyznačené ve článku I, oddíle V. nebyla udělena.

4. Obě vlády projevují ochotu, postarat se za účelem uskutečnění odstavce VIII. u svých zákonodár ných sborů o zákonnou úpravu této látky.

5. K oddílu IX a) i prohlašuje rakouský splnomocněc a československý splnomocněc běre na vědomí, že návrh učiněný od rakouských zástupců v mezinárodním rozhraničovacím výboru, dleněhož náklady zde v úvahu přicházející mají býti ve smyslu « Instruction » (oddíl II, pododdíl F, bod 2, odstavec 3, věta 2) hrazeny od těch kterých nestúcastněných vlád ve formě záloh, jest ospravedlněn mimořádnými poměry.

6. Pokud se dle jednotlivých oddílů docílené dohody bude jevit nutnost aby k uskutečnění oboustranně převzatých závazků byly v mezinárodním rozhraničovacím výboru činěny souhlasné návrhy a pro ně bylo hlasováno, poukáži vlády obou stran své delegáty, aby v smyslu tomto jednali.

Toto ustanovení nabude působnosti podepsáním závěrečného protokolu.

Tento závěrečný protokol tvoří podstatnou součást dohody a nepotřebuje žádné zvláštní ratifikace.

V PRAZE, dne 10. března 1921.

Za republiku Rakouskou :

Dr. ROBERT DAVY v. r.

Za republiku Československou :

Ing. V. ROUBÍK v. r.

Copie certifiée conforme :

JAN OPOČENSKÝ,

*Chef des Archives du Ministère des Affaires étrangères
de la République Tchécoslovaque.*

¹ TRADUCTION.

No. 267. — CONVENTION ENTRE LA RÉPUBLIQUE AUTRICHIENNE ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE RELATIVE A LA LIGNE-FRONTIÈRE AUSTRO-TCHÉCOSLOVAQUE ET AUX QUESTIONS CONNEXES, SIGNÉE A PRAGUE LE 10 MARS 1921.

Les Gouvernements de la RÉPUBLIQUE AUTRICHIENNE et de la RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE, animés du désir de faciliter, par la conclusion d'une Convention, le tracé définitif de la frontière des Etats autrichien et tchécoslovaque et de hâter en même temps le règlement des diverses questions qui en dépendent, ont désigné comme plénipotentiaires :

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE AUTRICHIENNE :

le Dr Robert DAVY, chef de section au Ministère Fédéral de l'Intérieur et de l'Instruction publique ;

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

L'Ingénieur Václav ROBÍK, chef de section au Ministère des Travaux publics ; qui, après avoir examiné réciproquement leurs pleins pouvoirs et les avoir trouvés en bonne et due forme, ont convenu de ce qui suit :

I.

UTILISATION DES FORCES HYDRAULIQUES DE LA RIVIÈRE THAYA SUR LE PARCOURS QUI S'ÉTEND DEPUIS LE COMMENCEMENT DE LA FRONTIÈRE COMMUNE A CIZOW (ZAISA) JUSQU'A L'EXTRÉMITÉ DE CETTE FRONTIÈRE A PODMOL (BAUMÖL).

Article 1.

1. Le Gouvernement autrichien consent à exploiter, conjointement avec la République tchécoslovaque, par l'intermédiaire d'une entreprise dont la constitution est demandée par la République tchécoslovaque, toutes les forces hydrauliques de la rivière Thaya, sur le parcours frontière de Cizov (Zaisa) jusqu'à Podmol (Baumöl).

2. Il sera procédé à cette installation par la construction d'ouvrages, en partie sur le territoire autrichien et en partie sur le territoire tchécoslovaque.

Article 2.

En ce qui concerne les installations et dépendances, dans la mesure où elles seront édifiées sur le territoire et le sol autrichiens, ou toucheront au dit sol ou territoire, le Gouvernement autri-

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

TRANSLATION.¹

N^o. 267. — CONVENTION BETWEEN THE AUSTRIAN AND CZECHOSLOVAK REPUBLICS CONCERNING THE DELIMITATION OF THE FRONTIER BETWEEN AUSTRIA AND CZECHOSLOVAKIA AND VARIOUS QUESTIONS CONNECTED THEREWITH, SIGNED AT PRAGUE MARCH 10, 1921.

The Governments of the AUSTRIAN and CZECHOSLOVAK REPUBLICS, being desirous, by the conclusion of an agreement, of facilitating the final determination of the frontiers between the Austrian and Czechoslovak States and of hastening the solution of various questions connected therewith, have appointed as their plenipotentiaries :

FOR THE GOVERNMENT OF THE AUSTRIAN REPUBLIC :

Dr. Robert DAVY, Head of a Department in the Federal Ministry for Home Affairs and Instruction ;

FOR THE GOVERNMENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

M. Vaclav ROUBIK, Engineer, and Head of a Department in the Ministry of Public Works, who, after having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

I.

UTILISATION OF THE WATER-POWER OF THE RIVER THAYA IN THE AREA EXTENDING FROM THE BEGINNING OF THE COMMON FRONTIER NEAR CIZOW(ZAISA) TO THE END OF THAT FRONTIER NEAR PODMOL(BAUMÖL).

Article 1.

1. The Austrian Government agrees that the whole water-power of the River Thaya in the section of the frontier from Cizow(Zaisa) to Podmol(Baumöl) shall be exploited as a single undertaking by an enterprise to be promoted by the Czechoslovak Republic.

2. The exploitation of this water-power will involve the erection of structures standing partly on Austrian and partly on Czechoslovak territory.

Article 2.

As regards the works and secondary structures built on Austrian soil and territory, or in contact with that soil and territory, the Austrian Government undertakes to grant a valid concession, in

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

chien prend l'engagement d'accorder, conformément aux dispositions légales en vigueur, une concession régulière pour la construction et l'exploitation des dites installations, au plus tard dans un délai de six mois à dater de la remise et de l'examen de la requête y afférente ; cet engagement est pris sous les réserves suivantes :

a) La concession n'est pas soumise à une limite de temps et est accordée à titre irrévocable ;

b) Le droit d'expropriation est reconnu à l'entreprise par le Gouvernement autrichien ;

c) Dans la mesure où les installations se trouveront sur son territoire, le Gouvernement autrichien ne frappera d'aucun impôt ni d'aucune taxe locale les matériaux et fournitures nécessaires à la construction, l'entretien et l'exploitation de l'ensemble des dites installations, non plus que l'entreprise elle-même ;

d) Les installations de barrage et de force hydraulique devront être construites et exploitées de façon à tenir compte des exigences de la sécurité publique.

Dans l'exploitation des dites installations et pour le barrage de la vallée, à Frain, les intérêts agricoles, dans le bassin de la Thaya en aval de Znaim, seront pris en considération dans la mesure convenable, sur le territoire des deux Etats, en vue d'obtenir toute l'amélioration possible ;

e) Le libre accès du territoire et du sol autrichiens sera accordé par le gouvernement aux agents de l'entreprise en vue des études préliminaires et en vue de l'établissement, de l'entretien et du service des installations. Cette autorisation, en ce qui concerne les études préliminaires, sera accordée dès la ratification de la convention conclue entre les deux gouvernements ;

f) La République tchécoslovaque imposera à l'entreprise l'obligation d'indemniser complètement le propriétaire du barrage inférieur de Hardegger des dommages résultant pour lui des travaux barrant, en amont, la vallée à Podmol (Baumöl) ;

g) L'entreprise aura la responsabilité des dommages résultant des vices de construction ou défauts d'entretien des installations qui lui seraient imputables ; un tribunal arbitral sera appelé à trancher tous conflits éventuels ; chacun des deux Etats désignera un arbitre et les deux Etats désigneront conjointement un troisième arbitre.

Article 3.

Dans le cas où les installations dans la zone frontière devraient subir des modifications importantes, qui, aux termes de la législation de l'un ou de l'autre Etat, exigeraient l'acquiescement préalable des autorités, celles-ci devront observer les mêmes principes que pour l'octroi de la concession.

Article 4.

Le gouvernement tchécoslovaque impose à l'entreprise l'obligation de livrer, après l'édification et la mise en marche de l'ensemble de l'installation sur le parcours Freistein-Znaim et sur demande du Ministère fédéral du Commerce, de l'Industrie et des Travaux publics, 6 millions de kilowatt-heure par an à un prix fixé (prix de revient augmenté d'un bénéfice modéré) aux intéressés de Basse-Autriche résidant à la frontière, près de l'une des installations.

Article 5.

Si, avant le 31 mars 1921, le Gouvernement autrichien ne s'est pas déclaré formellement obligé d'octroyer, une concession, à titre irrévocable et sans limite de temps, comme il a été fait pour le territoire tchécoslovaque, le dit gouvernement s'engage à faire passer sous la souveraineté de la Répu-

accordance with the provisions of the existing laws, for the construction and utilisation of the works, not later than six months after the submission of an application in due form, subject to the following conditions :

(a) The concession shall be granted for an unlimited time and shall be irrevocable.

(b) The Austrian Government shall concede to the enterprise the right of expropriation.

(c) The Austrian Government shall not impose any taxes or other duties whatsoever upon the materials and requisites for the construction, maintenance and exploitation of the whole of the works, in so far as they stand on Austrian soil, nor shall it impose such charges upon the enterprise itself.

(d) Dams and water-power installations shall be built and worked with due regard to the requirements of public safety. In the working of these installations in connection with the Frain dam, due regard shall be paid to agricultural interests in the Thaya district below Znaim within the territory of the two States so that these interests may be benefited as far as possible.

(e) Free access to Austrian soil and territory shall be granted by the Austrian Government to the agents of the enterprise with a view to the execution of preliminary operations and for the completion, upkeep and operating of the works ; as regards the preparatory work, this access should be granted immediately, and as regards other work, as soon as both Governments have given their approval to the agreement.

(f) The Czechoslovak Republic shall require the enterprise to undertake to give full compensation to the owner of the Lower Hardegger weir for the loss caused by the backwash from the Podmoler-(Baumöler) barrage.

(g) The enterprise shall be liable for damage occasioned by its negligence in the construction or maintenance of the works ; disputes shall be decided by a court of arbitration, on which the two States shall appoint one arbitrator each and a third member shall be nominated conjointly by the two States.

Article 3.

In the event of important alterations in the works within the frontier section, which, according to the laws of the one State or of the other, require the consent of the authorities, the latter shall be guided by the same principles as were taken into account when granting the concession.

Article 4.

The Czechoslovak Government shall require the enterprise, after the construction and starting of all the works in the Freistein-Znaim area, to supply, if requested to do so by the Federal Ministry for Commerce, Trade, Industry and Public Works, six million kilowatt-hours annually to the parties whose interests are concerned in Lower Austria, delivered at the frontier near one of the power-stations, at a suitable price—net cost plus a moderate profit.

Article 5.

Should the Austrian Government fail to make by March 31, 1921, a declaration finally binding upon it to the effect that in the same manner as for the Czechoslovak territory the formal method of grant of an irrevocable concession, unlimited in point of time, is chosen, the said Government

blique tchécoslovaque la portion de territoire et de sol autrichiens nécessaire à l'édification des installations, afin d'utiliser toute l'énergie hydraulique sur le parcours-frontière envisagé ; cette cession aura lieu au plus tard deux mois après que le Gouvernement tchécoslovaque aura déclaré que les travaux devront commencer et être terminés dans un délai donné. Si, dans les cinq ans qui suivront la remise de cette déclaration, les constructions n'ont pas été commencées, le territoire cédé repassera sous la souveraineté de la République autrichienne.

Les actes nécessaires à la cession seront remis par le Gouvernement autrichien dès qu'il aura été saisi de la déclaration ci-dessus mentionnée du Gouvernement tchécoslovaque.

Les plans cadastraux, nécessaires à l'exécution du transfert du dit territoire, seront remis, sur demande et dès que possible, au Conseil provincial de Moravie par le Gouvernement autrichien.

Article 6.

Les dispositions énoncées dans les articles 1 à 4 s'appliqueront également, *mutatis mutandis*, au cas de la cession du dit territoire.

Article 7.

Le Gouvernement tchécoslovaque s'engage à ne jamais amener, sous aucun prétexte, de forces militaires sur la rive méridionale de la Thaya, dans le territoire-frontière défini plus haut, et à n'édifier aucun ouvrage militaire sur cette rive de la Thaya.

Article 8.

Au cas où les dispositions de l'article 5 entreraient en vigueur, les deux gouvernements transmettront à la Commission de délimitation de la frontière leur demande de rectification de la frontière, dans le district ci-dessus mentionné du Bassin de la Thaya en y joignant le texte de l'Accord tout entier.

II.

TRACÉ DE LA FRONTIÈRE DANS LA RÉGION DE FELDSBERG.

La frontière des deux Etats, dans la région de Feldsberg, suivra le parcours ci-après : de l'ouest à l'est, d'après le plan d'orientation, à l'échelle de 1 : 25.000^e, ci-joint.

La frontière commence à la cote 660, au sud-ouest du point de rencontre de l'ancienne frontière de Moravie et de Basse-Autriche, avec la ligne Nikolsburg-Feldsberg, à l'endroit où la limite de commune rencontre cette ligne-frontière entre Drasenhofen et Steinabruñnn.

a) *Communes de Steinabruñnn et de Herrenbaumgarten (Autriche) et de Garschönthal (Tchécoslovaquie).*

La frontière suit la limite des communes mentionnées ci-dessus jusqu'à l'angle sud de la parcelle 1242 ; elle se dirige ensuite en ligne droite vers la limite nord-est de la parcelle 1281 1/2, franchit la route et se dirige en ligne droite vers un point de la conduite d'eau de Feldsberg, éloigné de 170 mètres de l'angle sud-ouest de la parcelle 1452. Elle se dirige ensuite parallèlement à la conduite d'eau et à une distance de 15 mètres vers la crête de Kallerhaide, près du réservoir principal, et atteint, à la cote 279, Kallerhaide, la voie carrossable conduisant à l'ouest. La frontière suit alors l'axe de cette voie carrossable jusqu'à sa rencontre avec la route Garschönthal-Steinabruñnn (parcelle 2669). Elle suit alors le milieu de la dite route jusqu'à l'embranchement du chemin, parcelle 2607, et se dirige ensuite vers le sud en suivant le milieu du dernier chemin mentionné. Ce chemin,

undertakes to cede the Austrian soil and territory required for the construction of the works for the exploitation of the whole of the water-power in the frontier area, to the sovereignty of the Czechoslovak Republic, at latest within two months after the Czechoslovak Government shall have declared that the work is to be begun and finished within a reasonable period. If the work of construction shall not have been begun within five years after such last-mentioned declaration, the ceded territory shall return to the sovereignty of the Austrian Republic.

All documents required in connection with the cession of the territory shall be delivered to the Austrian Government at the same time as the above-mentioned declaration of the Czechoslovak Government.

The cadastral surveys required for effecting the transfer of the territory shall be delivered with the least possible delay by the Austrian Government to the Moravian Land Commission, on the application of the latter body.

Article 6.

In case this transfer of territory should take place, the conditions already set forth in Articles 1 to 4 shall hold good in so far as they may be applicable.

Article 7.

The Czechoslovak Government undertakes not to move military forces for any reason whatever to the south bank of the Thaya — in the frontier area in question — or to cause any military defence works to be constructed on this bank of the Thaya.

Article 8.

¶ Should the provisions of Article 5 come into force, the two Governments shall request the Frontier Delimitation Commission to rectify the frontier in the afore-mentioned Thaya section, having due regard to the terms of the Agreement, taken as a whole.

II.

DELIMITATION OF THE FRONTIER NEAR FELDSBERG.

The national frontier in the Feldsberg district shall run as follows, described from west to east according to the 1/25,000 survey oleate :

It shall start from a point 660 metres to the south-west of the junction of the old provincial boundary between Moravia and Lower Austria with the Nikolsburg-Feldsberg Railway where the communal boundary between Drasenhofen and Steinabrunn crosses this provincial boundary.

a) *Communes of Steinabrunn and Herrenbaumgarten (Austria), and parish of Garschöntal (Czechoslovakia).*

The frontier shall follow the above-mentioned communal boundary to the southern corner of Lot 1242, thence in a straight line to the north-eastern border of Lot 1281/2, across the road, and thence in a straight line to a point in the Feldsberg water-main 170 metres from the south-western corner of Lot 1452. It shall then run along this water-main and 15 metres from it, till it reaches the high road leading westward, along the ridge of the Koller Heath near the chief water reservoir and near Point 279 Koller Heath. The frontier shall then run along the middle of this highroad as far as the junction of the latter with the Garschöntal-Steinabrunn road — Lot 2609 ; thence along the middle of this road to the cross-roads, Lot 2607, and thence along the middle of the last-named road towards the south (from Lot 1503, Commune of Garschöntal, onwards

qui commence à la parcelle 1503, commune de Garschönthal, conduit le long de la limite de commune Garschönthal-Steinabrunn et Garschönthal-Herrenbaumgarten, jusqu'à l'extrême sud de la limite de la commune de Garschönthal.

b) *Communes de Garschönthal et de Feldsberg (Tchécoslovaquie) et de Schrattenberg (Autriche).*

La frontière suit la limite sud-est de la commune de Garschönthal jusqu'à l'endroit où la limite, qui sépare les parcelles 5639-5640, commune de Schrattenberg, rencontre la route, parcelle 2540, commune de Garschönthal ; la frontière suit alors cette limite de parcelles jusqu'à l'angle sud-est de la parcelle 5640, puis se dirige vers l'est en suivant la limite sud des parcelles 5654 à 5660, commune de Schrattenberg, la limite ouest de la parcelle 5475, la limite sud de la parcelle 5661 jusqu'à 5665 inclus, la limite ouest de la parcelle 5666 jusqu'à 5608, puis l'axe du chemin, parcelle 7086, jusqu'à sa rencontre avec la limite nord de la parcelle 6078/1. La frontière se dirige alors le long de la limite nord des parcelles 6078/1, 6077, 6076, 6075, 6069 et 6716, traverse la route Schrattenberg-Feldsberg, parcelle 7092/2, suit la limite est de la parcelle 6660, la limite nord de la parcelle 6654, la limite est des parcelles 6654 et 6652, puis la limite nord de la parcelle 6651, jusqu'au chemin, parcelle 7009. Elle suit alors le milieu de ce chemin, le long de la lisière sud de la parcelle boisée 6674 jusqu'à sa rencontre avec la limite de commune Feldsberg-Schrattenberg ; elle continue le long de la limite sud de la parcelle 1511 et de la limite ouest de la parcelle 1510, commune de Feldsberg ; elle franchit encore deux fois la dite limite de commune, laissant les parcelles 842 et 843, commune de Schrattenberg, à l'Etat tchécoslovaque et les parcelles 1492 à 1495/2, commune de Feldsberg, à l'Etat autrichien. Elle suit alors vers l'est la limite de commune entre Feldsberg et Schrattenberg.

c) *Communes de Feldsberg (Tchécoslovaquie) et de Katzelsdorf (Autriche),*

La frontière suit d'abord la limite qui sépare ces communes, jusqu'à sa rencontre avec le chemin, parcelle 3185, commune de Katzelsdorf, puis le milieu de ce chemin, ensuite le milieu du chemin, parcelles 661, 660 ; elle traverse, en prolongeant le dernier chemin mentionné, la parcelle 1762, suit alors, en se dirigeant vers le nord, le milieu de la route Katzelsdorf-Feldsberg, jusqu'à sa rencontre avec le prolongement de la limite nord-est de la parcelle 1928, et, enfin, cette dernière ligne jusqu'à la limite sud de la parcelle 1927/1.

La frontière se dirige alors le long de la lisière sud du bois d'Elschink, parcelles 1927/1, 3128/1 et 1926 inclus, jusqu'à l'extrême sud de ce bois, puis le long de la limite sud des parcelles 1927/1 et 1924 jusqu'à la limite de la commune Katzelsdorf-Reinthal.

d) *Communes de Reintthal, Bernhardsthal (Autriche), et Unter-Themenau (Tchécoslovaquie).*

La frontière suit d'abord, en se dirigeant vers le nord, la limite ouest de la commune de Reintthal, puis le milieu du chemin, parcelle 2863, jusqu'à l'embranchement du chemin, parcelle 2864. Elle suit alors le milieu de ce chemin, jusqu'à son débouché sur la route Reintthal-Feldsberg, parcelle 2860, puis le milieu de la dite route, ensuite la lisière sud de la parcelle 1185, enfin, le milieu de la route Reintthal-Lundenburg, parcelle 2854/1, jusqu'à la limite des communes Reintthal-Unter-Themenau.

La frontière suit alors la limite sud de la commune Unter-Themenau, au delà de la cote 187-d'abord vers l'est, puis vers le nord-est. Elle franchit ainsi la ligne de chemin de fer Vienne-Lundenburg et la route Rabensburg-Unter-Themenau, pour atteindre l'angle sud de la parcelle 1455, commune de Bernhardsthal.

Elle suit la limite sud-est de la dite parcelle, jusqu'à ce qu'elle retrouve la limite de commune, qu'elle suit jusqu'à l'angle sud de la parcelle 1742, commune d'Unter-Themenau ; elle se dirige alors le long de la limite sud-est des parcelles 1742 et 1741/2, le long de la limite nord-est des dites parcelles, et, plus loin, passe entre les parcelles 1751/1 et 2 d'une part, et les parcelles 1942/2 et 1, et 1750, d'autre part (parcelles qui appartiennent toutes à la commune d'Unter-Themenau), jusqu'à ce qu'elle rencontre encore une fois la limite de commune.

La frontière suit alors la limite de commune entre Unter-Themenau et Bernhardsthal, jusqu'à sa rencontre avec la limite qui sépare les parcelles 1515 et 1516 (commune de Bernhardsthal) ; elle passe ensuite entre les parcelles 1515, 1514, 1513/1 et 2, 1512, 1511/2, 1510/2, 1497, 1503,

this road constitutes the Garschönthal-Steinabrunn and Garschönthal-Herrenbaumgarten communal boundary), as far as the southernmost point of the Commune of Garschönthal.

(b) *Communes of Garschönthal and Feldsberg (Czechoslovakia), Communes of Schrattenberg (Austria).*

The frontier shall follow the south-eastern boundary of the Communes of Garschönthal as far as the junction of the dividing-line between Lots 5639 and 5640 (commune of Schrattenberg) with the road in Lot 2540 (Commune of Garschönthal) and thence along this dividing-line to the south-eastern corner of Lot 5640; thence in an easterly direction along the southern border of Lots 5554 to 5550 (Commune of Schrattenberg), the western border of Lot 5475, the southern border of Lots 5561 to 5655 inclusive, the western border of Lots 5666 to 5668, thence along the middle of the road in Lot 7085 as far as the junction with the northern border of Lot 6078/1. The frontier shall run thence along the northern border of Lots 6078/1, 6077, 6076, 6075, 6069 and 6716; thence across the Schrattenberg-Feldsberg road (Lot 7092/2) along the eastern border of Lot 6560, the northern border of Lot 6654, the eastern border of Lots 6654 and 6652, and thence along the northern border of Lot 6651 as far as the road in Lot 7009. Thence along the middle of that road, and along the southern border of Forest Lot 6674 as far as the junction with the Feldsberg-Schrattenberg communal boundary; thence along the southern boundary of Lot 1511 and the western boundary of Lot 1510 (Commune of Feldsberg); it shall twice again cross the communal boundary referred to, thus assigning Lots 842 and 843 (Commune of Schrattenberg) to Czechoslovakia and Lots 1492 to 1495/2 (Commune of Feldsberg) to Austria. It shall then run in an easterly direction along the communal boundary between Feldsberg and Schrattenberg.

(c) *Commune of Feldsberg (Czechoslovakia), Commune of Katzelsdorf (Austria).*

The frontier shall then follow the communal boundary between the communes mentioned as far as the junction with the road in Lot 3185 — Commune of Katzelsdorf — whence it shall run along the middle of that road, and along the middle of the road in Lots 661 and 660; continuing in the direction of the last-named road, it shall cross Lot 1762, running thence in a northerly direction along the middle of the Katzelsdorf-Feldsberg road till it intersects a line prolonging the north-eastern boundary of Lot 1928, thence along the last-mentioned line as far as the southern border of Lot 1927/1.

The frontier shall then run along the southern border of the Gelschink Forest (Lot 1927/1 together with Lots 3128/1 and 1926/1) as far as its southernmost point, and thence along the southern border of Lots 1927/1 and 1924 as far as the Katzelsdorf-Reinthal communal boundary.

(d) *Communes of Reinthal and Bernhardsthal (Austria), Commune of Unter-Themenau (Czechoslovakia).*

The frontier shall first run in a northerly direction along the western boundary of the Commune of Reinthal, entering almost immediately the middle of Road Lot 2863, which it follows as far as the branching-off of Road Lot 2854. It shall then run along the middle of the last-named lot as far as the junction with the Reinthal-Feldsberg road (Lot 2860) thence along the middle of that road, then along the southern border of Lot 1185 and finally along the middle of the Reinthal-Lundenburg road (Lot 2854/1) as far as the Reinthal Unter-Themenau communal boundary.

The frontier shall then follow the southern boundary of the Commune of Unter-Themenau over Hill 187, first in an easterly and then in a north-easterly direction, thus crossing the Vienna-Lundenburg railway-line and the Rabensburg Unter-Themenau road as far as the southern corner of Lot 1455 (Commune of Bernhardsthal).

It shall then run along the south-eastern boundary of the lot just mentioned until that boundary rejoins the communal boundary, which it will then follow as far as the southern corner of Lot 1742 (Commune of Unter-Themenau), thence along the north-eastern boundary of the last-named lot, and then between Lots 1751/1 and 2 on the one side and Lots 1749/2 and 1 on the other, all within the Commune of Unter-Themenau, until it again joins the communal boundary.

The frontier shall then follow the communal boundary between Unter-Themenau and Bernhardsthal as far as the junction between Lots 1515 and 1516 (Commune of Bernhardsthal), thence between Lots 1515, 1514, 1513/1 and 2, 1512, 1511/2, 1510/2, 1497, 1503, 1549, 1583, 1582, 1567,

1549, 1583, 1582, 1567, 1569, 1570, à l'ouest, et les parcelles 1516, 1518/1, 1519, 1511/1, 1510/1, 1511/3, 1509, 1508, 1504, 1505, 1548, 1550, 1551, 1566, 1565 et 1564, à l'est, jusqu'à la parcelle 1592, et, enfin, la limite nord des parcelles 1592 et 1596, jusqu'à ce qu'elle rencontre la rivière Thaya. La frontière est alors à environ 2 kilomètres au sud-est de l'endroit où la route Rabensburg-Themenau coupe à angle droit la ligne de chemin de fer Rabensburg-Lundenburg.

Là où la ligne entière décrite ci-dessus suit une route ou un chemin, on appliquera sans exception le principe d'après lequel le tronçon de route ou de chemin en question sera considéré comme mitoyen, même si le tronçon de chemin situé le long d'une limite de commune a appartenu jusqu'à présent tout entier au territoire de l'une des communes frontières.

III.

TRAFFIC FRONTIÈRE ENTRE LE DISTRICT DE FELDSBERG ET L'ARRIÈRE-PAYS AUTRICHIEN.

I.

PASSAGE DE LA FRONTIÈRE.

La République tchécoslovaque accordera, pour le passage de la frontière, aux habitants des communes autrichiennes situées dans le voisinage immédiat des territoires environnant Feldsberg, cédés à la République tchécoslovaque en vertu du Traité de Saint-Germain, toutes les facilités compatibles avec la protection des intérêts des douanes tchécoslovaques. Le Gouvernement tchécoslovaque n'instituera pas, notamment, d'interdictions ni de droits spéciaux de transit frappant exclusivement ce trafic.

Le Gouvernement tchécoslovaque et le Gouvernement autrichien s'entendent pour prévoir autant que possible, pour ce trafic, l'exercice commun du contrôle douanier. Les deux gouvernements s'entendront au sujet des contrôles de douane et des endroits de passage de la frontière, en tenant compte, en premier lieu, du réseau actuel de route passant par Feldsberg.

Les deux gouvernements s'engagent à se prêter un mutuel appui pour découvrir et empêcher, dans les districts considérés ici, les infractions aux règlements douaniers relatives au trafic frontière.

2.

PROPRIÉTÉS SITUÉES DE PART ET D'AUTRE DE LA FRONTIÈRE ET PASSAGE DES TROUPEAUX SE RENDANT AUX PATURAGES.

En ce qui concerne les propriétés rurales ou les biens-fonds situés dans la zone frontière entre l'Autriche et la Tchécoslovaquie décrite au § 1 et coupés par la frontière douanière, les produits de la culture et de l'élevage provenant des dites propriétés pourront être amenés en franchise de douane depuis le lieu de leur origine jusqu'aux bâtiments et enclos destinés à les resserrer ou à les parquer ; la même disposition s'appliquera au cheptel et aux instruments aratoires appartenant aux dites exploitations, ainsi qu'aux engrains et semences destinés à l'agriculture. Toutefois, les dits produits, semences ou instruments devront, pour être transportés en franchise d'un côté à l'autre de la propriété, passer par la frontière douanière aux endroits de passage naturels.

Les deux gouvernements se réservent le droit de supprimer, en cas d'abus, à des endroits de passage déterminés, les priviléges énumérés plus haut.

1569 and 1570 to the west and Lots 1516, 1518/1, 1519, 1511/1, 1510/1, 1511/3, 1509, 1508, 1504, 1505, 1548, 1550, 1551, 1566, 1565, and 1564 to the east as far as Lot 1592 and finally along the northern border of Lots 1592 and 1595 as far as the River Thaya, which the frontier reaches about two kilometres south-west of the point where the Rabensburg-Themenau road crosses the Rabensburg-Lundenburg Railway.

In cases in which the frontier-line described above may run along a road or path, it is hereby provided that both parties shall, without exception, have the right to use the section of road or path in question, even if the whole road lot is situated on the boundary of a commune and shall have heretofore been entirely within the territory of one of the frontier communes.

III.

FRONTIER TRAFFIC BETWEEN THE DISTRICT OF FELDSBERG AND THE AUSTRIAN HINTERLAND.

I.

TRANSIT.

The Czechoslovak Republic shall grant all facilities, compatible with the protection of Czechoslovak Customs interests, for the transit traffic of the inhabitants of the Austrian communes which lie in the immediate neighbourhood of the district round Feldsberg ceded to the Czechoslovak Republic by the Treaty of Saint-Germain; and in particular the said Republic shall refrain from issuing special transit prohibitions, or from imposing special transit duties, applicable only to this traffic.

The Czechoslovak and Austrian Governments propose to act in concert, so far as possible, in regard to Customs control in connection with this form of traffic. The two Governments shall, at the earliest possible moment, come to an agreement as to the Customs control offices and as to the points at which the frontier may be crossed. In this connection special consideration shall be given to the present road-communications through Feldsberg.

In order to prevent the crossing of the frontier at unauthorised places in the frontier traffic between the districts in question, the two Governments undertake to give each other effective assistance with a view to preventing and discovering such irregularities.

2.

TRAFFIC IN CONNECTION WITH FARMING AND GRAZING.

On manors and estates which are situated in the Austrian and Czechoslovak frontier districts referred to in Section I, and which are traversed by the Customs frontier, the products of the soil and of the cattle-raising industry may pass free of duty when being transported, by the natural frontier-crossings, from the places where they have been produced to the buildings and places provided for their keeping: the same applies to farm stock and farm implements, fertilizers and seed for agriculture, when being transported from one part of an estate to another.

Both Governments reserve the right to withdraw the above privileges, in case of abuse, in respect of any particular crossing-place.

Les habitants de la frontière, qui se rendent de part et d'autre de celle-ci dans des champs ou des prairies leur appartenant ou loués par eux, ou franchissant la frontière pour cultiver des terrains situés à proximité de leur domicile, peuvent faire passer la frontière en franchise à tout ce qui leur est nécessaire pour leurs travaux, savoir : animaux, véhicules et instruments, engrains et semences pour leurs champs, ainsi que les produits récoltés sur les dits champs, savoir : céréales en gerbes et autres fruits de la terre, fourrages vert et sec, plantes fourragères, foin, litière, bois à brûler. Le passage de la frontière peut s'effectuer par des chemins de traverse, si les circonstances locales ou la nature des travaux l'exigent, mais les mesures prescrites en vue de la surveillance douanière devront être observées et l'habitant de la zone frontière devra, le même jour, revenir dans la même partie de la zone d'où il est parti. Les mêmes priviléges sont accordés pour l'herbe et le foin en provenance des districts-frontières visés ici, si cette herbe et ce foin ont été achetés aux enchères dans un district frontière par les habitants d'un autre district frontière.

Le bétail qui traverse la frontière pour se rendre au pâturage ou pour en revenir passe en franchise de douane si son identité peut être établie. Les produits donnés par le dit bétail, tels que lait, beurre, fromage, ainsi que le jeune bétail qui a grandi entre l'époque de deux passages de frontière, peuvent passer en franchise de douane, mais le nombre de têtes de bétail et la durée du pacage seront fixées par les règlements.

Dans la mesure où les circonstances locales l'exigent, les chemins de traverse pourront être empruntés pour franchir la frontière, lorsque le bétail se rendra au pâturage, à condition que les mesures de surveillance locale prescrites soient observées.

Aucune des deux parties contractantes ne demandera des autorisations d'importer ou d'exporter pour les transports énoncés au § 2. De même les habitants de l'un des districts-frontières ne seront pas contraints, sous prétexte qu'ils cultivent des parcelles de terre dans l'autre district-frontière, de livrer leurs produits à l'Etat sur le territoire duquel ces parcelles sont situées.

Les deux parties sont autorisées à prendre les mesures nécessaires et courantes relatives au petit trafic frontière, pour le trafic décrit au § 2, si ces mesures s'imposent pour répondre aux nécessités de la santé publique et de la police vétérinaire.

3.

Les dispositions de la présente section resteront en application jusqu'à l'entrée en vigueur d'une convention entre la République tchécoslovaque et la République autrichienne, au sujet du petit trafic frontière, de part et d'autre de la frontière commune, mais au plus tard jusqu'à la fin de 1921.

IV.

USAGE DE LA LIGNE NIKOLSBURG-FELDSBERG-LUNDENBURG.

Le Gouvernement tchécoslovaque accorde aux habitants des communes d'Ottenthal, Steinabrunn, Drasenhofen, Gutenbrunn, Stutzenhofen, Klein-Schweinbarth, Falkenstein, Poysbrunn, Schrattenberg, Katzelsdorf, Pottenhofen et Wildendürnbach, de la circonscription politique de Mistelbach, le passage en territoire tchécoslovaque, afin d'utiliser le chemin de fer Nikolsburg-Feldsberg-Lundenburg, pour se rendre en Autriche et en revenir ; sur production des cartes-frontières en usage pour le petit trafic-frontière, mais à la condition que les dites cartes portent expressément la mention suivante : « Valable exclusivement pour le voyage aller et retour en Autriche, en utilisant la ligne Nikolsburg-Feldsberg-Lundenburg ».

Inhabitants of the frontier districts who have to carry out agricultural work on the other side of the frontier on their own land, or on fields or meadows which they have leased or otherwise, (provided that the work lies near their dwellings) may take across the frontier, free of duty, the animals, vehicles and implements necessary for the performance of the work, and also fertilizers, seed for their land, and sheaves of corn of their own sowing which are being carted away from the land, and other crops (besides green folder, coarse fodder, feeding herbs, hay, litter and firewood). The above articles may also be taken across the frontier by by-roads, if the local conditions or the nature of the work to be done appear to render this necessary, and provided that the regulations for the protection of the Customs are duly complied with, and that the inhabitants in question return to their homes on the other side of the frontier on the same day that they crossed it.

Similar privileges are granted in respect of grass and hay which have been grown in the border districts affected by these provisions and which have been purchased by persons dwelling on one side of the frontier, at auctions in the territory on the other side.

Cattle being driven to pasture, or returning from pasture, across the frontier shall be exempt from duty, provided that their identity is established. The products of such cattle — such as milk, butter and cheese — and also any young animals that have been born in the interval, in quantities proportionate to the number of the cattle and the time they have been at pasture, may be taken back across the frontier free of duty.

If the local conditions require it, by-roads may be used when crossing the frontier for the purpose of thus pasturing cattle, provided that the local regulations which will be issued to cover such cases are duly observed.

Neither of the Contracting Parties shall require export licences to be taken out in respect of movements carried out under Section 2, nor shall persons dwelling on either side of the frontier, who farm pieces of land on the further side, become liable thereby to make compulsory deliveries to the State on the further side.

As regards the movements dealt with under Section 2, both parties shall be entitled to adopt such measures as are customary in regard to minor frontier traffic when they appear necessary for the maintenance of public health or of veterinary control.

3.

The provisions of this section shall remain valid until the coming into force of an Agreement between the Czechoslovak and Austrian Republics regarding minor traffic across the common Customs-frontier, but in no case beyond the end of 1921.

IV.

USE OF THE NIKOLSBURG-FELDSBERG-LUNDENBURG RAILWAY,

The Czechoslovak Government shall allow the inhabitants of the communes of Ottental, Steinabrunn, Drasenhofen, Gutenbrunn, Stutzenhofen, Klein-Schweinbarth, Falkenstein, Poysbrunn, Schrattenberg, Katzelsdorf, Pottenhofen and Wildendürnbach, in the political district of Mistelbach, to have access to Czechoslovak territory in order to make use of the Nikolsburg-Feldsberg-Lundenburg Railway for the through journey to or from Austria, on production of the frontier passes usual in minor frontier traffic, provided that such passes are clearly marked : "Valid only for the through journey to and from Austria by the Nikolsburg-Feldsberg-Lundenburg route".

V.

INSTALLATION D'EAU DE LA COMMUNE BECLAŘVA-LUNDENBURG.

Le Gouvernement autrichien prend l'engagement d'accorder, conformément aux dispositions législatives en vigueur et dans un délai de six mois à dater de la remise d'une demande en règle par la commune urbaine intéressée, la concession, en vue de la construction et de l'exploitation des ouvrages et dépendances destinés à procurer à la commune urbaine de Bréclava (Lundenburg), l'eau potable et l'eau destinée à tout usage provenant du Föhrenwald à la lisière nord de la commune de Bernhardsthal; dans la mesure où les dites installations et dépendances seront édifiées sur le sol et territoire autrichiens ou toucheront au dit sol ou territoire. Cet engagement est pris aux conditions suivantes :

- a) La concession sera donnée à titre irrévocable et sans limite de temps;
- b) Le droit d'expropriation sera reconnu à l'entreprise par le Gouvernement autrichien ;
- c) Le Gouvernement autrichien ne frappera d'aucun impôt ni d'aucune taxe spéciale les matériaux et objets nécessaires à l'édification, à l'entretien et à l'exploitation de la dite installation d'eau, dans la mesure où celle-ci se trouve en territoire autrichien ;
- d) Le Gouvernement autrichien reconnaîtra aux agents de l'entreprise le droit de circuler librement sur le sol et territoire autrichiens pour les travaux et études préliminaires et, plus tard, pour l'édification, l'entretien, le service et la surveillance des installations ;
- e) La construction devra être terminée dans un délai de six ans à dater de l'octroi de la concession légale.

Article 2.

Le Gouvernement autrichien reconnaît le droit au Gouvernement tchécoslovaque, dans le cas où une guerre avec l'un quelconque de ses voisins menacerait la République tchécoslovaque, d'occuper militairement, pour le temps strictement nécessaire, les installations d'eau à édifier dans le Föhrenwald, ainsi que les conduites d'eau conduisant vers Lundenburg, dans la mesure où elles sont situées en territoire autrichien. Toutefois, les mesures de précaution militaires prises par le Gouvernement tchécoslovaque ne devront pas s'étendre au delà de la lisière sud du Föhrenwald.

Le Gouvernement autrichien devra être avisé de ces mesures avant leur mise à exécution.

VI.

TRAFFIC FRONTIÈRE ENTRE LE TRIANGLE MARCH-THAYA ET LE TERRITOIRE AUTRICHIEN LIMITROPHE

Article 1.

DÉLIMITATION DANS L'ESPACE ET DANS LE TEMPS DE LA VALIDITÉ DE LA CONVENTION.

1. Par triangle March-Thaya, au sens de la présente Convention, on entend le territoire tchécoslovaque limité au sud et à l'ouest par la Thaya, depuis son embouchure jusqu'au point où elle coupe l'ancienne limite administrative de la Basse-Autriche et de la Moravie entre la Thaya et la

V.

WATER-WORKS OF THE BŘECLAVA-LUNDENBURG MUNICIPALITY.

The Austrian Government undertakes, within six months after the submission of an application in proper form from the Břeclava-Lundenburg Municipality, to grant a valid concession, in accordance with the provisions of the existing laws, for the construction and operation of the water-works and minor installations for the supply of the municipality in question with drinking water and washing water from Föhrenwald at the northern edge of the Bernhardsthal Commune, in so far as these works (or minor installations) are erected on, or are in contact with, Austrian soil or territory; in respect of this provision the Austrian Government further agrees to the following conditions:

- (a) The concession shall be granted for an unlimited time and shall be irrevocable.
- (b) The Austrian Government shall concede to the enterprise the right of expropriation.
- (c) The Austrian Government shall not impose any taxes or other duties whatsoever upon the materials and requisites for the construction, maintenance and exploitation of the waterworks, in so far as these works stand on Austrian soil.
- (d) The Austrian Government shall allow the agents of the enterprise free access to Austrian territory for the planning, preparation, carrying out, maintenance and supervision of the works.
- (e) The construction of the works must be completed within six years from the date of the granting of a legally valid concession.

Article 2.

The Czechoslovak Government shall be entitled, in case of complications involving danger of war with any neighbouring State, to occupy with its troops such parts of the waterworks to be built in Föhrenwald and of the conduit leading thence to Lundenburg as are in Austrian territory, for such a period as shall be absolutely necessary. The Czechoslovak outposts shall not, however be advanced beyond the southern edge of Föhrenwald.

The Austrian Government shall be duly notified of such military measures before they are carried out.

VI.

TRAFFIC ACROSS THE FRONTIER BETWEEN THE MARCH-THAYA TRIANGLE
AND THE ADJOINING AUSTRIAN TERRITORY.*Article 1.*

AREA AND PERIOD WITHIN WHICH THESE PROVISIONS SHALL BE VALID.

I. The March-Thaya triangle is to be understood, for the purposes of this Agreement, as the territory, belonging to the Czechoslovak State, which is bounded: *on the south and west* by the Thaya, from its mouth to its junction with the former administrative frontier between Lower

March, au nord par la dite limite administrative et à l'est par la March, entre le point où elle coupe cette limite administrative et le point où la Thaya se jette dans la March,

2. Les dispositions contenues dans cette section ont pour but de permettre aux intéressés domiciliés dans les districts autrichiens de Mistelbach et de Gänserndorf, limitrophes du triangle March-Thaya, de continuer à tout jamais, comme ils l'ont fait de temps immémorial, à s'approvisionner en produits agricoles et forestiers dans le triangle March-Thaya.

Article 2.

CIRCULATION DES MARCHANDISES.

1. Les engrains naturels, le fourrage vert et sec, les plantes fourragères, le foin, la paille et la paille hachée, la litière, la mousse, les joncs, le bois de chauffage, le bois de construction et le bois à œuvrer, le gibier et le poisson, en provenance du triangle March-Thaya et transportés à dos ou sur essieux dans les districts autrichiens de Mistelbach et de Gänserndorf, sont exempts de tous droits de douane dans les deux Etats.

2. Cette disposition s'applique également aux semences nécessaires aux exploitations agricoles et forestières du triangle March-Thaya, ainsi qu'aux engrains naturels et artificiels servant à ces exploitations, à leur entrée dans le territoire en question.

3. Les sacs ou autres emballages servant au transport de ces marchandises d'un des territoires frontières en question dans l'autre et rapportés vides par la même voie restent exempts de droits de douane dans les deux Etats.

Article 3.

CIRCULATION DU BÉTAIL.

Les bestiaux envoyés en pacage dans le triangle March-Thaya, ou qui en reviennent, restent exempts de droits de douane dans les deux Etats, si leur identité est dûment établie.

Sont également exempts de droits de douane, au retour, les produits de ces bestiaux, tels que lait, beurre, fromage, laine, ainsi que les petits nés dans l'intervalle, dans une mesure proportionnée au nombre des bestiaux et à la durée du pacage.

Article 4.

CIRCULATION DES PERSONNES.

Les habitants de la zone frontière et les ouvriers appelés à exécuter des travaux agricoles ou forestiers dans le triangle March-Thaya pourront franchir la frontière sans empêchement, même par des chemins de traverse, sous réserve qu'ils se conforment aux mesures administratives destinées à assurer l'application des règlements douaniers ; ils pourront dans les mêmes conditions emporter et rapporter avec eux, en franchise de droits de douane et de toute redevance, la nourriture, le fourrage et les boissons nécessaires à leurs besoins quotidiens. Les habitants de la zone frontière et les ouvriers susmentionnés jouiront du libre passage de la frontière pour se rendre dans le triangle March-Thaya et pour revenir en territoire autrichien sur production des cartes frontières prévues pour le petit trafic frontière.

Austria and Moravia, running from the Thaya to the March ; *on the north* by the above-mentioned administrative frontier ; *and on the east* by the March from its junction with the above-mentioned administrative frontier as far as the mouth of the Thaya.

2. The provisions of this section are intended to secure, in perpetuity, to the inhabitants concerned in the Austrian political districts of Mistelbach and Gänserndorf which adjoin the March-Thaya triangle, the use of the produce of the land and forests in the said triangle which are indispensable to them and which they have enjoyed from time immemorial.

Article 2.

MOVEMENT OF COMMODITIES.

1. Natural manures, green and coarse forage, feeding herbs, hay, straw, chaff, moss, rushes, timber and planks, game and fish obtained from the March-Thaya triangle and being carried or carted into the Austrian political district of Mistelbach shall be exempted from duty in both States.

2. The same immunity shall be extended to seed required for purposes of agriculture and forestry in the March-Thaya triangle, and to the natural and artificial manures required for the same purpose, which are brought into the area in question.

3. Sacks and other receptacles in which the above-mentioned commodities are being moved from one of the frontier districts concerned to the other, and which are afterwards taken back by the same route, shall be exempted from duty on both sides of the frontier.

Article 3.

MOVEMENT OF CATTLE.

Cattle driven to pasture in the March-Thaya triangle or returning from that district shall in both cases be exempt from duty provided their identity is established. The produce of such cattle, such as milk, butter, cheese, wool and, in addition, young animals which have been born in the interval shall also be allowed to return free of duty in quantities proportionate to the number of the cattle and the time they have been at pasture.

Article 4.

MOVEMENT OF INDIVIDUALS

Persons residing on the frontier, and workers who are engaged in agricultural work or forestry in the March-Thaya triangle, shall be free to cross the Customs frontier, using by-paths if necessary, provided that they observe the regulations made for the protection of the Customs. They shall be permitted to convey across the frontier, free of duty, both coming and going, and using by-paths if necessary, any animals, vehicles or implements they may require for their work, as also any food, fodder and beverages they may require for the day. The above-mentioned persons and workers shall be permitted to cross the frontier into the March-Thaya triangle and to return to the Austrian frontier-zone on production of the frontier passes provided for minor frontier traffic.

Article 5.

CIRCULATION SUR LES CHEMINS DE TRAVERSE.

1. Les transports prévus aux articles 2 et 3 sont également autorisés sur les chemins de traverse.
2. En vue de régler la circulation visée par le présent accord, les Parties contractantes sont autorisées à prendre toutes mesures utiles et habituelles en pareil cas, dans l'intérêt de la santé publique, de la police du bétail et du contrôle douanier et fiscal. Les deux administrations douanières s'entendront pour exercer de la façon la plus simple et la moins coûteuse le contrôle qu'il sera certainement nécessaire d'établir pour vérifier l'origine des objets exportés du triangle March-Thaya et visés par les dispositions du présent accord.

*Article 6.*PROHIBITIONS D'IMPORTATION ET D'EXPORTATION. — DROITS D'ENTRÉE ET DE SORTIE.
RÉQUISITIONS.

1. Les Parties contractantes s'engagent à ne frapper d'aucune prohibition d'importation ou d'exportation, à ne grever d'aucun droit d'entrée ou de sortie et à ne pas réquisitionner à des fins d'utilité publique les marchandises ou les objets désignés aux articles 2, 3 et 4 circulant entre les deux territoires spécifiés au début du présent accord ; aucun permis d'importation ou d'exportation ne sera exigé.
2. Le contingent annuel de bois de chauffage, bois de construction et bois à œuvrer, susceptible, aux termes du présent accord, d'être exporté en franchise du triangle March-Thaya dans la zone frontière voisine est fixé à 9000 stères pour le bois de chauffage et à 6000 stères pour le bois de construction et le bois à œuvrer. Les deux administrations douanières s'entendront sur la façon dont le contrôle de ces quantités devra être opéré.

Article 7.

DISPOSITIONS FINALES.

1. Les arrangements qui précèdent sont conclus au titre de trafic frontière privilégié.
2. Au cas où des accords ultérieurs entre les deux Parties contractantes stipuleraient des facilités plus étendues en faveur du trafic frontière, ces facilités seront également applicables, dans leur esprit, à la circulation entre les territoires spécifiés au début du présent accord.

VII.

DÉLIMITATION DE LA FRONTIÈRE POLITIQUE FORMÉE PAR LE COURS D'EAU
DE LA THAYA ET DE LA MARCH.

1. La ligne frontière suivra les « déplacements éventuels » (art. 30 du Traité de Saint-Germain) du cours d'eau.
2. Les deux gouvernements déclarent de façon concordante que, par « déplacements », ils entendent uniquement les modifications survenues dans le cours de la rivière à la suite de phénomènes naturels ou de conventions entre les deux Etats voisins.

Article 5.

TRAFFIC ON BY-WAYS. — MEASURES OF CONTROL.

1. The movements specified in Articles 2 and 3 may also take place on by-ways.
2. With regard to the traffic dealt with in the present agreement, the Contracting Parties shall have the right to take any suitable measures which are customary in regulating minor frontier traffic and which may be rendered necessary by considerations of public health, veterinary control and Customs and excise control. The Customs authorities of the two Contracting Parties shall agree upon such regulations as may become necessary for verifying the origin of products, the export of which from the March-Thaya triangle is provided for under this agreement. These regulations shall be made as simple and shall involve as little expenditure as possible.

Article 6.

IMPORT AND EXPORT PROHIBITIONS, IMPORT AND EXPORT DUTIES, COMPULSORY DELIVERIES.

1. The Contracting Parties undertake not to hamper traffic of the territories mentioned at the beginning of this Agreement in the commodities mentioned in Articles 2 to 4 by imposing any import or export prohibitions or duties on imports or exports, or compulsory deliveries for public requirements. Import and export licences shall not be required.
2. The quantities of firewood, timber and planks which, in accordance with the present Agreement, may annually be exported duty-free from the March-Thaya triangle, shall be fixed at 9,000 cubic metres of firewood and 6,000 cubic metres of timber and planks. The Customs authorities of the two parties shall agree upon the necessary measures for verifying these quantities.

Article 7.

FINAL PROVISIONS.

1. The present provisions shall be entitled « Frontier-Traffic Facilities. »
2. Should any subsequent agreement be concluded between the Contracting Parties to provide increased facilities for frontier traffic, such provisions shall also, *mutatis mutandis*, apply to the territories mentioned at the beginning of the present agreement.

VII.

DELIMITATION OF THE FRONTIER MARKED BY THE COURSES OF THE THAYA AND THE MARCH.

1. The frontier-line shall follow any “ changes of the course or channel (of the watercourse) which may take place ” (Article 30 of the Treaty of Saint-Germain).
2. Both Governments agree that by the expression “ changes of the course or channel ” shall be understood only changes of the course due to natural phenomena or to agreements between the two neighbouring States.

VIII.

RÈGLEMENT DES QUESTIONS D'ORDRE JURIDIQUE.

Les deux gouvernements conviennent de régler directement entre eux, conformément à la décision de la Conférence des ambassadeurs du 30 octobre 1920, les questions d'ordre juridique qui pourraient être soulevées par la fixation de la ligne-frontière ou qui s'y rapporteraient.

Ils conviennent également d'un commun accord, en vue de simplifier la procédure, que ces questions devront être résolues de la façon la plus simple par les deux gouvernements dûment autorisés par leur parlement respectif.

IX.

RÈGLEMENT ET PARTAGE DES DÉPENSES DE LA COMMISSION DE DÉLIMITATION AUSTRO-TCHÉCOSLOVAQUE.

a) *Dépenses des Puissances non intéressées.*

1. Indemnités supplémentaires du personnel des délégations des Puissances non intéressées et du personnel des bureaux.

2. Frais de transport hors du territoire des deux Puissances intéressées (à l'intérieur de ces territoires, tous les transports sont gratuits).

3. Amortissement du matériel fourni aux délégations non intéressées par leurs gouvernements respectifs.

Le mode de remboursement de ces dépenses a été réglé par la note de la Conférence des ambassadeurs du 22 juillet 1920.

Il a été établi que les délégations des Puissances non intéressées n'ont pas d'autres dépenses à couvrir.

Au cas où, dans des circonstances exceptionnelles et non prévues, une de ces délégations se trouverait obligée de faire des dépenses en espèces pour un motif quelconque, ces dépenses seront immédiatement et directement remboursées par la délégation de celle des Puissances intéressées sur le territoire de laquelle ces dépenses ont été faites.

b) *Dépenses des Puissances intéressées relatives aux délégations non intéressées et aux bureaux de la Commission.*

Tous les frais non désignés expressément sous a), tels que frais de logement, de chancellerie et de transport (par exemple, l'essence et l'huile des autos, les réparations nécessaires, pour autant que ces réparations n'augmentent pas la valeur effective de ce matériel et ne peuvent, en conséquence, être portées au compte de l'amortissement) et autres, seront à la charge du gouvernement de la Puissance intéressée sur le territoire de laquelle se trouve le siège de la Commission au moment donné. Ces dépenses seront partagées par moitié et liquidées par voie d'entente directe entre les deux gouvernements intéressés (délégations). Elles ne seront soumises à la Conférence des ambassadeurs, par l'intermédiaire de la Commission, que dans des cas exceptionnels et lorsqu'il sera nécessaire de provoquer une décision dans un cas douteux ou à la suite d'une divergence de vues.

c) *Dépenses des Puissances intéressées relatives aux travaux exécutés sur le terrain.*

Toutes ces dépenses, et en particulier le prix des poteaux et des bornes frontières et de leur transport, le salaire des manœuvres recrutés sur place et occupés à titre temporaire, les frais entraînés par la fourniture des cartes et des plans, y compris leur correction sur le terrain, seront partagés par moitié et liquidées par voie d'entente directe entre les deux gouvernements (délégations).

VIII.

METHOD OF SETTLING LEGAL QUESTIONS.

Both Governments agree that questions of a legal nature arising out of or connected with the fixing of the frontier-line shall be settled directly between themselves, in accordance with the Resolution of the Conference of Ambassadors adopted on October 30, 1920.

They further agree that, with a view to simplifying the procedure, these questions shall be settled by the Governments themselves in the simplest possible manner, the necessary legal authority being obtained by the Governments.

IX.

PAYMENT AND ALLOCATION OF THE EXPENDITURE INCURRED BY THE AUSTRO-CZECHO-SLOVAK FRONTIER DELIMITATION COMMISSION.

(a) *Expenditure incurred by Non-Interested Powers.*

1. Extra pay of the staff of delegations of non-interested Powers and of the Secretariat.
2. Transport expenses outside the territories of the two interested Powers (within their territories all transport shall be free of cost).
3. Amounts paid for the amortisation of the cost of the material supplied by non-interested Governments to their delegations.

The manner in which this expenditure is to be reimbursed was determined by the Note of the Conference of Ambassadors dated July 22, 1920.

The Note in question lays it down that the delegations of non-interested Powers shall not make any other payments. Should any of these delegations be obliged, in unforeseen and exceptional circumstances, to make any cash payments, such payments shall at once be refunded directly to them through the delegation of the interested Power in whose territory the payment was made.

(b) *Expenditure incurred by the Interested Powers for the Non-Interested Delegations and the Secretariat of the Commission.*

All expenditure incurred for purposes not expressly mentioned under (a), such as accommodation, offices, transport (*e. g.*, benzine and oil for motors, and necessary repairs which do not increase the actual value, in which case they can be allowed for in the share of the amortisation), and so forth, will be paid by the Government of the interested Power on whose territory the headquarters of the Commission is situated at the time when the expenditure was incurred.

Such expenses will be equally divided and settled by direct agreement between the two interested Governments (delegations); they will only be referred by the Commission to the Conference of Ambassadors in cases where a decision is required on account of some uncertainty or difference of interpretation.

(c) *Expenditure of the Interested Powers in connection with Topographical Work.*

All this expenditure, in particular the cost of boundary-posts and stones and the transport of the same, cost of manual labour engaged temporarily on the spot, cost of maps and plans, including correction on the ground, shall be divided equally and settled directly between the two interested Governments (delegations). Each of the interested Governments shall transmit to the other full

tions). Chacun des deux gouvernements intéressés fournira à l'autre un relevé détaillé de ces dépenses et de celles mentionnées sous b) et mettra à sa disposition les pièces justificatives permettant le contrôle.

3. Les chefs des deux délégations se mettront d'accord par la voie la plus expéditive sur des points de détail, tels que les frais de chancellerie, de port et autres, des sous-commissions travaillant à la frontière.

d) *Dépenses incombant à l'une seulement des deux Puissances intéressées.*

Ce chapitre comprend toutes les sommes dépensées par l'une des deux Parties pour sa propre délégation, y compris les frais de chancellerie, les frais de télégraphe et de téléphone en y comprenant le traitement des organes techniques et de leurs auxiliaires permanents à la frontière, mais à l'exclusion des manœuvres mentionnés sous c).

La fourniture des locaux nécessaires aux chancelleries ne donne pas lieu à remboursement.

X.

RENONCIATION A TOUTE DEMANDE DE REVISION RELATIVE AU TRACÉ DE L'ANCIENNE LIMITÉ ADMINISTRATIVE.

1. Les deux Etats s'obligent à n'engager devant la Commission Internationale de Délimitation aucune procédure unilatérale de révision (art. 29 du Traité de Saint-Germain) en vue d'obtenir la modification d'une fraction quelconque de l'ancienne limite administrative.

2. Il reste toutefois entendu que les deux Parties feront preuve du plus grand esprit de conciliation pour procéder par voie d'accord aux petits changements de tracé qui pourraient être nécessaires pour répondre à des intérêts purement locaux.

Cette Convention sera ratifiée et les instruments de la ratification seront échangés à Prague dans le plus bref délai possible et transmis au Secrétariat de la Société des Nations, aux fins d'enregistrement.

La Convention entrera en vigueur au jour de l'enregistrement.

Le présent Traité est établi en double expédition, dont l'une en langue tchécoslovaque et l'autre en langue allemande.

Les deux textes sont authentiques. Une fois le Traité ratifié, les deux textes authentiques seront publiés l'un et l'autre par les deux Etats dans leur « Recueil Officiel des Lois ».

Fait à Prague, le dix mars mil neuf cent vingt et un.

Pour la République Autrichienne :

Dr ROBERT DAVY.

Pour la République Tchécoslovaque :

Ing. VÁCLAV ROUBÍK.

PROTOCOLE FINAL.

Au moment de la signature de la présente Convention les plénipotentiaires soussignés ont convenu ce qui suit :

1. Les deux Parties déclarent d'un commun accord que l'expression « conformément aux dispositions légales en vigueur » employée à la section I, article 2, paragraphe 1 et à la section V, se rapporte au décret impérial du 16 octobre 1914 R. G. Bl. No. 284 ; l'éventualité d'une vérification des travaux semble donc écartée *ipso facto*.

accounts of such expenditure and also of expenditure incurred under heading (b) and shall place at its disposal detailed documentary evidence of the same for auditing purposes.

(3) The heads of the two delegations shall settle details, such as office, postal and similar expenditure in connection with sub-committees working on the frontier, by direct negotiation and summarily.

(d) Expenditure to be borne separately by each of the interested Governments.

This heading comprises all expenditure incurred by either Government for its own delegation including office, telegraph and telephone expenses, together with the emoluments of technical organisations and their permanent technical assistants on the frontier, except the wages for the manual labour referred to under (c).

(No indemnification shall be allowed for the provision of necessary office accommodation.)

X.

MUTUAL AGREEMENT TO ABSTAIN FROM APPLYING FOR REVISION OF
THE FORMER ADMINISTRATIVE FRONTIER.

1. Both States undertake to abstain from unilateral attempts to obtain the alteration of any part of the former administrative frontier by applying for revision (Article 29 of the Treaty of St. Germain) by the International Frontier Delimitation Commission.

2. In this connection it is assumed that both parties will endeavour to facilitate minor rectifications of the frontier of purely local interest by means of suitable agreements.

This Agreement shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged as soon as possible at Prague and shall be forthwith transmitted to the Secretariat of the League of Nations for registration. The Agreement shall come into force as from the date of registration.

The Agreement is drawn up in two copies, in the Czechoslovak and German languages. Both texts shall be authentic. The Agreement, when ratified, shall be published by both States in the official statute books in both authentic texts.

Done at Prague, on the tenth of March, in the year nineteen hundred and twenty-one.

For the Austrian Republic :

Dr. ROBERT DAVY.

For the Czechoslovak Republic :

Ing. VACLAV ROUBIK.

FINAL PROTOCOL.

At the time of the signature of the above Agreement the undersigned plenipotentiaries have agreed as follows :

(1) Both parties agree that the words "in accordance with the provisions of the existing laws" in Section I, Article 2, paragraphe 1 and Section V, are intended to refer to the Imperial Decree of October 16, 1914 (Reichsgesetzblatt No. 284) and that, therefore a formal enquiry on this point is *ipso facto* unnecessary.

2. Les deux Parties déclarent d'un commun accord vouloir donner, chacune en ce qui la concerne, par décret aux autorités locales, les instructions nécessaires pour que les dispositions de la section III (trafic-frontière entre le district de Feldsberg et l'arrière-pays autrichien) soient mises *effectivement* en vigueur dès la signature du protocole final. Les mêmes mesures seront prises et appliquées *mutatis mutandis* sur tout le reste de la ligne-frontière

Les dispositions qui précèdent s'entendent également des stipulations de la section IV.

3. M. l'ingénieur Roubik, chef de section, demande, et M. Davy, chef de section, accepte que l'accord relatif au trafic-frontière entre le triangle March Thaya et le territoire autrichien limitrophe :

- a) n'entre pas en vigueur, au cas où le Gouvernement autrichien, le 31 mars 1921 au plus tard, ne se serait pas déclaré formellement prêt à accorder une concession perpétuelle et irrévocable pour l'établissement des conduites nécessaires à l'alimentation en eau des communes de Břeclava (Lundenburg), dans le Föhrenwald, et de Bernhardsthal, et
- b) que cet accord soit abrogé, au cas où la concession pour l'établissement de ces conduites d'eau ne serait pas accordée dans les délais fixés à l'article I de la section V.

4. Les deux gouvernements se déclarent prêts, aux fins prévues à la section VIII, à demander à leurs parlements respectifs les règlements législatifs nécessaires à cet effet.

5. Ad. section IX a. 1, le plénipotentiaire autrichien déclare, et le plénipotentiaire tchécoslovaque prend acte que la proposition, faite par le délégué autrichien à la Commission internationale de délimitation et tendant à ce que les dépenses en question, conformément à l'*« Instruction »* section II, subdivision F, point 2, paragraphe 3, 2^e phrase; fussent avancées par les gouvernements non intéressés, se justifie par les circonstances particulières.

6. Chaque fois que les stipulations contenues dans les différentes sections de la présente Convention mettront les deux Parties dans l'obligation de déposer des motions en commun et de voter pour ces motions en vue de s'acquitter des obligations prises par les deux gouvernements à la Commission internationale de délimitation, les deux gouvernements donneront à leurs représentants les instructions nécessaires dans ce sens.

Cette stipulation entrera en vigueur dès la signature du Protocole final.

Le présent Protocole forme partie intégrante de la Convention et n'a aucunement besoin d'être ratifié séparément.

Prague, le 10 mars 1921.

Pour la République Autrichienne :

Le Dr ROBERT DAVY.

Pour la République tchécoslovaque :

L'Ingénieur VÁCLAV ROUBÍK.

2. Both parties agree that the provisions of Section III (frontier traffic between the Feldsberg district and the Austrian hinterland) shall actually be put into force as from the date of the signing of the Final Protocol, by means of instructions from both Governments to their respective subordinate authorities, and that these provisions shall be declared applicable in the same form, *mutatis mutandis*, to all other parts of the frontier district.

The foregoing shall also apply to the provisions of Section IV.

3. M. Roubik desires, and M. Davy has consented, that, as regards the agreement in respect of the frontier traffic between the March-Thaya triangle and the adjoining Austrian territory :

- (a) This agreement shall not come into force if the Austrian Government has not, before March 31, 1921, made a binding declaration that it is prepared to grant a formal concession, which shall be irrevocable and unlimited in point of time, for the construction of waterworks for the municipalities of Břeclava-Lundenburg (Föhrenwald) and the commune of Bernhardsthal, and
- (b) This agreement shall cease to be valid if the concession to establish the above-mentioned waterworks shall not have been granted within the period referred to in Section V, Article 1.

4. Both Governments declare that, in order to give effect to Section VIII, they are prepared to take steps for the passing of the necessary enactments by their respective legislatures.

5. As regards Section IXa 1, the Austrian plenipotentiary declares, and the Czechoslovak plenipotentiary notes, that the special circumstances of the case justify the application made to the Frontier Delimitation Commission by the Austrian Delegate, asking that the expenditure in question, incurred under "Instructions" (Section II, Sub-Section F, No. 2, Paragraph 3, Sentence 2) may be met by an advance from the non-interested Governments.

6. In so far as it is necessary, in order to carry out the engagements undertaken by both parties under the various sections of the Agreement which has been concluded, that identical proposals should be made to the International Frontier Delimitation Commission and should be supported by votes, the Governments of both parties shall instruct their delegates to act accordingly.

This provision shall come into force as from the date of the signing of the Final Protocol.

This Final Protocol forms an integral part of the Agreement and does not require separate ratification.

PRAGUE, March 10, 1921.

For the Republic of Austria :

Dr. ROBERT DAVY.

For the Czechoslovak Republic :

Ing. VÁCLAV ROUBIK.

N° 268.

**PERSE ET RÉPUBLIQUE
SOCIALISTE FÉDÉRATIVE
DES SOVIETS DE RUSSIE**

Traité d'amitié, signé à Moscou le
26 février 1921.

**PERSIA AND THE RUSSIAN
SOCIALIST FEDERAL SOVIET
REPUBLIC**

Treaty of Friendship, signed at
Moscow, February 26, 1921.

صریح مکمل برداشت تصریب هنرمه بیان مکمل جمله شده
 در طریق در عرض فریض ۱۹۲۲ نویسندگان
 شورای رسیده دارالخلاف در مکون نقد و تحریر
 سلطانی هشم خوت ۱۳۰۰ امیر شمس
 مدنی خواه: محمد علی
 محمد علی
 محمد علی
 شفیعه گان دین برای برداشت هنرمه
 درست نقد و مکمل تصریب شورای رسیده
 دارالخلاف تابعه ۶۰ فریض ۱۹۲۱ برای پذیرش
 شفیعه دارالخلاف رسیده پذیرش
 برای مکمل تصریب شفیعه دارالخلاف رسیده
 دوچی پیروز طباطبائی تصریب هنرمه برداشت
 با گیگ ریز بیان رسیده و مکمل تصریب
 عیار زد آنها هر قدم نمودند
 نظر برای فرق هنرمه گانی هم مکمل
 داد تحویل شد با هر خود مکمل شد

، فصیحت نخشم،

ای عهده بربران عاری در درود نگو، خا دست شده و درین تیران هر چند نشتر بپرسید:

، فصیحت ششم،

ای عهده بر قدر زیست پنهان، دردی می خورد پنهان

بصیرت حق آنکه شده بفکه کان زیرین همچند راه پنهان بگذارد و چنان روح خود را بگذراند.

در تیر سکدر، ۲۰ مه ۱۹۲۱، تکریثه بخواه، گوگلی جهان - ل. کارپن - شورای امک

بزرگ دادی ای عهده کرد و دادی گست نعمه بریت شیخ فصیحت بیان ۲۰ آوریل داده شد

یعنی بزرگی خود را بخواه

ای کرد، صبر کن باید و صبر کن در درد کن باید

صلحت آن ۲۰ مه ۱۹۲۱ شیخ علی

برکت حمد لله رب العالم

سلطان هدیت و آنچه باشد که میگویند

برکت حمد لله رب العالم و قوت ای عهده که همچنان فصیحت

دستگذار شده شده (۰.۰۵) کیله به قدرت ۳۰ شهر گزینه مختار است که از شیوه خود در فراغت

بخدمت بزرگ شدایت پسند تقدیم کنم و پس از فراغت ای عهده همچنان فتحیم میدارم. و صدر اس

فتح ای عهده ۲۵ جمادی ۲۰۰۰ مطابق به دو ۳۰ شهر گزینه همچنان فتحیم میدارم. و صدر اس

میں سلطنت و دلدادت و صاحبیت مال ہے۔ پوچھ قدر کاں اپنی طرزِ فست و زدن عین گاہ کوڑا طرف ریون ہے۔
وئی شش سیکھ مسکن قلعہ دار نہ کر کر بیکاری مانیں دیشندہ گان ماضی تصور و پیش قیس خود ریگہ۔
(فصل ششم)

میں سلطنت پیش کیا ہے مگر حقِ رازیت نہیں کہ ایسا طرف ریون یا طرفِ دشیہ بھائی ائمہ ہمیں
فہ بدل ہوئہ ہوشیہ، فروزیں دیکھ لیں ہے۔ مال کا کام اور دیگر دشکست تجھے بھروسی کا درخواستیہ
بیکش بگرد۔
(فصلہ دم)

میں سلطنت پیش دہرات پر نصیہ، پیشہ کہ ہدم درہ تھر درہ بندھ تکڑا نہ بُلی بھریں دل دیو تصور و زندہ
شریط بول بٹ بڑہ در قلعہ دار خبر لئی دگواریہ پیش خود رہے۔
(فصلہ دم)

بیکرشت بول بٹ مصلحت بھروسی و تھہ جوست کہ حیثیت بھر کر پر نصیہ، پیشہ پر فیں رقوی مژوہ بھائی
ذکر میں سلطنت پیش دریخت طرف تباہ نہیں۔ مخفی خود زندہ دشیہ کہ مادر دل اور دشیہ دشکست
ضایع نہیں کرتے دیکھی دیدی، پورتھیہ بھائیں قلابیں قلابریں میں جو دشیہ بھیں قلادہ دہرات بھائیں بھائیں
پسی خواہیں بھائیں۔
(فصلہ دم)

میں سلطنت پیش نہیں کرتے دیکھ دل بھائیں شعبہ دل طبلکہ بھیت میں خیریں خوبیں خواہیں فروز
حق و میمت قزوین اور قلعہ دل نصیر بھائیں خیر پر نصیہ، پیشہ نہیں خود زندہ بھائیں خیریں خوبیں خواہیں فروز
بھائیں خوبیں خواہیں خود رہیں۔
(فصلہ دم)

ایں خوبیں بایہ دل طبلکہ بھائیں خود زندہ۔ بُل دل نصیہ نہیں اور اور خداوند خیر بھائیں دہرات میں بھر خواہیں آہ۔

کوچه عتیدار قاطع شد .

دولت نگهدا در دسته دزدان بخواهی هنر خانه تا ماه چهارتاده مذکوره را آقان در ده بیان چهل هزار آندره نهاده
 و پس از آن در ده نشود بخواهی دکام از همکار که در پایه دستی چهارتاده هنر بجای دیدار دیدان که چنانیه هفت ایالت
 دو گلده کشیده .

نزد نهر و میخی که در دریان شق بروت ترددی بائی در و محوطه نفارت بعد از در طران دندگانشده ، عالم
 دیگر بر جوده دینه باخی محوطه بازیه دیگر خنول فخرگری دیگر دنی و دنیا لایهای بائی بخشیده در دریان دیگر دیگر
 باع نهاده .

تیخچ دنگات شرودی بخشیده دیگر در اندکی و دیرگشته بشق بیت بائی ترددی در فرف نظر نماید .

(فصل پنجم)

دولت درین ذرف خود دهد بسده که چهارت پایان را که طلاق یعنی عصمه را درین برشمه بجهش
 دیگر در دیگر پیچ چهارت پایان را که دیگر دنگه دنگه خود را که طلاق یعنی عصمه را درین برشمه بجهش

(فصل ششم)

اینین چهارت شدت را هنر خوزه بمن عاشه برسیه بیت درین پس از عصمه عیان یافته تبعید شد جهت شرط زدن
 خبرت که با دادره اندان بخیرت چهارده آنرا که شرودی برسیه قلور داده ای بدب صیه ای باز پیش همکار که اندان یافته
 میشود بجهش نعمت نماید .

اینین چهارت درین همراه است بیوت شرودی برسیه هنر خوزه ای که مایه نزدیکی دیدن سرع شرط مذکوره
 مذوق بگان بسیان بند و بند شدسته مزبوره را برسیه دیگر در دهست اندان بخیرت ایکار بر ته بائی نباشد .

(فصل هفتم)

لندنی روئیتے بیان مکار و زمگری روئیتے والگار نامید.

فصل اول

ا) لندنی روئیتے کو شریعت سمردا دین داد که بیان دادہ و اکٹھن خاطط تگردنے دریک خزانی
اس لفظ مختصر رسمیت دین ترجیح کیا ہے کیونکہ پامنست کو دین ریاست و خبرت کے بعثت عقیدہ مکار
عدم پُرسنگ نامہ داد دو خبرت کو دین داد دادہ دادہ و خاتم بعد پہنچ رہت دادہ باران بہپر فرمان
ترزی جیون شد لہذا رہت لندنی روئیتے روئیتے روئیتے روئیتے قلمروت دران دادکرد یعنی

1 - دادہ بیان نامہ زیرذیل بلخداں داد فریض بہ باران با عام دادہ بیان نامہ تلقی باران سدیدہ

ب - خاطط رہاں دیل دیل

ت - پہنچ دیب ایال تھارہ پورا کی پورا پورا

ش - آئی خاطط تگردنے بے تکمیل دیب دیب

ج - بند دیل دیل

فصل دوم

نظر بہنطیں ہر ایں شدہ دیصل قدر دیں عینہ عہدہ نہ عہدہ دیں ۱۰۰ فرداں ۱۹۲۸ء میں باری دی
دریک جانی تراک فصل دی جس دیں بکھر راد برکھر فردا دی دیں بکھر فردا فردا فردا فردا فردا فردا فردا

ت پہنچ دیب دیب

فصل ثالث

ا) لندنی روئیتے پیں دیا کھر تر
کھر تر دیا کھر تر

کھر تر دیا کھر تر

کھر تر دیا کھر تر

(فصلنامه)

بـصـيـرـتـ هـيـهـ بـهـيـكـتـ زـيـرـقـ دـيـرـقـ دـارـدـ عـدـيـتـ بـيـارـخـرـدـ جـيـنـ دـارـلـادـهـ تـيـزـعـيـزـ بـهـيـكـتـ زـيـرـمـيـنـ سـلـيـنـهـ مـيـنـ

اـنـدـهـ دـوـرـهـ هـيـهـ طـافـ تـيـزـخـرـفـ نـيـزـرـدـهـ دـيـهـ حـوـرـدـيـ خـوـلـهـ فـوـدـ .

(فصلنامه)

ملـيـنـ سـلـيـنـهـ مـيـنـ سـلـيـنـهـ بـهـيـكـ

(۱) لـيـرـكـ بـهـيـكـ دـيـرـقـ تـيـدـيـتـ دـارـدـاتـ دـكـرـ بـهـيـكـ، بـهـيـكـ كـنـيـهـ كـنـدـ وـشـاهـزـهـ بـهـيـكـ

تـيـدـيـتـ دـهـيـزـرـدـهـ بـرـزـهـ بـرـلـانـ دـوـرـسـهـ بـهـيـنـ بـهـيـكـ تـهـهـ بـارـتـهـ بـهـهـ دـيـلـكـ خـيـهـتـ بـهـ

دـهـيـنـ لـدـگـرـ فـوـدـ قـوـلـهـ دـيـهـيـزـتـ تـيـزـ بـهـيـزـوـفـ قـرـنـ دـيـهـ دـوـهـيـكـوـ تـيـدـيـتـ مـرـدـهـ بـهـيـكـ خـوـهـهـ

هاـنـ

(۲) بـيـلـهـ بـهـيـكـ دـيـلـيـدـيـتـ قـلـعـ نـيـزـرـهـ بـهـيـكـ دـيـلـيـدـيـنـ بـهـيـكـ بـهـيـكـ

دـوـدـهـ شـوـدـ بـهـيـكـ بـهـيـكـ دـيـلـيـنـ بـهـيـكـ بـهـيـكـ بـهـيـكـ دـيـلـيـنـ بـهـيـكـ بـهـيـكـ

(۳) بـآـعـمـ دـيـلـعـ بـهـيـكـ دـيـلـيـ دـيـلـيـ بـهـيـكـ دـيـلـيـقـ قـرـنـ دـيـلـيـ دـيـلـيـكـ دـيـلـيـ خـاـلـهـ

دـيـلـقـ قـوـدـ، مـرـدـهـ بـهـيـكـ بـهـيـكـ دـيـلـيـ دـيـلـيـتـ دـيـلـيـ سـلـيـنـهـ دـيـلـيـهـ بـهـيـكـ خـوـهـهـ

(فصلنامه)

ملـيـنـ سـلـيـنـهـ مـيـنـ شـهـتـ مـيـرـكـنـهـ بـهـيـكـ بـهـيـكـ شـهـرـخـوـدـهـ بـهـيـكـ رـيـتـ تـيـزـ رـيـتـ خـيـهـ دـارـلـادـ

دـيـلـيـ بـهـيـكـ دـارـلـانـ بـهـيـكـ دـيـلـيـ بـهـيـكـ دـيـلـيـ خـطـرـيـ سـرـتـهـ لـيـهـ بـهـيـكـ

اـنـدـهـيـزـرـدـهـيـزـهـ بـهـيـكـنـ لـيـزـهـيـزـهـ غـاهـ دـيـلـيـهـ بـهـيـكـ دـيـلـيـهـ بـهـيـكـ دـيـلـيـهـ

شـهـنـيـارـهـ دـيـلـيـهـ بـهـيـكـنـ لـيـزـهـيـزـهـ غـاهـ دـيـلـيـهـ بـهـيـكـ دـيـلـيـهـ بـهـيـكـ دـيـلـيـهـ

تصح نیویورک داد و جهه هنر اقتضان عهدن نیز .
(فصل دوم)

هلت نژدی روئیه دسته هلت نیز روئیه روزگار مدنی خاتمه هنر دین سپاهی هنر نیز .
همک در دو دلایل شرق نیز آن تصور ممکن است که بخوبی بعد از آن گذشت هنر نیز
این ریاست خاتمه کار را در کوه زمینه پنهان میگشت که در آنها نیز میگذرد جهه شرقیه شرق را طبع و صرف گذاشت
و تحریر است مرتب آن قوی سعاد هلت نژدی روئیه بدوی پیش شرطی نیز نیز .
نظر پنجه کفه شد و طبق هنر ممکن است در فصل اول دوچار یافته شده . هلت نژدی روئیه شفاف خود
درین کیست در این شیوه تصریف و محوظ نامی دست دید این شد عهدن نوزده مکانه است هبت قدر را در
هلت باقی روئیه بهمک شتر پیش برادران پیش آن نیز نیز است میگذرد و دینه عباد اقتضانه
(فصل سوم)

هیں سلطیں ساپس رضیت یا به کسره صد هزار دریل دریست . مطابق تصریفی سرمهی ۱۸۸۱ تصمیم روئیه نیز
آن برهنه جمیع یک که هلت نژدی روئیه نیز تعلیم نیز نیز هلت خانه هلت نژدی باقی روئیه داد و زمانیه را گذاشت
خانه نیز . و چون در گروگان که دریل هنر دیدست هتر باد دریل دریم پیش نظر گردید . این چنین قریب فریزه را با این هنر کاره آن کم
سطیں مقدار ۲۸ مای ۱۸۹۳ زیطرف دریل روئیه نیز داده است . هر لیل تصریف داده
هلت نیز نیز زیطرف خد خاتمه نیز همچو شرف بخش دریل را سه خل گذشت . با هنر برادران که هنر داده
خرم شد و تصرف روئیه باشند .
طیں سلطیں ساپس همچو مادر نیز ریخته از کنگ دریل رفته اند و همچو سرمهی نیز خود را شد و میگذرد
نهضه از اینها سرمهی دلخواه تصریفی را تازه فیضیا سرمهی دلخواه میگیرند که هلت نیز نیز نیز
خرد را شد .

TEXTE PERSAN. — PERSIAN TEXT.

No. 268.

Textes officiels persan et russe communiqués par le délégué de la Perse auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 7 juin 1922.

موده مذہبی و مسندہ میں دوست علیہ دران

دیگردی مردوی روسیہ کے دعوے ۲۳ اور ۲۴ نومبر ۱۹۲۰ء
جزء ب دن داری پڑت

چل لیت یوں لیطف رہت مهدی گاہر آزاد کے مردوی روسیہ اطرف دیگریت دیگر دن بھر کے طبق
کلم و حکم ایجاد کر دیتے ہیں میشیر ان وروں تقویت بھشہ مسند کے دھرم داروں نے پہلے شورای اعلیٰ
ٹھوپنے والے مخفی خفت رخواں نہیں۔

زلف رہت یوں عصی غافل دیگر اکٹ زلف رہت محسوس کاری ہے ای مردوی روسیہ گاہر کے
دیگری پیغام دینی تحریک کا رہن

دیگری مخفی مردوں کے لئے ای خود کم مرفق فائدہ دیتے تلقینہ ہو گئے دیگر دن مذکور دنیا میں
دیگر دنیا میں ای ای خود کم مرفق فائدہ دیتے تلقینہ ہو گئے دیگر دن مذکور دنیا میں

نصاریں،

۱۹۱۸ء
حالت مردوی روسیہ مطباق یا ای خود راجح ہے ای دیگر دنیا میں دیگر دنیا میں
۱۹۱۹ء دیں دیگر دنیا میں دیگر دنیا میں دیگر دنیا میں دیگر دنیا میں دیگر دنیا میں

دو ایں یا کہت ہر کوئی شہنشہت برائی قیمت ہو گئی فتح میں نظر نہیں
نظر بچکو شد دیگر دنیا میں
ہلت مردوی روسیہ تھے اس سبب دیگر دنیا میں دیگر دنیا میں دیگر دنیا میں دیگر دنیا میں

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Téhéran le 26 février 1922.

TEXTE RUSSE. — RUSSIAN TEXT.

No. 268.

Persian and Russian official texts communicated by the Persian Delegate accredited to the League of Nations. The registration of this treaty took place on June 7, 1922.

МЕСТО ПЕЧАТИ
Р. С. Ф. С. Р.

ПРОЛЕТАРИИ ВСЕХ СТРАН СОЕДИНЯЙТЕСЬ.

Центральный Исполнительный Комитет Советов Рабочих, Крестьянских, Казачьих и Красно-Армейских Депутатов Российской Социалистической Федеративной Советской Республики об'являет, что Полномочные Представители Р. С. Ф. С. Р. и Полномочный Представитель Персии заключили и подписали в Москве 26 февраля 1921 года нижеследующий договор, который от слова до слова гласит так :

ДОГОВОР
МЕЖДУ ПЕРСИЕЙ И РОССИЙСКОЙ СОЦИАЛИСТИЧЕСКОЙ ФЕДЕРАТИВНОЙ СОВЕТСКОЙ РЕСПУБЛИКОЙ.

Правительство Персии с одной стороны и Правительство Российской Социалистической Федеративной Советской Республики с другой стороны, воодушевляемые стремлением установить на будущее время прочные добрососедские и братские отношения между русским и персидским народами, решили вступить с этой целью в переговоры, для чего назначили своими уполномоченными : Правительство Персии—Алигули Хана МОШАВЕРОЛ-МАМАЛЕК и Правительство Российской Социалистической Федеративной Советской Республики—Георгия Васильевича ЧИЧЕРИНА и Льва Михайловича КАРАХАНА. Означенные уполномоченные, по взаимном пред'явлении своих полномочий, признанных составленными в надлежащей форме и должном порядке, согласились о нижеследующем :

Статья 1.

Российское Советское Правительство в соответствии с декларациями своими, изложенными в нотах от 14 января 1918 года и 26 июня 1919 года об основах политики России в отношении персидского народа, еще раз торжественно заявляет о бесповоротном отказе России от насильнической в отношении Персии политики империалистических правительств России, свергнутых волею ее рабочих и крестьян. Согласно сему и желая видеть персидский народ независимым, процветающим и свободно распоряжающимся всем своим достоянием, Российское Советское Правительство об'являет все трактаты, договоры, конвенции и соглашения, заключенные бывшим царским правительством с Персией и приводившие к умалению прав персидского народа, отмененными и потерявшими всяческую силу.

Статья 2.

Российское Советское Правительство клеймит политику правительств царской России, которые, без согласия народов Азии и под видом обеспечения независимости этих народов, заключали с другими государствами Европы относительно Востока договоры, имевшие конечною целью его постепенный захват. Российское Советское Правительство безоговорочно отвергает эту преступную политику, не только нарушавшую суверенитет государств Азии, но и ведшую к организованному грубому насилию европейских хищников над живым телом народов Востока. В соответствии с сим и согласно принципам, изложенным в ст. ст. 1 и 4 настоящего договора, Российское Советское Правительство заявляет о своем отказе от участия в каких бы то ни было мероприятиях клонящихся к ослаблению и нарушению суверенитета Персии и об'являет отмененными и потерявшими всякую силу все конвенции и соглашения, заключенные бывшим правительством России с третьими державами во вред Персии и относительно ее.

¹ The exchange of ratifications took place at Teheran on February 26, 1922.

Статья 3.

Обе высокие договаривающиеся стороны согласны признавать и соблюдать границу между Персией и Россией в том виде и начертании, как она была установлена разграничительной комиссией 1881 года. При этом Российское Советское Правительство, не желая пользоваться плодами захватной политики бывшего царского правительства России, отказывается от пользования островами Ашур Ада и другими островами, расположеннымными у побережья Астрабадской провинции Персии, возвращая вместе с тем Персии местечко Фирюзе и окружающие его земли, уступленные Персией России по соглашению 28 мая 1893 года. Правительство Персии со своей Стороной соглашается, что город Серахс, известный под именем Русского или Старого Серахса, с прилегающим к нему районом, ограниченным рекой Серахс, остается во владении России. Обе высокие договаривающиеся стороны будут пользоваться рекой Атрек и другими пограничными реками и водами на равных правах; причем для окончательного урегулирования вопроса о пользовании пограничными водами и для разрешения всех вообще спорных пограничных и территориальных дел будет назначена комиссия из представителей России и Персии.

Статья 4.

Признавая право каждого народа на свободное и беспрепятственное разрешение своих политических судей, каждая из высоких договаривающихся сторон отказывается и будет строго воздерживаться от вмешательства во внутренние дела другой стороны.

Статья 5.

Обе высокие договаривающиеся стороны обязываются : 1. Не допускать на своей территории образования или пребывания организации или групп, как бы они ни именовались, или отдельных лиц, ставящих своей целью борьбу против России и Персии, а также против союзных с последней государств, а равным образом не допускать на своей территории вербовки или мобилизацию личного состава в ряды армии или вооруженных сил таковых организаций. 2. Воспретить тем государствам или организациям как бы последние ни именовались, которые ставят своей целью борьбу с другой высокой договаривающейся стороной, ввозить на территорию каждой из высоких договаривающихся сторон или провозить через таковую все, что может быть использовано против другой высокой договаривающейся стороны. 3. Не допускать всеми доступными им способами пребывание на их территории войск или вооруженных сил какого либо третьего государства, пребывание которых создало бы угрозу границам, интересам или безопасности другой высокой договаривающейся стороны.

Статья 6.

Обе высокие договаривающиеся стороны согласны в том, что в случае, если со стороны третьих стран будут иметь место попытки путем вооруженного вмешательства, осуществлять на территории Персии захватную политику, или превращать территорию Персии в базу для военных выступлений против России и если при этом будет угрожать опасность границам Российской Социалистической Федеративной Советской Республики или союзных ей держав и если Персидское правительство после предупреждения со стороны Российского Советского Правительства само не окажется в силах отвратить эту опасность, Российское Советское Правительство будет иметь право ввести свои войска на территорию Персии, чтобы в интересах самообороны принять необходимые военные меры. По устраниении данной опасности Российское Советское Правительство обязуется немедленно вывести свои войска из пределов Персии.

Статья 7.

В виду того, что соображения, изложенные в ст. 6, могут равным образом иметь место в отношении безопасности на Каспийском море, обе высокие договаривающиеся стороны согласны в том, чтобы в случае, если в составе экипажа судов персидского флота окажутся граждане третьих держав, использующие свое пребывание в персидском флоте в недружелюбных по отношению к России целях, Российское Советское Правительство будет иметь право потребовать от правительства Персии устранения указанных вредных элементов.

Статья 8.

Российское Советское Правительство заявляет о своем полном отказе от той финансовой политики, которую вело на востоке царское правительство России, снабжившее персидское правительство денежными средствами не ради содействия хозяйственному развитию и процветанию персидского народа, а в видах политического закабаления Персии. Российское Советское Правительство отказываетя поэтому от всяких прав на займы, предоставленные Персии царским правительством и об'являет таковые займы недействительными и не подлежащими оплате. Оно отказывается также от всех требований на пользование теми государственными доходами Персии, коими гарантировались сказанные займы.

Статья 9.

Российское Советское Правительство, в соответствии с провозглашенным им отрицанием колониальной политики капитализма, служившей и причиной неисчислимых бедствий и кровопролитий, отказывается от использования финансовых предприятий царской России, имевших целью экономическое закабаление Персии. Оно передает поэтому в полное владение персидскому народу денежные суммы, ценности и вообще актив и пассив Учетно-Ссудного Банка Персии, а равным образом движимое и недвижимое имущество означенного банка, находящиеся на территории Персии.

ПРИМЕЧАНИЕ : Правительство Персии соглашается предоставить в безвозмездное пользование Российскому Советскому Правительству в каждом городе, где имеют быть учреждены российские консульские установления и где имелись дома, принадлежащие Учетно-Ссудному Банку Персии, передаваемые Правительству Персии, согласно настоящей 9 статьи, один из таковых домов по выбору Советского Правительства под Российское Консульское Установление.

Статья 10.

Российское Советское Правительство отвергает тенденции мирового империализма, стремящегося к проведению в чужих странах дорог и телеграфных линий не только для культурного развития народов, сколько для обеспечения себе способа военного проникновения. В виду сего и желая представить персидскому народу возможность свободного распоряжения средствами сообщений и сношений жизненно необходимыми для независимости и культурного развития каждого народа, и вместе с тем посильно возместить Персии ущерб, причиненный ей войсками царского правительства, Российское Советское Правительство безвозмездно передает в полную собственность персидского народа следующие русские сооружения :

- a) Шоссейные дороги Энзели-Тегеран-Казвин-Хамадан со всеми относящимися к этим дорогам землями, постройками и инвентарем ;
- b) Железнодорожные линии Джульфа-Тавриз и Софьян-Урмийское озеро со всеми постройками, подвижным составом и другим имуществом ;
- c) Пристани, товарные склады, пароходы, баржи и другие транспортные средства на Урмийском озере со всем относящимися к ним имуществом ;
- d) Все выстроенные бывшим царским правительством в пределах Персии телеграфные и телефонные линии со всем имуществом, зданиями и инвентарем ;
- e) Порт Энзели с товарными складами, электрической станцией и другими постройками.

Статья 11.

Исходя из того соображения, что в силу провозглашенных в ст. 1 настоящего договора принципов, утратил также силу и мирный трактат, заключенный между Россией и Персией в Туркманчае 10 февраля 1828 г., ст. 8 коего лишала Персию прав иметь флот на Каспийском море, обе высокие договаривающиеся стороны согласны, что с момента подписания настоящего договора они будут в равной степени пользоваться правом свободного плавания по Каспийскому морю под своим флагом.

Статья 12.

Российское Советское Правительство, торжественно отказавшись от пользования экономическими привилегиями, основанными на военном преобладании, обявляет недействительными также

и все прочие, кроме перечисленных в ст. ст. 9 и 10, концессий, вынужденные у правительства Персии бывшим царским правительством для себя и для своих подданных. Оно с момента подписания настоящего договора возвращает персидскому народу в лице Правительства Персии все сказанные концессии, как приведенные в исполнение, так и не приведенные, и все земельные участки, полученные на основании этих концессий. Из земель и имущества, принадлежавших в Персии бывшему царскому правительству, остаются во владении России участки, занимаемые Российской Миссией в Тегеране и Зергенде, со всеми зданиями и находящимся в них имуществом, а также участки, здания и имущество бывших Российских Генеральных Консульств и Вице-Консульств в Персии.

ПРИМЕЧАНИЕ : Российское Советское Правительство отказывается от принадлежавшего бывшему царскому правительству права управления деревней Зергенде.

Статья 13.

Правительство Персии обещает со своей стороны не передавать возвращенные Персии согласно настоящему договору концессии и имущество во владение, распоряжение или пользование никакому третьему государству или его гражданам, сохраняя все сказанные права за собой на благо персидского народа.

Статья 14.

Признавая все значение рыбных промыслов южного побережья Каспийского моря для нормального снабжения России предметами продовольствия, Правительство Персии, по утрате законной силы договорными обязательствами, имеющимися у него ныне в отношении этих промыслов, согласно заключить соглашение с подлежащим продовольственным органом Российской Социалистической Федеративной Советской Республики об эксплоатации сих промыслов на особых имеющих быть выбранными к тому времени условиях. Правительство Персииальным образом согласно обсудить с Российским Советским Правительством способы, могущие в настоящее время до наступления указанных выше условий обеспечить продовольственные органы Российской Социалистической Советской Республики возможностью снабжения России с указанных рыбных промыслов.

Статья 15.

Российское Советское Правительство, исходя из провозглашенного им принципа свободы религиозных верований, желает положить конец миссионерской религиозной пропаганде в странах ислама, имевшей скрытой целью политическое воздействие на народные массы и поддерживавшей этим путем хищнические интриги царизма. Объявляет поэтому закрытыми все религиозные миссии, учрежденные в Персии бывшим царским правительством, и примет меры к недопущению впредь посыпки в Персию из России таковых миссий. Земли, постройки и имущество Православной Духовной Миссии в Урмии, равно как все имущество других учреждений этого рода, Российское Советское Правительство безвозмездно передает в вечное владение персидскому народу в лице Правительства Персии. Правительство Персии использует сказанные земли, здания и имущество для устройства школ и других культурно-просветительных учреждений.

Статья 16.

В согласии с изложенным в ноте Советского Правительства от 26 июня 1919 года положением об уничтожении Российской консульской юрисдикции, российские граждане, проживающие в Персии, равно как и персидские граждане, проживающие в России, будут с момента подписания настоящего договора пользоваться равными с местными гражданами правами и подчиняться законам страны их пребывания. Все судебные дела их будут рассматриваться в местных судебных учреждениях.

Статья 17.

Персидские граждане в России, равно как и российские граждане в Персии освобождаются от военной службы и уплаты каких бы то ни было военных налогов или сборов.

Статья 18.

В отношении права свободного передвижения внутри страны персидские граждане в России и российские граждане в Персии пользуются правами, предоставленными гражданам наиболее благоприятствующей державы, кроме союзных с Россией.

Статья 19.

Обе высокие договаривающиеся стороны в кратчайший срок после подписания настоящего договора приступят к возобновлению торговых сношений. Способы организации ввоза и вывоза товаров и оплаты их, равно как порядок взимания и размеры таможенных пошлин, налагаемых Персией на российские товары, будут определены особой торговой конвенцией, которая будет разработана особой комиссией из представителей обоих сторон.

Статья 20.

Обе высокие договаривающиеся стороны взаимно предоставляют друг другу право транзита товаров через Персию или через Россию в третьи страны, причем провозимые товары не должны облагаться сбором большим, чем с товаров наиболее благоприятствующей нации, кроме союзных Российской Социалистической Федеративной Советской Республике.

Статья 21.

Обе высокие договаривающиеся стороны в кратчайший срок после подписания настоящего договора приступят к восстановлению телеграфных и почтовых сношений между Россией и Персией. Условия этих сношений будут определены в особой телеграфной конвенции.

Статья 22.

В целях поддержания устанавливаемых с подписанием настоящего договора добрососедских отношений и для укрепления доброго взаимопонимания, каждая из высоких договаривающихся сторон будет представлена в столице другой стороны полномочными представителями, пользующимися как в России, так и в Персии правом экстерриториальности и другими прерогативами, согласно международному праву и обычаям, а также нормам, действующим в обоих странах в отношении дипломатических представителей.

Статья 23.

Обе высокие договаривающиеся стороны в целях развития сношений между их странами взаимно учреждают консульства в пунктах, которые будут указаны по взаимному соглашению. Права и компетенции консулов будут определяться консульской конвенцией, заключаемой немедленно по подписании настоящего договора, а также правилами и нормами, действующими в обоих странах в отношении консульских установлений.

Статья 24.

Настоящий договор подлежит ратификации в трехмесячный срок. Ратификации будут обменены в г. Тегеране в возможно непродолжительном времени.

Статья 25.

Настоящий договор составлен на русском и персидском языках в двух подлинных экземплярах. При толковании оба текста считаются аутентичными.

Статья 26.

Настоящий договор вступает в силу немедленно по его подписании.
В удостоверение чего нижеподписавшиеся подписали настоящий договор и приложили к нему
свои печати.

Учинено в г. Москве 26 февраля 1921 года.

Подлинное подписано : МОШАВЕРОЛЬ-МАМАЛЕК,
ГЕОРГИЙ ЧИЧЕРИН, и
Л. КАРАХАН.

После рассмотрения сего договора Всероссийский Центральный Исполнительный Комитет Советов Рабочих, Крестьянских, Казачих, и Красно-Армейских Депутатов подтвердил его и ратификовал во всем его содержании обещая, что все в выше означенном акте изложенное соблюдаемо будет ненарушило. В удостоверении чего Председатель Всероссийского Центрального Исполнительного Комитета, подписав настоящ. ратификационную грамоту, утвердил ее Государственной печатью, Москва, 23 августа 1921 года.

За П. В. Ц. И. Комитет С. Р. К. К. Л. Деп.,
СМИДОВИЧЬ.

Секретарь В. Ц. И. К.

Pour copie conforme à l'original,
Le Sous-Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères,
(illisible)

ПРОТОКОЛ

об обмене ратификациями договора, заключенного в Москве между Российской Социалистической Федеративной Советской Республикой и Персией.

Нижеподписавшиеся, собравшись для обмена ратификациями договора дружбы, заключенного 26-го Февраля 1921 года между Российской Социалистической Федеративной Советской Республикой и Персией, предъявили акты вышеизданной ратификации, скрепленные Его Величеством Шахом Персии и Заместителем Председателя Всероссийского Центрального Исполнительного Комитета П. Смидовичем, Которые были прочитаны обими сторонами и найдены точными и согласованными : после чего они произвели их обмен и составили настоящий протокол в двух экземплярах, к которому они приложили свои печати.

Составлен в Тегеране, 26-го Февраля 1922 года.

Подпись : РОТШТЕЙН.

Pour copie conforme à l'original :

Le sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères :
ЕНТЕГАМОЛМОЛЫ.

1 TRADUCTION.

No. 268. — TRAITÉ D'AMITIÉ ENTRE LA PERSE ET LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE FÉDÉRATIVE DES SOVIETS DE RUSSIE, SIGNÉ A MOSCOU, LE 26 FÉVRIER 1921.

Le GOUVERNEMENT PERSAN d'une part et la RÉPUBLIQUE S. F. S. de RUSSIE d'autre part, désireux de voir s'établir des relations d'amitié et de fraternité entre les deux nations, ont décidé d'entrer en pourparlers dans ce but et en conséquence ont désigné les Plénipotentiaires suivants :

Pour la PERSE, ALI GHOLI KHAN MOCHAVEROL-MEMALEK, et pour la RUSSIE, O. V. TCHITCHÉRINE et L. M. KARAKHAN,

Lesquels après vérification de leurs pouvoirs respectifs ont approuvé les articles suivants :

Article 1.

Pour confirmer ses déclarations concernant la politique russe à l'égard de la nation persane, lesquels ont fait l'objet des correspondances du 14 janvier 1918 et du 26 juin 1919, la République S. F. S. de Russie affirme formellement encore une fois qu'elle renonce définitivement à la politique tyrannique poursuivie par les Gouvernements colonisateurs de Russie, renversés par la volonté des ouvriers et des paysans de ce pays.

Partant de ce principe et désireuse de voir le peuple persan heureux et indépendant et pour lui permettre de disposer librement de son patrimoine, la République de Russie déclare nul et non avenu l'ensemble des traités et conventions conclus avec la Perse par le Gouvernement tsariste, traités et conventions qui oppriment les droits du peuple persan.

Article 2.

La République S. F. S. de Russie exprime sa réprobation pour la politique des Gouvernements de la Russie tsariste qui, sous prétexte d'assurer l'indépendance des peuples asiatiques, concluaient sans l'assentiment de ceux-ci avec les Puissances européennes des traités qui n'avaient pour but que d'asservir ces peuples.

Cette politique scélérate qui portait atteinte à l'indépendance des pays d'Asie, faisant des nations vivantes de l'Est la proie de la cupidité et de la tyrannie des pillards européens, est abandonnée sans condition par la Russie fédérale.

C'est pourquoi, conformément aux principes adoptés dans les articles 1 et 4 de ce traité, la Russie fédérale déclare son refus de participer à tous agissements qui pourraient détruire ou affaiblir la souveraineté de la Perse. Elle considère comme nul et non avenu l'ensemble des traités et conventions conclu par l'ancien Gouvernement de Russie avec une tierce puissance au sujet de la Perse ou à son détriment.

¹ Transmise par le Délégué de la Perse auprès de la Société des Nations.

¹ TRANSLATION.

No. 268. — TREATY OF FRIENDSHIP BETWEEN PERSIA AND THE RUSSIAN SOCIALIST FEDERAL SOVIET REPUBLIC, SIGNED AT MOSCOW, FEBRUARY 26, 1921.

The PERSIAN GOVERNMENT of the one part, and the RUSSIAN SOCIALIST FEDERAL SOVIET REPUBLIC of the other part, desiring to establish relations of friendship and fraternity between the two nations, have decided to engage in negotiations for this purpose, and have therefore appointed the following plenipotentiaries :—

For PERSIA : ALI GHOLI KHAN MOCHAVEROL-MEMALEK, and for RUSSIA : O. V. TCHIT-CHERIN and L. M. KARAKHAN,

who after the verification of their respective powers, have agreed as follows :

Article 1.

In order to confirm its declarations regarding Russian policy towards the Persian nation, which formed the subject of correspondence on January 14, 1918, and June 25, 1919, the R. S. F. S. R. formally affirms once again that it definitely renounces the tyrannical policy carried out by the Colonising Governments of Russia which have been overthrown by the will of the workers and peasants of Russia.

Inspired by this principle, and desiring that the Persian people should be happy and independent and should be able to dispose freely of its patrimony, the Russian Republic declares the whole body of treaties and conventions concluded with Persia by the Tsarist Government, which crushed the rights of the Persian people, to be null and void.

Article 2.

The R. S. F. S. R. expresses its reprobation of the policy of the Tsarist Governments of Russia, which, on the pretext of ensuring the independence of the peoples of Asia, concluded, without the consent of the latter, treaties with European Powers, the sole object of which was to subjugate those peoples.

This criminal policy, which infringed upon the independence of the countries of Asia and which made the living nations of the East a prey to the cupidity and the tyranny of European robbers, is abandoned unconditionally by Federal Russia.

Federal Russia, therefore, in accordance with the principles laid down in Articles 1 and 4 of this Treaty, declares its refusal to participate in any action which might destroy or weaken Persian sovereignty. It regards as null and void the whole body of treaties and conventions concluded by the former Russian Government with third parties in respect of Persia or to the detriment of that country.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Article 3.

Les deux Puissances contractantes sont d'accord pour accepter et respecter les frontières russes personnes telles qu'elles ont été tracées par la Commission frontière en 1881.

En même temps, vu la répugnance qu'éprouve le Gouvernement fédératif de Russie à jouir du fruit de la politique usurpatrice du Gouvernement tsariste, il renonce aux Iles Achouradeh et autres situées sur le littoral d'Astrabad et restitue à la Perse le village de Firouzeh, ainsi que les terrains avoisinants cédés à la Russie en vertu de la convention du 28 mai 1893.

Le Gouvernement persan, de son côté, consent à son tour à ce que le Sarakhs Russe ou «vieux Sarakhs» et les terrains aboutissant à la Rivière Sarakhs restent acquis à la Russie.

Les Deux Hautes parties contractantes utiliseront avec des droits égaux la rivière Atrak ainsi que les autres rivières et eaux frontières. Pour la solution définitive de la question des eaux ainsi que de tous les litiges de frontières et de territoires une commission composée de représentants russes et persans sera nommée ad hoc.

Article 4.

Tenant compte du fait que chaque nation a le droit de décider librement de ses destinées politiques, chacune des deux parties contractantes exprime formellement le désir de s'abstenir de toute intervention dans les affaires intérieures de l'autre.

Article 5.

Les Deux Hautes parties contractantes s'engagent :

1. A s'opposer à la formation et au séjour sur leurs territoires respectifs des organisations et des groupements sous n'importe quelle appellation d'individus ayant pour dessein d'entreprendre des actes hostiles contre la Perse ou la Russie ou contre les alliés de la Russie.

De même elles s'opposeraient à la formation de troupes et d'armées sur leurs territoires respectifs dans le but précité.

2. A ne pas permettre à une tierce puissance ou à une organisation de n'importe quelle appellation hostile à l'autre partie contractante d'importer ou de faire passer en transit des objets pouvant servir contre l'autre.

3. A s'opposer par tous les moyens en leur pouvoir au séjour sur leurs territoires ainsi que sur les territoires de leurs alliés d'armées ou des forces d'une tierce Puissance dans le cas où ce séjour serait considéré comme une menace pour les frontières, les intérêts ou la sécurité de l'autre partie contractante.

Article 6.

Dans le cas où une tierce puissance tenterait de poursuivre une politique d'usurpation par une intervention armée en Perse ou voudrait se servir du territoire persan comme base d'opérations contre la Russie et dans le cas où un étranger menacerait les frontières de la Russie fédérative ou celles de ses alliés, menace que le Gouvernement persan ne pourrait conjurer après une première sommation de la Russie, celle-ci aurait le droit de faire avancer ses troupes dans l'intérieur du pays en vue d'opérations militaires nécessitées pour sa défense. Toutefois, la Russie s'engage à retirer ses troupes du territoire persan aussitôt que le péril serait conjuré.

Article 3.

The two Contracting Powers agree to accept and respect the Russo-Persian frontiers, as drawn by the Frontier Commission in 1881.

At the same time, in view of the repugnance which the Russian Federal Government feels to enjoying the fruit of the policy of usurpation of the Tsarist Government, it renounces all claim to the Achouradeh Islands and to the other islands on the Astrabad Littoral, and restores to Persia the village of Firouzeh and the adjacent land ceded to Russia in virtue of the Convention of May 28, 1893.

The Persian Government agrees for its part that the Russian Sarakhs, or "old" Sarakhs, and the land adjacent to the Sarakhs River, shall be retained by Russia.

The two High Contracting Parties shall have equal rights of usage over the Atrak River and the other frontier rivers and waterways. In order finally to solve the question of the waterways and all disputes concerning frontiers or territories, a Commission, composed of Russian and Persian representatives, shall be appointed.

Article 4.

In consideration of the fact that each nation has the right to determine freely its political destiny, each of the two Contracting Parties formally expresses its desire to abstain from any intervention in the internal affairs of the other.

Article 5.

The two High Contracting Parties undertake :

(1) To prohibit the formation or presence within their respective territories, of any organisations or groups of persons, irrespective of the name by which they are known, whose object is to engage in acts of hostility against Persia or Russia, or against the Allies of Russia.

They will likewise prohibit the formation of troops or armies within their respective territories with the afore-mentioned object.

(2) Not to allow a third Party or any organisation, whatever it be called, which is hostile to the other Contracting Party, to import or to convey in transit across their countries material which can be used against the other Party.

(3) To prevent by all means in their power the presence within their territories or within the territories of their Allies of all armies or forces of a third Party in cases in which the presence of such forces would be regarded as a menace to the frontiers, interests or safety of the other Contracting Party.

Article 6.

If a third Party should attempt to carry out a policy of usurpation by means of armed intervention in Persia, or if such Power should desire to use Persian territory as a base of operations against Russia, or if a Foreign Power should threaten the frontiers of Federal Russia or those of its Allies, and if the Persian Government should not be able to put a stop to such menace after having been once called upon to do so by Russia, Russia shall have the right to advance her troops into the Persian interior for the purpose of carrying out the military operations necessary for its defence. Russia undertakes, however, to withdraw her troops from Persian territory as soon as the danger has been removed.

Article 7.

Les considérations de l'art. 6 étant également valables en ce qui concerne la sécurité de la Mer Caspienne, les deux Hautes Parties contractantes sont tombées d'accord sur le fait que la Russie Fédérative aura le droit de demander au Gouvernement persan le renvoi des sujets étrangers qui profiteraient de leur engagement dans la marine persane pour faire des démarches hostiles envers la Russie.

Article 8.

La Russie fédérative déclare renoncer définitivement à la politique économique poursuivie en Orient par le Gouvernement tsariste consistant à prêter de l'argent au Gouvernement persan non pas en vue du développement économique du pays, mais plutôt dans un but d'asservissement politique.

Partant de ce point de vue, la Russie fédérative renonce à ses droits concernant les emprunts consentis à la Perse par les Gouvernements tsaristes. Elle considère ses créances comme nulles et non remboursables. De même la Russie renonce à ses droits sur les ressources de la Perse servant de gage aux emprunts dont il s'agit.

Article 9.

Vu sa déclaration d'avoir répudié la politique coloniale et capitaliste, laquelle a causé tant de malheurs et d'effusion de sang, la Russie fédérative renonce à poursuivre les entreprises économiques des Gouvernements tsaristes, entreprise dont le but était d'asservir économiquement la Perse.

En considération de ce qui précède, la Russie fédérative cède en toute propriété au Gouvernement persan tous les fonds et biens tant meubles qu'immeubles que la Banque d'escompte russe possède sur le territoire persan et lui transfère également tout son actif et passif. Toutefois, le Gouvernement persan consent à ce que dans les villes où il a été décidé que la République S. de Russie pourrait créer des consulats et où il existerait des bâtiments appartenant à la Banque d'Escompte un de ses immeubles, au choix du Gouvernement de Russie, soit mis gratuitement à la disposition du Consulat russe.

Article 10.

Le Gouvernement fédératif de Russie, abandonnant la politique coloniale consistant en la construction de route et de lignes télégraphiques plutôt pour assurer une influence militaire dans les autres pays que pour développer leurs civilisations et désireux de mettre les moyens de communications indispensables à l'indépendance et au développement de toute nation à la disposition du peuple persan et, en même temps pour le dédommager dans la mesure du possible des pertes subies par lui par suite du séjour sur son territoire des armées tsaristes cède gratuitement au Gouvernement persan les installations russes ci-dessous mentionnées :

- a) La route chaussée Enzeli-Téhéran, Kazvine-Hamadan ainsi que tous les terrains et installations dépendant des dites routes.
- b) La ligne ferrée Djoulfa-Tauris-Sofian-Ourmiah avec toutes ses installations, son matériel roulant et ses accessoires.
- c) Les débarcadères et les magasins de marchandises, bateaux à vapeur, canaux et tous les moyens de transport du Lac d'Ourmiah.
- d) Toutes les lignes télégraphiques et téléphoniques créées en Perse par les Gouvernements tsaristes de même que toutes les installations mobilières, immobilières et leurs dépendances.
- e) Le port d'Enzeli et les magasins de marchandises, ainsi que l'installation électrique et les autres bâtiments.

Article 7.

The considerations set forth in Article 6 have equal weight in the matter of the security of the Caspian Sea. The two High Contracting Parties therefore have agreed that Federal Russia shall have the right to require the Persian Government to send away foreign subjects, in the event of their taking advantage of their engagement in the Persian navy to undertake hostile action against Russia.

Article 8.

Federal Russia finally renounces the economic policy pursued in the East by the Tsarist Government, which consisted in lending money to the Persian Government, not with a view to the economic development of the country, but rather for purposes of political subjugation.

Federal Russia accordingly renounces its rights in respect of the loans granted to Persia by the Tsarist Governments. It regards the debts due to it as void, and will not require their repayment. Russia likewise renounces its claims to the resources of Persia which were specified as security for the loans in question.

Article 9.

In view of the declaration by which it has repudiated the colonial and capitalist policy which occasioned so many misfortunes and was the cause of so much bloodshed, Federal Russia abandons the continuation of the economic undertakings of the Tsarist Government, the object of which was the economic subjugation of Persia. Federal Russia therefore cedes to the Persian Government the full ownership of all funds and of all real and other property, which the Russian Discount Bank possesses on Persian territory, and likewise transfers to it all the assets and liabilities of that Bank. The Persian Government nevertheless agrees that in the towns where it has been decided that the Russian Socialist Republic may establish Consulates, and where buildings exist belonging to the Discount Bank, one of these buildings, to be chosen by the Russian Government, shall be placed at the disposal of the Russian Consulate, free of charge.

Article 10.

The Russian Federal Government, having abandoned the colonial policy, which consisted in the construction of roads and telegraph lines more in order to obtain military influence in other countries than for the purpose of developing their civilisations, and being desirous of providing the Persian people with those means of communication indispensable for the independence and development of any nation, and also in order to compensate the Persian people as far as possible for the losses incurred by the sojourn in its territory of the Tsarist armies, cedes free of charge to the Persian Government the following Russian installations :

- (a) The high-roads from Enzeli to Teheran, and from Kazvin to Hamadan, and all land and installations in connection with these roads.
- (b) The rail-road Djoulfa-Tauris-Sofian Urmiah, with all installations, rolling-stock and accessories.
- (c) The landing-stages, warehouses, steamships, canals, and all means of transport of the lake of Urmiah.
- (d) All telegraph and telephone lines established in Persia by the Tsarist Governments, with all moveable and immoveable installations and dependencies.
- (e) The port of Enzeli and the warehouses, with the electrical installation, and other buildings.

Article 11.

Attendu que le traité de Turkomantchai conclu le 10 février 1828 (vieux style) entre la Perse et la Russie, qui interdit à la Perse, en vertu de son article 8, d'avoir des bateaux dans les eaux de la Mer Caspienne, se trouve abrogé en conformité des principes énoncés dans l'art. 1 du présent traité, les deux Hautes Parties contractantes jouiront du droit égal de libre navigation sur la dite mer sous leurs propres couleurs, à partir de la date de la signature du présent traité.

Article 12.

Le Gouvernement fédéral de la Russie ayant renoncé officiellement aux intérêts économiques obtenus par la prépondérance militaire déclare en outre qu'indépendamment des concessions faisant l'objet des art. 9 et 10, les autres concessions obtenues par force par les Gouvernements tsaristes et ses sujets seront également considérés comme nulles et non avenues.

Partant de ce point de vue, le Gouvernement fédératif de Russie rétrocède à partir de la signature du présent traité au Gouvernement persan représentant la nation persane, toutes les dites concessions que l'exploitation en a été commencée ou non, de même que tous les terrains pris en vertu des dites concessions.

De tous les terrains ou propriétés sis en Perse et appartenant à l'ex-Gouvernement tsariste seuls les locaux de la Légation de Russie à Téhéran et à Zerguendeh avec toutes les dépendances mobilières et immobilières ainsi que les locaux, meubles et immeubles des consulats et vices-consulats, resteront acquis à la Russie. Toutefois, celle-ci renonce au droit d'administrer le village de Zerguendeh que s'était arrogé l'ex-Gouvernement du tsar.

Article 13.

De son côté le Gouvernement persan promet de ne pas céder à une tierce puissance ou à ses sujets les concessions et biens restitués à la Perse en vertu du présent traité et de conserver ces droits à la nation persane.

Article 14.

Le Gouvernement persan reconnaissant l'importance du service des pêcheries de la Caspienne pour l'alimentation de la Russie promet de conclure avec le Service de l'Alimentation de la R. S. F. S. de Russie aussitôt après l'expiration du délai légal de ces engagements actuels, un contrat au sujet de la pêche des poissons portant des clauses appropriées. En outre, le Gouvernement persan promet d'étudier, d'accord avec le Gouvernement de R. S. F. S. de Russie, le moyen de faire parvenir dès maintenant le produit de la pêche au Service de l'Alimentation de la Russie fédérative en attendant la conclusion du contrat précité.

Article 15.

Conformément au principe de la liberté de conscience proclamé par la Russie fédérative et désireux de mettre fin dans les pays islamiques aux propagandes religieuses ayant pour véritable but d'influencer politiquement la masse et par suite de servir la rapacité du Gouvernement tsariste, le Gouvernement de la Russie fédérative déclare la suppression des congrégations religieuses instituées en Perse par les anciens Gouvernements tsaristes. La Russie fédérative veillera à ce qu'à l'avenir de pareilles missions ne soient pas envoyées en Perse.

La Russie fédérative cède sans conditions à la nation représentée par le Gouvernement persan les terrains, biens et bâtiments sis à Ourmiah et appartenant à la Mission orthodoxe de même que les autres établissements similaires. Le Gouvernement persan utilisera ces biens à la construction d'écoles et autres établissements destinés à l'instruction publique.

Article 11.

In view of the fact that the Treaty of Turkomantchai, concluded on February 10, 1828 (old style), between Persia and Russia, which forbids Persia, under the terms of Article 8, to have vessels in the waters of the Caspian Sea, is abrogated in accordance with the principles set forth in Article 1 of the present Treaty, the two High Contracting Parties shall enjoy equal rights of free navigation on that Sea, under their own flags, as from the date of the signing of the present Treaty.

Article 12.

The Russian Federal Government, having officially renounced all economic interests obtained by military preponderance, further declares that, apart from the concessions which form the subject of Articles 9 and 10, the other concessions obtained by force by the Tsarist Government and its subjects shall also be regarded as null and void.

In conformity with which the Russian Federal Government restores, as from the date of the signing of the present Treaty, to the Persian Government, as representing the Persian people, all the concessions in question, whether already being worked or not, together with all land taken over in virtue of those concessions.

Of the lands and properties situated in Persia and belonging to the former Tsarist Government, only the premises of the Russian Legation at Teheran and at Zerguendeh with all moveable and immoveable appurtenances, as well as all real and other property of the Consulates and Vice-Consulates, shall be retained by Russia. Russia abandons, however, her right to administer the village of Zerguendeh, which was assigned by the ex-Government of the Tsar.

Article 13.

The Persian Government, for its part, promises not to cede to a third Power, or to its subjects, the concessions and property restored to Persia by virtue of the present Treaty, and to maintain those rights for the Persian nation.

Article 14.

The Persian Government, recognising the importance of the Caspian fisheries for the food supply of Russia, promises to conclude with the Food Service of the Russian Socialist Federal Soviet Republic immediately upon the expiry of the legal period of these existing engagements, a contract relating to the fisheries, containing appropriate clauses. Furthermore, the Persian Government promises to examine, in agreement with the Government of the Russian Socialist Federal Soviet Republic, the means of at once conveying the produce of the fisheries to the Food Service of Soviet Russia pending the conclusion of the above contract.

Article 15.

In accordance with the principle of liberty of conscience proclaimed by Soviet Russia, and with a desire to put an end, in Moslem countries, to religious propaganda, the real object of which was to exercise political influence over the masses and thus to satisfy the rapacity of the Tsarist Government, the Government of Soviet Russia declares that the religious settlements established in Persia by the former Tsarist Governments are abolished. Soviet Russia will take steps to prevent such missions from being sent to Persia in the future.

Soviet Russia cedes unconditionally to the nation represented by the Persian Government, the lands, property and buildings belonging to the Orthodox Mission situated at Urmia, together with the other similar establishments. The Persian Government shall use these properties for the construction of schools and other institutions intended for educational purposes.

Article 16.

En vertu de la communication de la Russie fédérative en date du 25 juin 1919 relative à l'annulation des juridictions consulaires il est décidé que les sujets russes en Perse de même que les sujets persans en Russie seront traités à partir de la date de la présente sur le même pied que les habitants de la ville où ils résident ; ils seront régis par les lois du pays de résidence et soumettront leurs griefs aux tribunaux locaux.

Article 17.

Les sujets persans en Russie et les sujets russes en Perse sont exempts du service militaire et de tout impôt ou taxes militaires.

Article 18.

Les sujets persans en Russie et les sujets russes en Perse jouiront en ce qui concerne leur voyage dans l'intérieur du pays des droits accordés aux nations les plus favorisées autres que les pays alliés.

Article 19.

Dans un court laps de temps après la signature du présent traité les deux Hautes Parties contractantes procéderont à la reprise des relations commerciales. Les moyens à adopter pour l'organisation du service des importations et des exportations des marchandises de même que le paiement des prix et la taxe douanière à percevoir par le Gouvernement persan sur les marchandises de provenance russe seront fixés en vertu d'une convention commerciale par une commission ad hoc formée des représentants des deux Hautes Parties contractantes.

Article 20.

Les deux Hautes Parties contractantes s'accordent réciproquement le droit de transit pour le transport des marchandises traversant la Perse ou la Russie et destinées à un troisième pays.

Les taxes exigées en l'occurrence ne seront pas plus élevées que celles perçues sur les marchandises des nations les plus favorisées autres que les pays alliés de la R. S. F. S. de Russie.

Article 21.

Les deux Hautes Parties contractantes procéderont à l'ouverture des relations télégraphiques et postales entre la Russie et la Perse, dans le plus court délai possible après la signature du présent traité.

Les conditions de ces relations seront arrêtées dans une convention postale et télégraphique.

Article 22.

En vue de consolider les bonnes relations des deux puissances voisines et de faciliter la manifestation des bonnes intentions qui existent entre les deux pays, aussitôt après la signature du présent traité, chacune des Hautes Parties contractantes sera représentée dans la capitale de l'autre par un représentant plénipotentiaire qui jouira des droits d'extraterritorialité et autres priviléges acquis aux Représentants diplomatiques en vertu des lois et usages internationaux ainsi que des règles et coutumes des deux pays.

Article 16.

By virtue of the communication from Soviet Russia dated June 25, 1919, with reference to the abolition of consular jurisdictions, it is decided that Russian subjects in Persia and Persian subjects in Russia shall, as from the date of the present Treaty, be placed upon the same footing as the inhabitants of the towns in which they reside ; they shall be subject to the laws of their country of residence, and shall submit their complaints to the local courts.

Article 17.

Persian subjects in Russia and Russian subjects in Persia shall be exempt from military service and from all military taxation.

Article 18.

Persian subjects in Russia and Russian subjects in Persia shall, as regards travel within the respective countries, enjoy the rights granted to the most favoured nations other than countries allied to them.

Article 19.

Within a short period after the signature of the Present Treaty, the two High Contracting Parties shall resume commercial relations. The methods to be adopted for the organisation of the import and export of goods, methods of payment, and the customs duties to be levied by the Persian Government on goods originating in Russia, shall be determined, under a commercial convention, by a special commission consisting of representatives of the two High Contracting Parties.

Article 20.

Each of the two High Contracting Parties grants to the other the right of transit for the transport of goods passing through Persia or Russia and consigned to a third country.

The dues exacted in such cases shall not be higher than those levied on the goods of the most favoured nations other than countries allied to the Russian Socialist Federal Soviet Republic.

Article 21.

The two High Contracting Parties shall open telegraphic and postal relations between Russia and Persia within the shortest possible period after the signature of the present Treaty.

The conditions of these relations shall be fixed by a postal and telegraphic convention.

Article 22.

In order to consolidate the good relations between the two neighbouring Powers and to facilitate the realisation of the friendly intentions of each country towards the other, each of the High Contracting Parties shall, immediately after the signature of the present Treaty, be represented in the capital of the other by a Plenipotentiary Representative, who shall enjoy the rights of extra-territoriality and other privileges to which diplomatic representatives are entitled by international law and usage and by the regulations and customs of the two countries.

Article 23.

Les deux Hautes Parties contractantes, afin de développer leurs relations réciproques, auront des consulats dans les lieux à désigner de commun accord.

Les droits et attributions des Consuls seront fixés par un arrangement spécial qui sera conclu sans retard après la signature du présent traité, et conformément aux prescriptions en vigueur dans les deux pays en ce qui concerne les institutions consulaires.

Article 24.

Ce traité doit être ratifié dans un délai de trois mois. L'échange des ratifications aura lieu à Téhéran aussitôt que possible.

Article 25.

Le présent traité est rédigé en russe et en persan. Les deux textes seront considérés comme originaux et feront également foi.

Article 26.

Le présent traité aura force d'exécution après sa signature.

En foi de quoi les soussignés ont signé le présent traité et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Moscou, le 26 février 1921.

(Signé) : G. TCHITCHÉRINE
L. KARAKHAN
MOCHAVEROL-MEMALEK

Nº 2654.

ANNEXE I.

TÉHÉRAN, le 12 décembre 1921.

MONSIEUR LE REPRÉSENTANT DIPLOMATIQUE,

Attendu que le Gouvernement persan et le Medjiss ont constaté que les articles 5 et 6 du traité conclu entre nos deux pays ont été rédigés en des termes vagues et que, d'une part le Medjiss voudrait que la rétrocession au Gouvernement persan des concessions russes soit faite sans réserve ni condition, et que d'autre part l'art. 20 soit libellé de telle façon que le transit pour l'importation et l'exportation soit pleinement acquis au Gouvernement persan; questions sur lesquelles des pourparlers ont été engagés avec vous et que vous avez donné des explications sur les articles 5 et 6 et des promesses concernant les articles 13 et 20, comme quoi en cas où le traité serait voté par le Medjiss, vous préteriez tout votre concours pour que les deux articles en question soient revisés dans le sens désiré par le Medjiss et le Gouvernement persan; considérant que le Gouvernement persan et le Medjiss sont vivement désireux que les relations amicales entre nos deux gouvernements soient rétablies et que le traité, basé sur les meilleurs sentiments, soit conclu le plus tôt possible, j'ai l'honneur de vous demander de vouloir bien donner par écrit les explications concernant l'interprétation

Article 23.

In order to develop their mutual relations, the two High Contracting Parties shall establish Consulates in places to be determined by common agreement.

The rights and duties of the Consuls shall be fixed by a special agreement to be concluded without delay after the signature of the present Treaty. This agreement shall conform to the provisions in force in the two countries with regard to consular establishments.

Article 24.

This Treaty shall be ratified within a period of three months. The exchange of ratifications shall take place at Teheran as soon as possible.

Article 25.

The present Treaty is drawn up in Russian and Persian. Both texts shall be regarded as originals and both shall be authentic.

Article 26.

The present Treaty shall come into force immediately upon signature.

In faith whereof the undersigned have signed the present Treaty and have affixed their seals thereto.

Done at Moscow February 26, 1921.

(Signed) G. TCHITCHERIN.
L. KARAKHAN
MOCHAVEROL-MEMALEK.

No. 2654.

ANNEX I.

TEHERAN, December 12, 1921.

SIR,

The Persian Government and the Mejlis have observed that Articles 5 and 6 of the Treaty concluded between our two countries are worded vaguely; the Mejlis moreover, desires that the retrocession of Russian concessions to the Persian Government should be made without reserve or condition, and, that Article 20 should be so worded as to allow the Persian Government full powers for the transit of imports and exports. Conversations have taken place with you on these questions, and you have given explanations with regard to Articles 5 and 6 and promises concerning Articles 13 and 20, to the effect that if the Treaty were passed by the Mejlis you would give all the assistance in your power to ensure that the two Articles in question should be revised on the lines desired by the Mejlis and the Persian Government. The Persian Government and the Mejlis are most desirous that friendly relations should be re-established between our two Governments, and that the Treaty, which is based upon the most amicable sentiments, should be concluded as soon as possible.

No. 268.

des articles 5 et 6 et de réitérer les promesses d'appui que vous avez déjà faites pour la révision des articles 13 et 20 afin que le Gouvernement persan soit à même de faire voter le dit traité par le Medjลiss.

En même temps, je vous prie de vouloir bien faire le nécessaire pour réparer l'erreur qui a été commise dans l'art. 3 où le mot « commission » a été écrit à la place de « traité », car en l'an 1881 il a seulement été conclu un traité de délimitation de frontières et c'est ce traité qui est visé dans l'art. 3 précité.

Veuillez agréer, Monsieur le Représentant Diplomatique, l'assurance de ma très haute considération.

(Signé) : MOCHAROS-SALTANEH

Nº 1600.

ANNEXE II.

TÉHÉRAN, le 12 décembre 1921.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En réponse à la lettre de Votre Excellence en date du 20 Ghausse, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que les art. 5 et 6 visent seulement les cas où il aurait été fait des préparatifs pour entreprendre une lutte armée et efficace contre la Russie ou les Républiques soviétiques ses alliés de la part des partisans du régime renversé ou de ceux qui les soutiennent parmi les Puissances étrangères, lesquelles sont à même d'aider les ennemis des Républiques des ouvriers et des paysans et de s'emparer aussi d'une partie du territoire persan par force ou par des moyens astucieux constituant par là des bases d'opérations, pour les attaques qu'elles méditeraient directement ou par l'entremise des forces contre-révolutionnaires contre la Russie ou les Républiques soviétiques, ses alliés. Ainsi les articles précités ne visent aucunement les luttes verbales ou par écrit menées contre le régime soviétique par les différents groupes persans ou même par les émigrés russes en Perse, quels qu'ils soient, et cela dans la mesure où ces menées sont tolérées habituellement entre puissances voisines animées des sentiments amicaux réciproques.

En ce qui concerne les art. 13 et 20 et la petite erreur que vous avez relevée dans l'art. 3 référant à la convention de 1881, je suis en mesure de vous déclarer catégoriquement, comme je l'ai toujours fait, que mon gouvernement, animé des meilleurs sentiments envers la nation persane, n'a jamais voulu mettre une restriction aux moyens du progrès et de la prospérité de la Perse. Moi-même, partageant entièrement ces sentiments, je serais disposé, en cas où les relations amicales seraient conservées entre les deux pays, à favoriser les négociations concernant la révision totale ou partielle des dits articles dans le sens désiré par le Gouvernement persan en conformité des intérêts de la Russie.

Par ce qui précède, je m'attends à ce que votre Gouvernement et le Medjลiss ratifient le traité en question dans le plus bref délai possible, ainsi que vous me l'avez promis dans votre lettre.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

(Signé) : ROTSTEIN

*Représentant Diplomatique de la
République Socialiste Fédérative des Soviets de Russie.*

I have, therefore, the honour to request you to give in writing your explanations with regard to the interpretation of Articles 5 and 6, and to repeat the promises of support which you have already given as regards the revision of Articles 13 and 20, in order that the Persian Government may be enabled to secure the passing of the Treaty by the Mejlis.

I also wish to ask you to take the necessary steps to repair the error which has been made in Article 3, in which the word "commission" was written instead of "treaty", as the only treaty which was concluded in 1881 was a frontier delimitation treaty, and this is the treaty referred to in Article 3.

I have the honour to be, Sir, etc.

(Signed) MOCHAROS-SALTANEH.

No. 1600.

ANNEX II.

TEHERAN, December 12, 1921.

YOUR EXCELLENCY,

In reply to your letter dated 20th day of Ghows, I have the honour to inform you that Articles 5 and 6 are intended to apply only to cases in which preparations have been made for a considerable armed attack upon Russia or the Soviet Republics allied to her, by the partisans of the regime which has been overthrown or by its supporters among those foreign Powers which are in a position to assist the enemies of the Workers' and Peasants' Republics and at the same time to possess themselves, by force or by underhand methods, of part of the Persian territory, thereby establishing a base of operations for any attacks — made either directly or through the counter-revolutionary forces — which they might meditate against Russia or the Soviet Republics allied to her. The Articles referred to are therefore in no sense intended to apply to verbal or written attacks directed against the Soviet Government by the various Persian groups, or even by any Russian émigrés in Persia, in so far as such attacks are generally tolerated as between neighbouring Powers animated by sentiments of mutual friendship.

With regard to Articles 13 and 20, and the small error to which you draw attention in Article 3 with reference to the Convention of 1881, I am in a position to state categorically, as I have always stated, that my Government, whose attitude towards the Persian nation is entirely friendly, has never sought to place any restriction upon the progress and prosperity of Persia. I myself fully share this attitude, and would be prepared, should friendly relations be maintained between the two countries, to promote negotiations with a view to a total or partial revision of these Articles on the lines desired by the Persian Government, as far as the interests of Russia permit.

In view of the preceding statements, I trust that, as you promised me in your letter, your Government and the Mejlis will ratify the Treaty in question as soon as possible.

I have the honour to be, Your Excellency, etc.

(Signed) ROTSTEIN,

*Diplomatic Representative of the
Russian Socialist Federal Soviet Republic.*

N° 269.

**ALBANIE, ALLEMAGNE,
AUTRICHE, BELGIQUE,
BRÉSIL,
EMPIRE BRITANNIQUE, etc.**

Convention internationale pour la
répression de la traite des femmes
et des enfants, ouverte à la signa-
ture, à Genève, du 30 septembre
1921 au 31 mars 1922.

**ALBANIA, GERMANY,
AUSTRIA, BELGIUM, BRAZIL,
BRITISH EMPIRE, etc.**

International Convention for the
Suppression of the Traffic in
Women and Children, opened for
signature at Geneva from Sep-
tember 30, 1921 to March 31,
1922.

No. 269. — CONVENTION INTERNATIONALE POUR LA RÉPRESSION DE LA TRAITE DES FEMMES ET DES ENFANTS¹ OUVERTE A LA SIGNATURE, A GENÈVE, DU 30 SEPTEMBRE 1921 AU 31 MARS 1922.

Textes officiels en anglais et en français. Cette Convention a été enregistrée par le Secrétariat de la Société des Nations le 15 juin 1922 conformément aux termes de l'article 9.

L'ALBANIE, l'ALLEMAGNE, l'AUTRICHE, la BELGIQUE, le BRÉSIL, l'EMPIRE BRITANNIQUE (avec le CANADA, le COMMONWEALTH D'AUSTRALIE, l'UNION SUD-AFRICAINE, la NOUVELLE-ZÉLANDE et l'INDE), le CHILI, la CHINE, la COLOMBIE, COSTA-RICA, CUBA, l'ESTHONIE, la GRÈCE, la HONGRIE, l'ITALIE, le JAPON, la LETTONIE, la LITUANIE, la NORVÈGE, les PAYS-BAS, la PERSE, la POLOGNE (avec DANTZIG), le PORTUGAL, la ROUMANIE, le SIAM, la SUÈDE, la SUISSE et la TCHÉCOSLOVAQUIE,

Désireux d'assurer d'une manière plus complète la répression de la traite des femmes et des enfants, désignée dans les préambules de l'Arrangement² du 18 mai 1904 et de la Convention³ du 4 mai 1910 sous le nom de « Traite des Blanches » ;

Ayant pris connaissance des recommandations inscrites à l'Acte final de la Conférence internationale qui s'est réunie à Genève, sur convocation du Conseil de la Société des Nations, du 30 juin au 5 juillet 1921 ; et

Ayant décidé de conclure une Convention additionnelle à l'Arrangement et à la Convention ci-dessus mentionnés :

Ont désigné à cet effet pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL SUPRÈME DE L'ALBANIE :

Monseigneur Fan S. NOLI, Député au Parlement, Délégué à la deuxième Assemblée de la Société des Nations.

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND :

Son Excellence le Dr Adolf MÜLLER, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Berne.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE :

Son Excellence M. Albert MENSDORFF-POUILLY-DIETRICHSTEIN, ancien Ambassadeur Délégué à la deuxième Assemblée de la Société des Nations.

¹ Pour les ratifications et adhésions voir page 432.

² Voir vol. I, page 84, vol. III, page 254 de ce Recueil.

³ Voir vol. III, pages 254 et 278 de ce Recueil et De Martens, Nouveau Recueil Général des Traité, troisième série, tome VII, page 252.

No. 269. — INTERNATIONAL CONVENTION FOR THE SUPPRESSION OF THE TRAFFIC IN WOMEN AND CHILDREN¹, OPENED FOR SIGNATURE AT GENEVA FROM SEPTEMBER 30, 1921, TO MARCH 31, 1922.

Official texts in English and in French. This Convention was registered with the Secretariat of the League of Nations on June 15, 1922 in accordance with the terms of Article 9.

ALBANIA, GERMANY, AUSTRIA, BELGIUM, BRAZIL, the BRITISH EMPIRE (with CANADA, the COMMONWEALTH OF AUSTRALIA, the UNION OF SOUTH AFRICA, NEW ZEALAND and INDIA), CHILE, CHINA, COLOMBIA, COSTA RICA, CUBA, ESTHONIA, GREECE, HUNGARY, ITALY, JAPAN, LATVIA, LITHUANIA, NORWAY, the NETHERLANDS, PERSIA, POLAND (with DANZIG), PORTUGAL, ROUMANIA, SIAM, SWEDEN, SWITZERLAND and CZECHOSLOVAKIA,

Being anxious to secure more completely the suppression of the Traffic in Women and Children described in the preambles to the Agreement² of May 18, 1904, and to the Convention³ of May 4, 1910, under the name of "White Slave Traffic";

Having taken note of the Recommendations contained in the Final Act of the International Conference which was summoned by the Council of the League of Nations and met at Geneva from June 30 to July 5, 1921; and

Having decided to conclude a Convention supplementary to the Arrangement and Convention mentioned above:

Have nominated for this purpose as their Plenipotentiaries:

THE PRESIDENT OF THE SUPREME COUNCIL OF ALBANIA:

Monsignor Fan S. NOLI, Member of Parliament, Delegate to the Second Assembly of the League of Nations.

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH:

His Excellency Dr. Adolf MÜLLER, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in Berne.

THE PRESIDENT OF THE AUSTRIAN REPUBLIC:

His Excellency M. Albert MENSDORFF-POUILLY-DIETRICHSTEIN, Former Ambassador, Delegate to the Second Assembly of the League of Nations.

¹ For ratifications and accessions see page 433.

² See vol. I, page 84; vol. III, page 254 of this Series.

³ See vol. III, pages 254 and 278 of this Series and British and Foreign State Papers vol. 103, page 244.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

M. Michel LEVIE, Ministre d'Etat, Président de la Conférence internationale sur la traite des femmes et des enfants.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DES ÉTATS-UNIS DU BRÉSIL :

Son Excellence le Dr Gastão DA CUNHA, Ambassadeur à Paris, Délégué à la deuxième Assemblée de la Société des Nations.

SA MAJESTÉ LE ROI DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET DES DOMINIONS BRITANNIQUES AU DELÀ DES MERS, EMPEREUR DES INDÉS :

Le Très Honorable Arthur James BALFOUR, O.M., M.P., Lord Président du Très Honorable Conseil privé de Sa Majesté, Délégué à la deuxième Assemblée de la Société des Nations.

Et

POUR LE DOMINION DU CANADA :

Le Très Honorable Charles Joseph DOHERTY, Ministre de la Justice et Procureur général, Délégué à la deuxième Assemblée de la Société des Nations.

POUR LE COMMONWEALTH D'AUSTRALIE :

Le Capitaine Stanley Melbourne BRUCE, M.C., Membre de la Chambre des Députés, Délégué à la deuxième Assemblée de la Société des Nations.

POUR L'UNION SUD-AFRICAINE :

L'Honorable Sir Edgar Harris WALTON, K.C.M.G., Haut Commissaire de l'Union Sud-Africaine au Royaume-Uni, Délégué à la deuxième Assemblée de la Société des Nations.

POUR LE DOMINION DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE :

Le Très Honorable Sir James ALLEN, K.C.B., Haut Commissaire pour la Nouvelle-Zélande dans le Royaume-Uni, Délégué à la deuxième Assemblée de la Société des Nations.

POUR L'INDE :

L'Honorable Theo RUSSELL, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté britannique à Berne.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU CHILI :

Son Excellence M. Agustín EDWARDS, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Londres, Délégué à la deuxième Assemblée de la Société des Nations.

Son Excellence M. Manuel RIVAS VICUÑA, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Berne, Délégué à la Conférence internationale sur la traite des femmes et des enfants et à la deuxième Assemblée de la Société des Nations.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE CHINE :

Son Excellence M. Ouang YONG-PAO, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Berne.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE :

Son Excellence M. le Dr Francisco José URRUTIA, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Berne, Délégué à la deuxième Assemblée de la Société des Nations.

Son Excellence M. le Dr A. J. RESTREPO, Avocat de la République pour l'arbitrage colombo-vénézuélien, Délégué à la deuxième Assemblée de la Société des Nations.

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

M. Michel LEVIE, Minister of State, President of the International Conference on Traffic in Women and Children.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF BRAZIL :

His Excellency Dr. Gastão DA CUNHA, Ambassador in Paris, Delegate to the Second Assembly of the League of Nations.

HIS MAJESTY THE KING OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND IRELAND AND OF THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA :

The Right Honourable Arthur James BALFOUR, O.M., M.P., Lord President of His Majesty's Most Honourable Privy Council, Delegate to the Second Assembly of the League of Nations ;

and

FOR THE DOMINION OF CANADA :

The Right Honourable Charles Joseph DOHERTY, Minister of Justice and Attorney-General, Delegate to the Second Assembly of the League of Nations.

FOR THE COMMONWEALTH OF AUSTRALIA :

Captain Stanley Melbourne BRUCE, M.C., Member of the House of Representatives, Delegate to the Second Assembly of the League of Nations.

FOR THE UNION OF SOUTH AFRICA :

The Honourable Sir Edgar Harris WALTON, K.C.M.G., High Commissioner for the Union of South Africa in the United Kingdom, Delegate to the Second Assembly of the League of Nations.

FOR THE DOMINION OF NEW ZEALAND :

The Honourable Sir James ALLEN, K.C.B., High Commissioner for New Zealand in the United Kingdom, Delegate to the Second Assembly of the League of Nations.

FOR INDIA :

The Honourable Theo RUSSELL, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of His Britannic Majesty in Berne.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF CHILE :

His Excellency M. Agustin EDWARDS, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at London, Delegate to the Second Assembly of the League of Nations.

His Excellency M. Manuel RIVAS VICUÑA, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in Berne, Delegate to the International Conference on Traffic in Women and Children and to the Second Assembly of the League of Nations.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF CHINA :

His Excellency M. Ouang YONG-PAO, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in Berne.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF COLOMBIA :

His Excellency Dr. Francisco José URRUTIA, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in Berne, Delegate to the Second Assembly of the League of Nations.

His Excellency Dr. A. J. RESTREPO, Barrister for the Republic in the Colombo-Venezuelan arbitration, Delegate to the Second Assembly of the League of Nations.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE COSTA-RICA :

Son Excellence M. Manuel Maria DE PERALTA, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Paris, Délégué à la deuxième Assemblée de la Société des Nations.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE CUBA :

Son Excellence M. Guillermo DE BLANCK, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Berne et à La Haye, Délégué à la deuxième Assemblée de la Société des Nations.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ESTHONIENNE :

Son Excellence M. Antoine PIIP, Ministre des Affaires étrangères, Délégué à la deuxième Assemblée de la Société des Nations.

SA MAJESTÉ LE ROI DES HELLÈNES :

M. Vassili DENDRAMIS, Directeur du Secrétariat hellénique permanent auprès de la Société des Nations, Délégué à la Conférence internationale sur la traite des femmes et des enfants.

SON ALTESSE SÉRÉNISIME LE GOUVERNEUR DE HONGRIE :

M. Félix PARCHER DE TERJEKFALVA, Chargé d'Affaires à Berne.

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

Son Excellence le Marquis G. IMPERIALI DEI PRINCIPI DI FRANCAVILLA, Ambassadeur, délégué à la deuxième Assemblée de la Société des Nations.

SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DU JAPON :

Son Excellence M. le Baron G. HAYASHI, Ambassadeur à Londres, Délégué à la deuxième Assemblée de la Société des Nations.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE :

M. M. V. SALNAIS, Sous-Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, Délégué à la deuxième Assemblée de la Société des Nations.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE LITUANIENNE :

M. Ernest GALVANAUSKAS, Ministre des Finances, du Commerce, de l'Industrie et des Voies de communication, Délégué à la deuxième Assemblée de la Société des Nations.

SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE :

M. le Professeur Dr Fridtjof NANSEN, Président de la Délégation norvégienne à la deuxième Assemblée de la Société des Nations.

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS :

M. le Jonkheer A. T. BAUD, Attaché à la Légation des Pays-Bas à Berne.

SA MAJESTÉ IMPÉRIALE LE SHAH DE PERSE :

Son Altesse le Prince ARFA-ED-DOWLEH, Délégué à la deuxième Assemblée de la Société des Nations.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF COSTA RICA :

His Excellency M. Manuel Maria DE PERALTA, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in Paris, Delegate to the Second Assembly of the League of Nations.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF CUBA :

His Excellency M. Guillermo DE BLANCK, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in Berne and The Hague, Delegate to the Second Assembly of the League of Nations.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF ESTHONIA :

His Excellency M. Antoine PIPP, Minister for Foreign Affairs, Delegate to the Second Assembly of the League of Nations.

HIS MAJESTY THE KING OF THE HELLENES :

M. Vassili DENDRAMIS, Director of the Permanent Greek Secretariat for the League of Nations, Delegate to the International Conference on Traffic in Women and Children.

HIS SERENE HIGHNESS THE GOVERNOR OF HUNGARY :

M. Felix PARCHER DE TERJEKFALVA, Chargé d'Affaires in Berne.

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

His Excellency the Marquis G. IMPERIALI DEI PRINCIPI DI FRANCAVILLA, Ambassador, Delegate to the Second Assembly of the League of Nations.

HIS MAJESTY THE EMPEROR OF JAPAN :

His Excellency M. le Baron G. HAYASHI, Ambassador at London, Delegate to the Second Assembly of the League of Nations.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LATVIA :

M. M. V. SALNAIS, Under-Secretary of State for Foreign Affairs, Delegate to the Second Assembly of the League of Nations.

THE PRESIDENT OF THE LITHUANIAN REPUBLIC :

M. Ernest GALVANAUSKAS, Minister for Finance, Commerce, Industry and Communications, Delegate to the Second Assembly of the League of Nations.

HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY :

Dr. Fridtjof NANSEN, President of the Norwegian Delegation to the Second Assembly of the League of Nations.

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS :

Jonkheer A. T. BAUD, Attaché at the Netherlands Legation in Berne.

HIS IMPERIAL MAJESTY THE SHAH OF PERSIA :

His Highness the Prince ARFA-ED-DOWLEH, Delegate to the Second Assembly of the League of Nations.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE POLONAISE :

M. Jean PERŁOWSKI¹, Secrétaire général de la Délégation polonaise auprès de la Société des Nations, Délégué à la Conférence internationale sur la traite des femmes et des enfants.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE :

Son Excellence M. Alfredo Freire d'ANDRADE, ancien Ministre des Affaires étrangères, Délégué à la deuxième Assemblée de la Société des Nations.

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE :

Son Excellence M. E. Margaritesco GRECIANO, Ministre plénipotentiaire, Chargé d'Affaires à Berne, Délégué à la Conférence internationale sur la traite des femmes et des enfants.

SA MAJESTÉ LE ROI DE SIAM :

Son Altesse le Prince CHAROON, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire, Délégué à la Conférence internationale de la traite des femmes et des enfants et à la deuxième Assemblée de la Société des Nations.

LE CONSEIL FÉDÉRAL DE LA CONFÉDÉRATION SUISSE :

M. Giuseppe MOTTA, Conseiller fédéral, Chef du Département politique fédéral, Délégué à la deuxième Assemblée de la Société des Nations.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

Son Excellence M. le Dr Robert FLIEDER, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Berne.

Lesquels, après avoir communiqué leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, ont convenu des dispositions suivantes :

Article 1.

Les Hautes Parties contractantes conviennent, pour autant qu'elles ne seraient pas encore parties à l'Arrangement du 18 mai 1904 et à la Convention du 4 mai 1910, de transmettre, dans le plus bref délai et dans la forme prévue aux Arrangement et Convention ci-dessus visés, leurs ratifications des dits Actes ou leurs adhésions aux dits Actes.

Article 2.

Les Hautes Parties contractantes conviennent de prendre toutes mesures en vue de rechercher et de punir les individus qui se livrent à la traite des enfants de l'un et de l'autre sexe, cette infraction étant entendue dans le sens de l'article 1^{er} de la Convention du 4 mai 1910.

¹ M. Perlowski est chargé en même temps par le Gouvernement polonais de représenter la Ville libre de Dantzig.

THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC :

M. Jean PERLOWSKI¹, Counsellor of Legation, Secretary-General of the Polish Delegation accredited to the League of Nations. Delegate to the International Conference on Traffic in Women and Children.

THE PRESIDENT OF THE PORTUGUESE REPUBLIC :

His Excellency M. Alfredo Freire D'ANDRADE, Former Minister for Foreign Affairs, Delegate to the Second Assembly of the League of Nations.

HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA :

His Excellency M. E. Margaritesco GRECIANO, Minister Plenipotentiary and Roumanian Chargé d'Affaires in Berne, Delegate to the International Conference on Traffic in Women and Children.

HIS MAJESTY THE KING OF SIAM :

His Highness the Prince CHAROON, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary, Delegate to the International Conference on Traffic in Women and Children and to the Second Assembly of the League of Nations.

THE FEDERAL COUNCIL OF THE SWISS CONFEDERATION :

M. Giuseppe MOTTA, Federal Councillor, Head of the Political Federal Department, Delegate to the Second Assembly of the League of Nations.

THE PRESIDENT OF THE CZECHO-SLOVAK REPUBLIC :

His Excellency Dr. Robert FLIEDER, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in Berne.

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

The High Contracting Parties agree that, in the event of their not being already Parties to the Agreement of May 18, 1904, and the Convention of May 4, 1910, mentioned above, they will transmit, with the least possible delay, their ratifications of, or adhesions to, those instruments in the manner laid down therein.

Article 2.

The High Contracting Parties agree to take all measures to discover and prosecute persons who are engaged in the traffic in children of both sexes and who commit offences within the meaning of Article 1 of the Convention of May 4, 1910.

¹ M. Perlowski is also authorised by the Polish Government to represent the Free City of Danzig.

Article 3.

Les Hautes Parties contractantes conviennent de prendre les mesures nécessaires en vue de punir les tentatives d'infractions et, dans les limites légales, les actes préparatoires des infractions prévues aux articles 1 et 2 de la Convention du 4 mai 1910.

Article 4.

Les Hautes Parties contractantes conviennent, au cas où il n'existerait pas entre elles de conventions d'extradition, de prendre toutes les mesures qui sont en leur pouvoir pour l'extradition des individus prévenus des infractions visées aux articles 1 et 2 de la Convention du 4 mai 1910, ou condamnés pour de telles infractions.

Article 5.

Au paragraphe B du Protocole final de la Convention de 1910, les mots « vingt ans révolus » seront remplacés par les mots « vingt et un ans révolus ».

Article 6.

Les Hautes Parties contractantes conviennent, dans le cas où elles n'auraient pas encore pris de mesures législatives ou administratives concernant l'autorisation et la surveillance des agences et des bureaux de placement, d'édicter des règlements dans ce sens afin d'assurer la protection des femmes et des enfants cherchant du travail dans un autre pays.

Article 7.

Les Hautes Parties contractantes conviennent, en ce qui concerne leurs services d'immigration et d'émigration, de prendre des mesures administratives et législatives destinées à combattre la traite des femmes et des enfants. Elles conviennent notamment d'édicter les règlements nécessaires pour la protection des femmes et des enfants voyageant à bord des navires d'émigrants, non seulement au départ et à l'arrivée, mais aussi en cours de route, et à prendre des dispositions en vue de l'affichage, dans les gares et dans les ports, d'avis mettant en garde les femmes et les enfants contre les dangers de la traite et indiquant les lieux où ils peuvent trouver logement, aide et assistance.

Article 8.

La présente Convention, dont le texte français et le texte anglais font également foi, portera la date de ce jour et pourra être signée jusqu'au 31 mars 1922.

Article 9.

La présente Convention est sujette à ratification. Les instruments de ratification seront transmis au Secrétaire général de la Société des Nations, qui en notifiera la réception aux autres Membres

Article 3.

The High Contracting Parties agree to take the necessary steps to secure the punishment of attempts to commit, and, within legal limits, of acts preparatory to the commission of, the offences specified in Articles 1 and 2 of the Convention of May 4, 1910.

Article 4.

The High Contracting Parties agree that, in cases where there are no extradition Conventions in force between them, they will take all measures within their power to extradite or provide for the extradition of persons accused or convicted of the offences specified in Articles 1 and 2 of the Convention of May 4, 1910.

Article 5.

In paragraph B of the final Protocol of the Convention of 1910, the words "twenty completed years of age" shall be replaced by the words "twenty-one completed years of age."

Article 6.

The High Contracting Parties agree, in case they have not already taken legislative or administrative measures regarding licensing and supervision of employment agencies and offices, to prescribe such regulations as are required to ensure the protection of women and children seeking employment in another country.

Article 7.

The High Contracting Parties undertake in connection with immigration and emigration to adopt such administrative and legislative measures as are required to check the traffic in women and children. In particular, they undertake to make such regulations as are required for the protection of women and children travelling on emigrant ships, not only at the points of departure and arrival, but also during the journey, and to arrange for the exhibition, in railway stations and in ports, of notices warning women and children of the danger of the traffic and indicating the places where they can obtain accommodation and assistance.

Article 8.

The present Convention, of which the French and the English texts are both authentic, shall bear this day's date, and shall be open for signature until March 31st, 1922.

Article 9.

The present Convention is subject to ratification. The instruments of ratification shall be transmitted to the Secretary-General of the League of Nations, who will notify the receipt of them

de la Société et aux Etats admis à signer la Convention. Les instruments de ratification seront déposés aux archives du Secrétariat.

Conformément aux dispositions de l'article 18 du Pacte de la Société des Nations, le Secrétaire général enregistrera la présente Convention dès que le dépôt de la première ratification aura été effectué.

Article 10.

Les Membres de la Société des Nations n'ayant pas signé la présente Convention avant le 1^{er} avril 1922 pourront y adhérer.

Il en sera de même des Etats non Membres de la Société auxquels le Conseil de la Société pourra décider de communiquer officiellement la présente Convention.

Les adhésions seront notifiées au Secrétaire général de la Société, qui en avisera toutes les Puissances intéressées, en mentionnant la date de la notification.

Article 11.

La présente Convention entrera en vigueur, pour chaque partie, à la date du dépôt de sa ratification ou de son acte d'adhésion.

Article 12.

La présente Convention pourra être dénoncée par tout Membre de la Société ou Etat, partie à ladite Convention, en donnant un préavis de douze mois. La dénonciation sera effectuée par une notification écrite adressée au Secrétaire général de la Société. Celui-ci transmettra immédiatement à toutes les autres parties des exemplaires de cette notification en indiquant la date de réception.

La dénonciation prendra effet un an après la date de notification au Secrétaire général et ne sera valable que pour l'Etat qui l'aura notifiée.

Article 13.

Le Secrétaire général de la Société tiendra une liste de toutes les parties qui ont signé, ratifié ou dénoncé la présente Convention ou y ont adhéré. Cette liste pourra être, en tout temps, consultée par les Membres de la Société ; il en sera donné publication aussi souvent que possible, suivant les instructions du Conseil.

Article 14.

Tout Membre ou Etat signataire peut déclarer que sa signature n'engage pas soit l'ensemble, soit telle de ses colonies, possessions d'outre-mer, protectorats ou territoires soumis à sa souveraineté ou à son autorité, et peut, ultérieurement, adhérer séparément au nom de l'une quelconque de ses colonies, possessions d'outre-mer, protectorats ou territoires exclus par cette déclaration.

La dénonciation pourra également s'effectuer séparément pour toute colonie, possession d'outre-mer, protectorat ou territoire soumis à sa souveraineté ou autorité ; les dispositions de l'article 12 s'appliqueront à cette dénonciation.

to the other Members of the League and to States admitted to sign the Convention. The instruments of ratification shall be deposited in the archives of the Secretariat.

In order to comply with the provisions of Article 18 of the Covenant of the League of Nations, the Secretary-General will register the present Convention upon the deposit of the first ratification.

Article 10.

Members of the League of Nations which have not signed the present Convention before April 1st, 1922, may accede to it.

The same applies to States not Members of the League to which the Council of the League may decide officially to communicate the present Convention.

Accession will be notified to the Secretary-General of the League, who will notify all Powers concerned of the accession and of the date on which it was notified.

Article 11.

The present Convention shall come into force in respect of each Party on the date of the deposit of its ratification or act of accession.

Article 12.

The present Convention may be denounced by any Member of the League or by any State which is a party thereto, on giving twelve months' notice of its intention to denounce. Denunciation shall be effected by notification in writing addressed to the Secretary-General of the League of Nations. Copies of such notification shall be transmitted forthwith by him to all other Parties, notifying them of the date on which it was received.

The denunciation shall take effect one year after the date on which it was notified to the Secretary-General, and shall operate only in respect of the notifying Power.

Article 13.

A special record shall be kept by the Secretary-General of the League of Nations, showing which of the Parties have signed, ratified, acceded to or denounced the present Convention. This record shall be open to the Members of the League at all times; it shall be published as often as possible, in accordance with the directions of the Council.

Article 14.

Any Member or State signing the present Convention may declare that the signature does not include any or all of its colonies, overseas possessions, protectorates or territories under its sovereignty or authority, and may subsequently adhere separately on behalf of any such colony, overseas possession, protectorate or territory so excluded in its declaration.

Denunciation may also be made separately in respect of any such colony, overseas possession, protectorate or territory under its sovereignty or authority, and the provisions of Article 12 shall apply to any such denunciation.

Fait à Genève, le trente septembre mil neuf cent vingt et un, en un seul exemplaire, qui reste déposé aux archives de la Société des Nations.

Done at Geneva, the thirtieth day of September, nineteen hundred and twenty-one, in a single copy, which shall remain deposited in the archives of the League of Nations.

Union Sud-Africaine :

E. H. WALTON.

Union of South Africa :

Albanie :

F. S. NOLI.

Albania :

Allemagne :

Dr. ADOLF MÜLLER.

Germany :

Australie :

S. M. BRUCE.

Australia :

I hereby declare that my signature does not include Papua, Norfolk Island and the mandated territory of New Guinea ¹.

Autriche :

ALBERT MENSDORFF.

Austria :

Belgique :

MICHEL LEVIE.

Belgium :

Brésil :

GASTÃO DA CUNHA.

Brazil :

Empire Britannique :

British Empire :

I hereby declare that my signature does not include the island of Newfoundland, the British Colonies and Protectorates, the Island of Nauru, or any territories administered under mandates by Great Britain ².

ARTHUR JAMES BALFOUR.

Canada :

CHARLES J. DOHERTY.

Canada :

Traductions du Secrétariat de la Société des Nations :

Translations by the Secretariat of the League of Nations :

¹ Je déclare par les présentes que ma signature n'engage pas la Papouasie, l'île de Norfolk et le territoire sous mandat de Nouvelle-Guinée.

² Je déclare par les présentes que ma signature n'engage pas l'île de Terre-Neuve, les Colonies et Protectorats britanniques, l'île de Nauru et les territoires administrés sous mandat par la Grande-Bretagne.

Chili :

AGUSTIN EDWARDS.
MANUEL RIVAS VICUÑA.

Chile :

Chine :

OUANG YONG-PAO.

China :

Colombie :

FRANCISCO JOSÉ URRUTIA.
A. J. RESTREPO.

Colombia :

Costa-Rica :

MANUEL M. DE PERALTA.

Costa Rica :

Cuba :

G. DE BLANCK.

Cuba :

Esthonie :

ANT. PIIIP.

Esthonia :

Grèce :

VASSILI DENDRAMIS.

Greece :

Hongrie :

FELIX PARCHEL.

Hungary :

Inde :

THEO RUSSELL.

India :

I hereby declare that India reserves the right at its discretion to substitute the age of sixteen years or any greater age that may be subsequently decided upon for the age limits prescribed in paragraph (b) of the final protocol of the Convention of May 4, 1910, and in Article 5 of the present Convention².

Traductions du Secrétariat de la Société des Nations :

¹ Sous réserve de l'approbation ultérieure du Congrès de Colombie.

² Je déclare par les présentes que l'Inde se réserve entièrement le droit de substituer l'âge de seize ans ou tout âge plus élevé qui pourra être fixé ultérieurement aux limites d'âge prescrites au § b) du protocole de clôture de la Convention du 4 mai 1910 et à l'article 5 de la présente Convention.

Translations by the Secretariat of the League of Nations :

¹ Subject to the subsequent approval of the Colombian Congress.

Italie :

Italy :

Fino a nuova dichiarazione
del Governo del Re, dichiaro
che la mia firma non impegna
le Colonie italiane¹.

IMPERIALI.

Japon :

Japan :

The undersigned delegate of
Japan reserves the right on
behalf of his Government to
defer confirmation with regard
to Article 5 of this Convention,
and declares that his signa-
ture does not include Chosen,
Taiwan and the leased territory
of Kwantung².

HAYASHI.

Lettonie :

Latvia :

M. V. SALNAÏS.

Lituanie :

Lithuania :

GALVANAUSKAS.

Traduction du Secrétariat de la Société des Nations :

¹ Sous réserve d'une nouvelle déclaration du Gouvernement royal, je déclare que ma signature n'engage pas les Colonies italiennes.

Lettre du Gouvernement italien au Secrétaire général. (Texte officiel.)

Rome, 17 juillet 1922.

Monsieur le Secrétaire général,

Le Délégué italien à la deuxième Assemblée de la Société des Nations, marquis Imperiali, en signant la Convention pour la suppression de la traite des femmes et des enfants, en date du 30 septembre 1921, a fait précéder sa signature de la déclaration suivante : « Fino a nuova dichiarazione del Governo del Re, dichiaro che la mia, firma non impegna le Colonie italiane » (« Sous réserve d'une nouvelle déclaration du Gouvernement royal, je déclare que ma signature n'enga pas les Colonies italiennes »).

Me référant à cette déclaration, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement du Roi s'engage à appliquer au territoire des Colonies italiennes les dispositions contenues dans la dite Convention, sous la réserve, toutefois, que la limite d'âge des femmes et des enfants indigènes, indiquée à l'article 5, soit réduite de vingt et un ans révolus à seize ans révolus.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) SCHANZER.

(Traduction.)

² Le soussigné, délégué du Japon, réserve le droit au nom de son Gouvernement d'ajourner la confirmation de l'article 5 de la présente Convention et déclare que sa signature n'engage ni la Corée, ni Formose, ni le territoire loué du Kwantung.

Translated by the Secretariat of the League of Nations :

Pending a further declaration by the Government of the King, I declare that my signature does not bind the Italian Colonies.

Letter from the Italian Government to the Secretary-General. (Translation.)

Rome, July 17, 1922.

Sir,

The Italian Delegate to the Second Assembly of the League of Nations, the Marquis Imperiali, in signing the Convention of September 30, 1921, for the suppression of the Traffic in Women and Children, placed the following declaration above his signature : "Fino a nuova dichiarazione del Governo del Re, dichiaro che la mia firma non impegna le Colonie italiane" ("Subject to a further declaration by the Royal Government, I declare that my signature shall not bind the Italian Colonies").

With reference to this declaration, I have the honour to inform you that the Royal Government undertakes to apply, in the territory of the Italian Colonies, the provisions of this Convention, subject, however, to the age limit for native women and children, referred to in Article 5, being reduced from twenty-one to sixteen years.

I have the honour to be, Sir, etc.

(Signed) SCHANZER.

Norvège :	FRIDTJOF NANSEN.	Norway :
Pays-Bas :	A. T. BAUD.	The Netherlands :
Perse :	Prince ARFA-ED-DOWLEH.	Persia :
Pologne et Dantzig :	PERLOWSKI.	Poland and Danzig :
Portugal :	A. FREIRE D'ANDRADE.	Portugal :
Roumanie :	MARGARITESCO GRECIANO.	Roumania :
Siam :	CHAROON.	Siam : With reservation as to the age limit prescribed in paragraph (b) of the final Protocol of the Convention of 1910 and Article 5 of this Convention, in so far as concerns the nationals of Siam ¹ .
Suède :	ADLERCREUTZ.	Sweden :
Suisse :	MOTTA.	Switzerland : Sous réserve de ratification par l'Assemblée fédérale ³ .
Tchécoslovaquie :	Dr. ROBERT FLIEDER.	Czechoslovakia :
Nouvelle-Zélande :	J. ALLEN.	New Zealand : I hereby declare that my signature does not include the mandated territory of Western Samoa ⁴ . J. A.

Traductions du Secrétariat de la Société des Nations : Translations by the Secretariat of the League of Nations :

¹ En faisant des réserves sur la limite d'âge prescrite au § b) du Protocole final de la Convention de 1910 et à l'article 5 de la présente Convention, en tant qu'ils s'appliquent aux ressortissants du Siam.

² Subject to ratification with the approval of the Riksdag.

³ Subject to ratification by the Federal Assembly.

⁴ Je déclare par la présente que ma signature n'engage pas le territoire sous mandat du Samoa occidental.

RATIFICATIONS

Les Membres suivants ont effectué le dépôt des instruments de ratifications aux dates ci-dessous :

Afrique du Sud	...	...	...	...	28 juin 1922.
Australie	...	...	...	...	28 juin 1922
Autriche	...	...	...	...	9 août 1922.
Belgique	...	...	...	...	15 juin 1922.
Empire britannique	...	...	...	...	28 juin 1922.
Canada	...	...	...	...	28 juin 1922.
Inde	...	...	...	...	28 juin 1922.
Norvège	...	...	...	...	16 août 1922.
Siam	...	...	...	...	13 juillet 1922.
Nouvelle-Zélande	...	...	...	...	28 juin 1922.

ACCESSIONS

Panama	...	...	...	...	6 septembre 1922. (sous réserve de ratification.)
Les colonies et protectorats britanniques suivants	...	...	...	...	18 septembre 1922.

- a) Bahamas.
- La Trinité.
- Kenya.
- Nyassaland.
- Ceylan.
- Hong-Kong.
- Etablissements des Détroits.
- Gibraltar.
- Malte.
- Chypre.
- Rhodésie du Sud.

(Ces colonies et protectorats ont adhéré à l'Arrangement international signé à Paris le 18 mai 1904 et à la Convention internationale signée à Paris le 4 mai 1910.)

- b) Barbades.
- Grenade.
- Sainte-Lucie.
- Saint-Vincent.
- Seychelles.

(Ces colonies ont adhéré à l'Arrangement de 1904, mais non à la Convention de 1910.)

- c) Rhodésie du Nord.
- Honduras britannique.

(L'administration de ces colonies n'a donné son adhésion, ni à l'Arrangement de 1904, ni à la Convention de 1910.)

Les colonies britanniques suivantes	24 octobre 1922.
Guyane britannique.	
Îles Fidji.	

RATIFICATIONS.

The following Members have effected the deposit of the instruments of ratification on the dates given below :

Union of South Africa	...	...	June 28, 1922.
Australia	...	...	June 28, 1922.
Austria	...	...	August 9, 1922.
Belgium	...	...	June 15, 1922.
British Empire	...	...	June 28, 1922.
Canada	...	...	June 28, 1922.
India	...	...	June 28, 1922.
Norway	...	...	August 16, 1922.
Siam	...	...	July 13, 1922.
New Zealand	...	...	June 28, 1922.

ACCESSIONS.

Panama	...	September 6, 1922. (subject to ratification.)
--------	-----	--

The following British Colonies and Protectorates	...	September 18, 1922.
---	-----	---------------------

- (a) Bahamas.
- Trinidad.
- Kenya.
- Nyasaland.
- Ceylon.
- Hong-Kong.
- Straits Settlements.
- Gibraltar.
- Malta.
- Cyprus.
- Southern Rhodesia.

(All of these acceded to the International Agreement signed at Paris on May 18, 1904, and to the International Convention signed at Paris on May 4, 1910.)

- (b) Barbados.
- Grenada.
- St. Lucia.
- St. Vincent.
- Seychelles.

(These acceded to the Agreement of 1904, but not to the Convention of 1910.)

- (c) Northern Rhodesia.
- British Honduras.

(These two Administrations did not accede to either the Agreement of 1904 or the Convention of 1910.)

The following British Colonies	...	October 24, 1922.
British Guiana.		
Fiji.		

N° 270.

DANEMARK ET FINLANDE

Arrangement postal et règlement
d'exécution se référant à cet Ar-
rangement, signés à Helsingfors
le 19 mai et à Copenhague le
22 mai 1922.

DENMARK AND FINLAND

Postal Agreement together with the
regulations for the carrying out of
this Agreement, signed at Helsing-
fors, May 19, and at Copenhagen,
May 22, 1922.

TEXTE DANOIS. — DANISH TEXT.

No. 270. — OVERENSKOMST OM
POSTFORBINDELSEN MELLEM
DANMARK OG FINLAND. HEL-
SINGFORS DEN 19 MAJ 1922 OG
KJØBENHAVN DEN 22 MAJ 1922.

*Textes officiels danois, finlandais et suédois
communiqués par le Ministre du Danemark à
Berne. L'enregistrement de cet Arrangement
a eu lieu le 20 juin 1922.*

Poststyrelserne i Danmark og Finland har
i Kraft af de dem meddelte Bemyndigelser
truffet Aftale om følgende særlige Bestemmelser
angaaende Postudvekslingen mellem de nævnte
Lande.

Artikel I.

ALMINDELIGE BESTEMMELSER.

1. Hvert Postvæsen besørger og bekoster
i den direkte Udveksling Befordringen af
Post fra dets Omraade til det andet Land.
Ved særlig Overenskomst mellem Poststy-
relserne kan der imidlertid herom træffes
anden Bestemmelse.

2. Naar Postbefordringen foregaar ad Sø-
vejen, skal Postens Befordring fra Land-
ingsstedet til vedkommende Posthus besørges
og bekostes af det modtagende Postvæsen.

3. Postforsendelser som, uden forud at have
været postbehandlet, forefindes i en fra et
af Landene ankommen Brevkasse, skal af det
modtagende Postvæsen forsynes med et særligt
Stempelatryk, som angiver Afgangslandet.

Til Frigørelse af saadanne Forsendelser gælder
begge Landes Frigørelsесmidler.

TEXTE FINLANDAIS. — FINISH TEXT.

No. 270. — SOPIMUS TANSKAN JA
SUOMEN VÄLISESTÄ POSTIN-
VAIHDOSTA.

*Official Danish, Finnish and Swedish texts
communicated by the Danish Minister at Berne.
The registration of this Agreement took place
on June 20, 1922.*

Tanskan ja Suomen postihallinnot ovat niille
annettujen valtuutusten nojalla sopineet seu-
raavista, mainittujen maiden välistä postin-
vaihtoja koskevista erityisistä määräyksistä.

I Artikla.

YLEISIÄ MÄÄRÄYKSIÄ.

1. Kumpikin postilaitos huolehti suoranai-
sessä vaihdossa postin kuljetuksesta omalta
alueeltaan toiseen maahan ja kustantaa sen.
Postihallintojen kesken tehdystä erityisestä
sopimuksesta voidaan tästä kuitenkin toisin
määräätä.

2. Postinkuljetuksen tapahtuessa meritse tu-
lee vastaanottavan postilaitoksen huolehtia
postin edelleenkuljettamisesta mihintulopai-
kalta asianomaiseen postitoimistoon sekä kus-
tantaa se.

3. Postilähetykseen, joka on toisesta maasta
saapuneessa kirjelaatikossa ja jota ei ole
aikaisemmin postissa käsitelty, tulee vastaanot-
tavan postilaitoksen painaa erityinen, läh-
tömaata osoittava leima.

Tällaisen lähetyksen frankkeeraamiseen hy-
väksytään kummankin maan postimerkit.

Artikel 2.

2 Artikla.

PORTO FOR BREVE OG BREVKORT (POSTKORT) ;
ANBEFALINGSGBYR.

KIRJEIDEN JA POSTIKORTTIEN (BREVKORT)
KULJETUSMAKSUT ; KIRJAAMISMAKSU.

1. Portoen for Breve, som sendes fra det ene Land til det andet, udgør :

	i Danmark	i Finland
hvis Brevets Vægt ikke overstiger 20 Gram	20 Øre	1 Mk. 50 P.
hvis Brevets Vægt overstiger 20 Gram, men ikke 125 Gram	40 Øre	3 Mk. —
hvis Brevets Vægt overstiger 125 Gram, men ikke 250 Gram	60 Øre	4 Mk. 50 P.
hvis Brevets Vægt overstiger 250 Gram, men ikke 500 Gram	80 Øre	6 Mk. —.

Breve, hvis Vægt overstiger 500 Gram, men ikke 2 Kilogram (den internationale Maksimumsvægt), takseres i deres Helhed overensstemmende med Reglerne i Verdenspostkonventionen.

Postsagsforsendelser, som udveksles mellem de to Lande, er ikke undergivet nogen Begrensning i Henseende til Vægt.

	i Danmark	i Finland
2. Portoen for enkelt Brevkort (Postkort) udgør	15 Øre	1 Mark
og for Brevkort (Postkort) med betalt Svar	30 Øre	2 Mark

3. For ufriggjorte eller utilstrækkelig frijorte Breve eller Brevkort (Postkort) opkræves den manglende Porto med Tillæg af :

i Danmark 20 Øre henholdsvis 15 Øre og i Finland 1 Mark 50 Penni henholdsvis 1 Mark, dog tilsammen ikke mere end det dobbelte af det manglende Portobeløb.

4. Anbefalingsgebyret udgør :
i Danmark 30 Øre og
i Finland 1 Mark 50 Penni.

1. Toisesta maasta toiseen lähetettävän kirjeen kuljetusmaksu on :

	Tanskassa	Suomessa
jos kirjeen paino ei ole yli 20 gramman	20 äyr.	1 mk 50 p.
jos paino on yli 20, mutta ei yli 125 gramman	40 äyr.	3 mk —
jos paino on yli 125, mutta ei yli 250 gramman	60 äyr.	4 mk 50 p.
jos paino on yli 250, mutta ei yli 500 gramman	80 äyr.	6 mk —

Kirje, jonka paino on yli 500 gramman mutta ei yli 2 kilogramman (kansainvälisen enimmäispainon), taksoitetaan kokonaisuudessaan maailmanpostisopimuksen mukaan. Postiasialähetykset, joita vahdetaan molempien maiden välillä, eivät ole minkään painodrajoituksen alaiset.

	Tanskassa	Suomessa	
2. Yksinkertaisen postikortin (brevkort) kuljetusmaksu on	15 äyriä	1 markka sekä postikortin (brevkort) maksettune vastauksineen	30 äyriä 2 markkaa.

3. Frankeeraamattomasta tai vaillinaisesti frankkeeratusta kirjeestä tai postikortista (brevkort) otetaan puuttuva kuljetusmaksu ynnä lisäksi

Tanskassa 20 äyriä kirjeestä ja 15 äyriä postikortista sekä Suomessa 1 markka 50 pennia kirjeestä ja 1 markka postikortista, ei kuitenkaan yhteenä enempää kuin puuttuvan kuljetusmaksun kaksinkertainen määrä.

4. Kirjaamismaksu on :

Tanskassa 30 äyriä ja Suomessa 1 markka 50 pennia.

5. Skulde i et af Landene Porto- eller Vægtsatserne blive forandret for Breve i den indenrigske Befordring eller Portoen for Brevkort (Postkort) blive ændret eller en Forandring sker i de internationale Porto- eller Vægtsatser for Breve eller i Portoen for Brevkort (Postkort), skal Poststyrelserne kunne vedtage de deraf foranledigede Forandringer i de i denne Artikel fastsatte Porto- eller Vægtsatser; dog ville de af Poststyrelserne i saa Henseende trufne Beslutninger være at indstille til de respektive Regeringers Godkendelse.

Artikel 3.

BREVE MED ANGIVEN VÆRDI.

For Breve med angiven Værdi, som sendes fra det ene Land til det andet, erlægges foruden Brevporto og Anbefalingsgebyr efter Artikel 2 §§ 1 og 4 et Fotsikringsgebyr, som udgør:

i Danmark 8 Øre for hvert Beløb af 250 Kroner eller Del deraf,
i Finland 40 Penni for hvert Beløb af 1000 Mark eller Del deraf.

Forsikringsgebyret tilfælder udelt det Land, som har opkrævet det.

Artikel 4.

ABONNEREDE TIDENDER OG TIDDSKRIFTER.

1. Tidender og Tidsskrifter, som udgives det ene Land, skal leveres Abonnenter i det andet Land for den samme Betaling, som erlægges af Postabonnenter i Udgivelseslandet, dog at Portoen i intet Tilfælde udgør mindre end 20 Øre i Danmark og 1 Mark 50 Penni i Finland pr. Abonnementstermin med Tillæg i forekommende Tilfælde af svensk Transitafgift.

Portoen deles lige mellem Udgivelses- og Bestemmelseslandet.

2. Bortset fra den i den internationale Avisoverenskomst nævnte Fremgangsmaade ved Overflytning af Avisabonnementer, kan Be- sørgelsen af de i Danmark eller Finland ud- kommende Tidender eller Tidsskrifter, paa hvilke Abonnement er tegnet gennem Post- væsenet i et af Landene, overflyttes fra et

5. Jos jommassakummassa maassa kotimaisen kirjeiden kuljetusmaksu tai painoerät tai postikorttien (brevkort) kuljetusmaksu muuttuisivat tahi muutoksia tapahtuisi kirjeiden kansainväliin kuljetusmaksuihin tai painoeriiin taikka postikorttien (brevkort) kuljetusmaksuun nähdä, tulee postihallintojen tehdä siitä aiheutuvat muutokset tässä artiklassa vahvistettuihin maksuihin tai painoeriiin; kuitenkin ovat postihallintojen päätökset tässä suhteessa alistettavat hallituksien hyväksytäviksi.

3 Artikla.

MÄÄRÄARVOISET KIRJEET.

Määräarvoisesta kirjeestä, joka lähetetään toisesta maasta toiseen, on, paitsi kuljetus- ja kirjaamismaksuja 2 artiklan 1 ja 4 §§: n mukaan, suoritettava vakuutusmaksu, joka on:

Tanskassa 8 äyriä kultakin 250 kruunulta tai sen osalta,

Suomessa 40 penniä kultakin 1,000 markan määärältä tai sen osalta.

Vakuutusmaksun pitää kokonaisuudessaan se maa, joka sen on kantanut.

4 Artikla.

TILATUT SANOMALEHDET JA AIKAKAUSKIRJAT.

1. Sanomalehti tai aikakauskirja, jota julkaistaan toisessa maassa, on pidettävä tilaajan saatavana toisessa maassa samasta maksusta kuin postitilaaja julkaisumaassa suorittaa, kuitenkin huomioon ottaen, ettei postimaksu missään tapauksessa saa olla pienempi kuin 20 äyriä Tanskassa ja 1 markka 50 penniä Suomessa tilauskaudelta, lisäämällä tähän sattuvissa tapauksissa Ruotsille tulevan kauttakulkumaksun.

Postimaksu jaetaan tasan julkaisu- ja osoite- maan kesken.

2. Riippumatta kansainvälisessä sanomalehtisopimusessa mainitusta menettelystä sano- malehtitilausta siirrettäessä, voidaan postin kautta toisessa maassa tilatun, Tanskassa tai Suomessa ilmestyvän sanomalehden tai aika- kauskirjan jakelua etukäteen suoritetusta mak- susta, joka Tanskassa on 50 äyriä ja Suomessa

Sted i det ene Land til et Sted i det andet Land imod Forudbetaling af en Afgift af 50 Øre i Danmark og 3 Mark 75 Penni i Finland pr. Overflytning. Afgiften tilfalder det Postvæsen, der har opkrævet den. Ved Overflytning fra et Sted til et andet indenfor samme Lands Postomraade kommer dette Lands indenrigske Bestemmelser til Anvendelse.

Artikel 5.

TRANSITERENDE POST.

1. For Breve og Brevkort (Postkort), som udveksles mellem Danmark og Finland i Transit gennem Sverige, erlægges i Henhold til en mellem Finland og Sverige gældende særlig Overenskomst Godtgørelsen for Transitbefordringen med Halvdelen af det Beløb, som skulde have været betalt efter de almindelige internationale Bestemmelser. For Brevforsendelser med angiven Værdi tilkommer der ifølge den omhandlede Overenskomst ikke Sverige nogen Andel af Forsikringsgebyret.

For Brevpostforsendelser, som udveksles mellem Posthuse i det ene Land og som befodres over det andet Lands Omraade eller med dette Lands Søpostlinier, beregnes ikke nogen Transitgodtgørelse og ej heller Søtransitgodtgørelse.

2. For Tidender og Tidsskrifter, som regelmæssig sendes fra eller til det ene Land i lukket Transit over det andet og som ikke er bestilt hos Transitlandet, skal der — hvis ikke i paakkommende Tilfælde en fremmed Poststyrelse fordrer Transitgodtgørelsen beregnet i Overensstemmelse med de internationale Regler — erlægges til det Land, som yder Transitbefordringen, en Transitgodtgørelse af $12\frac{1}{2}$ Øre pr. Kvartal eller Del af Kvartal pr. Tidende eller Tidsskrift, der udkommer oftere end een Gang om Ugen, ellers af $6\frac{1}{4}$ Øre pr. Kvartal eller Del af Kvartal. De nærmere Regler for denne Godtgørelsels Beregning fastsættes af Poststyrelserne.

Artikel 6.

AFREGNING.

Afregningen over de gensidige Tilgodehavender i Henhold til denne Overenskomst

3 markkaa 75 penniä, siirtää toisessa maassa sijaitsevasta paikasta paikkaan toisessa maassa. Maksu lankeaa sille postilaitokselle, joka sen on kantanut. Siirrettäässä sanomalehteä toisesta paikasta toiseen saman maan postialueella ovat tämän maan kotimaiset määräykset voimassa.

5 Artikla.

KAUTTAKULKUPOSTI.

1. Kirjeistä ja postikorteista (brevkort), jotka vaihdetaan Tanskan ja Suomen välillä Ruotsin kautta, maksetaan Suomen ja Ruotsin välillä voimassa olevan erityisen sopimuksen mukaan korvausta kauttakuljetuksesta puolet siitä määärästä, mikä olisi suoritettava yleisten kansainvälisten perusteiden mukaan. Määräarvoista kirjelähetyksistä ei Ruotsille mainitun sopimuksen mukaan tule mitään osaa vakuutusmaksusta.

Kirjelähetyksistä, jotka vaihdetaan toisen maan postitoimistojen välillä ja jotka kuljetetaan toisen maan alueen kautta tai tämän maan meripostilinjoilla, ei lasketa mitään kauttakulkumaksua eikä myöskään korvausta merikuljetuksesta.

2. Sanomalehdistä ja aikakauskirjoista, joita säännöllisesti lähetetään toisesta maasta tai maahan suljetussa kauttakulkupostissa toisen maan kautta ja joita eiole tilattu kauttakulkumaasta, on — ellei sattuvissa tapauksissa vieras postihallirto vaadi korvauksen laske mistä kansainvälisten säätöjen mukaan — sille maalle, joka toimittaa kauttakuljetuksen, suoritettava korvausta kauttakuljetuksesta $12\frac{1}{2}$ äyriä vuosineljännekseltä tai neljänneksen osalta sanomalehdestä tai aikakauskirjasta, joka ilmestyy useammir kuin kerran viikossa, muussa tapauksessa $6\frac{1}{4}$ äyriä neljännekseltä tai neljänneksen osalta. Tarkemmat määräykset tämän korvauksen laskemisesta vahvistavat postihallinnot.

6 Artikla.

TILITYS.

Postilaitosten tämän sopimuksen perusteella suoritettavien keskinäisten saatavien tilitys

skal opgøres i Kroner og foregaa paa den Maade, Poststyrelserne bliver enige om.

Artikel 7.

ANSVAR.

1. Foruden den Erstatning, som efter de almindelige internationale Regler udbetales for et anbefalet Brev, der er gaaet tabt, har Af-senderen af et anbefalet Brev, som har været forseglet i Overensstemmelse med de for Breve med angiven Værdi gældende Forskrifter, dersom Brevet helt eller delvis er berøvet sit Indhold eller paa anden Maade er beskadiget, medens Forsendelsen har været i Postvæsenets Værge, Ret til en Erstatning, der svarer til den ved Indholdsberøvelsen eller Beskadidelsen virkelig forvoldte skade, med mindre denne er blevne forvoldt ved Afsenderens Fejl eller Forsømmelse eller er en Følge af Forsendelsens egen Beskaffenhed. Erstatningen kan dog ikke i noget Tilfælde overstige det Beløb, som i den almindelige internationale Udveksling betales for en anbefalet Forsendelse, som er gaaet tabt.

2. Den Omstændighed, at Tabet eller Beskadigelsen af en anbefalet Forsendelse eller af et Brev med angiven Værdi hidrører fra uaf-vendelige Naturbegivenheder eller deslige (force majeure), fritager ikke det vedkommende Post-væsen for Erstatningsansvar for saadanne Forsendelser.

Artikel 8.

REGULERING AF AFGIFTERNE.

Hvad angaar de i denne Overenskomst omhandlede Afgifter skal Poststyrelserne, dersom de nuværende Forhold mellem Kroner og Mark væsentligt forandres eller Ekvivalenten for Guldfranc i et af Landenes Mønt i den internationale Udveksling undergaar Forandring, træffe Aftale om fornøden Tilpasning af de i det paagældende Lands Mønt angivne Af-giftsbeløb.

Artikel 9.

EKSPEDITIONSREGLEMENT.

Poststyrelserne bemyndiges til i et særligt Ekspeditionsreglement eller gennem skriftlige

on tehtävä kruunuissa ja tapahtuu tavalla, josta postihallintojen kesken sovitaa.

7 Artikla.

VASTUUNALAIKUUS.

1. Riippumatta siitä korvauksesta, joka yleis-ten kansainvälisten määräysten mukaan makse-taan hukkaantuneesta kirjatusta kirjeestä, on kirjatun kirjeen lähettäjä, kun kirje on ollut sinetöity määräarvoisista kirjeistä voimassa olevien määräysten mukaisesti, oikeutettu, jos kirjeen sisällys on kokonaan tai osaksi anastettu tai kirje muutoin vahingoittunut sen ollessa postilaitoksen huostassa, saamaan anastukseen tai vahingon todellista arvoa vastaan kor-vauksen, ellei syynä anastukseen tai vahinkoon ole ollut lähettäjän vika tai laiminlyönti taikkal lähetysken oma laatu. Vahingonkorvaus ei kuitenkaan missään tapauksessa saa olla sitä määräää suurempi, mikä yleisessä kansainvä-lisessä vahdossa suoritetaan hukkaantuneesta kirjatusta lähetyksestä.

2. Se seikka, että kirjatun lähetysken tai määräarvoisen kirjeen hukkaantumisen tai va-hingoittumisen on aiheuttanut ylivoimainen tapahtuma (force majeur), ei vapauta postila-itoksia vastuusta tällaisten lähetysten kor-vaamiseen nähden.

8 Artikla.

MAKSUJEN JÄRJESTELY.

Mitä tulee tässä sopimuksessa mainittuihin maksuihin, sopikoot, jos kruunun, ja markan nykyinen suhde oleellisesti muuttuu tai kulta-frangin vasta-arvo jommaankumman maan ra-hassa kansainvälisessä liikenteessä muutetaan, postihallinnot tarpeellisesta tasauksesta asiano-maisen maan rahassa ilmoitettuihin maksu-määriin nähden.

9 Artikla.

TOIMITUSOHJESÄÄNTÖ.

Postihallinnoilla on oikeus erityisessä toimi-tusohjesäännössä tai kirjevaihdon kautta

Aftaler at vedtage de yderligere Bestemmelser som findes nødvendige til denne Overenskomsts Gennemførelse samt til Postudvekslingens Fremme.

Artikel 10.

ANVENDELSE AF DE INTERNATIONALE
BESTEMMELSER.

I de Tilfælde, for hvilke ingen Regel findes foran eller i fornævnte Ekspeditionsreglement eller angaaende hvilke der ikke mellem de kontraherende Lande er truffen særlig skriftlig Aftale, henvises til de internationale Postkonventioner og Overenskomster med dertil hørende Ekspeditionsreglementer.

Artikel 11.

OVERENSKOMSTENS GYLDIGHED.

Nærværende Overenskomst træder i Kraft den 1. Juni 1922.

Overenskomsten gælder for ubestemt Tid og kan opsiges fra hver af de kontraherende Parters Side med et Aars Varsel.

Udfærdiget i to Eksemplarer, begge med dansk, finsk og svensk Tekst, af hvilke det ene Eksemplar forbliver i Generaldirektoratet for Postvæsenet i Danmark og det andet i Finlands Poststyrelse. Kjøbenhavn den 22 og Helsingfors den 19 Maj 1922.

KIÖRBOE.

G. E. F. ALBRECHT.

T. f. c.

Directeur général des Postes.
6. 6. 1922.

P. G. V.

(Signé) HOLLNAGEL JENSEN.

Vu pour la légalisation de la signature de M. Hollnagel Jensen, Secrétaire général de l'Administration des Postes du Danemark.

Copenhague, le 15 juin 1922.

(Signé) GEORG COHN,
*Chef du Service danois de la
Société des Nations.*

sopia niistä tarkemmista määräyksistä, jotka tämän sopimuksen soveltamiseksi tai postin-vaihdon edistämiseksi saattavat olla tarpeen.

10 Artikla.

KANSAINVÄLISTEN MÄÄRÄYSTEN SOVELTAMINEN.

Niissä tapauksissa, joista ei edellä eikä mainitussa toimitusohjesäännössä ole mitään määräyksiä tai joista sopimusmaat eivät ole kirjevaihdon kautta erityisesti sopineet, noudetaan kansainvälistä sopimuksia niihin kuuluvine toimitusohjesääntöineen.

II Artikla.

SOPIMUKSEN VOIMASSAOLOAIKA.

Tämä sopimus astuu voimaan kesäkuun 1 päivänä 1922.

Sopimus on voimassa epämääräisen ajan, ja voi kumpikin sopimuspuoli irtisanoa sen lakkautettavaksi yhden vuoden kuluttua.

Tehty kahtena kappaleena, kumpikin tanskan-, suomen- ja ruotsinkielellä, joista toisen kappaleen pitää Tanskan postilaitoksen Päähallinto ja toisen Suomen Postihallitus. Kööper-haminassa 22 päivänä ja Helsingissä 19 cä päivänä toukokuuta 1922.

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

No. 270. — AVTAL ÅNGÅENDE POSTUTVÄXLINGEN MELLAN DANMARK OCH FINLAND, UNDERTEKNAT DEN 19 MAJ 1922 I KÖPENHAMN OCH DEN 22 MAJ 1922 I HELSINGFORS.

Postförvaltningarna i Danmark och Finland hava i kraft av dem meddelade bemyndigandené träffat avtal om följande särskilda bestämmelser angående postutväxlingen mellan nämnda länder.

Artikel 1.

ALLMÄNNA BESTÄMMELSER.

1. Vartdera postverket besörjer och bekostar i direkt utväxling befordringen av post från dess område till det andra landet. Genom särskild överenskommelse mellan postförvaltningarna kan emellertid härom annorlunda bestämmas.

2. När postbefordran sker sjöledes, skall postens forskaffande från landningsstället till vederbörande postanstalt besörjas och bekostas av det mottagande postverket.

3. Postförsändelse, som finnes i en från det ena av länderna ankommen brevlåda utan att förut hava postbehandlats, skall av det mottagande postverket förses med ett särskilt stämpelavtryck, som angiver avgångsländet.

Till frankering av dylik försändelse godkänns bégge ländernas frankotecken.

Artikel 2.

BEFORDRINGSAVGIFTER FOR BREV OCH POSTKORT (BREVKORT) ; REKOMMENDATIONSAVGIFT.

1. Befordringsavgiften för brev, som sändes från det ena landet till det andra, utgör :

	i Danmark	i Finland
om brevets vikt icke överstiger 20 gram	20 öre	1 mk 50 p.
om vikten överstiger 20, men icke 125 gram	40 öre	3 mk —
om vikten överstiger 125, men icke 250 gram	60 öre	4 mk 50 p.
om vikten överstiger 250, men icke 500 grám	80 öre	6 mk —

Brev, i vikt överstigande 500 gram, men icke 2 kilogram (den internationella maximivikten), taxeras i sin helhet enligt världspostkonventionen. Postsaksförsändelser, som utväxlas mellan de bégge länderna, äro icke underkastade någon begränsning med avseende å vikten.

	i Danmark	i Finland
2. Befordringsavgiften för enkelt postkort (brevkort) utgör 15 öre samt för postkort (brevkort) med betalt svar	30 öre	1 mark. 2 mark.

3. För ofrankerat eller ofullständigt frankerat brev eller postkort (brevkort) upptages felande befordringsavgift med tillägg av

i Danmark 20 öre respektive 15 öre och

i Finland 1 mark 50 penni respektive 1 mark, dock tillsammans icke mera än dubbla beloppet av den felande befordringsavgiften.

4. Rekommendationsavgiften utgör :

i Danmark 30 öre och

i Finland 1 mark 50 penni.

5. Skulle i någotdera landet befordringsavgiften eller viktsatserna för inrikes brev eller befordringsavgiften för postkort (brevkort) ändras, eller ändring ske beträffande de internationella befordringsavgifterna eller viktsatserna för brev eller befordringsavgiften för postkort (brevkort), äga postförvaltningarna vidtaga därav föranledda ändringar uti de i denna artikel fastställda avgifterna eller viktsatserna ; dock böra postförvaltningarnas beslut i sådant hänseende underställas regeringarnas godkänning.

Artikel 3.

BREV MED ANGIVET VÄRDE.

För brev med angivet värde, som sändes från det ena landet till det andra, skall, förutom befordrings- och rekommendationsavgifter enligt artikel 2 §§ 1 och 4, erläggas en assuransavgift, som utgör :

i Danmark 8 öre för varje belopp av 250 kronor eller del därav,

i Finland 40 penni för varje belopp av 1,000 mark eller del därav.

Assuransavgiften behålls oavkortad av det land, som uppburit densamma.

Artikel 4.

ABONNERADE TIDNINGER OCH TIDSKRIFTER.

1. Tidning eller tidskrift, som utges i det ena landet, skall tillhandahållas abonent i det andra landet mot samma betalning, som erläggs av postabonent i utgivningslandet, dock med iakttagande av att postavgiften i intet fall må utgå med mindre belopp än 20 öre i Danmark och 1 mark 50 penni i Finland för abonnemangstermin, med tillägg, i förekommande fall, av svensk transitavgift.

Postavgiften delas lika mellan utgivnings- och adressländerna.

2. Oavsett det i det internationella tidningsavtalet omförmälda tillvägagåendet vid överflyttnings av tidningsabonnemang, kan utdelning av i Danmark eller Finland utkommande tidning eller tidskrift, på vilken postabonnerats i ettdera av länderna, mot en avgift i förskott av 50 öre Danmark och 3 mark 75 penni i Finland överflyttas från ort i det ena landet till ort i det andra landet. Avgiften tillfaller det postverk, som uppburit densamma. I fråga om överflyttnings av tidning från en ort till en annan inom samma lands postområde gälla detta lands inrikes bestämmelser.

Artikel 5.

TRANSITERANDE POST.

1. För brev och postkort (brevkort), som utväxlas mellan Danmark och Finland i transit genom Sverige, erläggs på grund av mellan Finland och Sverige gällande särskilt avtal ersättning

för transitbefordringen med hälften av det belopp, som skulle utgå enligt allmänt internationella grunder. För brevförsändelser med angivet värde tillkommer icke Sverige enligt sagda avtal någon andel i assuransavgiften.

För brevförsändelser, som utväxlas mellan postanstalter i det ena landet och som befordras över det andra landets område eller med detta lands sjöpostlinjer, beräknas icke någon transitavgift och icke heller sjötransitersättning.

2. För tidningar och tidskrifter, som regelbundet sändas från eller till det ena landet i sluten transit över det andra och som icke är förskrivna hos transitlandet, skall — om icke i förekommande fall en främmande postförvaltning fordrar ersättningens beräknande efter internationella regler — till det land, som verkställer transitbefordringen, erläggas en transittersättning av $12 \frac{1}{2}$ öre per kvartal eller del av kvartal för tidning eller tidskrift, som utkommer oftare än en gång i veckan, i annat fall av $6 \frac{1}{4}$ öre per kvartal eller del av kvartal. De närmare reglerna för denna ersättningens beräknande fastställas av postförvaltningarna.

Artikel 6.

AVRÄKNING.

Avräkning över postverkens på grund av detta avtal utgående ömsesidiga tillgodohavanden skall uppgöras i kronor och försiggår på sätt varom mellan postförvaltningarna överenskommes.

Artikel 7.

ANSVARIGHET.

1. Oavsett den ersättning, som enligt allmänna internationella bestämmelser utbetalas för rekommenderat brev, vilket gått förlorat, är avsändaren av ett rekommenderat brev, som varit förseglat enligt de för brev med angivet värde gällande föreskrifter, berättigad att, om brevet helt eller delvis berövats sitt innehåll eller på annat sätt skadats, medan försändelsen stått under postverkets vård, erhålla skadestånd, motsvarande verkliga värdet av tillgreppet eller skadan, så framt dessa ej förorsakats genom avsändarens fel eller försumlighet eller äro en följd av försändelsens egen beskaffenhet. Skadeståndet kan dock icke i något fall överstiga det belopp, som i den allmänt internationella utväxlingen utgår för en rekommenderad försändelse, som gått förlorad,

2. Den omständigheten, att förlusten av eller skadan å en rekommenderad försändelse eller ett brev med angivet värde förorsakats genom oundvikliga naturförhållanden eller dylikt (force majeure), fritager icke postverken från ersättningsansvar beträffande sådana försändelser.

Artikel 8.

REGLERING AV AVGIFTERNA.

Beträffande de i detta avtal omförmålda avgifter må, därest nuvarande förhållande mellana kronor och mark väsentligen förändras eller ekvivalenten för guldfranç i någotdera landets mynt i internationell trafik undergår förändring, postförvaltningarna överenskomma om erforderlig jämkning av de i vederbörande lands mynt angivna avgiftsbeloppen.

Artikel 9.

EXPEDITIONSREGLEMENTE.

Postförvaltningarna äga befogenhet att i ett särskilt expeditionsreglemente eller genom skriftväxling överenskomma om de närmare bestämmelser, som för tillämpning av detta avtal eller för postutväxlingens befrämjande kunna erfordras.

Artikel 10.

TILLÄMPNING AV INTERNATIONELLA BESTÄMMELSER.

I de fall, för vilka någon föreskrift icke finnes meddelad här ovan eller i nyssnämnda expeditionsreglemente, eller beträffande vilka särskild överenskommelse icke blivit mellan de kontraherande länderna träffad genom skriftväxling, lända de internationella konventionerna och avtalet med därtill hörande expeditionsreglementen till efterrättelse.

Artikel 11.

AVTALETS GILTIGHETSTID.

Detta avtal träder i kraft den 1 juni 1922.

Avtalet gäller för obestämd tid och kan av vardera av de kontraherande parterna uppsägas till upphörande efter ett års förlopp.

Upprättat i två exemplar, vartdera i dansk, finsk och svensk text, att behållas, det ena exemplaret av Generaldirektoratet för postväsendet i Danmark och det andra av Finlands Poststyrelse. Köpenhamn den 22 och Helsingfors den 19 maj 1922.

KIÖRBOE.

G. E. F. ALBRECHT.

T. f. c.

Directeur général des Postes.

6. 6. 1922

P. G. V.

(Signé) HOLLNAGEL JENSEN.

Vu pour la légalisation de la signature de
M. Hollnagel Jensen, Secrétaire général de
l'Administration des Postes du Danemark.

Copenhague, le 15 juin 1922.

(Signé) GEORG COHN,
*Chef du Service danois de la
Société des Nations.*

EKPEDITIONSREGLEMENT TIL
OVERENSKOMSTEN OM POS
TUDVEKSLINGEN MEILLEM
DANMARK OG FINLAND.

TOIMITUSOHJESÄÄNTÖ TANS-
KAN JA SUOMEN VÄLISTÄ
POSTINVAIHTOA KOSKEVAAN
SOPIMUKSEEN.

Den danske og den finske Poststyrelse er kommet overens om, at der for Postforbindelsen mellem de to Lande fra den 1. Juni 1922 skal gælde følgende særlige reglementariske Bestemmelser :

Tanskan ja Suomen postihallinnot ovat keskenään sopineet, että näiden molempien maiden välisessä postinvaihdossa on kesäkuun 1 päivästä 1922 alkaen seuraavia erityisiä ohje-sääntöisiä määräyksiä sovellettavaa.

§ 1.

SÆRLIGE FORSKRIFTER VEDRØRENDE VISSE
ARTER AF BREVPOSTFORSENDELSER.

De saakaldte Velgørenhedsmærker kan i Overensstemmelse med Afsendelseslandets indenrigske Bestemmelser anbringes paa Brevpostforsendelser.

§ 2.

GEBYR FOR LØBESEDLER OG MODTAGELSESBEVIS.

Gebryret for en Løbeseddel angaaende en almindelig eller en anbefalet Brevforsendelse eller et Brev med angiven Værdi er i Danmark 40 Øre og i Finland 3 Mark.

Gebryret for et Modtagelsesbevis for en anbefalet Brevforsendelse eller et Brev med angiven Værdi er i Danmark 20 Øre henholdsvis 40 Øre og i Finland 1 Mark 50 Penni henholdsvis 3 Mark, alt eftersom Beviset forlanges samtidig med eller efter Forsendelsens Indlevering.

§ 3.

EKSPRESFORSENDELSER.

Ekspresforsendelser kan befodres til de Steder i de to Lande, hvis Posthuse deltager

1 §.

ERINÄISIÄ MÄÄRÄYKSIÄ ERÄÄNLAATUISISTA
KIRJELÄHETYKSISTÄ.

N. s. hyväntekeväisyyssmerkkejä voidaan lähtömaan kotimaisten määräysten mukaisesti kiinnittää kirjelähetysiin.

2 §.

TIEDUSTELUMAKSU JA MAKSU VASTAANOTTO-TODISTUKSESTA.

Tavallisen tai kirjatun kirjelähetyn tai määäräarvoisen kirjeen tiedustelumaksu on Tanskassa 40 äyriä ja Suomessa 3 markkaa.

Maksu kirjatun kirjelähetyn tai määäräarvoisen kirjeen vastaanottotodistuksesta on Tanskassa 20 tai 40 äyriä sekä Suomessa 1 markka 50 pennia tai 3 markkaa, riippuen siitä, pyydetäänkö todistus lähetystä postiin jätettäessä vaikko sen jälkeen.

3 §.

PIKALÄHETYKSET.

Pikalähetyksiä voidaan lähettää niihin paikkoihin kummassakin maassa, joiden postitoi-

i den indenrigske Udveksling af denne Art af Forsendelser.

Ekspresgebyret udgør i Danmark 50 Øre og i Finland 3 Mark 75 Penni.

mistot attavat osaa tällaisten lähetysten kotimaiseen vaihtoon.

Pikakuljetusmaksu on Tanskassa 50 äyriä ja Suomessa 3 markkaa 75 penniä.

§ 4.

POSTENS OVERLEVERING.

Postens Overlevering sker, naar Befordringen foregaar med Færge eller Damper, ombord, og, naar Befordringen sker med gennemgaaende Postvogn, i denne.

§ 5.

TIDENDER OG TIDSSKRIFTER.

I. Udvekslingspostkontorerne for Avisbesørgelsen bestemmes gennem Korrespondance mellem Landenes Poststyrelser.

2. Hvert Udvekslingspostkontor i det ene Land udfaerdiger senest den 20. i Kvartalets anden Maaned til ethvert Udvekslingspostkontor i det andet Land, hvorfra Bestillinger paa Tidender og Tidsskrifter er indgaaet, Regning over de Eksemplarer, som er eksperderet paa Grundlag af disse Bestillinger. Om fornødcent kan der udfaerdiges Tillægsafregning den 20. i Kvartalets tredie Maaned. Senere i denne Maaned indgaaede Bestillinger optages i Regningen for det paafølgende Kvartal.

3. Den i Overenskomstens Artikel 5 § 2 omhandlede Transitgodtgørelse for Tidender og Tidsskrifter skal beregnes med en for en Periode af fem Aar hver Gang bestemt fast aarlig Betaling.

Afgiften udregnes første Gang for Aaret 1922 og anden Gang for Aaret 1927 og derefter hvert femte Aar efter det samlede Antal Tidender og Tidsskrifter, som i Aarets Løb har transfereret Danmark og Finland eller det ene af disse Lande. Denne Afregning som ved vedkommende Aars Udgang opstilles af Afsendelseslandet, sendes bilagt med de attesterede kvartervise Beregninger i originali til vedkommende Transitlands Poststyrelse. Den Afgift, som skal betales, vil være at optage i Generalafregninghen for det følgende Aars første Kvartal.

4 §.

POSTIN LUOVUTTAMINEN.

Postin luovuttaminen tapahtuu, kun kuljetus toimitetaan lautalla tai höyrylaivalla, näissä ja kun kuljetus tapahtuu kauttakulkevassa postivaunussa, tässä vaunussa.

5 §.

SANOMALEHDET JA AIKAKAUSKIRJAT.

I. Vaihtopostitoimistot sanomalehtiliikennettä varten määräätään maiden postihallintojen välisen kirjevaihdon kautta.

2. Jommankumman maan kukaan vaihtopostitoimisto antaa viimeistään vuosineljänneksen toisen kuukauden 20 päivänä jokaiselle toisessa maassa sijaitsevalle vaihtopostitoimistolle, josta sanomalehtitilauskia on saapunut, laskun nüstä sanomalehtikappaleista, jotka näiden tilausten nojalla on lähetetty. Tarvittaessa voidaan laatia lisälasku vuosineljänneksen kolmannen kuukauden 20 päivänä. Myöhemmin viinemainituissa kuussa saapuvat tilaukset merkitään seuraavan vuosineljänneksen tilin.

3. Sopimuksen 5 artiklan 2 pykälässä mainittu kauttakulkukorvaus sanomalehdistä ja aikakauskirjoista on suoritettava joka kerta viisi vuotiskaudaksi määrätyllä kiinteällä vuotuisella maksulla.

Maksu lasketaan ensi kerta vuodelta 1922 ja toinen kerta vuodelta 1927 sekä senjälkeen joka viides vuosi niiden sanomalehtien ja aikakauskirjojen yhteisen lukumäärän mukaan, jotka vuoden kuluessa ovat kulkeneet Tanskan ja Suomen tai jommankumman maan kautta. Tämä laskelma, jonka lähtömaa laatii asianomaisen vuoden umpeen kuluttua, lähetetään todistettujen alkuperäisten neljänneslaskujen seuraamana asianomaisen kauttakulkumaan postihallinnolle. Suoritettava maksu merkitään seuraavan vuoden ensimmäisen neljänneksen päätiliin.

4. Ved Overflytning af Abonnement mod fast Afgift af 50 Øre henholdsvis 3 Mark 75 Penni iagttages følgende :

Begæring om Overflytning af Abonnement paa en Tidende eller et Tidsskrift skal gælde fra en bestemt Dag indtil videre og modtages kun, naar Omflytningen forlanges til eet Sted, men derimod ikke, naar den samtidig begærer til flere Steder efter hverandre.

Den skriftlige Begæring om Overflytningen sendes af Posthuset paa det hidtidige Bestemmelsessted til det vedkommende indenlandske Udvekslingspostkontor, som snarest underretter vedkommende interesserende Posthuse. Hvis der ikke hersker nogen Tvivl angaaende det nye Bestemmelsessteds Postadresse, kan Begæringen derhos tilstilles Udgivelsesstedets Posthus direkte, saafrem det antages, at Fremsendelsen alene gennem Udvekslingspostkontoret vil sinke Omflytningen.

Gebyret for Overflytning afgøres ved Fri-mærker, der paaklæbes Begæringen.

§ 6.

SPROG.

Al Korrespondance mellem det danske og det finske Postvæsen skal foregaa paa det danske eller det svenske Sprog.

Udfærdiget i to Eksemplarer, begge med dansk, finsk og svensk Tekst, af hvilke det ene Eksemplar forbliver i Generaldirektoratet for Postvæsenet i Danmark og det andet i Finlands Poststyrelse. Kjøbenhavn den 22. og Helsingfors den 19. Maj 1922.

(Sign.) KIÖRBOE.

T. f. c.

Directeur général des Postes.
6. 6. 1922.

P. G. V.

(Signé) HOLLNAGEL JENSEN.

4. Postin kautta tilatun sanomalehden jake-lun siirtoon nähdien erityistä 50 äyrin tai 3 markan 75 pennin maksua vastaan, noudate-taan seuraavaa.

Sanomalehden tai aikakauskirjan siirto on anottava olemaan voimassa määritystä päivästä toistaiseksi, ja vastaanotetaan siirtoano-mus ainoastaan siinä tapauksessa, että siirtoa pyydetään yhteen paikkaan, jotavastoin anomusta ei vastaanoteta, kun siirtoa pyydetään samalla kertaa useampaan paikkaan perä-käin.

Kirjallisen siirtoanomuksen lähetää siihe-nastisessa jakelupaikassa sijaitseva postitoimisto asianomaiselle oman maan vaihtopostitoimis-tolle, joka viipymättä ilmoittaa siitä toisille postitoimistoille, joita siirto koskee. Elleli uuden jakelupaikan postiosoitteesta ole mitään epäily-stä, voidaan anomus sitäpaitsi, jos sen lähet-täminen vaihtopostitoimiston kautta vain saat-taa myöhästyttää siirtoa, lähetää suoraan jul-kaisupaikan postitoimistolle.

Siirrosta menevä maksu suoritetaan posti-merkeissä, jotka kiinnitetään siirtoa koskevaan anomukseen.

6 §.

KIELI.

Kaiken kirjevaihdon Tanskan ja Suomen postilaitosten kesken tulee tapahtua tanskan-tai ruotsinkielellä.

Tehty kahtena kappaleena, kumpikin tans-kan-, suomen- ja ruotsinkielellä, joista toisen kappaleen pitää Tanskan postilaitoksen Pää-hallinto ja toisen Suomen Postihallitus. Kööpen-haminassa 22. päivänä ja Helsingissä 19. pää-vänä toukokuuta 1922.

(Sign.) G. E. F. ALBRECHT.

Vu pour la légalisation de la signature de M. Hollnagel Jensen, Secrétaire général de l'Administration des Postes du Danemark.

Copenhague, le 15 juin 1922.

(Signé) GEORG COHN,
*Chef du Service danois de la
Société des Nations.*

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

EXPEDITIONSREGLEMENTE TILL AVTALET ANGÅENDE POSTUTVÄXLINGEN MELLAN DANMARK OCH FINLAND.

Danska och finska postförvaltningarna hava överenskommit, att för postutväxlingen mellan de båda länderna följande särskilda reglementariska föreskrifter skola från och med den 1 juni 1922 tillämpas.

§ 1.

SÄRSKILDA FÖRESKRIFTER RÖRANDE VISSA SLAGS BREVFÖRSÄNDELSER.

S. k. välgörenhetsmärken kunna i enlighet med avsändningslandets inrikes bestämmelser anbringas å brevförändelser.

§ 2.

AVGIFT FÖR REKLAMATION OCH MOTTAGNINGSBEVIS.

Avgiften för reklamation angående vanlig eller rekommenderad brevförändelse eller brev med angivet värde utgör i Danmark 40 öre och i Finland 3 mark.

Avgiften för mottagningsbevis rörande rekommenderad brevförändelse eller brev med angivet värde utgör i Danmark 20 respektive 40 öre samt i Finland 1 mark 50 penni respektive 3 mark, allt efter som beviset begäres samtidigt med eller efter försändelsens inlämnande.

§ 3.

EXPRESSFÖRSÄNDELSER.

Expressförsändelser kunna befordras till de orter i de två länderna, vilkas postanstalter deltaga i den inrikes utväxlingen av dylika försändelser.

Expressavgiften utgör i Danmark 50 öre och i Finland 3 mark 75 penni.

§ 4.

POSTENS ÖVERLÄMNANDE.

Postens överlämnande sker, när befordringen verkställes med färja eller ångbåt, ombord, och när befordringen sker med genomgående postvagn, i denna.

§ 5.

TIDNINGAR OCH TIDSKRIFTER.

1. Utväxlingspostanstalterna i tidningsrörelsen bestämmas genom skriftväxling mellan ländernas postförvaltningar.

2. Varje utväxlingspostanstalt i någotdera av länderna utställer senast den 20 i kvartalets andra månad å envar i det andra landet belägen utväxlingspostanstalt, från vilken tidningsförskrivningar ingått, räkning å de tidningsexemplar, som på grund av dessa förskrivningar expedierats. Om så erfordras, kan en tilläggsräkning upprättas den 20 i kvartalets tredje månad. Senare i denna månad ingående förskrivningar upptagas i räkning för nästföljande kvartal.

3. Den i avtalets artikel 5 § 2 omnämnda transintersättningen för tidningar och tidskrifter skall utgå med ett för en period av fem år varje gång bestämt fast årligt belopp.

Avgiften uträknas första gången för år 1922 och andra gången för år 1927, samt därefter vart femte år, efter sammanlagda antalet tidningar och tidskrifter, som under årets lopp transitterat Danmark och Finland eller det ena av dessa länder. Denna uträkning, som efter utgången av vederbörande år verkställes av avsändningslandet, översändes, åtföljd av de attesterade kvartalsuppgifterna i huvudskrift, till vederbörande transitlands postförvaltning. Den avgift, som skall betalas, upptagas i generalavräkning för det följande årets första kvartal.

4. Beträffande överflyttning mot särskild avgift, 50 öre respektive 3 mark 75 penni, av postabonnerad tidnings utdelning iakttages följande.

Framställning om överflyttning av tidning eller tidskrift skall gälla från viss dag tillsvidare och mottages endast när överflyttningen begäres till en ort, men icke när den samtidigt begäres till flera orter efter varandra.

Den skriftliga framställningen om överflyttning sändes av postanstalten å den dittillsvarande utdelningsorten till vederbörande inländska utväxlingspostanstalt, som omedelbart underrättar de andra postanstalter, som beröras av överflyttningen. Därest tvekan icke råder angående den nya utdelningsortens postadress, må framställningen dessutom, såframt dess expedierande allenaest genom utväxlingspostanstalten kan försena överflyttningen, sändas direkt till utgivningsortens postanstalt.

Avgiften för överflyttning utgöres med frimärken, som anbringas på den beträffande överflyttningen avlätna framställningen.

§ 6.

SPRÅK.

All skriftväxling mellan danska och finska postverken skall äga rum på danska eller svenska språket.

Upprättat i två exemplar, vartdera i dansk, finsk och svensk text, att behållas, det ena exemplaret av Generaldirektoratet för postväsendet i Danmark och det andra av Finlands Poststyrelse. Köpenhamn den 22. och Helsingfors den 19. maj 1922.

(Sign.) KIÖRBOE.

(Sign.) G. E. F. ALBRECHT.

T. f. c.
Directeur général des Postes.
6. 6. 1922.

P. G.V.
(Signé) HOLLNAGEL JENSEN.

Vu pour la légalisation de la signature de
M. Hollnagel Jensen, Secrétaire général de
l'Administration des Postes du Danemark.

Copenhague, le 15 juin 1922.

(Signé) GEORG COHN,
*Chef du Service danois
de la Société des Nations.*

TRADUCTION — TRANSLATION

1 TRADUCTION

No. 270. — ARRANGEMENT POSTAL ENTRE LE DANEMARK ET LA FINLANDE, SIGNÉ A HELSINGFORS LE 19 MAI ET A COPENHAGUE LE 22 MAI 1922.

En vertu des pouvoirs qui leur auront été conférés à cet effet, les autorités postales danoises et finlandaises ont conclu un Arrangement contenant les dispositions spéciales suivantes relatives aux services postaux entre les deux pays.

Article 1.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

1. Chacune des deux administrations postales effectuera par ses propres moyens et à ses frais le transport direct des courriers postaux de l'intérieur de son territoire jusqu'à la frontière de l'autre pays. Les deux administrations pourront, toutefois, prendre par le moyen d'un accord spécial d'autres dispositions à cet égard.

2. Lorsque les courriers postaux emprunteront la voie maritime, le transport entre le lieu de débarquement et le bureau de poste intéressé s'effectuera par les soins et aux frais de l'administration postale destinataire.

3. Les envois postaux trouvés dans les sacs postaux du pays expéditeur et qui n'auront pas encore été manipulés par l'autorité postale, seront timbrés par le service destinataire d'un cachet spécial indiquant le pays d'origine.

Ces envois seront affranchis conformément aux dispositions en vigueur dans les deux pays.

*Article 2.*TAXE D'AFFRANCHISSEMENT DES LETTRES ET CARTES POSTALES,
TAXES DE RECOMMANDATION.

1. La taxe d'affranchissement pour les lettres expédiées d'un pays dans l'autre est fixée comme suit :

	<i>Danemark</i>	<i>Finlande</i>
Jusqu'à 20 gr.	20 øre	1 mark 50 penni
De 20 gr. à 125 gr.	40 »	3 » — »
De 125 gr. à 250 gr.	60 »	4 » 50 »
De 250 gr. à 500 gr.	80 »	6 » — »

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

1 TRANSLATION

No. 270. — POSTAL AGREEMENT BETWEEN DENMARK AND FINLAND, SIGNED AT HELSINGFORS ON MAY 19, AND AT COPENHAGEN ON MAY 22, 1922.

The Post Office authorities in Denmark and Finland have, in virtue of the authority conferred on them for that purpose, concluded an agreement regarding the following special provisions relating to postal communication between these countries.

Article 1.

GENERAL PROVISIONS.

(1) Each postal administration shall take charge and bear the cost of the direct conveyance of mails from its own territory to the other country. By special agreements between the postal administrations, other provisions may be laid down for this purpose.

(2) When mails are carried by sea, their conveyance from the landing-place to the proper post office shall be carried out by and at the cost of the postal administration which receives them.

Mails and postal packets found in mailbags arriving from the despatching country, which have not previously been dealt with by the postal authorities, shall be stamped by the post office which receives them with a special stamp indicating the despatching country.

Such mails and postal packets may be franked by the methods of franking which are valid in either country.

Article 2.

CHARGES FOR LETTERS AND POST-CARDS. REGISTRATION.

(1) The charges for letters sent from one country to the other shall be as follows:

	<i>Denmark</i>	<i>Finland</i>
Weight not exceeding 20 grams	20 øre	1 mark 50 penni
Weight exceeding 20 gr. but not exceeding 125 gr.	40 »	3 » — »
Weight exceeding 125 gr. but not exceeding 250 gr.	60 »	4 » 50 »
Weight exceeding 250 gr. but not exceeding 500 gr.	80 »	6 » — »

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

De 500 gr. à 2 kg. (limite internationale de poids) la taxe sera calculée, pour le poids total, conformément aux dispositions de la Convention Postale Universelle.

Les envois postaux entre les deux pays ne sont soumis à aucune limitation de poids.

Danemark	Finlande
----------	----------

2. La taxe pour une carte postale simple est fixée à	15 øre
Pour une carte postale avec réponse payée ...	30 »

1 mark
2 »

3. Les lettres et cartes postales non affranchies ou insuffisamment affranchies payeront en sus de l'insuffisance d'affranchissement, une taxe supplémentaire de 20 øre pour une somme de 15 øre au Danemark et de 1 mark 50 penni pour une somme de 1 mark en Finlande. Toutefois, le total de ces deux taxes ne devra pas être supérieur au double de l'insuffisance d'affranchissement.

4. La taxe de recommandation est fixée comme suit :

Danemark, 30 øre

Finlande, 1 mark 50 penni.

5. Au cas où les dispositions relatives à la taxe ou au poids des lettres ou à la taxe des cartes postales seraient modifiées dans le service intérieur de l'un des deux pays et au cas où les règlements internationaux relatifs à la taxe ou au poids des lettres ou à la taxe des cartes postales seraient modifiés, les deux administrations postales pourront apporter les changements devenus nécessaires aux taxes et aux conditions de poids fixées par le présent article ; toutefois les modifications arrêtées à cet égard par les deux administrations postales ne seront applicables qu'après ratification de leurs gouvernements respectifs.

Article 3.

LETTRES AVEC VALEUR DÉCLARÉE.

Les lettres avec valeur déclarée expédiées d'un pays dans l'autre payeront, en plus du tarif fixé pour l'affranchissement et la recommandation (voir article 2, §§ 2 et 4), une taxe d'assurance fixée comme suit :

Danemark : 8 øre par 250 couronnes ou fraction de cette somme,

Finlande : 40 penni par 1000 mark ou fraction de cette somme.

Le montant total de la taxe d'assurance est acquis au pays qui l'a perçue.

Article 4.

JOURNAUX ET PÉRIODIQUES FAISANT L'OBJET D'UN ABONNEMENT POSTAL.

1. Les journaux et périodiques publiés dans l'un des deux pays seront fournis aux abonnés dans l'autre pays au prix fixé pour les abonnements postaux du pays d'origine, mais la taxe d'affranchissement ne sera en aucun cas inférieure à 20 øre au Danemark et à 1 mark 50 penni en Finlande par période d'abonnement, indépendamment, le cas échéant, du supplément afférent au transport en transit par la Suède.

La taxe d'affranchissement sera partagée également entre le pays d'origine et le pays de destination.

As regards letters weighing more than 500 grams but not more than 2 kilograms (the international maximum weight) the whole weight shall be charged for in accordance with the regulations laid down in the International Postal Convention.

Postal consignments passing between the two countries shall not be subject to any restriction as regards weight.

	<i>Denmark</i>	<i>Finland</i>
(2) The charge for single postcards shall be ...	15 øre	1 mark
For postcards with reply prepaid	30 »	2 »

(3) For unstamped or insufficiently stamped letters or postcards the amount not paid shall be charged plus an additional charge of:

Denmark : 20 øre for a sum of 15 øre

Finland : 1 mark 50 penni for a sum of 1 mark — the two charges together shall, however, not amount to more than twice the amount unpaid.

(4) The charge for registration shall be:

Denmark : 30 øre.

Finland : 1 mark 50 penni.

(5) Should the charges or weights for the inland letter post be altered in either country, or should the charge for postcards be altered, or should the international charges or weights for letters or charge for postcards be altered, the postal administrations may make such changes as may be required in the charges and weights prescribed in this article; but decisions taken in this matter by the postal administrations must be ratified by their respective Governments.

Article 3.

LETTERS OF DECLARED VALUE.

For letters of declared value sent from one country to the other, the following charge for insurance shall be made, in addition to the ordinary charge for postage and registration, as laid down in Article 2 §§ 2 and 4:

Denmark : 8 øre for every 250 kroner or part thereof.

Finland : 40 penni for every 1000 marks or part thereof.

The whole of the amount charged for insurance shall be retained by the country which has collected it.

Article 4.

NEWSPAPERS AND PERIODICALS FOR WHICH POST OFFICE SUBSCRIPTIONS ARE PAID.

(I) Newspapers and periodicals published in one country shall be delivered to subscribers in the other country for the same sum as is charged to post-office subscribers in the publishing country, but the postal charge shall in no case be less than 20 øre in Denmark or 1 mark 50 penni in Finland per term of subscription, with an increase when necessary for Swedish transit dues.

The sum charged shall be divided equally between the country in which the publication is issued and the country to which it is sent.

2. Indépendamment des dispositions de la Convention internationale des journaux, relatives à la mutation des abonnements aux journaux, les journaux et périodiques ayant fait l'objet d'un abonnement postal dans l'un des deux pays pourront faire l'objet d'une mutation d'un point quelconque de ce pays à n'importe quel autre point dans l'autre pays moyennant le paiement préalable d'une taxe de 50 øre au Danemark et de 3 mark 75 penni en Finlande, par mutation. Cette taxe sera acquise à l'administration postale qui l'a perçue. La mutation d'un abonnement entre deux points situés à l'intérieur d'une même circonscription postale d'un pays reste soumise aux règlements intérieurs du pays intéressé.

Article 5.

TRANSIT POSTAL.

1. Les lettres et cartes postales expédiées de Danemark en Finlande ou vice versa et transitant par la Suède sont soumises, conformément à la Convention spéciale en vigueur entre la Suède et la Finlande, à une taxe de transit égale à la moitié de la somme fixée par les règlements de la Convention Postale Universelle.

Il ne revient rien à la Suède du montant de la taxe d'assurance perçue pour les lettres avec valeur déclarée.

Il ne sera dû aucune taxe de transit terrestre ou maritime pour les envois postaux en provenance ou à destination des bureaux de poste de l'un des deux pays et transitant par le territoire ou par les voies maritimes postales de l'autre pays.

2. Pour les journaux ou périodiques en provenance, ou à destination de l'un des deux pays, qui transitent purement et simplement, de façon régulière, à travers l'autre pays et qui n'ont pas été recommandés dans le pays de transit, ce dernier pays — sauf au cas où une administration postale étrangère réclamerait une taxe de transit calculée sur la base des règlements internationaux — recevra une indemnité de transit de 12 øre $\frac{1}{2}$ par trimestre ou fraction de trimestre et par journal ou périodique paraissant plus d'une fois par semaine, et 6 $\frac{1}{4}$ øre — par trimestre ou fraction de trimestre, dans les autres cas. Les administrations postales intéressées fixeront les dispositions de détail relatives au règlement de ces indemnités.

Article 6.

DÉCOMPTE.

Le décompte des sommes dues de part et d'autre, aux termes du présent Arrangement, sera établi en couronnes, et le mode de règlement sera fixé d'un commun accord entre les administrations postales intéressées.

Article 7.

RESPONSABILITÉ.

1. Indépendamment des dispositions de la Convention Postale Universelle relatives à l'indemnité due à titre de remboursement pour la perte de lettres recommandées, l'expéditeur d'une lettre recommandée cachetée conformément aux règlements en vigueur relatifs aux lettres à valeur déclarée, a droit, au cas où le contenu de cette lettre aurait été volé ou endommagé de toute autre façon en cours de transmission, au remboursement de la somme volée, ou à une indemnité correspondant au dommage subi effectivement, sauf au cas où la perte ou le dommage serait dû à la faute ou à la négligence de l'expéditeur, ou serait imputable à la nature même du contenu de la

(2) Apart from the procedure regarding the transfer of newspapers subscriptions laid down in the International Convention regarding newspapers, subscriptions for newspapers and periodicals published in Denmark or Finland, which have been taken out through the postal administrations of one of the countries, may be transferred from any place in one country to a place in the other on prepayment of a charge per consignment of 50 øre in Denmark and 3 marks 75 penni in Finland. The amount charged shall be retained by the postal administration which has collected it. As regards the transfer of a subscription from one place to another within the same postal district of one State, the internal regulations of that State concerned shall be applied.

*Article 5.***POSTAL TRANSIT.**

(1) For letters and postcards between Denmark and Finland sent in transit through Sweden, there shall be charged, in accordance with a special convention in force between Sweden and Finland, a transit due amounting to one half of the sum which should have been paid under the general international regulations. For letters of declared value no part of the amount charged for insurance shall be paid to Sweden.

For postal bags despatched between post offices in the one country and sent through the territory of the other country or by the other country's sea mail routes, no charge shall be made for transit by land or sea.

(2) For newspapers and periodicals which are regularly sent in transit under seal from or to one country and through the other, and which have not been ordered in the country of transit, the latter country shall — unless, in the case in question, a foreign postal administration claims transit dues, reckoned in accordance with the international regulations — be paid a transit due of $12\frac{1}{2}$ øre per quarter or part of a quarter for each newspaper or periodical which is published more often than once weekly, and for others $6\frac{1}{4}$ øre per quarter or part of a quarter. Further details regarding the amounts to be charged for these dues shall be settled by the respective postal administrations.

*Article 6.***SETTLING OF ACCOUNTS.**

The amounts due to both sides in respect of this agreement shall be settled in kroner, and the method of settlement shall be fixed by agreement between the respective postal administrations.

*Article 7.***LIABILITY.**

(1) Apart from the compensation paid under the terms of the general international regulations for the loss of registered letters, the sender of a registered letter which has been sealed in accordance with the regulations in force for letters of declared value, if the contents of such letters have been stolen or if they have suffered any other damage while in the care of the post office, is entitled to compensation corresponding to the value of the stolen contents or to indemnification for damage actually committed, unless such loss or damage has been caused through the fault or neglect of the sender or is due to the nature of the contents of the letter itself. The sum paid

lettre. Le montant de cette indemnité ne saurait, toutefois, dépasser en aucun cas la somme fixée par la Convention Postale Universelle comme indemnité pour la perte d'une lettre ou d'un colis recommandé.

2. Le fait que la perte d'un envoi ou d'une lettre recommandée, ou le dommage subi par cet envoi ou cette lettre, est dû à des causes naturelles inévitables, ou à d'autres raisons analogues (cas de force majeure) ne dispense en aucune manière l'administration postale en question de l'obligation d'indemniser l'intéressé de la perte ou du dommage subi.

Article 8.

FIXATION DES TAXES.

En ce qui concerne les taxes fixées dans le présent Arrangement, les autorités postales, au cas où le rapport actuel entre la couronne et le mark se modifierait de façon très sensible, ou au cas où l'équivalent du franc-or dans la monnaie de l'un des pays intéressés se trouverait modifié dans le trafic international, pourront engager des pourparlers, en vue de réviser, pour les adapter à la situation nouvelle, les taxes fixées dans la monnaie du pays en question.

Article 9.

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION.

Les autorités postales sont autorisées à édicter un règlement d'exécution spécial ou à conclure les accords écrits nécessaires pour l'exécution du présent Arrangement et l'amélioration des échanges postaux.

Article 10.

APPLICATION DES RÈGLEMENTS INTERNATIONAUX.

Dans les cas non prévus par les dispositions du présent accord ou par le règlement d'exécution mentionné ci-dessus, ou au sujet desquels aucun accord spécial écrit n'aurait été conclu entre les deux Etats contractants, on se conformera aux dispositions des conventions et accords postaux internationaux et de leurs règlements d'exécution.

Article 11.

DURÉE DE VALIDITÉ DE L'ARRANGEMENT.

Le présent Arrangement entrera en vigueur le 1^{er} juin 1922.

Il restera en vigueur pour une durée indéterminée, mais pourra être dénoncé par l'une quelconque des parties contractantes, moyennant préavis d'un an.

Fait en double expédition, contenant chacune le texte danois, finlandais et suédois, et déposées, l'une à la Direction générale des Postes danoises, et l'autre à la Direction générale des Postes finlandaises.

COPENHAGUE, le 22 mai 1922, et

HELSINGFORS, le 19 mai 1922.

(Signé) KIÖRBOE.

G. E. F. ALBRECHT.

as compensation can, however, in no case exceed the amount paid in the general international postal agreement for the loss of a registered letter or postal packet.

(2) The fact that the loss or damage of a registered letter or postal packet or of a letter of declared value is due to unavoidable natural causes or similar causes (such as *vis major*) in no way exempts the postal administration in question from the obligation to grant compensation for the loss or damage caused to such letters or postal packets.

Article 8.

REGULATION OF CHARGES.

As regards the charges referred to in this agreement, the postal authorities, if the present relation between the krone and the mark undergoes considerable change or if the equivalent of the gold franc in the currency of one of the countries concerned is altered in the international traffic, may negotiate in regard to the adjustment which is required in the amount charged in the currency of the country in question.

Article 9.

SPECIAL POSTAL REGULATIONS.

The postal authorities shall be authorised, by means of special postal regulations or written agreements, to take such additional measures as may be found necessary for the carrying out of his agreement and the improvement of the postal traffic.

Article 10.

APPLICATION OF INTERNATIONAL PROVISIONS.

In cases for which no provision has previously been made in the above-mentioned special postal regulations, or with regard to which no special written agreement has been concluded between the contracting States, the international postal conventions and agreements and the special postal regulations annexed thereto shall apply.

Article 11.

VALIDITY OF THE AGREEMENT.

The present agreement shall come into force on June 1, 1922.

The agreement shall remain in force for an indefinite time and may be denounced by either of the Contracting Parties subject to a year's notice.

Done in duplicate, both copies containing the Danish, Finnish and Swedish text, one copy to remain in the General Post Office in Denmark and the other in the Finnish General Post Office.

COPENHAGEN, May 22, and

HELSINGFORS, May 19, 1922.

(Signed) KIÖRBOE.

G. E. F. ALBRECHT.

¹ TRADUCTION.

RÈGLEMENT RELATIF A L'APPLICATION DE L'ARRANGEMENT CONCERNANT LES ÉCHANGES D'ENVOIS POSTAUX ENTRE LE DANEMARK ET LA FINLANDE.

Les administrations postales du Danemark et de la Finlande sont convenues d'adopter, à la date du 1^{er} juin 1922, les dispositions spéciales suivantes relativement aux communications postales entre les deux pays.

Paragraphe 1.

DISPOSITIONS SPÉCIALES RELATIVES A L'ACHEMINEMENT, PAR LA POSTE AUX LETTRES, DE CERTAINES CATÉGORIES D'ENVOIS POSTAUX.

Les vignettes dites « de bienfaisance » peuvent être apposées sur les envois postaux acheminés par la poste aux lettres, conformément à la réglementation intérieure du pays expéditeur.

Paragraphe 2.

TAXES APPLICABLES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET AUX AVIS DE RÉCEPTION.

La taxe applicable aux demandes de renseignements relatifs à un envoi postal ordinaire ou recommandé, acheminé par la poste aux lettres, ou à une lettre avec valeur déclarée, sera de 40 öre au Danemark et de 3 marks en Finlande.

Les taxes applicables aux avis de réception relatifs aux envois postaux recommandés, acheminés par la poste aux lettres, ou aux lettres avec valeur déclarée, seront respectivement de 20 ou de 40 öre au Danemark et de 1 mark 50 ou 3 marks en Finlande, suivant que

¹ TRANSLATION.

REGULATIONS FOR THE APPLICATION OF THE AGREEMENT REGARDING THE EXCHANGE OF POSTAL PACKAGES BETWEEN DENMARK AND FINLAND.

The Danish and Finnish postal administrations have agreed that the following special regulations shall be adopted in regard to postal communications between the two countries, as from June 1, 1922.

Paragraph 1.

SPECIAL REGULATIONS REGARDING CERTAIN KINDS OF POSTAL PACKETS SENT BY LETTER POST.

The so-called "benevolence" stamps may be affixed to postal packets sent by letter post, in conformity with the domestic regulations of the dispatching country.

Paragraph 2.

CHARGES FOR ADVICE NOTES AND ACKNOWLEDGMENT NOTES.

The charge for an advice note referring to an ordinary or a registered postal packet sent by letter post, or to a letter of declared value, shall be 40 öre in Denmark and 3 marks in Finland.

The charge for an acknowledgment note for a registered postal packet sent by letter post or a letter of declared value, shall be, respectively, 20 or 40 öre in Denmark and 1.50 or 3 marks in Finland, according as the acknowledgment is required simultaneously

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

la demande d'avis de réception aura été faite en même temps que la remise de l'envoi postal ou postérieurement à cette remise.

Paragraphe 3.

ENVOIS PAR EXPRESS.

Les envois postaux par express peuvent être adressés aux bureaux de poste de toute localité des deux pays, ouverts sur le territoire du pays, à la réception et à l'expédition des envois postaux de cette nature.

La taxe des envois par express sera de 50 öre au Danemark et de 3 marks 75 penni en Finlande.

Paragraphe 4.

TRANSMISSION DES COURRIERS.

La transmission des courriers s'effectuera à bord des ferry-boats ou des vapeurs ou, autrement, dans les fourgons postes directs, selon le mode de transport adopté pour les courriers.

Paragraphe 5.

JOURNAUX ET PUBLICATIONS PÉRIODIQUES.

1. Le service des journaux s'effectuera par l'intermédiaire des bureaux d'échange que les administrations postales des deux pays désigneront d'un commun accord.

2. Le vingtième jour du deuxième mois de chaque trimestre au plus tard, les bureaux d'échange de chacun des deux pays aviseront chacun des bureaux d'échange de l'autre pays, qui leur auront adressé des commandes de journaux et périodiques, du nombre d'exemplaires qui aura été expédié en exécution de ces commandes. Au besoin, un relevé supplémentaire pourra être fourni le vingtième jour du dernier mois du trimestre. Les commandes reçues dans ce dernier mois à une date trop tardive seront portées au compte du trimestre suivant.

3. Les tarifs applicables au transit des journaux et périodiques mentionnés à l'article 5, § 2, de l'Accord seront calculés d'après un taux annuel fixe qui sera établi pour des périodes successives de cinq années.

with or subsequent to the handing in of the postal packet.

Paragraph 3.

EXPRESS POSTAL PACKETS.

Express postal packets can be forwarded to any places in the two countries where there are post offices which undertake the receiving and forwarding of postal packets of this nature within the country.

The express fee shall be 50 öre in Denmark and 3 marks 75 penni in Finland.

Paragraph 4.

TRANSFER OF THE MAIL.

The transfer of the mail shall take place either on board the ferry boats or steamers, or else in the through mail vans, according as the former or the latter means are used for the conveyance of the mails.

Paragraph 5.

NEWSPAPERS AND PERIODICALS.

(1) Clearing-house post offices for dealing with newspapers shall be designated by agreement between the postal administrations of the two countries.

(2) All the clearing-house post offices in each of the two countries shall render accounts, at latest on the 20th of the second month of each quarter, to each of the clearing-house post offices in the other country from which orders for newspapers and periodicals have been received, for the copies which have been dispatched in pursuance of such orders. If necessary, a supplementary account may be rendered on the 20th of the third month of the quarter. Orders which are received later in the month shall be charged to the account of the next quarter.

(3) The charges for transit for newspapers and periodicals, referred to in Article 5, paragraph (2) of the Agreement, shall be computed at a fixed annual rate to be determined for successive periods of 5 years.

Ces tarifs seront calculés en premier lieu pour l'année 1922, en second lieu pour l'année 1927 et par la suite tous les cinq ans, sur la base du nombre total des journaux et périodiques qui seront passés en transit au cours de l'année en question sur le territoire du Danemark et de la Finlande ou de l'un ou l'autre de ces deux pays. L'original de ce relevé, établi par le pays expéditeur à la fin de l'année courante, sera adressé, en même temps que les comptes trimestriels approuvés, à l'administration postale du pays transitaire intéressé. Le montant de la somme à verser sera porté au compte général du premier trimestre de l'année suivante.

4. Les conditions suivantes devront être observées pour le transfert des abonnements, assujetti au paiement d'une taxe fixe de 50 öre ou de 3 marks 75 penni.

La demande de transfert concernant un abonnement à un journal ou à une publication périodique prendra effet à partir d'un jour donné et jusqu'à nouvel avis ; elle ne pourra être admise que pour le transfert d'un abonnement à une adresse unique, mais non pour le transfert d'un abonnement à une série d'adresses successives.

La demande écrite de transfert sera adressée, par le bureau de poste de la localité où se trouve l'ancienne adresse, au bureau d'échange intéressé du pays ; celui-ci avisera immédiatement le bureau de poste intéressé. S'il ne peut y avoir de doute sur l'adresse postale du nouveau lieu de destination, la demande pourra être envoyée directement au bureau de poste de la localité expéditrice, lorsqu'il apparaîtra que l'obligation de faire passer la demande par le bureau d'échange retarderait le transfert de l'abonnement.

La taxe de transfert sera acquittée en timbres qui seront apposés sur la demande.

Paragraphe 6.

LANGUE.

Les langues employées dans les échanges de correspondance entre les services postaux du Danemark et de la Finlande, seront le danois ou le suédois.

Fait en double expédition dans chacun des textes danois, finlandais et suédois, un exemplaire devant être conservé au bureau du

These charges shall be computed, in the first instance, for the year 1922, next for the year 1927, and thereafter every fifth year, on the basis of the total number of newspapers and periodicals which have been conveyed in transit during the year in question, through Denmark and Finland, or through either of these two countries. This account, which shall be drawn up by the dispatching country at the close of the current year, shall be forwarded, together with the certified quarterly accounts, in the original, to the postal administration of the transit country concerned. The amount to be paid shall be shown in the general account for the first quarter of the following year.

(4) When a subscription is transferred, on payment of a fixed charge of 50 öre, or 3 marks 75 penni, the following conditions shall be observed.

The application for the transfer of a subscription to a newspaper or a periodical shall have effect from a stated day until further notice ; it can only be accepted if transfer to one address is requested, and not if the transfer is asked for to a number of addresses in succession.

The written application for a transfer shall be forwarded by the post office at the place in which the old address is situated to the home clearing-house post office concerned ; the latter will immediately inform the post office concerned. If no doubt exists regarding the postal address of the new place of destination, the application may be sent direct to the post office at the place of dispatch, if it appears that the transfer of the subscription would be delayed if the application were only forwarded through the clearing-house post office.

The fee for a transfer shall be settled in stamps, which shall be affixed to the application.

Paragraph 6.

LANGUAGE.

All correspondence between the Danish and the Finnish postal services shall take place in the Danish or in the Swedish language.

Done in duplicate, both copies in Danish, Finnish and Swedish texts, one copy being retained in the office of the Director-General

Directeur général des Postes du Danemark, of Posts in Denmark, and the other in the
l'autre exemplaire au siège de l'administration Finnish Postal Administration.
des Postes de Finlande.

COPENHAGUE, le 22 mai 1922.

HELSINGFORS, le 19 mai 1922.

COPENHAGEN, May 22, 1922.

HELSINGFORS, May 19, 1922.

(Signé) KIÖRBOE.

(Signé) G. E. F. ALBRECHT.

(Signed) KIÖRBOE.

(Signed) G. E. F. ALBRECHT.

N° 271.

ALLEMAGNE ET POLOGNE

Convention relative à la Haute Silésie, signée à Genève le 15 mai 1922, avec Déclaration interprétative, signée à Oppeln le 3 juin 1922.

GERMANY AND POLAND

Convention relating to Upper Silesia, signed at Geneva, May 15, 1922, together with Interpretative Declaration, signed at Oppeln, June 3, 1922.

No. 271. — CONVENTION¹ ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA POLOGNE RELATIVE A LA HAUTE-SILESIE, SIGNÉE A GENÈVE LE 15 MAI 1922, AVEC DÉCLARATION INTERPRÉTATIVE, SIGNÉE A OPPELN LE 3 JUIN 1922.

Texte officiel français communiqué par la Délegation polonaise auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cette Convention a eu lieu le 21 juin 1922.

No. 271. — CONVENTION¹ BETWEEN GERMANY AND POLAND RELATING TO UPPER SILESIA SIGNED AT GENEVA, MAY 15, 1922, TOGETHER WITH INTERPRETATIVE DECLARATION, SIGNED AT OPPELN JUNE 3, 1922.

French official text communicated by the Polish Delegation accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place on June 21, 1922.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

DÉCLARATION³

Au moment² de procéder à l'échange des ratifications sur la Convention germano-polonaise relative à la Haute-Silésie, faite à Genève le 15 mai 1922, le représentant du Gouvernement polonais et le représentant du Gouvernement allemand, dûment autorisés à cet effet, déclarent d'un commun accord que le principe énoncé au § 3 de l'article 1^{er} de ladite Convention du maintien en vigueur de lois allemandes postérieures à l'entrée en vigueur du Traité de Versailles, lorsque ces lois ont reçu l'assentiment tacite de la Commission interalliée, s'applique seulement aux lois dont le maintien en vigueur, conformément aux dispositions du

3, alinéa 3 de l'annexe à l'article 88 du Traité de Versailles, a fait l'objet d'un décret réguliè-

DECLARATION³

At the exchange of ratifications of the German-Polish Convention relating to Upper Silesia, which took place at Geneva on May, 15, 1922, the representative of the Polish Government and the representative of the German Government, duly authorised for that purpose, declare by common agreement that the principle set forth in § 3 of Article 1 of the said Convention regarding the maintenance in force of German laws enacted subsequently to the coming into force of the Treaty of Versailles, in cases where these laws have received the tacit consent of the Inter-Allied Commission, only applies to the laws the maintenance of which has, in pursuance of the provisions^{*} of § 3, line 3 of the Annex to Article 88 of the

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Oppeln le 3 juin 1922.

Le texte de cette Convention ayant déjà été communiqué aux Membres de la Société par lettre circulaire C. 396, M. 243, du 9 juin 1922, il n'est pas reproduit dans ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

³ L'échange des ratifications a eu lieu à Berlin le 4 juillet 1922.

¹ The exchange of ratifications took place at Oppeln on June 3, 1922.

The text of the Convention having already been communicated to the Members of the League by circular letter C. 396, M. 243, of June 9, 1922, it is not reprinted in this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations.

³ The exchange of ratifications took place at Berlin on July 4, 1922.

rement pris par la Commission interalliée et promulgué par elle au *Journal Officiel de la Haute-Silésie*.

La présente déclaration constitue partie intégrante de la Convention précitée et, par conséquent, est comprise dans les ratifications respectives sous réserve de l'approbation ultérieure par les autorités compétentes de chaque Etat.

Fait à Oppeln, en double expédition, le trois juin, l'an mil neuf cent vingt-deux.

(Signé) Dr ZYGMUNT SEYDA.

(Signé) PAUL ECKHARDT.

Treaty of Versailles, been provided for by a decree duly issued by the Inter-Allied Commission and promulgated by that authority in the *Official Journal of Upper Silesia*.

The present declaration constitutes an integral part of this Convention and consequently, is included in the respective ratifications subject to its subsequent approval by the competent authorities of each State.

Done in duplicate at Oppeln, the third day of June, one thousand nine hundred and twenty-two.

(Signed) Dr ZYGMUNT SEYDA.

(Signed) PAUL ECKHARDT.

Pour copie conforme :

(L. S.) (Signé) Thadée GWIAZDOWSKI,
Secrétaire de la Délégation de Pologne.

Genève, le 19 juin 1922.

Imprimé
pour la "SOCIÉTÉ DES NATIONS"
par les
IMPRIMERIES RÉUNIES S. A.
Lausanne (Suisse).

Printed
for the "LEAGUE OF NATIONS"
by
IMPRIMERIES RÉUNIES S. A.
Lausanne (Switzerland)